

THÈSE DE
PARIS,

1892

N^o. 27

LA FONDATION

DE

L'UNIVERSITÉ DE DOUAI

THÈSE

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

GEORGES CARDON

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ D'HISTOIRE

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1892

LA FONDATION
DE
L'UNIVERSITÉ DE DOUAI

THÈSE

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

ACAD.
LUGD. BAT.
BIBL.

GEORGES CARDON

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ D'HISTOIRE

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1892



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A MON MAITRE

MONSIEUR ERNEST LAVISSE

Hommage de respectueuse et reconnaissante affection.

AVANT-PROPOS

La fondation de l'Université de Douai appartient à l'histoire religieuse et politique autant qu'à l'histoire de l'enseignement dans les Pays-Bas.

Lorsque en 1562 Philippe II crée l'Université de Douai, la Réforme menace tous les Pays-Bas; les prédications calvinistes ont pénétré dans les villes qui resteront le plus fidèlement attachées à l'Église catholique. Dès le début de son règne, Philippe organise la défense du catholicisme dans ses États : en 1559, il obtient du pape la création de quatorze nouveaux évêchés et en même temps l'érection d'une Université à Douai, « pour la conservation, et maintenant » de la « vraie Religion et Foy catholique » ¹. Il veut empêcher les étudiants des Pays-Bas de fréquenter les Universités allemandes, où se prêche ouvertement la Réforme, les Universités françaises qui tolèrent les Allemands et les nouvelles doctrines. Le Brabant a bien l'Université de Louvain, mais elle est flamande et ne peut retenir les étudiants qui désirent apprendre le français. Douai est une ville voisine de la France; la population y parle français : l'Université de Douai sera une Université de langue française; les jeunes gens y apprendront le français comme en France, et, sous la surveillance du gouvernement, leurs maîtres les maintiendront étroitement dans l'obéissance à l'Église catholique.

L'Université de Douai sera une Université catholique, et nous donnons à ce mot « catholique » toute la force qu'il peut avoir au xvi^e siècle, à la veille ou à l'époque des guerres de religion; nous dirions presque qu'elle a été une Université de combat. — Les négociations entre le Magistrat de Douai et le Gouvernement, l'organisation de l'Université, l'importance de

1. *Lettres d'érection de l'Université de Douai. Préambule.*

la Faculté de Théologie, le choix et l'enseignement des maîtres dans les cinq Facultés, le nombre et le rôle des Collèges ou des Séminaires qui se grouperont rapidement autour de la nouvelle institution, les contributions exigées des abbayes voisines pour son entretien, tout, enfin, nous montrera que l'histoire de la fondation de l'Université de Douai n'est qu'un fragment de l'histoire de la réaction catholique sous le règne de Philippe II.

Mais l'érection d'une Université de langue française dans les Pays-Bas avait été réclamée près de trente années avant l'avènement de Philippe II par les provinces wallonnes. Ces premières requêtes étaient muettes sur l'intérêt de la foi catholique : les Pays-Bas n'étaient pas encore envahis par la Réforme. Les villes qui demandent l'institution d'une nouvelle Université dans leurs murs comptent avant tout sur les avantages que leur procurera un grand concours de maîtres et d'élèves. Mais ce qu'elles « remontrent » surtout au prince, c'est le vœu des familles qui, tout en désirant voir leurs fils apprendre le français, veulent les garder auprès d'elles, c'est-à-dire les mieux surveiller, les soustraire aux menaces des rois de France, toujours en lutte avec les souverains des Pays-Bas, et s'épargner les dépenses qu'impose un long séjour à l'étranger ; c'est aussi l'intérêt des provinces flamandes auxquelles il convient de réserver le bénéfice de ces dépenses ; c'est enfin l'intérêt du gouvernement, car ces jeunes gens, dans des absences trop prolongées, perdent le respect du souverain. Nous trouverons dans les premières et inutiles démarches des Douaisiens, sous Charles-Quint, les raisons politiques et pour ainsi dire locales de la création de l'Université, dans les négociations reprises sous Philippe II, les raisons religieuses.

Enfin une Université fondée au milieu du xvi^e siècle doit porter dans ses programmes et dans son enseignement la marque de la Renaissance. Instituée sur le plan de l'Université de Louvain, dont les docteurs furent ses premiers maîtres, elle reçut d'elle nécessairement tout ce que l'esprit de la Renaissance avait donné à l'Université du Brabant ; mais elle eut sur elle l'avantage de s'ouvrir librement et du premier jour à l'enseignement réformé par les humanistes. Si les programmes de la Faculté de théologie restent les mêmes, ses premiers docteurs donnent un enseignement éclairé par une étude plus soignée des langues et plus intelligente des textes sacrés. La

Faculté de droit canon et de droit civil compte parmi ses maîtres Vendeville, Boèce Epo et d'autres élèves de Mudée, qui avait apporté à Louvain l'enseignement d'Alciat. Les professeurs de la Faculté de Médecine ont pour la plupart enseigné d'abord dans la Faculté des Arts, où ils ont appris à comprendre Galien et Hippocrate. Dans la Faculté des Arts, les programmes indiquent des livres nouveaux, comme la grammaire de Despautères et de Clénard; Nicolas de Nancel donne l'enseignement philosophique de Ramus; enfin le *Collège des Trois Langues* de Louvain offre à l'Université de Douai des méthodes et un modèle qu'elle suit d'autant plus volontiers que la concurrence des Jésuites l'oblige, dès l'origine, à se défendre par la valeur et la renommée de son enseignement.

Mais la grandeur de Douai et le progrès des études comptent peu dans la pensée des fondateurs de l'Université; leur préoccupation est presque exclusivement religieuse: ils construisent sur les bords de la Scarpe comme une citadelle catholique qui, en arrêtant l'émigration scolaire, protégera les Pays-Bas contre une des causes les plus actives du développement de l'hérésie.

LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE DOUAI

FONDATION DE L'UNIVERSITÉ

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES DÉMARCHES DE LA VILLE DE DOUAI EN 1531

1° LA RENAISSANCE ET LES ÉCOLES DANS LES PAYS-BAS VERS 1531.

Ce sont les villes qui, au xvi^e siècle, ont d'abord demandé une Université nouvelle dans les provinces wallonnes : requêtes de bourgeois, et non de docteurs. Ce qui s'explique non seulement par les intérêts financiers des cités qui ont tout à gagner à l'établissement d'une Université dans leurs murs, mais aussi par les caractères particuliers de la Renaissance dans les Pays-Bas.

La Renaissance Française est l'histoire d'une école ou de quelques écrivains. Dans les Pays-Bas, la Renaissance est l'histoire de tout un peuple ¹. Pas de grands noms, si nous exceptons Erasme, pas de grandes œuvres littéraires ; des poètes

1. ALEXANDRE HENNE : *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. XV, ch. xvi, p. 5-66. — ALTMAYER : *Les précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas*.

peu nombreux et sans talent ¹ ; au contraire, beaucoup de savants, d'érudits, d'écrivains, et d'institutions utiles, imprimeries, écoles, chambres de rhétorique. La culture de l'esprit pour elle-même ne semble guère convenir à ce peuple d'artisans, de marchands ou d'administrateurs de cités. Que cherchent-ils dans un livre ? Des renseignements plutôt qu'un agrément pour l'esprit. Il n'a de valeur que comme instrument de travail ou arme de parti. Les Flamands sont gens peu soucieux de poésie. En France, on demande aux auteurs grecs ou latins remis en lumière des inspirations nouvelles pour les œuvres d'imagination. Dans les Pays-Bas, ce sont des sciences d'école, philologie, philosophie, théologie, droit, qui profitent de la Renaissance. Quelques-unes de ces études empruntent aux querelles du xvi^e siècle une importance nouvelle. Cette époque est le règne des théologiens : chaque parti religieux a les siens ; il les forme dans ses Universités.

C'est ainsi que l'Université de Douai sera bien fille de la Renaissance, mais de la Renaissance telle que la connurent les Pays-Bas. En France et en Italie, la Renaissance n'alla pas sans un certain scepticisme qui s'attaqua à tout ce qui, on l'a très bien dit, ne produisit « qu'un certain raffinement d'idées, parfois minutieux et superficiel. » Dans les Pays-Bas, la Renaissance fut plus sévère. « Les écoles de la Hollande et de la Belgique, occupées d'une théologie profonde, furent pleines de foi et d'enthousiasme.... Il se forma dans les Pays-Bas une réunion remarquable d'hommes libres, savants et généreux, qui s'efforçaient de rendre la science utile à la religion ². » L'Université de Douai a été surtout célèbre par sa Faculté de théologie, qui fut en quelque sorte la raison d'être de l'Université, et disons même l'Université tout entière.

La part des villes devait être très grande dans le développement des études. C'étaient de « belles et grosses cités », habitées par un peuple d'artisans et de marchands, riche et instruit ³. L'indépendance municipale exigeait des magistrats

1. Citons cependant Marguerite d'Autriche, Jean Molinet, Nicaise l'Adam, Jean Le Maire des Belges, qui, dit Pasquier, a « grandement enrichi notre langue d'une infinité de beaux traits, tant en prose qu'en poésie. »

2. ALTMAYER, *op. cit.*, t. I., p. 189.

3. GUICHARDIN, *Description de tous les Pays-Bas*, Amsterdam. 1609, p. 6. — V. aussi TH. JUSTE, *Les Pays-Bas sous Philippe II* (1555-1565). Introduction.

capables de diriger une administration difficile et compliquée, et de maintenir les droits de la ville contre les usurpations des autres pouvoirs. Combien parmi les conseillers pensionnaires les bourgmestres, les échevins sont licenciés en droit ! La science était une recommandation pour les plus hautes fonctions de la cité ou de l'État. Charles-Quint appelait dans ses conseils les hommes que lui désignaient de brillantes études, ou la renommée de leurs travaux, des professeurs, comme Viglius. Les jeunes nobles suivaient alors les fils des bourgeois dans les Universités, pour ne pas se laisser exclure du gouvernement, et ceux qui n'arrivaient pas jusqu'au Conseil privé ne dédaignaient pas les magistratures municipales ¹.

Dans un grand nombre de villes, la direction des écoles a passé aux magistrats municipaux. Les chapitres se sont vu enlever peu à peu leur droit d'écolatrie. Bruxelles et Anvers ont fondé des écoles sans consulter les chapitres et en se réservant sur elles une juridiction absolue. Gand au XII^e siècle, Ypres au XIII^e, avaient obtenu la liberté d'enseignement. Les études n'avaient rien perdu à cette indépendance. Toutes les villes avaient deux écoles gratuites, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, et un grand nombre d'institutions dirigées par des savants d'élite, où l'on apprenait à la fois la langue vulgaire et le latin. Plus de cinquante mille écoliers fréquentaient ces établissements ². A la campagne même, on savait lire et écrire ³. Ce sont enfin les villes wallonnes qui ont les premières réclamé une Université de langue française dans les Pays-Bas.

1. SPINNAEL : *Gabriel Mudée ou la Rénovation de l'étude de la jurisprudence en Belgique au XVI^e siècle* (Annuaire de l'Université catholique de Louvain, 1844, p. 195). — A. HENNE, *op. cit.*, t. V. p. 64. — ALTMAYER, I, p. 279. — Th. JUSTE, p. 11.

2. FORNERON, *Histoire de Philippe II*, t. II, p. 5.

3. GUICHARDIN, *op. cit.* « La langue française, dit-il encore, ne doit pas tarder à devenir aussi familière aux habitants des provinces flamandes que leur langue naturelle. »

2° DOUAI DEMANDE UNE UNIVERSITÉ DE LANGUE FRANÇAISE :

PREMIÈRE REQUÊTE ET PREMIÈRE ENQUÊTE.

A quelle époque remontent les premières démarches du Magistrat de Douai ? D'après les termes d'une requête de l'Université et du Conseil de Louvain, adressée à l'Empereur en 1532, les Douaisiens auraient, avant 1530, demandé l'érection d'une Université de langue française dans leur ville¹. Lille avait sollicité la même faveur². Plus actives encore avaient été les démarches des villes du Hainaut, dont plusieurs avaient déjà des écoles célèbres. Valenciennes avait le Collège de Thomas Warnet, qui servit de modèle au Collège de Houdain, établi à Mons pour l'enseignement du latin (1544). La « quantité de grands personnages, tant Evesques et autres Prélats que Seigneurs et aultres qualifiés en toutes sortes de conditions³, » sortis de ces Collèges, plaidait pour l'érection de la nouvelle Université dans une ville du Hainaut. Le Magistrat de Mons conseillait de choisir Maubeuge plutôt que Douai, parce que cette dernière ville « estoit assez peuplée et marchande d'autre part » et Maubeuge au contraire « peu remplie et propre pour y bastir les Collèges⁴. »

Mais à Tournai on avait voulu en quelque sorte prendre les devants et, sans autorisation, on avait ouvert, sous les noms de *Collegium linguarum* et de *Græco-latinum Collegium Tornacense*, des écoles qui pouvaient être le noyau d'une Université future. Des maîtres distingués y furent appelés, Petrus Amicus, plus tard professeur à Louvain, Jacques Ceratinus, Melchior de Vienne et Pierre de Renaix, qui y enseignèrent les lettres latines et grecques, la théologie et le droit. En même

1. « Après plusieurs requestes de la part de ceulx de Douay, Tournay et aultres présentées à Votre Majesté afin de obtenir nouvelle université... Les dits de Douay aultres fois aussi assez reboultés... » V. le texte de cette requête plus loin, p. 15. (*Archives de Douai*, liasse 92).

2. VALÈRE ANDRÉ : *Fasti Academici Studii Generalis Lovaniensis*, p. 359.

3. *Annales de la Province et Comté d'Haynau, etc...* recueillies par feu Franchois Vinchant, prêtre, augmentées et achevées par le R. P. ANTOINE RUTEAU, année 1544, p. 416.

4. *Ibid.* Année 1531, p. 415.

temps à Tournai, les étudiants pouvaient apprendre la langue française : cet avantage y attira de Louvain Pierre Opmeerus d'Amsterdam, l'auteur de l'*Opus Chronographicum*.

La guerre et la peste éloignèrent quelque temps maîtres et élèves. Mais le coup mortel fut porté à l'Université naissante par Louvain. L'Université du Brabant proteste, en 1525, auprès de la gouvernante Marguerite d'Autriche. Une information est ordonnée. Les Tournaisiens répondent que jamais ils n'ont eu l'intention d'ériger une Université, qu'en instituant quelques cours, ils ont voulu seulement donner aux étudiants le moyen d'apprendre le français, sans aller en France, où ils portent l'argent des Pays-Bas. D'ailleurs, ajoutent-ils, une grande ville comme Tournai, avec un évêché remarquable, avec des canonicats obligés d'enseigner publiquement la théologie et le droit canon, doit avoir des écoles. Et n'a-t-il pas été partout permis de faire des leçons de droit, à condition que les grades académiques fussent réservés aux Universités? Ils se déclarent enfin tout disposés à envoyer à Louvain des députés pour s'entendre avec l'Université et avec la ville. Mais Louvain répondit, comme bientôt à la requête des Douaisiens, en invoquant le danger des hérésies à une époque où les doctrines suspectes se propageaient par les Universités, et, le 8 octobre 1530, le Recteur et le Magistrat obtinrent du Grand Conseil de Malines un arrêt ordonnant à Tournai de fermer ses écoles¹.

Les rapides progrès de la Réforme à Tournai ne devaient pas faire regretter au Gouvernement l'arrêt du grand Conseil. Mais l'examen de la requête de Douai et des protestations de l'Université du Brabant va nous donner les véritables causes de l'opposition de Louvain.

Un an ne s'était pas écoulé depuis l'arrêt du grand Conseil que le Magistrat de Douai renouvelait ses démarches auprès de Charles-Quint. Les prétentions des Douaisiens allaient bien au delà des timides tentatives de Tournai. C'était une Université, une « Étude générale » qu'ils sollicitaient, et, pendant deux ans, ils ne négligent rien pour l'obtenir : requêtes.

1. VALÈRE ANDRÉ. *Op. cit.* p. 358-359. — DU FIEF, *Bibliotheca Tornacensis* (*Bulletin de l'Académie Royale de Belgique*, 1844, 1^{re} partie, p. 82). — F. F. J. LECOUVET, *Messenger des Sciences historiques de Belgique*, 1857, p. 71-75. — *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1874, p. 414-415.

mémoires, répliques à Louvain, délégations de conseillers, d'échevins, de messagers à Bruxelles, à Tournai, à Gand, auprès de l'Empereur, de la Gouvernante, du Conseil privé, cadeaux aux commissaires du gouvernement, à leurs secrétaires, etc., se répètent à chaque page de l'histoire de ces premières démarches. Et pour quel résultat!

La première lettre des échevins à Charles-Quint (1531) expose nettement les avantages qu'une nouvelle Université procurerait à la ville, à l'Empereur, à ses sujets des Pays-Bas : « Remonstrent en toutte humilité vos très humbles et très obéissants subjectz eschevins et conseil de vostre ville de Douay comme icelle vostre ville soit l'une des anchiennes et principalles villes de vos pays et conté de Flandre, de grande spatiosité et ample circuit et néantmoins petitement peuplée selon sa grandeur et compréhension pour la population de laquelle et aussy pour l'exaltation, magnificence et reputation de votre Majesté, subvention et commodité publique de vos pays et seigneuries de pardechà seroit expédient et nécessaire de instituer en vostre dicte ville une Estude generale et Université fameuse, en laquelle pourraient être endoctrinez en bones mœurs et vertuz pluseurs vos subjectz de Flandres, Zélande, Brabant, Haynaut, Artois et aultres, lesquels subjectz a l'occasion de la langue franchoise dont on use en plusieurs lieux pourront envoyer leurs enfans audit Douay au lieu de les envoyer es Universitez des pays voisins et par ce moïen demeureront les deniers en vos pays et seigneuries quy causera le bien profict et utilité d'iceulx vos pays et seigneuries. Que ce considéré, Sire, il plaira à Vostre Maj. par vos lettres patente ériger lad^e Université audict Douay es Facultez de théologie, loix, decretz, medecine et aultres et leurs donner privileges, franchises et libertez convenables et iceulx faire confirmer par Nostre S^t-Père le pape, Mons. d'Arras diocésin en baillant par lesdits suppliantz les plaches, maisons et lieux convenables pour les colleges pédagogies et aultrement que leur sera nécessité d'avoir pour leur demeure et résidence et en stipendiant les docteurs de gaiges competens et aultres officiers qu'il conviendra avoir pour régir et gouverner ladite Université. En ce faisant ferez bien ¹. »

1. Cette lettre n'a pas été retrouvée. Nous la publions telle qu'elle est insérée dans le *Discours* de Jérôme de France, p. 14-15. Elle est reproduite

La ville demandait peu à l'Empereur, et elle prend à sa charge la construction et l'entretien des bâtiments, le traitement des professeurs; elle compte bien d'ailleurs sur une large compensation : étudiants et maîtres ne lui rendront-ils pas par leurs dépenses les impôts extraordinaires payés pour l'installation de l'Université?

Le Magistrat fit porter sa requête à Charles-Quint par le conseiller pensionnaire Jean Dablaing. Douai eut toujours la fortune d'employer pour les délicates négociations de l'Université des hommes intelligents, dévoués, que la fréquentation des écoles avait préparés aux débats soulevés dans les conseils de l'Empereur par l'opposition de Louvain, en 1531, Jean Dablaing, en 1560, Jérôme de France. Le Lillois Dablaing, qui descendait d'une ancienne famille Douaisienne et comptait parmi ses ancêtres plusieurs échevins, était licencié ès lois. Il resta près de cinq mois à Bruxelles, vit plusieurs fois l'Empereur, soutint devant le Conseil privé la pétition des échevins et, après de longues instances, il finit par obtenir la promesse d'une enquête sur « la comodité ou incomodité que lesdits pays porroyent avoir en érigrant ladicte Université en cestedicte ville de Douay ¹. »

Premier succès pour le Magistrat à qui le récent arrêt du Conseil de Malines inspirait peut-être des doutes sur le sort de sa requête. Un second succès fut le choix des commissaires désignés par l'Empereur. L'un était Jacques de Luxembourg, comte de Fiennes, gouverneur de la Flandre et fils de Jacques de Luxembourg, qui avait été naguère gouverneur de Douai et reposait alors dans l'église des Dominicains; l'autre était Jacques de Gavre, comte de Fressin, grand bailli du Hainaut, province de langue française ². Tous deux déclarèrent bientôt

dans le *Mandement de l'Empereur Charles-Quint au comte de Fiennes, gouverneur de Flandre et à Jacques de Gavre, bailli du Hainaut*, en date du 6 septembre 1531 (Archives de Douai, lay. 92, liasse 4). Ce texte a été publié dans les *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, t. II, p. 178-179. — Les deux textes de Jérôme de France et du *Mandement* présentent quelques différences dans la forme. — Jérôme de France dit que la requête a été adressée « en l'an trente, » (p. 13), ce qui doit s'entendre « avant Pâques. »

1. *Archives de Douai*, CC. 251. *Comptes du Domaine* (1^{er} novembre 1530 au 1^{er} novembre 1531), f^o 119.

2. *Mandement* cité plus haut.

à Dablaing qu' « ils feroient debvoir et s'employeroient à faire service et plaisir à la ville ¹. » Un peu moins empressé se montra un troisième commissaire, Pierre Tayspil, président du Conseil de Flandre, dont l'enquête ne fut pourtant pas contraire aux vœux des Douaisiens ².

Les échevins ne se contentèrent pas des assurances des commissaires. Ils firent en quelque sorte surveiller les abords du Conseil privé et prirent leurs précautions pour qu'aucune démarche contraire ne fût faite, à leur insu, auprès de l'Empereur. Dablaing retourne à Bruxelles, y demeure pour ainsi dire en permanence, visitant tantôt Charles-Quint, tantôt ses conseillers, rédigeant des mémoires pour le comte de Fiennes et le grand bailli du Hainaut, tenant exactement le Magistrat au courant de ses démarches. Le messenger de la ville, Guérard de la Nœufville, est, pendant près de quatre mois, toujours sur la route de Douai à Bruxelles, portant au Conseiller pensionnaire les instructions du Magistrat, rapportant à Douai les réponses de Dablaing ou les nouvelles de ses dernières entrevues ³. D'ailleurs, les échevins ne prennent aucune décision sans l'avis du conseiller qui, à Bruxelles, est meilleur juge de l'opportunité de leurs démarches. Ne convient-il pas, lui écrira-t-on de Douai, de faire « requeste aux abbés d'Anchin, Sainct Eloy et Marchiennes, volloir assister en prières vers les seigneurs conte de Naussou et conte de Burre ⁴ que icelle ville peust obtenir une Université d'estude! » ⁵ Nous ignorons la réponse de Dablaing. Mais il fallait que les négociations fussent menées avec assez de discrétion et de rapidité pour ne pas inquiéter Louvain; et toutefois comment obtenir du Conseil privé une prompte décision, sans la recommandation de personnages puissants? Les influences personnelles, nous aurons à le constater plusieurs fois dans cette histoire, avaient plus de poids que les arguments les plus solides dans des conseils où les affaires se décidaient souvent par des considérations étrangères à la justice ou aux intérêts des sujets.

1. *Archives de Douai*, CC, 251, f° 119.

2. *Ibid.* CC, 252, f° 126 recto.

3. *Ibid.* CC, 251, f° 120 verso.

4. Il s'agit ici de Henri, comte de Nassau, et de Maximilien d'Egmont, comte de Buren.

5. *Arch. de Douai*, CC., 251, f° 125-126.

Le comte de Fiennes et le grand bailli surent être prompts et discrets. Dès le 9 décembre 1531, c'est-à-dire trois mois seulement après le mandement de Charles-Quint, ils présentaient leur rapport à l'Empereur. Charles-Quint leur avait recommandé de « prendre et d'appeler » « les principaulx des consaulx non suspectz »; tous ceux qui pourraient les éclairer sur le « bien et prouffit » et aussi sur le « dommage et intérestz que nous et nosdits pays et subgeetz, disoit-il, polrions recevoir en accordant ou dényant auxdits supplians de Douay leur requeste ¹. »

L'impartialité des commissaires ne parait pas avoir voulu contrarier les vœux des Douaisiens. Ils se gardèrent d'aller demander au Brabant, jaloux du monopole de son Université, les avantages d'une Université nouvelle. Ils déclarent bien, dans leur rapport, avoir « faict ouyr et examiner cinq tesmoingz » de Hollande, Zélande et Utrecht, mais non de Brabant; aussi la conclusion de l'enquête est-elle facile à deviner : « Trouvons par icelles informations, sans difficulté ou variance des tesmoingz, tous gens de bien et d'estime, que chose très utile et prouffitable seroit pour V. M., sesd. pays et subgeetz, meismes de la langue thioise, de ériger une Université et Estude general en toutes facultez et sciences, en une bonne ville de vosdits pays de la langue françoise, pour plusieurs bons regardz et causes, déclarées par lesd. informations, sans quelle polroit porter aucun domaige ou interestz a vostred. Maj. pays et subgeetz et à la chose publique d'iceulx en general, dont nous refferons au contenu desdites informations et lettres patentes. »

Quelle sera cette bonne ville? « Et, continue le rapport, après bon et meur discours fait entre nous, qui sommes vos principaulx officiers du pays et villes voisines à la ville de Douay, comme Flandres et Haynau, et povons avoir congnoissance des aultres en Artois, nous semble, soubz vostre bonne correction comme dessus, que la ville de Douay en tous endroiz est la plus seure et convenable, et avecq ce compétament douée de rivière, églises collégiales, fertilité de pays à l'environ, et fondée de facultez et richesses, pour pouvoir supporter les fraiz et despens requiz et necessaires, et pour ces regardz que vostred.

1. Mandement cité plus haut.

Maj. polroit licitement à icelle ville de Douay consentir et accorder ladite Université et Estude general des sept artz liberalles, Droictz canon et civil et Médecine. »

La ville de Douai avait-elle tous ces avantages? Une nouvelle enquête sera bientôt faite dans la ville elle-même par d'autres commissaires et alors nous verrons mieux la valeur de ce premier rapport. Dès maintenant, Jacques de Luxembourg et le grand bailli reconnaissent qu'à l'avis de quelques témoins elle est trop près de la frontière; mais ils répondent que « à ce se peult pourveoir en temps de guerre ou suspition de guerre, par faire retirer les escolliers estudians des pays devenus ou apparans d'estre ennemyz. Et pareillement se polroit limiter vostre octroy de lad. Université que les conservateurs d'icelle ne useroient de jurisdiction au préjudice de voz droictz et jurisdiction de vosd. pays et subgetz, comme aussi ne peuvent, s'il ne leur est consenti et accordé. »

Les dangers du voisinage de la frontière seront une des objections de Louvain contre l'érection d'une Université douaisienne. Les commissaires n'ont pas rencontré l'opposition de Louvain, mais ils sont obligés de la prévoir, car il est impossible qu'on n'y ait pas nouvelle des démarches du Magistrat de Douai. Prévoir cette opposition, c'est presque la prévenir, et les commissaires répondent d'avance aux objections ou même, comme pour désarmer en partie les résistances, ils proposent à l'Empereur une sorte de concession aux protestations futures des docteurs de Louvain : « Néanmoins, Sire, pour moins grever et préjudicier à l'Université et ville de Louvain de la langue thioise, qui, par lad. Université polroit seulement prétendre aucun interest et toutefois non à ponderer vers led. bien publicque universel..., nous semble, soubz vostre bonne correction, que lad. Université et Estude général à accorder auxd. de Douay se polroient accepter et reserver la faculté science de théologie, laquelle demorerait audit Louvain ¹. »

Mais pourquoi exclure la théologie plutôt que le droit canon, le droit civil, la médecine ou les arts? Les commissaires ne déclarent-ils pas eux-mêmes cette restriction contraire au « bien publicque universel »? C'est que l'Université de Louvain tient sur-

1. *Arch. de Douai, Lettre du Gouverneur, de la Flandre et du grand bailli du Hainaut à l'empereur*, lay. 92, liasse 1.

tout au monopole de cet enseignement, « le premier en dignité » ¹; c'est que, dans l'Université, est surtout redoutable l'opposition de la Faculté de théologie. Il eût été d'autant plus inutile de la provoquer que le Pape eût peut-être refusé de lui-même le droit d'enseigner la théologie à Douai. Combien d'Universités l'avaient obtenu, dès leur origine? Ce n'était ni Lisbonne, ni Orléans, ni Grenoble, ni Orange, ni Vienne, ni Lucques, ni Dôle, ni Avignon en terre papale. A Louvain même, c'est seulement six ans après la fondation de l'Université, qu'Eugène IV l'avait accordé aux prières de Philippe le Bon, de l'évêque de Liège et du Magistrat. Or les raisons qui avaient décidé Martin V à le refuser d'abord ne pouvaient-elles pas être invoquées auprès de Charles-Quint ou par le Pape, le jour où éclateraient les protestations de Louvain? Martin V, dit Juste Lipse ², n'avait pas voulu répandre au hasard l'enseignement de la théologie, « la reine de toutes les autres sciences »; il désirait reconnaître l'esprit et le succès de la nouvelle Université avant « d'ouvrir le champ aux discussions et aux leçons sur les choses divines ». Depuis cette époque, Luther et Calvin avaient prêché la réforme; Charles-Quint, qui va choisir ses inquisiteurs dans la Faculté de théologie de Louvain, ne songe pas, comme son successeur, à faire de « l'Université prétendue » une institution de réaction catholique; le Pape et l'Empereur hésiteront peut-être à autoriser un enseignement si délicat dans ces temps de querelle religieuse; l'Université de Louvain le sait, et elle opposera à la pétition des Douaisiens le danger « à doubter que se enseignent adulterines et mauvaises doctrines, contraires opinions, escriptz envieux et interpretations nouvelles en toutes disciplines, dont le monde pour maintenant est plain, en délayssant le vrai entendement et vérité ³. » Comme Louvain, pensent les commissaires, Douai complètera plus tard son Université. Pour le moment, « excepter et réserver » la Faculté de théologie, c'est enlever une cause de retard à la décision de l'Empereur et du Conseil privé :

1. VALÈRE ANDRÉ, *op. cit.* p. 75.

2. Cité par VALÈRE ANDRÉ, p. 75, et par GUILLAUME SEGUIER, *Laurea Belgica FF. Ordinis Prædicatorum in celeberrimis Belgii Universitatibus Lovaniensi et Duacensi comparata*, p. 6.

3. *Archives de Douai, Motifs d'opposition de la ville de Louvain*, lay. 92. (V. plus loin, p. 17.)

c'est, en même temps, sinon désarmer l'opposition de Louvain, du moins précipiter assez les négociations pour la prévenir.

Quels furent les résultats de ce premier rapport ? Les échevins cherchèrent aussitôt à en faire approuver les conclusions par l'empereur, sans protester contre la restriction proposée. A la fin de novembre 1531, ils avaient appris que Charles-Quint allait tenir à Tournai un Chapitre de la Toison d'or ¹. L'occasion était favorable. Trois députés, Michel Desprez, chef de l'échevinage, Jean Dablaing et Jean Colpin, vont inviter le souverain à « venir faire visitacion de sa ville de Douay pour l'esjouissement et consolacion des inhabitants ses bons et loyaulx subjectz ² ». Ils lui montreront alors que leur ville est digne d'être dotée d'une Université, et l'empereur reconnaîtra leur bon accueil ³ en la leur accordant. L'invitation ne fut malheureusement pas acceptée. Charles fit répondre aux députés par le comte de Gavre qu'il « prenoit de bonne part le debvoir fait par ses subjectz de Douai », qu'il « avoit grand volloir et le désir, mais que ses affaires ne le pooient supporter et nestoit besoing de faire plus ample supplication et requeste ⁴. »

Les échevins espèrent du moins décider l'empereur à prendre connaissance des rapports des commissaires, durant son séjour à Tournai. Mais il manque encore l'information du troisième commissaire, Pierre Tayspil, qui est à Gand et ne paraît guère disposé à se déranger. Les échevins lui avaient envoyé le messenger Guerard de Nœufville, pour le prier de porter à Charles-Quint le résultat de son enquête « avec les aultres princes et seigneurs ⁵ ». Mais le messenger revient avec cette réponse peu encourageante : « Je n'ai rien à faire à Tournai à moins d'y être mandé. » Immédiatement second message plus pressant et Tayspil se décide à aller à Tournai. Il y arrive avant le départ de Charles et assez tôt « pour faire son rapport

1. DE REIFFENBERG. *Histoire de l'Ordre de la Toison d'or*, p. 367.

2. *Arch. de Douai*, CC, 252, f° 123 recto.

3. Voir la joyeuse entrée de Charles à Douai, en 1516, *Arch. de Douai*, CC, 238, f° 59, 140, etc.

4. *Arch. de Douai*, CC, 252, f° 123.

5. *Ibid.* CC, 252, f° 126.

au sieur de Gavre des informations qu'il avoit faictes et tenues pour le fait de l'Université ¹. »

Toutes ces démarches étaient-elles bien utiles et Charles-Quint trouvait-il le temps d'écouter les députés de Douai et d'examiner les rapports de ses commissaires? Les assemblées du chapitre de la Toison d'or devaient trop l'occuper pour qu'il réglât personnellement les affaires des villes voisines, et c'est le comte de Gavre qui servit d'intermédiaire entre l'Empereur et les députés Douaisiens. Charles-Quint n'était guère encouragé d'ailleurs à entendre les requêtes de ses sujets : le chapitre lui reprochait précisément alors d'accorder trop d'attention aux menus détails, en négligeant les affaires importantes et de trop rarement demander l'avis de son conseil. L'Empereur écoutait ces reproches « benignement et avec recognoissance » et promettait de corriger les abus, mais en déclarant difficile de trouver des conseillers éclairés et dévoués ².

Il tint bien sa promesse dans l'affaire de l'Université, car rentré à Bruxelles le 14 décembre, il quittait les Pays-Bas le 17 janvier 1532, et le Magistrat de Douai ne pouvait plus compter que sur les dispositions favorables du conseil privé, chargé d'examiner le rapport des commissaires ³. C'est alors que Jean Dassonneville remplaça Dablaing dans la « poursuite »

1. *Arch. de Douai*, CC, 252. f° 123.

2. DE REIFFENBERG, *op cit.*, p. 367.

3. Reorganisé par l'édit du 1^{er} octobre 1531, le Conseil privé avait des attributions étendues, qui en faisaient un des corps les plus puissants du gouvernement des Pays-Bas. Il avait la direction et la surveillance de la justice et de la police du pays; il préparait les projets d'ordonnances, promulguait les édits et les statuts et, suivant les termes de l'acte de réorganisation, il était chargé « des affaires de la suprême hauteur et souveraine autorité du prince, choses procédant des grâces, tant en civil qu'en criminel, qui étaient par dessus les termes, trains et cours ordinaires de la justice. » Ses membres, au nombre de dix ou douze, étaient pour la plupart docteurs en droit. En 1532, il avait pour chef Jean de Carondelet, archevêque de Palerme, et pour président Pierre Tayspil; il comptait parmi ses membres l'abbé de Mont-Saint-Eloy, le seigneur de Granvelle, Nicolas Perrenot, père du cardinal, etc. — En même temps que le Conseil privé, avait été réorganisé le Conseil d'Etat, qui examinait les projets d'ordonnances préparés par le Conseil privé; les membres de ce dernier conseil étaient admis à ses séances et donnaient leur avis, mais sans prendre part aux délibérations. — Un troisième conseil était le Conseil des finances, chargé de l'administration des deniers publics et de tous les biens du prince dans les Pays-Bas.

de l'Université. Il se rend à Bruxelles : ses visites au comte de Gavre, à M. de Granvelle, à la régente Marie de Hongrie, au trésorier-général, lui donnent l'espoir d'une prompte solution. Le chef du conseil privé, Jean de Carondelet, reçoit l'ordre, vers le milieu de décembre, de faire son rapport sur la pétition de Douai au premier Conseil d'État qui se tiendra après Noël. Le comte de Gavre, qui semble redouter des lenteurs ou des résistances, engage Dassonneville à rester à Bruxelles pour presser les conseillers ¹.

Il eût été d'autant plus imprudent au député Douaisien de s'éloigner, qu'il venait d'apprendre, écrit-il aux échevins, « qu'il y a en ceste ville aucuns docteurs et le sindic de l'Université de Louvain qui prétendent empescher vostre poursuite ; je prendray payne, ajoute-t-il, de savoir leur sollicitude pour vous en advertir ². »

3° OPPOSITION DE L'UNIVERSITÉ ET DE LA VILLE DE LOUVAIN.

Il y avait plus de quatre mois qu'on avait appris à Louvain la requête de Douai : les registres de l'Université font mention de la nouvelle à la date du 19 août ³. Pourquoi le recteur et le magistrat n'avaient-ils pas protesté plus tôt ? Toute pétition pour obtenir une université nouvelle leur paraissait sans doute condamnée d'avance par l'arrêt du Grand Conseil de Malines contre Tournai. Mais les docteurs de l'Université de Louvain, dont Dassonneville signalait la présence à Bruxelles, reconnurent bientôt que leur confiance était imprudente et que le gouvernement de Charles-Quint n'était peut-être pas aussi défavorable aux Douaisiens qu'ils l'avaient d'abord supposé. Les conclusions de l'enquête du gouverneur de Flandre et du grand bailli du Hainaut les décidèrent à agir sans retard et, dès les

1. *Lettres de Jehan Dassonneville aux échevins de Douay*, 22 décembre 1531. — *Arch. de Douai*, lay. 92, liasse 1.

2. *Ibid.*

3. VALÈRE ANDRÉ, p. 359. — VANDER HAER, *De initiis tumultuum Belgicorum*, I, p. 127-128. — GUILLAUME SÉGUIER, *op. cit.*, p. 118.

premiers jours de janvier 1532, l'Université et la ville adressèrent une supplique à l'empereur. Elles lui remontraient, disaient-elles, « très humblement... comment nagaires après plusieurs requestes de la part de ceulx de Douay, Tournay et aultres présentés à Votre Majesté afin de obtenir nouvelle université, iceulx remonstrans en effet se seroient opposés et ont pareillement exhibé leur supplication, avecq causes et raisons au contraire. Sur lesquelles pleust à icelle Votre Majesté respondre que lesdits remonstrans ne se debvent doubter et que rien ne se feroit à leur préjudice. Or entendent iceulx remonstrans que lesdits de Douay aultres fois aussi assez rebouttés s'efforcent de poursuyvre nouvelle université, du moins en aulcunes facultez ou lecture publique, que ne seroit estre utile à la chose publique dudit Louvain, ains préjudiciable grandement... » Les remontrants terminent en demandant à l'empereur, « continuant à la response dessus mentionnée, » de répondre par un refus à la pétition de Douai ou tout au moins de ne rien décider avant d'avoir fait examiner par des commissaires leurs motifs d'opposition¹.

Le gouvernement de Bruxelles ne jugea pas que l'arrêt du Conseil de Malines eût engagé l'avenir et assuré à l'Université de Louvain un monopole irrévocable dans les Pays-Bas. Dès le 10 janvier, il invita l'Université et la ville à joindre à leur requête les causes d'opposition pour les communiquer au magistrat de Douai.

L'opposition de Louvain ouvre une seconde période dans l'histoire de la poursuite de l'Université de Douai. Les mémoires produits par les deux cités, les enquêtes nouvelles ordonnées par le gouvernement vont répondre à ces différentes questions que l'insuffisance des documents nous avait forcé de réserver : quel intérêt avaient les Pays-Bas et la ville de Douai à la création d'une seconde université ? La ville de Douai convenait-elle bien à cette institution ? Quelles sont les causes de l'opposition de Louvain ?

Les Douaisiens croyaient trop au succès de leurs démarches pour reculer devant cette résistance. N'avaient-ils pas reconnu plusieurs fois la faveur « des bons princes et seigneurs quy se demonstroient affectez en ce au bien d'icelle ville ? »² Dans le

1. *Arch. de Douai*, liasse 92.

2. *Ibid.*, CC, 252, f° 124, verso.

conseil tenu en halle le 25 janvier, il fut résolu « quand a led. université de le pporsir et faire venir à fin à toute dilligence, considéré que ce soit ung bien inestimable et baillier sollutions aux envoitz bailliez par ceulx de Louvain ¹. »

On se presse de part et d'autre. Le 10 janvier le gouvernement avait ordonné à Louvain de fournir ses motifs d'opposition et quelques jours après, Douai recevait les « *Causses et motifs pour l'Université et ville de Louvain, afin de démontrer que n'est utile instituer en ces pays, mesmes à Douay, nouvelle université en toutes ou aulcunes facultez ou aussy y admettre aucune lecture publique.* » Le 2 février, le conseiller Jean Dablaing et le procureur de la ville, Anthoine de Rantre, présentaient au conseil de la cité un long mémoire de vingt-trois feuillets, contenant les « *Responses et motifs des eschevins et conseil, corps et communauté de la ville de Douay allencontre des causes d'opposition formées par escript par l'Université et la ville de Louvain.* » Le conseil, composé des échevins régnant et des deux tours précédents, après avoir entendu la lecture de ces réponses, décida « de porpoursir et expédier (?) lesd. sollutions, meismes envoyer commisse pour dilligenter l'expedition dicelle (université), considéré que ce causeroit ung bien inestimable à lad. ville et des inhabitants ². »

Les motifs d'opposition de Louvain et les réponses de Douai peuvent se réduire aux points suivants ³ :

1^o Objection de Louvain : Toute nouveauté est naturellement « suspecte et dangereuse ». Notre université a rendu de grands services : faut-il en conclure qu'il en sera de même pour l'Université de Douai ? — Réponse de Douai : Les informations faites par le comte de Gavre et le grand bailli du Hainaut, démontrent assez que l'érection de la nouvelle Université « seroit très utile, commodieuse et prouffitable au pays et seigneurie de pardecha. »

2 Louvain : La création d'une seconde université sera la ruine des facultés de Louvain, car les étudiants « pour la plus grande part sont enclins à novellitez et à vagation » et

1. Arch. de Douai. Registre aux Consaux, BB, I, f^o 205, verso.

2. Ibid. Reg. aux Consaux, BB, I, f^o 207, recto.

3. Les deux mémoires sont aux Archives de la ville de Douai (lay. 92). Ils ont été publiés par M. l'abbé Dehaisnes, dans les *Souvenirs de la Flandre wallonne*, t. III, p. 59-75.

abandonneront Louvain pour Douai. — Douai : L'intérêt général des Pays-Bas est préférable à l'intérêt particulier de Louvain. Mais l'Université de cette ville ne souffrira aucun dommage, car l'avantage de pouvoir fréquenter également une Université « thioise » ou une Université de langue française accroîtra la population scolaire des Pays-Bas.

3° Louvain : Deux universités donneront aux écoliers « occasion de vaghier de l'une à l'autre, perdre leur temps, courrant et recourrant, et par subterfuges éviter correction. » — Douai : Notre ville étant à plus de trente lieues de Louvain, ce danger n'est pas à craindre : en Italie, en Allemagne, en France, n'y-a-t-il pas des universités plus voisines ?

4° Louvain : Deux universités aussi voisines que celles de Louvain et de Douai entreront peut-être en lutte et les rivalités favoriseront le développement des « adulterines et mauvaises doctrines, contraires opinions, escriptz envyeux et interpretations nouvelles en toutes disciplines, dont le monde pour maintenant est plain. » — Douai : Pourquoi les deux universités, au lieu de se combattre, ne se soutiendraient-elles pas mutuellement ? Pourquoi ne pas s'entendre pour « épaulchier la foy catholique et extirper les heresyas, sy aulcunes cy aprez y estoient trouvées ? »

5° Louvain : Douai n'obtiendra aujourd'hui que certaines facultés ; mais elle finira par les obtenir toutes au grand préjudice de Louvain. En refusant à Douai la théologie, on ne préviendra pas les mauvaises doctrines, « car non point seulement ne procèdent icelles doctrines de gens lettrez en théologie, ains plus de lettrés en sciences et lettres mondaines. » — Douai : « D'autant plus qu'il y a de gens lettrés en aulcuns pays, d'autant sont destruietes et abolyes les erreurs et mauvaises doctrines que se y polroient pululer. »

6° Louvain : C'est pour apprendre le français qu'on prétend ériger une université à Douai ? Mais l'empereur n'a-t-il pas une « belle » Université en sa comté de Bourgogne, fondée elle aussi pour l'étude du français et qui, par conséquent, sera ruinée par la création de l'Université de Douai ? D'ailleurs les universités ne sont pas établies « pour apprendre le langage vulgaire du lieu ; » les sciences « s'y traictent en latin et d'aautant que les suppotz hantent plus le vulgaire, l'on trouve qu'ilz délaissent le principal de leur estude. » Les écoliers appren-

nent le français dans les écoles particulières des villes, ou, après avoir pris leur degré de licence à Louvain, vont habiter les cités où se parle le français, comme Arras et Lille. — Douai : La ville de Dôle est trop éloignée pour les étudiants des Pays-Bas. L'Université de Douai s'ouvrira à tous les sujets de l'empereur, Flamands, Allemands, Espagnols ou autres qui désireront apprendre le Français ¹. Mieux vaut apprendre cette langue en la parlant que dans un livre.

7° Louvain : Espère-t-on retenir les jeunes gens dans les Pays-Bas ? S'ils vont en France, c'est moins pour y étudier la langue que pour visiter le pays. Et l'Université de Louvain pouvait invoquer sur ce point son propre exemple : son fondateur, le duc de Brabant, Jean IV, avait demandé au pape la fondation d'une université à Louvain pour empêcher les jeunes gens des Pays-Bas d'aller à Paris, et, au xvr^e siècle, ils fréquentaient en plus grand nombre que jamais les universités françaises et allemandes. En leur enseignant le français dans une ville voisine de la frontière, on invite les étudiants à se rendre plus souvent en France, « mesmement attendu que le langage de Douay n'est pas si bon que pour les tenir par decha. » — Douai : Ils vont à l'étranger dépenser les deniers des Pays-Bas : l'empereur qui, depuis le traité de Cambrai, possède en toute souveraineté les comtés de Flandre et d'Artois, peut « donner ordre et commendement à ses subgectz de pardecha de la langhue thioise qui sont en grand nombre..., de envoyer leurs enffans audit Douay pour estre endoctrinés ès bonnes mœurs à la nouvelle université, et aussy pour apprendre ledit langaige franchois. » D'ailleurs, « le langhaige vulgaire dont l'on use audit Douay... est usité et bien accepté de toutes gens de bien hantans et conversans es pays dudit seigneur empereur et aussy bon et meilleur que en aulcunes

1. C'est là une des raisons capitales alléguées par les Douaisiens et invoquées plus tard par le gouvernement de Philippe II. Elle est reproduite par presque tous les historiens qui ont parlé de la fondation de l'Université de Douai. Voir *Lettres d'érection de l'Université données par Philippe II* (préambule); *Discours de la poursuite et érection de l'Université de Douay*, par HIÉROMME DE FRANCE, p. 61; VALÈRE ANDRÉ, *op. cit.*, p. 359; GUILLAUME SÉQUIER, p. 118; GUICHARDIN, *Description de tous les Pays-Bas*, trad. franç., p. 391; GREGORIO LETI, *La Vie de Philippe II, roi d'Espagne*, traduite de l'italien, t. II, p. 441-442; JOANNES SYLVIVS, *De studiosorum et eorum qui corporis exercitationibus addicti non sunt, tuenda vuletudine*, Duaci, 1574, p. 5: etc.

villes de pardecha dont l'on use de ladicte langhue franchoise. »

8° Louvain : La ville de Douai est trop voisine de la frontière, et par conséquent « périlleuse où mieulx convient gendarmerie que estude. » — Douai : Notre ville est très forte, inexpugnable, protégée du côté de la France par Arras, Bapaume, Cambrai, Valenciennes, etc.; en temps de guerre, les habitants des villes voisines viennent se réfugier à Douai. Les étudiants y seront en plus grande sécurité qu'à Louvain.

9° Louvain : « Pourroit aussy par cas d'aventure advenir que aulcuns estrangers, sub umbre d'escoliers y poulroient faire conjuration contre ladite ville et M. Impérialle. » — Douai : Les Douaisiens ont toujours été fidèles sujets de l'empereur, « ayant fait bon ghedt et garde en icelle ville par l'es-passe de deux cens ans. »

10° Louvain : Nous avons fait de grands sacrifices pour l'embellissement ou la défense de la ville et pour l'entretien de l'Université : la création de l'Université de Douai ruinerait complètement Louvain, dont les écoles sont la seule ressource. — Douai : Nous comptons donner autant d'éclat à notre Université « par le moyen de plusieurs bons prélatz, abbez et aultres gens d'autorité circonvoisins et ayans leurs abbayes et monastères allentour, lesquelz sont enclins et ont bon volloir de assister à ladicte œuvre salutaire de l'institution de ladicte nouvelle Université de Douay. » Enfin nous prétendons ne porter aucun préjudice à Louvain.

Telles sont les raisons que les deux mémoires de Douai et de Louvain pouvaient présenter pour ou contre la création de la nouvelle Université. Les réponses de Douai nous fournissent-elles cependant tous les motifs qui détermineront Philippe II à ériger l'Université en 1562 ? Quelques-uns, sans doute, se rencontrent dans le mémoire Douaisien. Mais la pensée religieuse qui inspirera plus tard les lettres patentes du roi d'Espagne ne se retrouve pas ici. C'est Louvain qui invoque le grand intérêt catholique en présence de la Réforme, mais elle l'invoque contre l'érection de l'Université wallonne.

4° EXAMEN DES CAUSES D'OPPOSITION DE LOUVAIN ET DES RÉPONSES DE DOUAI.

Toutes les objections de Louvain ne sont pas également solides. L'Université et la ville prétendent s'opposer à la nouvelle institution au nom des études et de la foi catholique. Mais est-ce bien leur unique préoccupation, et n'est-il pas évident, à première vue, que l'intérêt général ne sert ici qu'à préparer et envelopper l'aveu des intérêts particuliers de l'Université et de la ville, dont le monopole est défendu par des raisons beaucoup plus sérieuses? Si les réponses de Douai ne sont pas toujours décisives, le plus souvent elles ont l'avantage d'opposer à l'égoïsme de Louvain l'intérêt des Pays-Bas, de l'enseignement et de l'empereur; et c'est là pour la cité wallonne une première recommandation auprès des conseillers chargés de l'examen des mémoires. Mais en réalité les Douaisiens songent avant tout à augmenter par la création d'une université l'importance de leur ville, de même que Louvain veut conserver sa prospérité et son éclat en défendant ses écoles contre une concurrence voisine. C'est là ce qui fait de l'université dans les Pays-Bas une institution en grande partie municipale : l'université semble avoir une vie indépendante dans la cité; mais c'est le conseil de la ville qui la demande, qui la crée, qui l'entretient, qui la défend, qui souvent même paie ses professeurs et les nomme et qui lui rappelle quelquefois aussi que les privilèges accordés à ses docteurs ou à ses suppôts sont limités par les lois ou les intérêts de la cité¹.

Il est facile de distinguer dans le mémoire de Louvain les objections dictées par le magistrat et celles de l'Université, et ces objections peuvent se réduire aux trois points suivants : 1° Il est, disent les docteurs, dangereux pour la foi catholique d'établir à Douai une nouvelle université; — 2° C'est en vain que les Douaisiens prétendent apprendre le français aux étudiants et les retenir dans les Pays-Bas; — 3° La fondation de

1. V. les conflits entre l'Université et la ville de Douai, 2^e partie, ch. 1^{er}, *Les privilèges de l'Université et ses rapports avec la Ville.*

l'Université de Douai est la ruine de l'Université de Louvain, et les échevins ajoutent : la ruine de notre ville¹.

Pourquoi la rivalité des deux Universités favoriserait-elle le progrès des hérésies? L'union, nous le verrons, sera au contraire maintenue entre elles par la défense commune de la religion catholique, au nom de laquelle Louvain s'oppose à la pétition des Douaisiens. Sans doute on voyait en Allemagne quelle part certaines universités avaient prise à l'établissement de la Réforme, et en France comment, à la faveur des études et par les étudiants étrangers, les doctrines suspectes pouvaient pénétrer dans une université que sa forte organisation ou d'anciennes traditions de fidélité catholique ne défendaient pas contre des innovations dangereuses. Mais les docteurs de Louvain exagéraient le danger et l'exclusion de la faculté de théologie leur paraissait une garantie insuffisante, puisqu'ils prétendaient que les mauvaises doctrines « procèdent » surtout « de lettrés en sciences et lettres mondaines ». Cette observation ne pouvait étonner chez des adversaires du Collège des Trois langues. Ne venaient-ils pas de montrer le danger dont l'étude des langues anciennes menaçait la foi chrétienne, intimidant les écoliers de la faculté des Arts, à qui ils faisaient répéter : « *Nos non loquimur latinum de Foro Piscium, sed loquimur latinum matris nostræ Facultatis,* » faisant dresser contre le plus illustre des fondateurs du Collège, Erasme, un état des passages suspects de ses écrits, qui n'avaient d'autre tort que de plaisanter l'ignorance des théologiens²?

En parlant d'hérésie, les théologiens de Louvain comptaient bien toucher les conseillers de l'empereur qui revenaient alors aux mesures de rigueur contre les réformés. Pendant son séjour dans les Pays-Bas, Charles-Quint venait de rendre plusieurs édits renouvelant ou aggravant les peines contre les hérétiques. Un des hommes en qui l'empereur paraît avoir eu le plus de confiance, Corneille de Scheppere, lui écrivait le 3 juin 1531 que les luthériens allemands avaient « de vastes intelligences dans les Pays-Bas, où le feu de l'insurrection s'allumerait bientôt. Les marchands y introduisent les livres des

1. MOLANUS, *Historiæ Lovaniensium libri XIV*, publiés par P. F. X. de Ram, I, p. 588.

2. ALTMAYER, I, p. 282-286.

sectaires et en propagent les doctrines là où vous le pensez le moins. L'évêque de Spire m'a rapporté que des marchands ont assuré que la contrainte seule empêchait tous les habitants de ces provinces d'embrasser la réforme et que les communes verroient avec joie son triomphe. » Le gouvernement n'était donc que trop disposé à éviter ce qui pouvait avoir l'apparence d'un danger pour la religion catholique ; et, nous le verrons, la crainte des progrès de la Réforme a peut-être contribué à faire rejeter la requête des Douaisiens par un prince auquel les écoles étaient devenues suspectes et qui allait les soumettre à une surveillance de plus en plus rigoureuse.

Autre objection non moins grave pour les docteurs et le magistrat de la ville du Brabant : le succès de la requête Douaisienne sera la ruine de l'Université et de la ville de Louvain qui a perdu toute industrie et tout commerce. En 1523, Louvain ne peut plus faire face à ses dépenses : elle ne peut entretenir ses monuments ni ses fortifications. « Si l'on n'y pourvoit pas, dit un acte de cette année, ses habitants seront obligés de l'abandonner et de la laisser tomber en ruines¹. » La ville ne profita même pas de l'autorisation de canaliser la Dyle que lui accorda Charles Quint ; ce n'est que quelques années plus tard que l'octroi de l'étape des vins étrangers et un monopole pour la fabrication de la bière rétablirent un peu ses affaires². Mais que les étudiants désertent l'Université et Louvain est à tout jamais une ville morte.

Cette désertion est-elle à redouter ? A défaut des registres d'immatriculations qui nous donneraient les inscriptions d'étudiants sous chaque rectorat, les promotions de docteurs publiées par Valère André et complétées par un des derniers procureurs de l'ancienne Université, Bax, nous montreront après l'érection de l'Université de Douai, que malgré les troubles du xvi^e siècle et les facilités offertes par le séjour de Douai pour l'étude du français, les docteurs promus à Louvain sont toujours de plus en plus nombreux et souvent originaires de villes plus voisines de Douai que de Louvain³.

D'ailleurs avant comme après la création de l'Université de

1. Cité par HENNE, IX, p. 6.

2. A. HENNE, V, p. 269-270 ; PIOT, *Histoire de Louvain*, I, p. 280.

3. V. 2^e partie, *Les Etudiants*.

Douai, les facultés de Louvain pouvaient-elles espérer retenir tous les étudiants des Pays-Bas¹ ? Combien les quittaient pour aller dans les universités étrangères ? Combien d'étudiants étrangers venaient à Louvain ? Est-il beaucoup de docteurs au xvi^e siècle qui aient fait toutes leurs études, obtenu tous leurs grades dans une même université, moins entraînés à l'étranger, comme le prétendait Louvain, par l'amour de la nouveauté que par le désir d'entendre des maîtres illustres et de « se perfectionner dans leurs études »² ? Mais beaucoup rapportent de France et d'Allemagne les idées nouvelles qui détacheront une partie des Pays-Bas de la foi catholique et du gouvernement espagnol.

C'est la France surtout qui sollicitait les étudiants des Pays-Bas par son voisinage, par ses vieilles relations avec les provinces belges, par la renommée de ses universités où toutes les nations de l'Europe étaient représentées. La ville de Douai ne se trompait pas en montrant à Charles-Quint combien de jeunes gens allaient enrichir les universités françaises aux dépens des états de l'Empereur. Et les dépenses que les Douaisiens voudraient réserver aux Pays-Bas devaient être assez élevées chez des étudiants « prodiges, disaient leurs camarades des autres nations, aimant la vie, s'adonnant aux plaisirs de la table et mous comme du beurre »³.

La ville de Douai espérait-elle attirer dans son université les étudiants des Pays-Bas qui suivaient les cours des universités françaises ? Elle pouvait alors compter sur un grand concours d'écoliers, à en juger par les registres des deux Universités de Paris et d'Orléans, où ils se rendaient le plus volontiers.

A Paris, les jeunes Flamands trouvaient des maisons spécialement établies pour eux : c'était le collège de Tournai, fondé à la fin du xiii^e siècle par l'évêque de Tournai, Michel de Warendghien ; c'était le collège de l'abbé de Saint-Vaast, bâti au

1. V. 2^e partie, *Les Etudiants*.

2. PAQUOT, *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire des dix-sept provinces des Pays-Bas, de la principauté de Liège et de quelques contrées voisines*, I, p. 131, 146, etc.

3. LAUNOI, *De scholis celebribus*, p. 214-215 ; CH. STALLAERT et PHIL. VAN DER HAEGHEN, *Académie Royale de Bruxelles, Mémoires couronnés* 1850, t. XXIII, p. 416-419.

début du siècle suivant pour les jeunes gens de la ville d'Arras : c'était le collège d'Ostrevent, institué en 1380 par Michel Dainville, archidiacre d'Ostrevent. Le chapitre d'Arras surveillait ces collèges éloignés et les élèves devaient une fois par an lui envoyer sur leur conduite et sur leur travail des notes signées par le grand pénitencier de Paris ¹. Les relations commerciales de Paris avec les villes de l'Artois et des Pays-Bas donnaient aux jeunes gens nouvellement arrivés à l'Université une hospitalité facile. Enfin, au xvi^e siècle, les Flamands avaient à Paris des *nuncii* ou messagers, suppôts de l'Université, qui sont classés parmi les *officiarii*. Ces *nuncii* étaient auprès des étudiants ce que sont aujourd'hui les correspondants de nos collégiens, avec cette différence cependant que chaque étudiant avait non pas un correspondant particulier et du choix de sa famille, mais un *nuncius* général, commun à tous les jeunes gens de sa nation ou de sa ville et choisi par l'université. D'autres, désignés sous le nom de *nuncii volantes*, étaient de véritables messagers portant les dépêches entre les familles et les étudiants. Dans les années précédentes, plusieurs *nuncii* nouveaux avaient encore été inscrits sur les registres de l'Université : en 1522, Jean Dumare pour les étudiants du diocèse d'Arras ; en 1524, Philippe le Jay pour le diocèse de Tournai ; en 1526, Guillaume van Loquene, *nuncius volans*, pour la ville de Gand ; en 1527, Adrien Schoen pour le diocèse de Tournai ².

Veut-on savoir combien chaque année l'Université de Paris recevait d'étudiants des Pays-Bas : consultons les *Acta Rectoria Universitatis Parisiensis*, qui malheureusement ne commencent qu'en 1519. Les noms des étudiants, suivis de l'indication de leur diocèse, nous permettent d'établir le tableau suivant ³ :

1. L'abbé PROYART, *Histoire de l'enseignement dans la ville d'Arras* (Mémoires de l'Académie d'Arras, 1849, t. XXIV, p. 73-80) ; LEURIDAN, *Essai sur l'histoire religieuse de la Flandre wallonne* (Mémoires de la Société d'émulation de Roubaix, 1872-1873, t. III, p. 156.)

2. *Acta Rectoria Universitatis Parisiensis*, Bibliothèque nation. Manuscrits, fonds latin, registre 9951 (pour les années 1519-1526) et registre 9952 (pour les années 1526-1532).

3. Ce tableau est nécessairement incomplet, car il ne comprend que les étudiants des quatre évêchés de Cambrai, d'Arras, de Tournai et d'Utrecht. Une partie du duché de Brabant, le comté de Namur et presque tout le duché de Gueldre dépendaient de l'évêché de Liège ; la moitié de l'Artois était comprise dans l'évêché de Thérouanne ; Nimègue et quelques lieux de la

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES DIOCÈSES D'ARRAS, DE TOURNAI, DE CAMBRAI ET D'UTRECHT A L'UNIVERSITÉ DE PARIS ENTRE LES ANNÉES 1519 ET 1532.

Années.	DIOCÈSE D'ARRAS.	DIOCÈSE DE TOURNAI.	DIOCÈSE DE CAMBRAI.	DIOCÈSE D'UTRECHT.	Total.
1519	6	10	1	2	19
1520	13	11	4	11	39
1521	10	15	13	1	39
1522	9	13	2	6	30
1523	0	1	3	0	4
1524	5	3	4	1	13
1525	1	0	4	0	5
1526	9	14	10	1	34
1527	4	5	2	3	14
1528	7	5	4	1	17
1529	15	10	6	1	32
1530	1	1	2	1	5
1531	21	7	10	1	39
1532	5	7	4	1	17
Total général.	106	102	69	30	307 ¹

Si nous ne connaissions que les *Acta Rectoria* de l'Université de Paris, nous pourrions nous étonner de la prétention des Douaisiens : ils veulent offrir une université de langue française aux jeunes gens des Pays-Bas pour leur épargner un voyage en France, et ce sont précisément les étudiants du diocèse d'Utrecht, où la langue française est le plus complètement ignorée, qui sont les moins nombreux à l'université de Paris. Ce n'est sans doute pas pour apprendre le français, pourrait observer Louvain, que les écoliers du diocèse d'Arras, fréquentent en si grand nombre l'université de Paris; quel avantage peut donc leur offrir la création d'une université à Douai ?

Haute-Gueldre étaient soumis à l'archevêque de Cologne; enfin certains cantons de la Frise, de l'Overryssel et des pays de Groningue et de Drenthe étaient sous la dépendance des évêques de Munster, de Minden, d'Osnabruck et de Paderborn. Mais d'autre part il faudrait retrancher les étudiants originaires du comté de Cambrésis, qui formait environ la huitième partie de l'évêché de Cambrai.

1. Nous pouvons ajouter un étudiant porté à l'année 1530 avec l'indication « Antverpianus. »

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES PAYS-BAS A L'UNIVERSITÉ

Années.	ANVERS.	AUDENARDE.	BOIS-LE-DUC.	BRUGES.	Bruxelles.	Diest.	GAND.	Louvain.	MALINES.	Mons.	Namur.	TOURNAI.	Alcmar.	AMSTERDAM.	Berg op Zoom.	Breda.	DELFT.
1500	1	»	»	»	»	1	»	1	1	»	»	»	»	»	1	»	»
1501	3	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
1502	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2
1503	1	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	1	1
1504	1	»	»	»	4	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»
1505	2	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
1506	»	»	»	»	1	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»
1507	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1508	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
1509	2	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	1	»	»	»
1510	1	»	2	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»
1511	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
1512	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1513	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1514	2	»	»	»	»	2	»	1	3	1	»	»	»	1	»	»	1
1515	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1516	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
1517	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»
1518	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1519	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1520	1	»	2	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2
1521	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1522	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1523	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1524	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1525	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1526	»	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1
1527	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1528	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1529	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1530	6	»	3	1	4	»	»	1	1	»	1	»	»	»	»	1	3
1531	3	»	»	»	3	»	1	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»
1532	1	»	»	2	4	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»
	29	1	14	4	21	2	3	7	15	2	1	5	1	3	2	3	13

Afin que ce tableau puisse être rapproché des tableaux des chapitres suivants, où l'émigration scolaire sera étudiée surtout au point de vue religieux, nous divisons les villes en deux groupes; dans le second figurent les villes qui, au xvi^e siècle, se sépareront définitivement de l'Espagne. — En 1567, Marguerite de Parme adresse deux circulaires, l'un aux *bonnes villes*, l'autre

D'ORLÉANS DE L'ANNÉE 1500 A L'ANNÉE 1532.

<i>Dordrecht.</i>	<i>Frise.</i>	<i>Gouda.</i>	<i>Gueldre.</i>	<i>Harlem.</i>	<i>Hollande.</i>	<i>La Haye.</i>	<i>LEUWARDEN.</i>	<i>LEYDE.</i>	<i>MIDDELBURG.</i>	<i>Rosendal.</i>	<i>Rotterdam.</i>	<i>UTRECHT.</i>	<i>Zélande.</i>	<i>Zutphen.</i>	Total.	Années.
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	6	1500
»	»	2	»	»	»	»	»	»	2	»	»	1	»	»	10	1501
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	4	1502
2	»	2	»	»	1	»	1	2	»	»	»	3	»	»	16	1503
»	1	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	13	1504
2	2	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	15	1505
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1	»	12	1506
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1507
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	6	1508
»	»	»	»	1	»	2	»	1	»	»	»	4	1	»	15	1509
3	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	2	1	»	13	1510
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	3	»	»	7	1511
1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	3	1512
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1513
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	12	1514
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1515
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1	»	6	1516
4	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	2	»	»	11	1517
»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	2	»	»	4	1518
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	5	1	»	8	1519
»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	10	1520
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	1521
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1522
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1523
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1524
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1525
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	2	»	1	10	1526
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	7	1527
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1528
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	3	»	»	7	1529
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1	»	32	1530
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	13	1531
»	2	1	»	»	1	»	»	1	1	1	1	2	»	»	19	1532
12	6	10	2	6	2	6	1	5	7	5	4	69	6	1	268	

aux MAUVAISES, et les minutes de ces deux circulaires indiquent les villes comprises dans chacune de ces catégories. Anvers n'est pas sur cette liste: « Il est probable, dit M. Gachard, que la gouvernante, étant à cette époque dans la ville, fit notifier au magistrat, d'une autre manière, le contenu de sa lettre » (GACHARD, *Précis de la Corresp. de Philippe II*; Appendice, p. 634 note 1).

En consultant les registres de l'Université d'Orléans, on voit, depuis le commencement du siècle, que les jeunes gens des provinces septentrionales étaient plus nombreux dans cette Université que les étudiants du diocèse d'Arras et que si la ville de Douai prétendait enseigner la langue française aux sujets de Charles Quint, beaucoup pouvaient en effet s'arrêter chez elle, sans passer en France¹.

On peut encore juger de la place qu'occupaient les étudiants des Pays-Bas dans l'Université d'Orléans par la liste des procureurs de la nation germanique à laquelle ils appartenaient. Le procureur est renouvelable tous les trois mois et il n'est presque pas d'années qui ne comptent un ou plusieurs procureurs originaires des « pays d'en deçà ».

1500	UTRECHT.	1508	La Haye.	1519	<i>Dordrecht.</i>
1501	ANVERS.	1509	UTRECHT.	1520	Zélande.
	MALINES.		Zélande.	1521	MIDDELBOURG.
	ANVERS.		<i>Dordrecht.</i>	1522	ANVERS.
1502	MALINES.	1510	<i>Bruxelles.</i>	1523	UTRECHT.
1503	Hollande.		<i>Louvain.</i>	1524	<i>Harlem.</i>
	ANVERS.		Frise Occid.	1527	Rosendal.
1504	ANVERS.	1511	AMSTERDAM.		UTRECHT.
1505	DELFT.		Hollande.	1529	BOIS-LE-DUC.
	<i>Louvain.</i>	1512	DELFT.	1530	Gueldre.
	Frise Occid.		ANVERS.		DELFT.
1506	UTRECHT.	1514	La Haye.	1531	<i>Rotterdam.</i>
	<i>Bruxelles.</i>		DELFT.		BOIS-LE-DUC.
	Breda.		UTRECHT.		Hollande.
	UTRECHT.	1516	Zélande.		ANVERS.
1507	Brabant.		AMSTERDAM.	1532	BOIS-LE-DUC.
	Brabant.	1518	UTRECHT.		ANVERS.
	Frise Occid.		ANVERS.		<i>Bruxelles.</i>

Ces listes donnent raison au comte de Fiennes qui avait « faict ouyr et examiner, entre aultres cinq tesmoingz des pays

1. *Matricula seu Index Generalis omnium nominum receptorum in omnibus libris procuratoriis qui adhuc extant*, t. I (Arch. départementales du Loiret). Les étudiants ne sont pas tous nés dans la ville sous le nom de laquelle ils sont inscrits : on se disait souvent natif d'une des grandes villes voisines du village ou du bourg où l'on était né véritablement. Il faudrait donc ajouter au nom de chacune des villes que nous donnons dans notre tableau «... et ses environs. » V. le tableau p. 26-27.

de Hollande, Zelande et Utrecht » ; et par le nombre et l'origine des étudiants qu'elles citent, elles autorisent les Douaisiens à répondre aux objections de Louvain : « ! Lesquelles informations juridiquement faictes et tenues et par eulx examinés et oys plusieurs tesmoingz, gens notables demourans et residans es pays de Hollande, Zelande, Frise et ailleurs, et aultres des pays de Flandres, Arthois, etc., lesdicts eschevins de Douay entendent avoir veryffyé en souffisance que lerection et institution de la nouvelle université audit lieu de Douay seroit très utile, commodieuse et prouffitable au pays et seigneuries de pardechà. » Les jeunes gens de Hollande, Zelande, Utrecht et Frise sont attirés à Orléans et par l'éclat de l'enseignement du droit et par la possibilité d'y apprendre le français. Peut-être ne trouveront-ils pas à Douai un enseignement aussi brillant, mais du moins auront-ils l'avantage de se familiariser avec la langue française dans les états de Charles-Quint.

Depuis le début du xvi^e siècle, les deux Universités de Paris et d'Orléans inscrivaient en moyenne chaque année vingt-cinq à trente étudiants des Pays-Bas. Mais la France comptait alors bien d'autres universités qui, sans être aussi fréquentées que les écoles de Paris et d'Orléans, attiraient certainement bien des sujets de Charles-Quint. Les biographies de Paquot nous montrent des écoliers Flamands se rendant à Toulouse, Montpellier, Cahors, Angers, Grenoble, Poitiers, Bourges, Bordeaux, etc. Supposons que vingt-cinq jeunes gens se soient fait inscrire dans toutes ces universités, et nous serons plutôt en deçà de la vérité en admettant qu'une cinquantaine d'étudiants venaient en France chaque année : c'était peu sans doute et à une autre époque on se fût peut-être moins préoccupé de les rappeler des universités françaises ; mais ces jeunes gens rapporteront bientôt dans les Pays-Bas les germes de l'hérésie, et Philippe II n'hésitera pas à préserver ses sujets de la contagion religieuse en leur donnant en Flandre ce qu'ils allaient chercher en France.

A défaut de raisons religieuses, les Douaisiens pouvaient faire valoir contre les universités françaises l'intérêt des études souvent interrompues, la sécurité des étudiants sans cesse menacée par les guerres de France. Lorsque les hostilités éclataient entre François I^{er} et Charles Quint, le roi de France

s'attaquait aux écoliers de l'université de Paris sujets de son rival; il les jette en prison, puis exige d'eux de fortes rançons; en 1521, il les fait arrêter, comme attachés à un prince ennemi; en 1524, nouvelle ordonnance chassant tous les étrangers du royaume: précaution, ajoute Crevier, souvent prise en cas de guerre. L'Université de Paris défendait d'ailleurs avec énergie ses privilèges et ses écoliers: en 1521, elle sollicite la délivrance des prisonniers, et, si elle se la voit refuser par le chancelier, elle l'obtient du roi; en 1524, elle proteste encore contre l'ordonnance du roi et représente que ses suppôts, en quelques pays qu'ils soient nés, sont réputés citoyens de Paris; et il semble que l'ordonnance n'ait pas été exécutée ¹. Mais l'Université de Paris aurait-elle toujours le même crédit auprès du gouvernement pour la protection de ses étudiants? Dans les Pays-Bas, les familles hésitaient à laisser aller leurs fils dans les universités d'un prince ennemi, où chaque année ils pouvaient être inquiétés par les représailles royales; et les ordonnances de 1521 et 1524 correspondent aux années où les Universités de Paris et d'Orléans ont compté le moins d'étudiants flamands: à Paris, en 1523 quatre, en 1524 treize, en 1525 cinq; à Orléans, en 1521 deux, et dans les quatre années suivantes, pas un seul.

Où pourront-ils donc apprendre le français en sécurité? A Douai, si Charles-Quint approuve la requête des Douaisiens ².

Mais l'Université de Dôle n'offre-t-elle pas déjà les avantages que Douai promet dans son « Université prétendue? » Fondée par la bulle du pape Martin V (21 nov. 1422) et par les lettres

1. CREVIER, *Histoire de l'université de Paris depuis son origine jusqu'en l'année 1600*, t. V. p. 147 et 175-176.

2. Quelques mois plus tard, dans des *Solutions par forme de Duplicques des eschevins et conseil de Douai contre les requêtes et répliques présentées à l'empereur par ceulx de Louvain*, les Douaisiens devaient insister sur la sécurité des étudiants qu'ils négligent ici dans leur première réponse: « Il y a plus, diront-ils, comme aussy est manifeste à chacun que quand les subjectz de l'empereur nostre sire envoient leurs enfans es ville de Paris ou aultres universités en Franche, tant pour aprendre le langhaige franchois que pour vacquer à lestude sy tost que mouvement de guerre est en Franche, le roy de Franche les fait constituer prisonniers de sorte que a prins pluseurs enfans des grands seigneurs de pardecha et diceulx prins ranchon, porta nt plus de dix mil escus d'or et davantaige. » (*Arch. de Douai*, lay 92).

patentes de Philippe le Bon (22 juin 1423), l'Université Franco-Comtoise avait les cinq facultés, dont la plus importante était celle de droit. A Dôle aussi, le français était la langue vulgaire et d'Allemagne, d'Espagne, des Flandres, les sujets de Charles-Quint, qui y venaient étudier surtout le droit, pouvaient y apprendre également le français. C'était pour l'université de Dôle un avantage dont elle ne s'était jamais prévaluée et que ses fondateurs ou ses restaurateurs n'avaient jamais invoqué. Il fallait l'opposition de Louvain pour révéler à Dôle l'importance de son Université dans les États de Charles-Quint.

Mais les rares étudiants qui revenaient de la Franche-Comté depuis le début du siècle ne pouvaient guère encourager leurs jeunes compatriotes à se rendre à l'Université de Dôle. En 1502, l'archiduc Philippe le Bon se plaignait de voir les écoles « en ruine et voie de destruction ». L'année suivante, le conseil de ville proteste auprès du président du parlement contre la négligence des professeurs : les leçons, dit-il, sont « mal exercées », et les auditeurs sont rares. Si l'enseignement de quelques maîtres illustres, comme Pierre Fabri, Jean Vignod, Corneille Agrippa et Mercurin d'Arbois rend à l'université sa « pristine fame », leur départ est le signal de la désertion presque générale des élèves et, en 1517, les échevins s'inquiètent des causes de cette brusque décadence. L'archiduchesse Marguerite se charge de les leur expliquer : Si les docteurs et les régents s'occupaient moins du « négoce de leur patrimoine », leur écrit-elle, ils seraient plus exacts à faire leurs cours ; qu'ils remplissent plus diligemment leurs devoirs et les écoliers seront eux-mêmes plus zélés. La plupart des professeurs ne montent en chaire qu'un quart d'heure après que la cloche a sonné ; ils prolongent leurs vacances souvent de quinze jours au delà du temps prescrit par les statuts. Les docteurs « font exercer leurs lectures par des jeunes gens non expérimentés ou non profitables à la dite Université, lesquels communiquant lesdits écoliers, n'ont telle honneur ni telle révérence que le cas le requiert, qui est un gros et merveilleux dommage : et coutumièrement lesdits docteurs, pour aller à leurs privés négoce ou commissions souvent lointaines... ou lisent par substituts et jeunes gens ou laissent leurs lectures dépourvues. » La facilité des examens a abaissé le niveau des études : autrefois les nouveaux bacheliers devaient faire plusieurs lectures pour

mieux s'exercer ; maintenant on fait un écolier « de plein saut docteur, sans qu'il soit de soi-même expérimenté ». Tous ces reproches étaient fondés et plusieurs notables de la ville de Dôle, parmi lesquels le mayeur, des échevins, des docteurs en droit affirment sous serment que « les choses dessus dites sont cause de la totale ruine et défection d'icelle notre mère l'université. »

Sans doute l'intervention énergique de Charles-Quint et la célébrité de quelques professeurs, Belloni, Dumoulin, etc. ramèneront bientôt un grand nombre d'élèves ; mais ce nouvel éclat de l'Université de Dôle, au milieu du xvi^e siècle, fut encore bien éphémère ; jamais les écoliers n'y furent plus de cinq cents ; en 1558, un professeur, Louis de Saint-Mauris, n'avait que quatre ou cinq élèves, et il résulte d'une enquête faite par ordre du Parlement, en 1579, que le nombre total des étudiants descendit à soixante, peut-être même à trente ¹.

Une université « en si grande diminution » et si « abastardie... qu'il n'y reste plus que le nom d'université² », ne pouvait rivaliser avec les universités françaises et les jeunes Flamands continueront à préférer Paris à Dôle. S'arrêteraient-ils plutôt à Douai ?

Le magistrat Douaisien compte sur un nombre d'étudiants d'autant plus considérable que la langue française n'est parlée que dans la moindre partie des Pays-Bas, c'est-à-dire dans la Flandre wallonne, dans le comté de Namur, dans presque tout l'Artois et presque tout le Hainaut et dans la moitié environ du Luxembourg. Sans doute elle était ailleurs en progrès ; elle était la langue de la cour, presque la langue officielle. Elle s'enseignait, dit Guichardin, « dans la plupart des écoles, aussi bien aux filles qu'aux garçons, de sorte que par cet enseignement, joint à l'usage et à la fréquentation, cette langue ne doit pas tarder à être aussi familière aux habitants des provinces flamandes que leur langue naturelle. » Mais dans certaines villes, le français que parlaient ou écrivaient les habitants devait être bien barbare et bien incorrect ; dans d'autres, au contraire, il se distinguerait à peine du

1. BEAUNE ET D'ARBAUMONT, *les Universités de Franche-Comté*. Introduction, p. xc-xciv et p. 38 39.

2. *Ibid.* Introduction, p. xciv.

français alors parlé en France et, parmi ces dernières, nous croyons pouvoir placer Douai.

L'université de Douai pourrait-elle donc remplacer pour les étudiants des Pays-Bas les Universités de Paris, d'Orléans et de Dôle? Leur suffirait-il d'habiter au milieu des bourgeois de la ville pour y apprendre la langue française, et est-il vrai que cette langue soit à Douai « aussi bonne, comme disaient les Douaisiens, et meilleure que en aulcune ville de par-decha? »

Comparons les deux Mémoires de Douai et de Louvain, et nous verrons comment la langue française était écrite dans les pièces officielles par Louvain, ville « thioise » et par Douai, ville wallonne. Dans les deux Mémoires, la phrase est lourde, l'expression pédante; le mot savant n'est encore qu'imparfaitement dégagé de sa forme latine : mais ces défauts sont plus sensibles dans les *Causses et Motifz* de Louvain que dans les *Responses et Motifz* de Douai. La langue de Louvain est plus archaïque, celle de Douai plus moderne¹. Les expressions qui nous choquent le plus dans les *Responses* de Douai sont celles que les rédacteurs ont empruntées aux *Causses* de Louvain pour la discussion précise des différents points. On sent qu'à Douai le français est la langue courante, à Louvain, la langue des affaires d'État, à l'usage de quelques-uns. A Louvain le *Registre aux Consaulx* est rédigé en flamand, à Douai, en français.

Les étudiants ne verront pas tous les jours des conseillers pensionnaires, des procureurs ou autres officiers de la ville, la plupart gens très instruits, à qui Louvain ne peut reprocher de mal parler français. Ils fréquenteront plus habituellement les bourgeois, entendront les gens du peuple, et le langage des bourgeois et des gens du peuple peut-il enseigner le français à ces jeunes gens qui distingueront mal le patois du français? Les documents de l'époque, malheureusement trop peu nom-

1. Il faut remarquer que les rédacteurs du mémoire des Douaisiens n'étaient pas nés à Douai : mais l'un, Jean Dablaing, originaire de Lille, appartenait à une vieille famille Douaisienne et était conseiller pensionnaire de la ville depuis 1513; l'autre, Antoine de Rantre, né à Aussy, était établi à Douai depuis assez longtemps; il avait épousé une Douaisienne vers 1516, et, en 1503, un de ses parents, Guillaume de Rantre, était greffier de la gouvernance de Douai.

breux, donnent raison aux Douaisiens, lorsqu'ils vantent « le langhaige vulgaire dont l'on use audict Douay ». Un marchand de draps de la rue des Femmes Gisantes, Jacques Le Saige, a raconté dans une sorte de journal son pèlerinage à Jérusalem. Il fit imprimer ce journal à Cambrai vers 1523 ¹. Le récit de Jacques Le Saige est d'autant plus précieux pour nous que ce bourgeois ne paraît pas avoir été fort lettré, bien qu'il entendit un peu le latin. Il fait lui-même l'avou de son ignorance, à la fin de son livre.

Che present livre a faict Jacques Le Saige
Lequel est bien sarpillit ² de languaige ³.

Il suffit d'ailleurs de lire son journal ou plutôt ses comptes de dépenses, notés plus exactement que ses impressions de voyage, pour reconnaître son ignorance. En Italie, les œuvres d'art attirent à peine son attention, ou il se contente de dire qu'elles sont merveilleuses ou que les statues sont si bien faites qu'elles semblent vivantes ⁴. Il sait à peine les noms des villes ou des pays qu'il traverse, les noms des saints dont il a visité les églises et, dans son récit, ils sont presque méconnaissables. Il les écrit comme il croit les avoir entendus : *Nichil* pour Annecy, *Palmes* pour Parma, *Baf* pour Paphos, *Roussillon* pour Roncigliano (dans les états de Rome), *Saint Safournin* pour Saint-Symphorien, *Simon Serenes* pour Simon le Cyrénéen, *Saint Criart* pour Saint Cyriaque, etc., etc. ⁵.

En quelle langue ce pèlerin marchand de draps a-t-il raconté son voyage ? Citons quelques détails de son récit. La narration est simple, sans prétention, il dit les choses comme il les a vues, dans toute sa naïveté de bourgeois, qui a toujours cherché à bien boire et à bien manger, et qui ne s'en cache pas.

1. La première édition a été imprimée à Cambrai par Bonaventure Brassart. Un exemplaire de cette édition est à la Bibliothèque Nationale (O. 1272, 1). Ce livre a été réimprimé à Douai en 1851, par les soins de M. R. Duthillœul, sous le titre de : *Voyage de Jacques Le Saige de Douai à Rome, Notre-Dame de Lorette, Venise, Jérusalem et autres saints lieux*.

2. Grossier.

3. *Voyage de Jacques Le Saige*, 1851, p. 196.

4. *Ibid.* p. 35.

5. *Ibid.* V. à la fin du volume les noms véritables des lieux et des personnes, p. 199-204.

Combien dans la page suivante trouverions-nous de mots que n'eût pas employés un Parisien de l'époque ? Jacques Le Saige arrive à la Tour-du-Pin :

« C'est aussy une petite ville, dit-il, y a un chasteau bien hault assis sur une montaigne. Nous demourasmes la pour disner; mais nous veismes merveille, car on amena un malfaicteur du chasteau, pour le faire morir. Dieu lui pardoint ses desfaultes. Je fus bien esbahis du recoeil que luy fit le bourreau. Car quand il vint de près le malfaicteur, il se mit à genoulx et luy pria merchy, et aussy fit le povre homme et le baisa ledit bourreau, et luy dit mon frère prenès en pacience, car Dieu ta apareilliés un beau banquet avec les saincts anges de paradis. Et disoit encoire tant de belles choses que c'estoit merveille. Je cuydoie que fut ung prescheur. Je ne le pooie veoir pour le presse; mais je boutay tant que le percheu à mon ayse. Il estoit acoustrés comme ung bourgeois on l'avoit admené de Grenoble. Car il n'y a que sept lieues de la. Après ces choses veue, veinsmes pour disner. Et ainssy que entray en le cuisine, pour scavoir se nostre disner estoit prest, trouvay l'hostesse que se baignoit dedans une cuve baignoire engourdinée¹; et y avoit tout plain de houpeaus autour d'elle. Je fus tout esbahis. Car on le veoit nue sans nul affuloir jusqu'au ventre, et avoit devant elle une petite table, ou elle sortissoit ses plats pour ses hostes. Il nous fut dit que durant la gesine d'une femme on les veoit tous les jours baignant nue, et les voisins viennent souvent faire le banquet de près leditte gizante. J'en fus tout honteux et vuiday soudit de ledite cuisine, et m'en allay disner. Je le comptay a mes compagnons il l'avoient veu une heure devant². »

Cette page n'est-elle pas plus moderne que les mémoires de Louvain et même de Douai ? Pas un mot qui rappelle l'école ; Jacques Le Saige n'est plus un pédant qui emprunte aux Latins des mots savants. Il semble écrire comme il parle, et s'il parle comme il écrit, pourquoi les étudiants n'auraient-ils pas appris le français auprès de lui presque aussi bien qu'à Orléans ou à Bourges ?

Mais son langage était-il bien celui des bourgeois ses voi-

1. Entourée de rideaux.

2. *Voyage de Jacques Le Saige*, p. 7-8.

sins? Reculons encore de cinq ou six années. En 1518, le peuple de Douai se soulève contre le bailli, qui a obtenu du gouvernement de Bruxelles l'extension de ses pouvoirs aux dépens des privilèges de la ville. Une information est faite par le conseil de Malines et les commissaires délégués à Douai se livrent à une enquête minutieuse. Des sergents de la gouvernance ou du bailli, des marchands viennent déposer devant la commission, rapportent exactement ce qu'ils ont entendu dire dans le peuple, et le greffier des conseillers de Malines consigne scrupuleusement dans son procès-verbal les dépositions des témoins. Chaque témoignage a bien sa physionomie particulière et lorsque « de povres gens » crient au sergent de la gouvernance « Va, tu ne ras point encoires ten bailli », le greffier conserve fidèlement le patois de cette menace ¹.

Mais c'est par exception que les plaintes ou les imprécations du peuple sont en patois. A la taverne, dans les rues, devant la maison du bailli, on menace, on crie, on murmure en français. Ce sont surtout les « porteurs au sacq », les portefaix qui s'agitent : « Il nous veult tousiours faire quelque chose de nouveau, disent-ils du bailli, on ne le souffrira point pour le derrenier homme de la ville, aussi jamais les eschevins ne le souffriroient ². Voici un « détailleur de draps », Nicolas Potier âgé de cinquante-huit ans ou environ qui a entendu murmurer « Ce bailli cy fait beaucoup de choses nouvelles, il semble que lon nous veult faire devenir francoys ; il porra entrer en noz maisons et prendre noz biens, si nous avons ung liet, il le vendra pour amendes, et autres parolles sans savoir nommer personne en tant que cestoiient povres gens si comme porteurs au sacq dont il na aucune cognoissance, et dit a aucuns deulx assemblez : par hotz (?) Messieurs, contentez-vous, Messieurs de la loy sont bons et saiges pour en savoir bien faire ³. » Encore un bourgeois, un « marchand de bourgette », âgé de cinquante deux ans, Jehan Berthe qui a entendu crier : « C'est le bailli qui nous a pourchassé cest affaire. Il nous veult oster noz anchiennes libertez et coustumes ⁴. » Claude Landrieu, sergent

1. Arch. de Douai. Information sur une sédition faite à Douai contre le bailli, en 1518, p. 96.

2. Ibid p. 85.

3. Ibid., p. 97.

4. Ibid. p. 101.

de la gouvernance, parait avoir entendu les plus farouches des émeutiers. A la taverne, on disait : « Lon nous a beau mander nous ne dirons riens que on ne sonne la cloche pour rassembler la commune ¹ ; » mais lorsqu'on sonna la cloche, elle « sonna si peu que ledit peuple pour le bruyt qu'il y avoit ne le oyt point, pourquoy ilz crierent de rechief elle na point sonné, nous le voullons avoir sonnée ². » Il dépose contre Jehan Le Fèvre, homme de métier, qui disait « assez eschauffé, en jurant Qu'est-ce que on nous veult faire denvoyer ces commissaires jentens quilz se doivent informer de moy, par le mort ou sang Dieu, je nay fait ou dit chose que je nen trouveray bien mon acquit, jay du noir sur le blancq si je suis mandé a Malines je le montreray et si ma maison ne se brulle je ne puis faillir Et vey ledit deposant que en disant ces parolles ou semblables quil sest signé ³ ». Ecoutons enfin le boucher Petit Feu, sorte d'énergumène qui a pris une grande part au mouvement ; il en veut à la personne du bailli et « en soy demenant comme sil eust esté hors du sens disoit à haulte voix Où est ce bailli vertu Dieu que ne se met il à la veue, que on le voye, on lui donroit plus de mille cops après mort et semblables furieuses parolles ⁴. »

Veut-on que dans cette émotion populaire ces « porteurs au sacq », ce boucher n'aient pas employé les termes mêmes donnés par l'information ? Mais qui les aurait changés ? Les bourgeois qui déposent devant la commission d'enquête. Si l'on n'admet pas que les portefaix et les pauvres gens parlaient aussi bien le français que le feraient supposer les dépositions, ne suffit-il pas de savoir que ces bourgeois s'exprimaient dans une langue qu'un habitant de l'Île de France aurait comprise et peut-être parlée ? Les étudiants fréquenteront plus souvent les bourgeois que les pauvres gens : la langue des bourgeois nous intéresse seule ici et tout nous a prouvé qu'elle était assez « bonne pour tenir les étudiants par dechà ».

1. *Information sur une sédition*, etc., p. 85.

2. *Ibid* p. 136.

3. *Ibid*. p. 143-144

4. *Ibid*. p. 87.

5^e SECONDE ENQUÊTE ET VISITE DE LA VILLE DE DOUAI

Quel a été sur ces différents points l'avis des commissaires chargés d'examiner les Mémoires de Louvain et de Douai? Leur enquête n'a porté que sur une des objections soulevées par Louvain : la ville de Douai, voisine de la frontière, n'est-elle pas exposée à trop de dangers pour convenir à l'établissement d'une Université? Et encore cette enquête n'eut-elle lieu qu'un an plus tard, au mois de février 1533.

D'où viennent ces retards, après la rapidité des démarches et des enquêtes antérieures! L'un des hommes sur qui la ville de Douai comptait le plus, le comte de Gavre, meurt en 1532; les négociations deviennent plus lentes : les mémoires de Douai et de Louvain, remis au gouvernement de Bruxelles, doivent être envoyés ensuite à Louvain et à Douai, pour permettre aux parties intéressées d'y répondre. Les deux villes avaient bien à Bruxelles des représentants chargés d'y poursuivre leurs intérêts, et, par exemple, nous y voyons pour Douai Jean Dablaing et Antoine de Rantre, procureur général de la ville. Mais il faut qu'ils prennent, à toute nouvelle difficulté, les instructions du Magistrat, et à Louvain le Magistrat doit à son tour consulter l'Université. Ouvrons les comptes de Douai, à l'année 1532; pendant plusieurs pages, il n'est question que du salaire de Robert Austruye, huissier, portant des assignations à Louvain, de Jacques Plumes, messenger à pied, « portant et rapportant missives et aultres affaires de lad. ville », de Grard de Nœufville, messenger à cheval, « avecq les dupplicques servyes, sievant qu'il estoit ordonné ce faire pour cause de l'Université ¹. »

Ce n'est qu'au mois de septembre 1532 que les négociations furent sérieusement reprises. La ville de Douai avait-elle mérité depuis plusieurs mois le reproche que lui adresse le trésorier général? « Trop avez retardé, dit-il à de Rantre, solliciter le parfait de l'Université. » Mais de ces retards était seul responsable le président Pierre Tayspil, toujours aussi peu empressé : il avait reçu les *Réponses à Louvain*, mais il ne

1. *Arch. de Douai*. CC, 252, f^o 124, 125, 129, 130, 131, 132.

les avait ni « visitées ni rapportées. » Toutefois les nombreuses démarches d'Antoine de Rantre auprès du trésorier général, du président, du procureur général eurent le meilleur effet, et quelques ponchons de vin de Beaune achevèrent de lui gagner la faveur des commissaires. Au milieu des conférences, Antoine de Rantre annonce au procureur général qu'il avait charge de lui porter un ponchon de vin; le procureur accepte sans se faire prier : « Ayant demandé, écrit de Rantre aux échevins, s'il veut vins vielz ou nouveaux, le procureur prenant ce de bonne part, déclairamieulx avoir de bon vielz, avec nouveaux quand la saison viendrait; et, ajoute le député de la ville, vinsmes ensuite en bonne conversation ¹. »

De même un ponchon au trésorier général, un autre à Desmaretz, maître des requêtes au conseil privé ²; puis il faut offrir banquets et autres « courtoisies » aux secrétaires, huis-siers et maîtres d'hôtel des conseillers chargés de l'examen de l'affaire ³; et aussitôt tous de déclarer, « grandement remerchians », qu'ils sont « pretz à faire plaisir et service à lad. ville ⁴ », que « de leur part, par tous bons moyens tiendront la main à ce que l'Université soit accordée à la ville de Douai ⁵. Antoine de Rantre demande sans tarder contre le Recteur et les suppôts de l'Université de Louvain, « lettres closes à eulx

1. *Arch. de Douai: Lettre d'Antoine de Rantre aux échevins*, De Bruxelles, 23 septembre 1532, Lay. 92, liasse 6.

2. « A Guy de Paris pour par charge et commandement des échevins avoir acheté en la ville de Valenciennes 3 ponchons de vin de Beaune, dont présent en fut fait assavoir ung ponchon à Mons. le trésorier général, ung aultre à Mons. Desmaretz, maistre des requestes au privé conseil de l'empereur notre sire et le dernier au procureur général dudit sire Empereur, affin qu'ilz ayent la ville pour recommandée ensamble la conservation des drois et privileges dicelle et especiallement la poursuite de l'Université » (*Arch. de Douai*, CC, 252, f° 131 verso). — « A Grard de Nœufville, messagier à cheval d'icelle ville pour avoir porté lettres à Anthoine de Rantre procureur de lad. ville..., lequel Grard ledit procureur l'envoya à Gand vers Mons. le président Taspit aussy à Bruxelles comme à Malines pour illecq recevoir trois pieches de vin de Beaune et les faire mener aux personnes auxquelz present leur estoit fait desdits vins en recongnissance des grandz plaisirs et proffis quilz avoient fait et se montroient encoires affectez au grand bien honneur prouffit et utilité dicelle ville. » (*Arch. de Douai*, id. p. 132.)

3. *Arch. de Douai*, CC, 252, f° 130 et 131.

4. *Ibid.*

5. *Lettre d'Antoine de Rantre aux échevins*, 23 sept. 1532, citée plus haut.

adreschans de sur ce (les réponses de Douai) par eulx replicquer et respondre se boin leur sembloit à certains jours pour ce à eulx donné et limitté ¹. » Et quelques jours après (27 septembre), le conseil privé envoyait au Recteur et au conservateur des privilèges de l'Université de Louvain, « les réponses servies par devant lui de la part des eschevins et conseil de la ville de Douay à l'encontre des causes d'opposition de par eux exhibées pour empescher l'érection d'une estude generale et universelle dudit Douay; » il lui « ordonnait de visiter lesdites réponses, » de les communiquer aux docteurs, maîtres et sup-pôts de l'Université de Louvain et de les renvoyer avec leur réplique « endedant ung mois prochain venant pour après y ordonner ainsi qu'il appartiendra sans y faire fault... ² »

Mais les répliques de Louvain n'arrivaient pas assez vite au gré des échevins de Douai : ils écrivent à l'Empereur pour lui demander d'« ordonner à iceulx de Louvain furnir à leur enqueste et veriffication en leur donnant pour ce faire jour prefix en dedans et pendant lequel ils ayent à ce furny; » sinon qu'on passe outre et qu'on accorde l'érection de l'Université de Douai ³. »

Nous n'avons pas les répliques de Louvain, mais les *Solutions par forme de Duplicques des échevins et conseil de Douai contre les requestes et répliques présentées à l'Empereur par eulx de Louvain* nous laissent supposer quel l'Université et la ville du Brabant n'ont fait que reproduire les objections des *Causses et motifz* ⁴. Les *Solutions* reviennent sur le « bon et honneste langhaige franchois » dont l'on use à Douai, sur « le transport des deniers des écoliers » et « la retenssion des deniers des subjectz de lempereur et pays de pardecha », sur les avantages de la ville de Douai « la plus forte et imprenable », etc.; mais pour la première fois elles parlent des dangers auxquels les étudiants flamands sont exposés en France.

Enfin, le 16 novembre, un appointement interlocutoire du conseil privé décida l'enquête : le différend entre Douai et Louvain ne se pouvant « vuider en l'estat qu'il est », Messire

1. *Arch. de Douai*, CC, 252, f° 129 et 130.

2. *Ibid.* lay 92.

3. *Ibid.*, lay. 92.

4. *Ibid.* lay 92.

Georges de Themsicke, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel, est chargé de faire « information sur les faitz desdits parties ». — « Oyez, dit l'acte de commission, et examinez bien et diligemment tous telz tesmoins et aussy recevez tous telz tiltres et munimens que de la part desdites parties vous seront produictz et administrez, parties adverses présentes ou appelées ou procureur pour elles pour voir jurer lesdits tesmoins et recevoir lesdits tiltres. » Themsicke rapportera son information close et scellée « audit privé conseil, pour icelle vue après estre fait et ordonné ainsi qu'il appartiendra ¹ ». Le commissaire devait choisir un adjoint « non suspect » : il désigna M. Loys de Zoete, « secrétaire en ordonnance de Sa Majesté ». Toutes ces nouvelles apportèrent à Douai la plus vive satisfaction et dans deux séances tenues à six semaines d'intervalle (22 novembre 1532 — 9 janvier 1533), les échevins décidèrent « de a dilligence parpoursir lad. Université et de en rescripre audict de Rantre², » et, Georges de Themsicke tardant encore, « de a dilligence envoyer vers ledict commissaire et poursuivre lad. Université pour le bien commodité de ceste dicte ville ³. »

Ces instances décidèrent le commissaire à mander le 28 février « au premier huissier de Sa Majesté sur ce requis » d'ajourner tous les témoins qu'il conviendrait aux deux parties de produire ⁴. Pierre de Hortelere, huissier de l'Empereur en son conseil ordinaire en Brabant », se rendit à Louvain le 4 février, et le lendemain réunit le bourgmestre, les échevins et le conseil de la ville, le Recteur et les docteurs de l'Université : il leur donna lecture des lettres de citation et les « ajourna de par l'Empereur... à comparoir en la ville de Douay le 9^e jour dudit mois de febvrier le soir au logis de Sainte-Catherine », par devant le commissaire et son adjoint, pour assister le lendemain et les jours suivans à l'information. Le délai était bien court et le conseil et l'Université pro-

1. *Commission et pouvoir de Commissaire député pour informer sur le fait de l'Université*, lay. 92.

2. *Arch. de Douai. Reg. aux Consaulx*, BB, II, f° 3 recto.

3. *Ibid.* f° 4 recto.

4. *Ibid. Mandement du Commissaire au premier huissier de Sa Majesté pour ajourner les témoins*, lay. 92.

testèrent également contre « la brièveté dudit jour ¹. » Les Douaisiens ne furent pas eux-mêmes prévenus plus tôt, car les abbés ne reçurent que le 11 les citations que leur adressèrent les échevins; et ceux-ci avaient trop intérêt à appuyer leur requête devant Georges de Themsicke du témoignage et de la faveur des abbés pour ne les pas avertir à temps ². Comment par exemple auraient-ils négligé de citer immédiatement l'abbé de Saint-Vaast, dont les relations avec de Themsicke rendaient la présence à Douai si utile : «... Et quant à ce que m'escripvez, leur répond-il, que ma venue en vostre ville por en dire et deposer mon advis au commissaire jen diray ce quil men samble al'honneur et prouffiet de lad^e ville... Cognois Monsieur vostre commissaire qui est bon personnaige et crois quil auroit laffaire en bonne recommandation ³ ».

L'enquête devait se faire à Douai. Quel avantage inappréciable pour les Douaisiens! Ils pourront citer devant le commissaire plus de témoins que le conseil et l'Université de Louvain; et surtout une gracieuse réception préviendra favorablement des gens qui, pour « entrer en bonne conversation », ne demandent qu'un ponchon de Beaune. Le rapport de Georges de Themsicke fut tel que pouvaient le souhaiter les Douaisiens ⁴.

Le commissaire et son adjoint arrivèrent à Douai le vendredi 7 février, avant les députés de Louvain. Dès le lendemain, les échevins et les six hommes, accompagnés du lieutenant du gouverneur de Lille à Douai, firent visiter la ville à Georges de Themsicke. Ils lui montrèrent d'abord les fortifications, la double enceinte de murailles, larges, solides, avec leurs boulevards leurs portes, leurs tours assez rapprochées pour se soutenir

1. *Citation à comparoir portée à Louvain par Hortelere, Ibid. lay. 92.*

2. V. lettre de Charles, abbé d'Anchin, aux échevins de Douai : « J'ay reçu vos lettres du 11^e jour du présent mois, par lesquelles me priez me voloir transporter en vostre ville de Douay pour estre ouy par Mons. le prévost de Cassel, commissaire de Sa Majesté Impériale, sur aucuns poincts et articles par vous produits. » Il ne peut aller à Douai et demande qu'on lui envoie « par escript les articles » (*Arch. de Douai, lay. 92*).

3. *Lettre de l'abbé de Saint-Vaast aux échevins, du 12 février 1532 (v. st.). Arch. de Douai, lay. 92.*

4. *Procès verbal touchant l'érection d'une Université à Douay requise par ceulx de ladite ville contre ceulx de l'Université et ville de Louvain (Arch. de Douai, lay. 92).*

l'une l'autre ¹, et le tout bien garni de pièces d'artillerie, bombardes, bulgares, faucons, coulevrines, armes de toute espèce, avec de grandes provisions de poudre ². Des fossés larges et profonds entourent les remparts, et la Scarpe qui traverse Douai sert puissamment à sa défense : elle se divise dans la ville en plusieurs branches et des moulins à eau habilement construits permettent de remplir ou de vider à volonté tous les fossés; et même, ajoutent les échevins, nous pouvons inonder les environs de la ville jusqu'à une grosse demi-lieue, et ils expliquent à de Themsicke le système secret de leurs moulins. Comment les ennemis pourraient-ils donc s'emparer de notre ville? Dans la dernière guerre, les Français faisaient bien quelques courses à trois ou quatre lieues, mais ils n'ont jamais osé venir jusqu'aux portes. D'ailleurs la ville est de tous côtés entourée de places sujettes de l'Empereur, du côté de l'Artois, Aire, Hesdin, Béthune, Arras, Lens, et, d'un autre côté, Bapaume, Cambrai, Arleux, Doisy, L'Ecluse, Sailly, Fierin, Lambres, Bouchain, Valenciennes, Orchies, Saint-Amand, Tournai, Lille. Pour parvenir jusqu'à Douai, les ennemis sont obligés de s'emparer de toutes ces localités et de franchir un grand nombre de rivières. La place française la plus voisine de Douai est Péronne, à douze lieues.

On alla voir le même jour, dans un quartier traversé par la Scarpe, différentes maisons où l'on pourrait établir les salles de l'Université ou les collèges ³. Cette première visite laissa la meilleure impression à Themsicke, qui reconnut tout haut que la ville était « bien bonne, belle et forte, de bon air,

1. Cf. *Arch. de Douai, Comptes du Dom.*, CC, 248, f° 144, — Indemnités aux propriétaires pour travaux de fortification de la ville, CC, 249, f° 294 — *Octroi des impôts*, CC, lay. 704 à 709 — Octrois d'impôts accordés par les souverains de 1475 à 1527, à condition que le produit de ces impôts serait appliqué aux travaux des fortifications — En 1519, impôts pour la réfection du bastion Saint-Eloi, *Reg. aux Cons.*, BB, I. En 1523, vente de rentes viagères pour subvenir aux fortifications, *Ibid.*, p. 156, etc. etc.

2. Cf. *Arch. de Douai*, CC, 238, f° 142. — Dépenses extraordinaires d'artillerie 6,860 livres, *Ibid.*, CC, 243, f° 149. Maître charpentier, maître maçon et plusieurs canonniers envoyés aux frais de la ville suivre pour leur instruction les opérations du siège de Tournai, CC, 213, f° 152 (*Comptes de 1521-1522*).

3. Par exemple, rue du Four-des-Eaux, aujourd'hui rue du Grand-Bail. Le mot Bail désignait une des branches de la Scarpe. V. J. LEPREUX, *Les Rues de Douai*, p. 41-42.

nette, munie d'artillerie et avec munitions de guerre, assise en plats pays de tous costez. »

Le lendemain 9, on monta au beffroi et le commissaire admira le panorama de la ville avec ses six églises paroissiales, dont deux, Saint-Pierre et Saint-Amé, sont églises collégiales, avec ses deux couvents mendiants des Cordeliers et des Jacobins, avec ses bonnes maisons appartenant aux abbayes de Saint Vaast d'Arras, de Marchiennes, d'Anchin, d'Hasnon, de Flines, de Saint-Amand, de Mont Saint-Eloi, d'Henin-Liétart, de Vaucelles, de Cysoing, de Sin et des Prés. Et quelle bonne garde fait le veilleur nuit et jour, du haut du beffroi ! S'il voit venir l'ennemi, il sonne la grosse cloche et avec une bannière il montre de quel côté est le danger. Aussi les paysans, toujours assurés d'être avertis assez tôt, cultivent leurs terres, même en temps de guerre, au moins à une lieue de Douai et rentrent dans la ville au son de la cloche, en laissant chevaux et vaches dans les pâturages. De même, aucun danger à l'intérieur de la ville : si un incendie éclate, le guetteur frappe la cloche du battant et montre une lanterne du côté du feu ; y a-t-il quelque tapage, bataille, sédition¹ ; il avertit les habitants, en sonnant une petite cloche². L'Empereur peut compter sur la fidélité des Douaisiens qui sont « ung bon paisible et leal pœuple³. » Douai offre donc entière sécurité aux habitants. Tous ces renseignements plurent au commissaire et, en descendant du beffroi, il déclara encore une fois aux échevins qu'en effet leur ville « estoit moult belle et commodieuse et propice pour faire ce qui appartient à maisons, collèges, bourses ou pédagogies servant à une université. »

Le 10, arrivèrent exactement les députés de Louvain ; mais ils ne comparurent devant le commissaire que pour protester contre les conditions de l'enquête ; ils savaient bien que les Douaisiens avaient gagné la faveur de Georges de Themsicke. Ils commencèrent par se plaindre encore une fois de la brièveté de l'assignation ; ils prétendirent ensuite que parmi les témoins cités par Douai il ne fallait admettre ni les échevins, ni le

1. Cf. *Arch. de Douai*, CC, 245, f° 238.

2. Le guet du beffroi supprimé en 1501 est rétabli le 7 octobre 1506. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, I, *passim*.

3. Cf. *Arch. de Douai*. Prêtres français renvoyés de la ville à cause de la guerre, CC, 242, f° 177.

conseil de Douai, ni les prélats voisins, leur témoignage étant infirmé d'avance par leur qualité et par leurs intérêts. Le commissaire passa outre et les interrogea : mais alors ils refusent de répondre, déclarant qu'on n'avait qu'à se reporter à leurs mémoires précédents et qu'ils avaient été envoyés seulement pour suivre l'information. Ils demandèrent du moins l'autorisation d'accompagner le commissaire dans la visite de la cité : les Douaisiens l'accordèrent, excepté pour les fortifications.

Le même jour, Georges de Themsicke, avec les députés de Louvain, visite l'intérieur de la ville ; les rues lui paraissent belles et larges ; depuis le siège de Tournai par les Anglais en 1513, remarquent les échevins, la peste n'a pas paru chez nous, parce qu'on tient les rues bien propres¹ : les immondices sont régulièrement enlevées par les différents bras de la rivière qui traversent la ville et souvent passent sous les maisons². Voici le Marché au blé où se réunissent tous les jours les marchands³ ; là sont encore des maisons commodés pour installer des salles de cours et des terrains bien placés pour construire des collèges. Les échevins insistent sur les moindres avantages : on arrive devant une grande meule de bois, près de la commanderie des chevaliers de Saint-Jean de Rhodes : c'est par la Scarpe que les bourgeois font venir ces bois des forêts de Marchiennes, de Saint-Amand, d'Hasnon, et grâce à cette rivière, toutes les provisions arrivent toujours en quantité suffisante dans la ville : la Scarpe peut porter des bateaux de deux cents tonnes qui par eau vont à Tournai, à Anvers, en Zélande et en Hollande⁴.

L'inspection de la ville continua le lendemain 11 février ; mais l'on sortit bientôt de Douai pour aller visiter de plus près tout ce qu'on avait aperçu du haut du beffroi, les doubles

1. Cf. *Arch. de Douai*, CC. 244, f° 96. Pavement de la rue d'Ocre, en 1523. — Aux wettes de nuit, pour avoir enlevé pendant le cours de l'année 99 « bestes et carrongnes mortes, rendant grosse infection en plusieurs lieux, XIX l. XVI. s. » *Ibid.* CC, 253, f° 253.

2. Cf. *Arch. de Douai*, CC, 243, f° 153.

3. *Arch. de Douai*, CC, 242, f° 178, et *Ibid.*, CC, 251, f° 213.

4. Cf. *Arch. de Douai* : en 1511, curage de la rivière, *Reg. aux Cons*, BB, I ; — CC, 247, f° 331. On cure et on approfondit la rivière depuis la vieille porte Saint-Nicolas jusqu'au moulin des Wetz ; les meuniers et les riverains contribuent pour les trois quarts à la dépense. *Ibid.* *Reg. aux Cons* ; BB, I.

murailles, les terres labourables, les pâturages. Après dîner, les députés de Louvain, invités, ne se trouvèrent pas au rendez-vous. Ils quittèrent la ville et ne reparurent plus. Pourquoi ce brusque départ? Il est probable que, dans la matinée, la visite des fortifications de la ville avait amené quelques discussions entre les échevins et les députés de Louvain, et ceux-ci, blessés d'être tenus à l'écart, refusèrent d'accompagner plus longtemps Georges de Themsicke. Le commissaire n'en continua pas moins l'inspection de Douai et des environs pendant deux ou trois jours encore et il demanda aux échevins de rédiger eux-mêmes un nouveau mémoire détaillé sur tous les avantages de leur ville.

Ce mémoire n'est que la reproduction méthodique des observations présentées à Georges de Themsicke pendant la visite de la ville. Le commissaire le cite dans son rapport, quelquefois avec trop de confiance, bien que presque tous les témoignages contemporains confirment les avantages que les échevins attribuaient à leur cité. Guichardin et, au ^{xvii}^e siècle, Buzelin peindront Douai comme « une bonne ville et forte, ayant plusieurs fontaines et de beaux édifices de maisons... A Douay, dit l'auteur de la *Description de tous les Pays-Bas*, est l'estape des grains y abondans de divers pays et contrées ; et y en fait on grand trafic; comme encore on y met en œuvre plusieurs espèces de marchandise¹. » On croirait à lire la *Gallo-Flandria* que l'auteur avait le mémoire des Douaisiens sous les yeux, lorsqu'il décrivait la ville de Douai, avec ses tours nombreuses, son double fossé, sa rivière portant de nombreux bateaux, ses marchés fréquentés². Les *Comptes du Domaine*

1. GUICHARDIN, p. 390. — « Douay florissoit par son commerce et il y avoit dans cette ville plusieurs manufactures de draps et de pannes, que les marchands de Douay alloient vendre, surtout à Londres, ou ils avoient une Chambre de Commerce pour eux seuls et un Marché appelé le Marché des draps de Douay. » (*La Raison Vengée*, p. 50, Utrecht, 1750.)

2. «... Hoc ævo Duaci ambitus sane magnus est in loco jacenti, et aquis irriguo : figura ovali propior, quam rotundæ. Latericius cingit murus crebris turribus interjectis (quibus olim species major, cum tectis pleræque assurgerent) obeunte semper tumentibus aquis duplici fossa, ut nihil ad munitionem desideres. Scarpus interlabitur leni flexu, nisi pluviis intumeat, alveo sat profundo latoque, et multarum patienti navium... Unde plurimum auri concilietur, frequentissima frumenti venalis advectio est, statuto istic a principibus emporio. Hujus privilegio statis quotidie horis mercatus tritici, aliarumque

pouvaient prouver à Themsicke que l'entretien des rues et des fossés de la ville était l'objet de la plus vigilante attention ¹.

Mais en feuilletant les comptes de la même année, en jetant seulement les yeux sur les pages suivantes, il aurait reconnu en même temps que la peste sévissait peut-être plus à Douai que ne le disaient les échevins. Il n'est question que des soins donnés aux pestiférés, des salaires payés aux chirurgiens, aux « saigneurs », qui ont « sollicité » les bourgeois « entechiez de la malladie de peste contagieuse » ; on encourage l'établissement à Douai d'un chirurgien pour secourir le peuple ; on construit à Sin, près de Douai, des maisons pour les pestiférés ². La ville avait été assez durement atteinte, pour qu'elle cherchât à se prémunir contre le retour du mal. En 1514, la peste y avait fait les plus grands ravages ³ et des processions solennelles avaient célébré la fin du fléau. Elle reparut en 1519 ⁴ et les

frugum civibus conceditur : exteris intra quinque per circuitum leucas omnino prohibetur, ne quid frumenti cujuscumque in pagis coemant ignaris, et nolentibus Duacensibus. Qui commode ad maximas efflorescant divitias eam ob rem multi considunt Duaci negotiatores frumentarii. In totam hi Flandriam, dein Brabantiam et Hollandiam omnis generis grana per amnes onerariis devehunt. » (BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 162 D, 165 D et 166 A.) — V. aussi G. SEGUIER, *Laurea Belgica*, p. 121-123. — J. SYLVIVS, *De studiosorum tuenda valetudine, Epistola dedicatoria*, p. 4.

1. *Arch. de Douai*, CC, 242, f° 139 verso. V. plus haut p. 42 et 45, notes.

2. *Arch. de Douai, Comptes du Domaine*, passim. « Aux religieuses de Saint-Franchois, hospitalières de Saint-Thomas en ladite ville at esté païé et que Messieurs de la Loy leur ont accordé pour Dieu et en aumosne pour aydier à supporter les depens par elles soustenus en ayant servy et allimenté et nourry les povres malades entechiés de la maladie et infection de peste, XL livres. » CC, 237, f° 157. — « A Maistre Jehan Loye, chirurgien, pour avoir sollicité les personnes malades de peste pour VII jours à VIII s. le jour font LVI s. » CC, 238 f° 115 recto.

3. Interdiction de la foire à cause de la peste, remboursement à l'entrepreneur fermier des loges de marchands, *Arch. de Douai*, CC, 236, f° 123 — V. aussi CC, 237, f° 167.

4. *Arch. de Douai, Comptes du Dom.*, passim. «onné pour Dieu et en aumosne à diverses fois à plusieurs povres personnes entechiez de la maladie de peste qui estoient à ceste cause privez de la communication des aultres personnes saines ensamble de gagner leur vye. » CC, 240, f° 155. — « A Maistre Hues de Calmes chirurgien a esté payet et comme Messieurs de la loy luy ont donné en courtoisie pour sa retenue et entrée destre saigneur et chirurgien en subvencion des bourgeois et inhabitants de cested. ville estans entechiez de la maladie de peste contagieuse et affin que led. maistre Hues se pourveyst en achat de baghues et utensilles dhostel pour tenir sa residence

années suivantes¹ elle vint encore presque aux portes de Douai. Quelques années plus tard de nouvelles précautions sont nécessaires (1544.-1546)² : on construit en dehors de la ville de petites maisons pour les pestiférés³ ; on loue une maison spéciale pour « le chappelain et confesseur des infectés de la maladie contagieuse, pour durant le temps de l'infection demourer en icelle aux despens de la ville⁴. » Et encore en 1557, on envoie un sergent à verge à Tournai pour en ramener « certain chirurgien, pour soy enservir à soigner les povres gens infectez et entachiez de la maladie contagieuse »⁵.

Avec les incursions des ennemis et des calamités plus récentes encore, comme les inondations de la Scarpe, la peste contribuait à jeter le peuple dans la plus profonde misère⁶. Malgré les affirmations des échevins, le blé manquait quelquefois et, chaque année, il fallait se préoccuper des moyens d'assurer l'approvisionnement de la ville : les échevins achetaient le blé eux-mêmes, en défendaient l'exportation, faisaient des perquisitions chez les personnes soupçonnées d'accaparement ou ordonnaient aux habitants de faire de grandes provisions. En 1532, le blé est si rare et si cher que les femmes font des émeutes ; les pauvres parcourent les rues en réclamant du pain et il fallut fonder pour eux une véritable caisse de secours⁷.

en icelle ville et de plus dilligemment secourir le pœuple estant entechies de lad maladie porlaquelle retenue luy a esté accordé payer par jor durant lad^e peste regnant et trois mois appres icelle finie XII sols. » CC, 242, f^o 96 recto. — « A Maistre Hughues de Quernes saigneur por avoir sollicité les infectez. » CC, 242, f^o 140 recto. — A Angeline Quenotte... pour avoir servy et administré les povres infectez. » CC, *ibid.*

1. En décembre 1525, les concierges des halles, Jehan Brunel et sa femme « sont entechiés de le maladie de Naples, volghairement appelée pocques. » Les échevins sont obligés, par crainte de la contagion, d'aller, les jours de justice, prendre « leur refection ès cabarets. » (*Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, I, 16 décembre 1525.)

2. *Arch. de Douai*, CC, 263, f^o 119.

3. *Ibid.* CC, 263, f^o 152.

4. *Ibid.* CC, 264, f^o 236.

5. *Ibid.* CC, 276, f^o 232.

6. BUZELIN, *Annales Gallo-Flandriæ*, X, p. 448, C et D. — CANQUELAIN, *Histoire de Douai*, p. 280 (Bibl. de Douai, Man. D. 1176). — *Arch. de Douai*, CC, 237, f^o 164.

7. BUZELIN, *Op. cit.* p. 498 C. et 499 D. — CANQUELAIN, *Op. cit.* p. 297-300 — PLOUVAIN, *Souvenirs à l'usage des habitants de Douai*, p. 456. — En 1526,

Tels sont les faits que les députés de Louvain auraient pu opposer aux discours des Douaisiens, s'ils avaient consenti à comparaître devant le commissaire⁴. Georges de Themsicke a certainement écouté d'un esprit trop favorable les éloges que les Douaisiens s'accordaient libéralement. Mais, et ce point est capital dans l'enquête, la sécurité de la ville était indiscutable². Dans les dernières guerres, en 1521 par exemple, les Français avaient menacé et même ravagé les environs; mais ils n'avaient pas osé attaquer Douai: ils s'emparèrent de Sin, de Dechy, de l'Ecluse, etc., puis se contentèrent d'envoyer quelques volées de canon bien inoffensives contre la ville³. « Le roy de France et toute sa puissance, dit Macquereau, passèrent devant Douay, le bien regardant; mais il sçavoit bien que la ville estoit garnie et furnye de gens de bien, s'en alla et passa oultre⁴ ».

6° POURQUOI LE GOUVERNEMENT DE CHARLES-QUINT N'A-T-IL PAS ALORS ACCORDÉ UNE UNIVERSITÉ A DOUAI?

Quel fut le résultat de tant de démarches, de mémoires, de rapports favorables? De grosses dépenses pour la ville qui devait payer les voyages de ses députés et de ses messagers, acheter l'appui des conseillers de l'Empereur, de leurs secré-

on recherche les provisions de bois dans les maisons à cause de la cherté du combustible (*Arch. de Douai*, CC, 247, f^o 326). Cf. mesures prises de 1502 à 1531, contre la cherté des grains (*Ibid. Reg. aux Cons.* I, passim).

1. Ils auraient pu faire remarquer que leur ville présentait la plupart des avantages attribués à Douai: « Est Lovanii cælum, écrit Erasme en 1521, quod vel Italico quondam adamato præferas; non amœnum modo, verum etiam salubre. Nusquam studetur quietius. » (*Op.* 1703 — III, p. 653.)

2. Le prévot Morillon disait à Granvelle, en 1566: « J'ay escript que l'on sauve les reliques et millieurs ornementz et meublez, et surtout les lettraigez que, à mon advis, seront bien à Douay qu'est une seure ville et l'on at la commodité de la rivière. » (*Correspond. du cardinal de Granvelle*, I, p. 356. V. aussi p. 362.)

3. BUZELIN, *Op. cit.*, p. 493, D. CANQUELAIN, p. 292-293.

4. R. MACQUEREAU, *Recueil de la Maison de Bourgogne*, I, p. 164.

taires ¹, des personnages chargés des enquêtes; les indemnités payées à Georges de Themsicke et à son adjoint s'élevèrent à 400 florins ²; et il fallut faire « reconvoyer » le commissaire jusqu'à Bruxelles. Après son départ, les échevins déclaraient la ville « alarriere et chergie de plusieurs debtes tant pour raison de le Université en laquelle lon espere obtenir comme pour plusieurs autres affaires ³. »

Restait à « contraindre ceulx de Louvain », qui, à Douai, avaient refusé de répondre, « à faire leurs enquestes ou les faire debouter ⁴. » Le conseil privé devait juger le procès pendant entre Douai et Louvain. L'affaire fut-elle jamais examinée? Après la visite de Themsicke, les échevins décidèrent à plusieurs reprises de « continuer à faire les poursuites là où il appartiendra, afin de parvenir et obtenir » l'Université ⁵. En 1533 et 1534, ils adressèrent à Bruxelles trois nouvelles suppliques ⁶. Leurs réclamations étaient alors soutenues par le comte de Rœux, maître d'hôtel de l'Empereur et gouverneur de la Flandre. Au début de 1534, ils écrivirent directement « A très illustre et très redoubtée dame la Royne douairière de Hongrie, régente et gouvernante des Pays-Bas ». Après lui avoir exposé encore une fois les avantages de la création d'une nouvelle Université, ils la supplient de faire visiter les enquêtes : « Sont les besongnes et enquestes es mains de Monsieur le prévost de Cassel prestes et en estat de les voir et visiter par Votre Majesté et par Messieurs du très noble conseil de lempereur nostre Sire. A ceste cause nostre très redoubtée dame escripvons presentement vers vous en suppliant en la plus grande humilité que nous est possible que plaise à Votre Majesté ordonner audit commissaire le prévost de Cassel de rapportier les escriptz, enquestes et besoingnes qu'il a par devers luy concernans la poursuite dessusdite pour le tout par Votre Majesté et Messieurs du Conseil faire visitier et après en

1. V. plus haut, p. 39.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, 2, f° 4 verso.

3. *Ibid.* f° 5 recto.

4. *Ibid.* f° 4 verso.

5. *Ibid.* f° 5 recto et f° 64 recto.

6. *Ibid. Inventaire du besognier du comte de Gavre et de Georges de Themsicke*, lay. 92.

ordonner et appoincter par Votre Majesté au prouffit et intention de ceste ville ¹. »

Cette lettre fut encore sans effet et les démarches recommencèrent quatre ou cinq années plus tard. En 1538, le procureur, M^e Jacques Hanotel, ne se contente plus de solliciter les conseillers de l'Empereur à Bruxelles : il se rend à Louvain pour s'entendre avec la ville et l'Université « et regarder s'il y auroit apparence de parfaire la poursieulte japiècha encommenchée ² ». Il n'a pas plus de succès que ses prédécesseurs. Mais les échevins ne perdaient pas espoir. Les guerres de l'Empereur avec la France semblèrent donner une nouvelle force à leurs requêtes : les étudiants flamands furent encore une fois menacés dans les Universités françaises, quelques uns même arrêtés. « Plusieurs prélatz, chevaliers, nobles et aultres » réclamèrent alors l'Université de Douai « comme chose très utile et commode », et le 22 novembre 1552, le conseil de la ville résolut de « continuer à faire les poursuites là où il appartiendra affin de parvenir et obtenir icelle ³. » Il envoya le conseiller et un échevin à Arras auprès d'Adrien de Croy, comte de Rœux, gouverneur et capitaine général de Flandre, d'Artois et de la province de Lille, « pour lui communicquier la délibération du conseil de ladicte ville » de Douai « touchant le faict d'une academye et universite en ceste ville, pour sur ce avoir son advis ⁴ », et obtenir des lettres de recommandation auprès de Viglius et de Monsieur de Prat, chef des finances ⁵. Le conseiller et deux échevins se rendirent ensuite à Bruxelles « pour solliciter vers la court de recouvrer les pappiers, tictres et enseignemens faisans mention de la poursieulte du proces japiecha faict contre ceulx de Louvaing pour l'Université de ceste ville ». Ils s'adressèrent à la reine régente elle-même et lui demandèrent la « widengue » du procès ⁶. On obtint la promesse d'une décision : mais lors-

1. *Arch. de Douai*, Lettre des échevins à la gouvernante des Pays-Bas, 22 janvier 1533 (v. st.), lay. 92.

2. *Ibid.*, CC, 258, f^o 126 r^o et v^o.

3. *Ibid. Reg. aux Cons.*, BB, 2, f^o 64 r^o.

4. *Ibid.*, CC, 271, f^o 116 v^o.

5. *Ibid.*, CC, 271, f^o 118.

6. *Ibid.*, CC, 271, f^o 117.

que le conseil privé voulut s'occuper de l'affaire, on se demanda ce qu'était devenu le dossier; on le chercha et « il fallut grandes pains et sollicitudes, pour recouvrer les pièches perdues du dit procès ». On finit par les trouver chez M^e Thiebault Cottereau, conseiller en Brabant; elles furent inventoriées par M^e Loys de Zoete, « secrétaire à ce commis par Sa Majesté », mais le conseil privé se garda bien encore de rendre aucun arrêt ¹.

Quelle est la cause de ces échecs successifs? Pourquoi la ville de Douai, toujours soutenue auprès du gouvernement de Bruxelles par le crédit puissant de personnes notables, n'a-t-elle pu obtenir, après des démarches renouvelées pendant vingt-deux années, ni l'Université qu'elle sollicitait, ni même une décision défavorable des conseils du gouvernement? Faut-il n'attribuer ces échecs qu'aux lenteurs ou à l'indifférence des conseillers de Charles-Quint, qui égarent les pièces du débat? Nous avons vu qu'ils savaient au besoin mener activement une enquête. N'est-il pas plus exact de tenir compte de l'opposition de Louvain et de nous demander pour quelles raisons Charles-Quint et son gouvernement devaient hésiter à méconter l'Université thioise?

Il est certain que les protestations de Louvain furent plus puissantes que les sollicitations de Douai. Les services de l'Université lui donnaient un grand crédit auprès de l'empereur ². Sans doute Charles-Quint n'avait pas toujours trouvé à Louvain complète obéissance et, dans les Etats du Brabant, les députés de la ville avaient plus d'une fois refusé l'aide réclamée par le gouvernement. En 1525, à l'époque de la guerre de Gueldre, l'opposition s'était manifestée par des émeutes; en 1528, nouvelle résistance à un projet de confédération de la Hollande et du Brabant pour la conquête d'Utrecht,

1. *Arch. de Douai*, lay. 92. — Toutes ces pièces restèrent entre les mains du président Viglius, qui, en 1560, dira au conseiller pensionnaire de la ville de Douai qu'il a « plusieurs grandz escriptz, requestes, causes, replicques, dupplicques hinc inde servies informations enquestes et aultres devoirs faictz pour l'effect de lad^e Université reposans icy (à Bruxelles) en un sacq ». (JÉRÔME DE FRANCE, p. 2.)

2. Valère André et Guillaume Segulier le disent à peu près dans les mêmes termes: « Restiterant hisce postulatis Lovanienses, quorum summa iis temporibus penes Cæsarem gratia, apud omnes erat auctoritas. » (VALÈRE ANDRÉ, *Op. cit.*, p. 359 et GUILLAUME SÉGUIER, p. 418).

et tout cela bientôt compliqué de la prétention des prélats à ne payer que quatre pour cent des contributions demandées ¹. Mais Charles-Quint, préoccupé d'arrêter les progrès de la réforme dans les Pays-Bas, oubliait cette opposition pour ne voir à Louvain qu'un séminaire catholique, disposé à lui fournir des auxiliaires contre les protestants.

A la demande de Charles-Quint, l'Université multipliait ses édits contre les mauvais livres ou contre les hérétiques ². En 1544, elle prévenait le concile de Trente, en établissant et en précisant tous les points de doctrine contestés par les réformateurs, avec menace de mort contre tout réfractaire ³. On sait le rôle des docteurs de Louvain au célèbre concile ⁴. Sous le règne de Charles-Quint, l'étude de la théologie fut, en 1546, étendue dans l'Université, et une donation de François de Helfant, abbé de Saint-Pierre à Gand, servit à créer deux nouvelles chaires, l'une d'écriture sainte, l'autre de théologie scolastique. Les théologiens de Louvain sont justement appelés « *Fortissimi, felicissimi propugnatores Fidei catholicæ Romanæ ecclesiæ* » ⁵. » L'Université a fourni à Charles Quint ses inquisiteurs et les *Fasti Academici* nous montrent la plupart des docteurs en théologie engagés dans la lutte contre les idées nouvelles : c'est le Carme Nicolas van Egmont, « un fou, dit Erasme, aux mains duquel on avait mis une épée » ; il s'était désigné au choix de Charles-Quint, dans ses cours et dans ses sermons, par sa violence contre les hérétiques, et il devint un des plus actifs auxiliaires de l'inquisiteur Van der Hulst ⁶ ; ce sont Jean Driedo et Eustache Van de Rivieren, qui engagent avec Luther une polémique beaucoup plus courtoise dans des livres dont

1. ALEX. HENNE, *Op. cit.*, IV, p. 20, 182 et 205.

2. VALÈRE ANDRÉ, p. 360, V. aussi p. 362-363, « *Forma juramenti præstandi per inscribendos matriculæ Universitatis.* » *Plac. de Flandre*, passim, I, 142, 145, 170, etc.

3. V. M^{gr} DE RAM, *De dogmatica declaratione a theologis Lovanien-sibus edita anno 1544.* — RAYNALDUS, *Annales ecclesiastici*, XIV, 85.

4. DE RAM, *Mémoire sur la part que le clergé de Belgique et spécialement les docteurs de l'Université de Louvain, ont prise au concile de Trente.*

5. VALÈRE ANDRÉ, p. 76.

6. VALÈRE ANDRÉ, *Op. cit.*, p. 98. « *Vir fuit ingenio acri, hæresesque tunc pullulantes et novas Erasmi doctrinas cum in scholis tum in templis publice insectatus fuit vehementius.*

Erasme loue lui-même la modération et la science¹; c'est l'inquisiteur Nicolas Coppin de Mons, qui, en 1524, succède à Van der Hulst révoqué²; c'est Jacques Masson (Latomus) qui passait pour un des théologiens les plus savants de l'Université et cependant un de ses adversaires, OEcolampade crut un jour ne devoir lui répondre qu'en lui envoyant des grains d'ellébore³; c'est encore Ruward Tapper, que Charles-Quint eut toujours en grande estime: dès 1526, il accompagnait Nicolas Coppin dans les villes de Malines et d'Anvers « pour la correction des luthériens » et son zèle religieux non moins que sa science lui fit donner plus tard les fonctions d'inquisiteur général⁴.

Un dévouement aussi ardent à la cause catholique plaida plus que tous les mémoires en faveur de l'Université de Louvain: le gouvernement ne jugeait-il pas imprudent d'affaiblir, en présence des progrès du protestantisme, ce séminaire du catholicisme, et de lui opposer une concurrence qui le ruinerait peut-être, ou tout au moins refroidirait les bonnes dispositions des docteurs? Les commissaires les plus favorables à Douai, comme le comte de Gavre, n'avaient-ils pas eux-mêmes proposé à l'Empereur de réserver à l'Université de Louvain seule l'enseignement de la théologie⁵?

Charles-Quint savait l'Université de Louvain très catholique: l'Université de Douai le serait-elle aussi? Par caractère, l'Empereur favorisait peu les nouveautés, « prudent et réservé », dit de lui Gaspard Contarini. Il était bien rare qu'il ne répondit pas promptement, lorsqu'une proposition lui convenait; il étudiait lui-même les affaires avec le plus grand soin, se décidait seul et presque sans conseil et lorsqu'il renvoyait une requête à ses conseillers, c'était le plus souvent pour s'éviter le désagrément d'un refus⁶. Le jour où Charles-Quint avait quitté les Pays-Bas, la requête des Douaisiens était condamnée, malgré la bienveillance personnelle des commissaires. Le gouvernement de Bruxelles partageait les craintes

1. VALÈRE ANDRÉ, p. 100 et 104.

2. *Ibid.* p. 100 et 101.

3. *Ibid.* p. 104 et 105. — V. HENNE, *Op. cit.* IV, p. 291, note 1.

4. VALÈRE ANDRÉ, p. 105, — V. HENNE, IV, p. 330.

5. V. plus haut, p. 10.

6. AL. HENNE, X. p. 304, 306 et 307.

de l'Empereur sur l'esprit d'indépendance de la jeunesse : « Je vois, disait la sœur de Charles en quittant Bruxelles, je vois une grande jeunesse en ces pays avec les mœurs desquels ne me scaurois ni ne vouëdrois m'accomoder¹. »

Il déplaisait à Charles-Quint de voir l'enseignement passer des chapitres aux communes : il s'efforça de rendre au clergé, dépositaire de la foi, la direction de l'instruction publique et il entoura le droit d'enseigner des restrictions les plus étroites. Les instituteurs furent obligés de demander à leur curé un certificat d'orthodoxie, de jurer fidélité à la religion Romaine, de se faire inscrire dans une confrérie ; l'ordonnance du 30 juin 1546 défendit, sous les peines les plus graves, de tenir école publique sans l'autorisation du magistrat et du curé ; les programmes et les livres autorisés sont nettement indiqués². Avant Philippe II, Charles Quint interdit à ses sujets des Pays-Bas de fréquenter les écoles, comme celle de Wesel, où sont admis les hérétiques³ ; mais il ne cherche pas, comme son successeur, à retenir les étudiants dans ses États par la création d'une Université nouvelle. Les écoles étaient suspectes à ses yeux, lorsqu'elles n'étaient pas entre les mains de l'Eglise. L'Université réclamée par le Magistrat de Douai se présentait à lui surtout comme une institution municipale : les échevins Douaisiens se dessaisiraient-ils de leurs droits en faveur du clergé ?

L'histoire des premières démarches du Magistrat de Douai pour obtenir une Université est encore bien obscure et si nous connaissons les résistances que les échevins ont rencontrées, il nous est impossible de déterminer avec certitude les raisons qui ont empêché le gouvernement de Charles-Quint de répondre favorablement ou même seulement de répondre à la requête des Douaisiens. Mais ces premières négociations sont importantes dans l'histoire de la fondation de l'Université de Douai : elles éclairent déjà le côté pour ainsi dire laïque et le côté municipal ou Douaisien de cette création.

En résumé, nous avons vu qu'à l'époque de la Renaissance

1. *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. IV, p. 476.

2. *Plac. de Flandre*, I, 134-141.

3. *Plac. de Flandre*, I, p. 133-134.

des études dans les Pays-Bas, les bourgeois des villes wallonnes qui parlent la langue française prétendent l'enseigner aux étudiants des provinces thioises. Ils croient pouvoir leur offrir les avantages sans les dangers des Universités de François I^{er}. Tournai et Lille sollicitent auprès du gouvernement de Bruxelles une Université : leurs requêtes sont rejetées et abandonnées. La ville de Douai montre plus de persévérance : une première fois repoussée, elle adresse une nouvelle pétition à l'Empereur en 1531 et les rapports des commissaires chargés de l'enquête sont encore assez favorables pour laisser espérer aux Douaisiens l'octroi d'une Université. Mais les docteurs et le Magistrat de Louvain ont connaissance de ces démarches : aussitôt opposition de l'Université du Brabant qui prétend conserver son monopole, réponse du Magistrat de Douai, qui démontre la nécessité d'une seconde université de langue française, l'excellence du choix de la ville de Douai, dont les habitants parlent français, sont fidèlement attachés à l'Empereur et sont protégés par des fortifications qui mettraient la ville et les étudiants à l'abri des attaques ennemies. Mais ni requêtes ni mémoires, ni enquêtes ne peuvent déterminer le gouvernement de Bruxelles à donner une solution au procès pendant entre Douai et Louvain. Est-ce indifférence administrative ? N'est-ce pas plutôt silence calculé d'un gouvernement qui veut à la fois s'éviter le désagrément d'un refus et la défaveur d'une Université si ardente contre le protestantisme ? N'est-ce pas aussi défiance à l'égard des écoles où peuvent se développer les germes de l'hérésie et pourquoi alors créer une université qui, peut-être, dans sa rivalité avec Louvain, s'écartera des doctrines de l'Eglise catholique ?

Rien, dans l'histoire de ces premières négociations, ne montre chez les échevins de Douai une préoccupation religieuse. S'ils demandent une Université, c'est pour donner quelque prospérité à leur ville très étendue, mais déserte en plusieurs quartiers. Les étudiants auxquels ils promettent d'apprendre la langue française viendront accroître la population et les bénéfices du commerce. Une ville peut vivre de son Université, le sort de Louvain dépend de celui de ses écoles. Une Université donne aussi à une ville la renommée dans le monde savant : Douai, « l'Athènes du Nord », comme l'appellent complaisamment encore ses habitants, s'est toujours vantée de son goût

pour les lettres ; la *Confrérie des Clercs parisiens* entretenait encore chez elle les traditions de culture littéraire.

L'intérêt Douaisien est appuyé par l'intérêt politique ou national. Il convient de fermer aux jeunes Flamands la route de la France : pourquoi s'exposeraient-ils à voir leurs études interrompues, leur liberté menacée par les édits des rois de France ? Pourquoi porter à l'ennemi l'argent des Pays-Bas ? Les sujets de l'empereur ne lui seront-ils pas plus fidèlement attachés en demeurant dans ses États ?

Charles-Quint abdique en 1556. Trois ans plus tard, Philippe II non seulement accueille favorablement la requête des Douaisiens, mais, s'il faut en croire Jérôme de France, reprend lui-même les négociations au nom de l'intérêt catholique, qui les avait peut-être fait abandonner par son prédécesseur.

CHAPITRE II

LES FONDATEURS ET LES CAUSES DE LA FONDATION

L'histoire de la fondation de l'Université de Douai s'élargit en quelque sorte dès les premières années du règne de Philippe II. Elle appartient à l'histoire des deux grandes révolutions du xvi^e siècle, la Renaissance et la Réforme. L'érection d'une seconde Université favorisera le progrès des études dans les Pays-Bas et Philippe II, reprenant les projets du Magistrat de Douai, fera de l'Université wallonne une institution de réaction catholique. En 1531, l'Université de Douai eût été surtout une institution d'intérêt Douaisien; en 1562, elle est pour les Pays-Bas une institution d'intérêt général.

Nous reconnaitrons ce nouveau caractère en recherchant dans quelles circonstances a été renouvelé le projet de 1531; qui a recommandé à Philippe II la création d'une Université de langue française que n'avait pas accordée Charles Quint; comment les progrès de la Réforme dans les Pays-Bas et l'état religieux des Universités étrangères fréquentées par les jeunes Flamands ont décidé les conseillers du nouveau souverain à fonder une Université dans une ville fidèle au catholicisme et au roi, et, en même temps, voisine de provinces agitées par la propagande protestante.

1^o LE CONSEILLER PENSIONNAIRE JÉRÔME DE FRANCE A BRUXELLES (1560)

Le 5 juillet 1560, Jérôme de France, conseiller pensionnaire de la ville de Douai, visitait à Bruxelles le président du conseil

privé, Viglius. Il venait réclamer le départ des troupes espagnoles qui, depuis la restitution de Saint-Quentin à la France, logeaient à Douai, car entre elles et les habitants s'étaient passées « aulcunes choses... de bien mauvaise digestion »¹. Jérôme de France fut sans doute surpris d'entendre tout à coup le président lui déclarer « qu'il se donnoit de merveille du nonchaloir extrême du Magistrat de lad^e ville ayant mis en oubliance et délaissé la poursuite le cours de trente ans continuelz de l'Université paravant contendue et ardalement désirée par leurs antécresseurs ». Le conseiller pensionnaire savait combien ce reproche était peu mérité, puisque deux fois depuis 1534, en 1538 et en 1552, les échevins avaient renouvelé leur première requête. Mais il laissa continuer le président qui lui rappela que les Douaisiens, « dès l'an mil V^e trente en avoient faict vers Sa Majesté impérialle curieuse instance voires jusques à contester sur débat et contredict en procès formé contre les recteur et professeurs de l'Université de Louvain, ensamble Magistrat de ladicte ville debatans lerection et institution prétendue ; » et comme pour lui montrer combien serait aisée la reprise des négociations antérieures, « plusieurs grandz escriptz, poursuit-il, requestes, causes, replicques, dupplicques hinc inde servies informations enquestes et aultres debvoirs faietz pour l'effect de lad^e Université reposent icy en un sacq dont jestime que de tout en ayees copie autentique². » Enfin Viglius qui savait le mérite de Jérôme de France, son éducation, ses travaux, chercha à intéresser personnelle-

1. *Discours de la poursuite et erection de l'Université de Douay* par HIEROMME DE FRANCE, p. 1 et 2. — BUZELIN, *Annales Gallo-Flandriæ*, XI, p. 519, A et B. — La gouvernante, Marguerite d'Autriche, écrira au roi le 13 sept. 1560 : « Quoy qu'il soit du soing que l'on tient affin de faire vivre bien lesdicts Espagnolz et ceux de par deça ensemble, il n'y a, comme qu'il soit, faulte de mauvaise intelligence : et mesmes sont passées auleunes choses entre ceux qui sont à Douay et les habitans de la ville, de bien mauvaise digestion : et quoy que l'on y aye remédié plusieurs fois, toutes petites occasions que succedent y accroissent l'aigreur. » (*Corresp. de Marguerite d'Autriche*, I, p. 276 — V. aussi I, p. 52, 57, 63, 335). — En 1552, les bourgeois avaient désarmé la garnison espagnole (TAILLIAR, *Chroniques de Douai*, II, p. 146-147). — V. aussi *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, 2, f^o 67. — CC, 273, f^o 209, CC, 278. f^o 100 v^o et f^o 137 recto. — Lettre de Granvelle, évêque d'Arras, à Philippe II, 28 octobre 1560, *Papiers d'Etat de Granvelle*, t. VI, p. 195).

2 JÉROME DE FRANCE. p. 2.

ment le conseiller au projet d'Université : « Et vous, lui dit-il, qui avez consumé la meilleure partie de vos ans aux lettres et profession civile debvriez à ce songneusement adviser et renouvellement sérieusement les poursuites précédentes vous assurant de ma part de toute faveur et adresse ¹. »

Avec quel empressement Jérôme de France accueillit les ouvertures du président ! Toute la vie du conseiller laissait deviner avec quel zèle il poursuivrait l'érection de l'Université. Dès son jeune âge, comme le dit la requête qu'il avait présentée au conseil de Douai pour obtenir sa charge, il s'était « entièrement dédié et consacré aux lettres » ; il avait étudié, d'abord à Douai, puis à Louvain il avait mis « à chief ses conceptions et estudes », et, sur l'avis « de gens savans et amis », il avait fait lecture publique des lettres grecques et enseigné le droit. A l'Université de Fribourg, il partagea son temps entre ses études personnelles et les leçons qu'il faisait « tant publiquement que privement », et il écrivit un livre sur les Règles de droit, qu'il dédia au prince évêque de Liège, Robert de Glymes de Berghes (1558) ². C'est alors que « prétendant de faire une conjonction et alliance aimable de la théorie à la pratique », il revint se marier à Arras et sollicita à Douai la place de conseiller pensionnaire (1559) ³. Dès l'année suivante, il prit une part si active aux négociations de la ville avec le gouvernement de Philippe II, qu'on doit le considérer comme un des fondateurs de l'Université de Douai : c'est lui qui, à Douai, dirige les délibérations du conseil de la cité avec l'expérience qu'il a acquise dans les Universités de Louvain et de Fribourg ; c'est encore lui qu'à tout moment nous retrouverons à Bruxelles, cherchant à concilier les intérêts de Douai avec l'indépendance et les privilèges de l'Université, auprès d'un gouvernement moins soucieux des droits de la ville

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 3.

2. Ce livre très rare est intitulé : *Hieronymi Franci Duaceni jurisconsulti n Regulas juris, hoc est, ipsissimam veteris Ro. jurisprudentiæ velut medullam, Commentarii, nunc primum in lucem editi .. Cum Cæs. Majest. gratia et privilegio ad decennium Basileæ per Joannem Oporinum, anno 1558*. C'est un petit in-8°, comptant 32 pages préliminaires, le titre compris et 494 pages. Il a été offert en 1881 à la Bibliothèque de la ville de Douai par M. Brassart, (Bb 78).

3. V. *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, t. XX, p. 80-92 : BRASSART, *Jérôme de France*.

que du succès de la nouvelle institution. Aussi ne s'est-il pas passé une seule année où la ville ne lui ait témoigné sa reconnaissance pour la façon dont il s'était « diligemment et fidèlement employé... aux affaires... de l'Université » ¹. Jérôme de France a été à la fois le directeur et l'historien de ces négociations et le *Discours de la poursuite et erection de l'Université de Douay* est d'autant plus précieux qu'il a été écrit par un homme racontant simplement les faits, sans exagérer son rôle, et se contentant de rattacher les unes aux autres par quelques transitions explicatives les principales pièces de cette histoire.

Jérôme de France ne pouvait répondre au président qu'en le remerciant « décentement... de son affection » et en lui promettant de faire bon et fidèle rapport aux échevins « avecq convenable exhortation pour raffreschir la mémoire d'une chose tant louable en ceste infélicité de temps pour la confirmation de nostre sainte Foy et religion catholique » ².

Pour encourager le conseiller pensionnaire, Viglius lui apprit aussitôt que l'affaire de l'Université était bien plus avancée qu'il ne le supposait. Et en effet, continua-t-il, le roi voulant donner quelque remède salutaire aux misères et calamités survenues en ces pays « pour le faict de la religion », et tenter de « ramener la forme de l'Eglise à sa nayfve pureté et beauté » a, sur l'avis de l'évêque d'Arras ³ et sur mes conseils, demandé au pape Paul IV « autorité et pouvoir de ériger audiet Douay une Université et estude générale en toute faculté ». Cette requête auprès du Saint-Siège a été faite à l'insu du Magistrat de Douai; elle a été accueillie, et copie de l'octroi de l'Université par le pape se trouve au conseil privé. Le président promettait, en terminant ⁴, de favoriser de tout son crédit l'érection de la nouvelle Académie.

La communication de Viglius et le récit de Jérôme de France sont-ils de tous points exacts? Faut-il attribuer à Philippe II ou plutôt à ses conseillers, Viglius et Antoine Perrenot, l'initiative des démarches faites à Rome en 1559? Tous les historiens qui ont eu connaissance directement ou indirectement du *Discours*

1. *Arch. de Douai*, CC, 280, f° 133 recto.

2. JÉROME DE FRANCE, p. 3.

3. Antoine Perrenot.

4. JÉROME DE FRANCE, p. 3 et 4.

de la poursuite, Buzelin, Valère André, Guillaume Séguier, Vander Haer, Martin l'Hermite¹, répètent après Jérôme de France « Duacematibus ignaris ». Faut-il donc admettre que les Douaisiens, après de si pressantes sollicitations auprès du gouvernement de Charles-Quint, aient, à l'avènement d'un nouveau prince, renoncé à leur ancien projet? Et alors doit-on, avec Zoès, chercher l'inspirateur de la requête adressée à Paul IV à la fois en dehors de Douai et du conseil de Philippe II, parmi les professeurs de l'Université de Louvain, d'où était venue l'opposition la plus vive aux premières démarches du Magistrat Douaisien²?

2° LE Premier projet et sommaire de la Remonstrance

DE JEAN VENDEVILLE

Il nous paraît hors de doute que la bulle a été sollicitée du Saint-Siège à l'insu des Douaisiens : ni les *Registres aux Consaulx*, ni les Comptes de la Ville, dans lesquels nous avons pu suivre les démarches du Magistrat depuis 1530 jusqu'en 1552, ne font mention d'une requête auprès de Philippe II. Pour la première fois en 1560, Marguerite d'Autriche parle dans ses lettres au roi de négociations avec les Douaisiens. « Et quant à l'Université de Douay, l'on est après pour communiquer avec ceux de la ville³. » Les lettres antérieures au 17 mars 1560 sont

1. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 519 — VALÈRE ANDRÉ, p. 359. — GUILLAUME SÉGUIER, p. 119 — VANDER HAER, *De initiis tumultuum Belgicorum*, p. 128. — P. MARTIN L'HERMITE : « Le Vicaire de Dieu accordales privilégiés sans le sçeu du Magistrat », p. 589.

2. ZOES, *D. Joannis Vendvillii episcopi Tornacensis juris utriusque doctoris et consiliarii regis catholici in concilio privato Vita*, Duaci, 1598, p. 11. — L'abbé CH. DEHAISNE, *Les origines de l'Université de Douai*, p. 8-10. — Nous ne parlons pas de Molanus qui prétend que Philippe II a été déterminé à fonder l'Université par une lettre que la Faculté de théologie de Louvain adressa à la duchesse de Parme, le 25 mai 1561 (*Historia Lovanien-sium*, lib. IX, ch. 3, p. 464-465). Le rapprochement des dates suffit à écarter cette dernière hypothèse.

3. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, 17 mars 1559 (v. st.) I, p. 145.

muettes sur les démarches du Magistrat¹. Ce silence confirme sur ce premier point l'exactitude de Jérôme de France, qui, écrivant son récit pour la ville dont il était le conseiller pensionnaire, se fût bien gardé de contester aux échevins de Douai l'honneur d'une démarche décisive. L'accueil fait au rapport du conseiller, après son retour à Douai, et la situation de la ville au début du règne de Philippe II nous expliqueront la réserve du Magistrat depuis 1552. Enfin, une pièce retrouvée il y a quelques années aux Archives de la ville rétablit le rôle de chacun dans la fondation de l'Université.

Les échevins reçurent en 1560 ou 1561 le résumé d'un Mémoire qui avait été adressé au gouvernement de Philippe II sans doute un an ou deux auparavant, pour lui conseiller l'érection de l'Université. Cette pièce est intitulée « *Le Premier projet et sommaire de la Remontrance* »². Les termes de ce résumé nous démontrent deux points également importants.

1° Ce ne sont pas les échevins de Douai qui ont repris les négociations en 1559 : ce mémoire a été envoyé directement à Bruxelles, à leur insu : ils n'en ont connaissance qu'un an ou deux après, par la communication d'une analyse.

Ce ne peut être un mémoire écrit précédemment au nom de la ville ; les termes s'y opposent. Cette phrase par exemple : « Et remonstre que le Roy peut aysément aider à ce qui est requis et convient », etc., eût été remplacée par la suivante : « Vous avez remonstré que le roy peut aysément, etc. ». Est-ce plutôt le plan d'une remontrance présenté aux échevins ? Non encore, car pour la même phrase l'auteur du résumé aurait écrit : « Vous remonstrerez ou sera remonstré que le Roy peut aysément, etc. »³. Ne savons-nous pas d'autre part qu'on soumettait

1. *Correspondance de Marguerite d'Autriche* I, p. 25 et 107.

2. Signalé par M. l'abbé Dehaisne (*les Origines de l'Université de Douai*, p. 8). *Arch. de Douai*, lay. 92, liasse 6. M. l'abbé Dehaisne nous paraît avoir exagéré la difficulté de la lecture de cette pièce, qui n'est pas « couverte de l'une de ces écritures du xvi^e siècle qui désespèrent parfois les paléographes les plus exercés ». Deux mots seulement sont douteux pour nous. La plupart des pièces de cette histoire qui sont aux Archives de Douai, nous ont semblé d'une lecture aussi et souvent même plus difficile.

3. Telle est l'opinion de M. l'abbé Dehaisne (p. 8), qui prétend que c'était le « résumé d'un mémoire destiné à être présenté au roi d'Espagne, que l'on communique aux échevins de Douai sans doute pour avoir leur avis ». Qu'on remarque encore ces formes dans le Résumé : « Après la Remontrance des-

à l'approbation du conseil, surtout dans une question aussi grave, le mémoire lui-même et non une simple analyse. En 1532, Jean Dablaing et Antoine de Rantre avaient communiqué aux échevins leurs Responses et Motifz contre la ville de Louvain et non pas un résumé de ce long travail de vingt-trois feuillets. Vouloir considérer le résumé comme le plan d'une remontrance à rédiger et refuser d'y reconnaître l'analyse d'une ancienne remontrance, c'est, croyons-nous, en interpréter le titre d'une manière erronée. Le titre complet devrait être : *le Premier projet de l'Université et le sommaire de la Remontrance* et non pas *le Premier projet de la Remontrance*. Ainsi seulement peut-on concilier le témoignage de Jérôme de France, le silence des registres de la ville et des lettres de Marguerite sur le rôle des échevins et les termes du *Premier projet et sommaire de la Remontrance*.

2° Il faut attribuer la reprise du projet Douaisien non pas à Philippe II, l'existence même du Mémoire ne le permet pas, mais à l'auteur du *Premier projet et sommaire de la Remontrance*. Quel est l'auteur?

Nous croyons pouvoir répondre : Jean Vendeville. Zoès son secrétaire et son biographe ¹, a écrit formellement, et rien ne vient infirmer son témoignage : « Duacensis etiam Univer-

cend au temps présent et aux nécessités et dangiers d'iceluy. » « Sur cela sont remonstrés les inconveniens et dangers, etc. » — « Après est traicté des remedes preservatifs et spécialement des bons moïens que le païs peut avoir pour y obvier et donner ordre, etc. »

1. Zoès a écrit son livre, dit-il, « ex multis pauca commemorando, quæ vel ipsemet oculis meis, per annos complures in familia ejus vitam agens, conpexi, vel certe ex fide dignis hominibus audita, certa et indubita habeo » (p. 2). — La plupart des historiens attribuent aussi à Vendeville la fondation de l'Université de Douai. « Erecta ibidem Philippi Regis catholici auspiciis nova Academia, adlaborante etiam Vendvillio » (VALÈRE ANDRÉ, p. 193). « Vendvillius, cum auctor suasorque fuisset Regi catholico, ut novam in Belgio Academiam erigeret... » (FOPPENS, *Bibliotheca Belgica*, p. 744, et SANDERUS, *De Scriptoribus Flandriæ*, p. 106). « Duacensis Universitatis erectioni consilio opus fuit. » (RAYSSIUS, *Belgica Christiana*, p. 273-274). — Au XVIII^e siècle, Hoyneck van Papendrecht écrit dans une note de la *Vita Viglii* : « Ejus (Vendvillii) potissimum hortatu Academia Duacena a Philippo II fuit fundata » (t. 1, pars II, p. 726; note 37). — Tellé est aussi l'opinion de M. l'abbé Dehaisne et de M. Altmeyer : « Ce fut lui qui provoqua la création de l'Université de Douai. » (*Les Précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas*, t. II, p. 45.)

sitatis erectio consilii ipsius opus fuit, adjunctis rationibus ob quas hoc faciendum esse existimaret necessario, sive religionem et ecclesiam, sive civitates et civilem rempublicam spectares : demonstratis etiam mediis, quibus res peragi, singulari cum fructu omnium, superis adjuvantibus, posset. Cujus consilii gratia, ea jam beneficio optimi, potentissimique Regis nostri erecta¹ ... »

L'histoire de Vendeville, son caractère, son rôle religieux et littéraire dans les Pays-Bas, ses relations nous sont assez connus pour nous faire comprendre comment un professeur de l'Université de Louvain pouvait déterminer le gouvernement de Philippe II à demander au pape l'érection d'une Université à Douai². Vendeville était né à Lille en 1527 : il a entendu parler des anciennes démarches de Douai et à l'époque où il songeait aux moyens de combattre la Réforme, pourquoi n'aurait-il pas proposé la fondation d'une Université? Son éducation et ses succès de professeur l'engageaient à considérer l'enseignement comme une arme puissante contre les progrès du protestantisme. Il avait fait ses premières études dans une école célèbre de Menin et les avait continuées à Paris. Revenu à Arras, il apprit la pratique des affaires au conseil d'Artois. Un canonicat à la collégiale de Saint-Pierre ne le retint pas à Lille : il voulut prendre ses grades à l'Université de Louvain. Licencié *in utroque jure*, il donna des leçons particulières et publiques avec un succès qui lui amena des élèves de la Belgique entière et aussi de l'étranger : plus tard, presque tous les conseillers ou les savants se vantaient de l'avoir eu pour maître. Ses relations s'étendaient avec son enseignement ; plusieurs seigneurs, le comte de Lalaing par exemple, lui confièrent leurs intérêts. En 1553, il soutient sa thèse de doctorat avec éclat, le même jour que le conseiller Peck, le professeur Wamesius et le président Hopperus, que nous retrouverons auprès de Viglius dans les négociations de l'Université. Il devint alors professeur ordinaire de droit civil, et, à vingt-neuf ans, il est

1. ZOËS, *D. J. Vendvillii Vita*, p. 11.

2. ZOËS. — Le P. ALEXIS POSSOZ, *M^{sr} Jean Vendeville, évêque de Tournai*, Lille, 1862. — Ce livre n'est en grande partie qu'une traduction de Zoës. — *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, II, p. 4-22, etc. — M^{sr} VOISIN, *Notice sur Jean Vendeville, évêque de Tournai* (*Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournai*, t. VI).

recommandé au gouvernement général des Pays-Bas pour une place au grand conseil de Malines. Mais tout entier à ses études, il néglige les démarches nécessaires, n'est pas nommé et, après cet échec, il donne toutes ses pensées à la défense de l'Église catholique.

Quelle fut la cause de ce changement subit? Il fut pris, dit Zoès, du dégoût des choses humaines. Était-ce l'effet de son échec? Était-ce l'influence d'un dominicain qui vint alors prêcher à Louvain (1556)? Il voulut un directeur qui « le conduisit dans la voie du Seigneur » et il s'adressa à un professeur de la Faculté de théologie, également remarquable par sa science, par la pureté de sa vie et par son zèle pour la propagation de la foi, Martin Rythovius ¹. Ce ne sont plus alors que pieuses lectures, méditations, prières et, sous l'inspiration de son directeur, Vendeville prend la passion de la propagande religieuse. Il quitte la chaire de droit civil pour celle de droit canon; il ramène tout, dans ses études et dans son enseignement, à l'extinction de l'hérésie; il cherche surtout dans l'histoire ecclésiastique les origines des fausses doctrines, les moyens dont on les a combattues autrefois et en même temps un remède aux troubles dont souffrait au xvi^e siècle le monde chrétien. Il est particulièrement frappé de la puissance des congrégations religieuses soumises à l'autorité d'un supérieur général, et l'on doit se demander si Vendeville, qui plus tard favorisera singulièrement la Société de Jésus, n'était pas, dès 1558, un des amis les plus dévoués et les plus soumis des Jésuites de Louvain.

Vendeville fut certainement séduit par la forte organisation d'une Société dont les plans étaient si conformes à ses idées de propagande catholique. « Il approuvait énergiquement, dit Zoès, tout ce que faisait la Société. » Lorsqu'il arriva à Louvain, les jésuites y étaient depuis 1542 : c'étaient des Espagnols qu'un édit de François I^{er} avait chassés de France. Ils avaient réuni autour d'eux de nouveaux disciples. Le P. Lefevre, que Loyola avait enlevé à l'Université de Paris, avait décidé, avec l'aide de Strada, une vingtaine de jeunes gens des meilleures familles à entrer dans l'Institut (1543). Mais le Col-

1. SANDERUS, *Flandria illustrata*, t. II, livre VI, p. 298. — VIGLIUS *Mémoires*, p. 94.

lege fondé par Lefevre était continuellement inquiété par l'Université qui redoutait la concurrence de la Compagnie¹. Les tracasseries des docteurs de Louvain doivent-elles nous empêcher de croire à des relations étroites entre le professeur de droit et les jésuites? Ne savons-nous pas que quelques années plus tard, malgré l'opposition d'une partie de l'Université de Douai dont il était professeur, Vendeville contribuera de ses propres deniers à l'établissement des jésuites au collège d'Anchin²? que bientôt il usera de son influence pour établir l'Institut dans d'autres villes de la Belgique? que c'est par l'intermédiaire d'un jésuite qu'il communiqua au pape Pie V un plan de croisade contre les Turcs? que, devenu évêque de Tournai, il fit des jésuites les agents les plus actifs de son gouvernement ecclésiastique, exigeant des prêtres qui avaient failli de prendre un Père de la Société pour confesseur, recommandant à chaque doyen d'avoir toujours à sa disposition au moins un jésuite ou un autre religieux mendiant pour l'inviter à prêcher dans les paroisses où le curé ne prêchait pas? Zoës enfin ne nous a-t-il pas laissé ces mots écrits à Vendeville par le général de l'ordre, le P. Aquaviva : « Je sais avec quel zèle vous servez les affaires, les intérêts et la renommée de la Compagnie; je vous en remercie et vous donne l'assurance que la Société ne se montrera pas coupable d'ingratitude pour tant de bienfaits. Je sais aussi quelle estime faisait de votre dévouement mon prédécesseur, l'excellent père Evrard de pieuse mémoire³? »

Dès 1558, la Société et Vendeville se rencontrent assez exactement dans leurs plans de propagande religieuse pour qu'on puisse admettre que Martin Rythovius n'était pas alors le seul directeur de Vendeville. Là où il lui était impossible d'agir au grand jour et directement, la Société de Jésus savait former auprès d'elle des agents dévoués qui couvraient de leur nom, parfois à leur insu, ses démarches ou ses intrigues. N'était-il pas désirable pour elle d'avoir une Université où elle fût mal-

1. CRETINEAU-JOLY, *Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus*, 3^e édition, 1851, t. I, p. 144 et 366.

2. ZOËS, p. 12.V. plus loin, 2^e partie, *Le Collège d'Anchin*.

3. ZOËS, p. 67-70.

4. ZOËS, p. 13.

tesse? Repoussée de Louvain, elle établirait son centre à Douai¹.

Le choix de Vendeville était d'ailleurs excellent pour les Jésuites. Ses relations lui donnaient un certain crédit auprès du conseil privé. Le candidat au grand conseil de Malines qui, pour lui-même, avait reculé devant les ennuis des sollicitations, savait se souvenir de la faveur de Viglius, lorsqu'il y allait de l'intérêt de ses élèves et surtout de la défense de la foi. Il voyait le président², lui écrivait même parfois pour des détails auxquels Viglius, au milieu des graves préoccupations du gouvernement, ne restait pas indifférent³. En 1559, le président du conseil privé reçut de lui un important mémoire : *De minuendis hæresibus*, fruit des méditations de deux années, de pieux entretiens avec les plus hauts personnages de la Belgique et recommandé par l'approbation de l'évêque de Cambrai, Maximilien de Berghes. Le moyen de « diminuer l'hérésie », c'était la fondation de collèges et de séminaires, où l'on formerait des prêtres instruits, capables de discuter avec les docteurs de la Réforme et ces collèges devaient se grouper, pour le plus grand bien de l'Église catholique, autour d'une Université nouvelle⁴. Le mémoire *De minuendis hæresibus* contenait sans doute en germe la conception de l'Université de Douai comme institution de résistance catholique ; et si nous admettons l'existence de ce mémoire, pourquoi douterions-nous plutôt de l'exactitude du biographe, lorsqu'il écrit ensuite que la fondation de l'Université de Douai est due aux conseils de Vendeville?

Mais la pièce intitulée *le Premier projet et sommaire de la Remonstrance* est-elle bien le résumé d'un Mémoire de Vendeville. Rapprochons les pages de Zoës du *Premier projet*. L'auteur

1. V. 2^e partie, *Le Collège d'Anchin*.

2. V. deux lettres adressées par Vendeville au président, dans les *Comptes rendus des séances de la Commission royale d'histoire de Belgique*, 2^e série, t. II, p. 201-204. Ces lettres sont datées du 23 mai 1557 et du 26 avril 1560. « Postquam a te discessi », dit-il dans la première lettre ; et à la fin : « Ego puto me isthuc vocandum pridie aut postridie ascensionis Domini, quo tempore salutabo te per occasionem, Deo volente, ut si quid sit, quod hac de re mihi significatum velis, id ex te cognoscam. »

3. Comme pour le règlement des congés à la Faculté *juris utriusque*, V. la première des deux lettres citées dans la note précédente, p. 201-203.

du *Premier projet* expose d'abord les raisons qui doivent déterminer Philippe II à ériger l'Université, *adjunctis rationibus*, dit Zoès, *ob quas hoc faciendum esse existimaret necessario*. Il insiste sur l'importance de l'éducation avec la complaisance d'un professeur qui, tous les jours, est en contact avec des jeunes gens, forme leur esprit, suit leurs progrès qu'il s'attribue avec une légitime satisfaction et leur donne des habitudes d'esprit et de travail qu'ils garderont après l'avoir quitté; il a confiance dans cette influence du maître, dont l'enseignement peut conserver au catholicisme tant de jeunes gens menacés dans leur foi par la propagation des doctrines nouvelles. « Il a été jadis assez expérimenté, écrit-il, que les sages a bon droict ont toujours dict que l'establissement ou ruynes des republicques dépend de l'institution de la jeunesse, je dis de la jeunesse de robe longue...

« ... Comme il n'y a pas grande difficulté à les bien dresser ou descourner (?) ce pendant quilz sont encores tendres aussy puis apres on ne peut pas bien changer le premier ply soit bon soit mauvais.

« ... Dautant sont plus inexcusables ceux qui ont charge des republicques, si sur tout et en premier lieu ilz nont soin de ceste partie,

« ... Ceux qui ont voulu ruiner les republicques ou les surprendre et usurper ont finement commencé par ceste entrée, c'est de gagner ceste jeunesse et la faconner à leur avantage,

« Au contraire... ceux qui ont voulu garder leurs republicques et pais, ont advisé de ne perdre un tel thresor,

« Et sur ce que dessus les histoires des Grecz et Romains et aultres sont recitees déduictes et appropriées à ce propos. »

Qui profitera de la bonne éducation donnée dans l'Université aux jeunes gens? *Religio et Ecclesia*, dit Zoès, *civitates et civilis respublica* : la religion et l'État, l'Église et le gouvernement.

« La cause et raison, continue le *Premier projet*, en est asses notoire veu mesmement que de la dépend la qualité des gouverneurs et magistrats (*civitates et civilis respublica*) et conséquamment l'affection et disposition de tout le peuple et que c'est comme le moule et impression des ceurs et des espritz qui commandent aux corps...

« Il n'y eut jamais temps auquel il fut plus nécessaire de

prendre garde à ce fondement des republicques et a faire comme un thresor d'hommes bien faits dressés et assurez je dy en cervelle et sagesse. »

Et ici l'intérêt de la religion en même temps que l'intérêt du prince : « ... Sil y eut jamais une fine averse pour alterer la jeunesse et comme l'ensonceler (?) voir aussy pour finalement luy faire hayr son sang, son pays et son prince et par ensamble luy apprendre de practiquer des revoltes et ce qui en depend, c'est la faction et escolle des hugue en France, masquée d'un beau tiltre de religion reformation et liberté. »

La Remontrance insiste alors sur le danger d'envoyer « ceste jeunesse estudier et se graduer en telle escolle comme à l'abandon » ; et elle arrive enfin aux moyens de combattre le mal, « *demonstratis mediis quibus res peragi... posset* ».

« Et entre aultres et sur tout l'establissement de vostre Université est recommandée » et malgré les difficultés que présente cette institution, « le remède n'est pas désespéré, sil plaist au Roy y entendre, mais... il est besoin que son autorité, sa faveur, sa libéralité, voir mesmes extraordinaire y intervienne, veu qu'il est aussy question d'une aide extraordinaire du moins pour le commencement » et si l'on veut attirer des professeurs renommés. Après le roi « et soubz son adveu les subjectz feront mieux leur debvoir voiant la bonne intention et faveur de leur prince ». Ils comprendront mieux encore « quel est leur debvoir en cest endroit après quon aura offert pour leurs enfans tout ce quilz peuvent trouver es aultres Universites pour les avancer et accommoder, voire mesme beaucoup davantage » ; mais « ceste offre doit estre préallable », ou, en d'autres termes, c'est au roi à fonder d'abord l'Université ; et ses sujets, c'est à dire le Magistrat de Douai et les abbayes voisines, contribueront de leurs deniers à la fondation¹.

Le témoignage de Zoès qui esquisse les grands traits de ce

1. Nous ne pouvons croire avec M. l'abbé Dehaisne à un accord tacite entre le Magistrat et le gouvernement. « Après avoir développé toutes les raisons favorables à l'établissement de la nouvelle Université, écrit M. Dehaisne, l'auteur (du *Premier projet*) dit que le gouvernement, tout en l'admettant en principe, hésite à agir, et qu'il sera bon de le laisser offrir de lui-même cette faveur à ses peuples, afin qu'il en puisse espérer plus de reconnaissance. » p. 8). Nous répétons qu'il nous semble incontestable que le Magistrat n'a pas eu connaissance de la Remontrance envoyée à Philippe II.

Résumé, les développements sur l'influence de l'instruction de la jeunesse, l'importance attachée à la création d'« une bonne et fameuse Université de loix », les projets de Vendeville pour combattre l'hérésie, ses relations avec Viglius, tout nous autorise à croire que la Remontrance était bien l'œuvre du professeur de droit de l'Université de Louvain. Ajoutons que Vendeville se trouvera à Bruxelles en 1562, lorsque les députés de Douai s'entendront avec Viglius sur les contributions des abbayes et le choix des professeurs, et il acceptera le premier les propositions de Jérôme de France pour aller enseigner à Douai, au moment même où l'Université de Louvain viendra protester auprès de Granvelle contre les négociations engagées par les commissaires Douaisiens avec ses professeurs¹.

Faut-il s'étonner qu'un professeur de Louvain ait eu assez d'autorité pour décider le gouvernement à demander une bulle d'érection au Saint-Siège? N'oublions pas qu'au xvi^e siècle les docteurs des Universités étaient souvent consultés par les princes sur les questions délicates de droit ou de théologie; les querelles religieuses leur donnaient à cette époque une place plus grande dans la société; et aux Pays-Bas, c'était le plus souvent parmi eux que Charles-Quint et Philippe II choisissaient leurs ministres. Avant de devenir en 1549 président du conseil privé, Viglius, docteur de l'Université de Valence (8 mai 1529), avait enseigné à Bourges, où il remplaça Alciat, à Padoue et à Ingolstadt, où ses cours eurent le plus grand succès.

3^e LE *Premier Projet* ET LES CONSEILLERS DE PHILIPPE II.

Viglius pouvait-il, en 1559, ne pas accueillir favorablement le Mémoire de Vendeville? Comment aurait-il hésité à proposer au roi une institution destinée à affermir le catholicisme et l'autorité du prince dans les Pays-Bas? Les travaux de Viglius², comme une édition des *Institutes* dans laquelle il

1. JEROME DE FRANCE, p. 71-76.

2. V. sur Viglius sa biographie, écrite ou inspirée par lui, publiée par Hoyneck van Papendrecht, archiprêtre de Malines, dans le premier volume des

fait la glorification du gouvernement absolu, les missions diplomatiques confiées à son zèle catholique¹, son attachement à l'inquisition, « ce tribunal respectable, disait-il, et nécessaire pour la défense de la religion, » la rigueur avec laquelle il repoussa d'abord les adoucissements proposés aux édits de 1550², et cependant un certain goût pour les mesures modérées conforme à sa droiture naturelle et une sorte d'horreur pour tout ce qui était trouble et agitation, tout cela devait faire espérer à Vendeville un examen attentif de sa Remontrance.

Fallait-il se préoccuper de l'avis de Philippe II? Le roi était l'élève de Viglius : c'est le président du conseil privé qui avait été chargé d'apprendre au jeune Philippe son rôle de prince des Pays-Bas³ : il lui montra les provinces à travers ses préjugés catholiques et ses idées de pouvoir absolu, bien plus qu'il ne chercha à l'initier aux usages et aux intérêts de ses sujets flamands⁴. Obtenir l'approbation de Viglius était presque tout, alors que le trône était occupé par un prince qui voulait s'occuper de tous les détails de l'administration de ses États, mais qui, le plus souvent, décidait sur l'avis de ses conseillers⁵.

Analecta Anlgica (La Haye, 1743, 6 vol. in 4°); — la notice publiée par A. Wauters, en tête des *Mémoires de Viglius et d'Hopperus*, dans la *Collection de Mémoires relatifs à l'histoire de Belgique*. — GÆTHALS (*Lectures*, III, 26); BACKUYSEN VAN DEN BRINCK (*Messenger des Sciences historiques*, 1848-1849).

1. Il avait été chargé de négocier, avec le chancelier d'Angleterre, Etienne Gardiner, les préliminaires du traité de mariage entre Philippe et Marie Tudor.

2. Ce qui n'empêche pas que, dans une enquête ouverte en 1564, Viglius fut accusé « d'avoir été, dès sa jeunesse, grandement suspect d'hérésie, principalement de celle de Martin Luther, d'avoir été réputé pour tel, non seulement aux Pays-Bas, mais en France, en Italie, en Allemagne et de l'être encore; de n'avoir hanté que des hérétiques et de les avoir favorisés » (V. GACHARD, *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 319).

3. *Vita Viglii*, I, p. 28.

4. Il voyait cependant les dangers auxquels était exposé un prince dont l'éducation et la direction avaient toujours appartenu au clergé espagnol et il avait fait part de ses craintes à Charles-Quint.

5. On peut voir sur le système de gouvernement de Philippe II, GACHARD, *Rapport à M. le Ministre de l'intérieur sur les Archives de Simancas* I, XLVII et suiv.; MIGNET, *Antonio Perez et Philippe II*, p. 4 et suiv. — En 1559, le conseil d'Etat comprenait Granvelle, évêque d'Arras, Charles, baron de Berlay-

Et au premier rang, parmi eux, Granvelle, qui porta toujours grande « affection » à l'Université de Douai¹. Il faisait de la défense de la religion et de l'extirpation de l'hérésie dans les Pays-Bas la principale affaire du gouvernement². Avec des passions politiques ou religieuses servies par un caractère hautain, autoritaire, quelquefois même violent, il avait eu l'art, comme on l'a bien dit, « de se rendre indispensable en se prévalant de son expérience, en devinant les sentiments du prince, en aidant son irrésolution naturelle par l'adresse qu'il employait à lui suggérer un parti, en n'affectant jamais des prétentions qui eussent pu froisser un esprit naturellement ombrageux³. » Il avait à sa dévotion presque tous les conseillers du roi et parmi eux Viglius qu'il avait marié en 1543 et à qui bientôt il confère les ordres sacrés⁴. Par Viglius le Mémoire de Vendeville arrivera jusqu'à Granvelle et peut-être par Granvelle jusqu'à Philippe II⁵.

Tous les membres du conseil d'État seront-ils également favorables aux projets de Vendeville ? L'adhésion de Charles de Berlaymont est certaine. Mais auprès de lui siègent le prince d'Orange et le comte d'Egmont, et Vendeville ne pouvait espérer faire accepter ses propositions à la fois par les représen-

mont, chef du conseil des finances, Viglius, chef-président du conseil privé, Guillaume de Nassau, prince d'Orange ; Lamoral d'Egmont, prince de Gavre, Philippe de Stavele, seigneur de Glayon, grand maître de l'artillerie, et Simon Renard, ancien ambassadeur en Angleterre. Tous les chevaliers de la Toison d'Or avaient entrée au Conseil, lorsqu'étant à Bruxelles ils y étaient appelés par la gouvernante ; les membres du conseil privé et ceux du grand conseil de Malines avaient le même privilège pour les affaires judiciaires. Marguerite de Parme fut autorisée à se contenter, en certains cas, de l'avis d'un conseil intime ou consulte, composé par Philippe lui-même, de Granvelle, de Berlaymont et de Viglius (V. TH. JUSTE, *les Pays-Bas sous Philippe II*, t. I, p. 226-227).

1. *Corr. de Granvelle*, III, p. 233.

2. V. *Papiers d'État de Granvelle*, notamment t. V, p. 592 et p. 614-619.

3. THÉOD. JUSTE, *Op. cit.* I, p. 248.

4. *Vita Viglii*, I, p. 35.

5. On sait avec quelle activité Granvelle s'occupait de toutes les affaires. Sa volumineuse correspondance en fait foi. « On pourrait presque affirmer, dit M. Gachard, qu'il n'exista jamais de ministre qui écrivit autant que le cardinal de Granvelle... (*Corresp. de Phil. II sur les affaires des Pays-Bas*, t. II, p. LXIX).

tants de l'autorité absolue et de l'administration espagnole et par les chefs de l'aristocratie flamande.

Parmi les agents du gouvernement qui, en dehors du conseil d'État, favoriseront le plus l'érection de l'Université de Douai, il faut citer Filippi Nigri de Bologne, doyen de Sainte-Gudule et chancelier de l'ordre de la Toison d'Or, et le conseiller Joachim Hopperus. Ce dernier venait tout récemment de proposer à Viglius la création d'une chaire de langue française au collège de Busleyde, à Louvain, en s'appuyant sur les mêmes raisons que Vendeville : il regrette que l'usage de cette langue soit si répandue, mais puisqu'elle est maintenant nécessaire, il faut du moins, disait-il, empêcher les Flamands d'aller l'apprendre en France¹ ; Hopperus a contribué assez à l'érection de l'Université pour que celle-ci le reconnût comme un de ses fondateurs en faisant célébrer un obit en son honneur. Hopperus ne cessera jamais de s'intéresser à l'Université : lorsqu'en 1566, il se rend en Espagne, il est « requis » par les échevins « de prendre son chemin » par la ville de Douai, il accepte avec empressement l'invitation, vient accompagné d'une suite nombreuse, est reçu magnifiquement par les échevins et le Recteur, séjourne à Douai pendant trois jours et ne manque pas de « faire visitation de l'Université »².

La proposition de Vendeville, approuvée par Viglius et par Granvelle, fut accueillie par Philippe II comme une mesure de défense contre la Réforme au même titre que la création des nouveaux évêchés, et nous verrons avec quelle impatience le roi demandera « que l'Université dudit Douay s'establisce au plus tost qu'il sera possible »³ ; il fait négocier à Rome en même temps l'érection des évêchés et celle de l'Université et nous trouvons dans l'histoire de ces négociations les mêmes noms, Viglius, Filippi Nigri, Pierre Curtius, François Son-

1. « Est enim hujus linguæ summus hodie usus et retineret ea res fortasse multos, quominus in Galliam proficiscerentur. Quanquam ex altera parte satis indignum videtur, linguam barbaram, et quæ hosti propria sit, in tantum habere honorem. » (*Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1852 p. 292).

2. *Arch. de Douai, Comptes du Dom.* 1565-1566. CC, Reg. 284, f° 99 verso et 164 recto et verso.

3. *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, Philippe II à la duchesse de Parme, Madrid, 8 juin 1562, t. II, p. 231.

nus; dans la correspondance de la gouvernante les deux affaires sont presque toujours traitées en même temps¹; tous les historiens contemporains rapprochent également les deux créations⁴. L'un des premiers professeurs de l'Université, Boèce Epo, exposant dans l'Oraison funèbre de Philippe II les causes des progrès de l'hérésie, les attribue à l'insuffisance des évêchés et à l'émigration des jeunes gens qui se rendent dans les Universités étrangères; puis il oppose aussitôt le remède au mal et après avoir loué l'érection des nouveaux évêchés, il ajoutera : « Interim, quod alterum illud est e duobus heroicum Regis Philippi summe Catholici per hoc Belgium facinus, Universitas hæc Duacena cepit exordium anno Christi 1562². »

L'état des Pays-Bas, au début du règne de Philippe II, ne laisse aucun doute sur l'accueil fait par le roi à la Remontrance communiquée par Viglius; les progrès du protestantisme inquiétaient la foi et l'autorité du roi, et les étudiants continuaient à fréquenter les Universités où se tolérait l'hérésie, et en particulier les écoles du roi de France auquel les souverains des Pays-Bas faisaient la guerre depuis plus de soixante années.

4° L'UNIVERSITÉ DE DOUAI EST DESTINÉE A RETENIR DANS LES PAYS-BAS LES ÉTUDIANTS QUI FRÉQUENTENT LES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES.

A l'époque où Viglius recevait le Mémoire de Vendeville. Granvelle écrivait : « La religion se perd dans toutes les parties des Pays-Bas³. » La Réforme y vint du dehors. Les doctrines de Luther d'abord y pénétrèrent par la Frise orientale et elles se répandirent d'autant plus rapidement dans les

1. V. t. I, Lettres du 23 août 1559 (p. 25), du 26 fév. 1559 (1560 n. st.) p. 107, du 17 mars 1559 (1560 n. st.), p. 143-146, etc.

2. *Oratio funebris nomine totius Universitatis Duacenæ piissimi Philippi secundi... per Boetium Eponem*, p. 21-25.

3. GACHARD, *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 191.

provinces septentrionales, flamandes ou brabançonnaises, que ces contrées plus libres et dotées de bonne heure de l'imprimerie, étaient mieux préparées à comprendre et à accepter les prédications du moine de Wittemberg. Les provinces wallonnes, en relations avec la France, connurent surtout le calvinisme, mais assez tard et lorsqu'une partie de la France l'avait déjà accueilli.

Nous ne rappellerons pas les placards de Charles-Quint : quelque temps avant son abdication, l'Empereur constatait lui-même l'inutilité de toutes ses mesures de rigueur : « Mon cousin, écrivait-il au comte de Lalaing, combien que de longtemps nous ayons fait devoir pour extirper les sectes et hérésies, et pour en préserver nos sujets de par deçà, malgré les ordonnances, placards et édits publiés à ce sujet, peu de fruit s'en est suivi, parce qu'ils n'ont été observés ni exécutés selon leur forme et notre intention ¹. »

Quel aveu et quelle succession pour Philippe II !

Ses conseillers étaient tout disposés à croire avec Vendeville qu'il y avait « inconvéniens et dangers de grand conséquence... pour le particulier et puis aussy pour le publicque » à envoyer la jeunesse étudier et se graduer dans les écoles étrangères « comme à l'abandon ». Ils savaient que l'hérésie était apportée surtout du dehors soit par les marchands étrangers qui venaient dans les Pays-Bas, soit par les jeunes gens qui allaient en Allemagne ou en France apprendre le commerce, ou fréquentaient les Universités de ces deux pays ².

1. *Lettre de Charles-Quint au comte de Lalaing*, du 27 janvier 1554, citée par A. HENNE, X, p. 226.

2. « Durant les guerres entre l'Empereur et le Roy de France les marchands des Pays-Bas qui trafiquoient es pays voisins, où il y avoit des hérétiques, apportoit d'Allemagne le luthéranisme, le calvinisme de France et de Westphalie et Frise Orientale l'anabaptisme. » (JEAN COUSIN, *Histoire de Tournai*, IV, p. 302.) — Granvelle écrivait à Gonçalo Perez le 15 octobre 1565 : « Une chose qui nuit singulièrement aux intérêts de la religion dans la Flandre, c'est l'habitude où l'on est d'envoyer les jeunes gens étudier en France et en Allemagne... la langue de ces pays, d'où ils reviennent imbus des plus mauvaises doctrines ; appelés par la suite à remplir des fonctions importantes dans l'État, ils agissent de connivence avec de certaines personnes dont ils devraient réprimer les vices. » (*Papiers d'Etat du cardinal de Granvelle*, IX, p. 594-597.) Dans un mémoire présenté à Marguerite de Parme, en 1565, par l'évêque de Namur, on lit : « Premièrement, de trouver quelque moyen pour empêcher que personne n'envoie plus ses enfants ou

Les placards de Charles Quint avaient déjà indiqué cette prétention d'interrompre toute relation entre les Pays-Bas et les nations voisines que l'on disait « infectées » de luthéranisme ou de calvinisme¹.

Mais comment retenir par une simple ordonnance tous ces jeunes gens de riches familles, à qui leurs pères, leurs maîtres, leurs amis ont vanté les agréments et l'utilité des voyages parmi les villes de France, d'Allemagne ou d'Italie! Voyager, dit Paquot, était « le goût de leur nation². » Ils veulent entendre quelque grand docteur dont la réputation est arrivée jusqu'à eux. Chaque Université doit sa renommée à un enseignement particulier : on voulait être docteur en théologie de Louvain, de Paris ou de Cologne, docteur en droit d'Orléans, de Bourges ou de Cologne ; docteur en médecine de Montpellier ou de Salerne. On prend un grade pour ainsi dire au passage, sans avoir longtemps suivi les cours de la Faculté³. Les plus jeunes partent sous la direction d'un précepteur⁴; les autres sans directeur, indépendants, avec quelques amis, vont dans les écoles étrangères « se perfectionner dans leurs études », apprendre le français ou l'allemand et beaucoup voient ainsi successivement la France, l'Allemagne, l'Italie. Et ce ne sont pas seulement les plus riches dans ce pays où la richesse est si grande, qui voyagent ainsi. Ils sont nombreux ceux qui, sans fortune, se réunissent en petits groupes à pied, s'arrêtent à toutes les auberges, séjournent dans toutes les Universités qu'ils rencontrent sur leur route, à la fois élèves et maîtres, voyageant pour apprendre, enseignant pour vivre. On voyageait alors, écrit M. Boissier, « beaucoup plus que nous ne

que l'on n'envoie plus nuls jeunes gens aux études en France, parce que la plus part en retourne dépravée. » Et en marge : « Son Alteze advisera avecq le temps, si à cecy se pourra pourveoir et comment. » LE PLAT. VII, p. 132. Cf. STRADA, *De Bello Belgico*, p. 70 (Antverpiæ 1640).

1. V. plus haut, ch. I, p. 67-68.

2. PAQUOT, I, p. 44.

3. Aubert le Mire va à Douai en 1611 pour s'occuper des bourses fondées par son oncle Jean le Mire : il profite de ce voyage pour prendre à l'Université de Douai le degré de licencié en théologie.

4. Jérôme de France dit, en parlant de jeunes gens dont on lui avait confié l'éducation : « Lesquelz ayant instituez audit Louvain l'espace de cinq ans, les ay mené veoir plusieurs Universitez de Allemagne et signamment Fribourg en Brisgau. » (*Arch. de Douai*, Reg. BB, 2, f° 96, verso).

sommes tentés de le croire... Il y avait, comme aujourd'hui, beaucoup de personnes qui couraient le monde et notamment ceux qui voulaient s'instruire n'hésitaient pas à entreprendre de fort longs voyages. Ils y trouvaient des facilités qu'aujourd'hui, avec nos communications rapides, nous ne possédons pas... Au milieu des nations diverses, les lettrés formaient comme un monde à part, où l'on ne s'exprimait qu'en latin... On ne connaissait guère alors de nationalités diverses dans la science. Tous ceux qui avaient lu Aristote ou Pierre Lombard et qui savaient construire un syllogisme, d'un bout de l'univers à l'autre, étaient concitoyens¹. »

L'étudiant flamand retrouvait souvent dans les Universités étrangères d'anciens élèves de l'Université du Brabant; on lui avait dit avec quel succès ils enseignaient maintenant dans les écoles d'Allemagne, de France, d'Italie ou d'Espagne et il courait à leurs leçons. C'est qu'en effet les écoles étrangères sollicitaient les docteurs de Louvain dont la célébrité leur attirait des étudiants nombreux et les princes qui fondaient de nouvelles Universités demandaient au Brabant quelques-uns de ses maîtres. Par exemple deux de ses plus illustres théologiens, les futurs évêques d'Ypres et de Gand, Martin Rythovius et Guillaume Lindanus, furent appelés à l'Académie de Dilligen, ouverte en 1549². Elle envoie encore ses professeurs à l'électeur de Bavière pour l'Université d'Ingolstadt, qu'ils maintinrent toujours dans l'orthodoxie la plus pure. En Thuringe, l'Université d'Erfurt, à moitié ruinée, prie les docteurs de Louvain de lui venir en aide³. L'Université de Louvain combattait donc la Réforme par cette sorte de colonisation jusqu'au sein de l'Allemagne, mais en même temps elle favorisait indirectement l'émigration scolaire que voulait arrêter Philippe II, émigration dangereuse même dans les Universités les plus fidèles à l'Église romaine, car à côté d'elles sont des Universités protestantes, qui attiraient les étudiants par le bruit qu'elles faisaient dans le monde religieux et aussi bien souvent par la science de leurs maîtres : on l'a très bien dit, en effet

1. BOISSIER, *La Réforme des Études au XVI^e siècle* (*Revue des Deux-Mondes*, 1882, p. 582 et 583).

2. *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1852, p. 304 et suiv.

3. *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1848, p. 194 et suiv. et 1852, p. 294-295.

« les ressources considérables que la spoliation avait mises entre les mains des souverains protestants furent employées à donner du relief aux écoles savantes qui avaient répudié ouvertement les doctrines de leurs fondateurs : l'état florissant de ces écoles privilégiées devait communiquer à ceux qui en occupaient les chaires le prestige d'une supériorité scientifique et en même temps exciter leur zèle pour le prompt achèvement de grandes œuvres d'érudition ¹. »

Dans les écoles étrangères, catholiques ou protestantes, se mêlent des étudiants et des maîtres d'origine différente : et c'est ce cosmopolitisme des Universités que redoute Philippe II. Les étudiants flamands n'oublieront-ils pas, en effet, au milieu d'études communes la fidélité au prince et à la patrie et ne se laisseront-ils pas entraîner par leur admiration pour un docteur illustre à embrasser des doctrines suspectes ?

Depuis l'époque de la première requête des Douaisiens, l'état des Universités allemandes s'était bien modifié ². Avant 1530, toutes étaient menacées d'une ruine plus ou moins prochaine et perdaient la majorité de leurs élèves ; après cette date, elles se relèvent, se réorganisent, se repeuplent et parmi les étudiants qui se pressent dans leurs Facultés beaucoup arrivent des Pays-Bas. Et la plupart sont des Universités protestantes, restaurées avec les dépouilles de l'Église, réorganisées par Mélanchthon, repeuplées par des disciples de Luther. Ce qui fait le succès de ces Universités et la supériorité de leur enseignement, au milieu du xvi^e siècle, est ce qui les fait désertter au début de la Réforme. Mélanchthon est un humaniste qui s'en prend de la chute des études aux théologiens catholiques comme à ceux de Wittemberg : « La poésie est abandonnée par la jeunesse, dit-il en 1522, ce qui indique que nous laisserons derrière nous une race ignorante ; il y a une telle masse de théologiens que la jeunesse est noyée dans la théologie. » Il veut qu'avant d'aborder la théologie, on étudie la grammaire, la dialectique et la rhétorique, puis la philosophie,

1. *Relations de Suffridus Petri et d'autres savants du XVI^e siècle avec l'Université de Louvain*, par M. FELIX NÈVE (*Ibid.* 1848, p. 171).

2. FRIEDRICH PAULSEN, *Geschichte des gelehrten Unterrichts auf den Deutschen Schulen und Universitäten vom Ausgang des Mittelalters bis zur Gegenwart mit besonderer Rücksicht auf den Klassischen Unterricht*, Leipzig, 1885, p. 69 et 134.

TABLEAU DES MAÎTRES OU DES ÉTUDIANTS LES PLUS
QUI, AU XVI^E SIÈCLE, JUSQU'À LA FONDATION DE
FRÉQUENTÉ LES UNIVERSITÉS

Universités de	Alost.	ANVERS.	Arlon.	Arras.	BOIS-LE-DUC.	BRUGES.	Bruxelles.	Cassel.	Dinant.	GAND.	Hochstraten.	Lille.	Luxembourg.	Poperingue.	YPRE.	Almar.	AMSTERDAM.
Bâle.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cologne. . .	»	»	»	1	1	»	1	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1
Copenhague	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Dillingen..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Erfurt. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
Fribourg..	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Heidelberg.	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»
Ingolstadt..	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»
Leipsig. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
Marbourg. .	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»
Rostock. . .	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Vienne. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Wittemberg	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»
Bologne. . .	1	1	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	1
Padoue. . . .	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»
Pise.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Angers. . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bourges. . .	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
Montpellier.	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Toulouse. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Valence. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	1	4	1	7	1	1	2	1	1	4	1	1	1	1	6	3	2

1. Ce tableau permettra de juger dans une certaine mesure quelles étaient en dehors des Universités de Paris, d'Orléans et de Genève, qui ont chacune un tableau particulier) les Universités les plus fréquentées et l'origine des maîtres ou des étudiants.

1. 71 immatriculations et non 71 professeurs ou étudiants, plusieurs d'entre

CÉLÈBRES DANS L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DES PAYS-BAS,
L'UNIVERSITÉ DE DOUAI ONT, D'APRÈS PAQUOT,
ÉTRANGÈRES ¹

Breda.	DEVENTER.	Frise.	Gouda.	GRONINGUE.	Gueldre.	La Haye.	Hollande.	LEUWARDEN.	MIDDELBOURG.	NIMÈGE.	Over Yssel.	RUREMONDE.	UTRECHT.	Zélande.	Total dans chaque Université.
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 Bâle.
»	»	1	»	»	1	1	»	»	»	2	1	3	»	»	15 Cologne.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	3 Copenhague
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1 Dillingen.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 Erfurt.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 Fribourg.
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4 Heidelberg.
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	3 Ingolstadt.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 Leipsig.
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	4 Marbourg.
»	1	1	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	6 Rostock.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1 Vienne.
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5 Wittemberg.
»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	9 Bologne.
»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	4 Padoue.
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 Pise.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	4 Angers.
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	5 Bourges.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2 Montpellier.
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1 Toulouse.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1 Valence.
1	2	4	1	1	1	2	1	4	4	5	1	3	1	2	71 ²

eux ayant été successivement dans deux ou trois Universités. Nous avons ajouté aux 60 noms fournis par Paquot 11 autres noms puisés à d'autres sources. — La seconde partie du tableau comprend les villes qui au xvi^e siècle se sépareront définitivement de l'Espagne. — La ville désigne à la fois la ville et les environs. — Pour les *bonnes* et les *MAUVAISES* villes, V. ch. I, p. 26 et 27, note. —

c'est-à-dire les sciences naturelles, la morale et l'histoire; et il prétend supprimer tous les anciens exercices stériles et encombrants, les disputes et les déclamations. Mais les premières tentatives de Mélanchthon échouent; ses cours sont abandonnés, lorsqu'il explique les *Olynthiennes* ou les *Philippiques* de Démosthène, et, après avoir déclaré l'étude du grec essentielle pour toute autre étude, il est obligé, faute d'auditeurs, de suspendre ses leçons. Il ne pouvait guère réussir à l'origine, au milieu des luttes qui ont fondé la Réforme; ou bien les divisions religieuses ruinent les Universités ou bien la prédominance de la théologie scolastique éloigne toute réforme des études. Mais, après les premiers et terribles débats des théologiens allemands, Mélanchthon réussit à introduire dans les anciens programmes, dont les parties essentielles subsistent d'ailleurs, quelques-uns des principes de l'humanisme; les nouvelles Universités ou, parmi les anciennes, celles que les princes veulent relever, s'adressent à Mélanchthon, qui devient comme le grand pédagogue de l'Allemagne; avec lui l'enseignement passe de l'Église aux mains de l'État : il dispose, dans cette réorganisation, des dépouilles des églises et des abbayes, et la prospérité matérielle des Universités aide à la prospérité des études. Combien d'Universités catholiques peuvent encore, en Allemagne, rivaliser avec les Universités protestantes ?

En sortant des Pays-Bas, du côté du Rhin, les étudiants flamands trouvent à Cologne une Université bien catholique, longtemps renommée pour son enseignement théologique. Dès la fondation, en 1388, Urbain VI avait accordé à l'Université Rhénane la rare faveur d'une faculté de théologie et elle s'en était toujours montrée digne : elle restait un séminaire catholique à côté des provinces luthériennes; elle avait toujours, comme le disait Léon X, « cultivé pieusement et glorieusement le champ du Seigneur¹. » Les théologiens n'avaient-ils

1. « Leo 10 Pontifex Maximus tam hanc Coloniensem quam ipsius Filiam Lovaniensem Academiam agri dominici piissimam gloriosissimamque cultricem appellabat. » *Academiæ celebrium universi terrarum orbis libri VIII*, auctore Jacobo Middendorpio, lib. V, p. 156. « Urbanus VI... ad laudem divini nominis et fidei Christianæ propagationem ac commodum non solum civitatis Colon., sed etiam regionum circumjacentium incolarum profectum consensit ut Coloniæ haberetur studium generale ad instar Parisiensis. » *Id.* p. 162.

pas condamné au feu le *Miroir oculaire* de Reuchlin, qu'ils accusaient de judaïser? N'avaient-ils pas sollicité contre le même ouvrage la censure de l'Université de Paris? N'avaient-ils pas à Cologne même sauvé le catholicisme contre l'archevêque Herman de Weiden, qui, en 1543, avait tenté, à l'instigation de Bucer et de Melanchthon, d'introduire la Réforme dans son diocèse? Les privilèges offerts aux étudiants et aux maîtres les y avaient longtemps attirés en grand nombre ¹. La plupart des étudiants se destinaient à l'état ecclésiastique, et bien qu'originaires surtout des provinces septentrionales, ce ne sont pas eux qui apportent de Cologne les doctrines protestantes. En 1565, Granvelle plaçait l'Université de Cologne au nombre de celles que les jeunes Flamands pouvaient fréquenter ². Mais elle avait participé à la décadence des Universités catholiques allemandes : de 1527 à 1543, les chiffres des immatriculations étaient tombés de 300 ou 400 à 90 ou même 40 et l'Université ne se relevait que depuis peu avec l'arrivée des jésuites ³.

Au delà du Rhin, les étudiants des Pays-Bas ne rencontrent plus au centre et au nord de l'Allemagne qu'Universités protestantes, qui, pour la plupart, se sont fondées ou réorganisées sur le modèle de Wittemberg ⁴. L'Université Ernestine des bords de l'Elbe était naturellement une des plus suspectes au gouvernement de Philippe II. Lorsque le jeune Castillan Francisco de Enzinas est arrêté aux Pays-Bas, les commissaires, raconte-t-il lui-même, « au commencement m'interroguèrent si j'avoy esté en Allemagne, ce que je ne niay pas. Plus outre, si j'avoy esté à Wittemberg. J'y ai esté, leur dy-je. Si j'avoy cogneu Melanchthon... Oui, privement, etc. ⁵. » Dès 1518, Melanchthon arrivait à Wittemberg, comme professeur de grec, et il comença ses leçons par un discours sur la nécessité d'une réforme humaniste. Avant et après Enzinas, bien des étudiants flamands purent y connaître Melanchthon et beau-

1. MIDDENDORP, p. 162-168.

2. Granvelle à Gonçalo Perez, 15 oct. 1565 (*Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, IX, p. 594-597).

3. PAULSEN, p. 141-142.

4. PAULSEN, p. 138.

5. *Mémoires de Francisco de Enzinas*, traduction française, II, p. 53.

coup y ont vu sans doute aussi Luther lui-même. Le prévôt du couvent des Augustins d'Anvers, Jacques Spreng, y avait entendu le réformateur et ne parlait jamais de son ancien maître qu'avec admiration : « Est Antverpiæ Prior, écrivait Erasme à Luther, qui te unice deamat... Is omnium pæne solus Christum prædicat ¹. » Puis c'est Henri de Zutphen qui, ayant entendu vanter Luther par Spreng, va lui-même à Wittemberg où le Réformateur l'accueille avec joie, y soutient publiquement des thèses de théologie, revient à Dordrecht, puis à Anvers, où il prêche la Réforme, est arrêté par Van der Hulst, délivré par le peuple, encore arrêté à Zutphen sa patrie, et enfin, réfugié dans le Holstein, il y est tué par une bande de paysans.

L'Université de Wittemberg eut une prospérité assez éphémère. Après 1522, commence la décadence ². Mais elle est toujours fréquentée par les étudiants des Pays-Bas. Si les cités restées catholiques lui envoient un certain nombre d'élèves, c'est surtout des provinces septentrionales qu'ils viennent et à côté des noms de Brabant (1524), d'Ypres (1537), d'Arras (1549), d'Alost (1554), de Gand (1559), reviennent plus souvent ceux d'Arnheim (1507), d'Utrecht (1533), de Breda (1536), de Gueldre (1543 et 1554), de Frise (1545 et 1551), de Groningue (1551), de Deventer (1555 et 1559), d'Alkmar ³. Mais à partir de 1558, la nouvelle Université d'Iéna enlève à Wittemberg une partie de ses étudiants et ce sont encore des disciples de Melanchthon qui ont fondé cette seconde Université Ernestine ⁴.

Dans la Saxe Albertine, l'Université de Leipsig a souffert de la renommée de sa jeune voisine qui, à l'époque de sa plus grande prospérité, lui a pris les trois quarts de ses étudiants ⁵. Elle avait été élevée aux portes de la Bohême contre les hérétiques de Prague, Université allemande et catholique contre l'Université slave et hussite; mais la Réforme s'est emparée de

1. Epp. 427, dans GERDESIUS, *Ann.* III, p. 18.

2. PAULSEN, p. 138.

3. *Academia Wittebergensis ab anno foundationis MDII usque ad annum MDCLV* editore Gottfrido Suevo, Wittebergæ.

4. PAULSEN, p. 177.

5. *Id.* p. 140.

Leipsig et de son Université; les riches monastères et les magnifiques églises de la ville ont été dépouillés au profit des écoles; le dernier prince catholique, Georges le Barbu, a lui-même cherché à y relever les études¹; puis sont venus Mélanchthon et Camerarius qui ont donné à l'Université une organisation nouvelle et en ont fait une Université protestante, dans une ville protestante, où de grandes foires attirent plusieurs fois par an ces marchands de tous pays, que les ministres de Philippe II représentent comme les colporteurs des mauvaises doctrines².

Moins prospère était l'Université d'Erfurt : une des premières, et elle s'était ouverte aux humanistes, avait rejeté Aristote et adopté les nouvelles méthodes et les nouvelles études, latin, grec, hébreu, mathématiques, histoire. Mais alors ses étudiants avaient protesté, puis l'avaient abandonnée en masse³. La Réforme lui porta le dernier coup. Comme Leipsig, elle avait été quelque temps l'asile des étudiants fuyant l'hérésie de Prague⁴. Elle était encore dans toute sa gloire à l'époque où Luther y fit ses études. C'est à Erfurt que le futur réformateur avait découvert dans une Bible latine des textes qu'on ne lisait pas à l'église⁵; c'est au couvent des Augustins d'Erfurt qu'il avait été pris de ses premiers doutes. Mais, malgré le souvenir de Luther, l'Université d'Erfurt était toujours « la fille fidèle de l'évêché de Mayence » et ce fut la cause de sa ruine. Elle restait catholique dans une ville qui avait adopté le protestantisme et qui, en 1520, avait offert asile au moine Augustin cité à la diète de Worms. Dépouillée de ses privilèges par le Magistrat, elle avait vu partir étudiants et professeurs pour des Universités protestantes mieux dotées⁶, et ce n'est pas le gou-

1. Erasme lui écrivait : « Tuis auspiciis, tuaque munificentia Lipsensis Academia jam olim celebris ac solennibus illis studiis florens, nunc politioris litteraturæ ac linguarum accessione per te sic est ornata ut vix ulli ceterarum cedat. »

2. MIDDENDORP, V, 271-276. — PAULSEN, p. 168.

3. PAULSEN, p. 139-140.

4. MIDDENDORP, V, p. 201.

5. FELIX KUHN, *Luther, sa vie et son œuvre*, I, p. 40.

6. V. deux lettres écrites par Suffridus Petri sur la situation de l'Université d'Erfurt en 1557. (*Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1848, p. 200-209).

vernement de Bruxelles qui eût encouragé les étudiants flamands à retourner à l'Université catholique d'une ville devenue protestante au milieu d'États protestants.

Qu'ils sortent de Saxe : iront-ils à Marbourg? Marbourg est la cité protestante par excellence. On y raconte encore la conférence de Luther et de Zwingle (1529). Le landgrave Philippe de Hesse a été un des grands propagateurs de la Réforme. Il a protesté contre le décret de la diète de Spire ; il a signé la conférence d'Augsbourg, a été mis au ban de l'Empire et retenu cinq ans prisonnier par Charles-Quint. Marbourg a eu la première Université Evangélique ; elle a été fondée en 1527 par ce zélé protecteur de la Réforme « pour la restauration des sciences libérales¹. » Les principes sur lesquels reposait tout l'enseignement indiquaient assez quel était le caractère de la nouvelle Université : « Les saintes Ecritures doivent être purement et dévotement interprétées et quiconque ne le fait pas ne peut enseigner dans l'école. Ce ne sont pas de simples savants qui doivent être placés dans les facultés de droit, de médecine et des sciences et lettres, mais des hommes qui à la science joindront la connaissance des saintes Écritures et la piété². » L'Université est aussi entretenue en partie avec les biens des cloîtres ; elle a les mêmes programmes que Wittemberg ; ses premiers maîtres viennent tous de Wittemberg³, et au milieu d'eux ont vécu et travaillé maîtres et étudiants de toutes les parties des Pays-Bas, d'Arras, d'Ypres, de la Haye.

A l'ouest, l'Université de Tubingue est aussi protestante : en 1534, la victoire de Laufen a rétabli le duc Ulric dans ses États et assuré en même temps le triomphe du protestantisme dans le Wurtemberg. Une certaine opposition s'est formée contre la réforme luthérienne de l'Université, les opposants ont été renvoyés et bientôt l'arrivée de Camerarius et de Mélanchthon active la réorganisation de l'Université, toujours suivant les plans de Wittemberg. Dès 1537, elle compte 150 boursiers⁴ et, en 1557, de nouveaux règlements préparent sa prospérité.

La réforme de l'Université de Heidelberg avait au moins

1. *Reg. de l'Université de Marbourg* cité par Merle d'Aubigné, VI, p. 38.

2. *Ibid.*, VI, p. 40.

3. PAULSEN, p. 163.

4. *Id.* p. 166.

aussi bien réussi. A l'époque de la décadence générale des Universités, elle comptait plus de professeurs que d'auditeurs; lorsqu'elle se relève, c'est encore à la spoliation des biens d'église et à l'intervention de Mélanchthon qu'elle doit sa renaissance (1547-1558): les immatriculations atteignent bientôt chaque année les chiffres de 150 et 200; et dans ce nombre nous trouvons encore des étudiants d'Arras, du Brabant, de Breda, etc¹.

Aussi suspectes sont les Universités de la Baltique, bien que moins célèbres que celles de l'Allemagne centrale. La Poméranie a cru pendant quatorze années que ses écoles de Greifswalde étaient à tout jamais ruinées; plus de cours, semble-t-il, plus de promotions²; puis, en 1539, arrive Bugenhagen, qui ailleurs a organisé plusieurs églises protestantes. Il établit à Greifswalde une Université protestante et c'est encore à Wittemberg qu'on emprunte les nouveaux statuts³. Telle est aussi l'histoire de l'Université de Rostock où, à côté d'anciens disciples de Mélanchthon, les étudiants flamands retrouvent comme maîtres plusieurs de leurs compatriotes d'Anvers, de Middelbourg et de Frise. Mais la renaissance des écoles de Rostock a été précédée d'une période de décadence que le Conseil de l'Université attribue en 1529 à « la faction Martinienne » et la prospérité ne revient à l'Université que le jour où elle est tout entière « Martinienne »; réorganisée sur les plans de Wittemberg, elle chante les louanges du « divin Luther⁴ ». L'Université de Francfort-sur-l'Oder est tombée comme les autres; mais elle n'a pas su se relever, malgré la réforme d'un gendre de Mélanchthon, Sabinus. L'Université de Königsberg, fondée en 1544, encore sur le plan de Wittemberg, décline dès les premières années⁵. Aussi les étudiants flamands s'arrêtent-ils peu dans ces dernières Universités: ils semblent s'être rendus en plus grand nombre à Copenhague, où les attirent des maîtres de Middelbourg, d'Alcmar et d'Anvers, dans un royaume où le luthéranisme est publiquement pratiqué.

1. PAULSEN, p. 142 et 175.

2. *Id.* p. 141.

3. *Id.* p. 173.

4. *Id.* p. 141 et 176.

5. *Id.* p. 171 et 172.

Ce n'est pas impunément qu'ils auront traversé toutes ces villes infectées d'hérésie : beaucoup ont vu pratiquer à côté d'eux le culte luthérien, reconnu et protégé par les princes de Saxe, de Prusse et de Danemark, et, de retour dans leur patrie, ils s'étonnent de la rigueur des placards contre les protestants. L'intolérance du gouvernement les blesse plus peut-être que ceux qui n'ont pas quitté les Pays-Bas ; les discussions de l'école et l'exemple de l'étranger exciteront chez eux l'esprit d'indépendance traditionnel dans les villes flamandes et, au milieu des luttes contre Philippe II, les moins ardents ne seront pas ces anciens étudiants des Universités de la Basse-Allemagne. Francisco de Enzinas nous apprend quel accueil ils recevaient des catholiques, en revenant d'Allemagne. Mes anciens amis, dit-il, « sachans que je venoy d'Allemagne et pour ceste cause m'estimans sentir le souphre, au lieu qu'au-paravant ilz m'avoient tant agreable, maintenant en me voyant seulement ils trembloient. » D'autres « sachans que je venoy d'Allemagne me disoyent entaché de je ne scay quelle heresie et ne me voyoyent pas volontiers... Nous fusmes chassés de nostre logis accoustumé et nous fut dict que nous nous pourveussions ailleurs, afin que par notre présence nous ne misions en danger et nous et ceux qui nous recevroient¹. »

Bien moins dangereuse paraît la fréquentation des Universités de l'Allemagne du Sud restée fidèle au catholicisme. Les jeunes Flamands ne vont plus à Wurtzbourg, dont les écoles ont été ruinées par les désordres des étudiants et les troubles de la ville. En Souabe, l'évêque d'Augsbourg vient de fonder (1549) l'Université de Dillingen pour la défense de l'Église romaine : la théologie y est l'enseignement fondamental et plusieurs de ses chaires ont été occupées par des maîtres que nous retrouverons dans les écoles ou sur les sièges épiscopaux des Pays-Bas, Galenus, Lindanus, Rythovius. Plus à l'Est, sur le Danube, les Flamands peuvent aller sans danger pour leurs croyances jusqu'à l'Université d'Ingolstadt qui est en quelque sorte à l'avant-garde dans la lutte contre Wittemberg². « Fondée comme une citadelle contre l'hérésie des hussites »,

1. *Mémoires de Francisco de Enzinas*, traduction française I, p. 19-21.

2. PAULSEN, p. 143. « Ingolstadt obtint, dans un sens opposé, une influence semblable à celle qu'avaient eue pour la Réforme Wittemberg et Genève. » (RANKE, *Histoire de la papauté pendant le xvi^e et le xvi^e siècle*, t. II, p. 40.)

elle « garda de cette origine un caractère de pure et militante foi », et l'enseignement de la théologie fut organisé « ad retinendam avitam religionem ' ». En 1546, les menaces des protestants ont pu y inquiéter les étudiants flamands, mais elles ont été pour Ingolstadt la consécration de son attachement à la vieille religion. Enfin ses relations avec la catholique Université de Louvain, garantissent aux yeux de Philippe II la sincérité catholique de l'Université bavaroise ².

Le luthéranisme est également exclu des Etats allemands de la maison d'Autriche. A Fribourg a enseigné Barthelemy Le Masson (Latomus), l'un des plus illustres adversaires de Luther d'abord et plus tard du théologien des écoles de Strasbourg, Martin Bucer. Ingolstadt et Fribourg ont emprunté leurs statuts et leurs maîtres à l'Université de Vienne, dont elles sont en quelque sorte les colonies. L'Université de Vienne est étroitement surveillée par sa Faculté de théologie et, malgré l'influence de l'humanisme, ce n'est pas dans la nouvelle capitale autrichienne de Charles Quint et de Ferdinand que l'hérésie a pu s'établir ³. Philippe II voit moins volontiers les étudiants flamands à l'Université de Cracovie; la Pologne est bien catholique; mais « la Rome de Pologne » est en proie aux juifs et si la contagion du judaïsme paraît moins dangereuse au souverain des Pays-Bas que celle du luthéranisme, le gouvernement de Bruxelles n'ignorait pas les édits de Charles-Quint contre les « maraux juifs », ni la constitution de Paul IV qui venait de séparer les juifs de la société des chrétiens. Il préférerait voir les étudiants rester dans les états autrichiens, en Styrie, à l'Université de Graetz, et, s'ils en veulent sortir, le faire plutôt par le Midi que par le Nord : par le Nord, c'est aller aux Universités protestantes, par le Midi, c'est passer en Italie.

Et cependant combien parmi les Universités italiennes ne se sont pas ouvertes aux idées nouvelles ⁴ ! Charles-Quint lui-

1. CH. VERDIÈRE, *Histoire de l'Université d'Ingolstadt*, I, préface II et III. — Cf. de CROZALS, *Conspectus historix Ingolstadiensis Academix durante primo a fundatione sæculo* (1472-1588.)

2. FELIX NÈVE, *Relations de Suffridus Petri et d'autres savants du XVI^e siècle avec l'Université de Louvain* (*Ann. de l'Université catholique de Louvain*, 1848, p. 176 et suiv.)

3. PAULSEN, p. 142.

4. Sur les Universités Italiennes, V. D. H. MERLE D'AUBIGNÉ, *Histoire de*

même avait envoyé en Italie ses lansquenets luthériens, tandis que François I^{er} faisait passer les Alpes à ses Suisses zwingliens : ces hommes d'armes, d'origine différente, pratiquaient librement leur religion chez les bourgeois qui les logeaient. Ils s'y rencontraient avec de jeunes Allemands qui venaient étudier dans les Universités, y apportant des livres qu'ils lisaient suivant les lieux et les temps en secret ou au su de tous. Les maîtres n'étaient pas tous très dévoués au catholicisme. Les Universités de Padoue, de Ferrare et de Bologne s'étaient prononcées pour le divorce de Henri VIII et l'un des députés du roi d'Angleterre lui avait écrit : « Votre juste cause est approuvée par tous les docteurs de l'Italie. »

L'Université de Padoue avait obtenu de Venise l'enseignement exclusif de toutes les sciences, ne laissant aux autres écoles que la grammaire; quelque temps abandonnée par la république, après les désastres de la ligue de Cambrai, elle avait repris toute sa prospérité vers le milieu du siècle et, à cette époque, deux cents jeunes Allemands y étudiaient la jurisprudence. L'enseignement du droit y était éclairé par un esprit philosophique alors peu connu en Europe et suspect aux théologiens catholiques par son indépendance et sa hardiesse; la plupart des professeurs passaient même pour n'avoir pas un respect très sincère de la religion. L'un des plus illustres d'entre eux, Pomponatius, avait publié en 1516 un traité de l'*Immortalité de l'âme* qui fut brûlé publiquement à Venise. Comme partout, cet esprit d'examen, de scepticisme et même d'incrédulité dans l'école de Padoue, sans étouffer les sentiments religieux des étudiants flamands, leur inspirait des idées de tolérance que développaient encore les écrits de la Réforme publiés dans la république : en 1521, on laissait paraître à Venise une traduction des *Loci communes* de Melanchthon (Ippofilo da Terra Nigra); les ouvrages de Luther et de Zwingli s'y imprimaient sous des pseudonymes. « Avec quelle joie, disait Luther en 1528 j'apprends que Venise a reçu la parole de Dieu! »

Les Allemands connaissaient aussi la route de Ferrare et dans l'Université de cette ville se rencontraient encore avec les

la Réformation en Europe, au temps de Calvin, t. IV. — GINGUENÉ, *Histoire de la Littérature Italienne*, t. III, IV et VII. MAC CRIE, *Histoire de la Réforme en Italie*.

1. Luth. *Ep.* III, p. 289.

étudiants flamands ¹. La duchesse Renée n'était pas défavorable à la Réforme et, en 1530, l'inquisiteur de Ferrare se plaignait au Pape du nombre considérable de luthériens qu'il soupçonnait parmi les ecclésiastiques et les laïques. La duchesse appelait auprès d'elle des professeurs attachés aux nouvelles doctrines. De Ferrare le protestantisme se répandait dans les cités voisines, comme à Modène, et Modène avait des écoles ².

En remontant la vallée du Pô, les étudiants visitaient des Universités qui connaissent la Réforme à la fois par l'Allemagne, la Suisse et la France. Les moines du cloître des Augustins de Turin, et en particulier Hyeronimo Nigro Fosciano lurent les premiers les écrits évangéliques et les transmirent vers 1520 à un jeune homme de vingt ans, Celio Secundo Curione, qui fut l'un des principaux propagateurs de la Réforme en Italie. Curione se rendait à Wittemberg, lorsqu'il fut arrêté par ordre du cardinal évêque d'Ivrée, Boniface; il s'évada et, vers 1530, vint enseigner les lettres à Milan, où les Flamands purent l'entendre. Ils l'avaient rencontré quelque temps auparavant à Turin, où ses amis Jean Cornelio et François Guarino parlaient avec enthousiasme de Luther et de Mélanchthon. Même danger à l'Université de Pavie, l'une des plus célèbres de l'Italie; elle avait laissé vendre auprès d'elle les livres de Mélanchthon, de Zwingli et de Bucer, que répandait avec quelques-uns de ses confrères le libraire Calvi, et les professeurs et les étudiants furent naturellement les premiers à les lire ³.

Au sud du Pô, il n'est pas d'Université où les jeunes gens des Pays-Bas aient été aussi nombreux qu'à Bologne. La protection des papes et la libéralité de la ville y avaient rassemblé les plus savants maîtres qui, en quittant les Universités voisines, étaient suivis de leurs élèves : et la ville se couvrait alors de nouveaux collèges et de magnifiques bâtiments pour cette foule de professeurs et d'étudiants. Un enseignement donné sous la protection vigilante de la papauté ne devait-il pas rassurer le gouvernement de Bruxelles? Et cependant les

1. « Tantoque majore amore hanc Academiam prosequi debemus, quanto plures viros Germanos erudit... » (MIDDENDORP, IV, p. 21).

2. MERLE D'AUBIGNÉ, IV, p. 595-598.

3. *Id.*, IV, p. 569-598.!

réformés avaient été assez nombreux à Bologne, et lorsqu'en 1533 Jean de Planitz, ambassadeur de Saxe auprès de l'Empereur, vint en Italie, ils lui adressèrent un appel dans lequel ils lui témoignaient leur reconnaissance pour les services que les Allemands avaient rendus à la chrétienté : « Que chacun, disaient-ils, puisse lire les écrits où de savants docteurs ont exposé leur foi. Que du moins prêtres, moines et laïques, puissent posséder la Bible, sans encourir le reproche d'hérésie. » A l'Université, le Franciscain Jean Mollio enseignait vers la même époque les nouvelles doctrines d'après les écrits de saint Paul aux grands applaudissements de ses auditeurs et le pape dut donner l'ordre de chasser le professeur ¹.

L'Université de Pise, quelque temps entretenue aussi par la générosité du Saint-Siège, avait traversé une période malheureuse après la mort de son bienfaiteur Léon X. Les guerres d'Italie, la peste qui ravagea la ville en 1525, les luttes entre les Médicis et les Florentins interrompirent souvent les cours et c'est seulement après 1543 que, restaurée par le duc Cosme I^{er}, elle offrit aux écoliers la tranquillité nécessaire à leurs études.

Sienne n'avait pas été moins troublée et, à Sienne, les étudiants flamands, avaient entendu un des apôtres de la Réforme en Italie, Antonio della Paglia, groupant en grand nombre autour de lui les jeunes gens auxquels il communiquait son enthousiasme pour les réformateurs².

Plus au sud, l'Université de Rome a naturellement les encouragements des papes qui voulaient que la Ville éternelle, après avoir été le centre du monde chrétien, restât le capitale des lettres et des arts. Le roi d'Espagne et Paul IV étaient peu d'accord et Philippe ne tenait pas à voir ses sujets dans les écoles d'un souverain qui voulait l'expulser de l'Italie³; mais, quelques années plus tard, l'Université de Rome sera classée par le gouvernement de Bruxelles parmi les rares universités dont la fréquentation sera autorisée.

Les écoles du royaume de Naples ramenaient les Flamands

1. MAC GRIE, *Histoire de la Réforme en Italie*, p. 88. MERLE D'AUBIGNÉ, IV, p. 631-634.

2. MERLE D'AUBIGNÉ, IV, p. 599-631.

3. *Id.* IV, p. 635-686.

dans les États de Philippe II ; mais leur décadence était grande et bien peu devaient s'y rendre.

Passons en France. Un historien catholique de la Réforme, Florimond de Ræmond¹, semblait comme l'interprète exact des craintes de Philippe II, lorsqu'il montrait combien les Universités françaises, fréquentées par une jeunesse avide de nouveautés, ont contribué aux progrès de l'hérésie : « Le sang bouillant de ces jeunes hommes voués aux lettres, sans conseil ni expérience, qui ne savent sonder les dangers avant de s'y jeter, plutôt perdus que s'en être prins garde, le plaisir de la liberté, l'appétit de manger les viandes aux jours défendus, et être déchargés de se jeter aux pieds des prêtres, pour faire l'histoire de leur vie, les portait facilement dans ces nouveautés. Aussi dit le vieux proverbe de notre France :

De nouveau
Tout est beau.

Lesquels ils embrassoient d'un tel courage, que plusieurs avec le poil folet, y ont perdu et leurs cors et leurs âmes, s'exposans à des morts volontaires, ... tant l'esprit pervers avoit perverti leurs sens et débauché les ressorts de leur entendement. Comme l'audace accompagne ordinairement cet aage insolent et plein de feu ; aussi les écoliers furent les premiers qui courant le pavé la nuit, laquelle sert de jour à leurs débauches, rompirent les images, jettèrent les ordures dans les fontaines sacrées, attachèrent des placards aux Eglises, commirent mille insolences, ou plutôt mille sacrilèges. Le nombre des débauchés croissant, on commence de faire des assemblées, puis elire entr'eus des ministres pour enseigner la parole de Dieu qu'on ne leur avait jamais apprise. Cependant on mit tel ordre dans les Universités qu'aucun écolier qui avait connaissance de la vérité (c'était leur jargon comme j'ai dit) ne pouvoit partir de la ville pour prendre le retour en son país, sans avoir congé des ministres : ainsi que leur historien écrit. Là on donnoit les mémoires à chacun selon sa portée et les moiens qu'il devoit tenir pour l'avancement de la parolle du Seigneur.

« On les meublait de plusieurs petits libelles diffamatoires

1. *L'Histoire de la Naissance, progresz, et décadence de l'hérésie de ce siècle...* par feu FLORIMOND DE RÆMOND, conseiller du Roy en sa Cour de Parlement de Bordeaux, Paris, MDCV, livre VII, p. 182 verso et 183 recto.

contre les ecclésiastiques, de quelques prières et articles contenant la foi de leur nouvelle Chrétienté... Ainsi se perdit une partie de la jeunesse françoise, laquelle éparsée, çà et là parmi le royaume, alloit infectant le reste : chacun désirant sçavoir que c'étoit de cete nouvelle religion. »

Les Universités françaises citées comme les plus dangereuses étaient les plus renommées, c'est-à-dire les Universités de Paris, d'Orléans, d'Angers et de Bourges ¹.

L'Université de Paris avait été et restait la plus célèbre du monde : nous savons combien de jeunes gens chacun des trois grands diocèses des Pays-Bas envoyait à Paris tous les ans, depuis 1519 jusqu'à l'époque du débat entre Douai et Louvain. Après 1532, l'émigration des étudiants continue, moins nombreuse cependant : les *Acta Rectoria Universitatis Parisiensis* donnent encore leurs noms jusqu'en 1553 ².

Une Faculté de théologie attentive à éloigner des écoles les doctrines nouvelles, à côté d'elle des professeurs et des écoliers enclins à l'hérésie et, au milieu des guerres de la France et de la maison d'Autriche, des menaces continuelles d'expulsion ou d'emprisonnement, voilà ce que trouvaient les étudiants des Pays-Bas dans l'Université de Paris. En 1541, édit expulsant les étrangers, parmi lesquels les jésuites qui se réfugient à Louvain ; cette fois encore l'Université défend et conserve ses suppôts ³. Mais moins heureuse sous Henri II, elle voit fuir les étudiants étrangers ; les registres de l'année 1552 ne portent qu'une inscription pour les diocèses d'Arras, de Tournai, de Cambrai et d'Utrecht et ceux de l'année 1553 n'en comptent que quatre ; en vain l'Université demande-t-elle à Henri II une

1. Certissimum... longe majorem juventutis partem ad Galliæ Universitates præcipue celebres proficisci, ut Bituriges, Aurelianum, Andeganum et Lutetiam... Comperitissimum est... eam (juventutem) non multo minore periculo versari quam in illis aliis Galliæ Universitatibus, tum quod publice præsentent et veneant omnes omnium heresiarcharum ætatis nostræ libri (muti utique magistri lique periculosissimi) tum quod plena sunt omnia ministris et emissariis Theodori Bezæ, Vireti et Hotomanni, qui juventutem nostratam præcipue tentant, eique insidiantur. » (*Arch de Douai*, 92. Requete au roi pour obtenir une dote.)

2. Bibl. Nat. Man. Fonds latin : pour les années 1533 et 1534, Reg. 9952 ; pour les années 1534 à 1544, Reg. 9953 et pour les années 1544-1553, Reg. 9954.

3. CREVIER, V. p. 382.

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES DIOCÈSES D'ARRAS, DE TOURNAI,
DE CAMBRAI ET D'UTRECHT A L'UNIVERSITÉ DE PARIS
ENTRE LES ANNÉES 1533 ET 1553

Années.	DIOCÈSE D'ARRAS.	DIOCÈSE DE TOURNAI.	DIOCÈSE DE CAMBRAI.	DIOCÈSE D'UTRECHT.	Total.
1533	6	3	8	6	23
1534	7	4	4	2	17
1535 ¹	4	6	5	3	18
1536	2	2	4	1	9
1537	7	3	7	0	17
1538	10	2	3	0	15
1539	4	4	5	0	13
1540	6	1	6	1	14
1541	8	2	2	1	13
1542	2	1	6	5	14
1543	1	2	2	1	6
1544 ²	1	0	0	2	3
1545	2	5	5	1	13
1546	2	1	5	0	8
1547	1	4	4	1	10
1548	3	2	1	4	10
1549	11	4	4	0	19
1550	12	0	6	0	18
1551	4	7	7	0	18
1552	0	0	1	0	1
1553 ³	2	0	1	1	4
Total général.	95	53	86	29	263 ⁴

1. Année incomplète. Les noms ne commencent qu'à la lettre C.

2. Année incomplète.

3. Les années 1554 à 1567 inclusivement manquent.

4. Auxquels il faut ajouter deux étudiants portant l'indication d'Anversoï (1533) et de Bruxellois (1544). — Rappelons encore qu'une partie des Pays-Bas était comprise dans les diocèses voisins et que le Cambrésis était en dehors des Pays-Bas.

exception générale pour tous ses étudiants et, lorsqu'en 1554 deux Espagnols de ses élèves sont enfermés dans le château de Dijon, elle ne doit leur délivrance qu'à la recommandation du connétable de Montmorency et du cardinal de Chatillon, son nouveau conservateur ¹. Comme avant 1532, aux années de paix correspondent les inscriptions les plus nombreuses : en 1533 vingt-trois, en 1534 dix-sept et en 1535 dix-huit.

Qu'étaient ces édits d'expulsion pour Philippe II auprès des progrès du protestantisme à Paris, à la cour, dans les écoles ? Sans doute, dès l'origine de la Réforme, la Faculté de théologie avait censuré les doctrines de Luther qui l'avait prise pour juge (1521) ² ; elle avait ordonné de saisir et de brûler tous les livres de Louis de Berquin, comme remplis des erreurs luthériennes ³ ; la même année, son syndic, Noel Beda, avait rédigé, à la demande de Louise de Savoie, un mémoire contre l'hérésie, conseillant l'instruction, l'exhortation et la prédication et, si ces moyens étaient insuffisants, la force et la contrainte ; plusieurs censures avaient immédiatement confirmé les sentiments orthodoxes de la Faculté ⁴. Puis quelles n'avaient pas été ses craintes à l'établissement du Collège Royal ? Les leçons d'hébreu et de grec n'allaient-elles pas être confiées à des professeurs ignorants en théologie ? Le commentaire des Ecritures sur les textes originaux ne devait-il pas discréditer la vulgate et favoriser la propagation des erreurs luthériennes ? La Faculté demande alors au Parlement qu'il soit défendu aux *Lisans du Roi en l'Université de Paris* d'interpréter publiquement l'Ecriture sans la permission de la Sorbonne ou tout au moins de « taxer, reprendre ou déroger à la translation dont use l'Eglise » ⁵. Faut-il énumérer « les travaux immenses », suivant les expressions des docteurs, auxquels elle se livrait pour prévenir la contagion de l'hérésie ⁶ ? La rédaction d'une exposition de foi en vingt neuf articles explique à tout fidèle ce qu'il doit croire : un catalogue des livres censu-

1. CREVIER, V, p. 463, 478-479,

2. *Id.*, p. 137-140.

3. *Id.*, p. 170-172.

4. *Id.*, p. 195-201.

5. *Id.*, V, p. 277-281.

6. *Id.*, V, p. 450.

rés est remis au procureur général pour empêcher la publication et la vente des ouvrages pernicioeux ¹ ; les censures se multiplient, aujourd'hui contre un livre ², demain contre les propositions suspectes d'un sermon ³ ; elle exclut de son corps, sans s'assujettir aux formes judiciaires, les bacheliers, licenciés, docteurs accusés de s'écarter de la vraie doctrine dans leurs prédications et dans leurs thèses ⁴ ; ajoutons ses réponses aux consultations des évêques, du parlement et des gouverneurs de province. Quelles garanties plus sévères Philippe II espérait-il trouver dans l'Université de Paris pour les étudiants de ses pays d'en deçà ?

Et malgré cette surveillance attentive de la Faculté de théologie, l'hérésie était partout autour d'elle, jusqu'au sein de l'Université. Ses censures étaient parfois même imprudentes ; elle révélait à certains leurs tendances inconscientes vers les nouvelles idées et l'on vit des gens qui, après avoir professé sincèrement la religion catholique en condamnant ses ministres, finissaient par condamner à la fois les ministres et les dogmes ⁵. Telle est l'histoire de Ramus ; il ose attaquer Aristote ; mais s'en prendre à Aristote, c'était toucher à l'Eglise. « Au commencement du xvi^e siècle, écrit M. Charles Waddington, cette union d'Aristote et de l'Eglise était universellement admise en Europe, en sorte que l'on tenait pour hérétiques ceux qui ne se montraient pas attachés aux opinions d'Aristote en philosophie, surtout en logique ⁶ ». La Faculté de théologie avait en 1521 condamné deux des propositions de Luther comme contraires à la doctrine d'Aristote ; en 1543, elle condamne de même le livre de Ramus contre Aristote ; et l'auteur, pour avoir cité l'autorité de Platon, est appelé athée,

1. CREVIER, V, p. 385-388 et 459-461.

2. *Id.*, V, p. 476-477.

3. *Id.*, V, p. 404-407 et *passim*.

4. *Id.*, V, p. 476-477.

5. « Persécutez un homme pour une opinion qui n'est pas encore la sienne, vous la lui ferez bientôt adopter. » GAILLARD, *Histoire de François I^{er}*, I, VIII, ch. 3, cité par M. Ch. Waddington, p. 133.

6. CH. WADDINGTON, *Ramus (Pierre de la Ramée), Sa vie, ses écrits et ses opinions*, p. 126. V. sur ses livres contre Aristote, ses débats avec les péripatéticiens et ses opinions religieuses, les cinq premiers chapitres de la première partie.

impie, douteur. Aussi Ramus, « grandement désireux de nouveautés », comme disait Pasquier, fut-il toujours suspect de luthéranisme, malgré une adhésion tardive au protestantisme (1561) : ses amis et ses disciples le croyaient protestant ; il acceptait pour élèves et pour pensionnaires des jeunes gens protestants, parmi lesquels le futur chef politique du parti presbytérien en Écosse, James Stuart, le premier ministre de l'Eglise réformée à Paris, Jean Macart, etc ¹. Il finit, après le colloque de Poissy, par cesser lui-même d'aller à la messe et il encouragea ses élèves à suivre son exemple.

A côté de Ramus, combien de professeurs et d'élèves dont les aspirations vagues vers le protestantisme n'attendaient qu'une occasion décisive pour déterminer une conversion complète ! Lorsque Calvin était venu à Paris, en 1529, les écoliers qui se rassemblaient sur des bancs de bois, dans le quartier de l'Université, aimaient à l'entendre parler de la Bible : « La parole de Christ est toujours en feu, disaient-ils, mais ce feu se montre en elle quand celui-ci l'explique d'une manière non accoutumée ² ». Ils allaient ensuite, et avec eux nombre de leurs professeurs, entendre au Louvre Gerard Roussel : la Sorbonne lui fermait les églises de Paris, mais Marguerite de Navarre lui ouvrait le palais de François I^{er} et c'est en vain que les docteurs s'indignaient contre le roi, son chancelier, l'évêque diocésain, le premier président, à qui ils portaient inutilement leurs plaintes : « Le roi, s'écriaient-ils, qui soutient publiquement les hérétiques, sa sœur et l'évêque de Paris qui les protègent sont aussi coupables qu'eux. » Lorsque le roi voulut leur imposer silence en exilant les docteurs les plus violents, comme Beda, les étudiants affichèrent un grand placard dans lequel ils les ridiculisaient en vers français ³. Un recteur lui-même se fit publiquement en 1533 l'apôtre de la Réforme. Calvin était à Paris depuis quatre ans ; il avait étudié d'abord les lettres, puis s'était consacré bientôt à la propagation de l'Évangile ; uni d'amitié avec le recteur Nicolas Cop, il lui propose pour l'ouverture des cours un sujet sur la philosophie chrétienne, écrit lui-même le discours, et deux franciscains, indignés que Cop ait osé déclarer « Christ le seul inter-

1. CH. WADDINGTON, p. 130-131.

2. MERLE D'AUBIGNÉ, II, p. 79-80.

3. *Id.*, II, p. 190.

cesseur auprès du Père », défèrent au Parlement les propositions hérétiques du Recteur et Cop n'eut plus qu'à s'enfuir, suivi bientôt par Calvin¹.

Le départ de Calvin arrêta-t-il les progrès de l'hérésie dans l'Université ? La réforme de l'Église semblait à beaucoup des esprits les plus éclairés une conséquence nécessaire de la renaissance littéraire : on retournait à la Bible et à l'Église des premiers siècles comme en littérature à l'étude de l'antiquité. Combien parmi les savants étrangers appelés en France par le roi, combien parmi les professeurs du Collège de France n'étaient pas protestants ou soupçonnés de l'être ! C'étaient François Vatable, professeur d'hébreu, et son disciple Jean Mercier, l'helléniste Jacques Tousan, l'orientaliste Guillaume Postel, le mathématicien Pierre de Montauré, Lambin, Turnèbe et beaucoup d'autres, à qui leur science donnait une grande autorité sur leurs élèves². L'Église protestante, formée à Paris en 1555, comptait sans doute nombre de professeurs et d'étudiants de l'Université, qui se rendaient aux assemblées nocturnes du Pré aux Clercs pour chanter les psaumes de Marot, avec le roi et la reine de Navarre : en vain l'Université faisait-elle des processions pour purifier le Pré, profané par ces cérémonies, en vain Henri II menaçait-il de mort quiconque se rendrait aux assemblées³ ; lorsque le colloque de Poissy eut donné quelque hardiesse aux réformés, on reconnut l'impuissance des menaces et des rigueurs de la Faculté de théologie et du roi ; les maîtres ne se contentaient plus d'aller aux prêches, ils y conduisaient leurs élèves : on fut étonné de leur nombre, et le Recteur n'osa faire aux principaux des collèges que des reproches timides et indirects : il se sentait peu soutenu et jugeait dès lors le mal trop étendu pour le combattre avec succès⁴.

Et quel pouvait être l'effet des censures de la Sorbonne et des édits du roi, lorsque la cour elle-même avait depuis François I^{er} encouragé les hérétiques de son exemple ? La Faculté de théologie hésitait à porter la parole dans les dépu-

1. MERLE D'AUBIGNÉ, ch. 30 et CREVIER, V, p. 275-276.

2. CH. WADDINGTON, p. 128. 129.

3. CREVIER, VI, p. 64-65.

4. *Id.*, VI, p. 126-127.

tations au roi François I^{er} : elle se savait quelquefois peu agréable¹ ; au début du règne de Charles IX, le Recteur présente une requête au roi, en le suppliant de protéger et de conserver la religion catholique ; il a bien de la peine à obtenir audience ; il reçoit une réponse vague et, en se retirant, se fait siffler par les courtisans². Quel encouragement pour les membres de l'Université, maîtres ou étudiants, disposés à la Réforme ! Ne pouvaient-ils pas toujours espérer qu'après des rigueurs temporaires, la tolérance ou peut-être même la faveur de la cour leur laisserait afficher ouvertement leurs nouvelles croyances ? Ainsi, à la veille de l'érection de l'Université de Douai, la guerre civile était imminente dans l'Université de Paris comme dans la nation : la jeunesse catholique des collèges « était aux aguets pour dénoncer les actes d'hérésie ou les réprimer elle-même par la violence. La jeunesse protestante, cherchant dans l'union la force qu'elle n'avait pas par le nombre, s'était organisée par escouades sous des caporaux dont elle recevait le commandement³ ». Malgré les nouveaux exercices de piété établis dans les collèges, sur les instances de Jacques Laynez, pour le salut de l'Église et de l'État, la Réforme pénétrait partout et lorsque les premières hostilités réduiront le nombre des étudiants de vingt mille à un millier, quatre cents, parmi ceux qui resteront, seront des calvinistes, armés, disciplinés et répondant aux manifestations catholiques par des manifestations protestantes.

N'était-ce pas assez pour décider le gouvernement de Philippe II à rappeler les Flamands de l'Université de Paris et aussi des autres Universités françaises, que ne défendent pas les théologiens, impuissants d'ailleurs, de la Sorbonne ?

A Orléans, l'Université était encore plus profondément entamée par la Réforme, et les étudiants y venaient aussi en plus grand nombre des Pays-Bas. Les inscriptions ont presque doublé dans les trente dernières années et, sur les registres des procureurs, les villes méridionales qui, avant 1532, avaient envoyé très peu d'étudiants à Orléans reviennent depuis cette date presque aussi souvent que les villes du Nord. Les démê-

1. CREVIER, V, 220-221.

2. *Id.*, VI, p. 102-103.

3. QUICHERAT, *Histoire de Sainte-Barbe*, II, p. 23-27.

lés du roi de France avec Charles-Quint ou Philippe ont pendant quelques années réduit les inscriptions à une ou deux ; mais dès que la paix est signée, elles s'élèvent à 58, comme en 1547, ou même à 63, comme en 1560¹. Les Hollandais dominent encore et, de 1533 à 1562, la région d'Utrecht a fourni à elle seule plus de cent étudiants. Quelle influence l'Université d'Orléans n'a-t-elle pas eue sur les progrès de la Réforme dans les Pays-Bas² ! Combien a-t-elle dû contribuer à l'insurrection des provinces septentrionales ! Elle y renvoyait des jeunes gens qui, classés chez elle dans la nation allemande, recevaient de leurs condisciples d'outre-Rhin les principes de la Réforme. Et, malgré leurs opinions religieuses, on se serait bien gardé à Orléans d'inquiéter les étudiants de la nation germanique ; les Allemands, par leur nombre³ et par leur train princier, faisaient la vie de l'Université et de la ville : Orléans était pour eux une autre patrie, comme ils l'écrivaient dans l'*Épître liminaire* du livre de la nation germanique, « Germaniam et patriæ solium in media Galliæ ora translatum⁴. » Les Allemands

1. Archives départementales du Loiret, à Orléans. *Matricula seu Index Generalis omnium nominum receptorum in omnibus libris procuratoriis*, t. I.

L'Université d'Orléans est toujours citée, dans les pièces relatives à la fondation de l'Université de Douai parmi les Universités françaises les plus fréquentées par les étudiants des Pays-Bas. V. lettre de l'Université de Douai au roi pour lui demander une dote plus élevée : « Certissimum est longe majorem juventutis partem ad Galliæ Universitates præcipue celebres proficisci, ut Bituriges, Aurelianum, Andeganum et Lutetiam. » *Arch. de Douai*, 92.) V. aussi ABRAHAM GÖLNITZ, *Ulysses Belgico-Gallicus* (Leyde 1632), p. 225-252.

2. La liste des procureurs de la nation germanique présente presque chaque année un ou plusieurs noms des Pays-Bas.

1533	ANVERS. Gouda.	1540	Douai. Bruxelles.	1548	La Haye.
1534	Bruxelles. TOURNAI. La Haye.	1541	Bruxelles. UTRECHT.	1549	Bruxelles. Flandre.
1535	Frise. Bruxelles. UTRECHT. MALINES.	1542	BOIS-LE-DUC.	1550	Luxembourg.
1536	Diest.	1544	BOIS-LE-DUC.	1551	Hollande.
1539	Arras.	1545	GAND. Frise. Batavie.	1559	Frise. Frise.
		1546	GRONINGUE.	1560	Lourain. ANVERS.
		1547	GRONINGUE. Bruxelles.	1562	GRONINGUE.

3. Gölitz dit : « Confluxus ibi est Germanorum. » p. 225.

4. BIMBENET, *Histoire de l'Université de Loix d'Orléans*, p. 32-33. — *Chronique historique extraite des Registres des Écoliers Allemands, étudiant à*

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES PAYS-BAS A L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

Années.	Alot.	ANVERS.	Arras.	BOIS-LE-DUC.	BRUGES.	Bruxelles.	Courtrai.	Diest.	Furnes.	GAND.	Hoechstrate.	Lille.	Louvain.	Luxembourg.	MALINES.	Mons.	Namur.	TOURNAI.	YPRE.
1533	»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
1534	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»
1535	»	3	»	»	»	2	»	»	»	»	1	»	1	1	1	1	»	»	»
1536	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1537	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1539	»	»	3	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»
1540	»	»	»	»	»	3	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	2	»
1541	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»
1542	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»
1543	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1544	»	1	2	2	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»
1545	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	3	»
1546	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»	4	»
1547	1	1	2	2	1	3	»	»	»	6	»	»	1	1	»	»	»	5	»
1548	»	3	»	2	8	4	»	»	»	7	»	1	»	»	1	»	»	2	»
1549	»	2	1	3	1	1	»	»	»	1	»	»	2	»	1	»	»	3	»
1550	1	1	»	1	1	2	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
1551	»	1	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	»
1555	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»
1556	»	2	1	1	4	1	»	»	»	2	»	»	1	»	»	1	»	1	»
1559	»	10	3	»	3	7	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»
1560	»	6	3	1	10	5	»	»	1	4	»	1	»	»	2	»	1	5	1
1561	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»
1562	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1
	2	32	22	14	29	35	1	1	2	24	1	5	6	2	20	6	1	28	2

1. Comme au chapitre précédent, nous avons divisé notre tableau en deux parties : dans la seconde sont les villes qui au ^{xvi}^e siècle se sépareront définitivement de l'Espagne. — Remarquons encore ici que le nom de la ville désigne à la fois la ville et les environs. — L'*Index Generalis* ne cite aucun

DE L'ANNÉE 1533 A L'ANNÉE 1562 ¹

AMSTERDAM.	Breda.	DAVENTER.	DELFT.	Dordrecht.	Frise.	GRONINGUE.	Geldre.	Harlem.	La Haye.	LEYDE.	MIDDELBURG.	Rotterdam.	UTRECHT.	Zélande.	Zutphen.	Zwolle.	Total.	Années.
1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	»	»	»	12	1533
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	6	1534
»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	3	»	»	»	15	1535
»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	2	1536
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	3	1537
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	8	1539
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	7	1540
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1541
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	6	1542
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1543
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	10	1544
»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	12	1545
»	»	»	»	»	1	1	1	»	»	»	»	1	17	»	»	»	29	1546
1	»	1	»	2	2	1	»	»	3	»	»	»	23	2	»	»	58	1547
1	»	1	1	»	1	»	»	»	4	»	»	»	4	»	»	»	40	1548
1	1	2	1	»	1	4	1	»	1	»	»	»	3	»	»	»	30	1549
»	1	1	»	»	2	»	»	»	1	»	»	1	7	»	»	»	21	1550
»	»	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	6	»	»	»	18	1551
«	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1555
4	»	»	»	1	1	3	3	»	»	»	»	»	8	»	»	»	34	1556
»	»	»	»	»	4	»	2	2	2	1	»	»	7	1	1	»	45	1559
2	»	»	»	1	3	1	2	»	4	1	1	»	6	1	»	1	63	1560
»	1	»	»	»	5	»	1	»	»	1	»	»	2	»	1	»	17	1561
»	»	»	2	»	1	1	2	»	1	»	»	»	2	»	»	»	12	1562
10	4	5	5	4	30	13	14	2	18	3	1	3	103	4	2	1	453 ²	

étudiant des Pays-Bas aux années 1538, 1544, 1557 et 1558. — Les années 1552 et 1553 manquent. — Pour les *bonnes* et les *mauvaises* villes, V. chap. I, p. 26, note.

2. Dont 222 originaires des provinces qui se sépareront au xvi^e siècle.

venaient à Orléans, dès le xvi^e siècle, pour y apprendre la langue française et y étudier le droit civil et le droit canon. Leurs registres nous montrent la prédominance de la nation germanique ¹ sur les autres nations. Les Allemands étaient l'Université même, ouvrant l'entrée de leur nation non seulement aux étudiants qui devaient y être inscrits par leur origine, mais, comme le dit un procureur, « à tous ceux qui sont sobres, érudits, studieux, et, comme autrefois l'empire romain admettait aux droits de cité les hommes de toutes les nations, de même la nation germanique croit devoir admettre ces jeunes gens au milieu d'elle ². » La nation germanique avait, pour administrer ses affaires, de nombreux officiers et le privilège de les choisir elle-même ³ : le procureur, chargé d'exécuter toutes les décisions prises en assemblée générale, de convoquer tous les nationaux à cette assemblée, de recevoir leurs serments, d'inscrire tous les actes et statuts de la nation; auprès de lui un assesseur; pour le trésor, un questeur; pour sa riche bibliothèque, un conservateur des livres; pour la conservation des privilèges généraux de la corporation et pour le maintien de la discipline des *seniores* ou *conciliarii*, au nombre de douze, dont six Allemands et six Belges, puis des *nunciî*, des *tabellarii*, des *pedelli* ou *bedelli* ⁴.

Cette corporation, puissante par son organisation et par le nombre de ses membres, devait paraître moins suspecte au gouvernement de Philippe II par ses sentiments politiques que par ses tendances religieuses. Le récit des événements du règne de Henri II, écrit par les procureurs, est tout favorable au roi d'Espagne : la politique de Paul IV est condamnée par les registres de la nation germanique et les défaites de la France sont accueillies avec satisfaction par les procureurs

l'Université d'Orléans (Mémoires de la Société d'Agriculture, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans, Seconde série des Mémoires, t. XVI, n° 31874, p. 185-343).

1. Le registre le plus ancien qui ait été conservé est intitulé : *Actorum primus liber procuratorum venerabilis Alamanie nationis, almæ Universitatis Aurelianensis, ab anno 1444 usque ad 1546* (BIMBENET, *Hist. de l'Université de Lois d'Orléans*, p. 33).

2. BIMBENET, *Op. cit.*, p. 39.

3. GOLNITZ, *Ulysses Belgico-Gallicus*, p. 228.

4. BIMBENET, *Histoire de l'Université de Lois d'Orléans*, p. 480.

d'une Université française : « Remets, ô vieillard, le glaive dans le fourreau, disent-ils dans une épigramme contre le pape, et rappelle-toi la parole du Christ : ce qu'il a dit à Pierre, il te l'a dit aussi ¹. » Il faut voir avec quelle complaisance ils insistent sur la panique des Parisiens après la bataille de Saint-Quentin : tout le monde fuyait, malgré la défense du roi, et « dans aucun temps on n'entendit raconter que les bateliers, les conducteurs de voitures, les portefaix et toute cette classe d'hommes obscurs aient été aussi contents, qu'ils aient tiré de leur travail un aussi grand profit ². » Ils n'ont pas assez de mépris pour « ces citadins efféminés et ces délicats sybarites, ces hommes obscurs nourris et livrés dans les jardins d'Adonis aux allures molles, aux danses lascives et aux douces voluptés », qui avaient peur du « bruit des armes de ces redoutables Allemands et de l'aspect menaçant et nouveau de leurs cavaliers noirs qu'ils savaient, par l'expérience de ceux qui les avaient combattus, ne pas plaisanter » ³.

Mais le procureur, qui se montre dans les registres de sa nation si fervent patriote, le Saxon Herman Frisius, ne laisse aucun doute, dans les mêmes pages sur les tendances protestantes des écoliers allemands : il attaque chez Paul IV non seulement l'ennemi des Impériaux ou de Philippe II, mais aussi le chef d'une Église corrompue. Ce pape, dit-il, qui avait réclamé avant son élévation une réforme sérieuse de l'Église romaine, a complètement oublié, après son élévation à la souveraine puissance, les intérêts du Christ et de l'Église affligée ; c'est « une infâme et impure harpie, altérée du sang humain » ⁴. Et avec quelle ironie il peint les cérémonies religieuses par lesquelles les Parisiens cherchaient à éloigner l'ennemi ! « Tout ce qu'on possédait de saintes reliques, d'ossements ou autres objets consacrés, en or ou en argent, de croix ou de petites images trouvées dans les églises ou les chapelles, furent comme rangés en bataille et placés chacun à son rang, suivant sa dignité, sa valeur et sa sainteté ; je tais le bruit retentissant, je dirai presque le mugissement des cloches ; mais ce

1. *Chronique historique*, etc., *loc. cit.*, p. 201-202 et 304-305 (le premier chiffre indique la traduction française et le second le texte latin).

2. *Id.* p. 204 et 307.

3. *Id.* p. 205 et 307.

4. *Chronique historique*, etc., p. 198 et 302.

qui n'a jamais lieu que dans les circonstances les plus périlleuses et avec une dévotion presque stupéfiante (je dirais avec superstition, si l'église papale avait jamais connu la superstition...), la chasse d'or de sainte Geneviève fut colportée au milieu d'une pompe incroyable et d'une solennité extraordinaire vers les fortifications de la ville qui regardent la Picardie¹. »

A Orléans, comme à Paris, l'Université avait eu Calvin parmi ses élèves. Le futur réformateur était venu chercher l'enseignement de Pierre de l'Étoile, qui « écliprait tous les soleils ». D'abord timide au milieu de cette foule d'écoliers qu'il rencontrait dans les rues, souvent dissolus, bruyants et hautains, il se fit bientôt remarquer de ses camarades et de ses maîtres. Reçu dans la nation picarde, il en devint le procureur ; un jour Pierre de l'Étoile le pria de le remplacer et Calvin fit sa leçon avec tant de succès, que souvent les professeurs lui demandèrent le même service. Mais à Orléans Calvin était décidément entraîné vers la Réforme par un Allemand de ses amis, Melchior Wolmar, qui lui expliqua la doctrine luthérienne de la justification et l'on reconnut bientôt qu'il y avait chez le jeune étudiant « des choses nouvelles et étranges ». Les uns l'appelèrent schismatique, d'autres lui demandaient de leur expliquer l'Écriture et, comme dit Théodore de Bèze, « Calvin choisi dès lors pour être un instrument d'élite dans l'œuvre du Seigneur, avança merveilleusement le règne de Dieu dans plusieurs familles². »

Lorsqu'il quitta Orléans en 1528, quelque temps avant l'arrivée de Théodore de Bèze, il laissait dans l'Université et dans la ville des germes d'hérésie qui se développeront d'autant plus rapidement que le terrain était tout préparé pour la Réforme, et surtout dans les hautes classes de la société³. L'histoire de la « prévôté » d'Orléans, racontée par Calvin, montre bien les dispositions générales de la population à l'égard des moines et sa faveur pour les nouvelles doctri-

1. *Chronique historique*, etc., p. 206 et 308.

2. *Histoire de l'Eglise réformée*, p. 6. — V. sur le séjour de Calvin à Orléans, MERLE D'AUBIGNÉ, II, p. 1-29. — BIMBENET, *Histoire de l'Université de Lois d'Orléans*, p. 179, 235 et 358.

3. BIMBENET, *ibid.*, p. 235.

nes¹. Lorsque les moines exorcistes, bien fiers d'une prétendue apparition de l'esprit de la prévôte, furent arrêtés par les officiers du Parlement, ce fut parmi les bourgeois et les étudiants un concert de railleries : « Beaux champions vraiment, criaient-ils, pour s'opposer à l'Évangile! »

C'est de la nation germanique que venaient les idées de réforme, et son influence était d'autant plus grande que les étudiants allemands se recommandaient tous les jours aux yeux des bourgeois d'Orléans par une tenue et par une application à l'étude qui contrastaient avec la légèreté et la négligence des autres nations². Les nationaux germaniques commencent par une sourde hostilité contre le clergé; à la fête anniversaire de 1547, ils prennent contre le prieur de Bonne-Nouvelle des précautions qui feraient douter de sa délicatesse. « Il a été aussi convenu, disent les Registres, que le prieur ne tiendrait rien de ce qu'il recevrait à l'offrande, mais qu'il restituerait l'argent intégralement et *de bonne foi*, pour que cette somme fût distribuée aux pauvres selon notre volonté³. » Dans une autre fête, on voit le schisme complet. Les étudiants allemands, lorrains et écossais célébraient chaque année, en commun, la fête des Trois-Rois, qui, inspirée par la dévotion particulière des écoliers germaniques à l'adoration des Mages, personnifiait la patrie absente dans chacun de leurs souverains respectifs. Mais le jour où la Réforme, adoptée rapidement par la majorité des étudiants allemands, rejetait le culte des Mages, la fête des Trois-Rois dut être transformée, et l'acte du procureur de 1566 ne laisse aucun doute sur la révolution religieuse accomplie au sein de la nation germanique depuis quelques années : « Comme notre nation, dit-il, depuis la restauration de l'Église dans cette ville s'est séparée et affranchie des idoles, des messes, de la parodie des sacrifices, des croix, des cloches, des autels, des vains ornements, des patènes, des bannières, des mages et, pour tout dire en un mot, de toutes autres charges impies et déraisonnables qui la souillaient et l'opprimaient autrefois, et que je voyais cependant notre illustre nation encore déshonorée

1. MERLE D'AUBIGNÉ, II, ch. 35, p. 386-400. Le récit de Calvin a été publié dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme Français*, III, p. 33.

2. BIMBENET, p. 158-159.

3. *Id.*, p. 50-51.

par certains rites impurs des anciens usages, je l'ai consultée sur leur destruction définitive... Et je lui ai persuadé de supprimer tout le culte de nos ancêtres et de célébrer désormais notre festin non pas ce jour qui ne fut jamais celui des trois rois, mais aux calendes de janvier, afin d'effacer jusqu'au souvenir de l'impiété et de l'idolâtrie. » Et en 1566, le procureur écrit : « Aujourd'hui, la fête des Mages n'est plus célébrée et nous reverons le Christ seul comme patron de la nation ¹. »

On sait le rôle de la ville et de l'Université pendant les guerres de religion. Les huguenots étaient nombreux à Orléans ; le bailli Groslot, très ardent protestant, livra à d'Andelot l'une des portes de la ville et presque aussitôt les catholiques cédèrent tous les postes sans combat. Arrive le duc de Guise : que fait l'Université ? Pendant que les huguenots s'arment, une réunion des « plus anciens et des plus prudents » des écoliers allemands, convoqués par le procureur, autorise les principaux de la nation ayant adopté la Réforme, à se joindre individuellement aux habitants de la ville, à leurs risques et périls, et en dehors du consentement de la nation ².

Le gouvernement français ménageait par sa tolérance la puissante et nombreuse nation germanique. Il avait d'ailleurs complètement échoué lorsqu'il avait essayé de faire respecter par des règlements nouveaux les doctrines de l'Église catholique dans l'Université. Dès 1531, paraît un édit destiné à soumettre les études à un contrôle plus rigoureux du pouvoir : quiconque voudra être docteur régent de l'Université d'Orléans devra se présenter à l'Université de Paris et là, devant les délégués du parlement, disputer et argumenter publiquement : l'aspirant se soumettra à une information sur ses mœurs et sa bonne vie, ce qui signifie, à cette époque, sur ses opinions religieuses. — Les docteurs régents ne pourront se faire suppléer dans leurs cours, suppléances qui à l'occasion introduiraient dans l'enseignement des doctrines hérétiques. Les examens de licence devront se faire publiquement et avec les solennités accoutumées, après indication de la date, du lieu et de l'heure de l'examen, pour que les opinions de l'Université apparaissent au grand jour. En 1538, arrêt du parlement, qui restreint le

1. BIMBENET, p. 45-47.

2. *Chronique historique*, etc., p. 216-217 et 311-312.

droit d'élire le Recteur et le confie à sept personnes seulement, car il sera plus facile de surveiller le choix de sept électeurs que celui de tout l'université ; défense aux étudiants de tenir aucune assemblée, etc. ¹ Sous Henri II progrès de l'hérésie et nouvelle ordonnance (27 juin 1551) qui remet la nomination du Recteur et des docteurs régents au pouvoir ecclésiastique ². Un seul de ces édits a-t-il empêché la nation germanique de devenir protestante à Orléans, comme elle le fût devenue en Allemagne, ou de prendre part dans les rangs des huguenots aux guerres religieuses qui, pendant six ans, ont suspendu les cours de l'Université ³ ?

Les autres Universités françaises étaient-elles moins suspectes à Philippe II ? Dans la plupart, il a suffi, pour donner des adhérents à la Réforme, du séjour plus ou moins long de Wolmar, de Calvin, de Théodore de Bèze, de la renommée d'un professeur attirant des étudiants de toute origine et de toutes religions, de mécontentements locaux se traduisant par une opposition religieuse. A Bourges ⁴, la duchesse de Berry, Marguerite, avait ouvert la ville et l'université aux prédications évangéliques. Elle y appela d'Orléans Wolmar et bientôt le savant helléniste eut auprès de lui Calvin et Théodore de Bèze. C'était l'époque où les nombreux étudiants réunis autour d'Alciat entendaient dans l'Université les prédications évangéliques d'un savant prêtre Gamaire et du prieur de Saint-Ambroise, de Bournonville, et, le dimanche, dans la ville, mêlés aux bourgeois, les discours des docteurs Chaponneau et Michel qui exposaient la vérité chrétienne assez bien pour le temps, dit de Bèze. Comme à Orléans, Calvin répandait lui-même l'Évangile : l'autorité de sa parole le fit écouter facilement des étudiants, des bourgeois, des nobles, des avocats, des prêtres et des professeurs : il évangélisait dans la ville ; il évangélisait au dehors, dans les bourgades, dans les châteaux, au grand déplaisir du clergé qui cherchait à le faire jeter en prison. Mais les prêtres étaient chassés de leurs églises ; le procureur général du roi n'était pas plus respecté : après une orai-

1. BIMBENET, p. 233-240.

2. *Id.*, p. 242.

3. *Id.*, p. 243.

4. MERLE D'AUBIGNÉ, II, p. 29 43.

son dominicale dite en français par le docteur Michel Simon, il commence tout haut : « *Ave, Maria, gratia...* », les femmes le huent, brandissent leurs chaises sur sa tête et l'obligent à se taire. Ces scènes, qui se renouvelèrent après le départ de Calvin, le dangereux concours d'étudiants étrangers autour de professeurs illustres comme Cujas, plaçaient l'Université de Bourges parmi celles dont Philippe II devait redouter le plus la fréquentation pour ses sujets ; et bientôt les premières guerres religieuses, les deux sièges que la ville dut soutenir en moins de cinq mois, y troubleront assez les études pour renvoyer à Douai quelques-uns des écoliers flamands.

A Poitiers, mêmes dangers : dans cette ville aussi a passé Calvin et non plus le Calvin encore indécis et timide d'Orléans et de Bourges, mais le Calvin de l'*Institution de la religion chrétienne*, qui paraîtra bientôt à Bâle, sûr de sa doctrine et la prêchant jusqu'à se voir obligé de chercher un refuge à l'étranger. Ne trouvait-il pas d'ailleurs à Poitiers des esprits tout préparés pour ses prédications ? « Le clergé qui formait, dit-on, un tiers de la population, irritait les deux autres tiers par son avarice et sa licence ¹ ». Dans l'Université alors florissante, les disputes publiques firent entendre à Calvin « des paroles chrétiennes » ; le réformateur groupa autour de lui les étudiants et tous ceux en général qui prêtaient l'oreille à ses doctrines, et « il trouva moien d'accoster des hommes de sçavoir, qui avoient ja ouy parler de lui » ². Invité chez le lieutenant général, Pierre Regnier de la Planche, il le gagna au protestantisme ; le jardin de la Planche, les Basses-Treilles, devint dès lors le rendez-vous de Calvin et de ses amis et là fut tenu « le premier concile Calviniste ³ », auquel assistèrent entre autres un docteur régent, Antoine de la Dugie et un lecteur de la Ministrierie ⁴, Albert Babinot ; les réunions se renouvelaient fréquemment en dehors de la ville, aux grottes de Saint-Benoît. Comme dans le Berry, Calvin va prêcher l'Évangile dans les châteaux, les abbayes, les villages

1. MERLE D'AUBIGNÉ, III, p. 53. — V. A. LIÈVRE, *Histoire du Protestantisme du Poitou*.

2. FLORIMOND DE RÆMOND, *op. cit.*, livre VII, ch. XI, p. 180 recto.

3. *Id.*, 181 recto.

4. Ainsi appelée du nom de la salle où se lisaient les *Institutes*. *Id.*

voisins de Poitiers, il songe déjà à évangéliser toute la France.

Il envoie Babinot dans la Guyenne et le Languedoc : le « Bonhomme » comme était surnommé le lecteur en droit, arrive à Toulouse. Il y trouve une Université où se mêlaient les habitudes de travail et d'indiscipline : les étudiants devaient rendre compte de l'emploi de toutes leurs journées ; mais les professeurs étaient parfois obligés par le tapage de quelques écoliers turbulents de quitter le salle de cours ¹. A qui Babinot s'adresse-t-il d'abord ? Aux jeunes nobles et plusieurs acceptent l'évangile. A Agen, un régent, Sarrasin, l'autorise à parler dans son école et se laisse convertir un des premiers. Partout c'est dans la jeunesse que Calvin répand d'abord ses doctrines. « Leur adresse première, dit Florimond de Ræmond, en parlant des évangélistes de Calvin, étoit toujours chés les régens et maitres d'école, selon l'instruction de Calvin. Les apôtres de Calvin, « par l'entremise de ces régens », firent couler leur dangereuse doctrine dans les écoles principalement de la Guyenne. Il me souvient qu'en ma première enfance, un régent, nommé Valois, faisant la sixième à Bourdeaux, commença de nous faire perdre la coutume de donner entrée à nos leçons par le signe de la Crois (c'étoient, disoit-il, des singeries), Nous parlant de la religion en privé, et comme se jouant, selon que notre jeune suffisance y pouvoit atteindre. Cela faisoit quelque brèche en nos petites âmes, d'autant plus dangereux que ces premières impressions s'arrachent apres mal aisement, quand elles ont une fois prins pied et jetté quelque racine². »

Dans le midi, nous ne parlerons pas des Universités étrangères, comme celle d'Avignon, qui compte parmi ses maitres Alciat, parmi ses élèves Joachim Hopperus ; comme celle d'Orange, soumise à une maison qui sera bientôt une ennemie terrible pour Philippe II ; nous ne parlerons pas non plus de l'Université française de Cahors, éclipsée par l'éclat de celle de Toulouse sa voisine, ni de l'Université de Valence, où enseigna Cujas et où Viglius prit le bonnet de docteur en droit. Une Université beaucoup plus célèbre étoit celle de Montpellier ; mais, au milieu de xvi^e siècle, les protestants la

1. MIDDENDORP, VI, p. 397.

2. FLORIMOND DE RÆMOND, p. 182, recto et verso.

menacent, vont s'en emparer, les nombreux étudiants qui fréquentaient sa Faculté de médecine l'abandonnent, le jour où les écoles servent aux prédications des réformés ou disparaissent avec les monastères et les églises. Les cours reprendront plus tard, mais l'initiative de la restauration scolaire appartiendra aux protestants et surtout à un calviniste de Genève qui, en 1559, ne fait que de naître, Casaubon ¹.

Si nous nous éloignons de la France méridionale, où le protestantisme triomphera le plus rapidement, nous trouvons en remontant vers l'Ouest des Universités moins troublées par les prédications nouvelles, mais où se fait sentir cependant l'influence de la désunion et de la désorganisation générale de la France. A Angers, l'Université reste fidèle à l'Église catholique et au Pape, et, en 1530, les Facultés de théologie et de droit se sont prononcées contre le divorce de Henri VIII; Pierre Bourreau, professeur à la Faculté de théologie, reçoit le titre d'inquisiteur de la foi. Mais le désordre pénètre dans l'Université; les absences des professeurs, l'indiscipline des étudiants, les privilèges et les excès des suppôts, les troubles religieux et politiques ruinent ses riches et florissantes nations; quelques docteurs régents donnent même dans les nouvelles erreurs, comme Jean Tavard. Déjà en 1539, le procureur du roi avait averti le maire et les échevins qu'on allait procéder à la réformation de l'Université, en les invitant à aviser aux remontrances qu'ils devaient faire. Ces projets n'avaient pu arrêter la décadence et, en 1560, les cours étaient suspendus ².

Ne nous arrêtons pas à Nantes, dont l'Université, établie au xv^e siècle, est maintenant abandonnée; allons en Normandie où l'Université de Caen, fondée par les Anglais, est restée florissante sous la domination française. Là encore sont justifiées les prévisions et les craintes du roi d'Espagne. Les troubles religieux commencent à chasser les étudiants; dans le collège des Arts, les protestants vont abattre les statues représentant les sept Arts libéraux; les maisons construites par les

1. A. GERMAIN, *La Faculté des Arts et l'Ancien collège de Montpellier*, p. 11-13 et Isaac Casaubon à Montpellier.

2. L. DE LENS, *L'Université d'Angers du xv^e siècle à la Révolution Française*, t. 1^{er}, *la Faculté des Droits*, p. 32-34 et 44-45, — et *la Faculté de Théologie* (*Revue historique, littéraire et archéologique de l'Anjou*, 1879, p. 304-305).

évêques et par les abbés de la province pour l'instruction des religieux et des écoliers seront, dans quelques années, affermées à des artisans; les professeurs de théologie vont se plaindre de leur recteur, M^e Nicolle Levallois, qui, malgré son titre de prêtre, ne célèbre pas les obits ou les services divins fondés dans l'Université, fréquente plutôt les lieux où se font les prêches, n'oblige pas les principaux des collèges à conduire leurs écoliers à la messe, tolère « en la faculté de doyen des arts » un ancien prêtre, à présent marié et ministre de l'église prétendue réformée¹.

Avec l'Université de Reims, nous terminons cette revue rapide des Universités françaises. Mais si ces Universités, nous l'avons vu, ont souvent favorisé le développement de l'hérésie, c'était en secret et avec prudence que la Réforme s'y prêchait. Aussi les protestants voulaient-ils avoir leurs écoles particulières et bientôt ils organisèrent huit Académies à Saumur, Die, Montauban, Montpellier, Nîmes, où Claude Baduel applique les plans de son ami Jean Sturm, et dans des principautés enclavées dans le territoire de la France, à Orange, Sedan et Orthez². Trente autres collèges avaient des cours plus ou moins complets, à Metz, Vendôme, Tours, Orléans, Castres, Clermont en Beauvaisis, Alençon, etc. Ces nouvelles écoles, qui témoignent des progrès de la Réforme en France, devaient paraître moins dangereuses cependant à Philippe II que les anciennes Universités catholiques; elles étaient protestantes et n'admettaient guère que les étudiants protestants; les jeunes gens, en quittant les Pays-Bas, se rendaient plutôt dans les Universités catholiques pour y achever leurs études et c'était là qu'ils se laissaient surprendre par la nouveauté des doctrines qu'ils entendaient vanter tout bas autour d'eux.

Cependant plusieurs étudiants flamands et des plus illustres allèrent directement étudier à Genève, dont le collège fut

1. *Les Recherches et Antiquitez de la Ville et Université de Caen et lieux circonvoisins des plus remarquables* par Charles de Bourgueville, sieur du lieu, de Bras et de Brucourt, à Caen, 1588, p. 221-223 et 242-251. DE BOURMONT (*la Fondation de l'Université de Caen*) cite une *Requête au Roy pour fere vyder des escolles les ministres et autres de la religion prétendue refformée* p. 18.

2. GAUFREËS : *Claude Baduel et la Réforme des études au XVI^e siècle*, ch. V. p. 56-62. — P. DANIEL BOURCHENIN, *Etude sur les Académies protestantes en France au XVI^e et au XVII^e siècle*.

fondé, comme plusieurs des écoles protestantes de France, sur le plan de l'école de Sturm à Strasbourg. Calvin organisait l'enseignement à Genève avec d'autant plus de soin qu'il déclarait impossible de faire de bonnes études théologiques, « si premièrement on n'est instruit aux langues et sciences humaines ». Tout en rejetant ces « spéculations volages qui rendent contemptible la simplicité de la vraie doctrine aux yeux d'un monde presque toujours mené par une splendeur extérieure », il veut un collège « pour instruire les enfants, afin de les préparer tant au ministère qu'au gouvernement civil ». Aussi dans l'organisation de son église place-t-il « l'ordre des docteurs » ou, comme il l'appelle encore, « l'ordre des écoles », immédiatement après les ministres et avant les anciens. Dans le collège, il faut, dit-il, « un homme docte, qui ait sous sa charge des lecteurs tant aux langues comme en dialectique et de plus des bacheliers pour enseigner les petits enfants ». C'est le lecteur en théologie qui tient la première place dans l'enseignement à Genève : il doit faire en sorte, dit Calvin, que « que la pureté de l'Évangile ne soit pas corrompue par l'ignorance ou de mauvaises opinions »¹. Calvin enseignait lui-même la théologie et vivait avec les cent écus d'appointements qu'il recevait de Genève comme professeur². Son collège et l'Université, fondée le 5 juin 1559, firent de Genève le séminaire du protestantisme et Calvin s'efforça d'établir dans la ville plusieurs églises étrangères, dont les membres devaient porter dans leur pays les doctrines calvinistes puisées auprès du réformateur : la France, l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, l'Écosse, les Pays-Bas eurent leurs églises particulières qui aidaient Calvin dans sa propagande extérieure³. La nouvelle Université de Genève était trop voisine des Universités françaises et allemandes pour ne pas leur prendre de nombreux écoliers⁴ ; dès sa fondation, elle comptait trois étu-

1. MERLE D'AUBIGNÉ, t. VII, p. 92-93. — Ordonnances de Calvin, *Op.* X, p. 21-22.

2. DE BÈZE, *Vie de Calvin*, p. 155.

3. MIGNET. *Établissement de la Réforme religieuse et constitution du calvinisme à Genève (Mémoires historiques, p. 378-379).*

4. FLORIMOND DE RÆMOND, l. VII, p. 209-210 : « Un des plus gentils personnages de notre Guienne m'a fait le conte qu'un jour se promenant sous la galerie des écoles de Thoulouse, avec quelques écoliers ses compagnons,

dians des Pays-Bas¹ et dans la correspondance du gouvernement de Philippe II Genève est toujours citée, à côté des Universités françaises, comme une des villes qu'il importe le plus d'interdire aux Flamands. Interdiction d'autant plus nécessaire que Genève présente à ceux-ci un avantage que n'ont pas les Universités luthériennes de l'Allemagne : à Genève on prêche en flamand dans le temple autrefois dédié à saint Germain ; mais on parle français, et si les guerres avec les rois de France chassent du royaume les écoliers sujets de Philippe II, ils trouvent un asile dangereux dans la république calviniste². Créer une Université de langue française à Douai sera donc le moyen le plus efficace de retenir dans les Pays-Bas les jeunes gens qui ne vont à Genève qu'avec le désir d'y apprendre le français, mais qui ne peuvent y rester qu'à la condition de se soumettre à l'enseignement de Calvin.

Bâle, au Nord, entre deux villes considérables dans l'histoire de la Réforme, Genève et Strasbourg, avec ses maîtres illustres et ses nombreux étudiants, avec les exilés et les mécontents des pays voisins, était une des villes les plus redoutées du gouvernement de Bruxelles. C'était là que s'étaient rencontrés Erasme, Bucer, Calvin, Nicolas Cop, l'ancien recteur de l'Université de Paris, et un camarade d'école de Mélanchthon, qui s'était réfugié à Bâle pour échapper aux poursuites de la diète de Spire, Grynée ; à Bâle avait paru l'*Institution de la Religion chrétienne*. Comment permettre à une jeunesse facile à séduire de vivre dans cette ville libre, au milieu de ces novateurs exaspérés ou aigris par l'exil ou la persécution ?

Telles sont les différentes Universités dont le gouvernement

le S. Esprit décevait sur eux... C'étoit un Esprit nouveau et invisible, qui leur chantoit perpétuellement le nom de Calvin et de Geneve à l'oreille... Si est-ce que 5 ou 6 écoliers portés de semblable desir quitterent les études et troussant bagage s'en vont jour et nuit à Geneve. » V. FRANCISCUS ZWEERTIUS, *Athenæ Belgicæ*, p. 73 : « Genevensis schola a toto fere orbe visitatur. »

1. Le *Livre du Recteur* porte, à la date du 9 novembre 1559 (p. 4) : Joannes a Marnix Bruxellensis, Philippus Marnixius Bruxellanus, Arnoldus Westervolt Frisius Groningensis. Le Frison Boece Epo qui sera l'un des premiers professeurs de l'Université de Douai, alla à Genève, où il se rallia quelque temps aux doctrines de Calvin.

2. Zweertius dit que l'Université de Genève est très fréquentée « ob Gallicæ linguæ studium p. 73. »

de Philippe II désirait interdire l'accès aux étudiants des Pays-Bas : quelques-uns d'entre eux allaient bien encore à Salamanque ou dans les autres Universités d'Espagne, un petit nombre aussi dans les Universités anglaises, à Cambridge ou à Oxford¹ ; mais en Espagne veillait attentivement l'Inquisition : n'arrêtait-elle pas les étudiants d'un catholicisme trop exalté, comme Ignace de Loyola ? En Angleterre, les révolutions religieuses du milieu du xvi^e siècle ne permettaient pas le séjour des Universités aux étrangers qui, sous Henri VIII, Edouard VI et Elisabeth, professaient le catholicisme ; la réaction catholique de Marie Tudor avait été trop courte et les émigrations des catholiques anglais dans les Pays-Bas engageaient peu les sujets catholiques de Philippe II à passer la mer : ceux-là seuls le firent sans crainte qui voulaient fuir les placards de Charles Quint.

Des Universités allemandes, protestantes au Nord, catholiques au Sud, au delà des Alpes des Universités italiennes inutilement surveillées par les papes, des Universités françaises de langue ou de nation, presque partout ouvertes aux idées nouvelles, dispersaient donc au hasard de leur goût pour les voyages ou pour les nouveautés un assez grand nombre de jeunes gens des Pays-Bas. Les conseillers de Philippe II, dont plusieurs avaient aussi parcouru les écoles de l'Europe comme étudiants ou comme maîtres, savaient les dangers qu'offraient les Universités qui semblaient le plus étroitement attachées à la foi catholique ; l'esprit naturellement défiant de Philippe II était tout disposé à se les exagérer. Ici, les étudiants liront librement et d'abord par curiosité indifférente un livre suspect que dans les Pays-Bas la crainte des placards leur ferait cacher, et combien se laisseront séduire ou convaincre par des raisons ingénieuses ou d'une logique rigoureuse ! Là, ils pourront se lier avec des condisciples qui dissimulent dans une Université catholique leur penchant vers l'hérésie et ils les suivront quelques mois plus tard dans des écoles où se tolèrent, ou bien même se professent ouvertement les nouvelles doctrines. C'est donc partout même danger pour leur foi.

Comment s'opposer à cette émigration scolaire ? Il est d'autant plus nécessaire de l'arrêter qu'elle emporte au dehors des

1. Andreas Gerardi Hyperius.

jeunes gens qui, rentrés aux Pays-Bas, exerceront par leurs fonctions et par leurs lumières la plus grande influence dans les villes. A peine fondée, l'Université de Douai écrira très justement au roi : « Videbat tua Majestas plerosque adolescentibus seductos toti Belgicæ supra fidem nocituros esse in religionis negotio, præsertim cum bona pars eorum qui in Galliam mittuntur destinetur administrationi reipublicæ sintque futuri causarum patroni, civitatum et principum consiliarii, scabini, magistratus civiles, quæstorii vel etiam, militares : et clanculum studiose operam daturi ut alios in eundem pertrahant ¹. »

Vendeville indique le moyen de prévenir cette émigration à des ministres préoccupés de l'indépendance politique et religieuse qu'encouragent les prédications des pays voisins. A un gouvernement qui veut à la fois fermer les Pays-Bas aux influences perturbatrices du dehors et les contenir en les enserrant dans une organisation ecclésiastique nouvelle, il vient proposer la création d'une Université de langue française à Douai.

5^e POURQUOI LA NOUVELLE UNIVERSITÉ EST-ELLE FONDÉE A DOUAI ?

Mais le gouvernement de Philippe II ne connaît-il pas les anciens Motifs d'opposition de Louvain à la première requête des Douaisiens ? Ne les reprendra-t-il pas pour en examiner la valeur ?

Charles Quint, nous l'avons vu, avait craint sans doute de mécontenter une Université qui lui fournissait ses théologiens contre la Réforme. Mais depuis 1533 la situation religieuse de Louvain avait changé et à certains moments le séjour de la ville n'était pas moins dangereux pour les étudiants que celui de certaines villes françaises ou allemandes. Louvain, qui dépendait de l'évêché de Liège, avait eu souvent à se plaindre de la tyrannie de son évêque et, en cherchant à s'en affranchir,

¹. *Arch. de Douai*, lay. 92.

avait laissé le champs libre à l'hérésie ¹. Faut-il rappeler l'autodafé des écrits de Luther au Grand Marché en 1521, les supplices de l'année 1526, un édit spécial rendu par Charles Quint en 1534, au mépris des privilèges et coutumes de la ville, « afin de préserver les étudiants de l'Université de la contagion des habitants » ? Mais c'est après l'année 1540 que la ville, malgré les rigueurs et les édits, malgré la faculté de théologie, compte le plus grand nombre de réformés.

Les évangélistes de Louvain semblaient reconnaître pour chef une femme qui appartenait à l'une des grandes familles de la ville, Antoinette Haveloos ² : sa fille, ses nièces, ses neveux avaient presque tous embrassé la Réforme ; sa maison s'ouvrait aux réformateurs étrangers ; chez elle était descendu un ancien étudiant de l'Université, le Polonais Jean de Lasco qui, malgré des défaillances, avait fini par adopter les idées nouvelles ; auprès d'elle se réunissaient un certain nombre de prêtres tels que Paul de Roovere, vieillard aimable et charitable, chez qui les réformés pauvres savaient trouver secours et tous une conversation agréable, Pierre Rythovius, écolâtre de Sainte-Gertrude, que l'éducation des jeunes prêtres rendait si utile à la propagation de la Réforme, Jean van Ousberghen qui portait l'Evangile dans les campagnes des environs, bien d'autres encore qui eurent bientôt à répondre devant les commissaires catholiques de leurs relations avec Antoinette. En 1543, Antoinette et ses amis, en tout vingt-huit personnes, « tous gens honnêtes et de bonne réputation », sont arrêtés en une seule nuit ³. On « en gehenna un grand nombre pour connoître leurs coreligionnaires, sans avoir aucune pitié ni discrétion ou de l'âge ou du sexe ou d'autre accident quelconque. Les pauvres femmes furent aussibien gehennées et autant tourmentées que les hommes ». Mais à Louvain, le peuple, indigné des supplices, était plus favorable aux accusés qu'à leurs juges ; « peu s'en falloit d'une ouverte esmotion » ⁴ ; on dut protéger l'estrade où était exposé Paul de Roovere par une forte escouade de gens d'armes, et encore les juges ne pouvaient-ils

1. DIVÆUS. *Annal. Lov.* 1 p. 5 et 6. — V. PIOT, *Influence de la Réforme à Louvain*, (*Messenger des Sciences historiques de Belgique*, 1839, p. 369-375).

2. ENZINAS, I, p. 102.

3. ENZINAS, t. I, p. 14 et 16, note 1.

4. J. DE WESENBEKE, p. 28.

pas toujours compter sur la fidélité des sergents qui les assistaient : « Il y en avait plusieurs, dit un témoin oculaire, mesmes des archers qui incitoient les escoliers à se ruer dessus ces faux juges, leur promettant de suyvre si quelcun d'eux commençoit. ¹ »

Parmi les conseillers de Philippe II, plusieurs se rappelaient certainement aussi la condamnation dont avaient été frappés un certain nombre de bourgeois pour avoir fait en carême « accoustrer quelque petit banquet de chair contre la coutume de ce pays-là... Ceux qui furent attrapez à grand peine à la fin, après avoir esté privez de leurs biens, peurent-ils sauver leur vie ². » En 1543, année sanglante à Louvain, où près de cinquante personnes périssent dans les supplices ; on met à prix la tête des prédicateurs de l'Evangile et comme beaucoup ont cherché le salut dans la fuite, on expose leurs portraits dans les lieux publics. Ces rigueurs empêchèrent-elles des congrégations d'Évangélistes de se former à Louvain ?

Et ce qui était grave, c'est que l'esprit de la Faculté de théologie n'était pas celui de toute l'Université. Un écrivain du xviii^e siècle, qui connaissait bien l'histoire des Pays-Bas, Paquot, dira, en parlant des causes de la décadence de l'Université de Louvain au xvi^e siècle : « Je crois que le mal venoit de cette foule d'humanistes étrangers, la plupart allemands et infectés de luthéranisme, qui venoient ici régenter le grec et le latin et qui profitoient de l'occasion pour inspirer à la jeunesse l'amour de la nouveauté et le mépris de l'autorité ecclésiastique ³. » Les étudiants étaient souvent portés par leurs habitudes d'opposition et de désordre à prendre parti pour les réformés contre leurs juges. Pendant un des supplices de 1543, ils repoussent les archers ; l'un d'eux « deslascha un soufflet » à l'homme d'armes « et le procureur général, estant despité de ce que l'escolier avoit esté si hardy, il le voulut faire venir à soy ; mais il refusa d'y aller, et luy fist response, qu'il fit ce qui estoit de son office, si toutesfois il le pouvoit faire et qu'il commandast à ses subjeztz : que sur luy il n'avoit point de puissance... Le procureur grandement esmeu comme un lion rugissant, vient en

1. ENZINAS, I, p. 97.

2. *Id.* I, p. 49 et 53.

3. *Mémoires*, etc., III, p. 491.

personne à cest escolier, qui le reçoit de paroles aussi bravement qu'il estoit venu. Mais il neluy fist autre chose, sinon que le menacer : car il n'avoit nul pouvoir sur luy¹. » Dans toute autre circonstance, cette rébellion n'étonnerait pas : l'impunité était presque assurée aux étudiants par les privilèges universitaires et combien de fois n'ont-ils pas bravé les magistrats à la juridiction desquels ils échappaient ! Mais à une époque où les mêmes peines frappaient le soupçon et l'hérésie flagrante, l'audace de certains étudiants n'était-elle pas le signe d'une fermentation qui pouvait soulever la plus grande partie de la ville et de l'Université ? Vingt-deux ans auparavant, lorsque les moines faisaient au Grand Marché l'autodafé des écrits de Luther, des écoliers irrévérencieux trouvèrent plaisant de jeter dans les flammes parmi les livres hérétiques les *Sermones Discipuli*, le *Tartaretum*, le *Dormi secure*, le *Paratum* et une foule d'autres livres semblables².

Parmi les savants ou les maîtres que fréquentaient ces jeunes gens, plus d'un s'étaient exposés aussi aux rigueurs du terrible doyen Ruward Tapper : Pierre Rythovius, écolâtre de Sainte-Gertrude, réussit à s'échapper de prison ; le célèbre géographe Mercator, signalé aux inquisiteurs pour certain discours sur l'influence que la parole divine était appelée à exercer sur les destinées du monde, s'enfuit de Louvain, pour être bientôt arrêté. Un procès retentissant fut celui de DeCocq (Coccus), « homme de bien et de fort bonne réputation », dit Persevald, « qui, vingt ans entiers, avoit à Paris et à Louvain appris les langues et autres bonnes lettres et les avoit aussi publiquement enseignées ». A la fête du Saint Sacrement, il afficha quelques vers ayant pour titre *Anathème du Sacrement* ; Ruward Tapper l'accusa de donner à anathème le sens « d'excommunication », de Cocq prétendit que ce mot signifiait « l'offrande et le don qu'on avoit accoustumé de pendre au temple » ; il devint dès lors suspect aux théologiens dont il s'était moqué dans ses leçons ; ils le firent arrêter comme luthérien et condamner à l'emprisonnement perpétuel ; ceux de ses amis qui cherchèrent à alléger sa captivité furent arrêtés eux-mêmes, lorsqu'ils ne purent s'enfuir à temps.

1. ENZINAS, I, p. 95-97.

2. REIFFENBERG, *Archives philologiques*, p. 44 (*Du goût des Belges pour les livres avant le XVII^e siècle*).

Malgré tout, la ville de Louvain est toujours restée très catholique ; elle ne vivait que de ses couvents et de son Université, et, si l'Université demeurait catholique, la ville ne pouvait, sous peine de déchéance, devenir protestante. L'Université, nous l'avons vu, a combattu la Réforme et ses théologiens ont été les plus fermes serviteurs de Charles-Quint ; ils reconnurent dans les années qui suivirent 1540 qu'il fallait protéger l'Université contre la contagion possible de la ville et aussi la protéger contre elle-même et, en novembre 1545, le Sénat Académique exigea de toute personne inscrite sur les Registres de l'Université, un serment de fidélité à l'Eglise Romaine ¹. Mais le souvenir des procès que nous avons rapportés, souvenir d'autant plus profond que les supplices qui les ont suivis ont été plus terribles, subsistait vraisemblablement en 1559 dans l'esprit des conseillers de Philippe II, en leur laissant de Louvain l'idée d'une ville où le protestantisme a pu et peut encore pénétrer.

L'Université du Brabant sera toujours la grande Université catholique des pays de langue thioise ; mais elle perdra son monopole dans les Pays-Bas, et les conseillers de Philippe II aideront le magistrat de Douai à éluder cette fois par le secret le plus complet l'opposition de Louvain ². C'est que la ville de Douai leur semble présenter, au point de vue religieux, les conditions les plus favorables à l'établissement d'une Université catholique.

L'histoire du protestantisme à Douai peut se diviser en deux périodes, qui montrent également l'attachement de la ville au catholicisme. Dans la première, qui s'étend jusqu'à la fondation de l'Université ou plus exactement jusqu'en 1566, les protestants se comptent comme de rares exceptions ; dans la seconde, qui comprend douze années, de 1566 à 1578, se distingue presque un parti protestant ; mais la réaction qui suit le triomphe bien éphémère de ce parti rend la ville tout entière au catholicisme.

Jusqu'à l'époque de la fondation de l'Université, la ville de Douai a été moins que Louvain atteinte par la Réforme. Elle

1. *Discours de M. Stas à l'Académie royale de Bruxelles*, le 16 décembre 1853. *Bulletins de l'Académie royale de Bruxelles*, XX, 3^e partie, p 401-416).

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 15 et 16.

est située dans un pays presque constamment fidèle au catholicisme ; les gens condamnés pour crime d'hérésie y ont rarement montré l'obstination des protestants d'ailleurs : dans la Flandre wallonne on fut hérétique surtout par imprudence ; la saisie de quelques livres suspects, lus par curiosité plutôt que par conviction, fut le plus souvent la seule cause des poursuites ; le gouvernement n'avait pas besoin, comme ailleurs, de presser les magistrats des villes d'appliquer les lois contre les réformés ; ils frappaient les hérétiques avec trop de rigueur pour qu'on pût douter de la fidélité de la Flandre wallonne à la foi catholique¹.

A Louvain avaient été fondées de véritables congrégations protestantes, travaillant à la propagation de la Réforme : à Douai jusqu'en 1566, il n'y a eu que des réformés, toujours isolés, peut-être protestants à leur insu et presque toujours arrêtés avant d'être tout entiers dans l'hérésie. Jamais il n'y a eu à Douai de véritable prédication évangélique². S'il a été prononcé quelques condamnations sévères, la plupart semblent n'avoir été que des avertissements infligés à des gens dont la conduite était seulement suspecte et que l'on prétendait ramener à une pratique plus exacte de leurs devoirs religieux. Enfin, à Louvain, les réformés étaient presque tous de bonne naissance ; à Douai, avant 1566, ce sont en général gens du commun peuple, dont l'exemple était peu redoutable.

Jusqu'au fameux procès du vice-curé de Saint-Pierre, Jehan Garcette, il n'est fait mention à Douai que de la condamnation d'un hérétique, « navieux de Saint-Amand », qui, en 1532, eut la tête tranchée sur le Marché³. On avait trouvé chez Garcette

1. V. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, lib. II, cap. IV, p. 256-260. « Ut initium sumam ab lege Christiana et doctrina Catholica semel suscepta, non vereor arbitrari, paucos in ea retinenda pares eis populos posse reperiri... Iis in urbibus et oppidis, neque publice conciones ab hæreticis unquam habitæ; neque has occultis conventibus celebrari sivere magistratus. Nihil ibidem contra mores Catholicos petulantius factum : nihil in Sanctorum imagines, piasque statuas designatum atrocius, adeo gubernator et senatores advigilabant. — V. aussi TH. LEURIDAN, *Essai sur l'histoire religieuse de la Flandre Wallonne* (*Mém. de la Soc. d'Emulation de Roubaix*, t. IV, p. 105-123).

2. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 521 et 522 A : « Nihil... Insulæ Duaci et Orciæ novatum, nusquam eorum ab hæreticis ad populum habiti sermones : etsi forsan aliqui erroribus infecti delitescerent. »

3. *Id.*, p. 498, Ç.-TAILLIAR, *Chroniques de Douai*, 1^{re} édition, 3^e partie, p. 12.

des livres « suspectez de lutherrye » ; il fut aussitôt arrêté et l'information contre lui fut faite par l'évêque de Salubrye, « inquisiteur de nostre sainte foy et suffragant d'Arras », et par l'official de la même ville ; on les « festoya » et le vicaire fut d'abord dégradé publiquement dans le cimetière de son église, puis remis aux mains des échevins qui le condamnèrent à être brûlé et « consumé en cendres sur le Marchié » de la ville de Douai (26 juillet 1538)¹. Le cas de Garcette était grave ; cette fois l'exemple venait de haut ; il fallait une répression énergique et les échevins n'hésitèrent pas à prononcer la peine capitale. Et cependant était-il véritablement coupable et ne fut-il pas plutôt victime d'une curiosité imprudente ? Il certifica, en mourant, sur « le chresme et baptême et sur sa part de paradis » qu'il avait toujours administré les sacrements « en la forme et manière que fait l'Église catholique et qu'elle entend les administrer ».

La même année, quelques « manans », convaincus de « lutherie », sont mis à l'examen, puis battus de verges dans les carrefours ; enfin après avoir eu la langue percée d'un fer chaud, ils sont bannis. Parmi eux se trouvent un jardinier, Loys Pinchon, un « saieteur », Jehan Turquet, un « parmentier », Pierre de la Planque, un « marissal », Jean du Pond². Bonne garde est faite contre les mauvais livres : ordre est donné « aux manans de apporter les livres de la Sainte Escripiture³ » et les livres « suspectez de lutherye » sont brûlés sur le Marché : d'autres sont seulement confisqués, avec défense de « les rendre à simples gens, pour crainte des inconveniens que sen polroient ensuir »⁴.

L'année 1538 semble avoir été particulièrement terrible pour les réformés à Douai : puis, pendant six ans, les registres de la ville ne signalent aucune condamnation. Le 5 juillet 1544, c'est Grardin Bacqler « josne filz à maryer », âgé de vingt-deux ans, né à Arras et non à Douai, qui « est condempné de estre mené, à laprez disner, sur ung hours au Mar-

1. *Arch. de Douai, Comptes du domaine*, CC, 257, f^{os} 93, 95, 111, 112, 175, 210. — TAILLIAR, *Chroniques de Douai*, t. II, p. 132-134.

2. *Arch. de Douai*, CC, 257, f^o 211, 214.

3. *Ibid.*, f^o 209.

4. *Ibid.*, CC, 258, f^o 139 et 221.

chiet de ladicte ville (Douai) et illecq avoir la teste tranchié, pour plusieurs parolles par luy profferees contre l'honneur de nostre mère Saincte Eglise et notre sainte foy catholique » ¹. En 1545, c'est Hector Remy, convaincu d'avoir « mal senti de la foy », tenu des propos hérétiques, etc., qui est décapité et peu de temps après, sa femme est enterrée vive ². Dans les années suivantes, les poursuites sont encore dirigées contre des gens de petit état « sentans mal de la foy », Jehenne de Bryenne, femme de « maistre Thomas Chevalier », fondateur de cloches, Pierre Fivet ou Fiefvet, cordier, et Hubert de Le Val « pottier de terre » : tous trois sont mis à la torture : les deux hommes fustigés de verges par les carrefours de la ville, ont la langue percée et sont bannis à perpétuité, et Jehenne de Brienne est « enfouye en la place du Barlet,.. comme attaincte de sexte lutérane ³. » A la même époque, procès de Martin Commelin, « marchant demeurant en ladicte ville... chargé de plusieurs cas sentans la sexte lutherane » ; mais ces cas étaient peu graves sans doute, puisque Commelin n'est condamné qu'à une amende et, malgré la condamnation, il menace avec ses amis les gens de la loi en « termes si haultains », que les échevins sont obligés d'adresser une requête à l'empereur pour qu'il intervienne contre le marchand Douaisien ⁴.

Dans la suite, quelques commissaires viennent encore « soy infformer et enquerre de aucunes personnes résidens en ceste ville, chargiez de avoir dict aucuns propos et actes sentans heresies, contre la sainte foy » ou « accusez de contraventions des placards de l'empereur » ; il y eut des arrestations, mais quelles furent les condamnations et même y eut-il des condamnations ? Les registres de la ville, si précis dans leurs détails, chaque fois qu'il s'agit de procès d'hérésie, sont tout à fait muets, de 1547 à 1558, sur l'issue de ces affaires et nous sommes assez porté à croire que les charges relevées contre les accusés ont été alors trop vagues pour amener une con-

1. *Archives de Douai*, CC. 262, f^{os} 126, 238, 244, 245. — *Chambre des Comptes*, Compte du bailliage, pour un an fini le 24 octobre 1544, f^o 2.

2. TAILLIAR, *Chroniques de Douai*, II, p. 139-141.

3. *Arch. de Douai*, CC, 265, f^o 203, 204, 205 et CC. 266 f^o 261-262. — *Compte du bailliage de Douai*, 1546, 24 juin et 1547, 24 octobre, f^o 9.

4. *Arch. de Douai*, CC, 265, f^o 118, 119, 123, 207.

damnation¹. Ce n'est que le 9 août 1559 qu'un habitant de Sin, près de Douai, Etienne Parochon, « de son stil pigneur de saiette » est condamné au bannissement « comme aiant esté grandement suspecté de la sexte de lutterie² ».

Après la création de l'Université de Douai, il y eut encore quelques procès pour hérésie. Mais, en 1563, il s'agit d'un « pauvre homme prisonnier » pour cause de religion, qui est reconnu « aliéné de sens³. » L'année suivante est brûlé sur le marché « Jan Cosse, dict Merle, pigneur de saiette » ; il avait été d'abord condamné à avoir la « teste trenchée... pour cause de homicide et sa vie dissolute et méchante ». Mais lorsqu'après sa condamnation, un cordelier voulut le confesser, Cosse refusa : « sur quoy les eschevins prindrent indice qu'il estoit mal sentant de la foy et ordonnance de l'Esglise. Aussitôt nouveau procès ; la première sentence « fut alterrée et muée en peine plus gresve » et Cosse fut brûlé vif⁴. La même année sont encore poursuivis « pour plusieurs propos erroneulx et hérétiques » un « peaucelier » Regnault Paté, deux « pigneurs de sayettes » dont l'un Blase le Doeulle est exécuté « par l'espee »⁵.

Telle était, d'après les registres de la ville, la situation religieuse de Douai au milieu du xvi^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où fut décidée la fondation d'une Université à Douai. Ce n'est qu'après l'érection de l'Université, de 1566 à 1578, qu'apparaît à Douai un parti de mécontents, parti religieux et politique, assez puissant en 1578 pour s'établir en maître dans la ville, avec l'appui du prince d'Orange.

A quelle occasion s'est-il révélé ? En 1566, le Magistrat réunit les états de la ville et prend, de concert avec eux, les mesures nécessaires « pour la défence, garde et tuition de

1. *Arch. de Douai*, CC. 265, f^o 115 v^o, CC, 267, f^o 239 v^o, CC, 268 f^o 125 v^o 130 et 226 v^o.

2. *Ibid.* *Chambre des Comptes*, Compte du bailliage de Douai, 1558-1559, f^o 6.

3. *Arch. de Douai*, CC, 281 f^o 181 v^o.

4. *Ibid.* CC, 282, f^{os} 145 et 189 et *Chambre des Comptes*. Compte du bailliage de Douai, f^o 2. *Chronique Douaisi une inédite*, publiée dans les *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, VIII, p. 58 et 59.

5. *Arch. de Douai*, CC. 282, f^{os} 116, 117 et *Chambre des Comptes*, Compte du bailliage de Douai, 1564-1565, f^o 3 v^o.

laditte ville » tout « comme en temps de guerre ». Puis le 19 octobre 1566, délibération qui impose un serment aux « S^{rs} chefs capitaines, centeniers », aux « cinquanteniers, dizeniers et aultres, pour avoir tant plus grande seureté et assurance de gens fidelz et feaulx à Dieu, au Roy et à la Ville faisans profession de mesme foy et religion catholique, apostolique et romaine »¹.

La formule de ce serment était :

« D'estre fidel à Dieu, au Roy et à la Ville.

« Vivre selonc l'anchienne, sainte, catholique, apostolique et romaine religion et comme, de tout temps, a publiquement et notoirement esté gardée et exercée en ceste ville de Douay.

« Ne loger, soustenir ou converser, ne hanter scientement en aucunes compaignies esquelles se traicterait chose prejudiciable a laditte religion, au Roy et à la Ville. Et s'ilz entendent quelque chose dire, traicter et trafiquer au contraire, ilz promettront en faire rapport à leur capitaine, gouverneur et eschevins de laditte ville, leurs juges, à peine d'estre chastiez comme fauteurs de sedicieux et ennemis de la patrie. Sy promettront de defendre laditte ville et tout le corps d'icelle, jusques à la mort, en chose concernant le service de Dieu et du Roy, pour le bien et repos publique de ceste ditte ville, conservation et deffense d'icelle et ce, si longtemps qu'ilz seront résidens en la ville et jurisdiction du gouvernement »².

Une centaine de gens refusèrent le serment, et cette minorité factieuse suffisait à menacer le repos de la ville. Les motifs de refus sont tous religieux et aucun ne vise la domination politique de l'Espagne. Les uns refusent complètement; ils sont au nombre de onze, qui résistent à toutes sollicitations ou menaces. D'autres font seulement quelques réserves, pour la plupart relatives au mot « Romaine »; ils ne prêtent le serment que « si avant que leur conscience n'y soit blessée ». D'autres enfin ne jurent qu'après avoir d'abord

1. *Arch. de Douai*, EE. 94. Nous devons la connaissance des pièces relatives à l'histoire de cette affaire à la gracieuse communication de M. Brassart, archiviste de la ville de Douai, qui prépare un travail sur le protestantisme à Douai, de 1566 à 1578.

2. *Arch. de Douai*, BB, 2 bis, layette — Anc. 19^e liasse du Cabinet.

refusé ou demandé un délai pour réfléchir et en quelque sorte par contrainte morale : c'étaient les plus nombreux : tel est « Jehan du Fay, bailliy de Fresnes », qui avait déclaré qu'il ne voulait « jurer de défendre le pape, ny les ecclesiastiques, ny les abus ; » tel est Hugues Villain, détailleur de drap, qui avait « allégué aucuns abus qui sont en légglise, si comme des questeves (quêtes) sur les imaiges et aultres, lesquelz il n'entendoit comprendre » ; tel est encore le chirurgien hollandais Pierre de le Pierre, qui répond « de prime face qu'il n'est délibéré faire ledict serment, par ce que l'homme est fragile » et lorsqu'il se décide à jurer, il ajoute encore « qu'il ne veult accuser personne, ores que iceulx feissent debvoir le suborner et gaster ». Un conseil tenu quelque temps après (18 mars 1566, v. st.) constatait qu'il y avait « apparente suspicion en aucuns de mal sentir de la foy et religion chrétienne, catholique et Romaine ». Et le texte de la délibération ajoute : « Et doubtant que encoires aultres bourgeois et manans en feissent refus absolu de prester ledit serment mesdicts S^{rs} les eschevins ont faict assembler cedict conseil, pour sur ce avoir advis et deliberer, scavoir si, en cas dudict refus, l'on debvra interdire et deffendre la ville aux refusans, comme suspectz et notez de religion contraire et aussi pertubateurs de republique, comme membres pourris, innutilz et a retrencher arriere des aultres, pour éviter qu'ilz ne infectent et gastent les aultres encoires sains et entiers. »

Cette délibération, et c'est le seul point que nous voulions constater ici, montre combien paraissait redoutable au Magistrat le parti d'opposition religieuse : beaucoup des opposants occupent de hautes fonctions et à côté de ceux qui ont eu assez d'indépendance ou de témérité pour déclarer leurs sentiments religieux se trouve sans doute une foule de gens plus prudents, que les circonstances décideront, et la populace que nous verrons en 1578 prête au pillage ; des corps de métier sont presque tout entiers suspects et en 1566 le nouveau gouverneur recommande au Magistrat de prendre « regard sur tous maistres et ouvriers de pigneurs et sayeteurs, signamment pour les forains quy se polraient assembler en la ville »¹.

1. Arch. de Douai, E E. 94.

On redoutait même certains corps armés, comme celui des arbalétriers de plaisance, dont bien des membres s'étaient montrés hésitants.

Peut-être quelques-uns des récalcitrants de 1566 étaient-ils, en 1560, parmi la « moins saine » partie du conseil que Jérôme de France, nous le verrons, hésitait à mettre au courant de ses démarches pour la fondation de l'Université et dont l'opposition ne se déclarait pas encore ouvertement.

Un grand nombre des individus compromis en 1566 figurent en 1578 parmi les chefs de la révolution qui chassera les jésuites et les Anglais de leurs collèges. Mais la réaction violente qui succédera à ce court triomphe, le bannissement rigoureux de tous les gens compromis exclura pour toujours le protestantisme de Douai.

Malgré les efforts de la propagande protestante, malgré le mouvement de 1578, malgré la Révolution française, il n'y avait pas à Douai un seul protestant en 1819 ; depuis, des pasteurs ont obtenu l'autorisation de célébrer leur culte dans une maison de la ville ; des éléments étrangers se sont mêlés à la population Douaisienne ; et cependant le chiffre des protestants ne s'élevait qu'à 42 en 1873, à 55 en 1878, à 110 en 1886 : c'est peu pour une population de 29.000 habitants ¹.

Admet-on à Bruxelles la création d'une seconde Université en pays de langue française ? La ville de Douai s'impose pour ainsi dire au choix du gouvernement de Bruxelles par son catholicisme et aussi par les progrès du protestantisme dans les pays voisins. En 1567, la duchesse de Parme classait encore Douai parmi les « bonnes villes », tandis qu'à côté Valenciennes et Tournai figuraient parmi les « mauvaises » ² ; aux enfants de ces villes s'ouvrira la nouvelle Université, qui les élèvera dans le catholicisme et nulle part l'action religieuse de l'Université de Douai ne pouvait s'étendre d'une façon plus directe et plus utile que sur Tournai et Valenciennes ? Les registres des Universités de Paris et d'Orléans nous ont montré combien le diocèse de Tournai et celui de Cambrai, auquel appartenait

1. *Notice sur les archives communales de Douai postérieures à 1790*, par J. LEPREUX, p. 52 et 53 et renseignements fournis par le bureau de l'état civil de la mairie de Douai.

2. GACHARD, *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. II, Appendice, p. 634, note 1.

Valenciennes, fournissaient d'étudiants à la grande Université française, et les nécessités commerciales des deux villes du Hainaut portaient les familles à envoyer leurs fils en France.

A Valenciennes, les bourgeois étaient alors libres et riches et les franchises de la ville étaient la condition de la prospérité de son commerce. Mais les relations commerciales avec les pays voisins et en particulier avec la France, l'affluence des marchands étrangers y propagèrent les doctrines nouvelles et les privilèges de la ville en favorisèrent les progrès. « La conversation que les marchans ont avec ceulx de Francfurt et en France y fait grand dommaige », disait Marguerite à Philippe II¹. « Il faut noter, écrit d'Oultreman, que comme il arrive bien souvent que de très belles-mères engendrent de très laids enfants, que la vérité engendre la haine, la familiarité le mespris, ainsi la franchise de ceste ville qui donne entrée aux debtors et aux homicides et attire toute sorte de marchans, y apporta l'hérésie qui n'y avoit jamais presque esté cognue aux siècles passés. Et ce à cause que les estrangers se firent bourgeois pour jouir plus assurément de ses privilèges, voire encore quelques uns grimpèrent aux charges publiques par le moyen desquelles ils ouvrirent les portes à l'hérésie ou la semèrent eux-mêmes. Aussi trouvera-t-on que, de dix qui ont été exécutez pour ce crime, les six pour le moins estoient estrangers. Combien que je ne vueille pas dire qu'aucuns autres bourgeois, à cause du commerce et trafic qu'ils avoient tant en France qu'en Allemagne n'y aient esté infectez, et au retour causé la contagion aux autres². »

C'est après le départ de Philippe II pour l'Espagne, que la Réforme, jusque-là prêchée et pratiquée en secret, se déclare ouvertement et les premières mesures ordonnées par la gouvernante pour la combattre, bien que postérieures d'une année ou deux à l'époque où Vendeville communiquait son mémoire à Viglius, montrent la situation religieuse de Valenciennes et d'une partie du Hainaut au moment où le gouvernement de Bruxelles reconnaît la nécessité de la création d'une Université à Douai. Une ordonnance du 23 décembre 1561, spécialement

1. *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, 18 oct. 1561, t. I, p 536.

2. Cité par CH. PAILLARD, *Histoire des troubles religieux de Valenciennes*, I, p. 26.

dirigée contre les réformés de Valenciennes, défend d'envoyer les enfants étudier dans les Universités ou dans les villes notoirement séparées de l'Église romaine et ordonne de rappeler ceux qui s'y trouveraient. Mais le Magistrat, renouvelé parmi les meilleurs, écrit Marguerite au roi, « combien que l'estoffe y est fort maigre ¹ », est peu disposé à seconder le gouvernement dans la répression : il réclame une désignation précise des lieux « deffendus et separez » en France, en Allemagne, en Angleterre et ailleurs, bien moins pour punir les parents qui n'obéiraient pas à l'ordonnance que « pour donner une règle de conduite aux marchands tant pour l'entrecours de la marchandise que pour leurs enfants, facteurs et entremetteurs, veu que cette ville est fondée en fait de négociation et facture de marchandise, laquelle se transporte en divers et loingtains pays ². » La prospérité commerciale de la ville ne passe-t-elle pas ici avant les intérêts de la foi ? Le Magistrat est bien obligé de prononcer des condamnations : mais si les calvinistes sont des bourgeois, il réclame pour eux le « privilège... de non pouvoir estre torturés ³. » Après la condamnation il retarde l'exécution de quatre mois jusqu'au jour où la régente envoie des ordres formels. Le roi s'impatiente : « Il me semble que ceulx de la Loy y sont allés bien flochement, écrit-il à sa sœur, et méritent d'estre destitués à l'exemple d'autres ⁴ » et c'est à Bruxelles que les sentences de mort sont rédigées pour être prononcées à Valenciennes.

A Tournai, l'hérésie a fait les mêmes progrès, la répression rencontre les mêmes résistances et l'échec du catholicisme est plus grave encore. On y aime peu le gouvernement espagnol, qui de son côté redoute l'attachement de Tournai à la France. « Certes, écrit Marguerite à Philippe II, il y a longtemps que Votre Majesté sait que ladicte ville est suspecte ⁵. » Dès 1527, on y exécutait comme luthérien un moine augustin ⁶. En 1554, un « méchant hérétique » ose, pendant la messe, arracher

1. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, 18 oct. 1561, t. I, p. 536.

2. PAILLARD, I, p. 41-48.

3. *Id.*, I, p. 91.

4. *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 263.

5. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, 18 octobre 1561, I, p. 536.

6. CHOTIN, *Histoire de Tournai*, t. XI, p. 121.

l'hostie consacrée des mains du prêtre pour la fouler aux pieds¹. Comme à Valenciennes, ce sont les marchands qui répandent l'hérésie : ils sont en grand nombre calvinistes et la richesse de la ville dépend d'eux ; ils n'emploient que des ouvriers calvinistes, n'achètent « point les ouvrages et marchandises des catholiques, qu'à plus vil pris, que celles des huguenots, ou ne les achètent point du tout². » A quoi servait de condamner les hérétiques à Tournai, s'ils « affectaient et cherchaient mourir publiquement pour vaine et folle gloire³, » s'ils « aymoient mieux en eschaffaux et places publiques estre martyrs du diable que de quitter leurs erreurs⁴ » ... « chantant en public tant que l'haleine leur duroit. » Ces supplices sont plutôt « chose de très mauvais exemple » et, pour empêcher le scandale, Philippe II va recommander « de mettre aux condamnés un baillon ou aultre chose dedans la bouche⁵. »

C'est surtout à partir de l'année 1561 que l'hérésie triompha à Tournai : les hérétiques ne tarderont pas à parcourir les rues au soir, par troupes de quatre à cinq cents, chantant à haute voix les psaumes traduits par Marot jusque devant la maison du vicariat de l'évêque de Tournai. Ils vont s'assembler en grand nombre dans les forêts voisines de la ville. Puis ils appellent un des propagateurs les plus influents du calvinisme, qui d'ailleurs finira par retourner au catholicisme, Mathieu de Lannoy : ce sont encore les marchands qui, après l'avoir entendu en France, le retiennent à Valenciennes et à Tournai et dans cette dernière ville il conseilla la résistance au magistrat qui combattait l'hérésie ; bientôt les calvinistes, maîtres de la ville, réussirent, au nom des intérêts commerciaux de Tournai, à éloigner la garnison que la duchesse de Parme prétendra envoyer pour les contenir ; puis ils saccageront les églises et en présence de ces excès et de menaces

1. A Tournai, on avait imaginé d'enterrer une femme hérétique dans un tonneau, avec la corde au cou, l'autre extrémité passée par un orifice, afin de l'étrangler à l'instant où le cercueil serait tout à fait enfoui (HENNE, IX, p. 35-36).

2. JEAN COUSIN, *Histoire de Tournay*, livre IV, ch. LV, p. 305.

3. PAILLARD, III, pièce 121.

4. JEAN COUSIN, *Op. cit.*, ch. LIII, p. 297.

5. *Corresp. de Philippe II*, lettre du 9 octobre 1562.

chaque jour plus violentes, les prêtres n'oseront plus « aller par les rues en leurs habits ordinaires, sinon en manteaux, quasi comme gens laïcs ¹ ».

La situation religieuse du Hainaut, les troubles de Valenciennes et de Tournai, la crainte d'une propagande plus active de l'hérésie, l'émigration continuelle de la jeunesse, trop voisine de la France pour ne pas se laisser attirer dans les plus célèbres de ses universités, tout venait appuyer auprès de Viglius les raisons développées dans le Mémoire de Vendeville en faveur de la création d'une université à Douai. Philippe II allait ordonner lui-même aux commissaires qu'il avait envoyés à Tournai et à Valenciennes pour le fait de la religion « de faire tous bons offices possibles à ce qu'il fut remédié au mal et que la chose ne tombast en plus grand danger ² » et l'un de ces remèdes pouvait être l'approbation du Mémoire de Vendeville.

Ainsi, trente ans après les premières démarches faites par la ville de Douai auprès de Charles-Quint, les circonstances favorisaient la création d'une université qu'elle n'avait pu d'abord obtenir. C'est le président Viglius lui-même qui annonce au conseiller pensionnaire assez surpris qu'il a sollicité du Saint-Siège une bulle d'érection et qui engage le magistrat à s'occuper de l'installation de la nouvelle Académie : l'initiative de ce nouveau projet n'appartient pas plus d'ailleurs au gouvernement de Bruxelles qu'à la ville de Douai. C'est Jean Vendeville, semble-t-il, qui a renouvelé auprès de Viglius, dans un Mémoire dont il nous reste l'analyse, l'idée de fonder une université à Douai. Il faut que des événements bien graves se soient passés dans les Pays-Bas depuis les premières démarches des Douaisiens pour qu'une telle proposition soit faite maintenant par un professeur de l'université de Louvain et approuvée par un gouvernement qui avait accueilli avec si peu d'empressement les requêtes de 1530. C'est qu'en effet on était alors préoccupé à Bruxelles des moyens de combattre l'hérésie qui, depuis plusieurs années, gagnait toutes les

1. JEAN COUSIN, *Op. cit.*, livre IV, ch. LV, p. 306-309. V. aussi *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, lettre à Philippe II, 18 octobre 1561, I, p. 536-537.

2. *Correspond. de Marguerite d'Autriche*, I, p. 552-553, note 1.

viles des Pays-Bas ; les doctrines protestantes venaient du dehors, apportées par les marchands et surtout par les jeunes gens qui les recevaient dans les universités étrangères ou dans les villes où ils allaient apprendre le commerce. Philippe II demandera bientôt à la gouvernante « de vouloir regarder si... l'on ne scauroit allendroict de la jeunesse, trouver d'ores en avant quelque moien qu'elle ne s'envoyast plus ainsi hors du pays et aux lieux infectez, pour apprendre le fait de leur trafficque, puisque l'on se peult si évidemment appercevoir de la contagion que en procede ¹ ». Que proposait Vendeville ? Retenir les étudiants par la création d'une Université de langue Française dans la Flandre Wallonne, à Douai, non seulement parce que les Douaisiens l'avaient demandée en 1530, mais surtout parce que la ville de Douai était une ville très catholique et parce que l'Université qu'y fonderait Philippe II pourrait combattre de plus près les progrès du protestantisme dans les provinces voisines. Dès 1559, l'Université de Douai est donc bien dans la pensée de ses fondateurs une Université d'intérêt catholique. Un des futurs collègues de Vendeville dans l'Université de Douai indiquera très nettement les des-
sins des fondateurs, lorsqu'il écrira au pape Grégoire XIII : « Hæc sola per Belgium Universitas, utpote idiomatis Gallici, catholicam juventutem a periculosioribus per exteris vel Universitatibus vel alias urbes nonnullas parum catholicas peregrinationibus retraxit ; juventute Regionum harum inferiorum gallicum idioma, cujus est perstudiosa, simul cum literis hic obiter addiscente ². »

1. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, Philippe II à la duchesse de Parme, 16 nov. 1561, I, p. 553.

2. BOETIUS EPO : *Antiquitatum ecclesiasticarum syntagmata V. Ad. Sanctissimum D. N. Gregorium XIII Pont. Max... Præfatio* (Oeuvres de Boetius, Epo, t. III).

CHAPITRE III

LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ

1^e LA BULLE D'ÉRECTION

L'érection de l'Université de Douai fut décidée la même année que la réorganisation des diocèses des Pays-Bas qui, projetée depuis quarante ans par Charles-Quint, avait toujours été retardée par l'opposition du clergé régulier et par « l'avarice » de la cour de Rome. « Jamais, écrivait Granvelle, on n'en finit à Rome lorsqu'il est question d'expédier quelque pièce ¹. » Les deux affaires, également destinées à réprimer l'hérésie dans les Pays-Bas, furent traitées ensemble auprès du Saint-Siège et, dans la correspondance du gouvernement, il est, nous le savons, peu de lettres relatives à la création de l'Université qui ne s'occupent pas en même temps de l'érection des évéchés. Cette double négociation fut confiée à l'un des plus savants docteurs de l'Université de Louvain et, si l'on compte parmi les fondateurs de l'Université tous ceux qui ont participé d'une façon quelconque à sa fondation, Sonnius mérite bien ce titre : il y avait peu de temps qu'elle était inaugurée lorsqu'il vint la visiter, pour ainsi dire comme son œuvre, avec l'évêque de Ruremonde, son voisin ². Sonnius était bien digne de diriger à Rome ces négociations : toute sa vie est mêlée à l'histoire de la réaction catholique. Il avait combattu la Réforme dans des conférences avec Mélanchthon, avec Mathias Flaccus Illyricus, au concile de Trente et, dans les sessions de 1545 et de 1551, il s'y était montré un des membres les plus éclairés de l'as-

1. Granvelle à Gonzalo Perez, 24 janvier 1561, et Granvelle à Philippe II, 12 juillet 1561, *Papiers d'État*, I, p. 329.

2. *Archives de Douai*, Comptes du Domaine, 1563-1564, CC, Reg. 282, f^o 107 v^o,

semblée : aujourd'hui encore on peut juger de sa science et de sa foi par les ouvrages qu'il a laissés ¹. Son zèle catholique fut apprécié du Pape qui lui conféra le titre de protonotaire romain et le succès de ses démarches auprès de la cour de Rome fut plus tard récompensé par Philippe II qui lui donna successivement les nouveaux évêchés de Bois-le-Duc et d'Anvers ².

Il fallait le consentement du Pape pour l'érection d'une Université catholique. Une Université avait toujours été considérée comme une institution ecclésiastique, soumise à l'approbation du pontife non moins qu'à celle du roi : elle dépendait de l'un et de l'autre par les exemptions canoniques et par les privilèges judiciaires ou financiers qu'ils lui octroyaient ; et lorsqu'une Université était dotée aux dépens des abbayes voisines, le Pape seul pouvait accorder la dotation. Ces concessions faisaient de l'Université un corps presque indépendant de la ville où elle était établie et vivant de sa propre vie. L'Université est une institution universelle où, nous le savons, se réunissent des étudiants de tous pays et le véritable chef de cette Université est le chef du monde catholique : il garantit la sécurité aux étudiants étrangers à une époque où les relations internationales sont encore imparfaites ; il promeut la pureté de l'enseignement dans des écoles où la théologie était proclamée la première des sciences et au milieu d'une société où la religion catholique était en butte à de vives attaques ³. Souvent même, nous l'avons vu, les papes n'avaient pas, dès l'origine, accordé à toutes les Universités l'enseignement de la théologie.

Le moment était-il bien choisi par Philippe II pour s'adresser au Saint-Siège ? Le Napolitain Paul IV n'aimait ni les Espagnols ni leur roi ⁴. Il avait failli être empoisonné par un de ses

1. V. la bibliographie de Sonnius dans DE RAM, *Francisci Sonnii ad Viglium Zuichemum epistolæ*, p. xxviii-xlvi, à la suite du t. XVI de la 1^{re} série du *Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*.

2. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 108 et 109 ; AUBERT LE MIRE, *Elogia Belgica*, p. 5 et 6.

3. DE RAM, *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, 1854, t. XXI, 1^{re} partie, p. 334-359.

4. NORES, *Guerra degli Spagnicoli contro papa Paolo IV : Archivio storico italiano*, t. XII, cité par M. George Duruy, *Le cardinal Carlo Carafa*, p. 21. Voir dans ce livre l'histoire des rapports de Paul IV et de Carlo Carafa avec Henri II et Philippe II.

domestiques, Espagnol de naissance. Déjà du temps de Charles-Quint, « il ne cessait, dit Nores, de mettre obstacle à tous les vœux de l'Empereur. Dans les congrégations et dans les consistoires, il l'appelait publiquement fauteur d'hérétiques et de schismatiques. Il parlait de lui et de ses actions sans aucun égard. Si cette liberté était vraiment ecclésiastique et digne d'un homme sincère ainsi que d'une grande âme, on ne pouvait cependant se défendre d'y soupçonner un peu de passion personnelle et de rancune ¹. » Son neveu, Carlo Carafa, aigrissait encore ses ressentiments ; il avait su amener le roi de France à rompre la trêve de Vaucelles, le Pape à combattre les Espagnols et Paul IV obéissait ici non seulement à ses vieilles rancunes de Napolitain, mais aussi à la politique de ses prédécesseurs, qui s'étaient toujours opposés dans la péninsule à la fondation d'un grand État naturellement préjudiciable à la puissance du Saint-Siège. La retraite du duc de Guise fut suivie d'une réconciliation apparente, favorisée par un changement de front du cardinal Carafa, qui se jeta dans l'alliance de Philippe II. Mais Paul IV en voulait toujours à son nouvel « ami, qui, disait-il, m'a tenu assiégé et qui cherchait mon âme ; » et, devant ses confidents, il ajoutait que les rois de France « avoient toujours été conservateurs et défenseurs de ce Saint-Siège, comme au contraire que le roi Philippe tenoit de race de le vouloir ruiner et confondre entièrement ². » Mais le Pape ne devait-il pas oublier ses ressentiments lorsque Philippe II lui demandait d'approuver des projets comme la création de nouveaux évêchés et d'une Université à Douai ?

Nous n'avons aucun détail sur les négociations engagées auprès du Saint-Siège pour l'érection de l'Université ³. La requête adressée au Pape nous est seule connue. En la rédigeant, le gouvernement avait sans doute sous les yeux le Mémoire de Vendeville et le rapport que fit Themsicke après sa visite à Douai en 1533 ⁴. Quels sont en effet les termes de cette requête ? Les Pays-Bas sont entourés et comme assiégés de tous côtés par des nations hérétiques et schismatiques, dont les

1. NORES, *Op. cit.*, t. XII, p. 8.

2. L'évêque d'Angoulême au roy, 11 juin 1558, RIBIER, II, 745.

3. Nous n'avons trouvé dans aucune des lettres de Sonnius sur l'érection des nouveaux évêchés une allusion aux négociations relatives à l'Université.

4. V. chap. I, p. 42.

embûches continuelles et les doctrines malsaines sont un grave danger pour la foi catholique et le salut des âmes; le remède le plus convenable dans un pays habité par une population aussi nombreuse serait d'ériger une nouvelle Université, à côté et sur le modèle de l'Université de Louvain; la ville de Douai, dans le diocèse d'Arras, conviendrait à cette institution par sa salubrité, par la fertilité de ses environs et l'abondance de ses ressources : c'est enfin pour la gloire de Dieu tout-puissant, pour l'exaltation de l'église militante, pour l'avancement des études et particulièrement de la théologie que le roi demande l'érection de l'Université de Douai ¹.

Le prévôt de Notre-Dame d'Arras, Jean Richebé, agent diplomatique de Philippe II à Rome, aida Sonnius à obtenir la bulle demandée au Saint-Siège et plus tard les échevins de Douai reconnurent son zèle en cette affaire. Fut-il appuyé par Carlo Carafa qui à ce moment ne cherchait qu'à servir à Rome son patron le roi d'Espagne? Rencontra-t-il les difficultés fiscales qui avaient si longtemps retardé la réorganisation ecclésiastique des Pays-Bas? On ne sait. Mais si la haine des Espagnols et de leur roi n'a pas étouffé chez l'irascible vieillard le sentiment des intérêts catholiques, Paul IV a du souscrire avec empressement à la requête de Philippe II. A qui en effet Sonnius vient-il demander d'instituer une Université pour combattre l'hérésie dans les Pays-Bas? A l'ancien fondateur de « l'Oratoire de l'amour divin » et de la Congrégation des Théatins, à l'ancien conseiller de Paul III qui, à son instigation, avait introduit à Rome un tribunal suprême de l'inquisition, avec mission de poursuivre l'hérésie dans le monde entier. Au concile de Trente, Paul IV avait puissamment encore travaillé au rétablissement du dogme catholique. Devenu Pape, son premier souci fut de raffermir l'ancienne foi. « Nous promettons, dit-il dans sa bulle d'avènement, et nous faisons serment de mettre un soin scrupuleux à ce que la réforme de l'Eglise Universelle et de la cour de Rome soit exécutée. » « Il ne laissa point passer un seul jour, comme il s'en vantait, sans publier une ordonnance concernant le rétablissement de l'Eglise dans toute sa pureté primitive. On reconnaît dans un grand nombre

1. Cette requête est reprise dans les *Litteræ Apostolicæ super institutione Universitatis Duacensis*; V. DUTHILLŒUL, *De l'Université de Douai*, p. 29-30.

de ses décrets les traits principaux des règlements auxquels le concile de Trente donna peu de temps après sa sanction¹. »

La création de nouveaux évêchés et l'érection d'une Université à Douai demandées par le gouvernement de Philippe II étaient bien conformes à l'esprit du concile de Trente, qui prétendait soumettre les États catholiques à une organisation ecclésiastique plus étroite et recommandait de former des prêtres plus dignes du sacerdoce par leur moralité et par leur science. L'Université de Douai devait être dans la pensée de ses fondateurs un vaste séminaire ouvert, et autour d'elle se sont bientôt groupés des collèges ou des séminaires particuliers, tels que les concevait le Concile.

C'est le 12 mai 1559 que Paul IV donna la bulle pour la création des nouveaux évêchés et deux mois et demi après, le 1^{er} août, le Bref pour la dotation de l'Université de Douai. C'était le premier acte officiel autorisant enfin la création de l'Université, réclamée par les Douaisiens près de trente années auparavant. Les termes de ce Bref répondaient bien au projet de Vendeville et à la requête du gouvernement de Philippe II. L'Université, y est-il dit, est destinée à « étendre et à faciliter l'étude des belles-lettres et en particulier l'étude de la religion » ; aussi, par un privilège que n'ont pas obtenu à l'origine toutes les Universités, formera-t-elle une Université complète, avec faculté de théologie. Pour une institution aussi utile à l'Église catholique, c'est l'Église catholique qui supportera les frais de fondation et d'entretien : le Pape, de concert avec Philippe II, charge son nonce en Espagne, Sauveur, évêque de Clusium, de « distraire, détacher et démembrer des plus riches abbayes voisines de Douai sans distinction telle partie de leurs fruits, rentes et revenus » qu'il jugera devoir « appliquer et approprier pour toujours à l'Université, à titre de dot et d'appointements des Chaires et des Docteurs qui les rempliront, ainsi que pour les autres besoins de cette Université ». Et il révoque en faveur de l'Université nouvelle tous les décrets ou privilèges apostoliques que les abbayes pourraient opposer au commissaire du Saint-Siège².

1. RANKE, *Histoire de la Papauté pendant les XVI^e et XVII^e siècles*, traduction Haiber, t. II, p. 91. V. sur Paul IV, tout le § IV du livre III, t. II, p. 59-94.

2. *Bref de Paul IV pour la dotation de l'Université de Douai*. V. DUTHIL-LEUL, p. 35-38.

Sonnus revint immédiatement auprès de Philippe II : il ne rapportait pas le bref de Paul IV qui devait être expédié plus tard ; mais il lui donna connaissance des « depesches de Sa Sainteté sur le fait des éveschiés nouvelles et de l'Université de Douai »¹. Le roi se préparait alors à s'embarquer pour l'Espagne : avant de partir, il désigne à Middelbourg des commissaires pour l'exécution du bref, afin « que toute cette affaire soit menée promptement » (21 août)². Ce sont Antoine Perrenot, évêque d'Arras, Viglius, président du conseil privé, et Filippi Nigri, chancelier de l'ordre de la Toison d'Or³. Ces trois commissaires étaient en même temps choisis pour l'exécution des bulles relatives aux nouveaux évêchés, avec les docteurs Sonnius et Curtius, curé de Saint-Pierre à Louvain : mais Philippe n'avait pu commettre ces deux docteurs à l'affaire de l'Université, « à cause de quelque serment qu'ilz avoient fait à l'Université de Louvain⁴ ; et peut-être en écartant Curtius, le gouvernement tenait-il à cacher à l'Université du Brabant l'organisation de l'Université de Douai. Deux jours après avoir signé ses lettres patentes, Philippe II fit porter par Sonnius à la duchesse de Parme les deux commissions, en la priant de recommander toute diligence aux commissaires ; et, au moment de mettre le pied sur le navire qui allait l'emporter loin des Pays-Bas, il faisait savoir à Granvelle et à sa sœur par un mot écrit de sa main quel prix il attachait à l'érection des nouveaux évêchés et de l'Université : « En tout cela vous me ferez beaucoup de plaisir, comme là-bas je vous l'ai dit, cela étant une chose si nécessaire pour le service de Dieu et la conservation de sa religion aux Pays-Bas⁵. »

Il fallait se hâter, comme le recommandait Philippe, pour prévenir les résistances, car on n'ignorait pas que la double nouvelle de l'érection des évêchés et de l'Université de Douai ne serait bien accueillie ni par les protestants menacés dans

1. Lettre de Philippe II à la duchesse de Parme, 23 août 1559, *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, I, p. 25.

2. « Ne hujusmodi negocia differantur ». *Lettres patentes données par Philippe II, roi d'Espagne, sur le bref de Paul IV*, DUTHILLŒUL, p. 39-41.

3. *Ibid.*

4. Lettre de Philippe II à la duchesse de Parme, 23 août 1559.

5. Philippe II à la duchesse de Parme, 23 août 1559. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, I, p. 27. et *Papiers d'État de Granvelle*. V. p. 641.

leur liberté religieuse, ni par l'aristocratie qui voyait dans la réorganisation ecclésiastique une atteinte à son indépendance politique, ni par les abbayes appelées à payer les frais de ces réformes, ni enfin par l'Université de Louvain dépouillée de son monopole. Tous les mécontents allaient s'en prendre au négociateur, à Sonnius : Philippe, qui le savait, voulut garantir contre l'hostilité générale un agent si utile et, en partant, il pria Marguerite dans le cas où « ledit docteur Sonnius aurait acquis quelque malveillance d'aucuns à l'occasion de sa sollicitation », de le protéger et de le tenir « es choses que luy pourront attoucher, en bonne et favorable recommandation »¹. Sonnius, revenu aux Pays-Bas en même temps que l'évêque de Clusium, ne fut pas, dès son retour, exposé à la malveillance des abbayes pour les contributions qu'on leur demandait en faveur de l'Université ; car le nonce y resta trop peu de temps pour s'entendre avec les abbés et il se contenta de confirmer le 7 octobre 1559 les commissions données par le roi à Granvelle, à Viglius et à Filippi Nigri².

La mort de Paul IV vint menacer d'un retard imprévu l'érection de l'Université. Le Pape mourut presque aussitôt après avoir donné son bref (18 août) et ce n'est que le 6 janvier suivant que son successeur, Pie IV, fit expédier les bulles. Le nouveau pontife était à bien des égards l'opposé de son prédécesseur : à un Napolitain de grande famille, ennemi de la maison d'Autriche, d'un caractère hautain et irascible succédait un pape d'origine milanaise, attaché aux Autrichiens par l'audacieuse fortune de son frère, un pape mondain et facile à tous. Mais Pie IV n'abandonna pas l'œuvre de réformation commencée par Paul IV et les dispositions favorables du nouveau Pape envers la maison d'Autriche facilitèrent les démarches de Richebé qui pressait à Rome l'expédition des bulles³. La création d'une nouvelle Université dans les Pays-Bas répondait bien d'ailleurs aux projets de certains conseillers du Pape. Philippe II savait par son ambassadeur auprès du Saint-Siège, François de Vargas, qu'un des prélats les plus écoutés de

1. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, I, p. 26.

2. V. *Recueil de pièces concernant l'Université de Douai* (Bibl. de Douai, 101 q).

3. Lettre de Philippe II à la duchesse de Parme du 26 février 1560, *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, I, p. 107.

Jules III, de Paul IV, de Pie IV, l'évêque de Zante, Commendon, témoin des maux de la religion dans les Pays-Bas, demandait qu'on défendît à tous les étudiants sujets du roi de sortir de ses États pour aller en France ou ailleurs s'infecter des nouvelles doctrines. Commendon proposait la création d'une Université à Deventer dans un pays nouvellement soumis à Philippe II, où ses ordonnances étaient mal exécutées et d'où récemment encore l'on avait expulsé un curé et un maître d'école, « lesquelz chascun respectivement faisoit son mieux pour corrompre les bourgeois et la jeunesse »¹.

C'est le 25 décembre que Pie IV fut élu et douze jours après, le 6 janvier 1560 les bulles étaient expédiées. Elles expriment nettement encore le caractère catholique de la nouvelle Université, en rappelant les termes de la requête de Philippe II et du bref de Paul IV sur la nécessité de développer les études pour conserver et même étendre la foi catholique. A l'Université de Douai il reconnaît tous les privilèges, dont jouissaient les Universités de Louvain, de Paris, de Bologne, de Padoue et autres, ou qui leur seront accordés dans la suite par le Pape ou par les princes, comme le droit de faire tous statuts et règlements qui ne seront pas contraires aux canons de l'Église pour son administration et pour le choix du Recteur, des maîtres, des docteurs, des lecteurs, des bedeaux et des autres suppôts. La bulle se termine par la confirmation du bref de Paul IV².

Elle n'arriva qu'assez tard au roi d'Espagne : Philippe II s'impatientait et le 26 février il invitait sa sœur à faire en son nom toute l'instance possible vers le Pape, « ung personnage tant propice », pour qu'il confirmât les nouveaux évêchés et l'Université de Douai : « J'ai la confiance, dit-il en terminant, que Sa Sainteté fera volontiers tout ce que luy demanderez »³. Marguerite répondit à son frère le 17 mars

1. L'ambassadeur François de Vargas au roi Philippe II, 9 nov. 1561, *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, VI, p. 412. — La duchesse de Parme à Philippe II, 18 oct. 1561, *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, I, p. 539, et Philippe II à la duchesse de Parme, 16 nov. 1561, p. 553.

2. DUTHILLŒUL, *De l'Université de Douai*, p. 29-33. — V. une traduction française du xvi^e siècle, *Arch. de Douai*, liasse 92, lay. 2.

3. Philippe II à la duchesse de Parme, 26 février 1559 (1560 n. st.). *Corr. de Marguerite d'Autriche*, I, p. 107.

qu'elle s'occupait de l'Université : elle allait s'entendre avec le Magistrat de Douai au sujet de la dotation de la nouvelle institution et le presser de faire, « endéans le temps prefix, les dilligences nécessaires » pour obtenir les bulles. Elle a même confiance que le roi dans les bonnes intentions de Pie IV : « Comme, ajoute-t-elle, je depesche présentement monmaistre d'hostel pour aller baiser les piedz de Sa Sainteté et luy congratuler son élection, et luy remercier la faveur qu'il lui a pleu me faire de par ung bref qu'il m'a escript, fort favorable et gracieulx, m'advertir de son élection; et comme Sa Sainteté, avant que de venir à ce degré, a esté avancé à la dignité de cardinal à ma poursuite, du duc et de mes beaux-frères¹, et que, estant en icelle dignité, il a toujours démontré recongnoistre l'obligation, je luy feray rencharge parmondict mais-tre d'hostel, pour veoir si, par ce moyen, l'on pourra obtenir quelque chose². »

Le roi, la gouvernante, leurs conseillers, le Pape sont donc, au début de l'année 1560, disposés à favoriser l'érection de l'Université de Douai. La ville ignore ces dispositions et pour la première fois le 17 mars 1560, il est enfin question dans la lettre de Marguerite de « communiquer avec ceulx de la ville ».

2° LE PROJET D'UNIVERSITÉ DANS LE CONSEIL DE LA VILLE DE DOUAI.

Avant le 17 mars 1560, il n'a été fait mention des requêtes du Magistrat ni dans les brefs ou les bulles des papes, ni dans les négociations avec le Saint-Siège ni dans la correspondance du gouvernement. On mit encore bien peu d'empressement à instruire les Douaisiens des démarches faites auprès de la cour de Rome et il fallut au mois de juillet la visite de Jérôme de France à Bruxelles pour que le président Viglius commu-

1. Le duc de Parme, Octave Farnèse, mari de la duchesse, et les frères du duc, les cardinaux Alexandre et Ranuce.

2. La duchesse de Parme à Philippe II, 17 mars 1559 (1560, n. st.). *Correspondance*, I, p. 145-146.

niquât au conseiller pensionnaire une affaire qui intéressait surtout la ville.

Mais en 1560 les Douaisiens désiraient-ils encore aussi vivement l'érection d'une Université ? Jérôme de France, rentré à Douai, ne savait pas comment serait accueillie la communication de Viglius. Aussi, avant d'en faire « particulier et léal rapport à Messieurs les eschevins », et de « leur discourir bien au loing et par le menu » sa conversation avec le président du conseil privé, consulte-t-il les personnes qu'il juge « pouvoir favoriser l'effect de chose sy sainte avecq récit et narration du bien que pouroit provenir à toute la républicque chrestienne et signement de lad^e ville de Douay » ¹. Les échevins paraissent d'abord assez indifférents aux ouvertures de Viglius : le gouvernement qui leur propose maintenant l'érection d'une Université est celui-là même qui leur impose le logement des troupes espagnoles et il se passe alors, écrit Marguerite à son frère, entre ces troupes et les habitants « aulcunes choses... de bien mauvaise digestion », qui à Douai « accroissent l'aigreur » ². Le roi lui-même n'y est pas à tous bien sympathique et lors de son entrée dans la ville en 1549, on avait paru assez étonné d'apprendre qu'il ne parlait pas d'autre langue que l'espagnol ³.

Jérôme de France retourne à Bruxelles, accompagné de l'échevin M^e Hugues Parisis : Viglius leur parle encore de l'Université ; à Douai nouveau rapport des députés sur la conversation du président ; même « nonchailence » du conseil. Peu de temps après, l'échevin Philippe Bauchet et le procureur général de la ville, Amé Wion, vont à Bruxelles pour tout autre chose que l'Université : Viglius revient encore une fois sur ses projets et, rentrés à Douai, l'échevin et le procureur font « semblable rapport ausdictz eschevins que dessus avoit esté fait par ledict conseiller premièrement et depuis conformément par ledit M^e Hugues » ⁴.

L'insistance de Viglius finit alors par triompher de l'indiffé-

1. JEROME DE FRANCE, p. 4 et 5. V. aussi le résumé de ces négociations dans BUZELIN, *Annal. Gallo Flandriæ*, lib. XI, p. 519.

2. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, 13 sept. 1560, I, p. 276. Voir plus haut, ch. II, p. 59, note 1.

3. TAILLIAR, *Chroniques de Douai*, II, p. 145.

4. JEROME DE FRANCE, p. 5.

rence ou du mauvais vouloir des échevins : ils se mirent à « penser davantage sur lad^e matière » et le conseil de la ville fut convoqué « pour sur ce adviser ce que seroit trouvé bon et expédient por le bien publicque et particulièrement de la ville ». Mais comme le conseil peut n'être pas tout entier favorable à l'érection de l'Université, Jérôme de France agit d'abord auprès de « la plus saine partie » ; c'est elle qui l'aidera à « favoriser la pieuse considération » du roi ¹ et à décider la moins « saine partie », c'est-à-dire vraisemblablement les échevins qui, au premier rapport du conseiller pensionnaire avaient opposé au le logement des troupes espagnoles et leur antipathie pour le gouvernement de Bruxelles ou la pauvreté de la ville ruinée par les « guerres continuelles, l'espace de trente ans entiers ». Peut-être enfin y avait-il sourde résistance chez quelques uns des hommes qui, en 1566, refuseront le serment de foi catholique, mais n'osent pas encore en 1560 déclarer leur opposition religieuse ².

Les échevins accueillirent les projets de Viglius, et Jérôme de France fut chargé de proposer en leur nom l'érection de l'Université dans l'assemblée des « estatx et conseil » de la ville convoquée pour le 6 novembre. Cette assemblée comprenait le corps des échevins en exercice, le conseil et l'arrière-conseil des échevins appartenant aux deux tours précédents, les officiers permanents, c'est-à-dire le conseiller pensionnaire, le procureur général et les greffiers, et, comme dans toutes les affaires importantes, avaient été convoqués les gens d'église, c'est-à-dire les députés des chapitres de Saint-Pierre et de Saint-Amé, les nobles et les bourgeois notables.

Jérôme de France nous a conservé le discours qu'il prononça devant cette assemblée : nous y retrouvons tous les arguments invoqués en faveur de l'érection de l'Université, moins un seul dont l'omission paraît surprenante chez un conseiller de la ville de Douai parlant devant des Douaisiens : il est muet sur les avantages que leur procurera l'Université, sur le concours de ces professeurs et de ces étudiants qui peupleront la ville « selon sa grandeur petitement peuplée ». L'intérêt de la religion, la sécurité des familles, les moyens d'assu-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 6.

2. V. plus haut, ch. II, p. 121 et suiv.

rer l'entretien de l'Université, tels sont les trois points du discours de Jérôme de France.

« Messieurs, dit-il, il n'y a celuy de ceste vénérable compaignie qui ne soyt par bruiet commun deuement certiore que Sa Maj. pour l'augmentation de la S^{te} foy et religion catholique extirpation des heresies pullulantes et le souverain bien de ceste ville de Douay seroit délibéré y eriger une Université ou estude generale, ayant ja ad ces fins au desceu du Sénat obtenu du S^t-Siège apostolicque faculté et auctorité de ce faire. Laquelle chose de quelle conséquence elle poeult estre et signament en temps sy vitié plusieurs de vous en ont parfaicte congnoissance et par ce que la considération de ceste emprinse concerne tout le corps de la ville et particulièrement chacun bourgeois d'icelle, Mess. les eschevins ont trouvé expédient faire ceste assemblée avecq mutuel advis et maturité de conseil prendre résolucion quelle soit à nous et a nostre postérité fructueuse. A raison de quoy chacun en pourra dire librement et faire jugement quy soit au bien de ceste republicque et tendre jeunesse de la patrie laquelle par faulte de bons précepteurs et escolles convient journellement envoyer es pais estranges dont revient la plupart contaminée et mal affectionnée non pas seulement à la religion, mais aussy à Sa Maj. et la patrie et à toutes choses saintes et sacrées. De quoy par tel dégât et contamination ne poeult à succession de temps provenir aultre chose que une perte irréparable de lad^e jeunesse et désolation de la foy catholique comme estant lad^e jeunesse l'espérance de toute la republicque future. Ou sy Université se erigeoit en ce lieu, chacun pourroit veoir à l'oieul et estre spectateur du fruit que feroyt son enfant en quoy son argent seroit employé et le temps et l'aige consumé. Et pour ces considérations samble à plusieurs que l'on ne doit oublier rien de ce quy puist servir à l'avance et heureux acheminement de ceste affaire et seconder en ce la sainte volonté de sad^e Majesté, laquelle ensamble tout son conseil nous faict espérer toute ayde et adresse convenable à la conduite et accomplissement de ceste emprinse et les prélatz voisins advertys de ce que dessus ont ja promis furnir liberalement et supportent les mises que conviendra fraier à l'érection de lad^e Université, il y a aussy plusieurs moïens que chacun pourra présentement et à l'advenir excogiter avecq apparence et espoir avec le temps de pouvoir

annexer aucunes prebendes tant de St-Amé comme de St-Pierre à lad^e Université future pour salarier les professeurs, le roy a sa maison vague et ruineuse ¹ sans utilité et profit de laquelle en faveur et advancement de chose sy sainte et pieuse en fera sans doute liberale donation comme il fera toutes autres choses lesquelles pourront donner confort à ceste emprinse et poursieulte ². »

Ce discours fut suivi d'un vote et l'assemblée déclara à l'unanimité que l'érection de l'Université était « utile, bonne et profitable », qu'il fallait la poursuivre à toute diligence; mais la pauvreté du trésor de la ville rend l'assemblée prudente : toujours assez défiante à l'égard d'un gouvernement peu populaire, elle refuse de prendre une décision définitive avant de « ressentir plus amplement l'intention de sad^e Majesté », et des députés sont envoyés auprès de la gouvernante et des trois commissaires Granvelle, Viglius et Nigri, « pour de tout estant certioyez lesditz sieurs adviser ce que de raison » ³. Les députés désignés furent Jacques de Bonmarchiet, chef de l'échevinage, Jérôme de France et Louis Pory, docteur *juris utriusque* et doyen de Saint-Amé. Ce dernier fut choisi à cause de ses relations avec Granvelle et « pour l'accès qu'il avoit vers le Reverendissime Mons. l'evesque d'Arras »; la ville le fit chercher et ramener à Arras avec ses serviteurs et ses bagages et, « attendu sa qualité », l'indemnisait généreusement de ses frais de voyage ⁴. Ils étaient accompagnés d'un messenger dont le nom revient souvent dans l'histoire de ces négociations et qui fut toujours sur la route de Douai à Bruxelles, Jean le Vent ⁵.

La conférence entre les députés de la ville et les commissaires du gouvernement eut lieu dans la maison de Viglius. Elle fut assez longue ⁶. Le conseiller pensionnaire commença par exposer l'objet de sa démarche : « Mes très honnrez sires, dit-il, sur ce qu'il a plu a Sa Maj. et voz seigneuries faire scavoir

1. Le château du Roi, où sera établi le collège du Roi. V. plus loin, 2^e partie

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 6-8.

3. *Id.*, p. 9.

4. *Arch. de Douai*, CC, 278, f^o 211 v^o et CC, 279, f^o 118 v^o.

5. *Ibid.* CC, 279, f^o 118 recto.

6. JÉRÔME DE FRANCE, p. 9-10; BUZELIN : « De modo ea promovendi ac conficiendi multis horis agitant. » (*Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 522.)

au sénat de la ville de Douay que Sa Maj. désiroit non obstant tous anciens débatz et contredictz de ceulx de Louvain créer et establir illecq une Université ou estude universelle pour estre un refuge salulaire de bon scavoir et doctrine et destourner le degast de la flexible jeunesse de ces pais par ceste dangereuse conversation et hantize es pays voisins et universitez dont revient le plus souvent contaminée, l'on auroit mis la chose en deliberation des estatx et conseil de la ville et conjointement trouvé par advis mutuel et concurrence d'opinion et sentence de tous les principaulx de lad^e ville l'intention de Sad^e Majesté et la vostre estre fort bonne, louable, pieuse et profictable tant pour la généralité de la République du pays que particulière de lad^e ville. A raison de quoy en nom de lad^e ville remerchions très humblement Sad^e Majesté et vosd^e seigneuries, fauteurs singuliers de chose sy saincte et fructueuse. Pour à laquelle donner succès, accroissement et parfaict accomplissement ledict Sénat est délibéré et résolu rien obmettre et espargnier de ce quy est en son possible pouvoir. Mais les longues et continuelles guerres dont est grandement affligée lad^e ville nous ont osté toute faculté et moiens, nous laissans seulement la bonne volonté de bons et leaux subjectz, Quy cause de nous retirer vers vos seigneuries pour entendre en premier lieu ce que auroit par Sa Maj^e esté obtenu en la cort de Rome ensamble cognoistre le pied et moiens pour fructueusement diriger et effectuer lad^e chose, quelle ayde assistance advancement que libéralement voudroit conférer Sad^e Maj. adfin que joindans les forces et moiens ensamble l'on puisse faire chose quelle soit à l'honneur de Dieu de Sa Maj. le bien et utilité publique de cesdits pays. ¹ »

C'est Granvelle qui répondit : il confirma tout ce qu'avait dit Viglius et particulièrement les négociations entamées « au desceu desdits de Douay » auprès du Saint-Siège : restait à faire expédier de Rome les bulles *sub plumbo* dans le délai de deux années et la date extrême était fixée au mois de juillet 1561 : l'expédition devait se faire aux dépens de la ville « sans limitation du prix quelles cousteroient ». Puis « procédaus oultre au faict et ouverture de la matière », Granvelle

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 10 et 11.

indiqua aux députés les conditions exigées de la ville pour l'érection de l'Université. Elles étaient au nombre de quatre : 1^o Exemption pour les cleres et les étudiants de tout impôt sur le vin et la bière comme à Louvain; — 2^o Renonciation des échevins à toute juridiction sur l'Université, renonciation confirmée par « lettres expresses » adressées au roi; — 3^o Paiement d'une somme de trois mille florins de rente annuelle pour salarier les professeurs et les lecteurs ordinaires et indication des moyens de se procurer cette somme « avecq la moindre foulle du peuple adfin de rendre lad^e Université par l'assurance de certain fondament stable et perpétuelle »; — 4^o Obligation pour la ville de fourer dans le plus bref délai et à perpétuité salles avec sièges, banes, pupitres « et aultres choses requises et nécessaires... pour faire lecture, disputations, actes publiques en chascune faculté », sans toucher aux chapelles, aux hôpitaux, ou aux maisons des Cordeliers et des Jacobins. Les Douaisiens, ajoute Granvelle, accorderont facilement cette dernière condition, car elle repond aux propositions qu'ils avaient faites eux-mêmes autrefois et il lit aux députés la requête adressée en 1530 à l'Empereur et qui se terminait par ces mots : « En baillant par lesdits suppliantz les places maisons et lieux convenables pour les colleges, pédagogies et aultrement que leur sera nécessaire d'avoir pour leur demeure et résidence, et en stipendiant les docteurs de gaiges compectens et aultres officiers qu'il conviendra avoir pour régir et gouverner lad^e Université ¹. »

Mais combien depuis trente ans la situation a changé ! Ce sont maintenant les députés Douaisiens qui réclament aide et assistance du roi et les commissaires de Philippe II répondent en leur opposant « l'indigence et pauvreté présente ». Que la ville déclare cependant ce qu'elle veut et peut « résolument faire et avancer pour effectuer lad^e chose », on en avertira le roi qui est en Espagne et, de son côté, il accordera sans doute la maison de Douai « et toute aultre chose que pourroient donner ayde et confort ».

Granvelle renvoya les députés « rempliz et enfliez de promesse et d'espérance » et, après leur avoir fait cette dernière recommandation : ayez soin de « conduire la chose le plus

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 12-15.

modestement que faire se pourra », car il faut craindre « de rechef quelque retardement de ceulx de Louvaing par suscitation des Estatz de Brabant favorisant la rompture par ne vouloir accorder les aydes et subsides requis par Sa Maj^e. à raison du détriment et diminution quy se pourroit ensuivre par lad^e nouvelle erection de lad^e Université ¹. »

3° L'OPPOSITION DES ÉTATS DU BRABANT ET DU PRINCE D'ORANGE.

Sous Philippe II, les États du Brabant allaient appuyer en effet l'opposition de Louvain pour défendre le monopole de leur Université ². Depuis qu'elle était aux Pays-Bas, la duchesse de Parme ne cessait de se plaindre de l'hostilité systématique de ces États, qui avait éclaté même en présence du roi ³. Après le départ de Philippe, la résistance devient plus vive encore et en particulier dans la question de l'aide extraordinaire demandée par le gouvernement pour licencier les troupes allemandes. Louvain surtout se distingue par une opposition qui engage fort peu le conseil privé à tenir compte des remontrances qu'a faites autrefois le Magistrat à la requête des Douaisiens. ⁴ « Ceulx de Louvain, écrit Marguerite, respondent assez deshontement ⁵... Non seulement ilz n'accordoyent riens du tout, mais encores avoient tenu propoz aux estatz qu'eussent peu mal édifier prelatz et nobles et encores les villes...

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 9.

2. « Ferre id ægre Brabantini. » (VANDER HAER, *De initiis tumultuum Belgicorum*, p. 128.) « Sed non levis postea difficultas exorta est... cum Brabantini sese opposerent : diuque hoc negotium protractum priusquam perageretur. Brabantinis gravissimum videbatur ab Rege et viris, quos enumeravimus, de constituenda Duaci Universitate studiorum insciis sese agitatum et conclusum fuisse. (BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 520, A.)

3. « Vostredicte Majesté trouvera cecy moins estrange, puisqu'elle sçait comme l'on en estoit en sa présence mesme. » La duchesse de Parme à Philippe II, 8 déc 1559. *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, I, p. 55.

4. *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, I, p. 2, 33, 34, 127, 129, 248, 382, 452, 453.

5. *Id.*, p. 187-188, lettre du 12 mai 1560.

Sur quoy l'on leur a donné la reprehension telle qu'il convient ¹. » Ce sont encore les Etats du Brabant qui se montreront le plus contraires à l'érection des évêchés ².

En 1560, la duchesse de Parme comptait encore sur l'heureuse intervention de Guillaume d'Orange dans les États du Brabant ³. Et cependant chercherait-il à leur faire accepter la création de l'Université de Douai ⁴? Les correspondances de Philippe II, de Granvelle ou de Marguerite ne se plaignent nulle part de l'opposition du prince à l'érection de l'Université et même il sera représenté, le 5 octobre 1562, à l'inauguration solennelle des cours ⁵. Mais il est bien certain, malgré cette représentation tout officielle, que le prince était très défavorable à la nouvelle institution. Et ne savons-nous pas qu'il réclamera pour les jeunes Flamands, qu'on prétendait retenir dans les Universités de Louvain ou de Douai, le droit d'aller étudier dans les Universités françaises ⁶? A la fin de 1564, Viglius écrira à Granvelle : « Noz seigneurs et mesme Mons^r

1. *Corr. de Marguerite d'Autriche*, p. 248, lettre du 9 août 1560.

2. GACHARD, *Précis de la Corresp. de Philippe II*, t. I, p. 241. La duchesse de Parme écrira au Roi le 13 mars 1563 : « La plus grande difficulté vient toujours de ceux du Brabant. »

3. « La présence du prince d'Oranges a esté icy nécessaire à cest affaire et aux aultres que l'on a eu à négocier avecq lesdicts estatz de Brabant. » *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, I, p. 127.

4. « Ferre id ægre Brabantini, omnium ægerrime Orangius, quod et sese inconsulto res tanta susciperetur et hoc novum Papatus seminarium constitui urbe limitanea non oportere arbitraretur. » (VANDER HAER, *De initiiis tumultuum Belgicorum*, p. 128.) — « Multorum animos adversus hoc institutum inflammabat Auræicus princeps, qui jam de catholica religione haud recte sentiebat et in eam Regemque multa occulte moliebat : quod facile perspiceret statutam in catholico admodum oppido Academiam suis conatibus non leviter obfuturam. (BUZELIN. *Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 520, A.) — « L'enfer et ses supposts en frémièrent deux ans : ce nonobstant, la vertu du ciel surmonta le tout. » (P. MARTIN L'HERMITE, p. 590-591.) — « Dont les Brabantins et le prince d'Orange furent indignés... » (G. CHAPPUIS, *Hist. générale de la guerre de Flandre*, Paris, 1614, I, p. 26.) — « Le prince d'Orange forma de si fortes oppositions à cet établissement que la Cour d'Espagne en conçut de violents soupçons contre sa religion. » (GREGORIO LETI, *La Vie de Philippe II, roi d'Espagne*, traduite de l'Italien, Amsterdam, 1734, t. II, p. 441-442.)

5. « Pour nœufs lotz de vin présentez à Mons. de Boucau, lieutenant de Mons. le prince d'Aurenge venu en ceste ville, etc. » (*Arch. de Douai*, CC 280, f° 108 et 109.)

6. Morillon à Granvelle, 28 mai 1568. *Corr. de Granvelle*, III, p. 233.

d'Egmonde ne savent trouver bon d'avoir mis ceste Université en une ville frontière; et si le roy luy donne le gouvernement de Lille, elle aura à souffrir¹. »

Il n'était déjà plus assez attaché au catholicisme pour applaudir à une œuvre de réaction catholique. Faut-il rappeler que la création de l'Université et la réorganisation ecclésiastique des Pays-Bas étaient comprises dans un même plan de contre-réformation religieuse et devaient rencontrer la même opposition? Ce que nous savons de la résistance du prince à l'érection des évêchés confirme les témoignages de Vander Haer, de Buzelin, de Chappuis et de Gregorio Leti et ses sentiments religieux vers 1561 nous laissent supposer, malgré le silence des documents contemporains, que l'opposition dirigée contre les nouveaux sièges atteignait en même temps l'Université.

Granvelle qui savait combien l'assistance du prince serait utile pour la fondation des évêchés avait d'abord engagé Philippe II à lui écrire « de sa main... pour le disposer en faveur du nouvel établissement » et lui répondre « ses saintes intentions.... Tout ce qu'il fera dans cette occasion sera d'un très grand poids, car ses clients sont nombreux et ce qui se dit à sa table produit souvent une vive impression sur ses auditeurs². » (25 janvier 1561.) Mais moins de trois mois après, il est obligé de confesser son erreur sur les dispositions du prince, et sans nommer³ personne, il l'accuse d'avoir rédigé avec le comte d'Egmont une supplique contre les évêchés, et de vouloir la faire signer dans les monastères. C'est encore le prince qui désigne, à l'insu de la duchesse de Parme, le député chargé, au nom des états du Brabant, de protester auprès de Philippe II contre

1. *Papiers d'État de Granvelle*, VIII, p. 529. « Mesme le prince d'Orange dit qu'il ne falloir point mettre de séminaire papistique ès villes frontières. » (METEREN, Histoire des Pays-Bas, f° 28.)

2. L'évêque d'Arras à Philippe II, 25 janvier 1561. *Papiers d'État du cardinal de Granvelle* VI, p. 261. « Ces Messieurs, disait Granvelle en parlant des évêchés comme Vander Haer à propos de l'Université (sese inconsulto), ajoutaient qu'une mesure de cette importance aurait dû leur être communiquée au préalable. » *Ibid.*, p. 260 et 261. Il disait encore quelque temps après : « Ils se sont proposé en cela... de faire entendre à Votre Majesté qu'elle ne doit traiter qu'avec leur agrément des choses de pareille importance. » *Ibid.*, p. 308.

3. *Ibid.*, 11 avril 1561, VI, p. 308.

l'érection des nouveaux sièges ¹; et lorsque Granvelle veut arrêter la circulation des protestations, il reconnaît son impuissance : quelques-uns de ceux qui devraient nous aider, écrit-il, sont tout disposés à tourner la chose en ridicule ². Le prince n'est certes pas plus favorable à l'érection de l'Université qu'à celle des évêchés : que les députés de Louvain réclament, dans les États du Brabant, contre la nouvelle Académie ; ce n'est pas lui qui fera taire leurs réclamations.

Est-il donc à ce moment déjà secrètement dévoué aux protestants ? Les contradictions des contemporains sur les sentiments religieux du prince d'Orange s'expliquent assez par les contradictions et l'ambiguïté de sa conduite : comme on l'a bien montré, il s'attachait « à modérer la réaction en s'efforçant de ne point sortir des voies légales, mais en favorisant sous main les nobles qui méditaient des entreprises plus énergiques » ³. A peu près en même temps, Granvelle écrit : « Je ne puis affirmer qu'il soit gâté sous le rapport de la religion, n'ayant rien entendu dire sur son compte qui puisse motiver un jugement semblable ⁴, » et « je ne sais ce qui se passe dans l'âme de ces seigneurs ⁵; » ou encore : « Le prince d'Orange est un homme dangereux, fin, rusé, tantôt catholique, tantôt calviniste ou luthérien, capable d'entreprendre sourdement tout ce qu'une vaste ambition ou une extrême jalousie peuvent inspirer ⁶. » Faut-il rappeler le mariage du prince avec la fille du duc Maurice de Saxe et sa réponse à la duchesse de Parme à propos des difficultés que soulevait la religion de sa femme ? « Sa Majesté Impériale qu'a tousjours monsté austain de zèle en la religion que Vostredicte Majesté (Philippe II) pourroit faire ne treuva mauvais ny fit demonstration quant aultres ses subgettz ont prins filles de gens desvoyez de la foy ⁷. » Faut-il rappeler encore qu'à Dresde il assistait au prêche et peut-être aussi à

1. *Papiers d'État de Granvelle*, 15 décembre 1561, VI, p. 463-465.

2. *Ibid.*, 12 mars 1562, VI, p. 529.

3. TH. JUSTE. *Les Pays-Bas sous Philippe II*, 1565-1567, p. 281 et 347.

4. *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, VI, p. 551.

5. GACHARD, *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. I. p. 199-200.

6. *Mémoires de Granvelle*, t. II, p. 53.

7. La duchesse de Parme à Philippe II, *Correspondance*, I, p. 161, 17 mars 1560. V. aussi *Papiers d'État du cardinal de Granvelle*, VI, p. 288, 551, 580, et Gachard, *Précis de la Correspondance de Philippe II*, I, p. 208.

l'assemblée secrète de Naumbourg (janvier 1561), dans laquelle les délégués des princes allemands raffermirent la confession d'Augsbourg modifiée par plusieurs docteurs¹? L'Université de Douai ne sera pas érigée depuis six mois que l'évêque d'Aquila écrira de Londres à Granvelle : Les réfugiés Flamands sont en relation avec les Pays-Bas, le mouvement doit éclater avant Pâques et l'on croit qu'un grand personnage y est mêlé et que ce personnage ne peut être que le prince d'Orange, que Bedford appelle un frère².

Mais pourquoi ne pas demander au prince d'Orange lui-même quels étaient alors ses sentiments religieux? « Ils disent, écrivait-il en 1580, dès que le roi eust tourné le pied de ces pais bas que j'ai par sinistres praticques, trames et astuces tenté de gagner les volonteze des Malcontents chargez de debtes, hayneus de la justice, studieux de nouveaultez et sur tout ceus qui estoient suspects de la religion... Quant à ceus qui avoient la cognoissance de la Religion, je confesse que je ne les ai jamais haïs. Car puisque dès le berceau j'y avoie esté nourri, Monsieur mon Père y avoit vescu, y estoit mort, aiant chassé de ses seigneuries les abus de l'Église, qui est-ce qui trouvera estrange si ceste doctrine estoit tellement engravée en mon cœur et y avoit jecté telles racines qu'en son temps elle est venue à apporter ses fruits?... J'ai grande occasion de remercier Dieu... si davantage que jamais ne m'ont pleu ces cruelles exécutions de feux, de glaive, de submersions qui estoient pour lors trop ordinaires à l'endroit de ceus de la religion³. »

Granvelle recommandait aux députés de Douai de « conduire la chose le plus modestement que faire se pourra » pour prévenir l'opposition des États du Brabant et du prince d'Orange dont il ne voulait pas tenir compte et pour ne pas

1. Marguerite de Parme à Philippe II, 6 février 1561, *Corresp. de Marguerite d'Autriche* I, p. 404 et 12 avril 1561, I, p. 456 et 457. Dans les derniers jours de décembre, le prince se trouvait certainement à une quinzaine de lieues de Naumbourg. (GROEN VAN PRINSTERER, I, p. 67.)

2. Lettre d'Aquila au cardinal de Granvelle, Londres, 18 mars 1563. *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II*, t. III, p. 272.

3. *Apologie ou défense de très illustre prince Guillaume, contre le ban publié par le roi d'Espagne, 1580*, p. 48-49.

avoir à mécontenter les docteurs de Louvain, « hommes d'une foi pure, très instruits et de la vie la plus exemplaire et qui, si, ce qu'à Dieu ne plaise, ils venaient à se séparer de nous, écrivait-il, pourraient causer de grands maux à l'Église¹. » Il avait besoin de l'Université de Louvain pour faire accepter les nouveaux évêchés et faire déclarer par les Facultés de théologie et des deux droits que l'institution de trois archevêchés avec leurs suffragants respectifs et l'union des abbayes et prévôtés avec les nouveaux évêchés étaient conformes aux canons de l'Église, qu'elles n'atteignaient pas les privilèges des monastères, et que l'incorporation faite par le Pape à la demande du roi n'était pas contraire à la joyeuse entrée jurée par Philippe II comme duc de Brabant².

4° NÉGOCIATIONS ENTRE LA VILLE ET LE GOUVERNEMENT

Jérôme de France et ses collègues revinrent à Douai après un voyage de trente jours; ils y rapportèrent la copie de la bulle de Paul IV et lorsqu'on sut la « bonne volonté » du roi et de ses commissaires, « l'on entra en plus grande délibération savoir si l'on voudroit et pouroit furnir et satisfaire » à toutes les conditions indiquées par Granvelle.³ Dès lors à Douai cesse à peu près toute opposition et l'on croirait assister aux conseils de 1531 ou de 1532. Les députés firent leur rapport

1. Le cardinal de Granvelle à Philippe II, 18 oct. 1561. *Papiers d'État*, I, p. 391.

2. MIRÆUS, t. III, p. 472-477. *Judicium Doctorum utriusque juris in Academia Lovaniensi in favorem erectionis novorum episcopatum in Belgio, et judicium Facultatis theologiæ Lovaniensis pro erectione XIV novorum episcopatum in Belgio, proque unione variarum abbatiarum, etc.* Ces déclarations sont du 4 juin 1562. — La joyeuse entrée portait que « le souverain ne donnerait en aucune manière, ne ferait ou laisserait donner en commende aucune abbaye, prélatures ni dignités de Brabant », mais, disaient les déclarations, la commende est une simple procuration révocable et le pape, en unissant le monastère à la dignité épiscopale, a donné à l'évêque l'administration perpétuelle de l'abbaye et de ses revenus.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 16-23. — *Arch. de Douai*, CC, 279, fo 119 r°.

dans la séance du 6 janvier 1561 : on décida de lever les bulles de la cour de Rome dans le délai fixé et, pour trouver les trois mille florins exigés, d'assembler les états de la ville ¹.

Ces états se réunirent le 24 février : y assistaient, comme en novembre, outre les échevins et six hommes, les gens d'église, les gentilshommes et les bourgeois : il fut résolu, à l'unanimité, de lever les bulles et de faire offre convenable à Sa Majesté ². Mais avant de porter ces résolutions à Bruxelles, la ville envoya le chef des échevins Jacques de Bonmarchiet, Jérôme de France, etc. demander aux abbés voisins pour quelle somme ils pourraient contribuer volontairement à l'érection et à l'entretien de l'Université : malheureusement les abbayes étaient ruinées par les guerres et elles savaient déjà qu'on leur demanderait de doter les nouveaux évêchés : les abbés promirent des sommes insignifiantes ou même répondirent par un refus aux députés Douaisiens ³. Les échevins ne s'émurent pas de l'échec de ces démarches; ils savaient par la bulle de Paul IV que la dote de l'Université serait constituée sur les revenus des abbayes et que les commissaires désignés pour faire l'enquête sur les biens et fruits des abbayes étaient Granvelle, Viglius et Filippi Nigri. Ils rédigèrent le 21 mars la résolution suivante :

« Les eschevins et conseil de la ville de Douay pour témoignage de l'affection singulière et en considération du grand bien que pourra redonder à la republique universelle de l'Université que prétend eriger Sa Majesté en la grande ville de Douai offrent :

En premier lieu furnir les mises que conviendra payer pour les bulles de Sa Sainteté, priant très humblement qu'il plaise à Sadicte Majesté conduire le tout en son nom.

Item offrent accommoder les lieux et places plus requises et nécessaires pour les Facultes que seront jugiés estre les plus convenables à ce commencement pour le bien publicque et facile augmentation de ladicte Université.

Item ont promis de furnir annuellement à prendre sur le corps de lad^e ville la somme de quinze cens florins caro-

1. *Arch. de Douai*, BB, 2, f^o 128 r^o et v^o.

2. *Ibid.*, f^o 129 r^o et v^o. — JÉRÔME DE FRANCE, p. 25 et 26.

3, JÉRÔME DE FRANCE, p. 26 et 27.

lus pour satisfaire aux salaires des professeurs et docteurs illec évoqués.

Samblablement offrent renonchier à la jurisdiction qui leur pourroit compecter et appartenir sur Recteur, professeurs, suppotz et estudians et remettre la judicature et coercion au Recteur à la forme et manière des autres Universitez, saul que lon pourra adviser aucuns points et articles pour le bien et conservation du pays et de la ville enviée de l'ennemi et assez voisine des frontières où naura ledit Recteur jurisdiction et cognoissance sur les estudians delincquans et transgressans les loix et ordonnances à cest effect constitués comme sur le fait du guet de nuit et jour.

Item offrent lesdits de Douay donner aux estudians sy avant que leur touche et concerne exemption de biere et vin, moyennant qu'il plaise à Sa Majesté en ce s'accommoder ¹. »

Ces propositions furent immédiatement portées à Bruxelles par M^e Augustin de Saint-Vaast, licencié es lois, échevin, et par Jérôme de France, accompagnés de Jean le Vent. Leur voyage fut de sept semaines et la durée de ces voyages à Bruxelles s'explique très vraisemblablement par la difficulté d'obtenir audience des commissaires du roi. lorsque les relations personnelles des députés ne leur donnaient pas immédiatement accès auprès d'eux ². Ils exposèrent aux commissaires les offres des Douaisiens et insistèrent pour que Philippe II fit expédier les bulles en son nom « ce que se feroit et avec moindre frais et plus facilement ». Ils réclamèrent encore l'aide pécuniaire du roi, car il ne faut pas, ajoutèrent-ils, « prendre pied ny esgard » à l'offre faite en 1530 d'ériger l'Université « sans la despence et moleste de Sa Majesté » ; alors on requérait seulement « l'accord, consentement et auctorité de ce faire » ; car la ville était riche ; aujourd'hui elle est pauvre : elle a dû supporter « de grandes excessives mises » pendant les guerres et achever les fortifications pour sa défense et pour celle du pays ³.

La ville de Douai n'avait souffert qu'indirectement de la guerre ; jamais les ennemis ne s'en étaient emparés et, comme

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 27-29. — *Arch. de Douai*, lay. 92.

2. *Arch. de Douai*, CC, 279, f^o 119 r^o.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 29-31.

en 1532, les échevins pouvaient encore déclarer leur ville à l'abri des coups de l'ennemi : en 1536, Coligny avait en vain essayé d'entrer à Douai la nuit de la fête des Rois : il espérait qu'après les réjouissances de la journée, la ville serait facile à surprendre : des paysans vinrent donner l'alarme aux hommes du guet et les Français s'éloignèrent¹. Mais les ravages de la guerre, les courses des armées étrangères dans les régions voisines, des alarmes continuelles, les « martyres, foules et oppressions »² ruinaient les marchands et entravaient surtout le commerce des grains qui avait à Douai un de ses marchés principaux : et ainsi les revenus de la ville diminuaient au moment où les dépenses de la guerre exigeaient « journellement de grans et excessifs deniers ».

Il fallut d'abord faire des travaux assez coûteux aux fortifications, attendu « que la ville est située sur frontière, de grand circuyt, garde et entretenement ». Charles Quint avait, en 1540, visité les remparts et prescrit alors de réparer la porte Saint-Éloy, de prolonger le boulevard depuis la porte d'Arras jusqu'aux murailles de la ville, de construire des batteries entre les portes d'Arras, d'Equerchin et d'Ocre, d'élargir et d'abaisser les remparts intérieurs, de manière qu'un cavalier y pût monter et enfin de voûter en maçonnerie les portes de la ville, « pour aller et venir par dessus et y mener et ramener l'artillerie d'un costé à l'autre »³. Il suffit de parcourir les Comptes de la ville pour savoir les charges que ces travaux et les aides extraordinaires demandées par l'empereur imposaient à Douai. On ne se contentait pas de forcer les bourgeois à travailler aux remparts, en apportant de nouvelles terres aux endroits indiqués par le Magistrat. Avant même la visite de Charles-Quint en 1540, les échevins avaient dû établir de nouveaux impôts, vu l'insuffisance des octrois pour payer l'aide ordinaire et extraordinaire (1536) ; puis s'ajoutent à ces charges la création de rentes héritières ou viagères, pour le paiement des travaux des fortifications et des frais de guerre et un prêt direct au souverain, montant à 8.000 livres de capital.

1. BUZELIN, *Gallo-Flandriæ* XI, p. 515 ; TAILLIAR, *Chroniques de Douai*, II, p. 152-153.

2. TAILLIAR, *id.* II, p. 148.

3 Arch. de Douai, *Travaux de fortifications*, DD, 216 ; TAILLIAR, *Chron. de Douai*, II, p. 135-136.

En 1542, les états de Lille, Douai et Orchies ont voté 20.000 carolus d'or pour la défense du pays : nouvelle autorisation accordée par l'Empereur d'établir sur les vins, cervoises, draps de saye et autres denrées un nouvel octroi payable par toutes personnes, privilégiées ou non, avec pouvoir de faire à ce sujet les bans, statuts et ordonnances convenables.

En 1544, levée d'une taille sur les jardins, marais et terres labourables, « pour les deniers en procedans estre convertis et emploiez à la réparation de la muraille ruynée ».

En 1547, il faut encore travailler à la réparation des murailles et alors nouveaux impôts sur un certain nombre de marchandises : draps de la ville ou du dehors, satinet, trippe de velours, cuve de wede ¹, garance.

Depuis l'avènement de Philippe II, la ville a dû successivement, avec autorisation du roi, lever deux gros de la livre sur toutes denrées, créer des rentes viagères ou héritières, dont l'une de plus de 9.000 florins carolus, et emprunter à cours de rentes héritières une somme de plus de huit mille livres des chapitres, communautés, nobles, bourgeois et autres, pour achever la voûte commencée à la porte d'Arras, approfondir les fossés entre cette porte et celle d'Equerchin, et en général, « pour mettre la ville en bonne seureté et deffense à l'encontre des invasions des ennemis françois » ².

Et avant d'arriver à une entente complète avec le gouvernement, combien, auraient pu ajouter les députés de Douai, ne faudra-t-il pas de voyages à Bruxelles, qui élèveront de beaucoup encore la somme proposée par la ville pour l'Université!

Les députés de Douai eurent plusieurs conférences avec les commissaires du roi qui firent en apostille sur chacune des propositions du Magistrat la réponse suivante ³ :

« Les échevins bailleront crédit par quelque marchand au bancq de Rome jusques à la somme de mil ducats pour une

1. Plante tinctoriale.

2. *Archives de Douai*, CC, lay. 654, 655, 656, 658, 659. — CC, lay. 710, 711, 712, 714, 715, 716, 717. — Collecte des Impôts, CC. Reg. 769. — Comptes des travaux et fortifications, CC, Reg. 1047. — Comptes du Domaine, CC Reg. 253-278 passim. — Reg. aux Cons. BB, 2, passim. — TAILLIAR, *Chron. de Douai*, II, p. 131, 137, 142, 147, 148

3. JÉROME DE FRANCE, p. 31.

fois pour l'expédition des bulles *sub plumbo* s'il couste moins leur sera rendu et s'y plus faudra quilz le suppléent et se fera la diligence par les ministres de Sa Majesté pour l'impétration desdites bulles au moindre coust que faire se pourra.

Item par ci-devant leur sont estez declarez les considerations qui se representoient pour non occuper les monastères hopitaux chapelles ou aultres lieux dédiés au service divin ou aultres usages désignés par les fondateurs et que partant conviendrait que en ce ilz se submissent à la discretion de Sadicte Majesté ou sesdits commissaires.

Item combien que 1.500 florins ne valent pour deuement stipendier les professeurs et officiers de l'Université, toutefois lon se pourra contenter pour maintenant, moyennant que ce fut chose assurée et perpetuelle, par quoy sera besoin déclarer l'assignation et ce fait Sa Majesté regarderait ce que aussi elle pourra faire par autre moyen de son conseil pour leur donner toute assistance. »

Pour la renonciation à toute juridiction, il faudrait qu'elle « se fit en si ample forme que Sa Majesté verrait convenir, remettant à son arbitrage » les restrictions demandées par la ville.

Quant aux exemptions d'impôts, « samble convenir quelle soit générale non seulement de biere et de vin, mais semblablement d'autres denrées et marchandises, le tout néanmoins à la discretion de Sadite Majesté.

« Et par dessus ce que les maistres et escoliers debvroient jouir de toutes franchises et libertez comme s'ilz estoient bourgeois de Douay et que la loy illecq ne pourra statuer au contraire sans le sceu et volonté préalable de Sad^e Majesté Faict à Bruxelles le 31^e de mars 1561¹. »

Cette réponse devait-elle satisfaire complètement les échevins? Les contestations entre Douai et Bruxelles portent surtout sur les privilèges de l'Université. Ces privilèges sont accordés aux dépens de la ville qui naturellement veut les restreindre; les échevins tiennent sans doute à l'Université, qui donnera à la ville un certain éclat; mais ils redoutent l'indépendance d'un corps dont les membres échappent à leur juridiction et ne supportent aucune des charges auxquelles les bour

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 31-34. *Archives de Douai*, lay. 92.

geois sont soumis. Les commissaires du roi veulent au contraire assurer les privilèges et les exemptions de l'Université : ils sont naturellement disposés à favoriser toute institution qui, en échappant à l'autorité des villes, lui porte atteinte ; ils savent d'autre part que les étudiants s'éloigneront d'écoles où ils ne trouveront aucun des avantages des universités étrangères. La bulle de Paul IV, confirmée par son successeur, accorde à l'Université de Douai les mêmes privilèges qu'aux Universités de Louvain, de Paris, de Bologne et de Padoue : la ville de Douai peut-elle refuser aux maîtres et aux étudiants les exemptions que Louvain, Paris, Bologne et Padoue leur ont toujours reconnues ?

Ces exemptions furent cependant discutées longuement dans la séance du conseil du 12 avril¹. On fit d'abord observer dans la réponse aux commissaires de Sa Majesté, que « toute la republicque universelle partira au bien quy se prépare par lerection de ceste Universelle estude et Université prétendue » et qu'il était juste que les mises nécessaires pour la poursuite et l'expédition des bulles fussent fournies conjointement par le roi et par les états du pays. Les Douaisiens consentent cependant à donner mille ducats et ils supplient le roi de payer le surplus, si cette somme est insuffisante, car pour eux, il leur serait impossible, « sans grandz interetz et descommodité de la ville furnir présentement plus grands deniers », et toujours les mêmes raisons, aides ordinaires et extraordinaires, entretien des garnisons, fortifications et pour l'avenir salaire des professeurs.

Pour l'installation de l'Université, les échevins se conforment au désir des commissaires, tout en demandant au roi de s'en référer à l'avis du gouverneur, du bailli, des échevins et du conseil de la ville ; si l'on occupe les monastères, les hôpitaux ou les chapelles, ce sera « à la moindre descommodité que faire se pourra et ce pour tel brief temps que seroit ne-

1. « *Poinctz et articles advisez et resolu par les Estatz de la Ville de Douay, Eschevins et Conseil de la ville assemblez et congregez en la halle eschevinale de lad^e ville pour le faict de l'Université* que l'on prétend eriger en lad^e ville et en laquelle assemblée a esté faicte lecture des poinctz et articles precedentement resolu presentez aux commissaires du Roy nostre Sire et de la response en marge de chascun desdictz articles faict par lesd^s commissaires le sabmedy xii^e jour d'apvril xv^e lxj. après Pasques. JÉRÔME DE FRANCE, p. 35. Voir aussi *Archives de Douai*, GG, 43, a.

cessaire et ce sans transgresser l'intention pieuse des fondateurs. »

Ils consentent à s'« obliger... pour l'assignation de quinze cens florins, » à condition toutefois que le roi accorde la continuation de certains impôts sur la bière ou, en d'autres termes, qu'il les autorise à lever l'argent qu'il lui demande pour l'entretien de l'Université; mais cette assignation ne sera pas chose assurée et perpétuelle »; elle cessera dès qu'on aura trouvé « aultre moien. » Dans l'apostille, Philippe a promis son assistance : qu'il donne dès maintenant sa maison de Douai; il n'en tire aucun profit; elle est abandonnée à des concierges négligents, qui la laissent tomber en ruine; il en coûtera cher au roi pour la réparer; si les Douaisiens l'obtenaient, ils l'approprieraient à leurs frais et y établiraient un collège pour la Faculté des Arts.

La ville qui répond assez favorablement sur les trois articles précédents, défend plus vivement sa juridiction et ses impôts : elle renonce « à toute juridiction et poincts favorables aux professeurs et suppotz. » Mais que de restrictions comporte cette renonciation ! Elle se réserve la connaissance du crime de lèse-majesté, le droit de faire tous les édits exigés par la guerre et la défense de ses murs, et de punir les écoliers qui enfreindraient ces édits; la renonciation s'applique aux personnes des suppôts et non à « leurs héritaiges scituez en l'eschevinage », qui seront régis par les lois ordinaires. Puis la juridiction de la ville n'est pas seule atteinte par la création de l'Université : les chapitres de Saint-Amé et de Saint-Pierre et autres ordinaires ayant juridiction spirituelle remontrent que leurs suppôts et tous ceux qui, pour certains bénéfices, sont sujets d'église, doivent demeurer en l'obéissance et correction de l'évêque ou du chapitre pour ce qui concernera le saint service divin, les cérémonies de l'église et les fondations de leurs bénéfices, demeurant d'ailleurs à la correction et juridiction du Recteur « si avant qu'ilz seront intitulez et incorporez en l'Université ». Sinon, ajoutaient-ils, « quant il seroit question de chanter la messe ou aultre chose a son tour ou de faire garder les fondations des bénéfices par aucuns chanoines, chappelains, curiés, vicaires, lesquelz vraysemblablement chacun en son particulier se fera clercq et suppost de lad^e. Université, il y pouroit avoir grande confusion et desordre aux

églises touchant le saint service divin contre l'intention des fondateurs qui ont laissé la superintendance aux chapitres et ordinaires qui en sont chargez. » Sur cet article, les réserves de la ville et les remontrances des chapitres restreignaient donc plus encore les privilèges de l'Université que la résolution du 21 mars : la ville continuait à fixer elle-même les restrictions que les commissaires de Philippe II prétendaient remettre à l'arbitrage du roi.

Pour les exemptions d'impôts, les échevins veulent prévenir les fraudes qu'elles ne manqueront pas de favoriser, et les nombreuses contestations qui éclateront plus tard entre l'Université et la ville justifieront les observations que les Douaisiens présentent en 1561 : le principal revenu annuel de la ville, disent-ils, qui permet de fournir aux aides de Sa Majesté et à l'entretien des fortifications consiste surtout en maltotes et assis : or, afin d'éviter les fraudes et abus, nous demandons que les clercs et les étudiants ne jouissent de l'exemption que pour le vin et la bière « qu'ils prendront et auront en pièces et tonneaux en leurs maisons ou celiers privilégiés et non point ce qu'ilz acheteront a debit au pot et au lot es lieux non privilégiés ou qu'ilz consumeront et dependeront es tavernes et cabarets. » Les étudiants qui vivent chez les bourgeois jouiront-ils de l'exemption ? Les échevins croient pouvoir obtenir des bourgeois logeant des écoliers la déclaration de la quantité de vin ou de bière consommée par leurs locataires. Il est « bien entendu, ajoutent-ils, qu'en ce ne seroient compris gens laïcs et non clercqz et suppostz de l'Université tenans escoliers a table ou pension. Au regard desquelz ensemble pour leurs femme famille et serviteurs se pourront faire cotisation selon que sembleroit en conscience povoir porter la quantité de vin et bierre qu'ilz pourroient avoir durant l'année vraysemblablement dispensé. » Généraliser l'exemption serait ruiner la ville, car « il y a apparence pour jouyr par lesdits laïcs de lad^e. exemption que la plupart des manans tiendront en leurs maisons escoliers et en aultres endroictz proficteroient aussy d'iceulx. »

Les commissaires du roi avaient demandé que l'exemption s'appliquât aux « autres denrées et marchandises ». La réponse des échevins est muette sur ce point.

Enfin, les échevins accordent aux membres de l'Université

les mêmes privilèges qu'aux bourgeois, avec quelques réserves sans importance : et après avoir promis de ne rien statuer contre les « accord et consentement cy dessus limitez » sans en avertir préalablement le roi, ils terminent par une dernière affirmation de leurs droits : ils se déclarent « demeurer entiers en leur juridiction et police pour le bien et tranquillité de la ville »¹.

Nouveau voyage de Jérôme de France à Bruxelles : il portait deux lettres des échevins datées du 14 avril et l'accréditant auprès de Granvelle et du président Viglius². Son absence fut de cinq semaines. Il ne put empêcher l'annulation de presque toutes les réserves de la résolution du 12 avril³ : c'est-à-dire que les échevins payeront intégralement la levée des bulles quelle que soit la somme demandée par la cour de Rome ; c'est-à-dire qu'on ne touchera ni aux chapelles ni aux monastères « pour les prophaner » ; c'est-à-dire enfin que « la renonciation devra être générale et aura le Recteur de l'Université l'entière juridiction tant criminel que civil sur lesdictz docteurs et tous aultres suppostz de l'Université » ; une seule concession est faite non pas à la ville, mais aux chapitres : l'évêque et les chapitres de Saint-Pierre et de Saint-Amé conserveront entière juridiction pour le service divin⁴.

Il ne restait plus au Magistrat qu'à accepter ces conditions ou à rompre les négociations. Il accepta et le 10 mai 1561 répondit que « l'on estoit content s'accommoder en tout et par tout et satisfaire aux dernières appostilles »⁵.

Quatre jours après (14 mai), l'accord était consacré par une dernière déclaration des « Commissaires deputez à l'erection de l'Université de la ville de Douay ». Après avoir repris toutes les renonciations de la ville imposées dans les apostilles précédentes et déclaré en outre que « les docteurs lecteurs et aultres escolliers absolument ne seront tenus à la fortification de la ville », les commissaires invitent les échevins à envoyer à Rome une lettre de change de mille ducats, en leur recom-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 34-42.

2. *Id.* p. 42-44.

3. *Arch. de Douai*, Comptes du Dom., CC, 279. f^o 119 v^o.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 44-45.

5. *Id.*, p. 45-46.

mandant encore une fois la plus exacte discrétion sur toutes ces négociations : il faudra « causer lad^e lettre que lesdits deniers s'envoient pour fournir à aulcuns affaires desdits de Douay sans toucher que ce soit pour lad^e erection, adfin que le marchand qui furnira lad^e somme ne puist scavoir a quel effect icelle s'envoie et que la chose demeure encoire secrette' ? »

Dès le retour du conseiller, la poursuite de l'Université parut à Douai « si avant demené que l'on ne pavoit sans turpitude la laisser » : on délivra au nom de Simon Camus, échevin, une lettre de mille ducats à des marchands de Lille, nommés Mahieux, « ayans congnoissance et facteurs en Rome », pour faire lever les bulles par la sollicitude de M^e Jean Richebé, procureur du roi, et le gouvernement écrivit à Richebé pour hâter l'expédition.

On obtint d'abord du Pape prorogation du délai fixé pour la levée, ce délai expirant la même année au mois de juillet ; et vers la fin de 1561, les bulles furent envoyées par le Saint-Siège à Bruxelles². On ne fut pas peu surpris à Douai d'apprendre que le Pape et toute sa cour « usant de libéralité » avaient demandé moins de mille ducats et que le reste revenait à la ville « qui estoit ung gaing évident à icelle, laquelle n'esperoit jamais veoir la maille de tous les mil ducatz envoiez à Rome³. » Marguerite écrivit aux échevins que les bulles lui étaient parvenues, et les requit « de par Sa Majesté » de vouloir « au plus-tost envoyer quelque député pour les recevoir et entendre ce que pour l'exécution de cest affaire » elle lui déclarerait de l'intention du roi (16 octobre 1561)⁴. Jérôme de France se rendit aussitôt à Bruxelles pour y prendre avec les bulles « les lettres de Sad. Majesté conformes ausdites bulles et confirmatives d'icelles ». Mais la gouvernante, « après avoir le tout assez considéré », voulut envoyer d'abord « tout le besongner en Espagne et illecq le faire signer et sceller pour plus grande autorité du scel ordinaire de Sa Maj. »⁵.

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 46-47.

2. *Id.*, p. 47-49.

3. *Id.*, p. 49 et 53,

4. *Arch. de Douai*, lay. 92, 1, 2.

5. *Ibid.*, CC, 280, f^o 118 v^o.

5^o LES LETTRES PATENTES DE PHILIPPE II.

Le 19 décembre, Marguerite écrivit au roi, à qui l'on avait déjà rendu compte des conventions signées avec les échevins. Elle lui envoyait la minute des lettres d'érection, « ayant désiré ceulx de ladicte ville, lui dit-elle, que le dépesche s'en feist soubz la main propre de Vostre Majesté et scel de par delà, pour de tant plus auctoriser l'affaire : ce que supplie à Vostre Majesté voulloir faire et le renvoyer le plus tost que faire se pourra »¹. Elle lui demandait en même temps, au nom de la ville, sa maison de Douai pour y faire des salles de cours et elle engageait le roi à l'accorder « pour estre de petite importance ». Le 8 février 1562, Philippe II répondit à la régente qu'il avait fait dépêcher à Douai le privilège de l'érection de l'Université et qu'en l'absence de Courteville il l'avait fait signer par son secrétaire Phinsincq « pour non différer ledict envoy ». Il fait don de sa maison à la ville, écrit à son ambassadeur à Rome pour « tirer » des abbayes et des chapitres voisins de Douai quelque somme qui augmenterait la dotation de l'Université : il veut enfin qu'on donne « toute la presse possible, signamment affin que les estudians estans présentement aillieurs, mesmes en France, ayent occasion de se y retirer ; et sur ce propos, ajoute-t-il, me sambleroit aussy bon que l'on regardast plus en avant sur le moïen que pourroit généralement servir, mesmes au temps de ces heresies, pour faire mes subjectz, estudians audict royaume et aillieurs ès universitez suspectes, venir estudier en mes pays »².

Les nouvelles des Pays-Bas excitaient l'impatience du roi d'Espagne : s'il voulait ouvrir sans retard les cours de l'Université de Douai, c'est que chaque lettre de sa sœur l'avertissait des progrès de l'hérésie. Il jugeait nécessaire d'opposer immédiatement un enseignement catholique aux prédications hérétiques des Français qui faisaient « prescher aux lieux de leurs frontières les plus prouches » : Marguerite défend par tous les moyens à « ceux de par deça » d'aller les écouter et

1. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 22.

2. *Ibid.*, II, p. 78.

Philippe l'approuve de retenir l'un des fondateurs de l'Université, le successeur de Granvelle à Arras, l'évêque François Richardot, qui veut aller au concile de Trente, car, par ses « bonnes et doctes prédications », l'éloquent prélat empêche les Français de « corrompre » les frontières¹. Il paraît urgent au roi d'empêcher les jeunes gens d'aller en France, lorsque les Français font « espier les chemins pour venir saccager les monastères de la frontière », lorsque Marguerite lui écrit que le résident de la France auprès d'elle, de la Forest, n'est venu dans les Pays-Bas, que « pour y faire mauvais office », et se plaint de son peu d'empressement à fréquenter les églises². Dans les derniers mois de 1561 et au début de 1562, il n'est aucune lettre de Marguerite qui n'entretienne Philippe de la difficulté que rencontre l'établissement des évêchés, des « mauvais propos » répandus dans le peuple contre les nouveaux sièges³; et tous ces symptômes, dont il ne se dissimule pas la gravité, font désirer au roi d'Espagne le succès rapide des remèdes qu'il prépare contre l'hérésie.

Les lettres patentes de Philippe II pour l'érection de l'Université avaient été signées à Madrid le 19 janvier 1562. Elles ne furent pas plutôt parvenues à Bruxelles, que le président Viglius demanda à la ville de Douai d'envoyer des députés, « pour achever de resouldre avec eulx affin de mectre quelque effect en ce de l'Université »⁴.

L'Université de Douai était fondée : toute opposition est désormais inutile, qu'elle vienne de Louvain, à l'insu de qui les négociations avaient été conduites depuis plus de deux ans, qu'elle vienne des gens qui, à Douai, désiraient « la rompture pour les difficultez apparantes et grandeur des frais qu'il conviendrait supporter par la ville alors pouvre et indigente »⁵. Dès le mois d'avril 1562, commence l'histoire de l'organisation de l'Université, qui sera solennellement inaugurée le 5 octobre suivant.

Les députés désignés par la ville furent naturellement le

1. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 20, 77 et 94.

2. *Ibid.*, II, p. 94.

3. *Ibid.*, II, p. 56.

4. *Ibid.*, II, p. 156. — JÉRÔME DE FRANCE, p. 53 et 54.

5 JÉRÔME DE FRANCE, p. 53.

conseiller pensionnaire Jérôme de France, le receveur général Paul du Mont, dont nous retrouverons bien souvent le nom dans les premières années de l'histoire de l'Université, et deux échevins qui prirent aussi la plus grande part à la création de l'Université, Antoine de Vaucelles et Pierre Malbrancque. Les instructions dont ils étaient munis et qui avaient été préparées par Jérôme de France (2 avril), portaient sur les points suivants : la concession de la Maison du roi, l'établissement d'un collège, le choix et le traitement des professeurs, l'inauguration des cours de l'Université, les lots de vin à offrir au président Viglius et à Richebé et toujours la pauvreté de la ville ¹.

Les députés partirent le 7 avril ; leur voyage dura environ trois semaines ². Quel fut le résultat de ces nouvelles conférences entre les députés de Douai et les commissaires du roi ? Marguerite écrivait à son frère qu'ils allaient s'entendre pour instituer dans la nouvelle Université des lectures et des exercices tels « que cela donne occasion aux parens de plus tost y envoyer leurs enfans que ailleurs » ³. Dès leur arrivée, Viglius communiqua aux députés les lettres d'érection données par Philippe II : elles leur furent délivrées moyennant le vin de Courteville, secrétaire du roi en Espagne, et le vin de Vander Aa, secrétaire d'État de la régente, et Jérôme de France félicite encore la ville d'avoir obtenu ces lettres à si bon compte ⁴. Ces lettres ⁵ consacraient les longues négociations antérieures entre la ville et le gouvernement et fixaient les principaux traits de l'organisation de l'Université : le règlement des détails restait aux commissaires du roi et de la ville et les Facultés devaient avoir le droit de « faire tels statuts généraux et particuliers que pour le bien de ladite Université trouveront convenir », sauf approbation royale ⁶.

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

2. JÉRÔME LE FRANCE, p. 54. *Arch. de Douai*, CC, 49.

3. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 156.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 55.

5. Ces lettres, souvent réimprimées, ont d'abord été enregistrées dans le second *Registre aux privilèges* de la ville de Douai, sous le titre suivant : *Poinctz et Articles confirmées par Sa Majesté touchant la concordance entre Messieurs les eschevins et l'Université de ceste ville.* (*Arch. de Douai*, AA, Reg. 85, f° 148.) V. aussi une copie de 1562, lay. 92, l. 2.)

6. *Lettres d'érection*, art. II et III.

Les lettres d'érection comprennent vingt-cinq articles qui peuvent se grouper en six chapitres : 1° Composition et organisation de l'Université ; — 2° Juridiction du Recteur ; — 3° Exemptions et privilèges de l'Université ; — 4° Cours des facultés et grades ; — 5° Professeurs ; — 6° Étudiants.

Ce qui frappe d'abord, à la lecture de ces lettres, c'est la préoccupation religieuse de leur rédacteur. « Entre autres choses humaines, dit le préambule, par lesquelles la République se gouverne, l'une des plus profitables et nécessaires est la bonne institution de la jeunesse et même des Écoles et Universitez où les jeunes gens s'enseignent, tant en la vraie Religion et Foy catholique, comme és diverses Arts et Sciences ; » et plus loin : Nous espérons que la nouvelle Université « avec le temps sera fort profitable, non seulement à Nous, nos Pays et sujets de pardeça, mais aussi généralement à toute la Chrétieneté et même pour la conservation et maintenement de notre vraie Religion et Foy catholique. » Que doit promettre le Recteur par son serment ? « D'être loyal et fidel au Saint Siège Apostolique... et quant au fait de la Religion » de se conduire « entièrement selon les Constitutions de notre Mère Sainte Eglise et seion nos placarts et ordonnances » ¹. Et le même serment est imposé à tous ceux qui viennent à Douai « pour se mettre aux estudes » ². » Enfin parmi les restrictions apportées à l'entière juridiction de l'Université, se trouve la réserve des droits des églises et chapitres de Saint-Amé et de Saint Pierre et « autres ordinaires, ayant jurisdiction spirituelle » à Douai : leurs supposts et sujets qui se font « incorporer » en l'Université doivent demeurer « en obéissance et correction de l'évêque ou chapitre, pour autant que concernera le fait du saint service et cérémonie de l'Eglise et fondation de leurs bénéfices » ³.

Si l'on considère d'ailleurs la composition de l'Université, elle consiste, disent les lettres, « en cinq membres de cinq facultez communement reçues et approuvées, si comme de la sainte théologie, du droit canon, du droit civil, de la médecine et des arts, » ⁴ » c'est-à-dire que l'Université de Douai, institution

1. Article X.

2. Art. XVII et XVIII.

3. Art. V.

4. Art. I.

essentiellement catholique, obtient des l'origine une faculté de théologie, qui fera sa prospérité et sa gloire, tandis que beaucoup d'autres Universités, nous l'avons vu, n'ont été autorisées à enseigner la théologie qu'après avoir donné des preuves d'orthodoxie ou de vitalité.

Le roi accorde naturellement sa haute protection à une Université à laquelle il réserve un rôle aussi considérable dans les Pays-Bas. Aussi les lettres d'érection sont-elles surtout destinées à donner et octroyer à la nouvelle Université « les droits, privilèges, franchises, hauteurs et préminences ¹, » et à les lui assurer pour toujours contre les prétentions des autorités rivales et en particulier de la ville. Dans les « processions et autres actes solennels », elles placent le Recteur, les docteurs, les étudiants et tous les suppôts de l'Université « incontinent après le clergé » ². Elles consacrent enfin les privilèges de juridiction ³ et les exemptions ⁴ décidées par les commissaires du gouvernement, malgré l'opposition de la ville. « Et au surplus, dit le roi en terminant, avons prins et prenons par cestes. ladite Université en notre protection et sauvegarde, pour la défendre et maintenir en tous sesdits droits et privilèges lui compétans ⁵. »

Le gouvernement de Philippe II devait marquer son intérêt pour l'Université en aidant la ville à trouver dans les abbayes les ressources nécessaires à la fondation et à l'entretien des cours, conformément aux promesses du Saint-Siège.

6° LES CONTRIBUTIONS DES ABBAYES

Les premières démarches auprès des abbés voisins de Doua avaient été sans résultat ⁶. Et cependant pour une œuvre « tant

1. Fin du Préambule.

2. Art. VII.

3. Art. IV, V et VI.

4. Art. XIX-XXIII.

5. Art. XXIV.

6. JÉRÔME DE FRANCE, p. 26-27.

pieuse relligieuse et servant à la deffence et tuition de la Religion, ' » ne semblait-il pas légitime de demander quelques deniers aux riches abbayes des diocèses d'Arras et de Cambrai? Paul IV avait lui-même déclaré que l'Université serait entretenue en partie par les abbayes. Mais combien d'années faudrait-il solliciter auprès du Pape l'approbation des contributions à imposer aux abbés ! Et l'on avait hâte, en Espagne, à Bruxelles et à Douai, de voir ouvrir les cours de l'Université, car si l'on tardait, pourrait-on compter toujours sur la bonne volonté de la ville de Douai, et le renouvellement du Magistrat ne donnerait-il pas des échevins moins favorables à l'érection de l'Université ?

Avant la fin de 1561, les commissaires députés par le roi « besognaient pour des abbayes et chapitres proches à ladicte ville de Douay tirer quelque chose pour accroistre la dotation de ladicte Université » ². Ils fixèrent eux-mêmes, d'après cette enquête, la somme qu'on demanderait à chaque abbaye et ils décidèrent d'envoyer aux prélats des députés pour les « induire », au nom du roi et de la régente, à payer cette somme « volontairement », à savoir :

L'abbé de Saint-Bertin	300 florins
— de Saint-Vaast.	600 —
— de Mont-Saint-Eloi	200 —
— d'Anchin.	300 —
— de Marchiennes	300 —
— de Vicogne.	300 —
— d'Hasnon.	100 —
— d'Hautmont	100 —
— de Saint-Martin en Tournai	200 —
— de Cysoing.	200 —
— de Loo.	200 —
— de Cambron.	200 —
— de Phalempin.	100 —

Le total de ces contributions dépassait les 2.000 florins que l'on comptait obtenir ; on savait bien que les abbés ne manqueraient pas de « s'excuser » ou de proposer des sommes

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 60.

2. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 22, Marguerite à Philippe II, 19 décembre 1561.

moins élevées : on demandait le plus pour obtenir le moins. La régente délégua auprès des abbés Christophe d'Assonleville, conseiller du roi en son conseil privé, « avec lettres inductives et crédit. »¹ Il se rendit d'abord directement à Douai, où il arriva la seconde semaine d'avril et fut magnifiquement reçu par les échevins². La ville adjoignit à d'Assonleville comme commissaires Jérôme de France et les échevins Antoine de Vaucelles et Pierre Malbrancque³, et le 18 avril Marguerite pouvait écrire à Philippe : « L'on est après pour encheminer, autant que l'on peult, le fait de l'Université de Douay ; et pour gagner temps, s'est despesché le conseiller d'Assonleville pour, actendant le dépesche que debvra venir de Rome, persuader les abbés voisins affin que volontairement ilz vieignent à condescendre au payement de ce dont l'on les vouldroit charger. Et se feront toutes choses requises à la bonne dépesche, affin que, moyennant icelle, l'Université puisse effectivement prendre quelque bon chemin⁴. »

Les réponses des abbés furent peu favorables : ils prétextèrent les malheurs ou les dépenses des dernières années pour refuser toute contribution ou offrir des sommes bien inférieures à celles que demandaient les commissaires⁵.

L'abbé de Saint-Bertin, à Saint-Omer, commença par déclarer aux commissaires qu'il avait beaucoup souffert des dernières guerres ; les opérations militaires dont Thérouanne avait été le centre et la destruction de cette ville par Charles-Quint en 1553 avaient eu leur contre-coup à l'abbaye. Puis chaque année, dépenses nouvelles : en 1551, c'est l'établissement d'un guetteur permanent dans la tour de l'église du monastère, pour donner l'alarme dans les guerres contre la

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 56 et 57, et *Archives de Douai*, lay. 92, liasse 2.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 57, et *Arch. de Douai*, passim.

3. *Arch. de Douai*, CC, 280, f° 102 r°.

4. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 185.

5. *Déclaration des demandes que l'on fait de la part de Sa Majesté aux prélats cy après nommés pour aide et assistance de l'Université de Douay, au support des mises annuelles qu'il convient que l'on face pour gaiges et traictements des lecteurs et professeurs publiques et aultres maîtres d'école signamment pour ce commencement quy en toutes choses est la plus difficile*. En apostille sont les réponses des abbés. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

France; la même année, c'est la cession d'un bâtiment aux religieuses de Bourbourg, chassées de leur maison par les invasions des troupes françaises; c'est, en 1554, l'hospitalité accordée aux chanoines de Therouanne, après la suppression de leur siège ¹. Enfin, comprenant aussi l'importance de l'éducation de la jeunesse au milieu des troubles religieux, l'abbé venait de fonder, en 1561, des écoles à Poperingue et d'établir à Saint-Omer, avec les revenus de son abbaye, un collège où les jeunes gens pauvres de son diocèse devaient étudier les humanités et les belles-lettres, et il avait créé soixante bourses en leur faveur ². Mais l'abbé de Saint-Bertin rappelait ces sacrifices non pour s'excuser, mais pour montrer combien il comprenait « l'utilité et nécessité » de l'Université de Douai ³ : l'abbé, Gerard d'Hamericourt, était un saint homme, bien vu de la régente, qui venait de le proposer pour le nouvel évêché de Saint-Omer ⁴, et il accorda les trois cents florins fixés par le gouvernement.

L'abbé de Saint-Vaast, Jérôme Ruffault, refusa les sept cents florins qu'on lui demandait. Cette somme était sans doute considérable, mais l'abbaye était une des plus riches, peut-être la plus riche de la région, avec ses bénéfices, ses cures, ses dîmes, etc ⁵. Mais Jérôme Ruffault allègue, lui aussi, les pertes éprouvées pendant la guerre et, pour montrer qu'il était disposé à « faire quelque débours », il promet 300 florins. A Bruxelles, on trouva que c'était trop peu et l'on mit en regard de son offre : « Semble que considéré les affaires de la maison peut passer pour 400 florins ⁶. »

L'abbaye du Mont-Saint-Eloi, à deux lieues d'Arras, n'avait pas moins souffert de la guerre. Aussi l'abbé, Guillaume de la Ruelle, s'empressa-t-il de rappeler aux commissaires qu'en 1551 des troupes françaises, commandées par Jean de Conteville,

1. H. DE LA PLANE, *les abbés de Saint-Bertin*, II, p. 120-121.

2. *Ibid*, p. 126.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92, liasse 2.

4. La duchesse de Parme à Philippe II, 21 mars 1562. *Correspondance*, II, p. 165.

5. A. DE CARDEVACQUE et A. TERNINCK, *l'Abbaye de Saint Vaast*, t. II, p. 152 et *passim*. — GAZET, *L'histoire ecclésiastique des Pays-Bas*, p. 178.

6. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

avaient détruit le village et l'abbaye ; qu'il n'était resté des bâtiments de l'abbaye que l'église, le dortoir, les deux réfectoires, et quelques vieux édifices du côté du cimetière ; que la bibliothèque avait été incendiée, les meubles et les bestiaux livrés au pillage ; que les livres d'église et les archives avaient été brûlés et que les religieux n'avaient échappé à la mort que par la fuite ; depuis, l'abbaye avait été décimée par la peste ; en 1559, la foudre était tombée sur le clocher de l'église. Que de réparations n'avait-il pas fallu faire ? Une administration intelligente et économe permit à Guillaume de la Ruelle d'exécuter les travaux nécessaires et de laisser à sa mort des sommes assez considérables dans le trésor du couvent ¹. Mais il déclara aux commissaires ne pouvoir payer plus de cent florins par an et la cour accepta cette contribution comme suffisante ².

Parmi les abbés auxquels les commissaires s'adressèrent alors, peu ont pris une part aussi grande à la fondation de l'Université de Douai que l'abbé d'Anchin, Jean Lentailleur. Il était aussi de ceux qui voyaient dans le développement des études un des remèdes les plus efficaces contre l'hérésie : il envoyait à l'Université de Paris les plus intelligents de ses novices et, à l'intérieur même de la maison, il venait d'instituer des cours de théologie et pour les plus jeunes élèves des cours de grammaire ³. Mais Lentailleur fit aux commissaires la réponse qu'ils entendirent partout : il leur remontra « les très grosses pertes » qu'il a essuyées dans les dernières guerres ; ses biens sont pour la plupart en France et à la frontière de l'Artois, du Hainaut et du Cambrésis ⁴ : ces provinces ont été continuellement ravagées par les troupes françaises depuis un demi-siècle et, à la suite de la paix, une nouvelle délimitation du territoire de la France et des Pays-Bas a aggravé les dommages de l'abbaye : Anchin a dû céder le riche prieuré de Saint-Sulpice de Doullens, doté de grands privilèges, en échange de quelques dîmes sans valeur et de quelques prairies en Flandre : il en a été de même pour les domaines de Cor-

1. A. DE CARDEVACQUE, *L'Abbaye du Mont-Saint-Eloi*, p. 86-88.

2. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

3. ESCALLIER, *L'Abbaye d'Anchin*, p. 258.

4. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

bie¹. Mais, après avoir rappelé les désastres de l'abbaye, Lentailleur termina en déclarant que, malgré tout, « cognoissant combien l'érection de ladite Université estoit pieux et nécessaire à la religion et l'utilité qui y en reviendra au pays », il accordait « outre sa puissance », la somme annuelle de 200 florins pour dix années ; mais, si la guerre survenait, il ne donnerait que la moitié, « vu les pertes que fait ledit monastère en tel temps ». La cour jugea l'offre « raisonnable » et s'en contenta².

Mêmes excuses chez l'abbé de Marchiennes, Jacques de Groot ; l'abbaye a souffert à la fois de la guerre et de la foudre qui est tombée sur l'église ; la tour a été brûlée et, dans sa chute, a brisé la voûte du chœur ; les sièges des moines, si remarquables par la richesse de leurs sculptures, ont été détruits avec bien d'autres ornements de l'église ; et, Marguerite l'écrira bientôt elle-même à Philippe II, « quelques années paravant », le village a été incendié en partie, « qu'a mis la maison beaucoup en arrière et même les édifices et maisonnages tant à l'église que aultres », que Jacques de Groot avait construits³. Aussi l'abbé déclarait-il ne pouvoir accorder plus de cent cinquante florins par an : mais en 1562, cette somme paraissait insuffisante à la cour qui mit en apostille : « semble qu'il peult passer à deux cents florins »⁴.

L'abbé de Vicogne, près de Valenciennes, « après diverses allégations », accorde cent cinquante florins ; mais l'abbaye était riche ; elle avait échappé aux conséquences désastreuses de la guerre, et la cour prétendit lui faire payer deux cents florins⁵.

L'abbaye d'Hasnon, également voisine de Valenciennes, était au contraire « tant pauvre que n'est possible plus », répondit

1. ESCALLIER, p. 263-264.

2. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

3. La duchesse de Parme à Philippe II, 12 août 1563. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, III, p. 60. P. Martin l'Hermite vante au contraire la richesse de l'abbaye à cette époque : « N'est-ce pas un admirable revenu que l'espargne religieuse, veu qu'ayant achevé ses somptueux bastimens le 41 an de son gouvernement, il laissa les biens de l'abbaye augmentés de plus de mille escus de rente ? » (P. 474.)

4. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2. — BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 229, A et *Annal. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 520 B.

5. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

l'abbé aux commissaires; aussi d'Assonleville croit-il qu'on peut se contenter des cinquante florins qu'il offre ¹.

L'abbé d'Hautmont, près de Maubeuge, refusa toute contribution; mais, malgré « les pertes qu'il a eu pendant les guerres », le gouvernement jugea qu'il « pouvoit bien payer cinquante florins comme Hasnon ². »

L'abbé de Saint-Martin en Tournai commença, comme les autres, par s'excuser : il donne déjà cent florins par an pour l'entretien de l'école qui vient d'être instituée en la maison des jésuites à Tournai, « sans l'ayde qu'il luy convient fournir ». Mais il finit par accorder cent florins et les commissaires en sont d'autant plus satisfaits que l'abbaye « n'a quelque bien ny maison à Douay ³. »

A Cysoing, l'abbé Mahias offrit cent florins au lieu des deux cents qui lui étaient demandés. Plusieurs bâtiments tombaient en ruines : il avait fallu les réparer; en même temps avaient été construites des parties nouvelles et tous ces travaux avaient appauvri l'abbaye qui, répondit l'abbé, « n'est trop opulente, mais bien maigre »; le gouvernement se contenta de l'offre de cent florins ⁴.

Pour l'abbaye de Loos, la guerre et « le mauvais ménage que l'on y a tenu » ne lui permettaient pas de payer plus de cent florins par an et l'apostille porte : « samble que c'est assez de l'offre ⁵. »

Dans le Hainaut, le nouvel abbé de Cambron, Guillaume de le Court, allégua bien des excuses : sa maison est grandement chargée de pensions et il y a à peine six mois, M. de Berlaymont demandait encore une pension sur l'abbaye pour ses fils; Sa Majesté qui l'a refusée ⁶, sait que l'abbaye est loin de Douai et que les religieux n'ont aucune propriété dans cette

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2. — BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 108, C.

5. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2. — BUZELIN, *Gallo-Flandria* I, p. 123.

6. La duchesse de Parme à Philippe II, 19 déc. 1561. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 48 et Philippe II à la duchesse de Parme, *Ibid.*, p. 73. « Considérant que ladicté abbaye se trouve tant chargée d'autres pensions, il ne m'a semblé convenable de la charger plus avant pour ceste fois. »

ville; ils ne pourront pas profiter de l'Université projetée : l'Université de Louvain leur convient mieux. Mais les commissaires insistèrent, remontrèrent à l'abbé que ses excuses étaient insuffisantes, et il promit alors d'en conférer avec les religieux et de donner réponse plus tard. En attendant, les commissaires notèrent que l'abbaye pouvait bien contribuer pour cent florins par an ¹.

L'abbaye de Phalempin est la seule dont la cour ait admis les excuses et qu'elle ait dispensée de toute contribution : c'est que cette abbaye n'a qu'un revenu de mille florins par an et elle compte un grand nombre de religieux « fort studieux et de bonne vie » ².

Les commissaires ne se contentèrent pas de visiter les abbayes dont les noms leur avaient été signalés dans leurs commissions. Le conseiller d'Assonleville apprit dans son voyage que l'abbé de Saint-Jean à Valenciennes « estoit puissant de fere quelque contribution et que autrefois l'avoit offert » ; les Douaisiens l'engagèrent à lui écrire; mais l'abbé s'excusa et répondit qu'il était obligé de contribuer pour la somme de quatre à cinq cents livres à l'entretien d'une école à Valen-

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, 1, 2.

2. *Arch. de Douai*, lay. 92, 1. 2. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I. p. 137. Le conseiller de la ville de Douai n'avait adressé les lettres de la régente à l'abbé de Phalempin que vers le milieu de mai et aussitôt l'abbé avait écrit à d'Assonleville : « Pour response je vous assure qu'à sy bon saint et relligieux œuvre ne voudrions faillir si en avions la puissance comme n'en avons aucunement sy que pouvez bien avoir ressenti dernièrement estans à Lille de ceulx ayant cognoissance de notre faculté et puissance et que vous poeuller bien avoir certior et de ce donne bon apaisement Monsieur l'ausmonier Haugouard et mess. le maistre des comptes Rebreviette qui ont bonne cognoissance de notredite faculté. A raison de quoy sommes contraints nous en excuser comme présentement faisons par nos lettres vers Sad. Alteze, vous suppliant tant qu'il nous est possible vouloir tenir la main vers Sadite Alteze qu'en puissions demourer excusez... De Phalempin, le 18^e jour de mai 1562. » *Arch. de Douai*, lay. 92. On trouverait sans doute l'état de l'abbaye dans un manuscrit acheté chez un libraire de Lille par M. Le Glay et qu'il nous a été impossible de consulter. Ce manuscrit a pour titre : *Chronicon omnium abbatum, una cum conditoribus hujus domus usque in annum 1565*, reverendo in Christo patri et domino D. Aadree Mundet Phanopino abbati meritissimo Fr. Franciscus Pietin, ejus cœnobii clericus regularis, felicitatem sempiternam exoptat. » (*Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, t. VI, 1862, p. 44.)

ciennes : l'excuse ne parut pas valable à d'Assonleville, qui taxa l'abbaye à cent florins ¹.

Les offres des différentes abbayes s'élevaient à seize cents florins : elles étaient inférieures de quatre cents à la somme désirée par le gouvernement, et de quinze cents à la somme demandée ². Et encore les abbés mettaient-ils bien des conditions au paiement de ces contributions : ils ne les accordaient que pour dix années au plus, non « par obligation, mais précairement de pure libéralité pour ayder au commencement de l'institution dicelle Université » ; les dix années expirées, on ne pourra les « presser ou requérir de continuation », et le roi indiquera cette condition dans les lettres qu'il adressera aux Douaisiens ; enfin, chaque abbé déclare ne contribuer que si « tous ensemble font le semblable » ³. D'Assonleville leur répondit à tous que « le service estoit si juste, pieux et nécessaire qu'ilz ne se povoient excuser » ; que d'ailleurs toute excuse était inutile, car « c'estoit chose arrestée entre leurs Sainteté et Majesté » ; il consentait à faire part de leurs offres à la régente, mais, pour lui, il « n'avait charge d'accepter moins de la demande que leur faisoit Sadicte Majesté ⁴ ».

Ces différentes démarches auprès des abbayes ne permettaient plus de cacher aux adversaires de l'Université projetée les négociations engagées entre Douai et Bruxelles : il fallait hâter l'ouverture des cours, pour ne pas laisser à Louvain le temps de renouveler l'opposition de 1531. Aussi, avant de retourner à Bruxelles, le conseiller d'Assonleville s'arrêta-t-il à Douai. Sa démarche auprès des échevins et ses discours dans le conseil montrent encore une fois combien les rôles sont changés depuis 1531 : c'est le commissaire du roi qui insiste auprès des Douaisiens pour la prompte érection de l'Université, en reprenant à peu près toutes les raisons exposées par le Magistrat trente ans auparavant.

A la séance du conseil réuni à Douai le 4 mai 1562, assis-

1. *Arch. de Douai*, lay. 91, l. 2.

2. Les chiffres donnés par Jérôme de France et ceux que nous trouvons dans les Archives de Douai ne concordent pas toujours très exactement. De plus, Jérôme de France omet les abbés de Phalempin et de Saint-Jean de Valenciennes.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

4. *Ibid.*

taient les échevins ¹, les lieutenants et les officiers du roi « en sa gouvernance », le bailli de la ville, les députés des chapitres de Saint-Amé et de Saint-Pierre, plusieurs gentilshommes, un grand nombre de marchands et de bourgeois, « les trois tours et consaulx de la ville représentans le corps et communauté d'icelle ». D'Assonleville commença par faire connaître le résultat de ses démarches auprès des abbés, pour encourager la ville à faire de son côté quelques sacrifices en faveur de l'Université. Lorsqu'on voit « les raisons et causes principales ayans meuz respectivement leurs Sainteté et Majesté à ériger ladite Université en ceste ville », on croirait relire les requêtes des échevins de 1531 : il invoque « tant le benefice de la religion et commodité generale de tous les subjectz de pardecha comme le proffict et accroissement particulier de cestedicte ville, laquelle par dessus toutes aultres en receveroit grande commodité ornement et proffict. » Puis il signale, comme le faisaient les Douaisiens en 1531, la situation avantageuse de la ville, sa vaste étendue avec une population peu nombreuse, l'usage de la langue française à Douai, l'insuffisance d'une seule Université à Louvain « pour toute la grandeur de ces pais bas », la « grande descommodité, frais et despens à ceux de la langhue franchoise » d'envoyer loin d'eux leurs enfants, enfin les raisons qui ont empêché le succès de la première requête des Douaisiens, c'est-à-dire l'opposition de Louvain et les « occupations de guerre de Sad^e feue Majesté Impérialle ».

« Mais, poursuit-il en rapportant au roi l'initiative de la fondation d'une Université à Douai, présentement, cognoissant Sad^e Majesté Roialle que non seullement toutes ces raisons estoient véritables justes et honnestes pour leur accorder leur requeste mais aussi qu'il estoit necessaire de faire quelque université et estude générale en quelque ville principale de ces pais bas ou se parle la langhue franchoise ou la jeunesse des pais thiois pourront avecq les lettres apprendre le vulgaire franchois de ces pais sans estre tousiours constraint et necessité d'aller pour cest effect en France et pais estranges à si grandz perilz d'estre journellement arrestes survenant une

1. Les échevins étaient alors Anthoine Dablaing, Jean de Raismes, Tousains Pannequin, Guillaume Bonnenuict, Jacques Lemaire, Jean Bonnet, Louys de Cantin, Willaume Lanbegeois, Anthoine de Vaucelles, Philippe Lalleame, Pierre Mallebrahque, Albin de Ricquebourg.

guerre, comme on avoit plusieurs fois veu et expérimenté et en danger de prendre les erreurs que présentement regnent en la religion dont lad^e France est merveilleusement occupée et empeschée jusques la que on y void une sedition publicque et guerre civile entre eulx, s'estoit resolu de prendre ce lieu de Douay comme plus convenable et propice à cest effect ayant pour ceste cause obtenu les bulles du siège apostolique comme le tout en avoit esté apporté par leur conseiller et aultres leurs députez. » Le roi a accordé à l'Université sa Maison de Douai et tous les privilèges dont jouissent l'Université de Louvain et les principales Universités de l'Europe « et ne les delaisseroit (se présentans toutes bonnes occasions) de les assister, favoriser et avancer pour décoration ornement et augmentation de lad^e Université en tout ce qu'il luy seroit possible comme sa bonne fille, lequel benefice lesdits de Douay ny doivent prendre pour petit honneur que de veoir leur ville ornée de tiltre d'Université lesquelles tousiours ont esté accordées aux chiefz et principalles villes des Royaulmes pais et seigneuries lesquelles comme elles avoient la prééminence et auctorité sur les aultres en Empire et jurisdiction aussi vouloient elles préceller en doctrine et littérature. Ainsi fut-il du passé en Athènes principale ville de la Grece ou estoient les escolles des philosophes. Ainsy a Rome ou estoit escolle generale d'éloquence et aultres doctrines comme encoires aujourd'huy elle demeure Université. Ainsy estoit de Venise, de Florence et de Naples, Ainsy de Paris, d'Orléans, Poitiers Thoulouze et Bourges, Ainsy des villes de Coullongne Maience Basles Praques et aultres principalles villes en la Germanie et meismes ainsi est-il de Louvaing qui est capitale ville du duché de Brabant premier estat de pardeça, le meismes se treuve aussi en Espaignes meismes en Turquie et aultres pais barbares. »

Il étoit habile de flatter la vanité Douaisienne, en mettant la cité Wallonne sur le rang des plus illustres villes de France, d'Allemagne et d'Italie, alors que quelques Douaisiens reprenaient les motifs d'opposition fournis par l'Université de Louvain en 1532; mais d'Assonleville répond point par point à leurs objections. Il a entendu dire, continue-t-il, « que aulcuns avoient crainte que lad^e Université ou y auroit confluence de beaucoup de jeunes gens de toutes régions et quartiers pourroit apporter quelque inconvenient tant en leur guet

garde de ville comme pour la surprinse des ennemis attendu que ledit Douay n'estoit trop loing de la fronctière de France. A quoy leur fut dict que ceste craincte portoit peu d'apparence tant pour cause que la pluspart de tous les escolliers qui viendroient audict Douay seroient des païs et subjectz de Sa Majesté desquelz ne convenoit avoir aulcune doubte et qu'ilz pourroient (en cas de besoiing) servir à lad^e ville comme s'estoit veu aultresfois en lad^e ville de Louvaing, comme aussy estoient adolescens nullement ydoines a mener factions et practiques et que si leur venoit quelques' escolliers franchois ou estrangiers desquelz vraysemblablement on pourroit prendre quelque sinistre suspition (ce que n'est apparant) ilz y pourroient donner ordre joint que ceulx contre lesquels on seroit en guerre ou inimitié ne pourroient demener illecq en temps d'hostilité et que si cest argument de craindre escolliers estrangiers povoit avoir lieu du mesmes on debveroit expulser tous marchans estrangiers des lieux des frontières oultre ce que a bien estimer ledit Douay ne se poeult dire si fronctière pour estre couverte de toutes partz de grosses et puissantes villes et chasteaux sy ce n'est que l'on voeulle dire tous lieux fronctiers ou les ennemis peuvent venir a longues traictes travaux et hardys et pour monstrier qu'il ne fault craindre escollier es lieux de frontières l'on void en Italie que les Rois potentatz et seigneuries permectent Université non seulement es lieux qui se peuvent dire fronctiere et ou bourgeois font guet et garde de jour et nuict Mais on y a pour la desfensse et tuition des villes garde ordinaire et gens de guerre comme nous voions en la ville de Dolle au conté de Bourgonne en la ville de Parme au duché de Millan à Turin en Piémont a Padoua appartenant aux Venitians qui est enclavee de toutes pars aux Milannois à Boullongne la grasse environnée de tous ducz potentatz voisins non subjectz et eslongnée des aultres terres de l'église le meisme de Ferrare Florence et aultres villes principales d'Italye par ou l'on pœult facilement veoir combien est vaine ceste craincte de ceulx qui ne sont jamais asseurez. »

La conclusion était naturellement que le roi ayant fait aux Douaisiens « ce bien faveur et honneur a eulx estoit d'amplectir allegrement a deulx brachez ce grand benefice pour ne pas perdre temps et ceste occasion d'accroissement et aug-

mentation. » Les Douaisiens doivent le plus tôt possible « enche-miner l'affaire et y donner ordre advisant tout ce qu'il convient de faire pour bon progres et direction de lad^e estude generale tant por le faict des professeurs de théologie jurisprudence médecine, artz libéraux bonnes lettres que toutes aultres sciences plus exquisés et singulieres cherchans par eulx les « plus grandz et excellens hommes quilz pourroient trouver « principalement pour les sciences plus requises. » Il les engage à « encommencher de bastir et accommoder maisons pour faire les lectures publiques et colleges et faire le tout avecq grand concept apparat espoir et chaleur ». Les Douaisiens doivent « prendre cœur », concevoir « une grande espérance de bon succes » et non « y aller froidement », sinon comment pourront-ils « esmouvoir les aultres d'y venir et faire chose qui fut de grande conséquence » ? D'Assonleville leur déclare enfin que le roi et la régente désirent que les Douaisiens hâtent l'affaire, qu'ils fixent même dès maintenant la date de l'ouverture des cours, comme la nativité Notre-Dame ou la Saint-Remy, et qu'ils fassent enfin « préadvertir et publier lad^e Université affin que chascun se puist faire prest meismes que les bourgeois qui voudroient recevoir escoliers puissent approprier a ce leurs maisons » ¹.

Après le discours du commissaire, lecture publique des lettres patentes de Philippe II; les membres de l'assemblée remercièrent très humblement d'abord le roi « de la grâce bénéfice et faveur » qu'il faisait à la ville, puis la régente et le commissaire, qui « leur avoit si bien et particulièrement remonstré toutes choses convenables à l'effect que dessus; ils promirent enfin « d'effectuer à la meilleure dilligence qu'il leur seroit possible ce qu'il leur avoit esté exposé de sorte que l'effect se voiroit de brief ». D'Assonleville se retira, l'assemblée délibéra sur les points indiqués par le discours du commissaire, décida d'ouvrir l'Université vers le milieu de septembre, s'occupa du choix des bâtimens où se feraient les cours et fit connaître au commissaire le résultat de ses délibérations ². D'Assonleville quitta Douai, satisfait des résolutions qu'il allait communiquer au gouvernement de Bruxelles et du bon accueil qu'il avait reçu du Magistrat: et en effet le lieutenant de la gouver-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 67-67.

2. *Id.*, p. 67 et 68.

nance, les échevins, les « gens de justice » et d'autres officiers de la ville s'étaient « pour l'honneur » de Douai rassemblés « pour festoier et porter faveur d'amitié avecq ledit commissaire ordonné et recepvoyr honnestement, adfin d'avoir les negoces affaires et republicque de lad^e.ville por recommandée »¹.

Le président Viglius, « grandement joyeux » des nouvelles rapportées à Bruxelles par d'Assonleville, prit ses mesures pour que l'ouverture de l'Université ne fût pas retardée par le refus ou l'insuffisance des contributions des abbayes et, sur son avis, la gouvernante donna aux députés de Douai de nouvelles lettres à l'adresse des abbés. Les unes étaient pour les prélats de Saint Vaast, de Marchiennes, du mont Saint-Eloi, de Vicogne, de Saint-Martin, d'Hasnon, etc., dont les offres avaient paru insuffisantes. Marguerite commence par les remercier de leur « bonne affection à l'avancement » de l'Université ; « toutefois, continue-t-elle, votredicte offre ne se conforme assez à ce que au nom de Sadite Majesté vous avions faict demander » ; elle ne peut se contenter de leur excuse, « considéré que pour l'œuvre si sainte et pieuse dont deppend une bonne partie de la conservation de la religion chatolique, pour avoir de bons pasteurs et prédicateurs et ne laisser mal instruire la jeunesse de pardeça est besoin faire aller avant incontinent lad^e Université, chose qui ne se pœult et ne doibt plus justement faire que à l'ayde des principaulx monasteres les plus riches et voisins dudit lieu d'aautant plus que Sadite Majesté ne a présentement moien de doter du sien ladite Université. » Elle communiquera leur réponse et leur offre au roi ; mais comme « desjà le faict de ladite Université est si avant mené que le progrès et effect ne se poeult et doibt plus différer », elle les invite à « furnir et satisfaire par maniere de provision », l'abbé de Saint Vaast 400 florins, l'abbé de Marchiennes 200, l'abbé du mont Saint-Eloi 100, l'abbé de Vicogne 200,

1. « A Mess. les eschevins et qui a esté furny par ce recepvoyr en plaine halle pour congratuller et faire présent au commissaire envoyé de Sa Maj. pour le faict de l'Université qu'il faict eriger en ceste ville par ordonnance en datte du 4^e de may 1562, 126 livres. » (*Arch. de Douai, Comptes des Aides*, CC, 19.) — « A Gilles Scocqfeure, conchierge de la maison eschevinale de ceste ville, por despense faicte par Mons. M^r Jehan de Lattre... à la venue et reception en lad^e ville de Mess. Pprofe Dassonneville, ambassadeur de Sa Maj. et commissaire par luy député en ceste ville aux fins de se informer... pour le fait de l'Université... et de tout l'en advertir... 30 l. 15 s. (*Ibid.*).

l'abbé de Saint-Martin 150, l'abbé de Cambron 100, l'abbé d'Hautmont 50, ainsi que les abbés de Saint-Jean et d'Hasnon ; le paiement annuel de cette somme partira du jour où les cours seront ouverts et devra se faire régulièrement tous les six mois jusqu'à ce que le roi ait trouvé un autre moyen de subvenir à l'entretien de l'Université : les Douaisiens ne peuvent pas « d'eux seuls la soustenir, combien quilz aient déjà dotée icelle de leur proppre à la charge de ladite ville de bien bonne et notable somme par an, Et comme ils nous ont remonstré qu'il leur conviendra exposer devant mectre tout en ordre plus de cinquante mil florins pour une fois. » Elle a bien voulu les prévenir, pour ne pas retarder l'ouverture des cours et avant d'en écrire au roi, afin, leur dit-elle en terminant, « que Sa Majesté puisse de meilleur part prendre votre excuse sy tant est qu'il la troyuve recevable¹ » (16 juin 1562).

Tout différent était le ton des lettres adressées aux abbés de Saint-Bertin, de Cysoing, de Loos et d'Anchin, dont les offres furent acceptées : Marguerite leur écrit seulement que le roi leur en « saura bon gré » et elle leur recommande de payer régulièrement leur contribution de six mois en six mois à dater de l'ouverture de l'Université. Nous prenons « bonne assurance, dit-elle en terminant, que ny ferez faulte, cognoissant la bonne volonté que vous avez au service de Dieu, promotion des estudes et bien de la patrie². »

Le messenger de Douai alla porter ces deux lettres aux abbés et il fut en général assez mal reçu par ceux auxquels étaient adressées les premières : l'abbé de Saint-Vaast lui déclara « qu'il ne falloit nulles responses et qu'il y debvroit de soy mesmes » ; les abbés de Loos, du Mont Saint-Eloi et de Cambron répondirent qu'ils enverraient en cour, l'abbé de Cysoing qu'il avait accordé ce qu'il voulait et que pour le surplus « il regarderoit de faire ses excuses » ; l'abbé d'Hasnon qu'il « fourniroit au contenu des lettres de Madame » ; l'abbé de Saint-Martin qu'il répondrait dans les quarante jours ; l'abbé d'Hautmont qu'il « monteroit à cheval et qu'il iroit rendre compte audit président Viglius des deniers et revenus de

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 77-80 et 82-83. *Arch. de Douai*, lay, 92, l. 2 Cette lettre a été imprimée par Le Glay dans le *Bulletin de la Commission historique du département du Nord*, t. VI, p. 31.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 80-82. *Arch. de Douai*, lay, 92, l. 2.

l'abbaye »; l'abbé de Vicogne fut le plus irrité : il dit au messager qu'il « n'auroit point le vin » puisqu'il « luy portoit mauvaise nouvelle », qu'il ne payerait pas, puisque les conseillers du roi le taxaient « à leur plaisir »; enfin, comme les autres, il se proposait de recourir à « Madame » ¹.

Ces réponses inquiétèrent un peu les échevins, qui en avertirent aussitôt le président Viglius : le 18 août, leurs députés étaient à Bruxelles et ils représentaient au président que si les abbés ne payaient pas les contributions auxquelles ils avaient été taxés, c'était la ruine de la ville : elle n'avait retenu des professeurs et commencé les travaux nécessaires à l'installation de l'Université que sur la promesse de deux mille florins par an. Et elle était alors d'autant moins décidée à supporter seule les frais de l'Université qu'elle demandait en même temps au président de l'exempter de sa part dans les 60.000 florins que le roi exigeait de la chatellenie de Lille, Douai et Orchies.

Viglius s'empressa de rassurer les Douaisiens. « Laissez-nous faire, répondit-il, nous trouverons bien moyen de les faire payer ce en quoy ils sont taxés », et il leur déclara même que les successeurs des prélats actuels contribueraient pour le double; dès que les lettres demandées à Rome seront arrivées, on contraindra les prélats à payer. Le conseiller Hopperus confirma les paroles du président : on a écrit au roi à ce sujet, le 6 août, dit-il; il faudra que les abbés payent la contribution imposée à chacun d'eux ²; et le mois suivant, le conseiller renouvelait ces promesses par une lettre adressée aux échevins ³. La ville « en rescompense et honneste recognoissance de la grande assistance et ayde » qu'Hopperus lui donnait « à la poursuite de l'Université, » lui fit présent d'une coupe d'argent de grande valeur ⁴.

Malgré toutes ces assurances, les contributions des abbayes, nous le verrons, ont toujours été très irrégulièrement payées et dès la première année, sur les deux mille florins promis par le gouvernement, Douai n'en toucha que huit cents ⁵.

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

2. *Ibid.*, lay. 92, l. 2.

3. *Ibid. Lettre d'Hopperus aux échevins*, 26 septembre 1562.

4. *Ibid. Comptes des Aides*, CC, 19.

5. *Ibid. Comptes de l'Université*, 1562-1563, lay. 102.

7° CHOIX DES PREMIERS PROFESSEURS

Huit cents florins suffisaient à peine à payer deux ou trois professeurs, car la ville voulait, en offrant des traitements élevés, donner à l'Université des maîtres dont le nom et la science attireraient à Douai de nombreux étudiants. Le conseil, tenu en halles à Douai le 16 mai, avait désigné le conseiller pensionnaire, l'échevin Pierre Mallebrancque et l'un des six hommes, Jacques de Bonmarchiet, pour aller à Bruxelles demander « assistance en lection desdits professeurs et docteurs que l'on estoit delibéré devocquer les plus excellens que seroit possible recouvrer »¹; dans ce choix, ils devaient prendre conseil du président Viglius². Où allaient-ils chercher d'abord ces professeurs ? Naturellement à l'Université de Louvain.

Mais dès que l'Université et la ville de Louvain soupçonnèrent Jérôme de France « d'avoir intelligence » avec quelques professeurs, elles envoyèrent des députés à Granvelle. C'est depuis la reprise des négociations entre Douai et Bruxelles la première opposition faite par Louvain au nouveau projet d'érection. Mais la Faculté de théologie avait, à son insu, encouragé la fondation de l'Université de Douai qu'elle voyait maintenant avec défaveur : le 25 mai 1561, elle avait écrit à la Duchesse de Parme pour l'inviter à rappeler par un édit tous les étudiants qui étaient alors dans les écoles étrangères. Elle espérait bien que Louvain profiterait du rappel des écoliers ; elle ne savait pas encore qu'elle favorisait la création d'une concurrence qu'elle redoutait³. Les députés de Louvain com-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 71.

2. *Arch. de Douai*, Reg. aux Cons., BB, 2, p. 134 r°.

3. MOLANUS, *Historiæ Lovaniensium*, libr. IX, ch. iv, t. I, p. 464-465.
« Precatur... facultas theologiæ per misericordiam Dei et avitum omnium retro ducum Brabantiae zelum, ut Celsitudo tua, edicto regio, ad catholici regis ditionem revocet omnes subditos extra eam studiorum gratia missos, prohibeatque ne quis studiorum gratia exeat, donec, rebus forte mutatis, aliter rex catholicus ordinaverit. Potens est enim rex in suis regionibus optime providere ingenuis adolescentibus, ut et jura et inferiores disciplinas, linguamque Gallicam quam commodissime perdiscant. »

mencèrent par représenter au cardinal, comme en 1532, les « dommaiges et interestz » que causerait à la ville la nouvelle Université ; mais ils reconnurent bientôt l'inutilité de leurs remontrances et déclarèrent alors qu'« en considération du bien et fruit que pourroit tirer le pais et religion catholique et pour complaire à Sa Majesté avoient laissé passer par dissimulation contre leur droit et privilege la poursuite desditz de Douay comme estant bonne juste et sainte au detrimment toutesfois de leur ville et republicque diminution des Impostz et des moiens de faire office et debvoirs accoustumes vers Sa Maj. »¹ Ils ne pouvaient souffrir cependant qu'on vint de Douai leur enlever leurs professeurs : ceux-ci ne se contenteront plus de leurs « gages ordinaires » ; pour les retenir il faudra augmenter leur traitement ; s'ils partent, l'Université perdra un grand nombre de ses élèves et la ville verra par suite diminuer ses revenus².

Ces remontrances furent renouvelées au cardinal par plusieurs personnages favorables à Louvain ; il finit par y céder et il invita les Douaisiens à chercher des professeurs ailleurs que dans l'Université « thioise » qui, étant « incitée », pourrait « donner retardement » à l'ouverture des cours, en se faisant appuyer par « ceux du Brabant ». Cette communication du cardinal donna d'abord « grand fraieur et fascherie » aux députés de Douai ; où trouveraient-ils alors de bons professeurs ? Ils n'oseraient en appeler de France, « à raison des sectes estranges et diversité d'opinion pululante dont la France estoit du tout contaminée et corrompue ».

Ils allèrent porter ces nouvelles à Viglius, qui les rassura aussitôt « par aultre bonne et subtile invention » : la gouvernante écrirait à Louvain que si les Douaisiens voulaient choisir des professeurs de l'Université, ce choix ne se ferait qu'avec l'accord de la ville et du recteur. Granvelle approuva, la gouvernante écrivit³ et aussitôt Jérôme de France se rendit à

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 71-72.

2. *Id.*, p. 72.

3. Præterquam quod vos id genus hominibus bonis et doctis et vera Religione catholica imbutis non dubitamus, abundare ex quibus nullo v(est)ro incommodo certe non magno facile aliquot carere, et in novam hanc studiorum coloniam emittere potestis : tum ad rectæ quoque Religionis conservationem, et novæ hujus scholæ ad v(est)ræ conformationem perpetuamque inter vos necessitudinem et concordiam pertinere putavimus, si a vobis potissimum primi

Louvain secrètement et même à l'insu de Bonmarchiet et de Mallebrancque, qui attendirent à Bruxelles les lettres de Marguerite pour les porter eux-mêmes à l'Université du Brabant. Lorsqu'ils y arrivèrent, le conseiller pensionnaire s'était déjà entendu avec plusieurs professeurs de Louvain.

A qui Jérôme de France s'était-il d'abord adressé? Naturellement à l'auteur même du *Premier Projet et Sommaire de la Remontrance*, Jean Vendeville, qui consentit avec empressement à enseigner dans une Université dont il était un des principaux fondateurs. Il s'était même trouvé à Bruxelles, pendant les dernières conférences des députés Douaisiens avec Viglius, et c'est dans cette ville qu'il avait « contracté » pour cinq cents florins : on concevait de lui, dit le conseiller, bonne espérance « tant a raison de sa bonne vie et diligence comme sa grande doctrine » et « pour ces raisons » on lui donna la première chaire dans la Faculté de droit civil. La seconde fut pour un autre professeur de l'Université de Louvain, Jean Ramus, à qui l'on promit également la somme de cinq cents florins¹ : mais l'engagement de Ramus était conclu depuis trois mois, lorsque le magistrat et le recteur de Louvain allèrent demander à Bruxelles la rupture du contrat : Viglius engagea les Douaisiens à renoncer à Ramus : vous trouverez bien, leur dit-il, un professeur « aussi bon » que lui ; mais les députés de Douai refusèrent : toutes leurs affaires avaient été en partie conduites par Ramus depuis trois mois et son concours leur était très utile². A Louvain encore ils prirent Boetius Epo, « homme fort éloquent », qui s'engagea pour trois cents florins à « faire sommaire interprétation des tiltres du droit canon et les Institutes »³.

Surtout dans la Faculté de théologie les Douaisiens voulaient « employer et mettre en œuvre gens fort excellens », car c'était « pour le respect » de la théologie que l'Université

isti doctores proficiscantur : ad quam quidem rem eo magis propensi esse debetis, quod cum inter cetera ab Regia Ma^{te} constitutum sit, ut schola Duacensis v(est)ram scholam tanquam matrem ac parentem agnoscat, simul etiam convenire et non parum gloriosum vobis fore videtur, ut vos primos ejus patres præstetis... Datum Bruxellæ xi junii 'MDLXII. » (Publiée dans *l'Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1846, p. 276-277.)

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 75-76,

2. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 75.

était instituée. Mais les députés de Douai ne trouvèrent à Louvain qu'un professeur qui leur donnât « contentement », l'Anglais Richard Smith : il avait plusieurs années enseigné à Oxford « avec grand bruit et reputation, comme aussi la profondeur de son sçavoir et intelligence de la sainte et sacré theologie et la facile interpretation d'icelle le donnoient facilement à cognoistre¹. »

Ces quatre professeurs furent pour les députés de Douai des collaborateurs actifs : ils s'occupèrent avec eux de l'organisation de l'Université où ils allaient enseigner et cherchèrent autres « gens sçavans » en particulier pour la Faculté des Arts et le Collège projeté. Sur le conseil de Vendeville et de Ramus, le conseiller pensionnaire s'adressa à un avocat de Malines, M^e Adrien Puessius, « excellent institutionnaire » qui fut chargé, pour la somme de trois cents florins, de « faire une bonne leçon par jour ». Il fut retenu le même jour que M^e Jean Rubus ou Dubuisson, licencié en théologie de la Faculté de Louvain, qui accepta, pour deux cents florins, la régence du Collège (15 juin). Quelque temps après, ce fut Jean Cospeau Montois, « gentil esprit² », professeur de lettres grecques et latines, aux gages de deux cents florins, puis Jean Petreius, docteur en médecine, « pour lire en grec et en latin », moyennant trois cents florins, s'il lisait deux fois par jour, et deux cents, s'il ne lisait qu'une fois ; Jean Ferrarius, qui enseigna la philosophie au Collège du roi, avec Wilbrand Bornstra et Louis Cospeau, qui furent « professeurs es lettres humaines »³. Mais c'est en vain que Marcq Le Febvre, clerc des six hommes, alla demander au régent du Collège de Valenciennes, Laurens Dacol, de venir à Douai « faire profession et lecture » ; en vain aussi l'on offrit à un ex-régent du collège de Tournai à Paris, Philippe Desmontaigne, la superintendance du Collège du Roi ; il vint cependant à Douai donner son avis sur l'établissement des salles pour les cours de droit civil et de droit canon⁴.

Le Magistrat avait commencé par décider que les professeurs

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 76 et Comptes de l'Université, 1562-1563.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 115.

3. *Id.* p. 76, 77, 85, 86, 93, et *Archives de Douai*, Comptes de l'Université, 1562-1563.

4. *Arch de Douai*, Comptes des Aides, CC, 19.

de la Faculté des Arts n'auraient aucun traitement à cause « des salaires qu'ils tireroient des écoliers » et ce n'était que « pour les attirer à la résidence de ladite ville » de Douai qu'on leur donna d'abord « quelque somme d'argent¹. » Le traitement était presque toujours le point capital du débat entre les députés et les professeurs. La ville avait d'abord dressé une sorte de budget pour l'Université, et le chapitre des « Retenues des professeurs » nous donne à la fois les noms des maîtres auxquels elle voulait s'adresser et les gages qu'elle comptait leur offrir.² Ferrarius se montra particulièrement exigeant : Jean Cospeau, qui s'était chargé de le voir, commença par lui exposer longuement l'organisation de l'Université de Douai et principalement de la Faculté des Arts : Ferrarius approuva vivement et promit d'y aller enseigner : « mais lorsqu'il s'agit du traitement, écrivait Cospeau à Jérôme de France, il fallut discuter longtemps avec lui et je le quittai plusieurs fois sans avoir pu rien décider. » Il finit par accepter le même traitement que Cospeau, c'est-à-dire deux cents florins, mais en cédant seulement « aux prières et aux arguments de toute espèce » qu'on pouvait invoquer auprès d'un homme « qui a souci de l'intérêt public et du progrès des études »³.

Mais en dehors des traitements, le Magistrat s'occupa d'assurer aux premiers professeurs des avantages qui les retiendraient à Douai et y attireraient de nouveaux maîtres. Dès son premier entretien avec Jérôme de France en 1560, Viglius avait fait espérer au conseiller pensionnaire qu'il pourrait « annexer aucunes prébendes tant de Saint-Amé comme de Saint-Pierre à ladite Université future pour salarier les professeurs »⁴. Le prévôt de Saint-Amé avait vingt prébendes en sa collation, celui de Saint-Pierre douze, et lorsqu'il fut certain que l'Université serait érigée, le Magistrat de Douai en demanda immédiatement une ou deux pour les affecter aux

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

2. *Ibid.*, lay. 92, l. 7.

3. « At de mercede magna et diuturna mihi fuit cum eo concertatio, adeo ut re infecta sæpius ab ejus colloquio discesserim. Tandem precibus et admonitionibus variis eo hominem studiosum publici commodi ac institutionis literarum adduxi ut, etc... » (D. Hieronymo Consiliario Duacensi prudentissimo Jo. Cospaanus. *Arch. de Douai*, 92.)

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 8. Voir sur les collégiales de Saint-Amé et de Saint-Pierre 2^e partie, ch. II.

docteurs en théologie ¹. Nous verrons comment les prévôtés de Saint-Amé et de Saint-Pierre furent presque toujours conférées à deux théologiens de l'Université, qui naturellement disposèrent des prébendes plutôt en faveur de leurs collègues : au mois d'août 1594, les échevins apprennent qu'un chanoine de la Collégiale de Saint-Amé est sur le point de mourir : ils écrivent aussitôt à Hangouart qu'il lui plaise « avoir en recommandation quelque homme scavant en la sainte théologie », qui serait pourvu de la prébende « à ces charges et conditions de faire profession des saintes lettres » ², et la prébende fut donnée à Jean Rubus à charge d'expliquer le Maître des Sentences. Les échevins ne bornèrent pas leurs requêtes aux collégiales de Saint-Pierre et de Saint-Amé : en 1564 encore ils écriront à leurs députés à Bruxelles d'obtenir de Viglius « tant que faire se polra les nominations sur les bénéfices des comtés d'Artois et Haynaut, châtellenie de Lille, Douay et Orchies et Tournay et Tournaisis ». Ces démarches ne seront pas toujours très heureuses et Viglius répondra un jour « qu'il y a apparence de grande difficulté et contredit pour ce que ne doibt on ôter à S^t Pierre pour le donner à S^t Paul » ³.

Dès le mois de juin, la plupart des professeurs retenus assistaient à toutes les conférences des commissaires du gouvernement et de la ville. Venus de Louvain, ils apportaient à l'organisation de l'Université nouvelle l'expérience de l'Université du Brabant. C'est ainsi qu'ils furent convoqués à Bruxelles pour le 8 août au logis d'Hopperus, avec Mallebrancque et Jérôme de France, « pour communiquer sur la forme et manière que l'on vouldroit garder et observer en chacune faculté », et, dans cette conférence, furent rédigés les « Poinctz et articles advisez sur le faict de la nouvelle Université de Douay suivant le pied prins par la fondation d'icelle » ⁴; ces articles approuvés par Viglius, ils se donnèrent rendez-vous à Douai le 15 septembre, « pour adviser au surplus que seroit expedient et nécessaire et de s'accommoder pour chacun faire

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, liasse 6.

2. *Ibid.*

3. *Aulcuns poinctz advisez par les Commissaires de l'Université pour mémoire aux députez allantz à Bruzelles*, du 16 juillet 1564 (*Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6).

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 86 et 90-93.

fidel debvoir et s'emploier selon sa qualité et profession »¹.

Ils allaient trouver à Douai une population maintenant tout entière favorable à l'Université : puisque les choses étaient « sy avant demenees que repentance ou contestation, ne pavoit avoir lieu, chacun advisoit d'advancher la chose le plus qu'il estoit possible voires ceulx qu'y paravant desiroient la rompture »².

Les professeurs nouvellement choisis ne tardèrent pas à ressentir les effets de ces bienveillantes dispositions. A Bruxelles, ils furent très bien traités par les députés de la ville, qui eurent soin de « payer et satisfaire les dépens de bouche desdits docteurs et de leurs serviteurs ». Jérôme de France les fit jouir immédiatement des privilèges que leur promettaient les Lettres patentes de Philippe II : il demanda, avant leur départ, un placard contenant exemption de toute espèce d'impôts pour le transport de leurs bagages : la lettre du 20 août, adressée au nom du roi à tous les « gouverneurs, baillis, prévotz, maires, bourguemaistres eschevins et gens de loy tonnelaires comissaires colecteurs et gardez des tonlieux peages et Impotz tant par eau que par terre » etc, leur recommandait de prêter aux professeurs et à tout suppôt de l'Université « ayde adresse et assistance requise », pour avoir des bateaux et des chariots, « le tout à leurs despens raisonnables »³. Les échevins renouvelaient les recommandations le mois suivant⁴. Bien plus, ils donnèrent cent livres à Vendeville, à Ramus et à Petreius, pour les indemniser du transport de leurs gens et de leurs meubles à Douai, et ils mirent un soin scrupuleux à leur rembourser toutes les dépenses qu'ils avaient pu faire, soit pour obtenir les lettres d'exemption, soit pour leurs premiers frais de voiture de Louvain à Bruxelles⁵.

Arrivés à Douai, les professeurs furent logés « à la plus grand commodité que lon sceut faire », la plupart dans les maisons religieuses⁶. Smith chez le doyen de Saint-Amé, Ramus et Boetius Epo dans les maisons des abbayes de Marchiennes et de Hennin, Petreius à l'Hôpital de l'abbaye des

1. JÉROME DE FRANCE, p. 93-94.

2. *Id.*, p. 84.

3. *Id.*, p. 94-96.

4. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 4.

5. *Ibid.*, *Comptes des Aides*, CC, 19.

6. JÉROME DE FRANCE, p. 97.

Prés, Cospeau chez un chanoine de Saint-Amé, etc. Ils se rencontrèrent à Douai avec l'évêque d'Arras Richardot, qui, depuis quelques mois, s'était aussi occupé de l'organisation de l'Université et doit être placé auprès de Vendeville, de Viglius, de Jérôme de France et de Granvelle parmi les « principaux Auteurs et conducteurs de l'érection de l'Université de Douay »¹.

La création d'une Université dans son diocèse plaisait à sa science et à son zèle pour la défense de la foi catholique. Ce compatriote de Granvelle s'était fait remarquer de bonne heure par ses connaissances presque universelles et surtout par son éloquence. A vingt ans, il expliquait à Paris les Epîtres de Saint Paul avec le plus grand succès; puis il visite l'Italie, où il entend les princes de la science; à son retour, François Bonvalot, oncle de Granvelle, l'appela à Besançon pour l'aider à combattre les hérétiques. Granvelle, qui avait Richardot en haute estime, lui fit accepter une chaire de théologie à l'école qu'il venait de fonder à Besançon et, lorsqu'en 1561 le siège épiscopal d'Arras fut vacant, il le désigna au choix du roi, à qui le recommandait déjà son oraison funèbre de Charles-Quint. Le nouvel évêque fut bientôt « aimé, honoré et révééré d'un chacun pour le bon et gracieux accueil qu'il faisait à tous pauvres et riches, petits et grands »; et il est certain qu'il contribua beaucoup, par la douceur et la prudence de son langage et par l'exemple d'une vie pieuse, à conserver au catholicisme et à Philippe II les peuples de son diocèse². « Set un seigneur qui est bien volu par desa pour ses biens faits et vertus », écrivait-on à Granvelle en 1571³; Morillon, qui l'entendra prêcher à Douai, dira au cardinal : « Ce a esté... un grand et excellent personnage en doctrine et en conseil... Comme prescheur, retrouvera l'on en cinquante ans qui lui soit à comparer »⁴. » Dès son arrivée à Arras, il parcourut le pays, opposant partout le raisonnement et la douceur à la violence : à Armentières, un furieux tire sur lui, sans l'attein-

1. GAZET, *Histoire ecclésiastique des Pays-Bas*, p. 144.

2. *Ibid.*, « Mais surtout l'excellente piété et vertu qui reluisoit en sa vie, rendoit son oraison persuasive. » — Cf. DOM BERTHOD, *Vie de Fr. Richardot* (*Mem. de l'Académie d'Arras*, 1844, p. 198-202).

3. Don Fernand de Lannoy, comte de la Roche, à Granvelle, 21 mai 1571 (*Correspondance de Granvelle*, IV, p. 66).

4. *Correspondance de Granvelle*, t. II, p. 220.

dre pendant qu'il prêchait : l'assemblée est tout émue, mais Richardot continue son discours avec le même calme. « Plusieurs qui s'estoyent abandonnez à toute sorte de vices, ont esté réduits en la voye de salut, quelques-uns qui estoyent vacillans et fluctuans en la foy, ont esté confirmez, autres qui estoyent ja infectez de la poison d'heresie ont été guaris et affranchis, ores par ses vifves remonstrances et conferences privees, ores par ses doctes et catholiques predications¹. » On le verra venir à Douai spécialement pour la conversion d'un hérétique, Michel le Cocq, discuter doucement avec lui les « principaux points de la religion », en présence de l'Université et de plusieurs notables de la ville et le ramener à la foi catholique². Aussi, lorsqu'en 1561 le pape invitait Richardot à se rendre au concile de Trente, la gouvernante désirait-elle le retenir dans son diocèse : Il ne serait « conseillable, écrivait-elle à Philippe II, ... allant la religion comme elle va en France et faisant les Français ce qu'ils font pour corrompre noz frontières » qu'il « se partist maintenant et au temps que, par ses bonnes et doctes predications en ce saint temps des avens et celluy du quaresme si proche, il pourra faire grand fruit. » L'année suivante, elle le représentait encore au roi « allant de lieu à aultre et de paroische en paroische de son diocèse, pour prémunir contre le venin que l'on craignoit n'y vint du coustel de France »³.

Richardot applaudit à la création d'une Université à Douai, parce qu'elle formerait des hommes qui occuperaient les fonctions civiles pour le plus grand profit de la religion catholique et parce qu'elle l'aiderait à recruter ce clergé honnête et éclairé qu'il voulait opposer à l'hérésie⁴ : il répétait en effet

1. GAZET, *Op. cit.*, p. 144.

2. *Discours tenu avec un prisonnier au lieu de Douay sur aucuns principaux points de la religion*, Louvain, 1568. Morillon adressa à Granvelle un exemplaire de ce discours (*Correspondance de Granvelle*, I, p. 133). — « A Gilles Scottleburne, conchierge de la maison eschevinale pour plusieurs despens fait... durant le temps que Monseign. le reverendissime évesque d'Arras aueroit... ouy les opinions de Michel le Cocq, lors prisonnier pour hérésie adlin de le rappeler et y faire ce que a sa qualité de évesque appartenoit... et plusieurs fois en la présence des recteur, docteurs en théologie et professeurs de l'université dicelle ville et aultres notables personnaiges. » (*Arch. de Douai*, Comptes des Aides, CC, 21, 1566-1567.)

3. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 20 et 419.

4. Dans le discours latin qu'il prononça à l'inauguration de l'Université,

qu'il fallait combattre l'erreur non par les armes et la guerre, mais par la vertu, par la science et même par l'indulgence : après la conversion de Le Cocq à Douai, il sollicitera sa grâce que Granvelle fera refuser¹ ; plus tard, il s'associera à ceux qui demanderont au duc d'Albe l'amnistie générale.

Les échevins le consultèrent particulièrement pour l'organisation de la Faculté de théologie, et Richardot, qui profitait de ses relations avec Granvelle pour lui recommander l'Université², consentit à y enseigner l'Écriture Sainte : « qui avoit esté cause de mectre Mess. de lad^e ville hors sollicitude de recouvrer aultre professeur en lad^e théologie car ledit sieur evesque pour son eloquence admirable pour son scavoir incredible et sa prudence singuliere estoit pour satisfaire luy soeul a lad^e fonction et retenir la jeunesse studieuse en ce lieu³. » Jérôme de France alla plusieurs fois à Arras pour « communiquer avec lui touchant les affaires de l'Université »⁴. Mais Richardot se déclara « flatté de l'honneur que luy avoit porté tant Sa Majesté que lad^e ville laquelle scavoit bien avoir fiché une grande partie de son exspectation du bon succès en sa personne pour considération et auctorité de laquelle l'on espé-

Richardot disait : « Sed hæc tamen mala quamquam sunt maxima, vitari posse et penitus depelli judico, si quidem eam virtutem, diligentiam, studium ad eam rem præstiterimus, hisque armis potissimum certaverimus, quibus quisquis vicerit, constet hunc causa, non fortuna superiorem : id est, virtute quæ quanvis nonnunquam opprimatur impostorum nequitia, victrix semper solet emergere... Hic bello et armis experiendum judicat : ille judiciorum severitate cohibendam petulantiam statuit... Ego ut ea præsidia quæ a judiciis, magistratibusque ad malum prorsus exterminandum accersuntur, Augustini periculo doctus, magnopere probo : sic aio lucem eruditionis, cum animi virtute morumque disciplina in clero esse pernecessariam... De ea re est animi Regii contentio, ut Præfectos doctos piosque habeat Belgica, quod sit satis ecclesiis, collegiis, monasteriis, magistratibus regundis. » (*Reverendiss. et Eloquentiss. Viri D. Franc. Richardoti Atrebatensium episcopi Orationes* p., 59-62.)

1. *Correspondance de Granvelle*, II, p. 159.

2. V. l'Oraison funèbre de Richardot prononcée à Douai par Thomas Stapleton en 1574 : « Quibus unquam laboribus pepercit... ut Universitatem Duacensem... verbis amplissimis apud principes viros sedulo commendaret ! » (*Richardoti Orationes*, p. 90.)

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 97-98.

4. *Arch. de Douai*, CC, 19.

roit le tout debvoir aller au mieulx¹ », et il promit de venir à Douai avant l'ouverture des cours pour en régler les détails avec les professeurs.

Les échevins allèrent le recevoir à cheval, accompagnés d'un grand nombre de gentilshommes et de bourgeois notables, des quatre sergents à verges, du concierge et du messenger de ville, des « wettes » de nuit et des six sergents à « mache » avec leurs armes et leurs « parures », et ils lui offrirent une pièce de vin². D'ailleurs ils ne manquèrent pas de faire à tous les professeurs « honneste récréation... pour garder honnêteté et adfin de les promouvoir au bien advancement et bon succès » de l'Université³.

Pendant plusieurs jours, Richardot présida des conférences qui se tinrent en la maison d'Anchin, où il avait été reçu et l'on avisa aux moyens de « mettre la chose en la plus haulte lame que faire se pouloient en eschauffant par haulte emprinse le cœur d'ung chascun »⁴. Les professeurs eurent à se prononcer d'abord sur l'installation des salles où se feraient les cours, car les échevins avaient décidé d'attendre leur arrivée pour ne faire aucune dépense inutile en entreprenant des travaux que n'approuveraient pas ensuite les maîtres de l'Université. Dans la séance du 16 mai⁵, on s'était contenté de décider que l'Université serait établie au coin de la rue des Malvaux et de la rue des Corbeaux⁶, c'est-à-dire dans un des quartiers les moins habités : les Facultés y seraient séparées des « tumultes » de la ville⁷. En attendant l'achèvement des salles, les cours de droit se feraient dans la Chapelle de Sainte-Catherine au quartier du Castel bourgeois⁸, les cours de théologie, non loin

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 98.

2. *Arch. de Douai*, CC, 280, f° 187 v° et 188 r°.

3. *Ibid.*, CC, 19.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 99.

5. *Id.*, p. 69.

6. La rue des Corbeaux est aujourd'hui la rue des Écoles. V. l'intéressante notice de M. J. LEPREUX sur *les Rues de Douai*.

7. JÉRÔME DE FRANCE, p. 69-70 — *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, 2, p. 133 v°. Sur l'emplacement de l'Université, voir plus loin 2^e partie. ch. I.

8. On voyait encore récemment la façade romane de la chapelle de Sainte-Catherine; elle a été démolie en 1881, pour l'établissement d'un marché couvert. — Les échevins avaient d'abord demandé la maison de Merignie, près

de là, près des Prêcheurs, dans « la place et salle de devant de Mons. de Belleville »; la médecine, les lettres grecques et latines furent enseignées dans la maison des Huit Prêtres¹.

8^e INAUGURATION SOLENNELLE DE L'UNIVERSITÉ (5 OCTOBRE 1562)

L'inauguration de l'Université fut successivement fixée par les commissaires de Douai et par Viglius à la mi-septembre et au premier octobre : ce jour étant la fête de la ville, on voulait que « les gens venans de loing fussent constraintz séjourner pour veoir l'entrée et ouverture de lad^e Université »². Mais on craignit bientôt que la fête, avec tout son bruit et les réjouissances traditionnelles, ne troublât la gravité de la cérémonie universitaire, et l'on choisit le 5 octobre : les étrangers venus à Douai le 1^{er} pourraient y rester pour l'inauguration des cours.

Pendant tout le mois de septembre, il ne fut question à Douai que des préparatifs de cette solennité. Avant leur retour, les députés de la ville, assistés de Ramus, avaient fait imprimer à Louvain « certain escript » qu'ils répandirent dans presque toutes les villes des Pays-Bas, pour faire connaître la date de l'inauguration³. A Douai, les échevins Antoine de Vaucelles et Pierre Mallebrancque, accompagnés du greffier Jehan Pinchon et du sergent à verge, se transportèrent à cheval par les carrefours de la ville, pour faire « publication et nottification publique de l'ouverture de l'Université ». Et alors c'est chaque jour une publication nouvelle dans les différents quartiers de Douai : il faut que les étudiants trouvent, dès leur arrivée, des maisons où se loger et Polrus Pollet, sergent à verge, Pierre Pollet, clerc, et Pierre Noirman, « tamboureur », vont « donner de Saint-Nicolas, qui était bien disposée pour les cours de droit; mais « le Seigneur » ne voulut pas l'accorder.

1. La maison des Huit Prêtres, fondée vers le début du xiv^e siècle pour huit prêtres indigents, n'existe plus aujourd'hui. — V. J. LEPREUX, *les Rues de Douai*, p. 3, 29, 43, 62 et 63. — JÉRÔME DE FRANCE, p. 101-102. — BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 523 C.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 83-84.

3. *Arch. de Douai*, Comptes des Aides, CC, 19 : « A M^e Jehan Ramus... pour par luy avoir envoyé en lieux divers les publications de lad^e Université. » JÉRÔME DE FRANCE, p. 84.

advertence » aux habitants de préparer « les chambres, maisons et ustensilles d'hostel pour subvenir aux estudians » et « d'apposer billetz es huis ou fenestres de leurs maisons donnant à entendre que icelles seroient à louer ». On les prévient d'ailleurs que « tous ceulx et celles qui vœullent loger et accommoder les escolliers... soit de table ou de chambre » auront à « en donner response selon qu'ils en seront requis à la visitation qui se devoit faire de brief ». Et un bourgeois de la ville, Guillaume Galant, fut désigné par le Magistrat « por dresser et assister les estudians... a leur trouver chambre et maison propice pour demourer à table ou aultrement »¹. Quelques jours avant l'inauguration, les échevins font encore annoncer aux habitants que « pour l'entrée et ouverture de l'Université lon fera feste par toute la ville sans faire marchet et portera on le S^t Sacrement à S^t Pierre », et à cette occasion il est fait commandement aux Douaisiens de nettoyer les rues et « oster toutes immundices ». Enfin « toutes gens de mestiers, confrères et aultres portans torses ordinairement aux processions du Sainct Sacrement en ceste ville » sont invités à « tenir leurs dites torses prestes pour l'ouverture de l'Université »².

La fête emprunta son éclat surtout à la présence des personnages considérables qui vinrent y prendre part. Les échevins envoyèrent quarante neuf lettres d'invitation « à l'ouverture et entrée de l'Université » ; ils priaient les invités de « faire ce bien et grandeur » au roi et à l'Université de venir « honorer la procession generale qui se fera à ladicte ouverture »³. Aux personnages les plus notables les invitations furent portées par Jérôme de France lui-même, aux autres, plus éloignés ou de moins haute qualité, par les messagers de pied Toussains de Queane et François Marissal.⁴ Mais les lettres arrivèrent trop tard à quelques invités qui ne pouvaient se trouver à Douai le 5 octobre. C'est l'excuse que l'Université de Louvain adressa aux échevins⁵ : était-elle sincère ? ou plutôt l'Université ne

1. *Arch. de Douai*, CC, 282, f^o 131 r^o.

2. *Ibid.*, CC, 19.

3. *Ibid.*, lay. 92.

4. *Ibid.*, CC, 19.

5. Lettre du Recteur et de l'Université de Louvain « Spectatissimis ornatissimisque viris ac Dominis scabinis Oppidi Duacensis et fautoribus ». (*Arch. de Douai*, lay. 92.)

refusait-elle pas de rehausser par la présence de ses députés l'éclat de sa rivale ? Les échevins qui savaient avec quel dépit Louvain voyait l'établissement de la nouvelle Académie remarquèrent sans doute le ton de certaines phrases bien contraires aux Motifs d'opposition : « Nous avons été très heureux d'apprendre que votre Université fondée dans l'intérêt général et destinée en ces temps troublés à défendre puissamment la religion catholique, s'ouvrait sous d'heureux auspices. » Puis le Recteur ne manque pas de rappeler que les premiers professeurs de Douai viennent de Louvain. Que devait-on penser encore à Douai de ses vœux pour le succès et les progrès de l'Université Wallonne ? « Mais, continue le Recteur, vos lettres datées du 26 septembre, ne nous sont arrivées que le 29 ; ceux qui nous représentent ordinairement dans les cérémonies du dehors sont absents et il a été impossible à aucun de nous, dans un aussi bref délai, de partir à temps pour Douai¹. » Le voyage de Louvain à Douai se faisait en trois jours et une abstention volontaire a sans doute retenu seule les députés de l'Université.

Évêques, abbés, prévôts, prieurs, chanoines arrivèrent à Douai dès les premiers jours d'octobre et peut-être jamais la ville n'avait-elle vu un tel concours de hauts personnages ecclésiastiques. C'était à croire à la réunion d'un concile et d'ailleurs n'était-ce pas pour une grande fête religieuse que ces dignitaires de l'Église venaient à Douai ? Messe, processions, discours, qui sont de véritables sermons, voilà toute la fête des 5 et 6 octobre. Ajoutons cependant un grand banquet et les vins offerts aux invités, car pas de fête flamande sans banquet, et la ville ne manqua jamais de souhaiter la bienvenue aux étrangers de distinction avec quelques « lots » de vin. Mais la quantité, la qualité, la couleur et le prix du vin variaient suivant le rang du personnage : dix-huit lots étaient offerts à l'archevêque de Cambrai, à l'évêque d'Arras, au gouverneur M. de Courrières, tandis que les abbés de Henin Liétart, d'Hasnon et de Loos en recevaient six, et les archidiacres d'Arras et d'Ostrevant trois ; l'abbé du Mont-Saint-Eloi avait du vin blanc, l'abbé de Machiennes du vin rouge, le coadjuteur de Saint-Vaast du vin d'Espagne et le lieutenant du prince d'Orange du

1. La lettre d'invitation publiée par *l'Annuaire de l'Université catholique de Louvain* (1846, p. 278) porte la date du 16 septembre.

vin du Rhin; et dans la ville même on donna des lots assez considérables aux arbalétriers, aux archers et aux canonniers, qui escortèrent la procession. Il fut ainsi distribué trois cent quinze lots de vin, et ces premières dépenses pour la bienvenue des hôtes de Douai atteignaient un chiffre assez élevé pour une ville qui se plaignait de la pauvreté de ses ressources : elles dépassaient 234 livres ¹.

Mais que d'espérances ne fondait-on pas à Douai sur l'avenir de la nouvelle Université! Le 4 octobre, elle était presque complètement organisée et le chancelier, qui, suivant les lettres de Philippe II, était le prévôt de Saint-Amé, Wallerand Hangouart, convoqua pour le lendemain matin les docteurs, les étudiants, « bref tous ceulx qui desiroient estre suppostz de la nouvelle Université » : ils devaient tous se trouver, « sur paine de certaine amende », en dehors de la ville, près de la porte Notre-Dame, en la chapelle des Malades, pour y attendre le gouverneur, le bailli, les échevins ² et le conseil et faire ensuite dans la ville une « entrée plus solennelle » ³.

Les fêtes de l'inauguration commencèrent en effet le 5 au matin : le gouverneur, le bailli, les échevins, tous les invités et le clergé de la ville allèrent prendre le Saint-Sacrement à l'église Saint-Pierre, le portèrent jusqu'à l'église Notre-Dame, où le clergé s'arrêta avec « le précieux corps de Jésus-Christ » : le reste du cortège sortit de la ville et alla à la rencontre de l'Université ⁴. Jérôme de France, au nom de la ville, souhaita la bienvenue aux membres de l'Université :

« Messeigneurs Mess. les chancellier et professeurs, dit-il,

1. *Arch. de Douai*, CC, 280, p. 108, r^o et v^o et 109 r^o.

2. Les échevins « entrez le VII^e de mars 1561 et issus le VII^e avril 1562 avant Pasques », étaient Antoine Dablaing « chef », Jean de Raisme, Toussain Pennequin, Jacques le Maire. Guillaume Boudenuict, Jean Bonnet. Loys de Cantin, Pierre Lobegeois.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 104. — V. le *Bref Recueil et recit de la Solemnité faicte à l'entree et consecration de l'Université faicte et érigée en la Ville de Douay en Flandre par le tres catholicque et tres vertueux Prince Philippe Roy Despaigne, Conte de Flandre, etc., le V^e Doctobre, L'an MCCCCCLXII chez Jaques Boscart, Imprimeur Juré du Roy* (1563). — Ce *Bref Recueil* paraît être le premier livre imprimé à Douai.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 103 et 104. — *Bref Recueil, etc.* — *Arch. de Douai*, CC, 280, p. 108 r^o. — BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ* XI, 522. — P. MARTIN L'HERMITE, p. 590-592.

qui estes en ce lieu convenus à l'honneur de Dieu la manutention de la vraie relligion catholique et utilité de la republicque chrestienne Monseigneur Mons. le gouverneur Mess. les bailly eschevins et conseil de la ville representans le corps et communaulté d'icelle accompagnez et honorez de ceste honorable assamblée de gens excellens pour vous faire preuve de leur esjouissance et congratulation de votre venue se sont transportez en ce lieu pour vous dire et faire entendre par telle demonstration publique quilz recoivent ung singulier plaisir de vostre dicte venue vous priant meismes que suivant la pieuse intention tant de nostre saint pere le Pape comme le Roy nostre sire et Madame la duchesse Regente portez par leurs accordz et placet et aussi les causes et raisons de ce que estes en ce lieu arrivez Il vous plaise entrer en lad^e ville A quoy vous recoipvent et admeectent pour y achever toutes choses requises et necessaires a l'accomplissement et perfection de lad^e Université et estude generale En quoy mesdictz sieurs vous donneront toute faveur ayde et assistance vous priant que chacun de vous reciproquement selon sa qualité et pactions faictes et passées a l'ordonnance de mesdicts sieurs par certains commissaires et depputez Il vous plaise tant faire que lad^e Université soit par votrescavoir multipliée augmentée et honnorée et la republicque de votre preudhommie grandement enrichie et ornée¹. »

Le Dr Jean Ramus lui répondit en latin², au nom du chancelier et des professeurs qu'« ilz ne sçavoient assez remerchier Messeigneurs les gouverneur eschevins et conseil de lad^e ville de l'honneur et congratulation quon leur faisoit et que chacun en son endroict avecq une alacrité d'esprit sesvertueroit tellement en sa profession que Dieu en seroit grandement honoré le Magistrat en receveroit entiere satisfaction la jeunesse le proffict la ville et Université accroissance et toute la republicque chrestienne le fruiet désiré. »

L'Université fut alors introduite dans la ville, accompagnée de « hault bois et clairons »³ et conduite à l'église Notre Dame, où l'attendaient l'archevêque de Cambrai, l'évêque d'Arras et

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 104 et 105.

2. Le texte latin, donné par BUZELIN (*Annal. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 522 D), a été traduit par JÉRÔME DE FRANCE, p. 105 et 106.

3. *Bref Recueil*, etc.

autres prélats. On rendit « action de grâces et louenges à Dieu, priant qu'il voulut le tout heureusement guider » et c'est dans l'église même que l'Université accomplit son premier acte, en procédant à l'élection d'un Recteur. « Après longue délibération ¹ », on choisit le chancelier de l'Université, Wallerand Hangouart, « homme notable et personnage de bonne renommée » ; il se revêtit aussitôt des insignes du rectorat préparés d'avance, et, lorsqu'on eut fait entrer le gouverneur, le bailli et les eschevins, il fit en leur présence le serment de fidélité au Saint-Siège et au roi, conformément aux lettres d'érection ².

Le cortège devait se rendre à Saint-Amé et toute la population Douaisienne et les étrangers venus à Douai pour l'inauguration attendaient sa sortie de Notre-Dame. Ce fut la plus belle procession qui eût jamais traversé les rues de la ville. « Chacun, dit Jérôme de France, y observa si bien sa personne qu'elle fut grandement extollée tant pour le bon ordre maintenu que pour la grande multitude de gens honorables y estans présens ³. » En tête s'avancent les corporations, les torches ornées de fleurs ; les outils et les fanons aux couleurs variées font distinguer les bateliers, les bouchers, les boulangers, les cabaretiers, les charpentiers, les charrons, les feronniers, les cordiers, les drapiers, les maçons, les manneliers, les orfèvres, les potiers, les selliers, les tailleurs, les tanneurs, les tonneliers, les vitriers et d'autres encore que la foule reconnaît au passage ⁴. Puis viennent les arbalétriers, les archers et les canoniers de la milice communale, avec leurs enseignes et leurs armes, et, derrière eux, les pèlerins de Saint-Jacques, les « voyageurs de la Sainte cité de Jérusalem », les cordeliers, et les frères prêcheurs ⁵. Le clergé des paroisses suivait, « en très bel ordre, avecq chasses de plusieurs corps saints », chantant des hymnes et des louanges à Dieu « en bonne dévotion » ; puis les abbés et les prélats des environs, « tous accoustrez selon leur estat en pontificat », et leur nombre témoignait de l'importance religieuse de l'institution qu'ils venaient inau-

1. JÉRÔME DE FRANCE p. 107.

2. *Ibid.* et *Lettres d'érection*, art. X.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 110 et 111.

4. *Bref Recueil*, etc.

5. *Arch. de Douai*, CC, 280, f° 108 et 109.

gurer : les abbés de Liessies, de Henin Liétard, du Mont Saint-Eloi, de Saint-Aubert, d'Hasnon, de Loos, de Marchiennes, d'Anchin, le coadjuteur de Saint-Vaast, deux chanoines de Notre-Dame d'Arras, deux chanoines de Notre-Dame de Tournai, le prévôt d'Haspres, les députés des chapitres de Cambrai et de Lille, le prieur de Hamage, le prieur de Saint-Amand, représentant le cardinal de Granvelle, abbé de Saint-Amand et le commandeur de Robrieu ¹. Deux prélats fermaient la marche du clergé, le « reverendissime » archevêque de Cambrai, « accosté » de l'abbé de Crépin, son suffragant et suivi de l'abbé de Saint-André, portant sa mitre et son diadème, et le « reverendissime » évêque d'Arras, « lequel portoit en très grande reverence l'augustissime et précieux corps de Jesu Christ adextré de ses deux archidiares couverts tous trois d'ung ciel faict à l'antique », et l'un de ces archidiares était Porry, qui, nous l'avons vu, était allé à Bruxelles négocier l'érection de l'Université.

Mais la population remarque surtout les nouveaux membres de l'Université, en tête du corps le recteur Hangouart, coiffé d'un chaperon rouge fourré d'hermine, les docteurs, les professeurs et les étudiants, « tous en belle gravité ». Puis, derrière le gouverneur, M. de Courrières, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, accompagné de son lieutenant, M. Descoines, des officiers de sa gouvernance et de plusieurs « nobles seigneurs », parmi lesquels Mons. de Boucau, lieutenant de Mons. le prince d'Orange et Mons. le conseiller Raullin, du conseil d'Artois, s'avançaient les « seigneurs » de la ville, le bailli, les échevins et les six hommes avec les plus notables officiers municipaux, « tous en très bel ordre et estat », et enfin, à perte de vue, s'étend une foule immense, « bourgeois, voisins et estrangers venus à ladicte solenité » et la queue du cortège remplit fort loin les rues de la ville, lorsque la procession s'arrête sur le Grand Marché ².

Là avait été dressé un autel, où fut placé « le Saint-Sacrement du précieux corps de Jesu Christ », et une estrade sur

1. *Bref Recueil*. — V. aussi JÉRÔME DE FRANCE, p. 100 et 101. Les abbés de Saint-Bertin, de Cysoing, de Saint-Martin de Tournai, de Vicogne, de Saint-Jean de Valenciennes et d'Hautmont, également invités, n'avaient pu venir à Douai. (JÉRÔME DE FRANCE, p. 99 et 100.)

2. *Bref Recueil et Arch. de Douai*, CC, 280, f° 108 et 109.

laquelle monta l'évêque d'Arras. Pour contenir les assistants, les échevins avaient entouré l'autel et l'estrade d'une barrière; mais la foule était telle que la barrière fut brisée sur plusieurs points, malgré la résistance des sergents et des « wettes » de la ville ¹. On se pressait pour entendre Richardot, et les contemporains ne tarissent pas d'admiration pour le sermon de l'évêque d'Arras; le rédacteur des *Comptes du Domaine* de la ville nous le montre « orné de singulière éloquence aultant comme homme scauroit desirer »; « il fit, continue-t-il au milieu de ses chiffres, un sermon en langage vulgaire tirant les cœurs de tous ses auditeurs en tel admiration que chacun disoit n'avoir ouy jamais homme tant bien et disertement haren-guer ². » Jérôme de France écrit aussi qu'une grande partie des auditeurs « navoit jamais ouy telle éloquence et grace de prescher » ³.

Admiration peut-être excessive, mais très naturelle chez un auditoire de gens d'église ou d'érudits : ils aimaient ce luxe d'érudition biblique qui choque aujourd'hui notre goût pour une parole plus simple et plus sobre. Et avec quelle faveur les Douaisiens devaient-ils écouter un orateur étranger, qui venait à Douai faire l'éloge de leur ville ! « Pouvons-nous pas bien, disait Richardot, appeler ceste contrée de pays Ephrata, c'est-à-dire, terre plantureuse, fromenteuse, et fructueuse qui contient ces trois tant belles et fertiles provinces de Flandres, d'Arthois et d'Haynault. Au milieu desquelles est la noble ville de Douay, comme l'œil entre les florons de la rose ? Lesquelles trois provinces certainement méritoient bien d'avoir entre elles quelque Université escolle, chérie et gratifiée des mesmes privilèges que les aultres. Estant donques la chose ainsi concluste par la volonté et autorité du Roy nostre Sire, il semble que l'on ne pouvoit trouver lieu plus commode, n'y plus à propos pour asseoir et fonder ceste dicte escolle publique, que la belle

1. *Bref recueil*, et JÉRÔME DE FRANCE, p. 108.

2. *Arch. de Douai*, CC, p. 108.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 110. Ce discours et celui que Richardot prononça le lendemain ont été publiés la même année à Cambrai sous le titre suivant : *Les deux sermons françois et latin faicts par Monsieur le Reverédissime Evêque d'Arras Messire Franchois Richardot, et par lui pronunciés à Douay a la solennité célébrée audiet lieu pour le commencement de la nouvelle Université à Cambray* par Nicolas Lombart, Imprimeur, An. MDLXII avec Grâce et Privilège.

grande et spacieuse ville de Douay, qui est entre cestrois riches et opulentes prouvinces, comme la lyaison de leurs confins. »

Richardot prit pour texte de son sermon ce passage du livre de Ruth : « Faciat Deus mulierem, quæ ingreditur domum tuam, sicut Liam et Rachel quæ ædificaverunt Israel : sit exemplum virtutis in Ephrata et nomen ejus celebre in Bethleem. » Et il interprète ainsi ce texte : « Que ceste femme (i'entens ceste Université que tu introduis aujourd'huy en tes portes, ville de Douay) soit fœcunde comme Lia et Rachel, pour peupler la maison du vray Israel de Dieu, quelle soit en Ephrata, i'entens en toute ceste contrée, fructueuse exemple de vertu. Que son nom soit célébré et renommé en Bethleem, c'est-à-dire entre les Chrestiens. »

Dans le développement de ces trois parties de son sermon, Richardot résume en quelque sorte toutes les raisons qui ont déterminé le gouvernement à fonder l'Université. S'il lui souhaite de produire de nombreux savants, ce n'est pas seulement par amour de la science ; mais il veut surtout, et c'est un vœu qu'il exprimera plusieurs fois encore, que toutes les dignités civiles et ecclésiastiques soient occupées par des hommes éclairés et qui inspirent à tous le respect de la religion par leur savoir et leur vertu « Qu'est-ce donc, s'écrie-t-il, que nous désirons à toy, Université de Douay ? Quelle faveur demandons-nous que Dieu te face !... Que de toy puisse sortir une infinité de bons sçavantz et vertueux personnages, desquelz non l'ambition, mais la suffisance et capacité puissent remplir les places et les sieges de toutes les charges tant ecclesiastiques que civiles : que tu soies la fructueuse pepinière, dont soient peuplez les conceaux et tribunaux des justices, les collèges, monastères, pastures et prelatures de l'Eglise : que tu sois comme une montaigne de laquelle tousiours coulent les saines et cleres eautés de Theologie : les larges et impetueux torrens des estudes legales : les salubres fontaines de l'art de Medecine : les plaisantz rucelletz des Arts liberaux, d'Eloquence et des Langues, pour arrouser de toutes pars la planure en comun benefice de tous Chrestiens. »

Il faut que l'Université, chargée de former ces savants, soit elle-même un exemple de vertu, et l'orateur la met en garde contre les dangers auxquels une Université peut être exposée ; mais ne voulant pas « toucher aux Universitez latines, qui sont

presentement en bruyt, » il lui signale les fautes de deux écoles anciennes, « qui furent la grande synagogue en Judée, et la renommée escolle des Atheniens en la Grece ». Ce qu'il leur reproche c'est d'être demeurées, après avoir longtemps étudié, « comme alphabetaires et elementaires ». Et cependant Dieu n'avait-il pas donné aux Grecs « le livre des créatures » et aux Hébreux celui « des Ecritures » ? Mais si les Grecs ont « feuilleté » le livre des créatures « avec telle diligence » qu'ils ont connu toutes les sciences, « largement disputé de l'essence de Dieu, ... raisonné des meurs, des vertus et des vices, des proprieté et faculté de toutes choses, ils n'ont pas passé « plus oultre » pour honorer Dieu, l'adorer, l'aimer et le craindre, « qu'est le vray but de toutes sciences » ; les Hébreux ont « aussi lourdement failly en l'estude des escritures... d'autant qu'ilz ne sen sont point serviz comme d'ung pedagogue et apprentissage pour venir à Jesu Christ ». Que l'Université de Douai n'oublie donc pas que « le but de toutes ses estudes » est de « rendre à Dieu honneur, la gloire et l'obéissance deue » ! Elle a été créée pour la défense de la religion catholique et ce serait le plus grand des maux si elle lâchait « la bride à la témérité et licence d'un chacun pour mettre en avant telz paradoxes et telles opinions qu'ilz voudroient », si elle permettait que « les parcialitez, envyes, brigues, émulations mauvaises » prissent « fondz ou racine » en elle ; et ici encore il indique nettement le rôle de l'Université de Douai, d'après les intentions de ses fondateurs, lorsqu'il ajoute : « Sont dressees en l'Eglise de Dieu les Universitez, non seulement pour rendre les escoliers sçavans : mais pour reigler, determiner et limiter la doctrine droictement, au pied et à la mesure de l'Eglise, pour ne sentir point plus avant qu'il faut. »

Et c'est pour cette raison que la renommée qu'il souhaite à l'Université dans le troisième point de son sermon, doit venir de la bonne tenue de ses suppôts et de la pureté de l'enseignement de ses maîtres : que les écoliers soient toujours préservés « de toute vicieuse vermine, soit d'yvrongnerie, de pail-lardise, et de tous les actes dissoluz ». Et s'adressant aux professeurs : « Que la doctrine de vous aultres, Messieurs (respectivement en chacune faculté) soit pure et affinée comme l'argent passé par la copelle, que la Theologie y soit purement traitée, comme il est écrit. *Eloquia Domini eloquia casta* ;

argentum igne examinatum, que la Science Légale, l'art de médecine et les aultres consequamment soient traictées sans fard, sans revolture, sans escume, ny de sophistes babillars, ny de barbaries ineptes, ny cauteleuses cavillations, puisque toutes telles facultez sont dons de Dieu. Et pour ce doyvent estre purement maniees comme perles et precieux rubis. »

Ce sermon prononcé par un évêque aurait pu se trouver dans la bouche d'un représentant du gouvernement de Philippe II : il répondait en tous points aux vues des fondateurs : c'était le commentaire du premier projet et sommaire de la Remonstrance, et aussi en quelque sorte le programme de la nouvelle Université. Mais, et c'est en cela que ce discours se distingue du langage tenu ordinairement à cette époque de lutttes religieuses, il garde jusqu'à la fin un ton d'une douceur évangélique : pas un mot violent, pas la moindre attaque aux luthériens et aux calvinistes : le nom d'hérétiques n'y est pas prononcé une seule fois.

Pourquoi Richardot avait-il fait le sermon d'inauguration sur la place du Marché ? Il voulait, suivant Jérôme de France, « rendre par l'amplitude de la place l'acte plus celebre et solempnel », et il évitait de mécontenter le collège de Saint-Amé et celui de Saint-Pierre, qui réclamaient également l'honneur d'offrir leur chaire à l'évêque d'Arras ; suivant l'ordre accoutumé, le service devait se faire dans l'église de Saint-Amé, mais pour une cérémonie aussi solennelle, Saint-Pierre invoquait sa « grande antiquité »¹. Richardot, pris pour arbitre par les échevins, supprima en partie les causes du conflit, en faisant le sermon sur la place, et, d'après le « tour », la procession se rendit pour la messe à Saint-Amé. L'église était ornée de riches tapisseries. A l'entrée du cortège, on chanta un *Te Deum* « fort magnifiquement qui enfla aucunement denvie le cœur d'aucun de Saint-Pierre pour estre leur église frustré de tant honorable solempnité »². La messe fut dite par l'abbé d'Anchin, assisté des doyens de Saint-Amé et Saint-Pierre, « priant pour le bon et heureux progres de la nouvelle Université »³. Puis le Saint-Sacrement fut reconduit à Saint-Pierre.

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 108 et 109.

2. *Id.*, p. 109.

3. *Bref Recueil*.

La cérémonie religieuse n'était qu'une partie de la fête. Tous les invités, évêques, abbés, professeurs, seigneurs et notables bourgeois, les échevins et les officiers municipaux se réunirent au nombre de deux cents dans un magnifique banquet offert par la ville ¹. A la fin, le conseiller remercia l'assemblée en ces termes : « Messieurs et conseil de ceste ville, dit-il, mont donné la charge vous dire et declarer que du plaisir et honneur que leur avez ce jourd'huy fait de vostre assistance et presence se trouveront a jamais estroitement vers vous obligez promectans toute muctuelle et reciproque recognoissance damitié ou vous plaira les employer a vostre service et commodité ². » Il ne prononça que ces quelques mots, dit-il dans son mémoire, pour ne pas retenir plus longtemps les assistants fatigués d'avoir été « jusques à une heure occupez et en devoir sans respirer » ; et il ne voulait « en rien anticiper l'honneur de Mons. d'Arras auquel lon avoit donné par conseil le premier lieu de harenguer a lendemain » ³.

En effet, pour retenir à Douai les invités étrangers, on avait décidé que chaque professeur, à partir du lendemain, commencerait ses leçons par un discours qu'ils pourraient entendre. Richardot ouvrit son cours de théologie à huit heures du matin par un discours latin qu'il prononça dans la grande salle de la maison de ville ; et, à l'avis de ses auditeurs, il « surmonta » le sermon de la veille ⁴. Il se contenta d'ailleurs de répéter, sous une forme peut-être plus simple, les idées exprimées dans le discours français : Philippe II a créé l'Université de Douai « commode », c'est-à-dire qu'il ne pouvait choisir une ville plus recommandable que Douai par l'excellence de sa situation et les qualités de ses habitants pour y établir la nouvelle école ; « utiliter », car les Universités sont utiles aux progrès de la science et très peu arrivent à une science bien grande par des études solitaires ; « necessario », car dans ces temps troublés, cette institution, et il l'a souvent dit déjà, est indispensable à la défense de la religion, pour laquelle il faut combattre non

1. « Laquelle despense, attendu la chereté et vins, a porté à la somme de 772 livres 17 solz. », *Arch. de Douai*, CC, 49.

2. JÉROME DE FRANCE, p. 111.

3. *Id.*, p 111 et 112.

4. *Id.*, p. 112.

par la violence, mais par les armes de la vertu et de la science ¹.

Le même jour, à deux heures, le conseiller pensionnaire prit encore une fois la parole au nom du Magistrat et de la ville, « lequel fut oui très volontiers tant pour son bien dire, que pour les choses rares et exquisés qu'il apporta » ². C'était une réponse de la ville à Richardot qui avait parlé au nom des professeurs. Jérôme de France ne fit guère, dans ces « choses rares et exquisés » que répéter ce qui avait été dit bien souvent par d'autres et par lui-même. Il exposa « par le menu », selon le résumé qu'il donne lui-même de son discours, « le bien profict et honneur que peult faire l'homme vertueulx par sa prudence et vigilance à la postérité luy servant comme de Dieu. Et au contraire sy par malicieuses emprinses et délibérations perverses se desbordant de la raison oublie le deub de son devoir et humanité il surpasse en nuisance pernicieuse et dommageable toute la rage furie de la plus cruelle beste du monde. Et comme la preudhommie vertu prudence et scavoir desdits professeurs estoit bien cognu et approuvé par la splendeur et bonne odeur de leurs fidelz devoirs et profession. » A la fin de son discours, il « remonstra » aux professeurs « l'espoir et expectation que lon avoit de leur personne le deshonneur sensuiveroit sy la chose heureusement encommenchée ne sortissoit par leur industrie effect duquel l'accomplissement dependoit de leur^e personne Estans Messieurs acquitez en leur endroict de leurs devoirs aians par serieuse poursieulte conduit le tout a tele fin et effect remectant l'expectation du fruit sur eulx » ³.

Ce fut seulement le 8 octobre qu'à l'exemple de Richardot les professeurs ouvrirent successivement leurs cours, en faisant « oraison ou harengue tant à la louenge de sa faculté comme de la nouvelle Université » ⁴. Richard Smith parla d'abord. Le 9, Jean Vendeville, qui devait être fier de l'exécution d'un projet dont il était l'auteur, fit sa leçon d'ouverture dans la matinée, Ramus l'après-midi ; Boetius Epo et Adrien Puessius le

1. *Reverendiss. et Eloquentiss. Viri D. Franc. Richardoti Atrebatensium episcopi Orationes*, p. 45-65.

2. *Bref Recueil*.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 113-114.

4. *Bref Recueil*.

10 ; puis, les jours suivants, Jean Cospeau, Pétreius, Rubus et « les aultres de la philosophie audit college selon l'ordre de leur profession. » L'auteur anonyme du *Bref Recueil* regrette que la modestie des professeurs les ait empêchés d'imprimer ces discours.

L'inauguration de l'Université fut aussitôt célébrée sous toutes les formes. Un Douaisien, dont nous avons plusieurs fois déjà trouvé le nom dans l'histoire de la fondation de l'Université, Marc Lefebvre, composa une *Comédie à la louange de l'Université et Faculté de toutes arts, instituée en Douai le V^e d'octobre année 1562*. Les personnages étaient le *Conseil Royal*, les *Sciences*, l'*Ignorant*, l'*Université* et l'*Estudiant*, qui mirent pour ainsi dire en action les discours prononcés depuis le 5 octobre ². Enfin l'un des futurs professeurs de la Faculté de médecine, Jean Sylvius, de Lille, célébra en vers latins la nouvelle Université et ses professeurs ³.

Philippe II ne tarda pas à être prévenu de l'ouverture des leçons. Granvelle lui en envoya la nouvelle dès le 6 octobre ⁴. Le mois suivant, Marguerite écrivit au roi que « fort solennellement » avaient été commencés les cours, en signalant les deux discours de l'évêque d'Arras « qu'ont donné merveilleusement grand contentement » et les leçons qu'il a faites lui-même à l'Université, « pour mettre les lecteurs en bon train et chemin » ⁵. Le roi se déclara très satisfait de cette nouvelle et, le 21 décembre, il écrivit à Richardot pour le remercier des « bons et louables offices » qu'il avait faits et le prier de « faire et employer a son accoustumé... en tout ce qu'il verra servir pour le bien de ladicte erection » ⁶.

Remerciements bien mérités, car la domination espagnole

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 114-115.

2. V. *Bibliographie Douaisienne* de Duthilloeul, t. II, p. 1. M. Duthilloeul dit qu'un exemplaire de cette comédie est à la Bibliothèque de Louvain. M. le chanoine Reusens, bibliothécaire, l'y a cherché sans succès.

3. *Nascentis Academiæ Duacesis ejusdemque Illustrium Professorum, encomium...* Per Joannem Sylvium Insulensem Vallencenis Medicinam facientem. Ces vers ont été publiés en 1563 en même temps que le *Bref recueil*, auquel ils sont réunis.

4. *Précis de la Correspondance de Philippe II*, publié par Gachard, I, n° 90, liasse 522.

5. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 419.

6. *Ibid.*, p. 447-449.

n'eût pas été ébranlée comme elle le fut dans les Pays-Bas, si Philippe II n'avait été servi que par des ministres et des prélats comme Richardot. L'Université de Douai rentrait dans les plans de lutte pacifique que rêvait avec Richardot le parti qui voulait combattre la Réforme uniquement par les prédications, la science et la vertu.

Résumons l'histoire des trois années qui ont précédé l'inauguration de l'Université, de 1559 à 1562. Le Saint-Siège, tout en approuvant l'érection de l'Université de Douai, l'avait retardée par ses lenteurs habituelles : puis Viglius n'avait pas trouvé d'abord chez tous les Douaisiens l'empressement que lui faisaient espérer les démarches de 1531 ; l'impopularité du gouvernement espagnol avait pénétré jusque dans la ville de Douai, l'une des plus fidèles au roi et à la religion, et l'opposition à l'Université était fortifiée par les plaintes que soulevait le poids des impôts. Mais l'autorité et le zèle du conseiller Jérôme de France n'eurent pas de peine à obtenir du conseil de la ville un vote favorable aux propositions du gouvernement de Bruxelles et, à l'insu du Brabant, à l'insu du prince d'Orange, à qui devait déplaire déjà une institution de réaction catholique rivale de l'Université « thioise », des négociations sont régulièrement engagées entre les commissaires du roi Granvelle, Viglius, Filippi Nigri et les députés de la ville. L'objet des discussions et la conclusion des négociations étaient également faciles à prévoir : le gouvernement demande pour l'Université les privilèges les plus étendus, la ville défend sa juridiction et ses finances contre les immunités judiciaires et financières réclamées pour l'Université. Les lettres d'érection de Philippe II assurent à l'Université de Douai les privilèges dont jouissent partout professeurs, étudiants et suppôts. Pourquoi l'ouverture des cours est-elle encore retardée jusqu'au 5 octobre ? C'est que la ville est trop pauvre pour entretenir l'Université : le gouvernement demande aux abbayes voisines de contribuer aux frais de l'érection et au salaire des professeurs ; mais les réponses des abbés sont généralement peu conformes aux espérances du Magistrat, bien qu'on insiste auprès d'eux sur le caractère religieux de l'Université : la guerre, de lourdes pensions, des désastres de toute espèce ont ruiné les abbés qui promettent peu ou refusent tout. Cepen-

dant, à Douai, l'Université est maintenant acceptée avec faveur, désirée même et, malgré l'opposition désormais bien timide de Louvain, c'est dans l'Université du Brabant, parmi les docteurs les plus distingués que les Douaisiens vont chercher leurs professeurs. L'Université, est enfin ouverte le 5 octobre et c'est pour toute la région une véritable fête religieuse, présidée par un prélat éminent, l'évêque d'Arras.

L'histoire des négociations et de l'érection de l'Université nous amène encore à cette conclusion : l'Université de Douai est une œuvre de réaction catholique ; c'est au nom de l'église catholique que le gouvernement a demandé à Douai et aux abbayes de supporter les charges que réclamait la fondation d'une nouvelle Université.

ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ

CHAPITRE PREMIER

ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ LES PRIVILÈGES DE L'UNIVERSITÉ ET SES RAPPORTS AVEC LA VILLE DE DOUAI

1^o LES RÈGLEMENTS DE L'UNIVERSITÉ.

Dès sa fondation, l'Université de Douai s'est trouvée complètement organisée et pour ainsi dire de toutes pièces. Les fondateurs se sont contentés d'appliquer à Douai les règlements de l'Université de Louvain, créée elle-même sur le modèle de l'Université de Paris. Il était d'autant plus naturel que les deux Universités des Pays-Bas eussent les mêmes règlements qu'elles obéissaient au même prince et étaient toutes deux destinées au même rôle dans l'Église catholique ; et pour éviter les rivalités redoutées entre elles, il était bon qu'elles eussent même organisation et offrissent mêmes avantages aux étudiants : la langue flamande était parlée à Louvain, la langue française à Douai : c'était la principale différence entre les deux Universités, et en faveur de Douai, si les jeunes gens des Pays-Bas renonçaient à aller étudier le français dans les Universités françaises.

Le bref du Pape et les lettres d'érection de Philippe II avaient établi l'Université de Douai sur le modèle de celle de

Louvain. En principe, l'Université de Douai avait le droit de se donner des règlements particuliers, sans être obligée de copier exactement ceux de Louvain. Les cinq facultés, disent les lettres d'érection, auront « autorité et puissance » de faire à la proposition du Recteur, « tels statuts généraux et particuliers, que pour le bien de ladite Université trouveront convenir »¹, sauf toutefois « qu'iceux statuts tant généraux que particuliers ne se pourront publier par lesdits Recteur et Université... ny en user sans préalablement être par vous approuvez et autorisez »². Mais dans les « Poinctz et articles adviscz sur le faict de la nouvelle Université de Douay » le 10 août 1562, entre les commissaires du roi et les députés de la ville, il avait été décidé que l'Université de Douai « se conduirait », pour tout ce qui n'a pas été réglé par des articles spéciaux, « selon les statutz, ordonnances et coustumes de celle de Louvaing et ce par provision tant et jusques à ce que l'expérience prinse autrement sera ordonné »³. Nous savons qu'en appelant des professeurs de Louvain, la ville de Douai comptait sur leur expérience pour organiser les cours comme dans l'Université du Brabant, et le jour où l'on n'eut plus à redouter l'opposition de Louvain, on lui fit demander tous renseignements nécessaires, comment, par exemple, s'y enseignait la philosophie, à quelles conditions il fallait traiter avec le régent du collège du roi, etc.⁴. Plus tard encore, lorsqu'un désaccord s'éleva dans l'Université ou une difficulté pour l'application d'un règlement, le Recteur invoquera « l'usage observé » à Louvain ou consultera l'Université du Brabant⁵.

On s'est contenté à Douai de copier à peu près textuellement les règlements généraux de l'Université de Louvain et les règlements particuliers de ses Facultés et, lorsqu'en 1749 le gouvernement de Louis XV donnera un nouveau « Règlement

1. Art. II.

2. Art. III.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 92-93. Guillaume Séquier dit aussi : « Academiam iisdem cum Lovanio legibus atque institutis aperiunt. » (*Laurea Belgica*, p. 124.)

4. *Arch. de Douai*, lay. 92.

5. Bibliothèque royale de Belgique, Ms 19701-19702. Voir dans ce recueil une consultation adressée à l'Université de Louvain pour savoir si la Faculté des Arts avait juridiction sur ses écoliers : Louvain répond négativement.

général pour l'Université de Douay et les Facultés dont elle est composée », il reprendra assez exactement la plupart des statuts de l'Université de Louvain ¹.

Aussi l'Université de Louvain s'est-elle habituée, dès l'origine, à considérer sa rivale comme sa fille : Marguerite lui avait déjà écrit que le roi voulait qu'elle fût la mère de l'Université de Douai ². Au siècle suivant, La Fontaine, célébrant la prise de Douai par Louis XIV, l'appelait « la fille de Louvain ³ ». En 1661, l'auteur d'un *Carmen seculare* en l'honneur de la fondation de l'Université de Douai, fait d'abord l'éloge des professeurs et se propose d'établir une comparaison entre l'Université de Douai et celle de Louvain, à l'exemple des Panathénées dont il donne le titre à son poème : mais « un sentiment de convenance l'empêche, dit-il, de mettre en parallèle la mère et la fille, car l'Université de Douai a toujours regardé Louvain comme sa mère ⁴. » Ce qui n'est qu'à moitié exact ; Douai évite en général de reconnaître une dépendance aussi étroite. En 1571, elle se dit seulement colonie de Louvain, lorsqu'elle prie les docteurs de l'Université Flamande de lui communiquer la dernière rédaction de leurs règlements ⁵.

1. Il reste, à notre connaissance, deux exemplaires des statuts primitifs de l'Université de Douai ; l'un est à la Bibliothèque de la ville de Douai (Ms 1301, un volume in-4^o relié veau plein fauve) ; l'autre est aux *Archives départementales du Nord* à Lille (*Cours et Juridictions* B, Fonds Université de Douai, carton 3.) Les règlements de l'Université de Louvain ont été publiés par Mgr de RAM, à la suite de *l'Histoire de la Ville de Louvain* de Molanus, t. II, p. 893.

2. « Inter cætera ab Regia Maj^{te} constitutum..., ut schola Duacensis v(est)ram scholam tanquam matrem ac parentem agnoscat. » (*Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1846, p. 277.)

3. Douay, ville à Pallas si chère,
Soit que Pallas se considère
Un armet à la teste ou l'aiguille à la main,
Douay, la fille de Louvain,

Bénit le conquérant dont le bras l'a soumise.

(Cité *Ann. de l'Un. cath. de Louvain*, 1846, p. 280.)

4. « Exemplo Panathenæorum erat hic locus instituendæ comparationis inter hanc Academiam Duacensem et Lovaniensem, sicut olim Athenarum cum Sparta aut cum aliis Græciæ Urbibus fieri solebat... Sed absit ut id committamus : non enim bona aut decens est Filiæ cum Matre contentio : siquidem ut Matricem semper venerata est hæc Academia Lovaniensem. » (*Panathenæa Duacena*, p. 23.)

5. « Quoniam Universitas nostra... quasi colonia quædam ex vestra per Maj^{tem} Regiam deducta est, iisdemque pene utitur Legibus et institutis... » (*Ann.*

2° ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ.

Il faut distinguer dans l'étude de l'organisation de l'Université :

1° L'Administration centrale, comprenant le Conseil et les officiers ou les agents de l'Université, chargés de ses intérêts généraux, de la conservation de ses privilèges, de la police, de la justice, des finances. Nous n'aurons pas à chercher l'origine des différents fonctionnaires de l'Université de Douai : ils existent à Douai parce qu'ils existaient à Louvain ; l'expérience a d'ailleurs justifié l'utilité de leur institution et les professeurs et les étudiants venant à Douai étaient heureux d'y trouver une organisation qu'ils connaissaient d'avance ;

2° L'administration particulière des différentes Facultés, qui nous montrera plutôt la vie intellectuelle, l'organisation des études et l'esprit de l'enseignement dans la nouvelle Université.

Ce n'est pas que l'administration centrale de l'Université soit tout à fait étrangère aux progrès des études : une surveillance attentive à réprimer les désordres des écoliers turbulents, une bonne et prompte justice rendue aux suppôts, la défense jalouse de leurs immunités judiciaires ou financières, tout cela ne sera-t-il pas pour beaucoup dans la prospérité de l'Université, en assurant aux maîtres et aux élèves la sécurité nécessaire à leurs travaux ?

de l'Univ. cath. de Louvain, 1846, p. 279.) Boetius Epo a dit à peu près dans les mêmes termes : « Huc Lovanio quasi colonia quædam Regiis auspiciis deducta. » (*Oraison funèbre de Philippe II, p. 25.*) « On a remarqué que ce formulaire (Serment des Intrants) est fondé sur celui de l'Université de Louvain, à l'instar de laquelle celle de Douay, sa fille, est fondée. » (*Mém. pour les Recteur et Université de Douay contre le Père Recteur du Collège des Jésuites de la même ville. DERASIÈRE, II, p. 308, Bibl. de Douai, Ms 979.*) V. *Lettres de Vidimus de passeport et franchise pour ceux de l'Université de Douay*, où il est fait mention de son institution à l'instar de celle de Louvain (Bibl. Nationale, Ms Fonds Colbert, Flandre 85.)

ADMINISTRATION CENTRALE

L'Université ou plutôt les cinq Facultés forment comme une petite république fédérative, dans laquelle le pouvoir législatif appartient à un Conseil composé des députés des Facultés et le pouvoir exécutif à un Recteur. Les deux parties les plus importantes de l'administration Universitaire étaient la justice et les finances, à cause des conflits provoqués chaque jour par la ville, qui, après avoir reconnu si difficilement les privilèges judiciaires ou financiers de l'Université, cherchait à les contester dans un grand nombre de cas : aussi l'étude de l'administration de l'Université ne peut elle se séparer de l'étude des relations de l'Université avec la ville de Douai.

Le Conseil de l'Université.

L'Université, communauté indépendante, s'administrant elle-même, nommant ses officiers, votant ses statuts particuliers et généraux, exerçait sa puissance souveraine dans le conseil de l'Université¹. Ce conseil ne comprenait pas tous les membres de l'Université, puisque l'Université comptait pour ses membres tous ses suppôts, professeurs, étudiants, officiers, gens de service, etc. ; il ne comprenait même pas tout le corps enseignant ; ce n'était pas non plus une assemblée représentative issue de l'élection. Faisaient partie du Conseil les professeurs des cinq facultés et le régent du Collège du Roi et plus tard le régent du collège de Saint-Vaast² ; et par professeurs il faut entendre ici les docteurs ou les licenciés occupant une chaire.

Ce qui semblait un devoir était considéré à l'origine comme un privilège qui se payait à prix d'argent : il ne suffisait pas d'obtenir une chaire ; on n'entrait dans le conseil qu'en acquittant un droit de 80 gros de monnaie de Flandre, si l'on appartenait à l'une des Facultés supérieures, de 42 gros, si l'on était de la Faculté des Arts. Avant d'être admis dans le conseil, il

1. *Statuta Universitatis Duacensis, De Congregationibus Universitatis*, cap. IV.

2. V. *Lettres patentes* de 1749, art. I.

fallait jurer « sur les Saints Évangiles de Dieu » de n'avoir en vue dans les délibérations que la conservation et l'honneur de l'Université, de ne rien révéler des discussions ou des décisions dont le Recteur ordonnerait le secret, enfin de se rendre à chaque convocation du Recteur, sauf excuse légitime ¹.

Il y avait quatre séances ordinaires fixées par les règlements et des séances extraordinaires chaque fois que le Recteur jugeait nécessaire de consulter le Conseil ou à la requête de l'un des doyens ; et ceux-ci sont eux-mêmes tenus de demander la convocation, si leur Faculté la réclame ² : il est toutefois défendu au Recteur de faire aucune convocation qui empêche les lectures ordinaires à moins de nécessité urgente, comme aux professeurs de faire cours les jours de séance ordinaire ³.

Les quatre séances ordinaires avaient lieu dans le premier trimestre de l'année scolaire, les 5 et 6 octobre, le 3 novembre et le 22 décembre. Elles étaient consacrées à des affaires déterminées, élections, comptes rendus de l'administration financière, organisation des cours, etc. En même temps que les trois premières, se tenaient des assemblées générales de l'Université, convoquées dans les églises collégiales de Saint-Amé et de Saint-Pierre ⁴ : le Recteur les faisait annoncer publiquement et de plus faisait inviter personnellement chaque membre du conseil par son bedeau.

L'assemblée du 5 octobre, réunie le jour de l'élection du Recteur, est surtout consacrée à l'administration financière : le Recteur sortant, qui la veille a reçu les comptes du Receveur, du Promoteur et des députés de l'Université, donne lecture d'un rapport général sur ces comptes dont il est, dans une certaine mesure, responsable pendant son rectorat. Tous les deux ans, dans l'assemblée du 5 octobre, le Conseil nomme les proviseurs de la dote. Enfin, le même jour, sont encore élus les doyens des quatre Facultés supérieures et les juges du tribunal des appels.

L'assemblée générale du 6 octobre est en quelque sorte la séance solennelle de rentrée de l'Université. Elle s'ouvre par

1. *Statuta Universitatis Duacensis*, cap. IV, 19.

2. *Ibid.*, cap. IV, 2.

3. *Ibid.*, cap. XXIII, 2.

4. *Ibid.*, cap. IV, 4.

un discours latin en l'honneur de toutes les sciences et des différentes Facultés : chaque Faculté fournit à tour de rôle l'orateur. On lit ensuite les statuts de l'Université et les professeurs donnent connaissance du programme des cours de l'année ¹. Enfin, si quelque proposition est à l'ordre du jour, le Conseil de l'Université reste seul en séance et les autres assistants sont invités à se retirer.

Dans l'assemblée du 3 novembre, on assiste d'abord chez les Frères Prêcheurs à une messe en l'honneur des fondateurs, des bienfaiteurs et des suppôts de l'Université ; puis le Conseil passe à la discussion des questions portées à l'ordre du jour ².

Enfin, dans l'assemblée du 22 décembre, les différents officiers ou suppôts de l'Université, promoteur, procureurs, bedeaux, messagers, sergents, relieurs, et imprimeurs, etc. viennent remettre leur office et en demander la continuation ; puis le conseil passe à l'ordre du jour ³.

Le Règlement de 1749 impose à l'Université des réunions mensuelles du Conseil, avec obligation de faire mention sur le registre de l'assemblée « qu'il n'a été prise aucune résolution en cas que cela soit ainsi » ⁴. Ni les statuts de l'Université de Louvain au ^{xvi}^e siècle, ni ceux de l'Université de Douai n'indiquent cette assemblée mensuelle : ne suffisait-il pas que le Recteur eût toujours le droit de convoquer le Conseil ? Nous savons d'ailleurs qu'à l'origine ces assemblées furent assez fréquentes et, en 1564, les Facultés de théologie et *juris utriusque* tardant à répondre à la gouvernante qui les avait consultées sur l'exécution des décrets du concile de Trente, s'excusent sur les nombreuses réunions exigées par l'organisation de l'Université naissante ⁵.

Il était nécessaire pour la validité des délibérations que trois Facultés au moins fussent représentées ⁶. Le vote avait lieu par

1. *Statuta*, cap. IV, 5.

2. *Ibid.*, cap. IV, 6.

3. *Ibid.*, cap. IV, 7.

4. *Lettre Patentes de 1749*, art. VII.

5. « Tarditatis enim excusationem adferunt occupationes tum in consiliis de nova nascenteque hac Academia recte instituenda capiendis tum in prælectionibus diligenter habendis. » (11 août 1564.)

6. *Statuta*, cap. IV, 15.

Faculté et non par tête ¹ : après délibération, les doyens communiquaient au Recteur le vote de chaque Faculté. Pour les affaires d'intérêt général, la majorité suffit, quelles que soient les Facultés qui la forment; mais pour les questions qui intéressent spécialement une Faculté, aucune décision n'est prise qu'à la condition d'être approuvée par cette Faculté ². Lorsqu'une affaire ne peut être discutée sans un examen ou une enquête préalable, une commission est chargée de l'étudier et d'en faire un rapport ³.

Les règlements recommandent le respect des convenances et la paix. Les suffrages doivent être donnés avec une entière indépendance : toute brigue ou pression est sévèrement interdite, sous peine de déchéance des privilèges universitaires pour le conseiller qui a promis sa voix, avec annulation de l'élection et défense au candidat de se représenter aux suffrages ⁴.

Le Conseil établit l'unité administrative de l'Université au-dessus des cinq Facultés qui ont chacune une vie indépendante. Cette unité s'établit d'autant plus facilement qu'il y a entre les quatre Facultés supérieures égalité, que les maîtres de la Faculté des Arts sont admis aux mêmes honneurs que ceux des autres Facultés, qu'entre toutes enfin il y a communauté d'intérêts : les cinq Facultés se réunissent dans les mêmes cérémonies générales, s'invitent réciproquement à leurs solennités particulières, et le Conseil ne paraît pas avoir été le théâtre de rivalités qui eussent été d'autant plus dangereuses que l'Université avait besoin d'être unie contre les pouvoirs civils ou religieux toujours disposés à usurper sur ses privilèges.

Les officiers de l'Université.

C'était du Conseil de l'Université ou de députés spéciaux nommés par les Facultés que tous les dignitaires ou officiers de l'Université tenaient leurs pouvoirs. La plupart étaient élus

1. *Statuta*, IV, 12.

2. *Ibid.*, IV, 15.

3. *Ibid.*, IV, 17.

4. *Ibid.*, IV, 16.

pour un an : mais ils étaient rééligibles et beaucoup ont en fait rempli les mêmes fonctions leur vie durant ou jusqu'au jour où ils y ont volontairement renoncé. Nous avons vu qu'à l'assemblée de décembre ils venaient presque tous déposer leurs fonctions et demander une nouvelle investiture : c'était en réalité soumettre leur administration au jugement de l'assemblée qui, après certains actes de négligence ou des fautes graves, pouvait ne pas les rétablir dans leur office ¹.

D'ailleurs tous les officiers s'engageaient à s'acquitter scrupuleusement de leur devoir par un double serment qu'ils prêtaient avant d'entrer en fonctions. Ils juraient d'abord, le jour de l'inscription sur le registre des immatriculations, « d'être feaux au Saint-Siège apostolique, à Nous, dit Phillippe II dans ses lettres d'érection, nos successeurs et héritiers, ensemble à ladite ville de Douay, tant qu'ils y demeureront et qu'ils seront obéissans audit Recteur et à ses commandements, et qu'ils se regleront suivant les statuts et ordonnances de lad^e Université et au surplus qu'ils feront comme à bons Eco-liers, supposts et sujets de lad^e Université appartient; et quant à la Religion, qu'ils se conduiront conformes aux constitutions de notre dite Mère Sainte Eglise et à nos placarts et ordonnances » ². Le second serment contenait les devoirs particuliers de chaque office : tous juraient d'abord d'exercer fidèlement leurs fonctions, de se contenter du salaire fixé par les règlements, et alors suivait le détail des principales de leurs attributions ³. Ces serments n'étaient plus, comme au Moyen âge dans l'Université de Paris, de « vaines formalités » ⁴, imposant des règlements inexécutables : à la crainte d'un parjure bien rare s'ajoutait celle d'une peine qui était presque toujours ou l'amende ou la destitution.

Pour tous les officiers, leurs fonctions reviennent en général à ceci : défendre les privilèges de l'Université; et, à Douai, chacun d'eux a dans ce rôle une part d'autant plus grande qu'il n'y a pas comme à Louvain un *Conservateur des Privilèges*.

1. *Statuta*, cap. IV, 7.

2. *Lettres d'érection*, art. XVIII.

3. *Statuta*, passim.]

4. CH. THUROT, *De l'organisation de l'Enseignement dans l'Université de Paris*, p. 26.

Le Recteur.

A la tête de l'administration universaire est le Recteur ¹. Il est le chef et le représentant de l'Université; toutes les lettres sont adressées au Recteur et à l'Université; tous les actes sont rédigés au nom « du Recteur et de l'Université ». Elu par elle, chargé de défendre ses droits et aussi de faire respecter les règlements de l'Université par elle-même, ses privilèges par les autres, il est choisi parmi les professeurs et jouit d'une autorité presque sans limites.

Il est élu quatre fois par an, aux calendes d'octobre, de janvier, d'avril et de juillet, le 5 de chacun de ces mois. Si le 5 est un jour de fête ou de maigre, l'élection est remise au lendemain, afin que rien ne s'oppose aux cérémonies et au banquet qui suivent l'entrée en fonctions du nouveau Recteur ². A l'expiration des trois premiers mois, le Recteur « remet son Rectorat es mains de lad^e Université, oste luy mesme en plaine assemblée du Conseil de lad^e Université son chapron rectoral et le met sur la table pour demonstrier que lesdits de l'Université sont libre d'eslire tel pour Recteur qu'ils trouvent expédient ». Mais presque toujours les recteurs ont été semestriels et l'Université a « continué les recteurs aultres trois mois oultre et par dessus les premiers mois »; l'élection véritable n'est faite que les 5 octobre et 5 avril et ces deux jours sont appelés « jours d'élection », tandis que les 5 janvier et 5 juillet sont appelés « jours de continuation » ³. Pour déroger à cette habitude, qui était devenue presque une règle, il fallait que le Recteur eût mal rempli son office: tel fut le cas de Ferrarius qui, malgré les protestations de la Faculté des Arts à laquelle il appartenait, fut remplacé au bout de trois

1. « Touchant le Recteur et élection d'icelluy se fera alors selon lad^e fondation et au surplus en la même forme et manière comme à Louvaing. » (*Poinctz et articles advisez sur le fait de la nouvelle Université de Douay*, JÉRÔME DE FRANCE, p. 91.) — *Statula Universitatis Duacensis, De electione novi Rectoris*, cap. I.

2. *Statuta*, cap. I, 1.

3. *La Faculté des Arts en l'Université de Douay contre le Recteur et autres de l'Université illecq.* Bibl. royale de Belgique, Ms. 19701-19702.

mois, pour avoir refusé de juger des étudiants accusés de tapage nocturne ¹.

La première dignité de l'Université est accordée successivement à chacune des cinq Facultés selon leur ordre; mais si, dans la Faculté où le choix doit être fait, personne n'est digne du Rectorat, on choisit le Recteur dans une autre ². On ne peut imposer à personne deux fois de suite les fonctions rectorales; mais il suffit de l'interruption d'un Rectorat pour obliger à les accepter sous peine d'amende, sauf excuse légitime admise par toutes les facultés ³.

L'élection est faite par cinq « Intrants » ou députés, un de chaque Faculté. Avant l'élection, ils jurent auprès du Recteur sortant de choisir, sans acception de personne, un candidat capable de remplir dignement les fonctions rectorales, docteur ou licencié de l'une des Facultés supérieures de l'Université de Douai ou Maître de la faculté des Arts ⁴. Un des articles les plus importants de ce serment était de ne jamais élire un religieux. Il figurait dans le serment des Intrants de Louvain, imposé aux Intrants de Douai, parce que dans l'Université du Brabant les Dominicains et les Augustins avaient obtenu qu'on fondât en leur faveur deux chaires de théologie pour présider aux disputes de la licence et du baccalauréat et non pour enseigner, et il avait paru prudent de leur interdire le Rectorat, auquel ces deux chaires pouvaient les autoriser à prétendre. A Douai, cet article sera invoqué contre les jésuites qui, dès la fondation de leur collège, cherchèrent par tous les moyens à s'introduire dans l'Université pour y devenir les maîtres. Dans un mémoire contre la société de Jésus, l'Université dira fort bien en rappelant la maxime *Monachus non potest esse judex* : « Et ne serait-il pas beau voir un Jésuite, un Dominicain ou autre religieux revêtu de l'épomyde rectorale publiquement escorté des officiers, bedeaux et sergens de l'Université, exercer la juridiction civile et criminelle sur les suppôts et donner journellement des audiences publiques et particulières aux plaideurs des deux sexes de toute sorte d'état et de condi-

1. *La Faculté des Arts..... contre le Recteur, etc. Loc. cit.*

2. *Statuta*, cap. I, 2.

3. *Ibid.*, cap. I, 3 et 4.

4. *Ibid.*, cap. I, 5.

tion : cela ne choquerait pas moins le bon sens que la discipline régulière : outre que d'ailleurs les droits, prééminences et prérogatives inséparables de la dignité rectorale, sont encore incompatibles avec la dignité de religieux soumis à leurs supérieurs et avec leurs règles¹. » Mais en excluant les religieux, on ne prétendait point faire de l'Université une institution purement laïque et, dans des informations ordonnées par la gouvernante contre Viglius, on reprochera au président « d'avoir introduit en l'Université de Douai pour exercer juridiction sur les gens d'église des recteurs laïques et mariés »².

L'élection du Recteur se fait ordinairement au couvent des Frères Frêcheurs³. Les Intrants doivent se mettre rapidement d'accord, car ils reçoivent à leur entrée dans la salle d'élection un cierge allumé qui ne peut brûler qu'une heure; si l'élection n'est pas faite avant l'extinction du cierge, ils sont déchus pendant un an de tous honneurs et fonctions dans l'Université et ils sont remplacés par d'autres Intrants. L'élection a lieu à la majorité des suffrages; en cas de partage des voix, le Recteur sortant est appelé et sa voix est prépondérante⁴.

Après l'élection, c'est aussi le Recteur sortant qui reçoit le serment de son successeur : ce serment est « d'être loyal et fidel au Saint-Siège Apostolique », au roi et à ses successeurs, de garder « les fondations, statuts, ordonnances, droits, privilèges, franchises, hauteurs et prééminences de ladite Université », de faire « ce qu'à l'office de bon Recteur compete et appartient; et quant au fait de la Religion » de se conduire « entièrement selon les constitutions de notre Mère Sainte Eglise » et selon les placarts et ordonnances du roi⁵. La seconde partie du serment indique « ce qu'à l'office de bon Recteur compete et appartient », c'est-à-dire lire attentivement dans le mois qui suit son élection les statuts de l'Université, exécuter dans le plus bref délai les décisions du Conseil, après

1. *Mémoire pour les Recteur et Conseil de l'Université de Douai contre le Père Recteur du Collège des Jésuites de la même ville*. DEBRASIÈRE, t. II, p. 308 et suiv. (Bibl. de Douai, Ms 979.)

2. GACHARD, *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 319.

3. *Statuta*, cap. I, 1.

4. *Ibid*, cap. I, 6, 7 et 8.

5. *Lettres d'érection*, art. 10.

avertissement des doyens et du promoteur, ne rien recevoir des suppôts qui se font immatriculer et ne signer aucune pièce exigeant la signature préalable du Receveur sans cette signature ¹.

Après le serment, le Recteur sortant lui remet pour être par lui exactement gardés le livre des Statuts et celui des immatriculations, le sceau du Rectorat et, au nom de sa Faculté, l'une des cinq clefs du coffre où sont gardés « le grand sceau, les lettriages, titres et munimens, ensemble l'argent et autres secrets de l'Université ; » les doyens de chacune des quatre autres Facultés ont également une clef du coffre, mais il leur est défendu de l'ouvrir sans le consentement exprès du Recteur et de l'Université ².

Le nouveau Recteur, recouvert du *caputium*, est conduit processionnellement aux halles publiques par toute l'Université, avec sergents, bedeaux, messagers, imprimeurs, libraires et relieurs, et là un professeur fait, au nom des Facultés, en présence des officiers de la gouvernance et des échevins, une oraison latine sur l'amour et la culture des sciences. Enfin le Recteur est reconduit chez lui avec le même cortège.

Un Recteur appartient tout entier à l'Université. Il lui est défendu de s'absenter de Douai plus d'une nuit sans la permission expresse du Conseil ; en cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un vice-Recteur choisi par le Conseil de l'Université dans la Faculté du Recteur ³. Il ne doit paraître dans la ville « que d'une manière décente et conforme à son état » ⁴. Dans toutes les cérémonies publiques où l'Université doit marcher « incontinent après le clergé », il porte la robe longue et le bonnet rectoral ; il doit être suivi immédiatement de deux huissiers, puis du Conseil de l'Université, des docteurs, maîtres, licenciés, bacheliers, étudiants et tous suppôts de l'Université ⁵.

La personne du Recteur est inviolable et s'il souffre quelque dommage à l'occasion d'un acte accompli dans l'exercice de

1. *Statuta*, cap. I, 9.

2. *Lettres d'érection*, art. 8 et 9.

3. *Statuta*, cap. II, 5.

4. *Ibid.*, cap. II, 4, *Lettres Patentes* de 1749, art. XLVII.

5. *Statuta*, cap. II, 4, *Lettres d'érection*, art. VII.

ses fonctions, le promoteur doit poursuivre le coupable et exiger réparation ¹.

Les attributions du Recteur sont à peu près universelles et il n'est aucun chapitre des règlements généraux de l'Université où son intervention ne soit prévue. Mais ses pouvoirs sont moins d'un directeur d'études que d'un chef d'administration : les véritables directeurs d'études sont les doyens des Facultés.

Le Recteur de l'Université de Douai a toujours été, au xvi^e siècle, le personnage respecté et puissant que présentent les règlements. Pour le maintien de son autorité, il pourra toujours compter sur l'Université qui l'a choisi. Nous verrons bien les quatre Facultés supérieures liguées un jour contre le recteur Ferrarius. Mais pourquoi? C'est que Ferrarius, maître de la Faculté des Arts, prétend réserver à celle-ci le jugement de ses suppôts, malgré les règlements universitaires; si l'Université proteste alors, c'est seulement contre les prétentions de la Faculté des Arts; elle défend contre le Recteur l'autorité rectorale ².

Dans combien d'autres circonstances au contraire ne voit-on pas l'Université entière groupée autour de son Recteur contre ceux qui touchent à son autorité! Défendre la dignité du Recteur, c'est pour l'Université se défendre elle-même. En 1593, le prévôt de Saint-Amé, Bossemius, qui devait cependant la dignité prévôtale à l'Université, dispute au Recteur la première stalle dans le chœur de l'église : l'Université proteste avec vivacité auprès du roi : « Iceluy Recteur, lui représente-elle, est contraint de se tenir avecq ses massiers et toute sa suite hors ledit chœur ou hors de lad^e église, attendant les processions, afin de s'y pouvoir joindre et retournantes icelles à Saint-Amé de se retirer sans entrer audit chœur, chose mal décente, scandaleuse et vergonneuse pour lad^e Université, donnant mal contentement au Magistrat et les bourgeois... et occasion à la jeunesse et autres suppotz d'icelle Université de moins estimer leur chief les docteurs et professeurs mesmes plusieurs ecclesiastiques et laïques de les mepriser et vilipender et conséquemment les lettres et sciences nécessaires pour le soutien de la chrestienté. » Le roi écrit alors à Bossemius :

1. *Statuta*, cap. II, 11.

2. Bibliothèque Royale de Belgique, Ms 19701-19702 (cité plus haut).

« Ne pouvons trouver bon le peu de respect que portez audit Recteur chief de lad^e Université de laquelle vous en qualité de chancelier ne pouvez estre tenu que pour membre » (24 juillet 1595). Comment se venge-t-on à Saint-Amé? L'un des chanoines, « domestique audit prévôt », au début de la messe « asperge tous ceulx qui estoient au chœur », à l'exception de « la seule personne dudit Recteur. » Nouvelle plainte de l'Université, nouvelle injonction du roi au prévôt de respecter le Recteur (décembre 1597) et alors l'Université décide que la réponse de la cour sera inscrite dans le livre des Statuts, « *ut Rectores, dit le Registre des Résolutions, reddantur memores quod privilegium illud sit accurate servandum* »¹.

Le Recteur a auprès de lui deux secrétaires, le Notaire et le Dictateur des Lettres, et un bedeau qui est comme son appa-riteur.

Le *Notaire*² a la garde de toutes les pièces originales de l'Université, dont il ne doit fournir que des copies³. Il a seul le droit de donner aux écoliers des témoignages d'études⁴. Aux séances du Conseil ou des Assemblées générales de l'Université, il tient la plume et porte ensuite au Recteur les décisions que celui-ci doit exécuter; au tribunal du Recteur, il rédige les jugements, remplit les fonctions de greffier et a tout intérêt au gain des procès soutenus par l'Université, car il reçoit alors une gratification supplémentaire⁵. Nous le voyons encore accompagner le Promoteur dans les constatations légales, après décès, ou dans les démarches auprès des échevins, en cas de conflits avec la ville⁶. Ses gages ordinaires sont peu élevés, douze florins par an; mais si l'Université est contente de ses « bons offices », elle lui accorde, « en récompense », des gratifications supérieures à son traitement fixe⁷.

Le *Dictateur des Lettres* était, à côté du Notaire, comme un

1. Sur toute cette affaire, voir Ms 1301 (Bibl. de Douai), p. 24 v^o et suiv.

2. *Statuta*, cap. IX.

3. *Ibid.*, cap. IX, 4.

4. *Ibid.*, cap. IX, 5.

5. *Ibid.*, cap. IX, 2, 3 et 4.

6. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.* BB, 13, f^o 258 r^o.

7. *Comptes de l'Université, 1572-1573.* (*Arch. de Douai*, 102.)

second secrétaire de l'Université et du Recteur. Il est chargé d'écrire les lettres de l'Université, sur l'avis du Recteur, qui doit les lire et les sceller avant de les laisser expédier par le Dictateur; s'il s'agit d'affaires importantes, les lettres sont examinées par les députés du Conseil. Il conserve la minute de toutes les lettres écrites au nom de l'Université et une copie de toutes celles qu'elle reçoit ¹. Son traitement est, comme celui du Notaire, de 12 florins.

Le *Bedeau* du Recteur ² était celui de la Faculté à laquelle le Recteur appartient. Il est comme le bedeau en chef. C'est lui qui précède le Recteur lorsqu'il sort en tenue officielle : il est alors revêtu de sa robe et porte sa masse, accompagné des bedeaux de toutes les Facultés si l'Université marche en corps. Il se rend tous les jours chez le Recteur pour prendre ses ordres; et, afin d'être toujours à son service, il lui est interdit de s'absenter un jour entier de la ville, sans la permission du Recteur ³.

Parmi les fonctionnaires de l'Université, le Notaire, le Dictateur des lettres et le bedeau sont seuls, mais non pas d'une façon exclusive, attachés au service personnel du Recteur. Pour les autres, tout en se groupant autour du Recteur, qu'ils assistent dans ses diverses fonctions et à qui ils doivent obéissance comme à l'Université dont le Recteur est le représentant suprême, ils sont plutôt les fonctionnaires de l'Université que les agents du Recteur : ce sont d'abord ceux que les lettres patentes de 1749 appelleront les officiers de la juridiction; nous les verrons autour du tribunal du Recteur; en second lieu, les officiers de l'administration financière; un troisième groupe comprend des suppôts comme les messagers et les libraires, qui aujourd'hui sont indépendants de l'administration universitaire, mais qui, au xvi^e siècle, étaient de véritables fonctionnaires soumis à des obligations imposées par serment et dont ils ne pouvaient s'écarter sous peine de déchéance.

1. *Statuta*, cap. VI.

2. *Ibid.*, cap. XIV.

3. *Ibid.*, cap. XIV, 5.

3° JURIDICTION DE L'UNIVERSITÉ. — LE TRIBUNAL DU RECTEUR ET LES OFFICIERS DE LA JURIDICTION.

On se rappelle les négociations de 1561 qui ont abouti à la juridiction indépendante de l'Université. Le Magistrat a d'abord offert de renoncer à toute juridiction, excepté sur les étudiants qui transgresseraient les ordonnances destinées à la protection de la ville; cette renonciation, répondit le gouvernement, doit être aussi complète que le demandera le roi, seul juge des restrictions qu'il lui plaira de déterminer; alors réplique de la ville, qui prétendait déterminer elle-même les exceptions et présente en outre les observations des chapitres de Saint-Amé et de Saint-Pierre, qui voulaient maintenir leurs suppôts en leur obéissance pour tout ce qui concernait le service divin; enfin, à Bruxelles, accord définitif: la ville fit une renonciation générale au civil comme au criminel et seuls les chapitres obtinrent satisfaction ¹.

Le résultat de ces négociations fut consacré par l'article IV des lettres d'érection qui disait: « Lesdits Recteur et Université auront l'entière jurisdiction, tant civile que criminelle, sur lesdits Docteurs, Licentiez, Bacheliers, Estudians, Ecoliers et tous autres suppôts d'icelle Université, sans que nous, nos officiers et justiciers, ou ceux de la Loy de ladite Ville, ayent ou puissent avoir aucune connoissance sur eux, à laquelle à cette fin avons renoncé entièrement et renonçons par cette au profit desdits Recteur et Université, sauf toutesfois que si pour les necessitez des guerres, tuition et protection de ladite Ville, aucunes ordonnances temporelles ou perpétuelles, par ci-après par Nous fussent faites, comprenant par exprès lesdits de l'Université, à icelles ils seront tenus d'obéir, comme aussi à celles qui à la même fin seront faites par lesdits Recteur et Université, et ceux de ladite Ville conjointement; mais non à celles qui se feront par ceux de ladite ville seuls. »

1. V. plus haut, p. 156 et suiv.

La juridiction de l'Université comprend deux degrés : 1° le tribunal du Recteur; — 2° le tribunal des cinq juges d'appel. C'est devant ces deux tribunaux que sont portées toutes les affaires de l'Université. Les Facultés n'ont pas en effet de tribunal spécial, qui serait comme une sorte de juridiction de première instance, d'où l'on pourrait en appeler au tribunal supérieur du Recteur. Chaque Faculté n'a sur ses suppôts ou ses écoliers que la puissance « que at ung pere de famille en sa maison sur ses domestiques ou ung maitre descolle sur ses disciples, sans exercer quelque juridiction »¹. Il est arrivé que la Faculté des Arts a réclamé la juridiction sur ses écoliers : le Recteur consent bien à rendre certains prisonniers au doyen de la Faculté des Arts, seulement « pour les chastier mais non pas pour exercer vers eulx quelque juridiction judiciaire ».

Le Recteur siège à son tribunal deux fois par semaine, le mardi et le vendredi, à l'heure qu'il fixe lui-même, dans le grand réfectoire des Frères Prêcheurs ou dans sa propre maison². Il fait porter les citations par son bedeau³. Tout contumace est condamné à une amende fixée arbitrairement par le Recteur. L'accusé qui veut purger sa contumace doit commencer par payer les premières dépenses du procès, avant d'être entendu, et, s'il refuse de comparaître à une seconde citation, le Recteur déclare l'amende définitive, envoie une citation péremptoire et la cause est jugée au fond définitivement, même en l'absence de l'accusé⁴. Les peines prononcées varient suivant les cas : le bannissement, la suspension des privilèges universitaires, la confiscation, la prison⁵.

Pour les affaires de peu d'importance, les sentences du Recteur sont sans appel et l'on ne peut en appeler non plus d'un

1. Bibl. royale de Belgique, Ms 19701-19702.

2. *Statuta*, cap. II, *De officio et jurisdictione Dñi Rectoris*, 6.

3. *Ibid.*, cap. II, 7.

4. *Ibid.*, cap. II, 8.

5. Voici le texte d'un jugement rectoral (1618) : « Visis informationibus contra Theodorum Bochet... conclusionem Promotoris cum confessionibus rei, Nos pro tribunali sedentes ac Deum et justitiam præ oculis habentes per nostram diffinitivam sententiam condemnamus eundem reum propter enormes excessus ejusdem in perpetuum exilium ab hac Universitate et oppido Duacensi expungentes ut expungimus eum ex albo seu matricula Universitatis... » (*Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.)

interlocutoire qui n'a pas été suivi d'un jugement définitif¹. Pour les autres causes, l'appel doit être dans les trois jours signifié au Recteur, qui renvoie l'affaire devant le tribunal des cinq juges d'appel².

Comment était constitué ce tribunal des appels ? Chaque Faculté désignait un juge qui, en cas d'absence ou d'empêchement, se choisissait un suppléant. Les cinq juges doivent être convoqués ensemble, mais il suffit de trois d'entre eux pour juger. Ils siègent les mêmes jours que le Recteur qui assiste au jugement ou se fait représenter par un assesseur³. Pour certaines affaires, si l'arrêt n'est pas prononcé dans les dix jours, le Recteur peut procéder à l'exécution de sa sentence⁴. Dans les dix jours qui suivent l'autorisation d'appel, l'appelant doit déclarer s'il veut seulement fournir les mêmes faits et les mêmes preuves, ou produire des preuves et des faits nouveaux, ce qui est le cas le plus fréquent : il est alors accordé à l'appelant un délai de quinze jours et le jugement est rendu dans les vingt jours, même s'il fait défaut⁵.

Les règlements restreignent les appels pour laisser subsister aussi complète que possible l'autorité du Recteur. Les appels ne sont guère autorisés que dans les cas où les appelants ont à produire de nouveaux faits, et alors l'appel est moins une protestation contre le jugement du Recteur que la revision d'un procès mal soutenu par la partie condamnée; certains appels perdus devant le tribunal des cinq juges pouvaient être frappés d'une amende⁶.

Il est arrivé que le Recteur ait refusé de juger les accusés cités devant son tribunal par le Promoteur; et celui-ci doit alors appeler directement du Recteur *a denegata justitia* aux cinq juges d'appel⁷.

Y avait-il un autre tribunal supérieur à celui des cinq juges

1. *Statuta*, cap. II, 15.

2. *Ibid.*, cap. II, 14.

3. *Ibid.*, cap. III, *De officio et jurisdictione Dñorum quinque judicum causarum appellationum*, 1 et 2.

4. *Ibid.*, cap. III, 3.

5. *Ibid.*, cap. III, 4.

6. *Ibid.*, cap. III, 6.

7. Bibl. royale de Belgique, Ms 19701-19702.

d'appel ? L'appel des sentences des cinq juges devait ressortir au nonce ou au Pape en toutes matières ecclésiastiques, civiles, personnelles, réelles ou criminelles. L'Université se considérait, en effet, comme un corps ecclésiastique, malgré les juridictions laïques qui, jalouses de l'indépendance judiciaire de l'Université, voulaient en faire un corps laïque. Une seule Faculté, disait la ville de Douai, est composée exclusivement d'ecclésiastiques. Les Facultés de droit et de médecine sont composées de laïques qui peuvent être mariés; les maîtres de la Faculté des Arts sont ou laïques ou ecclésiastiques; le Recteur, pris successivement dans chaque Faculté, est plus souvent laïque qu'ecclésiastique; de même, sur cinq juges d'appel, trois au moins sont laïques : et la conclusion de l'objection de la ville était : un corps ecclésiastique admet-il des laïques et des gens mariés ? La juridiction ecclésiastique peut-elle être exercée par des gens mariés ? Les *Lettres d'érection*² décidaient la question en déclarant que le Recteur enverrait à « l'Evêque du lieu » l'étudiant arrêté par les officiers de la ville, lorsque le cas serait capital, sans distinguer entre les Facultés³.

Auprès du tribunal du Recteur sont les officiers de la juridiction : parmi eux figurent le Syndic et l'Avocat fiscal, qui sont plus spécialement chargés de représenter les intérêts de l'Université devant les juridictions étrangères ; puis attachés plus directement au tribunal du Recteur le Promoteur et les Sergents, les Avocats et les Procureurs ; nous ne parlons plus du Notaire qui, nous le savons, est toujours présent aux séances du tribunal, ni du Bedeau qui porte les citations.

Faut-il distinguer le *Syndic* et l'*Avocat fiscal* ? Leurs fonctions étaient-elles réunies ou séparées ? Dans l'Université de Louvain, elles ont été d'abord confondues, puis divisées. A Douai, les règlements les séparent⁴, mais elles ont été souvent

1. *Réflexions sur la juridiction prétendue par l'Université de Douay*, PLOUVAIN, Bibl. de Douai, Ms 1020, t. I, pièce 6.

2. *Lettres d'érection*, art. VI.

3. V. THUROT, *De l'organisation de l'Enseignement dans l'Université de Paris au Moyen Age*, p. 29-31.

4. *Statuta*, cap. VIII, *De advocato fiscali*, et cap. XI, *De syndico Universitatis*.

réunies entre les mêmes mains : dans les comptes de 1572 et de 1573, M^e Claude Hesselt reçoit 25 florins comme avocat fiscal et 12 comme syndic ¹ ; en 1575, il y a un avocat fiscal et un syndic distincts, que l'Université délègue en même temps auprès du lieutenant de la gouvernance de Douai, à propos de contestations avec la ville pour les impôts ². Au XVIII^e siècle, l'article XLIX des lettres patentes de 1749 déclare que « l'office de syndic de l'Université demeurera supprimé » et que « les fonctions de cet office seront réunies à celles de l'avocat fiscal ».

Les fonctions de ces deux officiers de la juridiction se touchent d'ailleurs par bien des points. Le *Syndic* ou l'avocat fiscal en tant que syndic représentait l'Université devant les autres juridictions ³. Il était chargé de poursuivre, seulement sur l'ordre et au nom de l'Université, du Recteur ou de leurs députés, toutes les causes de l'Université, « soit en demandant soit en défendant », à Douai et au dehors. Mais il doit toujours consulter l'avocat fiscal et ne jamais abandonner une cause sans le consentement de l'Université ⁴.

L'*Avocat fiscal* est au-dessus du syndic : il est comme lui un des conservateurs des privilèges et des droits universitaires ; il veille à ce que les titres et pièces concernant les privilèges, exemptions ou traités conclus avec les princes, les communes, les évêques et les prélats soient exactement inscrits sur les registres de l'Université ⁵. Il poursuit toute atteinte aux privilèges de l'Université à Douai ou ailleurs ⁶. Il assiste le promoteur et il est intéressé au gain des procès de l'Université, car dans les affaires où des dommages et intérêts sont adjugés à l'Université, il reçoit une indemnité supplémentaire fixée par le Recteur ⁷. Nous retrouvons constamment l'avocat fiscal dans les conflits de juridiction avec la ville. S'agit-il de disputer aux échevins la levée du cadavre d'un étudiant trouvé dans la

1. *Archives de Douai, Comptes de l'Université* (1572 et 1573), lay. 102.

2. *Arch. de Douai*, CC, 845.

3. *Statuta*, cap. XI, 2.

4. *Ibid.*, cap. XI, 3.

5. *Ibid.*, cap. VIII, 1.

6. *Ibid.*, cap. VIII, 2.

7. *Ibid.*, cap. VIII, 4.

Scarpe : c'est l'avocat fiscal qu'on envoie au Magistrat et c'est encore lui qui, de concert avec le notaire de l'Université, avait, malgré les prétentions de la ville, requis des hommes pour le retirer de l'eau ¹. Il peut être député par l'Université dans certaines affaires qui n'ont aucun caractère contentieux : en 1569, M^e Claude Hesselt est désigné pour accompagner Puessius, Bonmarchiet et Jérôme de France, qui vont réclamer à Bruxelles « l'assignation de quatre milz florins pour la dotation de l'Université », ou à Mons, Valenciennes, Condé, Bouchain et autres villes, « pour eulx informer des biens confisquez au profit de Sa Maj., desquelz icelle entend dotter lad. Université » ². Il est considéré comme un des hauts dignitaires de l'Université ; il assiste à toutes les réunions, messes, fêtes, auxquelles l'Université est en corps ; il est invité à tous les actes auxquels figurent les docteurs et les licenciés ³. Son office est annuel : il le remet entre les mains de l'Université dans l'assemblée de décembre, mais il peut toujours en demander le renouvellement.

Le *Promoteur* ⁴ est élu dans les mêmes conditions que l'avocat fiscal dont il est un des auxiliaires les plus utiles. Comme lui, nous retrouvons le promoteur dans tous les conflits de juridiction avec la ville : dans un cas de mort violente ou de suicide d'un suppôt de l'Université, il se rend à la maison mortuaire, fait l'enquête, défend de faire la levée du corps sans la permission du recteur, et presque toujours avant ou après lui se présentent dans la même maison les échevins chargés au nom de la ville d'interdire également la levée sans l'autorisation du Magistrat ⁵. C'est encore le promoteur qui est chargé, avec l'avocat fiscal, d'aller réclamer aux échevins les étudiants arrêtés par la garde de la ville et illégalement jugés par le Magistrat ⁶.

Ses fonctions devaient faire du promoteur un des plus occupés parmi les officiers de l'Université, ce qui ne l'empêchait

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 12, f^{os} 12 et 13, et BB, 13, f^{os} 256-258.

2. *Ibid.*, *Comptes de l'Université*, 1568-1569, lay. 102.

3. *Statuta*, cap. VIII, 5.

4. *Ibid.*, cap. X, *De Promotore Universitatis*.

5. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 13, f^o 173 v^o et 258 r^o.

6. *Ibid.*, *Reg. aux Mém.*, BB, 13, f^{os} 256, 257, 258.

pas quelquefois d'avoir d'autres occupations assez différentes de ses fonctions universitaires : c'est ainsi que Loys de Winde fut à la fois promoteur et « de son stil » imprimeur pour le compte de Boscart et, à partir de 1564, pour son propre compte. De Winde paraît cependant avoir très bien rempli ses difficiles fonctions de promoteur et l'Université, qui voulait l'attacher le plus longtemps possible à son service, déclare en 1569 que ses gages sont insuffisants, et à ses quarante-deux florins de traitement annuel, elle en ajoute 50 « en forme de prest et pour lui subvenir, affin, disent les Comptes, que par faute de gages suffisans il ne se parte de ceste ville comme il étoit délibéré, abandonnans l'office de promoteur au damage et intérêt de lad^e Université ». En 1573, elle porte même ses gages à 72 florins par an¹.

Le Promoteur doit toujours se tenir à la disposition du Recteur, qu'il accompagne aux processions, aux messes et dans les actes publics² ; il lui est défendu de sortir de la ville sans sa permission, sous peine de destitution. Deux fois par jour, avant et après le dîner, il se rend chez le Recteur 'pour prendre ses ordres³. S'il a connaissance de quelque « abus, excès ou délit » commis par un suppôt de l'Université, il doit en avertir aussitôt le Recteur, « pour diriger par son avis la procédure qui sera nécessaire sans qu'il puisse faire de son chef aucune procédure, même préparatoire, entreprendre aucun procès, ni se désister d'aucune instance commencée⁴. » Si toutefois le recteur refuse de juger les accusés cités devant son tribunal, le promoteur, en quelque sorte responsable de l'ordre au sein de l'Université, a le droit, nous l'avons vu, de porter directement le procès devant les cinq juges d'appel. Le procès terminé, il peut être chargé de mettre la sentence à exécution soit seul, soit dans certains cas avec l'assistance des échevins⁵, et de même, il peut être appelé à exécuter les sentences rendues par les échevins contre les suppôts de l'Université, lorsque le recteur a reconnu la légalité du jugement⁶.

1. *Comptes de l'Université*, 1569, et 1573 *Arch. de Douai*, lay. 102.

2. *Statuta*, cap. X, 2.

3. *Ibid.*, cap. X, 3.

4. *Ibid.*, cap. X, 4.

5. *Arch. de Douai*, *Reg. aux Mém.*, BB, 13, f^o 68 v^o.

6. *Ibid.*, lay. 92.

L'office du promoteur est surtout un office de police. Les règlements indiquent avec détail dans quelles conditions il doit faire ses rondes et quels profits lui procure chaque arrestation. Il doit surtout empêcher les désordres des écoliers pendant la nuit. Il fait sa ronde de temps en temps dans les rues avec les sergents de l'Université, soit quand il lui plaît, soit à toute réquisition du Recteur, à condition d'être prévenu trois ou quatre heures d'avance; mais les frais de ronde ne lui sont remboursés que s'il fait une arrestation ou s'il est sorti sur l'ordre du Recteur; il touche ordinairement six à huit sous par personne arrêtée et, s'il est obligé de prendre main-forte, les sergents qui l'ont assisté reçoivent suivant les circonstances quatre ou six sous ¹.

Dans quel cas se font les arrestations? Le promoteur ne doit arrêter personne pour une cause civile sans l'ordre exprès du Recteur, ni même pour un delit sans une enquête suffisante: il est fait exception pour le flagrant délit, si le supôt est surpris dans une maison de débauche, ou s'il se promène à une heure indue avec des armes prohibées et sans lumière; ces armes sont alors confisquées et vendues au profit du Recteur et du promoteur ².

Les accusés jouissent d'ailleurs de certaines garanties: le promoteur prévient le Recteur de toute arrestation aussitôt faite et signifie au prisonnier dans les trois jours les motifs de la poursuite. Il lui est défendu, sous peine de parjure et de destitution, d'arracher aucun aveu par la violence, les tortures ou le refus de nourriture, et d'interroger les prisonniers en l'absence du Recteur ou du Notaire député à cet effet ³.

Toutes précautions sont prises pour prévenir l'évasion ou la rébellion, et, en cas d'évasion, le promoteur est passible d'une amende. D'ailleurs, il a pleins pouvoirs pour la garde de ses prisonniers. Il ne doit les enfermer que dans les prisons de l'Université; exception est faite en faveur des personnes notables qui peuvent, avec l'autorisation du Recteur, être conduites dans quelque monastère incorporé à l'Université ⁴. Les

1. *Statuta*, cap. X, 5 et 6.

2. *Ibid.*, cap. X, 9 et 13.

3. *Ibid.*, cap. X, 11 et 12.

4. *Ibid.*, cap. X, 14.

prisonniers se font nourrir par le promoteur, ou reçoivent leur nourriture du dehors et peuvent même se faire apporter leur lit; mais, dans ce cas, il faut que le promoteur s'assure qu'ils ne profitent pas de cette dernière faveur pour se procurer des armes ¹. Deux fois par semaine il fait l'inspection complète de la prison et des prisonniers ². A tout détenu rebelle ou sous le coup d'une accusation grave, il peut mettre les fers ³. Personne n'est admis à visiter les prisonniers sans son autorisation, à moins d'un ordre formel du Recteur, mais la visite a toujours lieu en présence du promoteur : par mesure de précaution, les hommes doivent déposer, avant d'entrer, leur couteau ou tout autre instrument tranchant, les femmes leurs vêtements de dessus, et le Promoteur a le droit de s'assurer qu'ils n'ont sous eux aucune arme cachée ⁴.

Si, à sa sortie de prison, un prévenu acquitté ne peut payer les frais de « gîte, de geolage et de nourriture », le promoteur n'en est remboursé par l'Université que dans le cas où l'arrestation et la poursuite ont été ordonnées par le Recteur ⁵ : c'était sans doute une garantie pour les suppôts de l'Université contre le zèle excessif d'un promoteur, à qui chaque arrestation était payée; mais combien de fois, en cas de doute, le promoteur devait-il reculer devant une arrestation qui, d'abord faiblement rémunérée, pouvait finir par lui coûter fort cher ! C'était donc à ses risques et périls que le Promoteur devait s'acquitter de son office « contre les estudiants desbordez ».

Une dernière fonction du promoteur était de donner connaissance au Recteur de la mort des suppôts et d'obliger les exécuteurs des dernières volontés des défunts à rendre compte de leur administration au Recteur : il peut être désigné lui-même comme curateur des biens du défunt, s'il ne se présente aucun ami, parent ou compatriote pour les administrer ⁶.

Le promoteur a à sa disposition deux sergents, désignés par l'Université : d'abord pour sa défense personnelle contre les

1. *Statuta*, cap. X, 15.

2. *Ibid.*, cap. X, 16.

3. *Ibid.*, cap. X, 17.

4. *Ibid.*, cap. X, 19.

5. *Ibid.*, cap. X, 20, 21, 22.

6. *Ibid.*, cap. X, 27, 28, 29, 30

vengeances auxquelles ses fonctions peuvent l'exposer ¹. Ils doivent lui signaler, comme au Recteur, tous délits, désordres, infractions des suppôts, dont ils ont connaissance ². Deux fois par jour, à huit heures du matin et à deux heures de l'après-midi, ils se présentent chez le promoteur et, s'il en est besoin, ils sortent avec lui de huit heures à midi et de deux heures jusqu'au soir; ils doivent d'ailleurs l'accompagner à toute heure du jour ou de la nuit, partout où il jugera leur concours nécessaire ³. Pour toute arrestation à opérer, ils sont tenus au secret le plus absolu, sous peine de destitution ⁴. Aussi leur est-il défendu de se mêler aux écoliers, de boire avec eux dans les cabarets, de sortir de la ville sans autorisation du Recteur ⁵. Toute infraction à ces devoirs est punie ou de l'amende ou de la destitution ⁶. Leurs gages ne sont pas fixés par le règlement : l'Université en détermine le chiffre suivant les circonstances ⁷.

Les *Procureurs* et les *Avocats* sont moins étroitement attachés à l'Université que les officiers dont nous venons de parler. Ils dépendent toutefois de la cour du Recteur, comme aujourd'hui les avoués et les avocats de nos tribunaux : comme eux, il sont tenus de prêter serment et les procureurs doivent tous les ans résigner leur office dans l'assemblée de décembre.

Les règlements universitaires défendent à l'avocat de se charger d'une cause qui, dans sa conscience, lui paraît injuste et même de continuer à la plaider, s'il la reconnaît injuste durant les débats ⁸; il lui recommandent aussi de ne pas prolonger inutilement les procès : l'avocat du demandeur et celui du défendeur doivent exposer tous les faits dans deux pièces, le premier dans l'accusation et la réplique, le second dans la défense et la duplique, à moins qu'à l'appréciation du Recteur la cause n'exige de plus longs débats ⁹.

1. *Statuta*, cap. XVII, 1.

2. *Ibid.*, cap. XVII, 2.

3. *Ibid.*, cap. XVII, 5.

4. *Ibid.*, cap. XVII, 3.

5. *Ibid.*, cap. XVII, 4.

6. *Ibid.*, cap. XVII, 6.

7. *Ibid.*, cap. XVII, 7.

8. *Ibid.*, cap. XII, 3.

9. *Ibid.*, cap. XII, 5.

Le procureur jure également de ne jamais se charger d'une cause qu'il sait injuste ou pour un étranger non domicilié à Douai, à moins qu'il n'ait élu domicile dans la ville pour assurer l'exécution dirigée contre lui à l'instance d'un suppôt¹; de ne pas demander d'ajournements sans motifs sérieux, de ne rien donner ou promettre aux juges dans les causes qu'il soutient et de dénoncer au Recteur tout ce qui peut tourner au préjudice de la juridiction ou des privilèges de l'Université².

1° CONFLITS DE JURIDICTION AVEC LA VILLE.

Le personnel que nous venons d'étudier suffit pour assurer la police au sein de l'Université et faire rendre bonne et prompte justice à tous et contre tous. Il agit indépendant de tout pouvoir extérieur et les arrêts du Recteur, rendus sur le rapport du promoteur, après interrogatoire de l'accusé, n'invoquent d'autre autorité que « Dieu et la justice »³.

Mais pour l'exécution de certains arrêts, l'Université a parfois besoin du concours de la ville et en particulier lorsque le Recteur prononce le bannissement de l'Université et de la ville. « Si, dit l'article VI des Lettres d'érection, le délinquant est banni par ledit Recteur hors de l'Université et Ville de Douay, sera aussi tenu pour banni par les officiers et ceux de la loi d'icelle Ville. »

Parmi les articles relatifs à la juridiction de l'Université, celui que nous venons de citer est peut être le seul qui n'ait jamais occasionné de conflits entre l'Université et les échevins. Cette déférence du Magistrat tient à ce qu'il espérait même assistance de la part de l'Université : en 1569, le Recteur, priant les échevins, de l'aider à exécuter une sentence portée par son tribunal contre M^e Wallerand Broide qui se prétendait seulement justiciable de la ville, leur promettait

1. *Statuta*, cap. XIII, 2 et 3.

2. *Ibid.*, cap. XIII, 1.

3. «... Conclusionem Promotoris cum confessionibus rei, Nos pro tribunali sedentes ac Deum et justitiam præ oculis habentes.» V. plus haut, p.230, note 5.

l'appui du promoteur pour l'exécution des jugements rendus par eux ¹ ; en effet, quelque temps après, il faisait, d'accord avec le Conseil de l'Université, la déclaration suivante : « Pour donner ordre que la justice soit exercée en et par toute ladite Université et ville de Douay, nous à la requeste et assistance de Messieurs les eschevins de lad^e ville, avons consenti et accordé... par ces présentes pour nous et nos successeurs que nous ferons mettre à exécution par notre promoteur les sentences rendues par lesdits sieurs eschevins contre les suppôts de lad^e Université lesquelles nous seront présentées de la part diceulx eschevins et requises d'estre mises par nous en notre-dict promoteur à exécution,... et ne permetterons les condamnez par icelles sentences estre receus en opposition, n'est que lesdites sentences soient surannees ou pour exception de droict recevables ² ».

Mais que de contestations pour les autres articles de l'acte de fondation relatifs à la juridiction de l'Université ! Nous ne parlerons pas des vices de forme, que la ville invoqua plus tard contre les Lettres d'érection : elles n'ont jamais été, dirait-elle, ni vérifiées, ni enregistrées au grand Conseil de Malines, ni aux conseils provinciaux de Flandre et d'Artois ; elles ne contiennent, ajoutera-t-on, aucune clause dérogatoire aux édits, placards et ordonnances du pays, « lesquels étant revêtus d'une autorité publique prévalent toujours à un titre particulier ³ ».

L'Université, disent les lettres d'érection, a entière juridiction sur ses suppôts. Mais dans combien de cas la ville ne conteste-t-elle pas la qualité de suppôt ! Elle sait bien la reconnaître aux gens à qui elle veut refuser le titre de bourgeois de Douai : en 1591, par exemple, Jean Bogard, imprimeur juré de l'Université, ne « fut admis à la bourgeoisie qu'après avoir fait apparoir acte de renonciation aux privilèges de l'Univer-

1. « Se ab ea (sententia definitiva) subduxit ut nunc vestræ jurisdictioni subesse dicatur. Quare obnixè vos rogamus ut sinatis nobis dictam sententiam executioni mandare, aut vos ipsi exequamini eam, nosque vicissim quandoque... auxilio nostro opus habueritis eandem vobis assistantiam et auxilium prompte et libenter præstabimus. » 12 déc. 1569. *Arch. de Douai*, lay. 92.

2. *Arch. de Douai*, lay. 92.

3. *Réflexions sur la juridiction prétendue par l'Université de Douay*, PLOUVAIN, Ms 1020, t. I, p. 6 (Bibl. de Douai).

sité; » et lorsque Richard Vitus, docteur et professeur en droit, demande à être « admis à l'état de bourgeoisie luy et ses enfans », les échevins déclarent que cette requête « n'est nullement civile ¹ ».

Mais s'il s'agit de la juridiction de l'Université, le nombre des suppôts diminue bien vite aux yeux des échevins et, d'ailleurs, jusqu'au commencement du ^{xvii}e siècle, les conflits de juridiction entre l'Université et la ville eurent souvent pour cause le silence des règlements de l'Université de Louvain et par conséquent de l'Université de Douai sur les différentes classes de suppôts. Ce n'est qu'en 1617 que la liste des suppôts fut dressée à Louvain et alors, à la requête des échevins de Douai, faisant « entendre... que journallement arrivent des difficultez entre eux et ceux de l'Université illecq, notamment pour la jurisdiction et distinction des suppotz de l'un et de l'autre corps » ², le roi Philippe III décida (1624) qu'au moins provisoirement serait appliqué à Douai le règlement de Louvain, jusqu'à ce qu'il eût « emologué » un règlement nouveau, dont les dispositions principales devaient sans doute être empruntées à Louvain. D'après le règlement de 1617, les suppôts sont ³ :

1° Tous les docteurs et les licenciés des Facultés supérieures.

2° Les bacheliers de ces mêmes Facultés, les maîtres ès arts, mais à la condition qu'ils poursuivent leurs études et qu'ils n'exercent aucune fonction peu convenable à leur grade ni aucun métier.

3° Les gens au service de l'Université, mais non les gradués qui sont « dans la magistrature ou au service permanent de la ville, lesquels sont réputés du corps de la ville et être soumis à la juridiction séculière ».

4° Tous les étudiants immatriculés et fréquentant les écoles.

5° Tous les monastères de la ville dans lesquels on enseigne.

6° Toutes les veuves des docteurs et des licenciés des

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 13, 23 octobre 1591.

2. *Recueil de pièces*, Bibl. de Douai, Q, 101.

3. *Antiqua Statuta Academix Lovaniensis*, publiés par de RAM, *Op. cit.* II, p. 952-955.

Facultés supérieures aussi longtemps qu'elles resteront veuves et qu'elles n'exerceront pas de commerce.

7° Tous les imprimeurs jurés, les marchands libraires, les relieurs admis dans l'Université.

8° Les bedeaux des cinq Facultés.

9° Les notaires, les procureurs, les portiers, les huissiers du siège rectoral.

10° Un messenger pour chaque province.

11° Un concierge pour chacune des trois maisons et caves privilégiées où l'on enferme les vins, la bière et les autres provisions de l'Université ¹.

12° Un receveur pour chaque collège.

13° Les domestiques de l'un ou de l'autre sexe au service des vrais suppôts.

La liste de ces suppôts était bien longue et, malgré la précision de certains articles, il était encore possible à bien des gens d'usurper le titre de suppôts, comme domestiques de suppôts, ou au service de l'Université; et l'Université de Douai avait oublié, au xvi^e siècle, d'emprunter aux règlements de Louvain un article destiné à prévenir ces abus. Cet article était ainsi conçu : « Pour prévenir les fraudes des laïques qui ne se font domestiques ou familiers des suppôts que pour profiter des privilèges de l'Université, que personne ne soit reconnu pour domestique ou familial d'un suppôt s'il n'a été à son service d'une façon constante au moins pendant six mois et s'il n'a payé auparavant les droits d'immatriculation ². »

Dans combien de cas les échevins n'ont-ils pas violé l'article VI des Lettres d'érection qui dit : « Que si l'officier ou ceux de la Loy dudit Douay trouvent un écolier ou autre suppôt au sujet de l'Université en quelque grand méfait et délict important, ils le pourront appréhender et néanmoins le délivrer incontinent et sans délai à son Recteur qui en fera la justice comme il appartiendra ! » Ils l'appréhendent toujours bien rigoureusement, mais ne le livrent que rarement au Recteur. Non pas à l'origine, car l'accord est d'abord assez grand

1. Cet article n'est pas dans le règlement de Louvain; il ne figure que dans la traduction française de ce règlement adopté à l'Université de Douai. (A la fin des *Lettres d'érection de l'Université de Douai*, Bibl. de Douai, Q, 101.)

2. *Antiqua Statuta Acad. Lovan.*, titul. XXI, *Op. cit.* II, p. 920.

entre l'Université et la ville. En 1563, par exemple, un gentilhomme Frison est arrêté par la garde, pour « assault de guet de nuit en la maison de la ville » ; l'Université réclame l'intervention de la gouvernante, tout en reconnaissant que l'étudiant arrêté n'était pas immatriculé ; et cependant, sur l'invitation de Marguerite d'Autriche, les échevins consentent sans difficulté à restituer le prisonnier au Recteur, « pour complaire à l'Altesse de Mad. la duchesse Régente et en ce gratifier lad^e Université » ¹.

Mais plus tard ! La garde arrête dans les rues les deux étudiants Jacques Ricq et Loys de Vaast et les conduit dans la prison de la ville ; les prisonniers réclament l'assistance de l'Université qui, dès le lendemain, envoie l'avocat fiscal et le promoteur, « afin de sommer lesdits eschevins de représenter lesdits estudians incontinent et sans délai à ladite Université ». Les échevins refusent « soubz ombre et pretexte comme ilz disoient qu'ilz ne connoissoient lesdits estudians, et qu'il n'apparoissoit de leur immatriculation ». Et ils condamnent les étudiants à une amende, en les menaçant de les renvoyer en prison, s'ils ne la paient pas immédiatement. En vain l'avocat fiscal va-t-il prendre auprès du Recteur un certificat d'immatriculation pour les étudiants ; il se présente en la salle échevinale avec ce témoignage et demande audience par trois fois ; mais, rapporte-t-il, « n'ont voulu lesdits eschevins l'écouter » ; les étudiants, qui veulent sortir de prison, sont obligés de payer l'amende, « soubz aulcunes protestations », et le produit de cette amende est aussitôt « adjugé au proufiet de la garde et officiers ayans fait l'appréhension desdits estudians ». Que peut faire alors l'Université ! Protester auprès du gouvernement ; les échevins répondent qu'ils n'ont rien fait « quy ne soit de leur puissance debvoir et autorité » : leur conduite est condamnée par le gouvernement ², qui prétend leur imposer l'observation des Lettres d'érection : mais ils recommencent à la première arrestation.

Autre exemple. Deux messagers, suppôts de l'Université, introduisent à Douai « grand nombre de souliers brousquins et aultres ouvraiges de cordonnairies quilz ont confessé avoir

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 43, fo 256 v^o, 257 et 258 r^o.

amené de pays estrangiers et d'ailleurs que de lad^e ville »; réclamations des cordonniers « maintenans quilz ne povoient ce faire en vertu des edictz ordonnances et statutz faictz por l'entretènement de leur stil ». Toutes ces marchandises furent confisquées par ordre des échevins à la demande des cordonniers. Mais aussitôt les deux suppôts réclament l'assistance de l'Université; le Recteur envoie des députés aux échevins pour leur représenter qu'ils « ne debvoient prendre... cognoissance du differend des parties et qu'il se debvoit demener et decider par recteur de lad^e Université ». Mais les échevins répondent que les deux messagers avaient « dérogé à suppotz de lad^e Université, traficans de vendition de lad^e marchandise » et, malgré les protestations de l'Université, les échevins ordonnent que les « souliers brousquins et aultres... marchandises de cordonnairies » seront remis aux gardes du « stil de cordonnaiterie por celle quy sera trouvé bonne et suffisante estre vendue en ceste ville et la mauvaise insuffisante estre merquée de la merque » des gardes pour être vendue en dehors de la ville ¹.

C'était à propos de la levée des corps des suppôts trouvés morts ou chez eux ou dans la Scarpe, qu'éclataient les conflits les plus fréquents entre la ville et l'Université, et il semble que les cas de mort violente, suicides, meurtres, accidents, aient été nombreux parmi les suppôts de l'Université de Douai. La levée du suppôt est-elle faite par l'Université ? protestation de la ville; est-elle faite par la ville ? protestation de l'Université. L'étudiant flamand Gérome Roqueghem se noie en 1576 dans la Scarpe, entre Lambres et la porte d'Arras; l'avocat fiscal, le notaire et plusieurs docteurs de l'Université avertis, demandent à quelques ouvriers de Lambres et de Douai de retirer le cadavre de la Scarpe et leur donnent pour prix de leur peine une livre de gros; arrivent les échevins qui se plaignent d'avoir été « troublés et empêchés... en leur haulteur jurisdiction prééminence, possessions et saisines quilz ont de tout temps de lever tous corps humain trouvé mort par toutes les wettes de ladite ville et eschevinaige tant es rivières dicelle que tous autres lieux et places dudit eschevinaige peri par eau et aultrement ». Les ouvriers poursuivis répondent qu'ils n'ont pas eu

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, 1581, BB, 13, f^o 77.

l'intention de « préjudicier auxdictes jurisdictions haulteurs et preéminences desdits eschevins », mais qu'ils n'ont agi que « par pitié et compassion quilz avoient du corps humain de lad^e créature morte et neyé en lad^e rivière »; et comme il est impossible, pour enterrer le corps, d'attendre la fin du conflit qui peut durer longtemps, les D^{rs} Vendeville et Boetius Epo viennent demander aux échevins l'autorisation d'enlever le corps de la maison où il avait été déposé pour en faire l'inhumation, mais en leur donnant de la part du Recteur des lettres de non préjudice ¹. Une autre fois, c'est l'Université qui s'oppose à la levée du corps d'un étudiant qui s'est « précipité par fenestre » dans les fossés de la ville; le promoteur vient signifier l'opposition, « nonobstant laquelle... est passé oultre par les bailly et eschevins » ².

Dans quel embarras pouvaient se trouver parfois, au milieu de ces conflits, les parents ou les amis du mort! Un des hôtes d'Estienne Hadou, prêtre et suppôt de l'Université, vient à décéder : le promoteur et le notaire de l'Université se rendent à la maison mortuaire et au nom du Recteur commandent expressément à Hadoul de garder les armes du défunt; mais après eux surviennent les échevins, qui défendent au même Hadoul de laisser lever le corps sans préalablement les avertir. et ils emportent les armes, malgré la défense de l'Université ³. La ville ne manquait pas d'ailleurs de s'informer de la piété du mort avant d'autoriser la levée et l'inhumation « en terre sainte » avec les « debvoirs et ordonnances de notre mère Sainte Eglise. » Lorsque l'étudiant Julien Delcroix est trouvé noyé dans la Scarpe, les échevins n'autorisent la levée avec les honneurs de l'Eglise qu'après que Jean a Parisis, chez qui il habitait, eut certifié que le défunt était « homme de bonne vie,... de bonne obéissance, observant les ordonnances de notre mère la Sainte église,... tel que filz catholique... doibt estre » ⁴.

1. « Convenit inter nos et dictum magistratum, quia corpus diu sepultura carere non potest, ut illud sine præjudicio juris alterius partis per nos efferatur et sepulturæ mandetur. » (*Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 12, f^o 12 et 13.)

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 13, f^o 173 v^o.

3. *Ibid.*, f^o 258 r^o.

4. *Ibid.*, f^o 102.

Et quelle complication nouvelle lorsque, dans ces conflits de juridiction, s'ajoutent aux prétentions de la ville et de l'Université celles d'un troisième ou même d'un quatrième pouvoir, de l'official ou du gouvernement! En 1565, Jean Garet, « se disant curé de Saint-Nazaire », est arrêté: il est « vehesmentement suspecté d'avoir tué et meurdry trahisteusement ung prestre chapelain de Notre-Dame d'Arras... et l'avoir spoliez de son bien ». Aussitôt l'Université le réclame « comme illecq immatriculé »; le lendemain, l'official le « redemande pareillement comme son prestre diocesain aiant charge dames soubz lui »; ce n'est pas tout: « allencontre de quoy Monsieur le Bailly pour office soustenoit ne debvoir estre restitué ny à lung ny à laultre ». Alors grand « procès verbal » est « démené » devant les échevins, qui consultent d'abord « cinq notables conseillers et advocatz » d'Arras et adressent requête à Sa Majesté. L'accusé échappe à la juridiction de l'Université: et le gouvernement décide que l'évêque procédera à la dégradation de Jean Garet, puis le remettra entre les mains des échevins « pour en faire la punition corporelle ». Mais l'évêque fit tant que le prisonnier lui resta à l'exclusion de la ville et de l'Université¹.

5° ADMINISTRATION FINANCIÈRE DE L'UNIVERSITÉ.

L'Université a très peu de revenus; une grande partie des droits payés par les étudiants, pour l'immatriculation ou les différents examens, sont perçus directement par les Facultés au profit des président, maîtres prenant part à l'examen, chancelier et bedeau; le chiffre des amendes prononcées par le tribunal du Recteur ne semble pas avoir été très élevé. Un seul fonctionnaire suffisait donc pour l'administration particulière des finances de l'Université, le *Receveur*.

Le Receveur de l'Université est choisi alternativement dans chaque Faculté. Il est élu tous les ans dans l'assemblée de

1. Arch. de Douai, CC, Reg. 283, f° 115 v° et 116 r° et v°.

décembre ¹. Il doit, avant la fête des Rois, fournir à l'Université, en présence des échevins, une caution ou un répondant laïque ². Il tient le Registre des immatriculations et des droits qui se paient à l'Université pour la promotion aux degrés et généralement de tous les droits casuels de l'Université ³. Il contre-signe, comme conforme à son registre des immatriculations, les certificats expédiés par le Notaire et signés par le Recteur pour les bénéficiers absents de leur résidence et étudiant à l'Université, etc ⁴. Il ne peut payer aucune somme que sur mandat du Recteur, contresigné par le Notaire ⁵, sauf pour les dépenses ordinaires qui sont fixes ⁶.

Bien plus importante était l'administration des deniers dont la ville, les abbayes et le gouvernement contribuaient à l'entretien de l'Université.

Nous possédons encore les Comptes de l'Université de 1562 à 1573 ⁷. Ils nous permettent de faire l'histoire financière de l'Université pendant les dix premières années de son existence ou plus exactement l'histoire d'un chapitre des comptes de la Ville, qui était responsable de l'entretien de l'Université qu'elle avait demandée en 1530, acceptée en 1562.

Nous allons voir successivement :

1° Les différentes ressources affectées à l'entretien de l'Université ;

2° Les dépenses ;

3° L'administration financière, partagée entre la ville et l'Université, c'est-à-dire le contrôle des recettes et des dépenses qui attribuera à ceux qui en sont chargés la nomination des

1. *Statuta*, cap. VII, *De Officio Receptoris Universitatis*, 1 et 2.

2. *Ibid.*, cap. VII, 3.

3. *Ibid.*, cap. VII, 4, 7, 8, 9.

4. *Ibid.*, cap. VII, 6.

5. *Ibid.*, cap. VII, 10.

6 Le Mémoire de Placide de Bailliencourt disait en 1790 : « Les revenus de la questure consistent dans les modiques droits que les écoliers paient pour l'immatriculation et les degrés... Ces revenus sont employés aux dépenses générales que l'Université est obligée de faire pour maintenir la police, ses droits, paier les députations, les frais de procédure. » (P. 37.)

7. Manque l'année 1564-1565.

professeurs: d'où l'importance de l'histoire de l'administration financière de l'Université, le jour surtout où le roi, en accordant une dote, instituera les proviseurs de la dote.

1° Revenus affectés à l'entretien de l'Université¹.

D'abord les deniers fournis par la ville. On se rappelle que le gouvernement demandait 3.000 florins de rente annuelle. Il finit, après des négociations que nous avons rapportées, par se contenter de 1.500², et les comptes de l'Université portent chaque année la mention suivante : « Recepte en deniers procédans du corps et communauté de la ville de Douay et qu'icelle ville a promis payer chacun an. — De Jehan de Vermelles et Arnould Legentil, receveur des impôts de lad^e ville a esté reçu pour une année escheue la veille de Toussaint 1.500 florins. »

Mais faut-il s'en tenir aux comptes de l'Université pour savoir ce que l'Université coûtait à la ville?

Les comptes de la ville nous apprennent ce que Douai a dépensé d'abord pour l'érection de l'Université :

1° Ce sont en premier lieu les « mises faictes et payees... à raison de plusieurs achaptz faictz par lad^e ville de plusieurs maisons et héritaiges estans en la rue des Corbeaulx et Malevault où sont présentement érigées les salles pour faire les lechons », soit une première somme de 1.262 livres.

Puis, ce sont autres mises « pour furnir aux ouvrages et estoffes que a convenu acheter pour edifier la salle pour faire les lechons..., ensemble pour reparer et refectionner le collège de Sa Majesté », et nous avons là une nouvelle somme de 7.351 livres.

Achat de la masse de l'Université, du grand sceau et du moyen contre-sceau, d'un cachet, le tout gravé aux armes de l'Université, 182 livres.

2° Toutes les indemnités de voyages accordées aux députés de la ville et à ses messagers, soit pour obtenir des abbés des

1. V. *Mémoire concernant l'origine des pensions accordées par les souverains à l'Université de Douay.* (Arch. de Douai, GG, 10^e liasse du cabinet.)

2. V. plus haut, ch. III, p. 155, et JÉRÔME DE FRANCE, p. 13

promesses de pensions, soit pour régler à Bruxelles l'organisation de l'Université, soit encore pour faire venir à Douai les professeurs de l'Université de Louvain ou un « superintendant » pour le collège du Roi, ont atteint un chiffre très-élevé : 4.070 livres.

3° Les frais de réception des personnages appelés à Douai pour négocier les affaires de l'Université, soit 424 livres.

4° Les frais d'invitation aux étrangers pour l'inauguration de l'Université, la publication dans les rues de la date de l'inauguration, frais de copies de lettres, etc, 72 livres.

5° Les frais de la fête d'inauguration, 772 livres.

6° Enfin, la ville fut obligée d'accorder à Pétreius, à Vendeville et à Ramus, « pour les rescompenser par don gratuit des frais et despens qu'ilz ont supporté à cause du transport de leurs meubles maisnages gens et familles de leurs maisons de la ville de Louvaing en ceste ville » de Douay, une somme de 300 livres.

Elle dut, en outre, payer les professeurs depuis le jour où ils avaient accepté d'enseigner à Douai jusqu'à l'ouverture des cours : la plupart étaient arrivés à Douai au mois de juillet et la ville leur devait par conséquent deux mois ou deux mois et demi de gages. C'est ainsi qu'elle paya à Richard Smith, Vendeville, Ramus, Boetius Epo, Puessius, Petreius, Cospeau, Rubus et Will. Bornstra, une somme totale de 982 livres.

Soit en une année plus de 12.400 livres, sur un compte de dépenses de 18.861 livres¹.

Mais cette somme est loin de représenter toutes les dépenses supportées par la ville pour l'érection de l'Université; elle ne comprend que les dépenses de l'année qui a précédé l'inauguration et encore les seules dépenses portées au *Compte des Aides*. Mais que de démarches n'avons-nous pas enregistrées depuis la reprise des négociations en 1559! Consultons le *Compte du Domaine* : depuis l'année 1559 jusqu'à l'inauguration de l'Université en octobre 1562, nous trouvons encore une somme de 1.376 livres uniquement pour les voyages à Bruxelles ou auprès des personnages qui se sont occupés de

1. Arch. de Douai, *Compte des Aides*, CC, 19, fo 11 sq. Aux *Comptes du Domaine*, les dépenses sont en moyenne de 30.000 livres par an. Les *Comptes du Domaine* comprennent les comptes dont la recette est établie d'après le revenu des propriétés ou des rentes foncières formant le domaine communal.

l'Université, puis une autre somme de plus de 450 livres pour les fêtes de l'inauguration et la réception des invités le 5 octobre ¹.

En trois années, la ville a donc dépensé pour l'érection de l'Université une somme de plus de 14,200 livres, et nous ne parlons ici que des dépenses exclusivement destinées à l'Université ; car bien des voyages, faits alors à Bruxelles à la fois pour les affaires de la ville et pour celles de l'Université, ne portent dans les comptes aucune mention spéciale pour l'Université. Et si nous remontons jusqu'aux premières démarches de 1531, nous trouvons encore à cette époque une somme d'au moins 1,300 livres, que les échevins avaient pu considérer comme dépensée inutilement après l'échec de 1533 ².

Ce sont encore les Comptes de la ville qui nous apprennent année par année tout ce que coûtaient à Douai, outre sa contribution annuelle, voyages, travaux de réparation ou de construction, réceptions, augmentation des gages d'un certain nombre d'agents municipaux, sergents à masse, greffier civil, « d'autant que les services sont accrus... à cause de la nouvelle Université » ³.

Enfin le budget de l'Université était trop peu exactement établi pour que les dépenses n'aient pas été parfois supérieures aux recettes : les abbayes, nous le verrons, payaient très irrégulièrement leurs contributions. Le gouvernement ne donna jamais un denier de plus que la dote promise. Aussi les comptes de la ville ou les Registres des Consaux portent-ils chaque année des impôts supplémentaires pour couvrir un déficit ou faire face à une dépense imprévue et à des travaux nouveaux. Lorsque la dote ne sera pas exactement payée, ce sera encore le Magistrat qui, pour ne pas laisser tomber l'Université, devra prêter parfois jusqu'à 1.500 florins « à la subvention du payement des gaiges d'auleuns povres professeurs grandement nécessiteux » ⁴.

1. V. plus haut, ch. III, *passim*. Arch. de Douai, CC, Reg. 278, 279 et 280 *passim*.

2. V. plus haut, ch. I, *passim*. Arch. de Douai, CC, Reg. 252, 253, 258, *passim*.

3. Arch. de Douai, CC, 281, f° 129 v° et 283, f° 94 v°.

4. Arch. de Douai, BB, Reg. aux Cons. III, f° 19 r°.

Aussi la ville est-elle sans cesse obligée de se charger de nouveaux impôts. En 1562, les échevins adressent une requête au roi pour le prier de leur « octroyer et consentir de povoir charger le corps de lad^e ville par vendition de rentes et pour icelles racheter povoir continuer les impostz sur les vinz et boires bouilliz y courant présentement et en outre imposer et mettre sus sur chacun tonneau des fortes bieres que lon vendra es tavernes, cabaretz et a débit en lad^e ville excédans en prix 14 deniers chacun lot deux patars, pour avoir cours tant et jusques a ce que lesdites rentes seroient rachetées et le cours d'icelles payé ». Le roi accorde à la ville le droit de s'imposer: les rentes devront être vendues jusqu'à 1.500 florins par an et la levée des impôts est octroyée pour six années (5 février 1563)¹. Six ans plus tard, nouvelle requête des échevins, qui veulent « attirer plus grant nombre d'estudians en lad^e ville et leur donner plus libre accès d'aller de collège a aultre pour oyr les lechons publiques ». L'entretien de l'Université, disent-ils, et la construction des fortifications ont grandement endetté la ville, qui « se retrouve en grandes charges d'arrieraiges de rentes » ; elle n'a pu « trouver moyen de povoir acheter les 1.500 florins de rente annuelle » ; aussi lui est-il devenu nécessaire, « d'aultan que icelle n'a grant revenu ne domaine por y povoir furnir », de continuer la levée de « 12 deniers flandres sur chacun lot de vin, 4 gros sur chacun tonneau de boire bouilly, à prendre indifféremment sur toutes personnes, autres quatre gros sur chacun tonneau de grosses bières, hacquebart et aultres vendues et distribuées es tavernes, cabaretz, nopces, confrairies et assemblées publiques et autrement débitées », et bien d'autres impôts encore, qu'il serait trop long d'énumérer, sur le blé, le seigle, l'avoine. Mais cette fois le gouvernement n'accorde ces impôts que « pour ung temps et terme d'ung an seulement », et, recommandation qui n'était pas inutile, « pourveu aussy que iceux supplians ne pourront faire aucuns voiaiges extraordinaires ou superflus »². Tous les deux ou trois ans, nouvelles requêtes des échevins suivies de nouvelles lettres de Philippe II, portant prorogation des impôts extraordinaires sur le vin, la bière,

1. *Arch. de Douai, Dettes et revenus de la ville*, CC, 660.

2. *Ibid.*, *Octroi des Impôts*, CC, 719.

etc.¹ : en 1571, pour les travaux faits dans la ville « présentement embellye par plusieurs belles rues nécessairement renouvelées aux endroictz des escolles publiques »²; en 1573, « pour stipendier les docteurs et professeurs de l'Université »³; en 1577, encore pour payer « 1.500 livres de rente héritière constituée, dit Philippe II, par nos lettres patentes au profit de l'Université... pour stipendier les docteurs et professeurs de l'Université et de 400 florins par chacun an à la Faculté des artz à l'avancement de la gratuite institution esdits ars que se fait en lad^e Université »⁴. Et c'est en vain que la ville demanda à percevoir une partie des frais d'examen pour alléger ses charges : elle proposait par exemple au gouvernement « de permettre à l'Université de lever et prendre de tous ceulx qui prendront degré de licence es ars la somme de 8 florins ». ajoutant « qu'il seroit plus raisonnable de permettre à lad^e ville de lever lesdits 8 florins por la recompenser aucunement des frais et mises quelle auroit supporté en lerection de lad^e Université et que aussy soit le moyen por continuer son affection et l'inviter à chose plus grande ».

Faudra-t-il s'étonner que les échevins se soient crus en droit de réclamer l'administration financière de l'Université, qui était l'œuvre de la ville et pour laquelle celle-ci avait fait de si lourds sacrifices ?

En second lieu l'Université devait être entretenue avec les contributions des abbayes. Nous savons que Paul IV avait donné à son nonce, l'évêque de Clusium, commission de détacher et démembrer une portion des revenus et des biens des abbayes voisines en faveur de l'Université. Mais les pressantes démarches faites en 1562 par les commissaires du roi et par ceux de la ville auprès des abbés eurent bien peu de succès : on leur répondit ou par des refus ou par des offres bien infé-

1. « Avons mis sur certain impost que s'est levé et cœully tant sur les boires boulys que grains sortans de ceste ville, aians à ceste effect eu de Sa Majesté plusieurs lettres de permission et octroys subsecutives les unes des autres. »

2. *Arch. de Douai, Octroi des impôts*, CC, 721 Bruxelles, 9 mai 1571.

3. *Ibid.*, Anvers, 13 mars 1573.

4. *Ibid.*, Anvers, 20. mars 1577.

rieures aux demandes du gouvernement, en invoquant les guerres et les malheurs de tout genre qui avaient ruiné ou appauvri les abbayes ¹.

Comment contraindre les abbés à payer les taxes fixées par le gouvernement ? Les lettres du roi ne suffisent pas : il faut l'intervention et des ordres exprès du pape. Aussi Philippe II promet-il à la ville et à l'Université dès le compte de 1562-1563, de « faire expédier lettres pertinentes au Saint-Siège apostolique à Rome, pour par après avec nouvelles lettres contraindre se besoing est lesdites abbayes à payer chacune leur taxe », et, ajoutent les comptes, « présentement pour n'estre encoire lesdites lettres expédiées », plusieurs abbayes refusent de payer ². Les échevins pressent le gouvernement de demander l'expédition des lettres de Rome pour les 2.000 florins assignés sur les abbayes, « lesquelles, disent les commissaires de l'Université en 1564, faulte desdictes despesches paient présentement seulement 800 florins » ³. D'ailleurs, dès le 20 mai de l'année précédente, ils avaient écrit directement à Jean Richebé, « agent du roi catholique à Rome », pour le prier « bien affectueusement... tenir la main que le tout despeschié » leur soit envoyé ou leur « faire entendre l'estat et disposition de ceste... poursieulte ». Ils savent, ajoutent-ils, « que Sa Sainteté respectant le fruict qui polra redonder à toute la religion catholique et utilité publique en temps sy divers et tenebreux auroit acquiescé à la demande de Sa Majesté ⁴. »

La ville demande l'expédition des lettres, parce qu'elle sera obligée, si les abbés ne payent pas, de supporter tous les frais de l'entretien de l'Université. De son côté, l'Université craint de ne pouvoir vivre, si les abbés refusent de payer leur contribution et si le pape ne convertit pas les contributions temporaires en contributions perpétuelles. Elle aussi écrit à Rome et invoque l'assistance du pontife au nom de la Religion. « Votre pontificat, lui dit-elle, restera glorieux dans la posté-

1. V. plus haut, ch. III, p. 169 et suiv.

2. *Compte de 1562-1563. Arch. de Douai, lay. 102.*

3. *Poinctz advisez par les commissaires de l'Université pour mémoire aux députez allantz à Bruxelles* (16 juillet 1564). *Arch. de Douai, lay. 92.*

4. *Les échevins de la ville de Douay à M^e Jehan Richebé*, 20 mai 1563. (*Arch. de Douai, lay. 92.*)

rité par deux actes surtout : la fin du concile œcuménique depuis si longtemps troublé par tant de malheurs, et la restauration des anciennes Universités ou l'institution de nouvelles..., et, dans les Pays-Bas, soumis à l'autorité du roi catholique et de tous côtés sollicités à la défection par les étrangers, aucune institution ne pouvait être accordée plus opportune, plus salutaire et plus sainte par votre Sainteté que l'Université de Douai¹ ».

Quel fut le résultat de toutes ces sollicitations auprès du Saint-Siège? Nous voyons par le dernier compte de 1573 que, dix ans après la fondation de l'Université, les lettres n'étaient pas encore expédiées et, dans chaque compte, le premier chapitre intitulé « *Receptes en deniers procédans de plusieurs abbayes* dont Sa Majesté a promis faire expédier lettres pertinentes du Saint-Siège », porte régulièrement cette mention : les lettres n'ont pas été expédiées et les abbayes n'ont donné que ce qu'il leur plaît libéralement contribuer ; et alors on ne se lasse pas de répéter en apostille : « Soit sollicité la despesche desdites lettres de Sadite Sainteté par le moyen de Sa Majesté ».

La « despesche » ne fut jamais faite. Aussi, plus tard,

1. « In duabus potissimum rebus longe maximis vestra sanctitas cum sempiterna nominis sui apud posteros gloriæ exercuisse conspicitur : in concilii nimirum œcumenici per tot annos tot tempestatibus jactati absolutione, et in Universitatum tum veterum instauratione tum novarum erectione. Utrumque profecto ad catholicæ fidei propugnationem præsidium firmissimum in his nostris præsertim regionibus inferioribus D. N. Philippo Regi catholico parentibus, quæ undique ab externis ad defectionem sollicitantur, nihil opportunius, nihil salubrius, nihil sanctius institui per sanctitatem vestram potuit, quam Universitas Duacena..... At quoniam res tanta tamque sumptuosa sine largitionibus Regiis confici non potuit, nec Rex noster optimus aliunde commodius huic Universitati succurri posse vidit, quam si Abbates quosdam vicinos opulentiores (quorum juventuti per hanc Universitatem mirum in modum consulitur, quorumque res in hoc religionis dissidio potissimum agitur)..... sua sponte induceret, ut aliquid saltem ad tempus conferrent donec aliorum subsidiorum aliqua via inveniretur..... Nunc vero quia nullam aliam Universitatis in perpetuum juvandæ rationem certiore videt Rex ipse, quam ut Abbatiarum illud subsidium, hactenus temporale, deinceps per Sanctitatem vestram ita confirmetur, ut perpetuum reddatur vehementer eandem sanctitatem et pietatem illam vestram vere paternam rogat filia vestra Universitas Duacena ut huic tam sancto et pio Principis voto annuere vel aliam prout æquius et melius videbitur proportionem et quantitatem præscribere dignetur. » (*Arch. de Douai*, lay. 92.)

Ernest de Mansfeld proposant au roi « de retourner au premier pied », c'est-à-dire de « charger aucunes abbayes voisines dudit Douay¹ jusques à la somme de 4.000 florins », ajoutait prudemment : « Affin que les abbez ne se viennent à opposer Votre Majesté fera bien de ne les point advertir paravance qu'icelle aura impétré par son ambassadeur estant à Rome confirmation de Sa Sainteté desdites pensions². »

Philippe II était loin de fermer les yeux sur les refus réitérés des abbayes : quelques mois après la fondation de l'Université, il écrivait à Granvelle qu'il fallait soutenir la nouvelle institution, parce qu'il comptait sur elle pour la défense de la religion catholique dans ses États. « Je ne sais, disait-il même, si ce que l'on a donné est assez;... comme les Universités de l'Espagne ont beaucoup, il semblé que les autres n'en ont pas assez :... vous verrez ce qu'il conviendra de faire ainsi que ce qu'on doit fournir et vous me renseignerez là-dessus³. » Les plaintes des Douaisiens contre la mauvaise volonté des abbayes trouveront un écho auprès de Marguerite, qui rappelle fréquemment au roi « ce que peult servir au bénéfice » de l'Université; et elle le fait, parce que l'Université, dit-elle, « se doit tenir pour fille de Vostre Majesté⁴ ».

Malgré les « lettres itératives » envoyées par le gouvernement aux prélats, rarement Paul du Mont, « commis par Messieurs du Magistrat de Douay a recevoir des deniers de plusieurs abbayes qui se distribuent aux professeurs de l'Université », rarement le messenger de pied, Regnault Bertoul, le messenger à cheval, Jean le Vent, le receveur des confiscations, Marc Lefebvre, et le greffier civil Cordouan, rapportèrent des abbayes toutes les sommes qu'ils étaient chargés de toucher⁵. Suivons année par année le Compte des abbayes.

1. Saint-Amand et Saint-Vaast.

2. *Ernest de Mansfeld à Philippe II*, Bruxelles, 11 déc. 1593. (Arch. du Roy. de Belgique, Conseil d'Etat, carton III.) *Mémoires concernant l'origine des pensions accordées par les souverains à l'Université de Douay*. (Arch. de Douai, GG., 40^e liasse du cabinet.)

3. *El Rey D. Felipe II al Cardenal de Granvelle*, Madrid, a 9 de febrero 1562.

4. *Marguerite de Parme à Philippe II*, 12 août 1563, *Corr. de Marguerite d'Autriche*, t. III, p. 61.

5. *Comptes de l'Université*, passim.

En 1562-1563, quatorze abbés sont imposés et paient quinze cents florins : peu ont donné toute la somme demandée, plusieurs n'ont rien payé, comme ceux de Cambron, d'Hautmont et d'Hamage. Sans se laisser décourager par ces refus, Marguerite écrit à son frère « qu'il seroit bien de charger » de quelque pension l'abbaye de Marchiennes, déjà comprise d'ailleurs dans la première liste de contributions et elle lui envoie « le besoigne des commissaires », d'après lequel elle juge que l'on « pourroit réserver sur ladite abbaye une pension de IIII ou V^c florins pour l'entretienement de l'Université »¹.

En 1563-1564, les abbés de Cambron, d'Hautmont et d'Hamage se décident à payer une partie de leur contribution, bien difficilement encore cependant, et les députés envoyés à Bruxelles en juillet 1564 par les commissaires de l'Université avaient été chargés de se plaindre des prélats de Cambron et d'Hautmont, « affin d'estre païé de la quotte à laquelle ils auront esté taxé par Sa Majesté dont ils nauroient rien voulu payer jusques ce jour »². Il faut entendre en quels termes la ville se plaint encore de certain prieur « gaudisseur et faisant grand chère », qui ne veut « aulcune chose contribuer », quoiqu'il ait « son bien es pays patrimoniaux de Sa Majesté et en grande abondance », et elle demande qu'il lui soit écrit « nouvelles lettres de bonne encre et poignantes »³. La recette s'élève, grâce à l'intervention de la régente à 1.612 florins.

Nous n'avons pas les comptes de l'année 1564-1565. Mais nous savons que les plaintes des échevins n'ont pas été moindres que les années précédentes : ce sont les abbés d'Hautmont et de Loos près de Lille qui refusent de payer leur pension annuelle, soutenant, dit le Magistrat à Marguerite, « n'avoir eu lettres de commandement de Votre Majesté pour a ce furnir »⁴. Et aussitôt la duchesse d'écrire aux deux abbés : « Nous avons bien voulu requérir par cestes le Roy Monseigneur ordonner que sans attendre de nous aultres lettres de

1. *Marguerite de Parme à Philippe II*, 12 août 1563, *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, t. III, p. 61.

2. *Arch. de Douai*, lay. 92.

3. *Ibid.*, CC., 845.

4. *Arch. de Douai*, lay. 92.

commandement que ces presentes vous satisfaites et fournissez à la somme des dites pensions à la fin que dessus ¹. »

Les arrérages et les lettres inductives font espérer pour les années suivantes une recette plus élevée ; si l'abbé d'Hamage est dispensé de toute contribution, un nouveau contribuable, l'abbé de Saint-Ghislain, promet et paie, en 1566, 250 florins, et si la mort de l'abbé de Marchiennes avait, la première année, privé la ville de la taxe par lui due, son successeur Arnould Ganthois, donne maintenant une somme assez élevée : malheureusement, l'abbé de Saint-Vaast, qui avait été taxé à 700 florins, n'a voulu rien payer en 1566, « quelque devoir que le receveur ayt fait vers ledit sieur abbé », et le compte de 1565-1566 ne porte plus qu'une somme de 4.150 florins. La ville, pour cette année, comptait du moins élever ce chiffre par les contributions volontaires qu'avaient promises pour une fois un certain nombre de prélats, les abbés de Bonne-Espérance, de Château-l'Abbaye, de Chocques, de Saint-Nicolas des-Prés, de Cherquin, de Hem, de Warmeton, de Clairmarais et le prieur de Beuvrière près Béthune : mais sur 1.120 florins promis, elle n'en touche que 150, payés par l'abbé de Bonne-Espérance.

En 1566-1567, les quatorze abbés paient 2325 florins, un des chiffres les plus élevés que portent les comptes, grâce aux arrérages dont se sont acquittés certains abbés ; mais parmi les prélats qui ont promis pour une année seulement, l'abbé de Hem et le prieur de Beuvrière ont seuls payé ensemble 70 florins.

L'année suivante, le chiffre se maintient presque aussi élevé, bien que l'abbé d'Anchin ait été exempté à l'avenir de toute pension, « en considération du collège nouvellement par luy érigé », bien que l'abbé de Cambron ait déclaré ne plus payer que pour une seule fois cent florins, bien que l'abbé de Saint Jean à Valenciennes ne veuille rien payer non plus « à cause des troubles venus en la ville de Vallenciennes » : l'abbé de Saint Vaast a donné, en 1568, 600 florins qui, ajoutés aux 1.650 florins payés par les autres abbés, portent la recette de cette année à 2.250.

Mais déjà en 1567, les échevins écrivaient au roi qu'il était « à craindre que à cause de plusieurs charges à eux (les abbés)

1. De Bruxelles, 31 mai 1565, *Arch. de Douai*, lay. 92, 1. 5.

survenues tant de seminaires et portions canoniques que autrement, ensamble por leurs pertes notoires la plus part ne se veulle entièrement excuser de lad^e contribution » ¹. Et en effet, en 1568-1569, six abbés seulement ont consenti à payer leur contribution et avec quelle peine la ville arrive-t-elle à toucher 1.050 florins! Jérôme de France qui s'est rendu lui-même chez plusieurs des abbés les plus opiniâtres dans leur refus, va à Bruxelles, très irrité, pour obtenir du président Viglius « lettres itératives plus urgentes ». De Bruxelles, il écrit aux échevins pour se plaindre du « refus pertinax que fait Mons. l'abbé de Saint Vaast ». Dans le Hainaut, écrit-il encore aux échevins, l'abbé de Lobbes « est demouré en son refus tant opiniâtre que me suis party de luy grandement offensé ». De même, le prévot d'Haspres n'a voulu rien accorder sans l'avis de son prélat, mais le conseiller pensionnaire espère bien « le faire repentir pour certaine considération de si peu respecter les saintes remonstrances proposées tant verbales que reprises par les escriptz de son Alteze ».

Heureusement pour l'Université et la ville, le roi a enfin accordé la dote promise au Magistrat; mais alors certains prélats, comme celui de Saint-Martin, déclareront qu'ils refusent toute contribution, « a cause de la dote de l'Université assignée par Sa Majesté » et, en 1569-1570, il n'est plus touché que 850 florins. Les comptes de 1570-1571 ne signalent plus que les nombreux arrérages des abbayes, en les faisant suivre à la colonne des recettes, de la mention *néant* : l'abbé de Saint-Vaast, en 1571, doit 3.900 florins; seul l'abbé de Saint-Ghislain, un des plus exacts, consent à payer encore 250 florins! Et alors se répète en marge, devant le nom de chaque abbé, « soit faite diligente poursuite » ou « soit poursuivi pour les arrérages ». En 1571-1572, il n'est plus rien touché et les commissaires sont obligés de compter sur la nomination de nouveaux abbés, n'espérant plus rien des titulaires actuels : « A esté advisé, disent les comptes, de faire poursuite en court por faire venir ens les arrierages... et faict à faict quil vacquera quelque abbaye d'en faire poursuite pour la continuation de payement ».

1. *Requête des eschevins de l'Université au Roi, 1567. Arch. de Douai, 92.*

2. *Lettre du 14 décembre 1569. Arch. de Douai, lay. 92.*

Mais la ville est aussi tenace dans ses réclamations que les abbés dans leur refus; elle continue de leur envoyer ses députés, qui ne rapportent même plus de quoi payer leurs frais de voyage : le compte de l'année 1572 porte encore une somme de 30 florins «à M^e Hiérome de France pour par ordonnance et à la requête des administrateurs s'estre transporté à Saint-Omer avec Paul du Mont pour avoir paiement des deux années de pension que doit l'abbé de Saint-Bertin ». Enfin l'année suivante, la ville obtient mille florins des deux abbés de Saint-Vaast et de Saint Bertin, qui en paient l'un 400, l'autre 600. Mais il est peu probable que les abbés aient payé dans la suite les contributions qu'ils refusent depuis plusieurs années. Malgré ces résistances, lorsque Philippe II ne pourra plus payer la dote de 4.000 florins promise à l'Université, c'est encore aux abbayes qu'il demandera cette somme, et, à sa requête, le pape Clément VIII créera deux pensions annuelles de 2.000 florins chacune aux dépens des abbés de Saint-Amand et de Saint-Vaast (1592) ¹.

Les deniers fournis par la ville et les contributions des abbayes ne suffisaient pas pour l'entretien de l'Université. Au compte de 1565-1566, par exemple, l'Université ne dispose que d'une somme de 3.050 florins et, cette même année, le traitement des professeurs est de 2.745 florins et les dépenses totales s'élèvent à 3.256 florins ².

Aussi, dès la fondation de l'Université, le Magistrat et les professeurs avaient-ils entamé des négociations avec le gouvernement pour obtenir la dote promise par Philippe II à la ville. C'est en 1567 que les démarches furent les plus pressantes : l'Université, disent les requêtes, se retrouve en une « extrême nécessité... pour n'estre suffisamment dotée et établie » ³, et ainsi le roi est sur le point de se « trouver frustré de son expectation par l'anéantissement et totale ruyne de ladite Université, d'autant que ce de quoy elle doit estre entretenue se paye la plus part par la contribution des prélatz voisins desquelz aucuns sont chargez por 6 ans dont les 5 sont expirez, les autres pour dix et est à craindre que a cause de plusieurs

1. *Mémoire concernant l'origine des pensions accordées par les souverains à l'Université de Douay* (Arch. de Douai, 10^e liasse du cabinet GG)

2. *Compte de l'Université, 1565-1566.*

3. *Ibid.*, 1566-1567.

charges a eux survenues tant de séminaires et portions canoniques que autrement, ensamble por leurs pertes notoires la plus part ne se veuille entièrement excuser de lad^e contribution. Mesmes plusieurs bien affectes a icelle et desyrans y fonder bourses deleyssent de luy bien faire jusques a tant que par fondation stable et permanente il y ait apparence icelle devoir estre perpétuelle » ¹.

Et d'ailleurs les circonstances ne sont-elles pas favorables à la double requête du Magistrat et de l'Université ? On sait combien l'année 1566 a été malheureuse dans l'histoire des troubles des Pays-Bas. Avec quelle assurance ne peut-on pas insister sur les services que rendra l'Université ! Elle doit être « en ceste perturbation et confusion des choses saintes et humaines, comme ung refuge salutaire », où la jeunesse sera « sceurement en l'intégrité de la religion catholique maintenue et endoctrinée. » « Votre Majesté, ajoute la Requête, fera présentement jugement comme autrefois que en ce dangier extrême du salut de toute la republique chretienne dont Votre Majesté tant à son domaige indicible que de vosdits subjects auroit freschement ressenti perilleuse experience n'a moyen plus souverain por conserver la sincérité de notre sainte foy en voz pays que de aggrandir et faire florir lad^e Université et illec lesperance de toute votre republique future qui est la jeunesse du pays bien nourrir et cathesizer en la premiere fleur de son âge, jusques au temps que le discours du jugement arrivant, elle puist solidement discernier le bien du mal et le vray du faulx et congnoistre que temerairement plusieurs se laissent precipiter en un abisme d'erreur. » Et il faut voir avec quelle complaisance dans la suite de la requête, les échevins et le Recteur reviennent sur les services qu'il faut attendre de l'Université, sur la nécessité d'« éviter la contagion et degast » de la jeunesse, de « contenir lad^e jeunesse sans que icelle (sous pretexte d'apprendre la langue franchoise) soit exposée aux trop perilleuses doctrines des lieux voisins... et amasser illecq comme un tresor d'hommes bien asceurés en saigesse et piété por servir de vray appuy au redressement des choses confuses et perturbées » ².

1. *Compte de l'Université, 1566-1567*, et *Arch. de Douai*, lay. 92.

2. *Requête au Roi, 1567. Arch. de Douai*, lay. 92.

La requête spéciale de l'Université était plus pressante encore : après les raisons générales, comme les intérêts catholiques énoncés dans la lettre des échevins et du recteur, elle indique d'une manière plus précise les raisons qui amèneront la chute de l'Université, si le roi ne la soutient pas de ses deniers : pour faire concurrence aux Universités étrangères, où sont trop facilement attirés les jeunes gens, il faut un nombre convenable de professeurs et, pour les choisir parmi les plus distingués, il faut pouvoir les payer, car à Douai les professeurs n'ont aucun des avantages pécuniaires qu'offrent aux maîtres des Facultés de droit et de médecine les Universités fondées dans les grandes villes ou dans leur voisinage : à Louvain, par exemple, ils sont près de Bruxelles, de Malines et d'Anvers. D'autre part, ce qui pourrait suffire à une Université complètement organisée comme celle de Louvain, est insuffisant pour une Université nouvelle, dont les frais d'installation sont nécessairement très élevés. Il est impossible de demander plus à la ville de Douai qui, appauvrie par les travaux des fortifications, aura sans doute bien de la peine à payer toujours régulièrement sa contribution annuelle. Qu'on fasse pour Douai ce qu'on a fait pour Louvain. L'Université du Brabant était naguère assez abandonnée : Charles-Quint, son successeur et les États du Brabant l'ont relevée, en lui fournissant un subside annuel de 3.400 florins ¹.

Un épisode de la guerre religieuse encourageait alors le Magistrat et l'Université dans leur requête. Noircarmes, gouverneur du Hainaut, venait d'entrer dans la ville de Valenciennes « rebellant contre le prince par la faction des huguenots calvinistes » ; n'allait-on pas confisquer les biens « de ceulx de Valenciennes » et ne pourrait-on pas « en obtenir quelque portion [pour l'establissement de l'Université] » ? Eustache d'Aoust, chef des échevins, Jérôme de France et Vendeville allèrent deux fois, en 1567, demander à Noircarmes de recommander l'Université à la gouvernante et au duc d'Albe, « en cas de confiscation ² » ; et c'est en effet sur les biens confisqués à Valenciennes que sera attribuée la dote de l'Université.

1. *Lettre de l'Université au Roi*, Arch. de Douai, lay. 92.

2. *Compte de l'Université*, 1566-1567

Par trois fois, en 1567, la ville et l'Université envoyèrent leurs députés auprès du gouvernement des Pays-Bas, pour solliciter la dote promise ; on comptait sur le succès de cette triple démarche, car l'on savait à Douai que le roi avait « escript à Madame de Parme... por adviser les moyens les plus prompts et convenables de la (l'Université) doter et amplifier des accroissemens requis por aux fins et limites de lad^e Université y pourvoir seurement » ¹. Et en effet, le 1^{er} juillet 1567, la gouvernante promettait dans une apostille d'envoyer « ung double au Roy avec lettres de recommandation en la faveur de lad^e Université », et en même temps elle conseillait aux « supplians » de continuer « de bien en mieulx eulx evertuer a faire leur debvoir respectivement en ce qui est requis par la bonne et droicturiere erudition de la jeunesse, affin que Sad^e Majesté voyant leur debvoir ait tant meilleur desir de leur faire aide et secours qu'il convient » ². Même succès auprès du duc d'Albe, qui fit aussitôt « despescher lettres vers Sa Maj. en Espagne avec moyens avisez pour a toujours doter ladicte Université dont de tout il auroit promis que lon auroit breve response et expédition craindant que lad^e Université ne vint en décadence » ³.

On eut en effet assez brève réponse, puisque, dès l'année suivante, Noircarmes écrivait à l'Université « touchant l'avancement » que Sa Majesté avait « faict à lad^e Université pour perpétuelle dotation d'icelle ». Adrien Puessius et Jérôme de

1. *Lettre de l'Université et des échevins au Roi*, Arch. de Douai, lay. 92.

2. *Ibid.*, et *Compte de l'Université*, 1566-1567.

3. *Ibid.* Déjà un Mémoire avait été adressé par le gouvernement à la Chambre des Comptes à Lille, sur « ce qu'ilz auroient à faire pour assigner à ceux de l'Université de la Ville de Douay la somme de 4.000 florins par an en revenu de bledz pour dot que Sa Majesté a ordonné leur faire constituer ». Il était expliqué à la Chambre que l'intention du roi avait été de laisser à l'Université « toutes les maisons scitues en la ville de Douay en propriété au cas quelle les demande » ; mais, ajoutait le Mémoire, comme ce serait insuffisant, « ledit dot leur sera constitué en revenu de bledz et grains sur les parties de terres labourables confisquez tant autour de ladite ville de Douay que au bailliage d'icelle, pareillement sur aultres semblables biens gisans tant soubz la chastellenie de Lille, ville et bailliage de Tournay et Tournesis, ville et prevosté de Mons, ville et prevosté de Valenchiennes. » (Arch. départem. du Nord, B, *Cours et juridictions*, Chambre des Comptes, Fonds de l'Université, carton 2.)

France se rendirent aussitôt à Bruxelles auprès du duc d'Albe, « pour illec entendre la bonne volonté de Sa Majesté »¹; et c'est alors qu'ils apprirent que le roi, par ses lettres de Madrid, du 24 mai 1568, venait d'accorder à l'Université une dote de 4.000 florins, « a prendre et lever sur les biens devoluz par confiscation à Sa Majesté de ceulx qui estoient ou executez par justice ou refugiez a raison des troubles passez suscitez pour la Relligion en ce pays »². C'est aux dépens des hérétiques que Philippe II voulait entretenir une Université destinée à combattre l'hérésie.

Alors commence une vaste enquête ordonnée par le duc d'Albe et faite par les commissaires de la ville de Douai sur « la situation grandeur comprehension et qualitez desdits biens confisquees pour des plus apparans propices et moins chargés faire lad^e. assignation et dotation au bien et augmentation de lad. Université ». Les députés firent « plusieurs grands et notables devboirs »³ dès 1568 et les années suivantes. D'abord Jacques de Bonmarchiet, chef de l'échevinage, et Jérôme de France allèrent à Lille et à Tournai communiquer les lettres du duc d'Albe à la Chambre des comptes et au receveur du roi, « aux fins de prendre coppie des biens confisqués au profit de Sa Majesté pour faire choix des biens plus propices »⁴. Ils rapportèrent une longue liste sur laquelle nous trouvons d'abord des localités voisines de Douai, puis un assez grand nombre de territoires du Hainaut : à Cantin, des terres qui avaient appartenu à Comeln, exécuté à Bruxelles; d'autres au village de Gœulzin, puis à Dechy, à Beaumont, à Brebières, à Noyelles, à Estrées, à Aniche, où ont été confisquées les terres de Jean Mesureur, banni de Valenciennes; à Escaudin, où a été dépouillé un autre banni de Valenciennes, Nicolas Obicart, à Sin, à Masny, à Jenlain, à Vieux-Condé, à Prouvy, à Saint-Saulve près de Valenciennes; des fermes de pâture près de la même ville; d'autres biens encore à Condé, à Bruille, à Valenciennes, où fut dépouillé Aimery « en son vivant hostelain de l'hostellerie de la hure audit Vallen-

1. *Compte de l'Université*, 1567-1568.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 118.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92.

4. *Compte de l'Université*, 1567-1568

chiennes exécuté ; » à Raismes, où sont confisqués les biens des bannis Jean Mathieu et François Godin, à Haulchin, aux dépens de François Voisin, dit à la Barbe, à Lieu Saint-Amand, à Mons en Hainaut, à Frameries, etc., etc.¹

Les Douaisiens tenaient à faire sur les biens assignés pour la dote une enquête d'autant plus sérieuse qu'ils savaient combien le droit de confiscation dans les cas d'hérésie était contesté par les Valenciennois. Mais le privilège de non-confiscation, défendu avec persévérance par le Magistrat de Valenciennes restait toujours méconnu par le gouvernement². La ville recommandait bien aussi à ses commissaires, puisque la dote était accordée « sur fonds de héritaiges particuliers », que, dans l'estimation on tint compte non de « l'appréhension dernièrement faicte (pour ce que lon le trouve trop excessive et exorbitante), veu que l'advenir por le rendage n'est apparent d'estre egal au passé, mais selon ce que en sera advisé et appréchié par Messieurs de la Chambre des Comptes à Lille »³.

L'enquête, commencée par les commissaires de Douai en 1568, se poursuit en 1569 ; Pierre Mallebrancq, au nom de la ville, et Claude de Hasselt, avocat de l'Université, se rendent à Mons, Valenciennes, Condé, Bouchain, au Quesnoy et dans « tous les villages circonvoisins jusques au nombre de 42 », et de ce qu'ils trouvèrent « le plus cler » ils firent quatre « quayers » de 60 feuillets, l'un pour le duc d'Albe, le second pour les députés allant à Bruxelles, le troisième pour rester « en halle » et le quatrième pour l'Université⁴ ; la même année, Mallebrancq fit une seconde enquête sur le même objet dans les villages circonvoisins de Douai⁵ ; puis une troisième avec son collègue Hugues à Parsis, à Orchies, à Tournai et dans les environs, et partout nous les voyons s'informer « deument de tout à la vérité » auprès de toutes personnes capables de les renseigner, sergents, baillis, lieutenants, mayeurs, échevins, gens de loi et officiers des villages. En 1569, l'enquête semble terminée : dans une dernière conférence se sont réunis les

1. *Arch. de Douai*, lay. 92.

2. V. sur cette question de non-confiscation, M. Charles PAILLARD, *Histoire des troubles religieux de Valenciennes*.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92, 1. 7.

4. *Compte de l'Université*, 1568-1569.

5. *Ibid.*

docteurs Massius, Boetius Epo, Prielz et Ferrarius, « commis de la part de l'Université », Hugues a Parsis, François Oudart, échevins, et Pierre Mallebrancq, députés par la ville, pour « visiter le quayer des biens confisquez » et « y prendre et choisir les meilleures parties ». Mais que de frais pour toutes ces enquêtes ! Il faut payer les commissaires deux livres par jour ; payer leurs serviteurs, payer le secrétaire de Noircarmes, les clercs des receveurs des confiscations pour les extraits qu'ils font de l'état des confiscations, payer toute personne qu'on interroge, la copie des cahiers qui contiennent parfois 120 feuillets, à raison d'un sou le feuillet, sans compter le prix du papier, qui s'élève pour un seul cahier jusqu'à plus de six livres ; et lorsque les commissaires du duc d'Albe viennent à Douai, cesont encore des « despens de bouche » pour recevoir dignement aujourd'hui le secrétaire intime de la gouvernante, Armenteros¹, demain Jean Michel de Prado². En une seule année on a dépensé plus de 920 florins, c'est-à-dire plus qu'on ne donne en moyenne à trois professeurs, puisque cette même année (1569), trois professeurs seulement ont plus de trois cents florins et deux seulement reçoivent ce traitement.

Et encore, après tous ces frais, l'Université touchera-t-elle sa dote exactement ? A partir de 1569, les comptes de l'Université portent un chapitre spécial intitulé : « *Aultre recepte en deniers venans des finances de la Majesté du Roy nostre sire qui a esté receu en la ville de Bruxelles des commis de ceste ville illec tantmoins et a bon compte des arrérages de la dotte assignée par Sad^e Majesté en l'avancement de l'Université* ». En 1569, au lieu des 4.000 florins promis, il n'en est reçu que 3.000 « en plaine halle des mains de M. Daoust, chef de l'eschevinage, et M. Hiéromme de France, conseiller pensionnaire », et alors se poursuivent les démarches pour obtenir, avec une assignation régulière sur les biens confisqués, le paiement exact de la dote. En 1570, les 4.000 florins sont exactement reçus à Bruxelles ; les arrérages de l'année précédente sont « assignés à prendre sur Marc Lefebvre, receveur des confiscations », à Douai et à Orchies, mais ne sont pas encore payés et les députations se succèdent à Bruxelles. En 1571, Marc Lefebvre donne ces mille florins et les deux années

1. *Lettre de Fray Lorenço à Gonçalo Perez*, 1566. GACHARD, *Correspond. de Philippe II*, t. II, p. XLII-XLIII.

2. *Compte de l'Université*, 1568-1569.

suivantes, dont nous possédons encore les comptes, les receveurs des confiscations aux quartiers de Valenciennes, de Tournai et de Douai payent régulièrement les quatre mille florins assignés sur les biens confisqués.

Tels ont été les différents revenus affectés à l'entretien de l'Université dans les années qui ont suivi sa fondation. Seule, la contribution de la ville, toujours intéressée à la prospérité de ses écoles, paraît avoir été payée régulièrement; nous savons à quoi furent réduites les contributions des abbayes; pour la dote, Ernest de Mansfeld écrivait au roi en 1593 que, malgré les lettres royales de 1568, la « bonne et pieuse intention de Sa Majesté n'auroit esté effectuée pour les troubles depuis y survenus », et que sur les biens confisqués « n'y at apparence de pouvoir constituer lad^e dote à perpétuité, à cause qu'iceulx sont fort espuisés et que aiant une reconcilia-tion generale, il y at apparence que tous iceulx confiscations se rendroient, comme aussy les domaines de Sa Majesté sont tellement chargés quilz ne pourroient commodement porter lad^e dotation » ¹. Déjà deux ans auparavant, la ville et l'Université réclamaient une somme de 12.000 florins sur la dote, et, comme le roi venait de demander quelques aides sur les États Généraux, le Magistrat et le Recteur en profitèrent pour déclarer qu'il serait peut-être « utile et convenable de conditionner que sur le paiement desdites aydes se prendraient les deniers dus à lad^e Université » ².

C'était pour l'Université une question de vie ou de mort. Pouvait-elle se contenter de la contribution de la ville? C'était trop peu pour l'entretien de ses salles, pour ses travaux de construction ou de réparation, pour les gages de ses officiers et de ses professeurs. Nous verrons fréquemment les professeurs étrangers refuser de venir à Douai, à cause de l'insuffisance du traitement qu'on leur offrait ou bien les professeurs Douaisiens abandonner l'Université, attirés ailleurs par des offres plus avantageuses. Au milieu du xvi^e siècle à Dôle, Nicolas Belloni touchait 4.000 florins, Étienne Stratius 900 ³, à Bourges, en 1550,

1. Arch. du Royaume de Belgique, *Conseil d'État*, Carton III, lettre du 11 décembre 1593.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons*, BB, V, f^o 91 r^o, 13 septembre 1591.

3. BEAUNE ET D'ARBAUMONT, *les Universités de Franche-Comté*.

Alciat et Cujas avaient 600 écus au soleil¹, et à Douai aucun professeur n'aura le traitement de Doneau qui, en 1579, touchera à Leyde 1.000 florins².

2° Dépenses.

Quelles étaient, dans les comptes de l'Université, les divisions du chapitre des dépenses « à l'encontre de la recepte avant dicte » ?

D'abord les « salaires et pensions tant ordinaires qu'extraordinaires payés aux professeurs de ladite Université », dans l'ordre suivant : 1° aux professeurs en théologie ; — 2° aux professeurs ès loix ; — 3° aux professeurs en médecine ; — 4° aux professeurs en bonnes lettres hébraïques, grecques et latines et en mathématiques. — La théologie était la première des sciences en dignité et les chaires de théologie étaient occupées à Douai par des maîtres qui étaient des plus célèbres dans la nouvelle Université ; les théologiens avaient cependant des traitements moins élevés que les professeurs des Facultés de droit ; Galenus, qui avait la première chaire de théologie, ne toucha jamais plus de 300 florins, tandis que dans les Facultés de droit, Vendeville et Ramus en recevaient 500, Boetius et Puessius 400. Pourquoi cette différence ? C'est que les premiers étaient des prêtres dont les dépenses étaient peu élevées, tandis que les seconds étaient pour la plupart des laïques mariés et pères de famille. Ajoutons que plusieurs des professeurs de la Faculté de théologie furent pourvus des prévôtés de Saint-Aimé et de Saint-Pierre, dont les revenus s'ajoutaient à leur traitement, tandis que les professeurs des Facultés de droit ne trouvaient pas à Douai dans les consultations un supplément convenable à leurs gages. C'est aussi parce que l'exercice de la médecine était trop peu lucratif à Douai, qu'on eut tant de peine à organiser la Faculté de médecine : les professeurs renommés refusaient de venir ou de rester à Douai : Rodius et

1. RAYNAL, *Histoire du Berry*, t. III, append. n° XVIII.

2. EYSEL, *Vie de Doneau*, p. 117.

Sylvius exigèrent immédiatement 300 florins¹. Aucun des professeurs de la Faculté des Arts ne reçut jamais pareils gages, à l'exception de Ferrarius, qui était régent du Collège du roi; ses collègues n'eurent jamais plus de 200 florins et la plupart recevaient moins encore; ce n'est qu'en 1572 que Palant et Lievin Pontanus, après s'être longtemps contentés de 100 florins, puis de 150, virent élever leur traitement à 200. Mais l'enseignement dans la Faculté des Arts était considéré en quelque sorte comme un stage réservé aux débutants ou aux maîtres qui, se préparant aux examens des Facultés supérieures, cherchaient dans l'enseignement des belles-lettres les ressources nécessaires pour achever leurs études personnelles.

Après les traitements des professeurs viennent les « Aultres mises faictes... tant pour rente viagère deue à cause du collège comme pour aultres frais ordinaires et extraordinaires ».

Une rente viagère de cent florins était payée à « Jan de Reynax, escuier, maistre d'hostel à Mons. de Berlaymont » sa vie durant sur le Collège du roi : Philippe II en payait une moitié et la ville de Douai l'autre sur les deniers de l'Université.

Dans les autres chapitres, il n'y avait pas à proprement parler de dépenses ordinaires, c'est-à-dire prévues et se reproduisant régulièrement dans chaque compte. Voici comment, d'après les dix comptes que nous possédons, ces dépenses peuvent être réparties :

1^o Indemnités accordées à certains professeurs pour le transport de « leurs hardes² »; « en don gratuit », comme à Ferrarius pour « l'entretienement » du Collège du roi³; lorsqu'ils prennent le bonnet de docteur, pour les aider à supporter les frais de la cérémonie⁴; « en faveur et recognoissance du petit salaire et gage » de quelques-uns, pour les « encourager

1. A l'Université de Louvain, en 1609, les professeurs primaires touchaient pour le droit canon 400 florins, pour le droit civil 500, pour la médecine 260. Les professeurs ordinaires recevaient, pour le droit canon 200 florins, pour le droit civil l'un 200, l'autre 225, pour la médecine 400. Enfin, les professeurs extraordinaires de droit canon ou civil touchaient l'un 180 florins, les deux autres 200. (*Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1855, p. 218-219.)

2. *Compte de l'Université*, 1566-1567.

3. *Ibid.*, 1567, 1571, 1573.

4. *Ibid.*, 1569.

à toujours de mieulx en mieulx faire leur debvoir »¹; pour les aider à acheter les instruments nécessaires à leur profession²; à certains docteurs étrangers « prétendant estre receu pour professeurs ordinaires », qu'on appelle à Douai pour « donner expérience de leur scavoir » avant de les nommer à quelque chaire de l'Université³; à certains personnages qui, sans être professeurs de l'Université, ont fait des exercices « publiquement tant en lecture comme aultrement avec désir et bon contentement des auditeurs⁴, ou pour remplacer temporairement un professeur absent ou démissionnaire⁵. Dans ce chapitre, peut être encore compris le traitement des professeurs de philosophie du collège d'Anchin, choisis en dehors de la Société de Jésus⁶.

2° Gages des officiers au service de l'Université, parmi lesquels les comptes citent seulement l'avocat fiscal⁷, le promoteur⁸, ses sergents⁹, et le notaire¹⁰: ou encore les gages d'autres gens au service de l'Université, comme Gilles Bauchet, « commis à l'ouverture et closture des halles aux leçons publiques »¹¹ avec un salaire de quatre sous par semaine, ou Jacques Boschaert qui, à partir de 1568, joignit au commerce de la librairie l'office de portier¹²; mais l'un faisait peut-être tort à l'autre, car, au compte de 1572, on l'invite à bien faire « son debvoir et office, à peine d'estre privé du service », et on lui recommande surtout d'interdire l'entrée des salles aux enfants, « qu'on entend y jouer à la palme et y rompre et domagier les verrières¹³ ».

3° Indemnités aux députés de l'Université ou de la ville, au

1. *Compte de l'Université*, 1569, 1570, 1571, 1572.

2. *Ibid.*, 1573.

3. *Ibid.*, 1569, 1570, 1571, 1579.

4. *Ibid.*, 1570, 1573.

5. *Ibid.*, 1573.

6. *Ibid.*, 1573.

7. *Ibid.*, 1567, 1569, 1571, 1572, 1573.

8. *Ibid.*, 1569, 1571, 1572, 1573.

9. *Ibid.*, 1571, 1572, 1573.

10. *Ibid.*, 1571, 1573.

11. *Ibid.*, 1566.

12. *Ibid.*, 1570.

13. *Ibid.*, 1572.

greffier de la ville, Cordouan, aux messagers de pied ou à cheval, Jean Potier, Jean Siffaix, Regnault Bertoul, Jean le Vent, pour frais de voyage auprès de Viglius, de la gouvernante ou du duc d'Albe, auprès des abbés, etc. Les comptes nous font connaître combien était élevé ce chapitre de dépenses, à une époque où les voyages étaient longs, parfois dangereux : lorsqu'en 1568 Marc Lefebvre se rend à Arras, auprès de l'abbé de Saint-Vaast, pour recevoir deux années de pension dues à l'Université, on le fait accompagner par Regnault Bertoul, messenger de pied, « pour seureté à cause du danger de la gendarmerie qui estoit alors par les champs et villages » ¹. Un seul voyage de Puessius et de Jérôme de France à Bruxelles coûte 140 florins : leur absence est de vingt-cinq jours et ils reçoivent chacun comme indemnité 40 patars par jour, soit en tout cent florins, et Siffaix, le messenger à cheval, Josse le serviteur de Puessius, l'un 20 patars, l'autre 12, en tout 40 florins ².

4° « Dépens de bouche » remboursés à Jan Mont, « concierge de la maison des œuvres de la ville », pour « recueil et traitement » des différents personnages, du docteur Lommius, venu à Douai « pour faire profession » ³, des abbés d'Anchin et de Marchiennes, lorsqu'ils viennent visiter les rues qu'ils désirent percer pour l'écoulement des eaux de leur collège ⁴; dépens de bouche remboursés à Gilles Scoqfeure, concierge de la maison échevinale, ou à Emmery le Maire, « hostelain de la maison de Sainte-Catherine », « à la venue et traitement » des commissaires envoyés à Douai par le duc d'Albe, « pour s'informer des confiscations en ce quartier » destinées à la dote de l'Université; ou encore achat de vins présentés à Richardot lorsqu'il vient à Douai « faire lecture publiquement en théologie ».

5° Travaux de réparation ou de construction aux halles des leçons publiques, surtout après 1570, lorsque la dote de l'Université permettait de les agrandir ou de les modifier plus commodément ; c'est, en 1570, l'achat d'une maison voisine des salles publiques « pour appliquer icelle maison à faire certaine

1. *Compte de l'Université*, 1568.

2. *Ibid.*, 1568.

3. *Ibid.*, 1569.

4. *Ibid.*, 1569.

place pour s'en servir d'auditoire en bonnes lettres » ou pour « exercice d'oraisons et disputes » ¹. Ce sont des « verrières » aux salles publiques, des châssis en fil d'argent « pour le garantissement » de ces verrières, ou bien de grands châssis de fer, « armés de fil de laiton et assis aux verrières... du côté des rues pour éviter les romptures que l'on y faict journellement » ². C'est en 1571 l'établissement de bancs, dans les écoles de théologie « allentour au dedans desdites escholes avec ung porche a l'entrée et pareillement aux escholles de médecine » ; et la même année, il faut remettre un nouveau « sommier » aux écoles de théologie, le vieux étant « cassé et ruineulx » ; en même temps, il faut faire des travaux de maçonnerie « à la salle des juristes », des travaux de serrurerie à la grande porte du collège ³. En 1572, on dépense une somme de plus de 1.979 florins « aux ouvraiges du Collège du roy pour le reflectionner et accommoder a meilleure usaige selon la promesse que l'on avoit faict au nouveau regent tant en édifices nouveaux pour augmenter le nombre des chambres, comme en couches, tables, bancqz et aultres ustensiles necessaires pour recepvoir des estudiants » ; c'est en même temps la construction d'une sorte de prison, où le promoteur puisse mettre les etudiants « desbordez et trouvez digne de correction » ⁴.

6° Enfin, dépenses diverses qu'on ne peut faire figurer dans aucun des chapitres précédents, comme un don à Joseph Wiart, chanoine de Cambrai, notaire apostolique, « pour sallaire par luy acquis d'avoir faict plusieurs instrumens et procures pour envoyer à Rome touchant le faict des prébendes de Saint-Pierre » demandées pour les professeurs de théologie ; comme les frais de transport de plusieurs « paquetz de lettres à Rome » au nom de l'Université ⁵ ; comme des indemnités à Paul du Mont, receveur de l'Université, en considération de ce « qu'il a perdu sur l'or reçu de M. de Saint-Bertin apparent par certification de l'orfèvre » ⁶ ; comme l'achat de fagots pour l'usage des

1. *Compte de l'Université*, 1570.

2. *Ibid.*, 1570.

3. *Ibid.*, 1571.

4. *Ibid.*, 1573.

5. *Ibid.*, 1568, 1571.

6. *Ibid.*, 1570.

administrateurs des comptes de l'Université¹; comme le don accordé à un poète allemand, « en faveur et reconnoissance des vers par luy faictz et publié à l'honneur et decoration » de l'Université²; ou autres dépenses analogues, comme pour faire copier « le discours de la poursuite et erection de l'Université fait par M^e Hiéromme de France », et ce travail a coûté quatre florins, y compris le « papier avec la couverture »³.

TABLEAU GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
DES COMPTES DE L'UNIVERSITÉ⁴

Compte fini	Recettes	Dépenses
Le 4 octobre 1563.	1.500 florins.	1.540 florins.
— 1564.	1.612 —	1.602 —
— 1566.	3.050 —	3.256 — 18 s., 10 den.
— 1567.	3.855 —	3.679 —
— 1568.	3.880 —	3.599 —
— 1569.	5.550 —	4.754 — 15 s., 5 den.
— 1570.	6.350 —	5.608 — — 6 den.
— 1571.	6.750 —	6.561 — 17 s., 3 den.
— 1572.	5.500 —	5.471 — 1 s., 3 den.
— 1573.	6.624 —	8.728 — 13 s., 10 den.

On est frappé dans ces comptes de l'irrégularité des dépenses ; et, à ce point de vue, ils éclairent d'une vive lumière l'organisation de l'Université dans les dix premières années de son existence ; on se contente d'une installation provisoire jusqu'au jour où l'on peut entreprendre des travaux définitifs ; peut-être même l'Université n'a-t-elle pas eu, dès l'origine et d'une façon régulière, tous les officiers indiqués par les statuts, à moins qu'ils n'aient été payés sur les fonds de la question : aucun d'eux ne figure dans les comptes avant 1567 date à laquelle apparaît l'avocat fiscal ; on n'y trouve ni promoteur avant 1569, ni sergent, ni notaire avant 1571. Remarquons

1. *Compte de l'Université, 1571.*

2. *Ibid.*, 1573.

3. *Ibid.*, 1573.

4. *Arch. de Douai*, lay. 102. Nous n'avons pas le compte de l'année 1564-1565.

encore que toujours les dépenses d'administration, les frais de voyage prennent une part trop considérable des revenus de l'Université. En 1573, les dépenses dépasseront les recettes de plus de 2.000 florins et, dès l'année précédente, le duc d'Albe, prévoyait le moment où « ce qu'est attribué dudit dot aux salaires desdits professeurs et officiers ou autrement employé » ne se pouvant « continuer de fournir » selon l'état du Compte de 1572, il faudrait diminuer les « salaires et frais » et « même si quelque leçon venoit à vacquer », on pourrait, ajoutait-il, faire une économie « par retranchement du salaire d'icelle en tout ou partie ». Aussi le duc était-il obligé de répondre aux professeurs qui demandaient une augmentation de traitement : Ayez « patience jusques à ung aultre temps plus commode » ¹.

3° Administration.

A partir de 1570, un dernier chapitre des comptes de l'Université est intitulé « Aultres mises pour frais et despens ordinaires de ces présens comptes ».

Les comptes de l'Université de Douai étaient tenus par un Receveur des comptes de l'Université, dont souvent déjà nous avons rencontré le nom dans cette histoire, Paul du Mont; le receveur était assisté d'un greffier ou secrétaire, pour faire « les apostilles », et d'un questeur, chargé, entre autres choses, d'aller tous les six mois porter aux professeurs leurs honoraires.

Mais l'Administration supérieure des finances de l'Université fut d'abord confiée par le Conseil de Douai à « plusieurs personnes des plus louables parties et qualitez de lad^e ville pour reigler manier et desmeler tous les difficultez que pouroient soudre » ². Pendant trois ans, cette commission de finances exerça ses pouvoirs « bien et diligemment ». Mais les commissaires reconnurent un jour « que aulcuns du Magistrat confaschez de nestre comprins audict nombre debattoient par espeece d'envie » ³ toutes leurs résolutions : ils donnèrent

1. *Lettre du duc d'Albe*, 22 août 1572. *Arch. de Douai*, lay. 92.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 117.

3. *Ibid.*, p. 118.

leur démission et le Magistrat administra lui-même les finances de l'Université, jusqu'au jour où les professeurs demandèrent à participer avec lui à la « maniance » de la dote.

L'Université n'avait pas d'abord disputé aux échevins l'administration de deniers uniquement fournis par la ville sur les abbayes. Elle désirait cependant ne pas laisser tout entière entre les mains du Magistrat une partie aussi importante de son administration, et la démission des commissaires lui parut d'abord une occasion favorable à ses prétentions. Puis Philippe II ayant accordé la dote de quatre mille florins, elle réclama la « maniance » d'une pension octroyée cette fois à l'Université et non à la ville.

Le Magistrat eut bientôt connaissance de « la grandeur et conséquence de ceste poursieulte ». Il tenait d'autant plus à conserver seul l'administration financière de l'Université, qu'elle comportait non seulement la surveillance des comptes, mais « toutes les affaires journallement survenantes ». C'était une sorte de contrôle permanent sur l'Université : celle-ci veut-elle, par exemple, faire obtenir une augmentation de traitement à quelques-uns de ses professeurs; elle est obligée de s'adresser à « l'arbitraige » des échevins, « lesquelz, dit-elle, se polront informer partout ou il appartiendra de ceulx qui meritent augmentation de gaiges et sur ce en faire telles ordonnances quilz trouveront convenir ¹. » Aussi les échevins s'empressèrent-ils de déclarer « qu'il ne convenoit aucunement que ladite Université eust la maniance de lad^e dotation pour le péril d'en abuser a ladvenir »; et alors furent engagées avec le gouvernement des négociations au milieu desquelles la cour, peut-être assez indifférente à tous ces débats, accorda satisfaction successivement à chacun des deux partis au détriment de l'autre, avant d'arriver à l'établissement définitif des « administrateurs de la dote ».

Le 3 novembre 1570, le conseil de Douai décida de prier le roi « d'autoriser la loy de manier, diriger et conduire les affaires de lad^e Université suyvant le pied et reglement donné du passé, en establisant à ces fins personnes de louables qualitez » ², et, sans même attendre la réponse du roi, il constitua

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 79

2. *Ibid.*, EB., 2, fo 237 v^o et 238 r^o et v^o.

une commission spéciale, comme à l'origine, « dont l'on s'en estoit tres bien trouvé ». La nouvelle commission fut composée de Robert de Mouchy et de Jacques Lalloie, chanoines des églises collégiales de Saint-Amé et de Saint-Pierre, de Jacques d'Assignies, chef des échevins, de M^e Augustin de Saint-Vaast, licencié en droit, seigneur de Courchelettes, second échevin, de Jacques de Boumarchiet, seigneur de Hellignies, chef des six hommes, de M^e Nicolas de Marcatel, docteur en médecine, second des six hommes, d'Eustache d'Aoust, chef des échevins « dernièrement escheuz », de M^e Hugues a Parisis, licencié en droit, l'un des derniers échevins, de Jacques d'Auneulx, seigneur de Habencourt, de Philippe de le Val, seigneur de Grincourt, et enfin de Jérôme de France, en tout onze personnes, dont plusieurs nous sont connues, grâce à la part qu'elles ont prise à la fondation de l'Université. C'était, en somme, à deux exceptions près, le Magistrat se déléguant lui-même dans ses membres actuels ou anciens, les plus compétents dans les affaires de l'Université¹. Mais ces commissaires n'allaient-ils pas s'excuser, comme en 1568, « les ungs par antiquité, aultres par indisposition et maladie et aultres par absence² ».

Pour prévenir ces désaccords et démissions, les échevins demandèrent au roi de les autoriser à « povoir legitimement contraindre ceulx des habitans de lad^e ville bourgeois ou non que choisiront et establiront comme ydoines et qualifiez en la continuation de la maniance de lad^e dote et reiglement de l'Université... comme estant charge publique que lon ne doit refuser... et pour telle espace de temps raisonnable que sera trouvé convenir. Et en après aussy povoir subroghuier aultres a temps limité audit estat pour diriger et terminer soubz le Magistrat et au sublevement dicelluy les affaires journallement survenantes au bien et progrès de ladite Université »³. Les échevins avaient envoyé le conseiller pensionnaire à Bruxelles, en lui recommandant expressément de bien maintenir la suprématie de la ville sur les commissaires et sur l'Université. Il ne faut pas, lui disent-ils, que les commissaires soient institués par Sa Majesté, sinon « ilz ne vouldroient recognoistre le Ma-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 123, 124.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB., 2^e, f^o 243, r^o.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 121.

gistrat supérieur et par ce n'y auroit apparence de bonne correspondance et accord ». Il ne faut écrire aux commis que « por les contraindre de continuer et enprendre lad^e charge et direction des affaires... estant necessaire que ledit Magistrat ayt toujours la haulte main por une infinité de raisons a considérer meisme por changement et admission de professeurs, accords augmentations de salaires et ouvrages et telz aultres actes notables qui requierent maturité de conseil et advis »¹.

La réponse du gouvernement, datée du 8 janvier 1571, fut conforme au vœu des échevins : les commissaires reçurent de Bruxelles une lettre leur « ordonnant bien expressement » d'accepter et « entreprendre la maniance de la dotation », sauf excuse légitime qu'ils devaient adresser en conseil privé².

L'Université, qui avait compté sur le refus des commissaires, « fut troublée et confaschée » de les voir accepter lad^e charge, conformément aux lettres du gouvernement. Elle commença par protester contre ces lettres, en déclarant qu'elles avaient été « obrepticement obtenues *parte non audita*³ » ; et cependant la ville, dirent le Recteur et le conseil de l'Université, savait bien que nous prétendions « à lad^e maniance de lad^e dotation d'une main commune et par personne en nombre égal choisis des deux corps » ; c'est à nous que doit « compecter lad^e maniance », et nous devons au moins être appelés à toutes les délibérations prises sur la dote et « distribution d'icelle », sinon nous empêcherons les commissaires de remplir leur charge.

Le Magistrat repoussa la proposition de l'Université : il consentit seulement à ce que les commissaires « rendissent compte et reliqua annuellement en la présence du Recteur ou aultres telles personnes qui seroit jugé convenir », ⁴ et lorsque les comptes de 1570 furent présentés, le 9 avril 1571, Jacques d'Assignies alla faire « lui-même en pleine assemblée desdits de l'Université l'advertence du jour, heure et lieu de la rendition desdits comptes » ; mais ni le Recteur ni aucun membre de l'Université ne s'y trouva. Le compte rendu se fit seulement en

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons* BB, 2, f^o 244, r^o et v^o.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 122-123.

3. *Ibid.*, p. 124.

4. *Ibid.*, p. 125.

présence des échevins et six hommes et des commissaires¹. L'Université n'accepta donc pas la concession et on en vint bientôt à un tel degré « d'aigreur et exasperation », que Richardot et Lentailleur crurent devoir intervenir, sans succès d'ailleurs : l'Université réclamait toujours un nombre égal de commissaires et le Magistrat « faisait aulcunement bannière » des lettres closes du 8 janvier.

Le Magistrat fit cependant une nouvelle concession qui semblait conduire à un accord : il proposait, comme il l'avait décidé une première fois le 29 septembre 1570, sept commissaires, dont quatre de la ville, ne voulant pas que « ceux de l'Université... à leur point et volonté administrent icelle Université »². En réponse, l'Université demanda que les deux corps en eussent trois et, quant au septième, il serait choisi alternativement par les échevins et par les professeurs³. Refus du Magistrat et alors nouvelle requête de l'Université au duc d'Albe; mais, dit Jérôme de France, dont le témoignage est naturellement favorable à la ville, la requête fut « avisement conceutte sans faire mention du débat et contention dessus spécifié ny desdites lettres closes obtenues par ledit Magistrat adfin de donner meilleur content à leur pretention qui fut cause que tant plus facilement ils impétrèrent dudit duc » une réponse favorable « seignement d'aültant que lesdites lettres closes avoient esté obtenues au privé conseil et en l'absence du président Viglius, lequel estant de ce confasché fit bien entendre qu'il avoit credit esdites affaires »⁴.

Alors, le 18 mai 1571, nouvelles lettres du gouvernement, dépassant les premières demandes de l'Université, puisqu'elles lui remettaient sa propre administration. Elles établissent d'abord un receveur général de la dote, puis une commission composée de cinq membres, le Recteur et deux maîtres élus par l'Université, le premier échevin et une autre personne choisie par le Magistrat : cette commission aura les clefs du coffre de l'Université; c'est devant elle que le receveur général rendra ses comptes chaque année; il sera nommé par elle et

1. *Compte* de 1570.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 125.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 126-127.

par elle aussi pourra être révoqué; il ne pourra faire aucune dépense extraordinaire sans une ordonnance signée par elle; « les lechons a chacune fois quelles viendront a vacquier se confereront par lesdits cinq personnes avec l'intervention du doyen et plus anchien du college de la faculté à qui lad^e lechon appartiendra et advertiront ledit president du privé conseil de leur resolution afin quilz entendent le bon plaisir de Sa Majesté ou de sondit lieutenant general de pardecha »¹.

Le Magistrat ne pouvait accepter sans protester un acte qui ruinait si profondément ses prétentions et il protesta avec d'autant plus d'espérance de succès que l'acte du 18 Mai n'était accordé que « par manière de provision et tant que de par Sa Majesté y soit aultrement pourveu ou ordonné »². Les « consaulx » furent réunis et décidèrent de « se retirer en toute humilité » vers le duc d'Albe, pour lui représenter comment l'acte du 18 mai était contraire au « contenu des lettres et privileges de la première institution et fondation de lad^e Université ». En effet, l'acte de fondation dit expressément que « les professeurs chacun en son regard et selon la qualité de son art et science seront sallariez et gagez comme Sa Majesté avecq le Magistrat de ladite ville de Douay en adviseroit et ordonneroit et que venant ung lieu vacant pour eslire et créer un professeur il seroit dénommé par ceux de lad^e ville ayans prins l'advis de l'Université pour en après selon lad^e dénomination eslire ledit professeur institué et ordonné par Sa Majesté comme elle trouveroit convenir ». Lorsque le roi a pris cette décision en 1562, ajoutent les requêtes, il savait que le Magistrat « pour l'amour et affection de sa patrie naturellement aspire à sa félicité, amplification et grandeur ». Peut-on en dire autant des professeurs d'une Université? Ce sont des étrangers ou bien ils ne songent qu'à leur intérêt personnel; et c'est pour cette raison que le roi leur a laissé en 1562 « la seule conduite de la jurisdiction ». Le Magistrat de Douai n'a-t-il pas justifié la confiance du roi par sa générosité à l'égard de l'Université, à qui la ville paie une pension annuelle de 1.500 florins? N'a-t-elle pas entrepris à ses frais, pour l'installation des cours, des travaux considérables? Tout ce qu'elle a fait « appert suffisamment

1. JEROME DE FRANCE, p. 127-129.

2. *Ibid.*, p. 128.

par le fruit incredible et ja inespéré quy en est provenu ». Conclusion : que le duc d'Albe confirme les lettres du 8 janvier 1571, en ajoutant cependant que les comptes seront rendus en présence du Recteur et de telle autre personne qu'il désignera¹.

Le 25 août, le duc d'Albe donna à la requête une apostille qui était loin de répondre aux espérances de la ville; il mettait les deux corps sur le pied d'égalité, il organisait définitivement le conseil des administrateurs de la dote. Il exigeait des échevins de se conformer « punctuellement » à l'ordonnance du 18 mai, mais en leur accordant trois commissaires au lieu de deux, « pour estre en egal nombre avec les trois depputez de l'Université »; et quant à la collation des leçons, le doyen et le plus ancien de la Faculté auroient seulement voix consultative et non plus voix décisive, « pour après avoir eu leur advis et information sur l'ydonéité des personnes pover mieulx adresser »².

Le conseil de la ville accepta l'apostille et choisit comme députés Eustache d'Aoust, Jérôme de France et le chef des échevins, Jacques de Bonmarchiet, « lesquelz, dit en terminant Jérôme de France, Dieu Père Souverain seigneur vœulle bien inspirer pour tout reigler et conduire au bien accroissement et amplification de lad^e Université »³. Les députés choisis par l'Université furent Allen, Vendeville et Rodius. La réélection des députés se faisait pour la ville au renouvellement de chaque échevinage, pour l'Université tous les ans, le jour de l'élection du Recteur; ils étaient d'ailleurs rééligibles et l'on n'a guère à choisir qu'un échevin, le chef des échevins et le con-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 131-135. — Dès 1564, les échevins demandaient à être les « superintendants sur l'Université au nom du roi tant qu'il leur touche sur la diligence ou négligence des professeurs et que rien ne soit dorenavant affranchi et auctorisé des constitutions tant de lad^e Université en général comme de checune Faculté en particulier en la cour par Sa Majesté que ceux de lad^e ville ny soient appelez pour leurs estre communiqué »; c'est seulement « affin que tout se fasse par amitié et que aucuns pour le temps à venir mal affecté à la ville ne procure la ruïne de l'Université par impositions exactions ou loyx nuisibles qu'ilz polront faire à leur prouffit particulier au grand détriment du publique ». (*Aulcuns poinctz advisez par les Commissaires de l'Université pour mémoire aux deputez allantz à Bruxelles*, du 16 juillet 1564, *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.)

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 135-137. Toutes ces pièces se trouvent aux *Archives de Douai*.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 137.

seiller pensionnaire étant de droit membres de la Commission ; pour l'Université, les deux professeurs choisis en plus du Recteur sont élus par le Recteur et le Conseil de l'Université. Ainsi, en 1572, les Comptes de 1571 sont présentés à Eustache d'Aoust, chef des échevins, Hugues a Parisis, échevin, et Jérôme de France, à Guillaume Allen, recteur, Vendeville et Rodius ; le 28 août 1573, les Comptes de 1572 sont présentés aux mêmes pour la ville, et dans l'Université, le Recteur Allen est remplacé par le recteur Liévin Pontanus ; enfin les comptes de 1573 sont présentés à Assignies, Carvin et Jérôme de France pour la ville à Rodius, recteur, Vendeville et Allen pour l'Université

Le choix des administrateurs de la dote eût sans doute soulevé des débats beaucoup moins vifs entre le Magistrat et l'Université, si leur contrôle s'était borné à l'administration financière de l'Université. Mais la question revenait à ceci : à qui appartiendra la direction de l'Université, à l'Université ou à la ville ou à toutes deux à la fois ? L'Université, indépendante dans sa constitution intérieure pour tout ce qui regarde les études et les rapports entre ses différents membres, professeurs, étudiants, suppôts, etc., était soumise, malgré ses nombreux privilèges, au roi et à la ville qui l'avaient fondée, l'entretenaient et pouvaient, en lui refusant la dotation nécessaire à son existence, la laisser tomber d'une année à l'autre ; mais, dans ses relations avec l'Université, la ville était elle-même soumise au gouvernement qui défendait l'Université contre les prétentions excessives du Magistrat. L'une de ces prétentions était de prendre pour lui seul la direction de l'Université et l'Université y résistait d'autant plus légitimement à nos yeux que les administrateurs de la dote avaient dans leurs attributions la nomination des professeurs, pour laquelle la compétence du Magistrat peut nous paraître contestable.

Les administrateurs de la dote portèrent plus généralement le nom de proviseurs de la dote, proviseurs, parce qu'ils devaient pourvoir aux chaires vacantes, de la dote, parce qu'ils étaient en même temps les administrateurs des revenus destinés à l'Université.

Un règlement, qui semble avoir été rédigé à la fin du xvi^e siècle, nous fait connaître les devoirs des proviseurs de la

dote du corps de l'Université¹. Il est recommandé aux proviseurs de ne voter aucune décision en l'absence d'un de leurs collègues; de choisir le greffier et le questeur alternativement parmi les candidats de l'Université et ceux de la ville; de veiller à ce que tous les six mois le questeur aille payer les professeurs à domicile ou les fasse payer par une personne de confiance; de discuter les affaires de la dote, si possible, dans la maison du Recteur, à qui les règlements défendent de s'absenter fréquemment: cependant, de 1571 à 1573, le compte rendu s'était fait dans des maisons différentes: en 1571, chez M^e Jehan Rubus, prévôt de Saint-Pierre; en 1572, en la maison abbatiale de Saint-Vaast; en 1573 en la maison de Rodius qui était alors Recteur. On recommande enfin aux proviseurs d'avoir un exemplaire de tous les actes de la dote et de le relire souvent, pour bien connaître leurs devoirs; et le texte du serment complète pour nous les renseignements fournis par le règlement que nous venons de citer². Les proviseurs doivent jurer d'être sans haine et sans faveur dans le choix des professeurs, de lire avec soin, dans les huit jours qui suivront leur élection ou au moins avant la première réunion des proviseurs, l'acte de dotation du 24 mai 1568, les lettres du duc d'Albe de 1571 relatives à l'établissement des proviseurs, etc., la liste de tous les biens et revenus attribués à l'Université, etc., de ne jamais consentir à ce qu'une partie de la dote soit consacrée à d'autres usages qu'aux honoraires des professeurs et des officiers de l'Université, sans le consentement préalable du Conseil de l'Université ou un mandement royal et encore, dans ce dernier cas, les proviseurs s'engagent-ils à soumettre le mandement au Conseil de l'Université.

Malgré l'acte de 1571, bien des débats surgiront encore entre la ville et l'Université, à propos du choix des professeurs et de l'administration de la dote. On verra, par exemple, les proviseurs de l'Université, convoqués à une réunion des proviseurs pour la nomination d'un professeur, s'abstenir de s'y rendre, les proviseurs passer outre et conférer la chaire sans le concours de l'Université, après avoir pris seulement l'avis des docteurs Vitus et Ferrarius « sur la science et capacité des

1. Bibl. de Douai, Ms 1301, p. 25 v^o et p. 26 r^o.

2. Bibl. de Douai, Ms 1301, p. 25 r^o et v^o.

poursuivans¹ ». En 1595, on verra encore l'Université tenter, d'ailleurs sans succès, de procéder à la nomination d'un professeur sans le concours des proviseurs².

En 1606, il faut encore un arrêt pour déterminer les attributions respectives des Facultés et des proviseurs : aux premières il confirme « la disposition des reglemens que sambleront necessaires à la direction des estudes et disputes... et ce qu'en dépend », aux seconds, « la superintendance de la repartition, employ et administration du dot de la susdite Université, ensamble la denomination aux leçons vacantes³ ».

Malgré les débats continuels entre la ville et l'Université, débats inévitables au xvi^e siècle entre deux corps également jaloux de leur indépendance, l'Université de Douai a pu vivre, et c'était beaucoup à une époque où la guerre religieuse pouvait enlever brusquement d'une année à l'autre les revenus qui entretenaient les Facultés. Mais elle a vécu à cause de son origine même : institution catholique, elle était une arme de combat au milieu des guerres religieuses, et elle a dû alors en partie sa vitalité aux causes qui pouvaient ruiner toute autre institution vivant comme elle non pas de ses propres revenus, mais des pensions et des dotations de la ville ou de l'État. Chaque fois qu'elle a fait appel à la ville, aux abbayes, au roi, elle a invoqué les services qu'elle rendait à l'église et au roi catholique, et c'était également au nom des intérêts catholiques que les ministres de Philippe II dans les Pays-Bas demandaient aux abbés de soutenir l'Université de leurs deniers, au roi de lui assigner des revenus nouveaux.

Pour l'administration de ces revenus, le partage entre la ville et l'Université permettait au Magistrat d'exercer un certain contrôle sur une institution qui, par son caractère cosmopolite, pouvait, après la mort ou le départ de ses premiers professeurs, s'éloigner de l'esprit de ses fondateurs ; puis, au point de vue financier, on ne devait pas abandonner sans contrôle aux professeurs eux-mêmes l'usage des deniers attribués à l'Université : la participation de la ville à l'administration financière réglait l'emploi des fonds d'une façon à la fois plus

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.* BB., 14, f^o 26, v^o et 27 r^o.

2. *Ibid.* BB., 13, f^o 287 r^o et v^o.

3. *Ibid.*, lay. 92, l. 6, 22 juin 1606.

désintéressée et plus conforme aux réels besoins de l'Université; enfin la présence du Recteur et de deux autres membres de l'Université dans le conseil des proviseurs apportait dans les questions spéciales et particulièrement dans le choix des candidats aux chaires vacantes des lumières qui manquaient aux échevins.

6^e EXEMPTIONS D'IMPÔTS. — CONFLITS AVEC LA VILLE.

Lorsque la ville réclamait une part dans l'administration financière de l'Université, elle invoquait les immenses sacrifices qu'elle s'était imposés pour la construction des salles de cours, les gages des professeurs, etc. Mais elle s'appauvissait non seulement de ce qu'elle payait pour l'Université, mais aussi de ce que l'Université ne lui payait pas : les exemptions d'impôts accordées à l'Université privaient la ville d'une partie de ses revenus et soulevèrent entre le Magistrat et l'Université des conflits bien plus fréquents encore que les privilèges de juridiction. C'est qu'à côté de droits théoriques la ville défend ici ses finances : il lui semble que trop de gens se prétendent suppôts de l'Université, pour se soustraire aux impositions; les tentatives de fraude sont d'ailleurs trop fréquentes pour ne pas justifier les défiances du Magistrat.

Dans les premières négociations avec le gouvernement, le Magistrat avait cherché, nous l'avons vu, à nettement fixer et à restreindre le plus possible les exemptions de l'Université. Elle offrait d'abord « exemption de bière et vin » ; le gouvernement la demandait pour les autres denrées et marchandises » : sans répondre sur ce point, les échevins se contentèrent de réclamer des garanties contre l'abus que pourraient faire de ces privilèges les bourgeois logeant des écoliers. Et enfin, les lettres patentes de Philippe II fixèrent définitivement les privilèges de l'Université par les articles XX, XXI et XXII : les maîtres, les étudiants et les suppôts de l'Université sont déclarés « libres et exempts... de maltôte, gabelles et impositions,

tant extraordinaires qu'ordinaires quelconques que soient, sans nulles excepter, de vins, cervoises et toutes autres choses, denrées et marchandises, qu'il leur faudra, tant en notredit regard que d'icelle ville ». Puis, pour les garanties contre les « bourgeois manans et habitans de lad^e ville, tenans clerics en leurs maisons », deux commis, l'un de l'Université, l'autre de la ville, fixeront la quantité de vin et de cervoise que les clerics sembleront « en conscience » pouvoir « despenser » en une année, « et du surplus les bourgeois seront tenus payer les maltôtes, impôts et autres charges comme les autres bourgeois non francs et non sujets à ladite Université ». Enfin les suppôts et les sujets de l'Université ne seront pas « contribuables » pour les fortifications de la ville, sauf consentement du Recteur et par ordonnance expresse du roi, et ils jouiront des privilèges des bourgeois de Douai, « sauf de droit d'escarts et boutehors ensemble de la maison », c'est-à-dire du dixième denier au profit de la ville de tous les biens, meubles et immeubles, situés dans l'échevinage, donnés, légués ou vendus par des bourgeois ou manants à toute personne non bourgeoise ¹.

Ces articles ont-ils été exactement observés par l'Université et par la ville? Bien des lots de vin ou de bière ont été vendus sans l'impôt à des gens non suppôts de l'Université; d'autre part, la ville et le gouvernement ont souvent imposé aux membres de l'Université des contributions dont les Lettres Patentes semblaient les exempter.

Combien se passe-t-il d'années où les échevins ne se plaignent que « ceux de l'Université... font brasser bières à leur plaisir à tel et sy excessif prix que bon leur semble »? ¹ Ou bien l'Université laisse venir à son cellier les bourgeois qui ne sont pas suppôts; ou bien les suppôts de l'Université vendent de la bière en fraude pour la consommation des gens de la ville; ou bien encore les agents de l'Université abusent de leur privilège pour frauder la ville et les sergents de Douai saisisent en une seule fois chez le messager de l'Université jusqu'à onze tonneaux de bière; et les tonneaux sont alors non pas confisqués par la ville, mais remis au « procureur et syndic de l'Université », qui déclare les recevoir « sans préjudice tant de son particulier que des privilèges, libertés, exemptions...

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, 3, f^o 8.

de ladite Université¹ ». D'ailleurs n'y a-t-il pas doute en certains cas sur le droit d'acheter au cellier de l'Université ? Les échevins mandent « en halle » le S^r de Werra qui est allé « quérir deux lotz de vin au cellier de l'Université; » il s'excuse sur ce qu'il ne l'a fait qu'« en compagnie d'aucuns docteurs... et a leur déclaration que le pooit faire de tant qu'il auroit quatre filz immatriculez en lad^e Université » ; les échevins hésitent; « le tout veu est retenu ce different en advis », et provisoirement ils ordonnent de restituer « le pot retenu dudit S^r de Werra »².

Et cependant que de précautions la ville ne prend-elle pas « pour obvier aux fraudes et abus que comectent ceulx de l'Université en leur cave et distribution » de vin et de bière ! Précautions d'autant plus nécessaires que le nombre des privilégiés laïques ou ecclésiastiques était grand à Douai et que tous contribuaient également à ruiner les finances de la ville : les chapitres de Saint-Pierre et de Saint-Amé et l'abbaye des Prés, écrit le Magistrat en 1563, font « encaver » beaucoup plus de vin qu'ils n'en consomment et en vendent plus que tous les taverniers de la ville, ce qui occasione une perte considerable au fermier³. L'année suivante (30 déc. 1564), il rappelle qu'il est interdit d'aller ou envoyer quérir vin aux celliers des chapitres ou des étudiants, « voires fut pour lesdits estudians », et, ajoute-t-il, « que nul ne differe de dire son nom et monstrier bonnes enseignes aux commis des fermiers des droix dassis et impos, touttefois qui seront trouvez allant querir vins pour monstrier que ledit vin soit et sans fraude pour estudians ... à paine de perquisitions et amendes. » C'était pour les étudiants l'obligation d'aller chercher eux-mêmes le vin au cellier de l'Université ou de le faire prendre uniquement par les gens attachés à leur service⁴. Puis la ville oblige les suppôts à

1. *Arch. de Douai*, CC, 845.

2. *Ibid.*, *Reg. aux Mém.*, BB, 13, f^o 135, v^o.

3. *Ibid.*, CC, 844. — Voir aussi une sentence de la gouvernance rendue au profit du prévôt contre le régent du collège de Marchiennes, qui avait voulu s'affranchir des droits sur la bière, 1574, 23 décembre. (*Arch. du Parlement de Flandre, Fonds de la gouvernance*, liasse d'anciens titres) Cité par M. F. BRASSART, *Histoire du château et de la Chatellenie de Douai. Preuves*, 1^{er} fascicule, p. 177-178.

4. *Arch. de Douai*, AA, 97, f^o 101 r^o.

demander aux échevins l'autorisation de brasser et de vendre même aux étudiants seuls ¹. Elle fait surveiller les caves et les brasseries de l'Université par des sergents chargés de n'en jamais laisser sortir de bière « pour mener et debiter es che-liers de l'Université sans billet et enseignement des maltau-teurs et fermiers des impotz de la bière de ceste ville, ains seulement por les professeurs ou aultres suppotz de lad^e Uni-versité non vendans et distribuans bières à détail » ². Elle finira par demander à l'Université de renoncer à son cellier et par décider la création d'une cave commune, où le prix du vin serait « raisonnablement assis par Mess. du Magistrat » qui auraient « la superintendance d'icelle » ³.

Le Recteur et les échevins arrivèrent à s'entendre pour assurer le recouvrement régulier des impôts établis par la ville et « pour remédier aux fraudes qui se commectent jour-nellement es bassines, débit et vente des bières au grand pré-judice des impos de ceste ville, à la totale ruine et debauche de la jeunesse ». Les mesures prises furent les suivantes : les sup-pôts de l'Université ne pourront brasser ou faire brasser, sans avoir « grâce par escript... du Recteur » ; les bourgeois doivent avoir autorisation du Receveur, sous peine de cinquante florins pour la première contravention, de l'interdiction de brasser pendant quatre ans pour la seconde, du bannissement pour la troisième. Défense d'excéder le nombre de tonneaux accordé. Suivent les articles les moins exactement observés : défense « à tous ceux qui tiendront estudians cambristes de brasser ou faire brasser pour eux ou pour leur famille, ains seront submis et obligés de prendre leur bière des brasseurs de ceste ville, en payant indifféremment 12 patars d'impos por chasque tonneau et de ne debiter et vendre leur biere a aultres qu'à leurs domestiques et au mesmes prix que se distribue aux caves privilégiées ». Et enfin défense aux régents et aux présidents des collèges et des séminaires de « vendre vin ny biere a autres

1. «.... Super qua quidem petitione communi Domnorum sententia con-clusum est et determinatum se supplicanti hujusmodi suam supplicationem admittendam et permittendum esse,..... modo non ut abutatur et non sup-positis ac laicis communiceet aut duelliet (vendre de la bière au broc), alioqui gravi pœna punietur. » 25 janvier 1564 (v. st.). *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, 3, f^o 8.

3. *Ibid.*, BB, 5, f^o 15, r^o et f^o 21, v^o.

personnes que leurs escolliers et boursiers actuellement demeurant en leurs colleges et seminaires », sous peine de cinquante florins pour la première fois, de cent pour la seconde et « arbitrairement » pour la troisième ¹.

Mais si le Recteur consentait à aider le Magistrat à prévenir les fraudes, il s'obstina toujours à repousser les impôts auxquels on prétendait, malgré les Lettres d'érection, soumettre l'Université. Refus qui n'a pas toujours été absolu : mais l'Université voulait prendre connaissance des comptes de la ville pour juger par elle-même de la nécessité d'une contribution contraire à ses privilèges ². Elle était à peine fondée que les échevins agissaient auprès du gouvernement pour obliger les docteurs et les suppôts de l'Université à « fournir à leur quote et portion des sommes accordées a Sad^e Maj. par les estats des villes et chastellenies de Lille, Douay et Orchies ». Ce qui leur paraissait d'autant plus juste, disaient-ils, que « iceulx impotz ont été mis suz pour le paiement des gens de guerre et aultres choses necessaires pour le maintenement de la religion catholique³ ». C'est, à partir de 1574, une série de négociations, poursuites, enquêtes, visites à la cave et au cellier de l'Université : le 19 octobre 1574, l'huissier d'armes du roi en la ville de Douai, Pierre Desbleumortiers, va trouver au nom des échevins le Recteur Le Sur, pour savoirs'il voulait « obéir aux commandements ou non », c'est-à-dire se soumettre aux impôts nouveaux, « autrement, dit-il, que passeroye oultre faisant ouverture du chelier de lad^e Université pour par les gaugeurs sermentés faire gauge et essceu des vins y estans aux fins de lever et colecter par Mesdits seigneurs les eschevins douze deniers sur chacun lot beu, vendu ou brocqueté audit chelier ⁴ ». Naturellement refus du Recteur et le différend est porté devant le gouvernement : mais la longueur d'un procès inquiète les échevins, qui prétendent au moins lever provisoirement l'impôt, et le Recteur ayant réclamé un délai avant de répondre à la sommation, les échevins ne le lui accordent que « soubz promesse que ledit sieur recteur feît de payer par chacun jour qu'il délayroit à rendre lad^e response lesdits

1. *Arch. de Douai*, CC, 845.

2. *Ibid.*, CC, 849.

3. *Ibid.*, CC, 845.

4. *Ibid.*, CC, 844.

douze deniers jusques à la concurrence de 25 lots de vin par chacun desdits jours'. » Mais alors protestation de l'Université auprès du lieutenant de la gouvernance de Douai, délégué par le roi « pour cognoistre des différens meuz et à mouvoir d'entre lad^e Université et le magistrat... touchant l'impôt »¹; les débats se prolongent, sans cesse renouvelés, et enfin le conseil privé autorise la ville à percevoir l'impôt qui était assez élevé.

Le gouvernement a, nous l'avons vu, plus nettement défendu la juridiction de l'Université que les exemptions d'impôts garanties par l'article XX des lettres d'érection, parce qu'il avait lui-même intérêt à ce que la ville pût lui payer facilement les sommes qu'il réclamait pour la guerre². Seul d'ailleurs il avait autorité pour régler les conflits entre la ville et l'Université et lorsque son intérêt immédiat ne dicte pas sa décision, celle-ci est plutôt favorable à l'Université. En tout autre cas, la ville elle-même prenait soin d'attirer les faveurs du gouvernement sur l'Université et elle n'a pas ménagé les démarches dispendieuses pour obtenir des ressources destinées à l'entretien des écoles. Lorsque le duc d'Albe arrive dans les Pays-Bas, les échevins envoient en députation auprès de lui Jérôme de France pour « congratuler sa bienvenu en ces pays bas et lui recommander comme à son Alteze (la gouvernante) le faict de l'Université »³. Presque en même temps ils envoyaient à l'ambassadeur d'Espagne à Paris des députés chargés de « solliciter certaines lettres et besongnes... pour le faict de l'Université », et ils recevaient de l'ambassadeur la réponse suivante : « ... J'ay fait (se présentant courrier pour Espagne) tous bons offices devers le roi mon maître à ce que ladicte Université soit avancée et entretenue comme de raison et tant plus je may employé volontiers par ce que j'entens le bon zèle et fidélité de ceste ville devers Sa Majeste⁶. » Les conseillers

1. *Arch. de Douai*, CC, 844.

2. *Ibid.*, CC, 845.

3. V. encore *Des Moyens sur le port des drapz de soye*, in-4^o 11 f^{es} 1578, Jean Bogard, cité par Duthillœul, (*Bibliographie Douaisienne*, t. II, p. 4). — *Arch. de Douai*, 102, et *Comptes des Aides*, CC, 29, f^o 8 v^o.

4. *Arch. de Douai*, CC, Reg. 285, f^{os} 101 r^o.

5. *Ibid.*, CC, Reg. 284, f^{os} 166 v^o.

6. De Paris, 10 juin 1566, *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

de Philippe II renouvellent fréquemment l'expression de leur sollicitude pour l'Université de Douai : « Je ne manquerai pas, écrit Granvelle au roi en 1570, de faire pour l'Université de Douai tout ce qui sera en mon pouvoir ¹. » Enfin, les agents du gouvernement dans les Pays-Bas reçoivent, dans leurs instructions générales, les recommandations les plus précises en faveur de la nouvelle Université. L'instruction donnée au grand commandeur de Castille, en 1573, porte expressément : « Et aurez en bonne recommandation les Universitez de Louvain, Dôle et Douay, le soing desquelles particulièrement nous vous recommandons pour le bien qu'en deppend, mesmes estant celle dudict Douay encoires nouvelle et requerans bonne assistance ². » Et ce bien est celui de la religion catholique.

7° LA VILLE ET L'UNIVERSITÉ.

Que conclure de tous ces conflits entre le Recteur et le Magistrat à propos de la juridiction, de l'administration financière ou des impôts? Que la ville et l'Université ont été continuellement en lutte? L'histoire de la fondation de l'Université nous l'a montré, la Ville tenait trop à ses Facultés pour vouloir leur ruine : elle cherchait seulement à faire de l'Université une institution presque exclusivement municipale. Il est peu de faits importants de la vie administrative de l'Université dans lesquels elle ne soit pas intervenue. Faut-il rappeler les négociations du conseiller pensionnaire à Bruxelles et les discussions du Conseil de Douai avant l'érection de l'Université, la part qu'a prise la ville au choix des premiers maîtres et qu'elle réclame pour les proviseurs de la dote désignés par elle, ces députations envoyées à Bruxelles pour le règlement des affaires de l'Université et composées à la fois de docteurs de l'Université, du conseiller pensionnaire, d'un ou de deux échevins et d'un

1. *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 429-430.

2. *Ibid.*, t. II, Appendice, p. 712-713.

messenger de la Ville, enfin ces invitations réciproques aux solennités, aux fêtes et aux banquets offerts par l'Université ou par le Magistrat ? Dans les *Poinctz et Articles advisez sur le fait de la nouvelle Université de Douay*, il était dit que « pour tant mieulx nourir paix amitié et bonne correspondance entre ceulx de ladite Université et ceulx de lad^e ville de Douay seront ceulx de la Loy priés à tous festins et doctoratz dicelle Université ensemble de lelection du Recteur pour y envoyer leurs depputez comme seront pareillement ceulx de l'Université priés à certains festins de la ville ¹. » On sait le rang occupé par les échevins dans la cérémonie d'inauguration de l'Université, les discours de remerciements adressés aux échevins comme aux fondateurs de l'Université. D'un autre côté, « le jour de lan feste joyeuse de lad^e ville », et le jour de la procession générale de la ville à la Saint Remy sont invités au banquet donné par les échevins et les six hommes « Messieurs le Recteur et docteurs de l'Université pour entretenir, disent les Comptes, bonne amitié et mutuelle communication ². » Combien de thèses n'ont pas été dédiées au Magistrat ³, qui, de son côté, a bien souvent célébré avec générosité la promotion d'un licencié ou d'un docteur, offrant des lots de vin non seulement aux dignitaires de l'Université, au candidat, mais même aux invités du candidat ⁴. Souvent enfin elle a fait elle-même en quelque sorte les honneurs de l'Université, à la réception des étrangers venant à Douai pour les affaires des Facultés : c'est « en halle que les échevins et les six hommes offrent un banquet « à la bienvenue du seigneur commissaire Jean Michel de Prado affin de lui recommander l'affaire de l'assignation de ladite Université » ⁵.

La ville ne tarda pas d'ailleurs à ressentir les heureux avantages qu'elle espérait de l'érection d'une Université. Dans sa première requête à Charles-Quint, elle représentait combien elle était « de grande spatiosité et ample circuit et toutes fois selon

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 92.

2. *Arch. de Douai*, CC., Reg. 281, f^o 177 v^o et 178 r^o et Reg. 288, f^o 163, v^o.

3. *Ibid.*, CC., Reg. 317, f^o 105 v^o.

4. *Ibid.*, CC., Reg. 281, f^o 107 v^o et Reg. 282, f^o 107 v^o.

5. *Ibid.*, *Compte de l'Université*, 1568-1569.

sa grandeur petitement peuplée »¹. La création d'une Université couvrit de nombreux établissements les parties désertes de la ville. Au milieu du xvii^e siècle, vingt-trois maisons avaient été construites, agrandies ou converties en écoles et la plupart étaient d'autant plus vastes qu'elles logeaient des écoliers.

Il n'y avait pas de quartier universitaire : ces maisons étaient distribuées dans toutes les parties de la ville sur la rive droite et sur la rive gauche de la Scarpe. Si un quartier méritait plutôt le nom de quartier de l'Université, c'était celui dans lequel furent établies les écoles publiques.

Ce n'est pas sans longs débats que les échevins avaient choisi l'emplacement des écoles publiques ou, comme on disait simplement, du « Public ». Ils se prononcèrent pour la paroisse Saint-Jacques, le quartier le moins habité. Ce choix avait l'avantage de séparer l'Université des « tumultes » de la ville et de peupler Douai dans une de ses parties jusqu'alors presque désertes, et les marchands, qui craignaient « estre foullez de l'insolence des escolliers », étaient satisfaits de « faire quasi séparation de l'Université à la ville ». Quelques membres du conseil voulaient cependant que l'Université ne fût pas trop éloignée du centre de Douai et demandaient qu'on l'établît en deçà de l'ancien fossé de la forteresse, sur lequel était bâti le pont de la Planque-Amoureuse, dans la rue des Blancs-Mouchons². Mais un peu plus loin, au coin de la rue de Malvaux et de la rue des Corbeaux (aujourd'hui rue des Ecoles), un certain nombre de maisons entourées de jardins, « fort caducques et ruyneuses », étaient à vendre à fort bas prix. Les échevins, naturellement favorables au projet le moins coûteux³, traitèrent immédiatement avec les propriétaires, qui, semble-t-il, n'étaient que des ouvriers; deux étaient charpentiers. Six maisons avec leurs jardins parurent suffire : la ville les eut pour douze cent soixante-deux florins⁴.

Les travaux commencèrent dès l'arrivée des professeurs dont on désirait l'avis⁵; la ville chercha surtout à se « sublever..

1. V. plus haut, ch. I, p. 6.

2. Aujourd'hui rue des Ecoles. V. J. LEPREUX, *les Rues de Douai*.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 69-70. *Arch. de Douai. Reg. aux Cons.*, BB. 2, f^o 133 v^o.

4. *Arch. de Douai, Comptes des Aides*, CC., 19.

5. JÉRÔME DE FRANCE, p. 69.

d'autant de frais que conviendrait exposer pour nouvel carpen-taige ». Charles-Quint avait ordonné de démolir la porte Notre Dame, qui, loin de protéger Douai, servait plutôt de « repassement de fossez ». Dans la séance du 16 mai 1562, le Magistrat décida qu'on enlèverait « les combles, carpentaiges, ardoises, plombz et aultres choses » de cette porte et que tous ces matériaux serviraient à la construction des halles de l'Université¹.

Mais ces bâtiments furent bientôt insuffisants. On les étendit par l'acquisition de nouvelles maisons. Deux ans après la fondation de l'Université, la ville, « afin de ne donner destour-bier aux lectures des professeurs et aultres exercices qui s'y font journellement », achète rue des Malvaux une septième maison « tenant la salle publique avec court, jardin² » etc. Quelques années plus tard, c'est du côté de la rue des Corbeaux qu'on acquiert la moitié d'une maison « joignant les salles publiques.., pour appliquer icelle maison à faire certaine place pour sen servir d'auditoire en bonnes lettres »³.

Les écoles publiques étaient maison municipale; c'était à la ville à les entretenir, bien que les échevins eussent des doutes à ce sujet : en 1585, ils écrivent à « Mess. de la ville de Louvain pour scavoir comment ilz se reglent en pareil cas pour leur responce oy adviser sur ledict point »⁴. Nous ne connaissons pas la réponse de Louvain, mais nous savons que deux ans après (1587), « sur l'instance et poursuite faite par Mess. le Magnifique Recteur, professeurs et suppotz de l'Université por réparement et refection des pavements, vairieres, banes et aultres des grands salles » les échevins décidèrent de faire encore « lesdites refections »⁵. Réfections assez fréquentes, à en juger par les comptes de l'Université, pour verrières, châssis, banes, sommiers, tables, travaux de maçonnerie et de voirie pour les chemins qui conduisent au Public ou aux collèges⁶.

A peine l'Université fut-elle fondée et le choix de la rue des

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB., 2, f° 133-134.

2. *Ibid.*, CC., 283 f° 171 r°.

3. *Ibid.*, *Compte de l'Université*, 1570.

4. *Ibid.*, *Reg. aux Cons.*, BB., 5, f° 33 v°.

5. *Ibid.*, BB., 5, f° 48 r°.

6. V. plus haut, chap. des *Dépenses*, p. 270. *Arch. de Douai, Comptes du Dm.*, CC., Reg. 282, f° 120 v°.

Malvaux décidé, que « aucuns bourgeois et manans residens en lad. ville » se proposèrent de construire dans le voisinage des écoles publiques « plusieurs belles maisons et edifices » pour « rendre ledit quartier habitable »; et ils adressèrent aux échevins une requête pour que les terrains sur lesquels ils voulaient bâtir et qui appartenaient à l'église Saint-Jacques fussent soumis à « un arrentement perpétuel » et non plus, comme précédemment, à « un arrentement limité ». Les échevins appuyèrent la requête auprès de l'évêque d'Arras, en remontrant qu'ils désiraient eux-mêmes « au-devant desdites halles faire quelque belle, ample et spacieuse place en laquelle lesdits estudians et toutes aultres personnes en attendant ou après lesdites leçons polront pourmener et negocier et allentour de laquelle il y a quelque bon et notable marchand, lequel a emprins de faire de beaux et somptueux edifices... por y faire boutiques de librairies et aultres choses dont lesdits estudians auront à faire, pour construire laquelle place et faire lesdits édifices seroit besoing et necessaire de avoir et abatre sept maisons estans devant lesdites halles » ¹.

Cette requête ne semble pas avoir eu de suite : elle montre du moins que l'on songeait à établir là un quartier Universitaire et d'ailleurs autour du Public se sont groupés, à la fin du xvi^e siècle et au commencement du suivant, un certain nombre de maisons qui se rattachaient à l'Université. D'abord, dans la rue des Corbeaux, à côté des Écoles, s'établissent plusieurs imprimeurs ou libraires, Jacques Boscart, Jean Bogard, Balthazar Bellere, Pierre Auroy, Charles Boscart. Puis tout près des Ecoles publiques, en continuant la rue des Corbeaux, nous trouvons sur le même rang le Collège de Marchiennes, en face, le Collège d'Auchin; toujours dans la même rue, le Collège des Six Prêtres ou du Soleil, et, tout au bout de la rue, le Collège de Saint-Amand; dans la première partie de la rue des Corbeaux, appelée rue des Blancs-Mouchons, le Séminaire du Roi; sur les rues qui aboutissent dans la rue des Corbeaux, le Séminaire de Tournai au coin de la rue Gamez et derrière le Collège de Marchiennes; le Collège Ecossais, rue des Bonnes et, presque vis-à-vis, le Collège ou Séminaire Irlandais; rue des Chapelets (aujourd' hui rue Lambrecht), le Collège de

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

Notre-Dame-de-la-Foi; rue des Conins (aujourd'hui rue Fortier), le Collège ou Séminaire de la Torre; rue Saint-Thomas, le Séminaire des Sept-Douleurs; à ce premier groupe nous pouvons rattacher encore le Séminaire des Huit-Prêtres, bien antérieur à la fondation de l'Université (xvi^e siècle) et où d'ailleurs celle-ci fit à l'origine quelques cours.

Le quartier de la halle publique ne comptait guère que le Séminaire Hattu. Un second quartier des Collèges s'étendait au delà de la principale rue de la ville, parallèle à la rue des Corbeaux, et qui porte dans ses différentes sections les noms de rue Saint-Jacques, rue de la Madeleine et rue de Bellain. On y voyait d'abord isolé le Séminaire de la Motte, puis groupés près de l'église Saint-Jacques, l'Hôtel des Nobles, le Séminaire d'Hennin, sur le même rang le Collège de Saint-Thomas-d'Aquin et derrière, sur la rue des Morts (aujourd'hui rue de Lewarde), le Collège des Prêtres Anglais.

Enfin, sur la rive gauche de la Scarpe, on trouvait les Collèges Saint-Vaast, des Bénédictins Anglais et de Saint-Amé, les Séminaires Delannoy, Moullart, des Évêques et enfin le Collège du Roi, assez isolé, à une extrémité peu habitée de la ville. La fondation du Collège du Roi transforma complètement ce quartier : les constructions nouvelles et les travaux exécutés dans les terrains cédés à la ville par l'Université ont contribué à l'embellissement de cette partie de Douai, habitée surtout par des gens de petit état, comme des « bueurs et blanchisseurs de toilles ». De plus, le quartier fut pour ainsi dire moralisé : à côté du Collège du Roi était « la maison et estuves du Forthuis », voisinage « dangereux pour les jeunes estudians lesquels eussent pu prendre occasion de desbauchement attendu le mauvais holste que lon avoit accoustumé ja passé loing temps tenir en lad^e maison » : en 1568, la maison fut vendue « pour le plus grant bien et profit de lad^e ville » à Marc Le Febvre, receveur du Roi¹

La ville est donc bien payée de tous ses sacrifices. En 1790, Placide de Baillencourt écrivait aux directoires du département et du district de Douai pour protester contre les mesures qui devaient précéder la ruine de l'Université « : Outre que...

1. *Arch. de Douai*, CC., 287, f^o 11 r^o.

plusieurs des fondations qui y existent... sont plus particulièrement et exclusivement destinées (aux enfants de Douai), c'est dans nos murs que se consomme le produit de ces fondations; ce sont elles qui y amènent des élèves qui y font de la dépense; ce sont elles qui font vivre les artisans et les marchands. C'est l'argent que répandent ceux qui viennent pour recueillir les fruits de ces fondations qui alimente une forte partie de la ville, et surtout la partie qui a le plus besoin de ressources ¹. »

Aussi, malgré d'autres charges fort lourdes, la ville avait-elle consenti assez facilement à payer une contribution annuelle qui revenait à ses habitants sous des formes diverses : pensions payées par les étudiants chez les habitants, location de maisons ou de chambres pour les professeurs ou leurs élèves, dépenses de toute nature qu'augmente nécessairement dans une ville l'arrivée de plusieurs centaines d'étrangers, dont beaucoup, fils de riches bourgeois, apportent à Douai les goûts du bien-être auquel ils sont habitués.

L'Université procure encore à la ville certains avantages comme l'exemption des logements militaires ou du moins, pour l'obtenir, le Magistrat a plusieurs fois exploité auprès du gouvernement l'intérêt des études. En 1567, le Magistrat et l'Université demandent au duc d'Albe de « tirer la gendarmerie hors de la ville » ². Une trentaine d'années plus tard, deux autres démarches analogues : en 1595, le gouvernement prescrit de recevoir sans faute la garnison et aussitôt le Magistrat décide de prier l'Université, l'abbé de Marchiennes, etc., d'intercéder pour éviter cette charge à la ville ³. Quelque temps après, « Son Altèze » demande à Douai « de loger compagnie d'armes de M. de Barbançon pendant quelque temps ». Le Magistrat répond aussitôt que c'est impossible, à cause de l'Université « peu compatible avec les armes » ⁴.

La ville a donc trop intérêt à la prospérité de l'Université, elle est trop fière de l'éclat que répand sur elle la renommée de ses docteurs, pour ne pas chercher à entretenir avec elle « bonne amitié et mutuelle communication ». Avoir une Uni-

1. *Lettres et Mémoire de M. Placide de Bailliencourt*, p. 9.

2. *Arch. de Douai*, CC., 286, f° 102 r°.

3. *Ibid.*, *Reg. aux Cons.*, BB., 5, f° 122, v°.

4. *Ibid.*, *Reg. aux Cons.*, BB., 5, f° 133, r°.

versité était un honneur envié de bien des villes · c'était parfois une récompense et, du côté des ennemis de Philippe II, une héroïque résistance aux troupes Espagnoles valut à Leyde, en 1573, une Université rivale des écoles de Louvain et de Douai,

CHAPITRE II

LES FACULTÉS.

L'Université était composée de cinq Facultés; quatre étaient réputées supérieures et indépendantes les unes des autres, les Facultés de théologie, de droit canon, de droit civil et de médecine; la Faculté des Arts, qui donnait un enseignement préparatoire aux autres études, était subordonnée, dans une certaine mesure, aux Facultés supérieures.

L'administration était à peu près la même dans les cinq facultés; chacune avait son doyen, son bedeau, ses assemblées; mais l'organisation des études devait nécessairement différer et les cours, les examens, les professeurs et leurs travaux nous montreront la vie et l'influence de chaque Faculté, avec l'esprit catholique de la nouvelle Université.

1° ADMINISTRATION DES FACULTÉS

Les Lettres patentes de Philippe II avaient donné aux Facultés le droit de faire leurs « statuts particuliers sur la direction de leurs affaires, chacune en son regard, sauf toutefois qu'iceux statuts » ne pouvaient être publiés par le Recteur de l'Université ou par la Faculté sans l'autorisation préalable du roi ¹. Mais c'est encore à l'Université de Louvain que chaque

1. Art. III.

Faculté emprunta ses règlements. Nous pouvons l'affirmer, sans pouvoir leur comparer les règlements des Facultés supérieures de Douai, qui ne nous sont parvenus que par fragments bien incomplets ; mais ces fragments reproduisent exactement dans le fond, sinon toujours dans la forme, les articles de Louvain ; mais nous avons les statuts de la Faculté des Arts ¹ qui ne sont pour la plupart que la transcription littérale de ceux de Louvain ; mais les Lettres patentes de 1749 reproduisent encore bien des articles des Facultés du Brabant ; mais enfin les exceptions et les modifications même indiquées dans les *Poinctz et articles advisez sur le faict de la nouvelle Université de Douay* ² indiquent assez que les règlements de Louvain ont été transportés à Douai presque intégralement. Chaque Faculté Douaisienne ne peut d'ailleurs avoir connaissance des règlements de Louvain que par faveur spéciale, car les Facultés du Brabant interdisaient, comme le corps de l'Université, la communication de leurs statuts : dans la Faculté des deux droits, par exemple, toute infraction à cet article était punie de l'exclusion ³.

Un caractère commun à tous ces statuts est la stabilité que les Facultés s'attachent à leur donner. Ils sont garantis contre des innovations trop fréquentes et funestes au maintien de la discipline. Dans la Faculté de théologie, il faut, pour la moindre modification, trois délibérations de l'assemblée et l'approbation de deux tiers des membres au moins ⁴. L'observation de tous les règlements est assurée par des lectures régulières en présence des maîtres et des étudiants et par un serment imposé à tous ceux qui, à un titre quelconque, sont immatriculés à l'Université ⁵.

Autre partie essentielle de ce serment et autre caractère

1. Arch. départementales du Nord, *Cours et juridictions*, B, Fonds Université de Douai, carton 3.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 91 et 92.

3. *Statuta Collegii utriusque juris Studii Lovaniensis*, anno 1431 condita, « *De Statutis ordinandis* », art. 5 et 9. — Molani *Historiæ Lovaniensis*, DE RAM, II, p. 1052.

4. *Statuta Facultatis Theologiæ Lovaniensis*, « *Statuta generalia* » art. 1^{er}, DE RAM, *Ibid.* II, art. 1, p. 101, et *Statuta Collegii utriusque juris* « *De Statutis ordinandis* », art. 6 et 7.

5. *Statuta Facultatis Theologiæ*, « *Statuta generalia* », art. 2 et 9.

commun à tous les statuts : tous les suppôts doivent promettre de respecter et de défendre les privilèges de la Faculté, d'obéir au doyen, de ne rien faire qui puisse troubler la paix dans la Faculté et d'empêcher les autres d'y rien entreprendre contre le bon ordre. Aussi les règlements portent-ils un certain nombre de recommandations destinées à grouper dans un même esprit de concorde tous les membres d'une même Faculté, secours mutuels et banquets pour les vivants, messes anniversaires pour les morts.

Comme le corps de l'Université, chaque Faculté a son conseil, composé non plus seulement des titulaires des chaires magistrales, mais de tous les docteurs agrégés à la Faculté. Bien qu'il y ait cinq Facultés, il n'y a que quatre conseils, car, nous le verrons, les deux Facultés de droit canon et de droit civil ne forment « partout ailleurs que dans le Conseil de l'Université » qu'une seule et même Faculté ¹. On peut toujours convoquer aux séances une ou plusieurs personnes étrangères au conseil, dont l'avis est jugé utile, sans leur donner cependant droit de suffrage. Les assemblées sont convoquées et présidées par le doyen qui, en cas de partage, a voix prépondérante. Défense d'assister aux séances autrement que dans la tenue de son grade ; de se retirer avant la fin sans l'autorisation du doyen ; d'interrompre un collègue, de prendre la parole avant son tour ; de divulguer au dehors les délibérations de l'assemblée ². Toute convocation est obligatoire, à moins qu'on ne soit retenu par un cours à l'heure de la séance ; et encore le professeur est-il dispensé du cours, si, à l'ordre du jour, figure une question importante ³.

Les assemblées sont ou régulières ou extraordinaires, et le doyen est tenu de les convoquer à la réquisition d'un seul professeur ⁴ ou de deux dans la Faculté des Arts ⁵. On y discute toutes les questions qui intéressent l'administration ou l'enseignement de la Faculté, distribution des cours, examens, et

1. *Lettres patentes de 1749*, art. CXCII.

2. *Statuta Facultatis Artium*, cap. III, *De moribus magistrorum*, art. 3 et 4.

3. *Ibid.*, art. 8.

4. *Statuta Facultatis Theologiæ*, « *Statuta Decani* », art. 3.

5. *Statuta Facultatis Artium*, cap. VI, art. 7.

en particulier les questions soumises aux délibérations du Conseil de l'Université. Ces assemblées sont aussi assemblées électorales puisqu'elles élisent le doyen, l'intrant, le juge des appels, le bedeau, etc. Elles font office de tribunal, car les suppôts sont tenus de porter leurs différends à l'assemblée de leur Faculté, avant de s'adresser au tribunal de l'Université ou à une juridiction étrangère : tout suppôt qui désobéit à cette règle est puni d'une amende ¹.

Les dignitaires ou officiers sont très peu nombreux, du moins dans les Facultés supérieures. Ils sont, nous venons de le voir, tous élus par l'assemblée de la Faculté. « Les élections des officiers de la Faculté, disent les *Lettres Patentes de 1749* reproduisant un article des règlements de la Faculté des Arts du xvi^e siècle, seront faites avec une entière liberté de suffrages : ceux du Conseil de la Faculté qui seront convaincus d'avoir employé les brigues ou autres mauvaises voies dans les élections, seront exclus du Conseil pour un an ; et si quelqu'un est convaincu d'être entré dans son emploi aussi par de mauvaises voies il en sera privé et exclu de la Faculté pour le même temps². » Cet article n'existait que dans les Règlements de la Faculté des Arts ; mais la sincérité des élections était certainement garantie dans les Facultés supérieures par les Statuts généraux de l'Université qui punissaient la corruption et la brigue.

A la tête de la Faculté est le doyen, comme à la tête de l'Université le Recteur. Il est choisi parmi les professeurs et, dans la Faculté des Arts, parmi les régents, les présidents des Collèges ou les licenciés d'une Faculté supérieure. On ne peut être contraint d'accepter deux fois de suite les fonctions de doyen³. Il n'y a pas de vice-doyen ; mais en cas d'absence ou d'empêchement, le doyen est remplacé par le plus ancien des professeurs, qui prend alors par exception le titre de vice-doyen ou de doyen *pro tempore*⁴.

1. *Statuta Facultatis Artium*, cap. III, art. 6.

2. *Statuta Facultatis Artium*, cap. V, art. 1 et *Lettres patentes de 1749*, art. CCLXII.

3. *Statuta Facultatis Theologiæ*, « *Statuta Decani* » 1 et *Statuta Facultatis Artium*, cap. VI, art. 4.

4. *Præsente Joanne Hennekerio vice-decano per absentiam Livini Pontaniti decani.* » (*Reg. de la Faculté des Arts*, die 24 mensis julii anno 1568, cité

Les principales de ses fonctions sont de convoquer et de présider le Conseil de la Faculté, de rapporter au Conseil de l'Université les affaires de sa Faculté qui doivent y être traitées; il fait exécuter les décisions de l'assemblée ¹. Il a la garde des livres des statuts et des résolutions, qu'il ne doit communiquer qu'aux professeurs de la Faculté sous peine d'amende. Il a également le sceau de la Faculté, une clef du Coffre à cinq serrures qui contient le grand sceau, les « lettriages, titres et munimens, ensemble l'argent et autres secrets de l'Université ». » C'est par ses soins que sont communiqués à la Faculté les ordonnances, lettres, avis, qui intéressent tous ses membres: ou bien il les affiche à la chaire de la salle des cours, ou bien il profite, pour en donner lecture, d'une occasion qui réunit presque toute la Faculté.

Chargé de maintenir la paix et l'ordre dans la Faculté, il a droit à l'obéissance de tous. Dans la Faculté des Arts, toute désobéissance est punie d'un florin; faute de paiement dans les trois jours, le coupable est exclu de la Faculté pour trois mois. D'ailleurs, la Faculté se réserve toujours de décider si les ordres du doyen sont légitimes ou non ². Le doyen est pour sa Faculté un véritable juge de paix et il doit appeler en conciliation devant lui ou devant l'assemblée les suppôts de sa Faculté, avant de les laisser engager aucun procès ³. Il n'est pas seulement, comme le Recteur, chargé des intérêts administratifs ou matériels de la Faculté: il a la surveillance de tout ce qui touche aux études et aux examens de sa Faculté; il n'est pas seulement le chef des officiers de la Faculté; il est aussi le directeur des maîtres qui l'ont placé à leur tête.

Ses devoirs varient un peu suivant les Facultés: par exemple, dans la Faculté de théologie, il doit veiller à la régularité des sermons imposés aux bacheliers pour constater leur aptitude

dans *Mémoires des procès entre l'abbaye d'Anchin et les Jésuites*, pièce VIII, p. 2, bibl. de Douai, Bviii, 1257) — *Statuta Facultatis Theologiæ*, « *Statuta decani* » art. 2. — *Statuta Facultatis Artium*, cap. VI, art. 6 et 7.

1. *Statuta Facultatis Theologiæ*, « *Statuta Decani* », art. 3.

2. *Lettres d'érection*, art. IX.

3. *Stat. Facultatis Artium*, cap. III, art. 1.

4. *Stat. Collegii Facultatis Medicinæ Studii Lovaniensis* (*Compte rendu des séances de la Commission royale d'histoire*, 1863, 3^e série, t. V. p. 401).

à la prédication ou les obliger à s'y exercer ¹. Le doyen de la Faculté des Arts est plus occupé que ses collègues des Facultés supérieures : il est comme le président suprême des différents collèges qui dépendent de la Faculté et l'âge des écoliers, la discipline, la variété des études, les conflits avec les collègues rivaux des collèges de la Faculté, exigent de sa part une intervention de tous les instants ². Il touche d'ailleurs un traitement supplémentaire que n'ont pas les autres doyens ³.

Comme le Recteur, le doyen est assisté d'un bedeau, élu annuellement et toujours rééligible. Par certaines de leurs fonctions, les bedeaux ressemblent aux appariteurs de nos Facultés ; par d'autres, ils tiennent dans leur Faculté un rang plus élevé ; ils doivent savoir le latin et être capables de s'exprimer convenablement dans cette langue. Ils font les publications de toute espèce, de leçons, vacances, thèses, convoquent, sur l'ordre des doyens, les assemblées de leur Faculté et portent au Recteur, aux doyens, aux docteurs, au magistrat, etc., les invitations pour toutes les cérémonies universitaires ou les convocations aux assemblées ⁴. Il lit publiquement les statuts de chaque Faculté aux maîtres, aux étudiants et à tous les suppôts. Il accompagne avec sa masse le doyen aux actes publics ; il ne doit porter sa masse dans aucun acte d'une autre Faculté sans l'autorisation du doyen. Secrétaires de leur Faculté, les bedeaux assistent à ses assemblées et en rédigent les délibérations. Comme à tout membre des conseils, il leur est défendu de rien révéler de ce qui s'y passe. Ils assistent aux examens pour placer les assistants, recevoir les serments des candidats, et prendre note des admis et des refusés. Les examens leur fournissent une grosse part de leurs gages par les droits que les candidats sont tenus de leur payer. Ils sont

1. *Statuta Facultatis Theologiæ*, « *Statuta Decani* », art. 3.

2. En 1588, le Doyen de la Faculté des Arts fait un règlement qui défend aux écoliers de jouer à la paume en certains lieux et dans certains temps. Les régents des collèges et les maîtres sont priés de « l'inculquer à la jeunesse dans leurs écoles ». (*Mém. des Procès entre l'abbaye d'Anchin et la Société de Jésus*. — *Mém.* 10, p. 174.)

3. *Statuta Facultatis Artium*, VI, art. 2.

4. *Statuta Univ. Duacen.* cap. XIV. — *Statuta Facult. Theol.* « *Statutta bedelli* » ; — *Statuta Collegii utriusque juris*, « *De Bedello et notario collegii* » ; — *Statuta Facultatis Artium*, cap. XXIII.

aussi les receveurs de leur Faculté. Ils reçoivent les droits d'examen et les versent deux fois par an dans la caisse du receveur de l'Université. Aussi doivent-ils, en entrant en charge, donner une caution ¹.

Dans certaines Facultés, ils sont déchargés d'une partie de ces fonctions par des officiers spéciaux : ainsi, dans la Faculté des deux droits, un notaire est chargé de convoquer les docteurs, de préparer les pièces des examens, de recevoir les serments des candidats ² ; dans la Faculté des Arts, un dictateur, choisi parmi les maîtres du Conseil de la Faculté, écrit les lettres au nom de la Faculté, fait afficher ses ordres ou ses règlements, tient un registre de toutes les copies des lettres reçues ou envoyées par elle ³ ; et, à côté de lui, un secrétaire assiste à toutes les assemblées, inscrit sur le registre des Actes les décisions de l'assemblée ou les actes du doyen ; en son absence, ces décisions sont enregistrées par le doyen lui-même ⁴. Enfin, encore dans la Faculté des Arts, quelques unes des attributions financières du bedeau sont remises à un receveur qui reçoit les droits d'examen et paye, après autorisation du conseil, les sommes dues par la Faculté : comme tout officier comptable, il doit déposer une caution en présence des échevins de la ville : il rend ses comptes deux fois par an en présence du doyen et des députés de la Faculté ⁵.

C'est la Faculté des Arts qui a le plus grand nombre d'officiers ; leurs noms sont empruntés pour la plupart aux officiers de l'Université, dont elle a adopté presque toute l'administration : comme l'Université, elle a un secrétaire, un dictateur, un receveur ; comme elle aussi, elle a un promoteur élu tous les ans et dont l'office est de poursuivre les infractions aux règlements de la Faculté et d'assurer l'exécution des peines et le paiement des amendes dont ces infractions sont punies.

1. Un formulaire, rédigé au xviii^e siècle à l'usage des bedeaux, nous apprend en quels termes ils s'adressaient à chacun des membres de l'Université ou aux personnages importants en dehors de l'Université. V. JULES LEPREUX, *Mémorial des Bedeaux de l'Université de Douai* (vers 1780). *Souvenirs de la Flandre Wallonne* 1880, t. XX, p. 37-47.

2. *Statuta Collegii utriusque juris*, « *De bedello et notario collegii*. »

3. *Statuta Fac. Artium*, *De officio dictatoris*, DE RAM, II, p. 1112.

4. *Ibid.*, Cap. V, art. 2.

5. *Ibid.*, cap. VII.

Enfin toutes les Facultés ont un Intrant et un Juge des appels, élus en même temps que le doyen parmi les professeurs : nous connaissons leurs fonctions.

Tout ce personnel administratif nous apprend le fonctionnement des différentes Facultés : mais il appartient aussi bien à une Université protestante qu'à une Université catholique : elles ont l'une et l'autre des doyens, des bedeaux, des secrétaires, des conseils, parce qu'à la tête de toute Faculté se trouve nécessairement un directeur assisté d'agents inférieurs, dont les titres peuvent différer, mais dont les fonctions seront les mêmes. Mais c'est en pénétrant dans chaque Faculté Douaisienne, en y voyant les programmes et les cours, en faisant connaissance avec les professeurs et les élèves, en assistant aux examens, que nous retrouverons partout l'esprit qui a présidé à la fondation de l'Université de Douai.

2° L'ENSEIGNEMENT. — LE CHANCELIER.

Dans toutes les Facultés, la pureté de l'enseignement catholique est officiellement garantie par un seul et même juge suprême, le Chancelier, qui vient, au nom de l'Eglise, conférer aux étudiants les grades dont la Faculté les a jugés dignes.

Les pouvoirs du chancelier de l'Université sont indiqués dans l'article XI des *Lettres d'érection* de Philippe II : « Statuons et ordonnons que ladite Université aura un chancelier par lequel, ou en son absence par le vice-chancelier, sera faite la promotion et donné les bénédictions des Maîtres, Docteurs, Licentiez et Bacheliers, qui voudront prendre leurs Degrez en ladite Université. »

Bien que le chancelier paraisse ici tenir ses pouvoirs du roi, on sait qu'ils ont une origine religieuse : le chanoine chargé de diriger l'école cathédrale exigeait qu'on demandât au représentant de l'évêque l'autorisation d'enseigner comme celle de prêcher, l'enseignement étant une espèce de prédica-

tion, et le droit d'enseigner s'appela plus tard la licence ¹. Mais le chancelier n'examine pas le candidat; il n'apparaît qu'après l'examen, pour conférer le grade, sur la proposition des maîtres ou des juges. D'une façon générale, la présentation est faite ou par le Président de l'Acte ou par le Prieur du Collège ou par le doyen, et, après le discours du président, dont le sujet est l'éloge de la théologie, du droit, de la médecine ou de la philosophie, le chancelier confère le grade, puis autorise le président à remettre au candidat les nouveaux insignes de son grade, épomide, anneau, croix, collier, bonnet, etc.

Les fonctions de chancelier étaient nécessairement attribuées à un personnage ecclésiastique considérable, désigné d'avance par l'article XII des Lettres d'érection: « Et dénommons et ordonnons pour Chancelier de ladite Université, le Prévot de l'Église Collégiale de Saint-Amé en ladite ville de Douay, ou en son absence le prévot de Saint-Pierre illecq et en l'absence d'eux deux, pour vice-chancelier le doyen dudit Saint-Amé. »

Or, les chanceliers et les vice-chanceliers de l'Université furent presque toujours choisis parmi ses professeurs: la ville de Douai, voulant attirer les meilleurs professeurs des Universités voisines, obtint généralement pour deux d'entre eux la collation des prévôtés de Saint-Amé et de Saint-Pierre.

La Collégiale de Saint-Amé était la plus riche: elle était en outre exempte de l'ordinaire au spirituel comme au temporel. En 1562, le prévôt de Saint-Amé était Wallerand Hangouart, qui, dès l'inauguration de l'Université, lui appartient à un double titre: il fut le premier chancelier et le premier recteur de l'Université. La plupart de ses successeurs à la prévôté furent des docteurs en théologie, et, comme l'écrira Marguerite à propos de la prévôté de Saint-Pierre, le choix des professeurs était bien fait pour « encourager et attirer autres par cet exemple ». Il est « nécessaire, ajoutera-t-elle, que celluy qui sera pourveu de ladicte prevosté soit personnaige qualifié pour sçavoir convenablement exercer les actes que conviennent à ung chancellier de telle Université » ². Les deux successeurs

1. THUROT, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au Moyen Age*, p. 8 et 9.

2. *La duchesse de Parme à Philippe II*, 24 nov. 1562. *Corr. de Marguerite d'Autriche*, II, p. 419.

immédiats d'Hangouart à la prévôté de Saint-Amé sont encore, à la requête des échevins et de Richardot ¹, deux professeurs de théologie, Galenus, qui abandonne la prévôté de Saint-Pierre trop lourde pour lui, et Mathieu Bossemius, dont nous connaissons les conflits de préséance avec le Recteur et qui eut, d'ailleurs, à propos de la collation des grades, de longs débats avec l'Université ²; après eux, c'est encore Adrien Prielz et, aux xvii^e et xviii^e siècles, d'autres professeurs, tels que Nicolas Lelong, Mathias Geertman, d'abord prévôt de Saint-Pierre, Jacques Gilbert, Jacques de Marcq et Jacques Taisne ³.

Comme la collégiale de Saint-Amé, celle de Saint-Pierre tenait une grande place parmi les institutions religieuses de Douai : son patronat s'étendait sur une partie considérable de la ville ; plusieurs paroisses et quelques ordres religieux, comme ceux des Trinitaires, des frères Mineurs, des Minimes, lui étaient soumis. Si elle dépendait elle-même de l'ordinaire, elle avait des privilèges nombreux, la juridiction civile et criminelle, le droit de foire et de tonlieu, le privilège des bannis, qui chaque année pouvaient rentrer à Douai le jour de la foire de Saint-Pierre, l'exemption des impôts de consommation. La prévôté de Saint-Pierre était donc vivement sollicitée plutôt pour sa puissance que pour ses revenus. Depuis Siderach de Lalaing, qui devint prévôt en 1509, la collation de la prévôté appartenait au roi ⁴. En 1562, venait de mourir le prévôt Jean Souguenet. Les échevins profitent de cette mort pour établir dans la prévôté un des nouveaux maîtres. Quelques jours avant l'inauguration des cours, ils écrivent à Granvelle et à d'Assonleville : le choix d'un théologien de l'Université, disent-ils, pourrait « faire bon fruit à notre Université future » ⁵. Ils

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

2. *Arch. départementales du Nord, Cours et juridiction*, B, *Chambre des Comptes, Fonds de l'Université de Douai*, carton 3.

3. FOPPENS, *Bibliothèque Roy. de Belgique*, Ms, 17593. — PLOUVAIN, *Souvenirs*, p. 747-749. — DANCOISNE, *Mémoire sur les Etablissements religieux du clergé séculier et du clergé régulier qui ont existé à Douai avant la Révolution*, (*Mém. de la Soc. d'Agriculture... de Douai*, 2^e série, IX, 1866-1867, p. 545.)

4. DANCOISNE, *Op. cit.*, p. 552-589.

5. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 2. Lettre des échevins à Granvelle, du 24 sept. 1562, *Comptes des Aides*, CC, 19. « A Pierre Pottier... pour en diligence

ne désignaient personne, désirant plutôt faire décider en principe que la prévôté appartiendrait à l'Université. Mais d'Assonleville leur répondit aussitôt qu'« ayans plusieurs des gens de son Alteze et aultres demandé lad^e prevosté », les Douaisiens devaient « estre tant plus inclins se haster de trouver quelque bon docteur ou canoniste », à qui ils pourraient toujours promettre « bon gaige jusques à lad. provision » ¹. Hopperus les encourage aussi dans leur requête et leur écrit qu'il ne manquera « de faire tous debvoirs » à lui possibles, et qu'« aulcuns et grands desvis sont esté faicts » par le président Viglius ².

Les échevins s'empressèrent alors de proposer Richard Smith. La duchesse de Parme approuva ce choix et le recommanda au roi, en faisant l'éloge de Smith, « personnage de singulière doctrine et bonne vye et fort recommandé par ceulx de l'Université de Louvain » ; convoqué au concile par le Pape, Smith a préféré « servir en ceste université » ; il est maintenant premier lecteur en l'Université de Douai et le prévôt de Saint-Pierre pouvant être chancelier de cette Université, il est nécessaire qu'il soit « personnage qualifié » pour en convenablement remplir les fonctions ³. Moins d'un mois après, le roi répondait qu'il était « content » d'accorder la prévôté à Smith ⁴. Mais celui-ci meurt en 1563, et alors nouvelle requête des échevins pour qu'il plaise au roi de conférer la prévôté de Saint Pierre « à quelcun de la mesme profession en theologie », parce qu'ils « n'ont le moyen pour bien sallarier gens de telle qualité » ; et le roi répond encore à Marguerite : « Je suis content, pour ceste fois, que vous disposiez de ladicte prevosté pour celluy qui y aura la lecture en theologie, au lieu dudict feu docteur Smitheus ⁵. » La double succession de

s'estre transporté à Bruxelles ayant plusieurs lettres et missives par lesquelles l'on requiert la prévôté de Saint-Pierre estre conférée à lad^e ville pour l'avancement de l'Université estant en icelle. »

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, liasse 6. Lettre du 26 septembre 1562.

2. *Ibid.*, Lettre d'Hopperus aux échevins, 26 septembre 1562.

3. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 419 (24 novembre 1562).

4. *Philippe II à la duchesse de Parme*, 22 décembre 1562, *Ibid.* II, p. 447.

5. *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, 15 sept. et 13 oct. 1563, t. III, p. 114-115 et 132.

Smith fut donnée à Galenus ¹ et, jusqu'à Gouiliard de la Feuille, conseiller clerc au Parlement (1740), les prévôts de Saint Pierre furent, pendant près de deux siècles, des docteurs et professeurs en théologie de l'Université, au xvi^e siècle, Jean Rubus et Guillaume Estius, au xvii^e, George Colvenere, Théodore Vancouverden, Pierre de Lalaing, Henri Decerf, et, au xviii^e, Adrien Delcourt².

Conférer le titre de chancelier à un professeur de la Faculté de théologie, n'était-ce passoumettre l'enseignement de toutes les Facultés à celle qui représentait le mieux l'esprit de la nouvelle Université? Mais à une époque où ses pouvoirs étaient plus honorifiques que réels, le chancelier eût été impuissant à faire seul de l'Université de Douai l'Université catholique voulue par ses fondateurs, si le même esprit catholique ne s'était rencontré dans les programmes et les examens, chez les maîtres et les élèves.

Les programmes sont encore empruntés à l'Université de Louvain, au moins dans leurs lignes générales, et tout en tenant compte, surtout dans les Facultés de Droit et des Arts, des progrès des humanistes, les professeurs de Douai s'inspireront scrupuleusement de l'esprit catholique qui les a rédigés.

Dans les examens, baccalauréat, licence, doctorat, il faut remarquer le caractère religieux des cérémonies qui accompagnent la collation d'un grade et les garanties exigées de la foi catholique des étudiants.

Pour les professeurs, ils sont tous choisis parmi les plus catholiques. Combien l'Université et le Magistrat hésitent-ils à appeler à Douai un docteur étranger qu'ils connaissent mal! Plusieurs ne sont venus à Douai en quelque sorte qu'à l'essai, pour être remplacés après un certain nombre de leçons, si leur enseignement ne convenait pas. Ce qu'on exige d'eux, dans des enseignements différents, c'est moins de former des licenciés ou des docteurs savants que des catholiques zélés pour la défense de leur foi contre l'hérésie, et leurs panégyristes vantent moins leur science que leur piété. Il n'y a pas d'unité

1. V. la Lettre adressée par Galenus au Magistrat en janvier 1563 (v. st.). *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

2. PLOUVAIN; *Souvenirs à l'usage des habitants de Douai*, p. 756-757, et DANCOISNE, *Op. cit.*, p. 583-588.

d'enseignement ; chaque maître a sa méthode, ses idées, d'où la nécessité de connaître dans chaque Faculté chacun des premiers professeurs : mais ce qui fait l'unité du corps enseignant, c'est la pureté de la doctrine et c'est là ce qu'avant tout on réclame de lui.

Enfin les étudiants sont entourés d'une surveillance étroite qui les protège contre les mauvaises doctrines et nous verrons à quels règlements sévères sont soumis les libraires qui pourraient leur fournir des livres infectés de l'esprit nouveau.

LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE

1° L'ENSEIGNEMENT

La Faculté de théologie était partout la première en dignité. A Douai, elle avait nécessairement la première place dans une Université fondée pour tenir tête au protestantisme et pour préparer des prêtres à la lutte religieuse.

L'organisation de l'enseignement était la même qu'à Louvain et à Paris : les actes de Paul IV et de son successeur l'avaient ainsi réglée. *Les Poinctz et articles advisez sur le faict de la nouvelle Université de Douay* disent formellement qu'on fera « les doctoratz et toutes promotions en théologie selon l'usage de Louvaing ou aultrement comme par advis de Mons. le Reverendissime Evesque d'Arras sera advisé »¹; mais rien n'indique que Richardot ait changé quelque chose à « l'usage de Louvain »². D'ailleurs, la crainte des nouveautés, surtout dans l'enseignement de la théologie, l'origine des fondateurs et des premiers professeurs qui venaient de Louvain, imposaient presque nécessairement les statuts de l'Université « thioise » à l'Université de Douai.

Les statuts généraux garantissent la régularité de l'enseignement, la sévérité des examens et la pureté de la doctrine : on n'obtient de témoignages d'études qu'à la condition de fréquenter assidûment les cours³; il est défendu aux bacheliers d'abandonner, pour en suivre un autre, le docteur qu'ils auront

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 91.

2. Les règlements publiés par Monseign. de Ram sont un peu postérieurs à la fondation de l'Université de Douai, puisqu'ils font allusion à une bulle de Pie V (p. 1026, art. 6). Mais ils étaient, au moins dans leurs dispositions générales, appliqués au milieu du xvi^e siècle et ils ne reproduisent aussi, dans la plupart de leurs articles, que les règlements de l'Université de Paris, au xv^e siècle.

3. *Statuta generalia*, art. 5.

choisi pour « régent »¹. On n'est admis à une promotion dans la Faculté qu'en justifiant avoir rempli toutes les conditions exigées soit à Douai, soit dans quelque autre Université notable, où la Faculté de Douai estimera la sévérité des juges suffisante², et en particulier à Louvain : « Entre cette notre Université de Douay et celle de Louvain, disait l'article XXV des Lettres d'érection, sera tenue toute union et correspondance et ceux étant promeus à Louvain seront tenus comme promeus audit Douay et ceux de Douay comme s'ils fussent promeus audit Louvain, en jouissant de tous privilèges, droits et franchises l'un de l'autre. » Pour la pureté de la doctrine, dans les disputes et dans tous les actes publics ou privés, docteurs, licenciés et bacheliers doivent éviter eux-mêmes et signaler chez les autres toute proposition suspecte et condamnée par la Faculté. Le président de la dispute ne se contente pas de diriger l'argumentation : il intervient pour expliquer certains arguments, pour protester contre certaines doctrines non seulement du candidat, mais de ceux qui argumentent contre lui³.

Les lecteurs et les professeurs étaient très nombreux, si l'on compte tous ceux qui enseignaient dans la Faculté à un titre quelconque. Le nombre des chaires, nous le verrons, était au contraire fort restreint. Mais chaque grade imposait des exercices qui étaient un véritable enseignement, donné sous la direction des docteurs : et à côté de cet enseignement, le candidat à un grade supérieur devait se préparer aux nouvelles épreuves qu'il avait à subir.

Le degré inférieur était le baccalauréat. « Le bachelier était celui qui n'était plus étudiant et qui n'était pas encore maître » ;

1. *Statuta generalia*, art. 11.

2. *Ibid.*, art. 6.

3. « Evenit autem... ut dum illæ (propositiones), de more Scholæ, impugnarentur, ego, qui, tum forte Præses eram, in explicatione argumentorum dicerem, etiam Philosophiæ contrarium esse, voluntatem humanam a Deo in agendo non determinari... Præterea in eadem disputatione, cum quæsitum a quodam disputantium fuisset de Sententia Illm. Cardus. Alani super causa prædestinationis... diximus et Præses et Respondens id quod erat. » (*Responsio eximii D. M. N. Balduini Rythovii, regii ac ordinarii S. Th. olim professoris in alma Universitate Duacena ad J. Deckerii de Societ. Jesu Apologeticon.* — *Mém. pour servir à l'histoire de la Faculté de théologie*, p. 107-108.) — *Statuta generalia*, art. 8.

le baccalauréat signifiait « l'apprentissage de la maîtrise » ¹. Le bachelier faisait des leçons aux candidats au baccalauréat et suivait lui-même les leçons et les exercices qui le préparaient aux degrés supérieurs du baccalauréat ou à la licence. Il y avait encore trois degrés dans cet apprentissage, d'où trois sortes de bacheliers : 1° les *Cursorès* qui lisaient le texte de la Bible et qu'on appelait pour cette raison *Biblici*; 2° les *Sententiarii* admis à lire le *Livre des Sentences* de Pierre Lombard; 3° les *Formati* ou bacheliers complets, qui pouvaient aspirer à la licence.

Un candidat au baccalauréat, dans la Faculté de Théologie, avait d'abord reçu une instruction générale assez complète dans la Faculté des Arts. Il devait être maître ès arts. Alors commençait pour lui un cours d'études de plusieurs années; chaque nouveau degré ne pouvait être obtenu qu'après de nombreux examens, séparés souvent par de longs intervalles. On n'arrivait au grade suprême qu'assez tard, puisque le premier degré du baccalauréat ne s'accordait qu'à vingt-cinq ans. Allen ne fut bachelier qu'à trente-sept ans. Si les règlements étaient rigoureusement observés, comment, après l'interminable série d'examens, d'exercices, de disputes de toute espèce, un docteur en théologie n'eût-il pas été versé dans toutes les subtilités de la science théologique. Citons quelques-unes des disputes de cette époque, avec leurs divisions et leurs subdivisions :

De Beatudine.

An statim post judicium generale sancti sint percepturi suam beatitudinem.

De loco ubi sint futuri beati.

In quo consistat beatitudo.

De visione Dei qua homines erunt beati.

De qualitatibus beatorum.

Disputatio de Resurrectione.

An omnes homines sint morituri.

An sit futura resurrectio.

Argumenta contra resurrectionem.

Resurrectio probatur futura ex scriptura.

Quomodo respondendum sit locis scripturæ qui videntur resurrectioni adversari.

De modo resurrectionis.

1. THUROT, p. 137.

Disputatio de Iudicio.

An futurum sit iudicium.

Qui sint iudices.

De iudicandis.

De loco.

De forma iudicii.

De mundi interitu disputatio.

Quid teneat fides catholica de hac quæstione.

Quo instrumento Deus sit mundum purgaturus.

Qualis futurus sit ille ignis.

Quid sit ille ignis exusturus.

An motus cœlorum sit cessaturus.

Quale futurum sit cœlum post diluvium.

Quando futurus sit finis mundi.

Quid de hac quæstione in sacris libris colligatur.

Responsio ad testimonia objecta.

De 9 signis quæ præcessura sunt finem mundi ¹.

Les principaux livres d'étude ou d'enseignement étaient pour le candidat à l'un des trois baccalauréats la Somme de saint Thomas, la Bible et le Livre des Sentences de Pierre Lombard. L'étude des deux premiers était justifiée par la présentation au doyen et aux maîtres d'exemplaires annotés ou écrits de la main du candidat, et la Faculté jugeait alors s'il les avait lus, avec soin, en suivant les leçons ordinaires ². Le bachelier *cursor* devenait maître en restant étudiant. Comme maître, il se formait à l'enseignement ou se préparait à la prédication par des cours sur la Bible qui n'avaient sans doute rien de bien personnel ³; la Faculté pouvait-elle demander à ses Cursors autre chose que le respect de la tradition et de l'interprétation autorisée et reconnue? Le Cursor se contentait de répéter ou à peu près les leçons qu'il avait lui-même reçues de ses maîtres et que ses auditeurs devaient répéter après lui. La forme seule était peut-être personnelle et encore à l'époque où l'on était tenu d'écrire ses leçons d'avance et de les dicter, était-il difficile à un professeur de talent de montrer par exemple ses qualités d'orateur.

Le Livre des Sentences de Pierre Lombard, dont le *sententiarius*

1. Bibl. de la ville de Douai, Ms 471.

2. *Statuta specialia Cursorum*, art. 4.

3. *Statuta Sententiariorum*, art. 1.

lisait les deux premières parties ¹ et le *formatus* les deux dernières ², était comme le livre fondamental de l'enseignement théologique. La dispute était le principal exercice des théologiens et le *Livre des Sentences* fournissait à la dispute bien plus de matières que la Bible. Des quatre parties entre lesquelles il est divisé, la première, qui traite de la nature et des attributs de Dieu, se prêtait particulièrement aux subtilités des discussions théologiques et était par conséquent étudié avec plus de soin que les trois autres, qui ont pour sujets la Création, l'Incarnation et les Sacrements. « On appliquait au texte de Pierre Lombard la méthode des questions; la discussion et la polémique tenaient donc une grande place dans ces leçons; elles avaient peu d'originalité; on exposait les opinions des docteurs célèbres; on les discutait avec grand appareil de distinctions et de syllogismes ³. » Mais au milieu du xvi^e siècle, le Livre de Pierre Lombard commençait à paraître insuffisant: en 1558, Viglius venait de demander à la Faculté de Théologie de Louvain de le remplacer par un autre cours ⁴. Il est, disait-il, incomplet sur bien des points, trop long et trop diffus sur d'autres, souvent inexact, et surtout il ne répond plus aux nécessités nouvelles d'un siècle où l'enseignement de la théologie est une des armes à opposer à l'hérésie. L'Université de Louvain déclara le *Livre des Sentences* suffisant et refusa de rédiger un autre traité de Théologie; mais, vers la fin du siècle, l'Université de Douai n'en renonça pas moins à Pierre Lombard.

Les trois examens du baccalauréat pouvaient se passer à peu d'intervalle l'un de l'autre: c'est ainsi que l'Anglais Thomas Dormant subit le premier examen le 2 mars 1565, le second le 1^{er} juin 1565 et le troisième 6 jours après. De même encore, pour ne parler que des bacheliers les plus illustres, Stapleton passe ses trois examens le 8 avril, le 24 mai et le 13 juin 1569, Allen le 11 octobre, le 12 novembre et le 2 décembre de la même année, et, malgré les règlements, il était licencié l'année suivante.

Le baccalauréat n'était qu'une préparation à l'enseignement

1. *Statuta baccalaureorum formatorum*, art. 1.

2. *Ibid.*, art. 2.

3. THUROT, p. 146-147.

4. HOYNCK VAN PAPENDRECHT, *Analecta Belgica*, t. II, pars I, p. 410 et suiv.

et le bachelier ne faisait jamais ses leçons que sous la direction ou la responsabilité d'un maître : la licence conférait le droit d'enseigner publiquement. Mais un bachelier formé qui avait fait tous les exercices imposés par les règlements n'avait plus à remplir que certaines formalités pour obtenir la licence ¹. Il lui suffit d'être au moins sous-diacre, de n'avoir fait aucune injure grave à un docteur de la Faculté et encore peut-il faire réparation, à moins que l'injure ne soit trop grande ². Quelques-uns des plus illustres professeurs de la Faculté de théologie se sont contentés longtemps de la licence, avant de prendre le bonnet de docteur : Galenus n'était que licencié lorsqu'il vint à Douai, et il avait enseigné trois ans déjà l'écriture sainte à l'Université de Dillingen ; Stapleton et Guillaume Allen furent professeurs à Douai pendant un an, Bossemius et Rubus pendant cinq, avant d'y prendre le titre de docteur.

Le doctorat était le grade suprême ; il s'obtenait à la suite de cérémonies solennelles, plutôt destinées à célébrer la promotion du docteur qu'à constater sa science ³. La solennité des épreuves était plus grande à mesure qu'elles étaient moins sérieuses : les promotions de bacheliers se faisaient sans pompe, après des examens nombreux et sévères ; plusieurs des épreuves qui précèdent la licence ne sont déjà plus que des formalités : pour le doctorat, les vespéries, l'aulique et la resompte sont comme des assemblées solennelles de la Faculté, tenus en l'honneur du candidat. Le discours du président était souvent, dans le doctorat, la partie principale, le morceau d'éloquence attendu. Plusieurs des harangues prononcées à Douai lors de la création des premiers docteurs en théologie nous ont été conservées ou sont citées avec éloge par les contemporains : par exemple, le discours de Richardot à la promotion de Galenus (1564) ⁴, celui de Bossemius « de clericorum cum fœminis cohabitatione licitane ea sit an non » en 1585, un autre de Stapleton « de Hæresi recidiva in Belgio », prononcé la même année, etc. ⁵.

1. *Statuta licentiandorum*, art. 1.

2. *Ibid.*, art. 2.

3. *Statuta doctorandorum*.

4. STAPLETON, *Oratio funebris in laudem Franc. Richardoti*, p. 92.

5. « La maîtrise était à la licence ce que les noces sont à la bénédiction

Chaque doctorat attire à Douai de nombreux invités. Sont venus à Douai, pour le « pas doctoral » de Jean Colpin, en 1584, l'abbé de Vicogne, Mons. du Saint-Sépulchre de Cambrai, le prieur de l'abbaye de Saint-Amand, le gouverneur d'Ath, Mons. de Henin Liétard. Un doctorat est presque une fête pour la ville et c'est elle qui distribue les vins au nouveau docteur et aux personnages venus à Douai pour « solemnipser ledit doctorat » ¹.

Les promotions de docteurs en théologie étaient assez rares : quelquefois plusieurs années se passaient à Douai sans que la Faculté de théologie créât un seul docteur : il en était de même à Louvain, bien que les promotions y aient été plus nombreuses qu'à Douai : depuis l'époque de la fondation de l'Université de Douai jusqu'à la fin du xvi^e siècle, il a été créé 47 docteurs en théologie à Louvain et 23 seulement à Douai, soit en moyenne un docteur environ tous les deux ans. Plusieurs candidats recevaient souvent en même temps le bonnet doctoral. Foppens nous a conservé la liste des docteurs de Douai jusqu'à la fin du xvi^e siècle ; ce sont :

1564. Mathæus Galenus Westcapellius, Zelandus

— Adrianus ab Atrio, Atrebas

1571. Guilielmus Alanus

— Joannes Rubus Viletanus, Hanno

— Mathias Bossemius, Amstelodanensis

— Thomas Stapleton, Hensildanus, in Sussexia

} même
promotion

1571. Maximilianus a Capella

— Andreas Crocquetius, Duacenus

— Arnoldus Massius, Hannonius

— Petrus Colpinus, Duacenus

} même
promotion

1575. Richardus Bristouw Wigorniensis, Anglus.

nuptiale : une solennité célébrée en l'honneur et à l'occasion du sacrement qu'on vient de recevoir. » (THUROT, p. 154.)

1. A Galenus, en 1564, le premier docteur créé à la Faculté de théologie de Douai, la ville offre 60 lots de vin ; même hommage à Adrien de Lattre, le second docteur ; à Rubus, Bossemius, Stapleton et Allen, promus en même temps (1571), elle fait présent de deux pièces ; à la promotion de Colpin, les invités que nous avons nommés reçoivent les uns 6 lots, les autres 3, suivant leur dignité. (*Arch. de Douai*, CC, 282, f^o 98 v^o, 107 r^o ; — CC, 289, f^o 100, r^o ; — CC, 293, f^o 85, r^o et v^o. — Voir encore en 1599, CC, 317, f^o 105 v^o : « huit casnes de vin » présentées à un Dominicain ayant dédié une thèse théologique au Magistrat.

1576 Joannes Turpinus.

— Adrianus Besmerus, Amstelodamensis.

1577 Richardus Hallus, Anglus.

1578 Mathæus Lambertus, e Franconatus Burgensis vico Laurentiano.

1584 Bartholomæus Petrus Lintrensis, Brabantus.

1585 Nicolaus Neelsius, ex Campenhaut.

— Joannes Preudhomme.

1596 Antonius Surius.

1597 Guilielmus de Cambray.

1598 Joannes Farinart, Hanno Cerviensis.

1600 Judocus Heyleus, Bruxellensis.

— Judocus Balduini Rithovius, ex agro Buscoducensi ¹.

2° LES PREMIERS PROFESSEURS.

Les lettres de fondation fixaient ainsi le nombre des chaires dans la Faculté de théologie : « Quant aux leçons et exercices qui se feront en notre Université, avons ordonné et statué, ordonnons et statuons... qu'en la Faculté de théologie seront deux leçons principales, outre les exercices qui s'y feront, l'une de l'exposition de la Sainte Ecriture et l'autre du Maître des Sentences ². »

Les professeurs qui ont fondé à l'Université de Douai l'enseignement de la théologie sont presque tous des hommes remarquables à différents titres : leur renommée s'étendait, au xvi^e siècle, dans tout le monde catholique et, pour quelques-uns, elle a subsisté dans les Pays-Bas jusqu'à nos jours. Plusieurs ne sont-ils pas d'ailleurs parvenus aux plus hautes dignités ? L'un est évêque d'Arras, un autre deviendra cardinal ; en dehors de l'Université, leur nom s'attache à la fonda-

1. FOPPENS, *Series doctorum S. Theologiæ in Universitate Duacena ab anno 1562 quo condita est hæc Academia usque ad annum 1750*. Bibl. roy. de Bruxelles, Ms 17592. — Nous avons supprimé de la liste de Foppens Richardot et Smith, qui ne prirent pas leur degré à Douai, et rectifié la date du doctorat d'Alanus, de Rubus, de Bossemius et de Stapleton, que Foppens porte en 1566.

2. Art XIII.

tion de grandes maisons religieuses; les papes les attirent auprès d'eux; les plus riches prévôtés ou canonicats leur sont conférés.

Tous ont été des catholiques ardents à la lutte contre le protestantisme et, fidèles aux vues de Philippe II, ils savaient que leur enseignement devait avoir pour objet direct ou indirect la réfutation des doctrines protestantes; leurs élèves étaient comme eux destinés à combattre l'hérésie dans la chaire de l'école ou dans celle de l'église. Aussi quelle activité! On est étonné de la liste interminable de livres qu'ils ont publiés pendant leur séjour à Douai: ces livres sont d'ailleurs issus de leur enseignement; ils nous en retracent l'esprit ou les grandes lignes: livres de combat, dont l'influence peut se mesurer au nombre de réfutations ou de discussions qu'ils ont provoquées. Cours et sermons se succèdent et même se confondent dans l'Université; le professeur est en même temps prédicateur: après les étudiants, il a souvent le peuple pour auditeur. L'abbaye d'Anchin, qui fournissait à la Faculté de théologie plusieurs de ses élèves, a conservé quelques-uns de ces cours dont la rédaction témoigne à la fois du travail des maîtres et de l'assiduité des disciples. En 1565, Galenus, enseignant le catéchisme, voyait ses commentaires recueillis par vingt-deux auditeurs « insignes moribus et eruditione », parmi lesquels le Douaisien Crocquet, le Montois Cospeau, etc. Et ces notes diverses, réunies ensuite formaient un cours complet que les étudiants se transmettaient: c'est ainsi que Pierre Colpin rédigea les leçons de Galenus ¹.

Avec quel soin les maîtres sont-ils choisis! Presque tous sont docteurs ou de Louvain ou de Douai, comme Galenus, Delattre, Bossemius, Rubus, Guillaume Allen, Stapleton. Université catholique dans un pays fermé au protestantisme français ou allemand, l'Université de Douai n'a pour ainsi dire que des professeurs originaires des Pays-Bas, Galenus, Rubus, Bossemius, ou des compatriotes de Granvelle, comme Richardot; elle les rappelle de l'étranger ou les demande à Louvain, parfois d'ailleurs sans succès, car Louvain a pris soin de s'attacher par de précieux avantages les docteurs les

1. Bibl. de Douai, Ms 471, V. aussi des leçons d'Allen sur le *Livre du Maître des Sentences*. Ces manuscrits, conservés à la Bibl. de Douai, sont inédits (Ms 473). V. encore différents cours recueillis par François de Bar.

plus illustres, c'est-à-dire ceux que le magistrat de Douai sollicite; Jérôme de France essuya plus d'un refus à Louvain : ainsi, il ne put décider à venir à Douai le Dr Cornelius Jansenius, en qui l'Université de Louvain, en lui conférant le titre de docteur en théologie, « avait couronné la Théologie elle-même, l'Éloquence et la Piété ¹ ».

Pour les étrangers, il faut que la persécution soit en quelque sorte une garantie de leur orthodoxie: Richard Smith, Guillaume Allen et Stapleton sont des Anglais réfugiés aux Pays-Bas ; et lorsque le Français Cottereau est admis à l'Université, on s'enquiert exactement de sa doctrine, de ses leçons, de ses sermons et toute sa vie a été en effet consacrée aux prédications contre l'hérésie.

Quel fut l'enseignement des premiers maîtres de la Faculté de Théologie et comment chacun a-t-il, dans sa chaire, répondu aux vues des fondateurs de l'Université ?

C'est Richardot, nous l'avons vu, qui inaugura l'enseignement de la théologie dans l'Université de Douai, en expliquant la seconde épître à Timothée ². Le prévôt Morillon, qui l'a entendu pendant son séjour à Douai en 1568, parle de ses leçons avec grand éloge : « Ledict Sr d'Arras, écrit-il à Granvelle, liect audict Douay *Epistolam ad Romanos* avec une mirable grâce et érudition. Les escholes sont trop petites et y vond aulcungz abbez et gens principaulx. Il presche les dimanches et festes et est fort voluntiers ouy de chascung ³ ». Mais les nombreuses obligations de l'épiscopat l'empêchèrent de donner à Douai un enseignement régulier. Son nom ne figure jamais dans les états de traitements des professeurs : on lui offre seulement, comme à la réception des étrangers illustres, des présents en vin ou des banquets, où sont invités « aulcuns des principaux de l'Université... pour aulcunement le gratiffier de

1. Nicolai Vernulæi *Academia Lovaniensis*, p. 276-277. Jansenius répondit aux offres de Jérôme de France : « ... Perpensis variis apud me rationibus non video commode nec cum decore me posse deserere hanc Universitatem. ... Proinde gratias ago de honore mihi exhibito per oblationem tam honestæ conditionis ac precor ut nostram recusationem æquo feras animo eamque secretam habeas. » (*Arch. de Douai*, lay. 92.)

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 116.

3. *Correspondance du cardinal de Granvelle*, III, p. 388.

PROFESSEURS DE LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE
DEPUIS LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ JUSQU'EN 1573¹.

Années	Noms	Traitement	Années	Noms	Traitement
1562-1563 :			1568-1569 :		
	Richardot.	»		Richardot.	»
	Richard Smith. . . .	200 fl.		Math. Galenus.	300
				Math. Bossemius. . .	300
1563-1564 :				Jean Rubus.	100
	Richardot.	»		Jean Procureur. . . .	150
	Math. Galenus.	300			
1564-1565 :			1569-1570 :		
	Richardot.	»		Richardot.	»
	Math. Galenus.	300		Math. Galenus.	300
	Jean Cottureau. . . .	200		Math. Bossemius. . .	300
				Jean Rubus.	200
1565-1566 :				Guill. Allen.	100
	Richardot.	»		Th. Stapleton.	100
	Math. Galenus.	300		Jean Procureur. . . .	150
	Math. Bossemius. . .	300			
	Jean Rubus.	100	1570-1571 :		
1566-1567 :				Richardot.	»
	Richardot.	»		Math. Galenus.	300
	Math. Galenus.	300		Math. Bossemius. . .	300
	Math. Bossemius. . .	300		Jean Rubus.	200
	Jean Rubus.	100		Guill. Allen.	100
	Fabr. Leodius.	100		Th. Stapleton.	300
	Jean Procureur. . . .	100		Jean Procureur. . . .	150
1567-1568 :			1571-1572 :		
	Richardot.	»		Les mêmes.	Id.
	Math. Galenus.	300			
	Jean Cottureau. . . .	200	1572-1573 :		
	Math. Bossemius. . .	300		Les mêmes.	Id. ²
	Jean Rubus.	100			
	Jean Procureur. . . .	150			

1. D'après les *Comptes de l'Université*. Nous avons ajouté Richardot, qui ne figure pas sur les comptes, parce qu'il ne reçoit aucun traitement régulier.

2. En 1572-1573, Jean Procureur ne reçoit plus aucun traitement.

sesdits debvoirs tant volontaires¹,... le remerchier de ses bons offices et lui recommander tousiours lad^e ville² ». Il fit des leçons extraordinaires et considérait ses cours publics comme de véritables sermons : il prêchait à Douai comme il le faisait dans les autres villes de son diocèse. Il y venait assez souvent et, lorsqu'il était empêché, il ne manquait pas d'en prévenir les échevins, donnant les causes de son retard et promettant de n'épargner « peine ni industrie à faire service à Dieu, à l'Eglise, à l'Université et à la ville »³. Il réside quelquefois à Douai jusqu'à six semaines de suite, et ce n'est pas seulement « pour y faire lecture publiquement en théologie por servir dornement à ceste Université à cause de sa grande renommée; » c'est aussi « pour y faire office de bon pasteur et evesque »⁴. Nous savons qu'il a profité d'un de ses voyages à Douai pour ramener au catholicisme l'hérétique Michel le Cocq⁵.

Il ne s'est pourtant pas borné, dans l'Université, à quelques rares leçons. Lorsque Galenus voulut, en 1564, prendre son degré de docteur en théologie, Richardot vint à Douai pour le lui conférer, en présence de « plusieurs notables seigneurs et prélatz », qui voulaient faire honneur au premier docteur créé, en l'Université⁶ et, en cette occasion, il prononça encore un discours remarqué⁷. Il assista souvent aussi aux disputes théologiques, tantôt simple auditeur, tantôt intervenant pour enseigner lui même aux futurs prêtres de son diocèse la vraie doctrine chrétienne qu'il exposait ensuite dans ses livres. Ne retrouvons-nous pas l'écho de cet enseignement universitaire dans des ouvrages comme *l'Instruction par manière de formulaire, pour les pasteurs et curez de la province de Cambray, sur les matières controverses entre les Catholiques et sectaires, affin que seurement et facilement ilz puissent enseigner leurs peuples, quand les occurrences se présenteront de traiter desdictes matières?* Dans ses conférences à l'Université comme dans ses livres, s'il

1. Arch. de Douai, CC. 21.

2. Ibid. CC, 288, f° 167 r°.

3. Arch. de Douai, lay. 92. l. 6, Lettre de l'évêque d'Arras aux échevins, 2 janvier 1565.

4. Compte de l'Université, 1568-1569.

5. V. plus haut, p. 193.

6. Arch. de Douai, CC, 282, f° 98 v°.

7. STAPLETON, *Oratio funebris in laudem Franc. Richardoti*, p. 92.

voulait avant tout assurer la science des théologiens, c'était pour l'opposer aux progrès de l'hérésie ; car, pour ramener les peuples à l'obéissance, ne doit-on pas « seurement et certainement les informer... à ce qu'ilz ne soient flottans et vacillans à tous ventz de faulse doctrine ? » Il faut qu'« ilz sachent quel chemin ilz doibvent tenir, sans decliner a dextre ny a senextre ». « Car il est impossible, dit-il encore, de franchement rendre l'obéissance a quy lon pense qu'elle n'est point deue et du tout impossible de donner tousiours consentement et credit a quy lon pense que sa parolle et doctrine n'est point certaine¹. »

Richardot exerça jusqu'à la fin de sa vie une sorte de direction générale sur la Faculté de théologie², éclairant la science des uns, secourant la pauvreté des autres. Trois jours avant sa mort, il appela auprès de lui le collègue des chanoines et il les invita expressément à recommander à son successeur la nouvelle institution : qu'il me succède, ajouta-t-il, non seulement dans la dignité épiscopale, mais aussi dans la protection de l'Université de Douai³. Voulant enfin assurer la perpétuité de sa mémoire dans l'Université, il lui légua une somme de deux cents florins, dont le revenu devait être affecté à la célébration d'une messe annuelle le jour de la Saint-Augustin, dans l'église des Dominicains : devaient y assister tous les docteurs et les professeurs ordinaires, à qui l'on distribuerait la somme qui n'aurait pas été consacrée au service divin. Et la reconnaissance de l'Université donna l'interprétation la plus large au testament de Richardot, en décidant, pour faire honneur à son ancien protecteur, que tous les professeurs et tous les docteurs promus à Douai ou considérés comme tels assisteraient à cette messe⁴.

Malgré son éclat, l'enseignement de Richardot ne pouvait

1. *Instruction par manière de formulaire*, etc. Préface.

2. Nous le voyons, par exemple, insister auprès de Galenus pour lui faire accepter les conférences religieuses instituées sur les conseils de Vendeville (Voir plus loin, p. 330). En 1564, il écrit au conseiller pensionnaire pour lui recommander un professeur pour la Faculté de droit (*Arch de Douai*, lay. 92. lettre du 23 juillet 1564).

3. STAPLETON, *Op. citat.*, p. 91.

4. *Bibl. de Douai*, Ms 1301, p. 24 v^o et 27 r^o, et Ms 1020, t. I, pièce 10 (*Recueil Plouvain*).

suffire aux étudiants de la Faculté de théologie : aussi l'évêque d'Arras se fit-il quelquefois suppléer par un des plus savants dominicains de la maison de Douai, bien connu déjà par ses prédications, le P. Adrien Delattre ¹. Ce n'était pas un débutant dans l'enseignement : il avait professé au couvent des Jacobins à Paris. A l'Université de Douai, il ne fut pas un des maîtres les moins éloquents : deux de ses discours furent particulièrement applaudis, l'un sur la dignité de la maîtrise, qu'il prononça le jour où la Faculté de théologie lui conféra le grade de docteur (12 octobre 1564), l'autre sur les cérémonies de la messe, en 1571, à l'occasion de la promotion des quatre docteurs Maximilien de la Capelle, André Crocquet, Arnold Masse et Pierre Colpin. Le choix du P. Delattre était un honneur pour les Dominicains auxquels il appartenait et en même temps un acte de reconnaissance envers le couvent, qui avait prêté une de ses salles pour les séances solennelles de l'Université et pour les assemblées des bacheliers en droit. Il y avait d'ailleurs parmi ces Dominicains des traditions d'études, qui les destinaient à devenir comme les premiers collaborateurs de l'Université : depuis trois cents ans, ils enseignaient à Douai saint Thomas d'Aquin ; en 1568, il fut décidé au chapitre de Bruxelles que les différents couvents enverraient leurs novices à la maison de Douai, pour y étudier la théologie et la philosophie et le directeur de cet enseignement fut le P. Delattre ². Il sut très bien concilier les devoirs de sa suppléance à la Faculté et ceux de la direction confiée par son couvent. Il fit d'ailleurs valoir auprès des échevins les services qu'il rendait à l'Université et, pour être « plus encouragé d'enseigner, lire, prescher et faire prouffict et accroistre lad^e Université », il leur demande « quelque honneste portion d'argent » ³. En 1565, les Comptes de l'Université portent une somme de vingt florins à lui

1. GUILLAUME SÉGUIER, *Laurea Belgica*, p. 125 et 129. « Sacramque scripturam publice quandoque est interpretatus. » A Frère Adrien de Lattre pour avoir... annoncé la parole de Dieu au couvent Saint-Dominique... 10 livres *Arch. de Douai*, CC, 281, f^o 128 r^o).

2. GUILLAUME SÉGUIER, p. 128-130. — DANCOISNE, *Mémoire sur les établissements religieux du clergé séculier et du clergé régulier à Douai avant la Révolution* (*Mém. de la Soc. d'Agriculture, Sciences et Arts de Douai*, 2^e série) X, 1867-1869, p. 504-507).

3. *Arch. de Douai*, lay, 92, 1. 6.

accordée « en forme de gratis et recognoissance des leçons et disputes par lui faictes en son couvent à l'avancement de lad^e Université » ¹.

L'autre chaire de la Faculté de théologie avait été, nous l'avons vu, occupée à l'origine par Richard Smith. Comme Richardot, le D^r Smith convenait bien par son passé, par son caractère et par ses travaux, à l'œuvre catholique qu'on lui confiait dans la faculté de théologie. Il était né en Angleterre. Il enseigna d'abord non sans éclat à l'Université d'Oxford : mais l'avènement d'Edouard VI et l'établissement du protestantisme l'obligèrent à abandonner Oxford (1549) ; l'Université de Louvain lui offre un asile et une chaire d'écriture sainte ; la restauration catholique de Marie Tudor le rappelle en Angleterre, où sa réputation le désigne comme confesseur au choix de la reine. Mais sous Elisabeth, Smith est contraint pour la seconde fois de quitter sa chaire d'Oxford et il était encore à Louvain, lorsque les députés de Douai allèrent lui offrir dans leur nouvelle Université une chaire à laquelle s'ajoutera bientôt la prévôté de Saint-Pierre. Il commença son cours par l'exposition et l'interprétation de la *Septième Épître de Saint Paul aux Romains* ². On a encore aujourd'hui, en marge d'un exemplaire du Nouveau Testament, des notes prises à ses leçons par un religieux d'Anchin, François de Bar ³. Mais ses ouvrages imprimés ne suffisaient-ils pas à faire connaître le caractère de son enseignement et la polémique religieuse qu'il soutint dans la Faculté de théologie ? Il professa à Douai moins d'une année : il mourut le 9 juillet ⁴ ; mais pendant ses neuf mois d'enseignement à la Faculté de théologie, il prépara plusieurs ouvrages qui sont nés en quelque sorte au milieu même de l'Université : il indique lui-même

1. *Compte de l'Université 1568-1569.* — DANCOISNE, p. 504-505.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 116. — CANQUELAIN, *Bibl. de Douai*, Ms 1176, t. II, p. 1138-1139. — VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 85. — JOANNES PITSEUS, *De illustribus Angliæ Scriptoribus*, p. 761-763 — DODD, *The Church History of England*, II, art. IV, p. 100-101.

3. A la fin du volume, on lit dans une note de la main de François de Bar : « Memini enim me imprimis ex prælectionibus D. Doctoris Smithæi Angli ad similem hujus libri contextum in evangelia scripsisse atque ex eodem in epistolâ Pauli annotasse plurima in libello quodam chartaceo. » *Bibl. de Douai*, Ms. 57

4. *Arch. de Douai. Compte de l'Université 1562-1563.*

l'origine de l'un des plus importants, le *De libero hominis arbitrio adversus Calvinum*, dédié à Richardot : « Cum, — écrit-
 « il dans la Préface, — Epistolam Divi Pauli ad Romanos
 « scriptam suscepissem enarrandam in Duacensi Academia,
 « recens jam instituta..., atque vidissem Joannem Calvinum,
 « hæresiarcham insignem, atque ærumnarum nostri temporis
 « quæ sunt fere inexplicabiles, fontem, ex quibusdam ejus
 « contextibus abuti, ad evertendum orthodoxum simul et
 « pium, de libero hominis arbitrio Catholicæ Christi Ecclesiæ
 « dogma, subiit mihi tandem in mentem me operam navatu-
 « rum nequaquam inutilem, nec a mea professione alienam, si
 « libello quodam compendiario, illam ejus impiam atque
 « exitiosam refutavero persuasionem ¹. »

Sa chaire resta près de dix mois vacante. Cette interruption pouvait être préjudiciable à l'avenir de l'Université, et, dès les premiers mois de 1564, les abbés se plaignaient aux échevins de n'avoir qu'un professeur de théologie. Le magistrat, en accueillant favorablement ces plaintes, espérait que les prélats seraient de leur côté plus empressés à s'acquitter de leur contribution pour l'entretien de l'Université : dans la séance du 16 mars 1564, le conseil désigna des députés « pour eulx informer vers... Vendville et Ramus et aultres ayans cognoissance d'un professeur en théologie » ²; il fit venir à Douai d'abord un

1. *De libero hominis arbitrio adversus Joannem Calvinum et quotquot impie illud auferunt, Lutherum imitati*, Authore Richardo Smythæo Wigornienti Anglo, S. theologiæ professore in Academia Duacenci-Lovanii, an. 1563, préface, p. 1. — Les ouvrages de Richard Smith sont très nombreux : *De Baptismo parvulorum*, — *De Consiliis evangelicis et Operibus supererogationis contra Melancthonem*, — *Defensorium sacrificii missæ* — *Contra libertatem jujunii* — *De veritatibus non scriptis seu de sacris traditionibus*. — *Diatriba de hominis justificatione*. — *Enarratio succincta de sacrificio missæ*. — *In Apocalipsim*. — *De votis monasticis contra Petrum martyrem*. — *De cælibatu Episcoporum et sacerdotum contra eundem*. — *Confutatio eorum quæ Philip. Melancthon objicit contra Th. Cramerum hæreticum Anglum pseudo-archiepisc. Cantuar.* — *Contra varias hæreses* — *De primatu romani pontificis*. — *Confutatio locorum communium Philip. Melancthonis et Martini Lutheri*. — *Confutatio hæreticorum qui scripserunt contra Canonem Missæ et Purgatorium*. — *De sacris Ecclesiæ altaribus*. — *De merito mortis Christi contra Calvinum*. — *Detractatio errorum Calvini*, etc. (CANQUELAIN, t. II, p. 1139-1140). Les écrivains protestants ont reproché à Smith ses variations sur le célibat des prêtres.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, 2, fo 145, v^o.

curé de Malines « à intention de le retenir pour professeur en théologie ¹ ». Mais on ne s'entendit pas avec lui ; on fut plus heureux d'un autre côté, et la Faculté de théologie eut ses deux professeurs, Galenus et Jean Cottereau, qui furent eux-mêmes bientôt secondés par deux licenciés appelés à une grande célébrité dans l'Université, Bossemius et Rubus.

Malheureusement, Cottereau enseigna peu à Douai et ses cours furent deux fois interrompus. D'abord on fut longtemps à décider son choix. Cottereau était un étranger : il enseignait alors dans l'Université de Paris ; et, nous le savons, le gouvernement tenait à isoler les Pays-Bas du reste de l'Europe et à donner les chaires presque exclusivement à des sujets de Philippe II, pour fermer l'Université à l'Allemagne et à la France. Mais Cottereau était bon catholique : il le montre bien, écrivent les Douaisiens à Philippe II, par « les sermons et prédications qu'il faict souvente fois par les églises chanonicales de notre sainte religion catholique volontiers ouy de gens de tout estat ». Il est aussi « homme très docte et de bonne renommé ». On savait à Douai que dans sa « lecture publique », il était à Paris « fort accepté des auditeurs » et l'on espérait qu'il pourrait aussi bien « faire flourir et augmenter le train et progrès » de l'Université de Douai. Mais il ne suffit pas de décider Cottereau à quitter Paris : les Douaisiens n'ont qu'un traitement insuffisant à lui offrir et il faudrait lui faire conférer par les églises collégiales une des prébendes « présentement vacantes ou à l'advenir ». Mais, ajoutent-ils, « doubtant que lesdits seigneurs prélats et collateurs ne fassent difficulté iceluy seigneur Cotereau estre naturel du pays de France et non subject à Votre Majesté, lesdits remonstrants... supplient qu'il plaise à votre Majesté de grace speciale naturaliser ledite seigneur Cotereau ou aultrement le rendre cappable pour demeurer, impetrer et joïr de bénéfice en votre pays comme aultres vos naturelz subjectz » ². Cottereau se montrait d'autant plus digne de cette naturalisation, que cette même année (1564), comme un fidèle sujet de Philippe II, il faisait le sermon funèbre le jour du service de l'empereur Charles-Quint ³.

1. *Arch. de Douai*, CC, 282, f° 105, r°.

2. *Ibid.*, lay. 92, l. 6. Lettre des eschevins de Douai au roi, 1564.

3. *Ibid.*, CC, 282, f° 106, v°.

On n'obtint rien pour lui cette année là ni plus tard. Cottereau vint cependant à Douai, où il trouva toujours l'accueil le plus généreux : la ville lui prêta les sommes nécessaires pour payer son voyage et son installation ¹.

Comment parler de l'enseignement de Cottereau à Douai ? A peine arrivé, il dut retourner à Paris en « grande haste... pour une affaire de grande importance ». Les démarches et la patience de la ville qui, pendant près de dix-huit mois, attendit son retour sans le remplacer, doivent faire supposer que son court enseignement avait été très favorablement apprécié. Au mois de février 1566, le magistrat l'avertit que s'il n'est pas de retour dans un mois, on « colloquera » un autre à sa profession et il lui envoie en même temps un messenger pour obtenir une réponse précise. Cottereau était alors à Toulouse : il répondit en offrant de se faire suppléer jusqu'à son retour par « ung docteur homme de sainte vie et bien versé en saintes lettres », et il désignait au choix de la ville « M^e Poitevin, doué des qualités requises à ung vray théologien » ; puis il s'excuse longuement de son absence : la promptitude avec laquelle j'ai quitté Paris, dit-il, pour aller professer à Douai, a prouvé mon désir de contribuer à l'avancement de l'Université ; mais il faut considérer « les facheries et encombrements où je suis tombé cependant que j'estoys occupé en mad. profession que je ne voulois laisser craignant vous offenser ». Ces « facheries » sont un procès dans lequel il a perdu en France deux mille livres, « qui eut été, dit-il, renversé en ma présence ». Il est tout prêt à retourner à Douai, mais il veut savoir d'abord si sa « profession » n'a pas été donnée à quelque autre, « veu principalement que je n'ay la commodité me mettre à si grands frais et que cela me tourneroit en grand détriment que delaisser les grands biens qui s'offrent por me trouver exclu quand je viendroys a votred. Université »². Toute l'année 1566 se passa sans qu'il reprit ses cours et, dans le conseil du 10 décembre, on lut encore une lettre du provincial des Mathurins de Paris, « déclarant par icelle que Mons. le Docteur Cottereau, théologien, est prest de retourner par deça

1. *Compte de l'Université 1567-1568.*

2. *Lettre de Jean Cottereau aux échevins de la ville de Douai, Toulouse, 14 mai 1566. Arch. de Douai, lay, 92., 1. 6.*

por continuer en sa première profession de théologie et sermons. » « Sur quoy, ajoute le Registre des délibérations, a esté advisé por l'édification du peuple le rappeler » ¹. Ce n'est qu'au mois de juillet 1567 qu'il reprit ses cours, à la grande satisfaction de Richardot, qui venait d'engager les échevins à lui faire conférer la prévoté de Saint-Amé, alors vacante par la mort de Wallerand Hangouart, « pour donner occasion audict S^r Cottereau de employer et faire tousiours les bons offices qu'il faict... por l'entretenement de l'Université » ². Cottereau ne l'obtint pas : il cessa d'ailleurs ses cours à Pâques de l'année suivante et se retira à Tournai, où il avait obtenu un canonical de la cathédrale, qu'il occupa jusqu'à sa mort (1592). Dans cette ville, il se livra presque entièrement à la prédication contre les hérétiques, auxquels il s'opposa, dit Paquot, « comme un mur d'airain », et il tint tête à Pierre de Melun, prince d'Epinoy, gouverneur de Tournai, qui laissait dévaster églises et couvents ³.

La célébrité de Cottereau ne commença qu'à Tournai et la première de ses publications ne date que de 1575. Ces publications ne sont d'ailleurs pour la plupart que des oraisons funèbres ou des sermons. Mais à Tournai, Cottereau ne cessa pas de s'intéresser à l'Université de Douai. En partant, il avait promis aux échevins de leur procurer « un personnage de ma profession, dit-il, doué de meurs scavoir et qualitez qu'il me semble estre convenable pour l'exercice que desirez quil fera tant en predication qu'en aultres choses requises en nostredicte⁴. » Malheureusement, nous le verrons, il accorda sa recommandation à un personnage violent, le docteur Jean Ghery, qui fut envoyé à Douai « pour dresser un collège » au couvent de Saint-François, mais qu'il fallut bientôt renvoyer à Tournai, à cause de ses bruyants débats avec Galenus.

Le gouvernement de Philippe II avait bien eu raison d'espérer que l'Université de Douai rappellerait de l'étranger nombre de

1. *Arch de Douai, Reg. aux Cons.*, BB., 2, f° 208 v°.

2. *Lettre de Richardot aux échevins*, 26 janv. 1567, *Arch. de Douai*, lay. 92, 1. 6. et *Compte de l'Université 1566-1567*.

3. PAQUOT, II, p. 105.

4. *Lettre de Jean Cottereau aux échevins de la ville de Douai*, 4 nov. 1568. *Arch. de Douai*, lay. 92, 1. 6.

sujets du souverain des Pays-Bas. Galenus¹ de West Cappel (île de Walcheren) avait fait ses humanités à Gand², étudié la philosophie et la théologie à Louvain, où il prit la licence en théologie, puis était allé enseigner l'écriture sainte à l'Université de Dillingen, où il remplaça Lindanus. Il était depuis trois ans dans l'Université allemande, lorsque le Magistrat de Douai lui offrit une chaire : il l'accepta³ et se hâta de passer le « pas doctoral », avec toute la solennité qui convenait au premier docteur reçu dans la Faculté (mars 1564)⁴. Il n'avait que trente-cinq ans ; mais il était déjà connu par les leçons que bachelier formé il avait faites à Louvain « maximo aliorum cum fructu ⁵ » et par des ouvrages qui montraient en lui un ardent défenseur du catholicisme. Avant de quitter Dillingen, il avait publié un « *De christiano et catholico sacerdotio Commentarius* », dont le lecteur, dit-il lui-même, doit tirer un triple avantage : « Primum cernit a deformatione hæretica vindicatum sacerdotium catholicum ; deinde nativis suis coloribus id reperiet depictum, postremo informationem cleri deductam ex antiquitate habiturus est semper ad manum : fruantur igitur hoc compendio pii omnes securi de operæ navandæ secutura unquam pœnitentia. »

Peu de professeurs ont exercé plus d'influence que lui, en dehors de la Faculté de théologie, sur les étudiants des autres facultés ou même sur les gens de la ville. Vendeville voulut lui donner le moyen d'étendre et d'organiser son enseignement religieux en lui confiant des conférences religieuses ou catéchèses. Galenus refusa d'abord, non pas qu'il reculât devant les

1. STAPLETON. *Or. fun.* (Œuvres complètes de Stapleton, II, p. 486-492). — MIRÆUS. — BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 184-185. — VALÈRE ANDRÉ, *Bibl. Belg.* — PAQUOT, *Mem.*, t. III, p. 301-304. — CANQUELAIN, t. II. — TH. BOUQUILLON, *Les Théologiens de Douai, Mathieu Galenus.* (*Revue des sciences ecclésiastiques* 1879, n° 236, p. 235-256.)

2. V. *Epistola dedicatoria* du *De originibus monasticis Commentarius* de Galenus.

3. « A M. M^e Mathæus Galenus, docteur en théologie, payé par an 300 florins, a reçu pour les quatre mois derniers eschus au 8 septembre 1564.... 100 florins... » *Compte de l'Univ.* 1563-1564.

4. *Arch. de Douai*, CC., 282, f° 98 v°.— V. plus haut, p. 316.

5. Publiées dans ses *Paralipomena* (Stapl. *Or. fun.*) V. aussi, à la fin des *Origines monastiques*, la lettre qu'il écrivait en 1555 à deux jeunes gens « ut monasticeu velint sectari ».

fatigues d'un enseignement qui s'ajouterait à ses leçons ordinaires : il acceptait facilement tous les cours qu'il se croyait capable de faire et c'est ainsi que, très versé dans la langue hébraïque, il consentit à l'enseigner gratuitement aussi longtemps que l'Université n'eut pas de professeur spécial d'hébreu. Mais ici il redoutait la délicatesse des matières qu'il aurait à traiter, et, lorsqu'il finit par céder à l'intervention pressante de l'évêque d'Arras, des abbés d'Anchin et de Marchiennes, et du Magistrat, il prit soin d'expliquer dans sa première catéchèse les raisons de ses hésitations et de son insuffisance : Je sais, disait-il, « quantum eruditionis et eloquentiæ, quanta catholicæ dogmaticæ ac totius historiæ peritia rerumque omnium, quæ in Ecclesia gestæ sunt, accurata cognitio requiratur, ut in isto campo quis non infeliciter curram agitare valeat¹. » Les catéchèses durèrent cinq ans, dimanches et fêtes : il en fit deux cent dix-neuf, dont l'ensemble constitue une sorte de cours de théologie à l'usage des gens du monde. Il fut bien récompensé de son zèle par l'assiduité de ses auditeurs, dont les notes nous sont parvenues, en partie rédigées par le D^r Pierre Colpin². Un autre de ses auditeurs, André Crocquet, prieur de l'abbaye d'Hasnon, publia, en 1574, un recueil plus complet de ses leçons³. Aussitôt auditeurs et amis, qui aimaient Galenus pour sa bonté et pour sa science, représentèrent à Crocquet quel service il rendrait à l'Eglise catholique en publiant les œuvres inédites de l'ancien professeur de théologie : ce serait, lui disait-on, prolonger après sa mort un enseignement si utile pour remédier aux scandales et à l'ignorance du clergé et repousser les attaques des sectaires ; et Crocquet choisit parmi les manuscrits de Galenus l'un de ceux qui semblaient le mieux convenir aux nécessités de l'époque, c'est-à-dire l'exposition de l'épître de saint Paul aux Hébreux⁴. Esprit concienieux et appliqué,

1. Voir la première et la dernière de ses catéchèses.

2. *Catechismi catholici ab eximio M. V. Mathæo Galeno Westcappellensi in scholis theologicis publice dicti Erotemata per singulas catecheses digesta Duaci anno 1565 et in hoc compendium opera Petri Colpini redacta* (Bibl. de Douai, Ms 471).

3. *Catecheses christianæ, Andreæ Croquetii, S. Theologiæ licentiati, confectæ et editæ opera et studio maximo, ex Mathæi Galeni, quondam apud Duacenses Cancellarii ac regii primariique professoris, homiliis catechetiis.*

4. « Dicebant id me debere christianæ reipublicæ, in qua nunc fæde

il écrivait toutes ses leçons, comme s'il eût dû les faire imprimer ¹; et d'ailleurs la plupart de ses ouvrages ne sont que la reproduction de ses cours. Les titres suffisent à nous montrer combien son enseignement répondait aux vœux des fondateurs de l'Université, si bien exprimés par Richardot, former des prêtres à qui l'on n'ait plus à reprocher de ruiner l'Eglise catholique « moribus inquinatissimis et stupenda ignorantia ». ² Travailleur et chercheur infatigable, il avait réuni en Allemagne une assez riche bibliothèque et il publia plusieurs ouvrages inédits, une *Vie de saint Denis*, œuvre très médiocre d'ailleurs, écrite par un abbé du ix^e siècle, Hilduin, et un traité de Rhétorique d'Alcuin, qu'il fit paraître peu de temps après son arrivée à Douai, en 1564.

L'Université s'attacha Galenus par tous les encouragements qui pouvaient retenir à Douai un tel maître : elle lui fit conférer la prévôté de Saint-Pierre, qui lui valut l'honneur de siéger en 1565 au synode provincial de Cambrai où, dans le sermon de clôture, il affirma la nécessité de réformer l'Eglise ³; puis la prévôté de Saint-Amé, moins lourde pour lui et à laquelle était attachée, nous le savons, la dignité de chancelier ; et, dernier témoignage de reconnaissance pour les services qu'il avait rendus à la Faculté de théologie, après sa mort (1573), ses héritiers obtinrent une somme de cent livres, « sur remonstrance faite par iceulx en faveur des bons debvoirs faictz par ledict feu au commencement de ceste Université » ⁴.

sordescit sacerdotium et quidquid est hierarchici ordinis eversum jacet partim nostris, hoc est, sacerdotum moribus inquinatissimis et stupenda ignorantia, partim sectariorum infandis conviciis et insectatione » (Préface). — Le titre de l'ouvrage est : *Enarratio Epistolæ ad Hebræos B. Pauli Apostoli, a Syro sermone in latinum conversæ, ex M. Galeni Vestcapellii prælectionibus concinnata opera ac studio Fr. Andreæ Crocquetii, etc.* On lit dans les *Prolegomena* qu'il se propose de montrer « quantopere nostris moribus hæc Pauli documenta conveniant ».

1. *De Sacerdotio*, Préface.

2. *De originibus monasticis Commentarius. — De votis monasticis. — Preces et Meditationes liturgicæ flandrice et gallice. — De nostri sæculi choreis Sententia*, etc. V. la liste des ouvrages de Galenus dans PAQUOT, III, p. 302-306.

3. HARTZHEIM, *Concilia Germaniæ*, t. VII, p. 89, et LABBE, t. XV, col. 231.

4. *Compte de l'Université, 1572-1573*,

Morillon l'a jugé « plus docte que eloquent¹ » et Paquot l'accuse d'avoir souvent manqué de critique, défaut qu'il n'attribue qu'à la multiplicité de ses occupations; de nos jours, ses panégyristes reconnaissent eux-mêmes que ses ouvrages « n'ont pas une valeur de premier ordre; il y manque de l'ordre et de la précision; ils se lisent difficilement »². Mais il nous appartient ici de juger surtout le professeur et il est certain qu'il a été un maître savant, dévoué à son enseignement et à la cause catholique: c'était le principal mérite que lui demandait l'Université.

Bossemius (Bossem)³ et Rubus (Dubuisson), qui entrèrent à la Faculté dix-huit mois après Galenus, étaient comme lui des sujets de Philippe II; l'un était né à Amsterdam, l'autre à Villers en Hainaut; comme lui aussi ils étaient élèves de l'Université de Louvain, d'où ils avaient été appelés à Douai, Rubus, dès la fondation de l'Université, comme président du Collège du Roi⁴, Bossemius en 1566 à la Faculté de théologie⁵: ce n'est qu'à partir de 1569 qu'ils portèrent le titre Bossemius de second professeur de théologie, Rubus de troisième professeur. Ils prirent le bonnet de docteur en théologie la même année (1571), en même temps que Stapleton et Guillaume Allen: rarement à Douai promotion fut aussi brillante⁶. Ils professèrent à l'Université de Douai jusqu'à leur mort, Rubus trente années (1595), Bossemius trente-quatre (1599), retenus à Douai par les faveurs les plus hautes: Bossemius devint, à la mort de Galenus, prévôt de Saint-Amé et par suite chancelier de l'Université, et Rubus prévôt de Saint-Pierre presque en même temps (1574). Aussi quelle influence un si long enseignement n'a-t-il pas exercée dans la Faculté de théologie! Ils y ont vraiment jeté, comme le dit un de leurs biographes,

1. *Correspondance du cardinal de Granvelle*, I, p. 15.

2. TH. BOUQUILLON, *loc. cit.* p. 254.

3. TH. BOUQUILLON, *Mathias Bossemius, Revue des sciences ecclésiastiques*, 1880, n° 249, p. 238-260.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 85, V. plus haut, p. 188.

5. Bien que Bossemius ne fût que licencié, la ville lui donna un traitement égal à celui du Dr Galenus (300 florins) et elle s'empessa de lui payer l'indemnité qu'il réclama pour le transport « de ses hardes de Louvain en ceste ville ». (*Compte de l'Université 1565-1566.*)

6. *Arch de Douai*, CC., 289, f° 100 r°. — V. plus haut, p. 316.

« les germes d'une riche moisson ». Les contemporains louent l'austérité de leur vie et leur rigoureuse observation de la discipline ecclésiastique. Rubus avait le plus grand mépris des honneurs et unissait à une modestie sincère une indifférence complète pour les préjugés du monde : on le voyait aller au marché dans le costume le plus simple, y faire lui-même ses provisions, les porter chez lui. Bossemius avait rarement recours, par humilité chrétienne, aux serviteurs de sa maison, et les biographes, entrant dans les détails les plus vulgaires de la vie, nous le montrent balayant sa chambre, faisant son lit, et, le vendredi, lavant sa vaisselle. A leur mort, ils abandonnèrent tous les deux leur fortune pour créer des bourses en faveur des écoliers pauvres.

La simplicité toute chrétienne de l'homme ajoutait à l'autorité du professeur ¹. Comme tous leurs collègues de la Faculté de théologie, ils veulent que leur enseignement contribue à la défense du catholicisme. C'est cette préoccupation qui inspire leurs livres : Rubus est un vulgarisateur ; il n'a écrit aucune œuvre originale ; en 1564, il publie la traduction latine d'un ouvrage d'Aristote ², qu'il dédie à Granvelle ; ce premier livre est destiné, dit-il, à témoigner son désir de servir et d'illustrer la nouvelle Académie ; et pendant longtemps cette traduction fut en usage dans l'Université de Douai ; en 1571, il fait paraître une *Historia ac Harmonia evangelica seu quatuor evangelistæ in unum historię corpus congesti* ; la pensée religieuse de ce volume est nettement exprimée dans la préface : le professeur de théologie de l'Université veut répandre au dehors la parole du Christ, dont abusent les Protestants : Quoniam... nihil esse potest Christianis utilius, quam si dicta et facta, vitam denique totam Domini Iesu, ducis sui perpetuo spectent et meditentur, eamque sibi proponant imitandam, volui et me et alios excitare, quo libentius et majore cum fructu, hæc sumeremus in manibus, immo si fieri posset, hæc quanquam nobis sineremus elabi e manibus ³. » Et des notes qui accompagnent le texte met-

1. A. MIRÆUS et BUZELIN. *Gallo-Flandria*, I, p. 185 c.

2. *Aristotelis Organum universum una cum Porphyrii Isagoge, interprete Joanne Rubo Hannonio*. Duaci, 1564.

3. Préface, p. 5.

tent le lecteur en garde contre les fausses interprétations de l'hérésie.

Nous n'avons sur l'enseignement de Bossemius qu'une seule indication, donnée par le professeur lui-même dans son *Oratio parænetica ad studiosos theologiæ palæstræ tyrones*¹, prononcée sans doute en 1585. Il explique à ses élèves pourquoi, dans l'exposition du Nouveau Testament, il reprendra une seconde fois saint Mathieu, au lieu de commencer par saint Jean ou par saint Luc : c'est que, dit-il, l'enseignement de la Théologie a été institué principalement pour fournir à l'Église, au milieu de ces temps de corruption et contre les embûches de Satan, de bons pasteurs ; or l'office d'un bon pasteur est de toujours placer devant les yeux de ses fidèles, la vie et la doctrine de Notre Seigneur, et de tous les Évangélistes le plus complet à cet égard, celui qu'il faut toujours faire lire, relire, apprendre par cœur à ceux qui veulent remplir dignement et avec fruit leurs fonctions pastorales, c'est saint Mathieu.

Le même souci de former pour l'Église des prêtres instruits et dignes de leur office se retrouve dans des discours qu'il prononça, à la promotion de docteurs en théologie, sur un point de discipline ecclésiastique assez délicat : « *De clericorum cum fæminis cohabitatione licitane ea sit annon* »² ; sa conclusion était aussi exclusive que possible : un prêtre ne doit pas vivre même avec sa sœur, dans la crainte des femmes qui peuvent la visiter et Bossemius, dit-on, ne parlait jamais à une femme que devant témoins. Pourquoi prononce-t-il l'*Oratio parænetica ad studiosos theologiæ palæstræ tyrones* ? Pour enseigner « *qualiter comparatus esse debeat qui recte Evangelio studere cupit* ». Il faut rapprocher de ce discours les conseils qu'il donnait aussi à un de ses auditeurs, qui était à la veille de devenir curé d'une église cathédrale³. Il entre lui-même dans la lutte active contre les hérétiques, écrivant une réfutation de Calvin, pour prouver que les païens croyaient à la

1. Imprimé en 1586.

2. *De clericorum cum fæminis cohabitatione licitane ea sit annon, tractatus ethicus*, in quinque distinctos sermones, omnes in panegyrico almæ Academiæ Duacensis consessu habitos, quando sex creandi essent sacrosanctæ theologiæ Magistri, Duaci, MDLXXXVI.

3. *De speciali Dei auxilio, quod nisi præsto adsit hominibus, quomodo in accepta illi semel justitia perseverare non possint usque ad finem*, etc.

divinité des statues qu'ils adoraient ¹. S'il ne nous reste rien des cours de Bossemius, n'en savons-nous pas assez pour dire que lui aussi a dignement occupé sa place dans la Faculté de théologie et que son nom doit figurer parmi ceux des plus savants défenseurs du catholicisme aux Pays-Bas?

Malgré les qualités d'humilité et de modération que ses panégyristes vantent chez lui, peu de docteurs de la Faculté de théologie ont eu une vie aussi agitée par les procès ou les contestations de toute espèce. Il se plaint lui-même d'avoir été en butte à des procès scandaleux avec des hommes « a quibus, dit-il, id minime omnium oportuerat »; il fut même sur le point d'abandonner sa chaire; mais, ajoute-t-il, « id bona cum catholica majestatis gratia non licuit » ²; puis nous le retrouvons mêlé aux débats de la Faculté de théologie avec les jésuites, soit qu'il approuve les censures prononcées, malgré Stapleton, contre les propositions de Lessius, soit qu'il s'élève avec le professeur Baudouin Rythove contre l'enseignement du P. Deckers sur la grâce et la prédestination ³. Nous savons enfin que l'humilité de Bossemius était toute personnelle, car lorsqu'il fut prévôt de Saint-Amé, au nom de la Collégiale, il disputa au Recteur de l'Université dans le chœur de l'Église une première stalle, que réservaient au chef de l'Université les traditions universitaires de Louvain et de Douai, la volonté du Pape et la décision du roi.

Aux premiers rangs des professeurs qui ont fondé l'enseignement de la théologie à Douai se placent deux des plus illustres docteurs de la nouvelle Université, que les persécutions d'Elisabeth avaient chassés d'Angleterre, Guillaume Allen et Thomas Stapleton ⁴. Ils apportèrent dans leur exil une égale ardeur de polémique, née de la persécution et excitée dans les Pays-Bas par le spectacle des troubles religieux. Allen avait vingt-six ans, lorsqu'il se réfugia pour la première fois à Louvain en 1558; rentré en Angleterre, puis encore chassé, il se fit ordonner prêtre à Malines et, à partir de ce moment, il se donne tout

1. *De stupidissimæ et veræ idolatriæ, quæ quondam apud Ethnicos fuit, hypocoristica interpretatione eademque fraudulenta et falsa oratio catholica contra J. Calvinum hæreticum.*

2. *Oratio parænetica.*

3. BOUQUILLON, *loc. cit.*, p. 245-252

4. DODD, *The Church History of England*, II, p. 44-54 et 84-87.

entier à la défense du catholicisme : tous les articles de la foi catholique attaqués par les anglicans, les sacrements, l'eucharistie, le purgatoire, la prédestination, l'autorité des prêtres, trouvèrent en lui un défenseur redouté du gouvernement anglais, qui interdit la lecture de ses écrits ¹. Nous verrons comment il fut amené à fonder à Douai le collège Anglais ². L'Université chercha à s'attacher un maître aussi actif et aussi passionné à la lutte contre le protestantisme : elle espérait que le souvenir de l'enseignement de Richard Smith attirerait en grand nombre les catholiques anglais aux cours de deux compatriotes exilés comme eux, Allen et Stapleton.

C'est en 1570 qu'Allen fut nommé professeur ordinaire de catéchisme ; puis il fut chargé de professer les matières controversées et de présider les disputes sabbatines. Les premières études et les travaux d'Allen l'avaient préparé à cet enseignement : les auteurs étaient très rares alors pour les controverses théologiques, et le rôle du maître était plus personnel que dans toute autre chaire : sa parole était tout, et l'on retrouve dans les traités qu'il publiait l'esprit et quelquefois tous les développements de ses leçons ³. Un cours de controverses variait suivant les époques : en 1570, à l'Université de Douai, les « matières controversées » étaient les passages de l'Écriture mal interprétés par les hérétiques et, dans les leçons d'Allen, surtout les points contestés par les anglicans ⁴. Reçu docteur en 1574, il occupa régulièrement sa chaire à l'Université jusqu'en 1575 ; et ses derniers cours, de 1575 et de 1576, sur le *Maître des Sentences*, recueillis par ses auditeurs, sont parvenus jusqu'à nous ⁵. Mais des séjours fréquents et prolongés à Rome, la fondation de nouveaux collèges anglais, les troubles qui éclatèrent à Douai en 1578, l'éloignèrent trop souvent pour qu'il pût continuer ses

1. DANCOISNE, *Le Collège anglais pendant la Révolution*. Introduction, p. XIV, note.

2. *Ibid.*, p. XXI-XXII.

3. Les principaux ouvrages publiés par Allen soit avant, soit pendant son séjour à Douai, donnent le caractère de ses controverses : *De sacramentis in genere*, — *De sacramento Eucharistiæ*, — *De Missæ sacrificio*, — *De auctoritate Sacerdotum per sacramentum pœnitentiæ*, — *De purgatorio et oratione pro defunctis*, — *De indulgentiis*, etc.

4. PITSEUS, *De illustribus Angliæ scriptoribus*, p. 792-794.

5. Bibl. de Douai, Ms 473.

cours à la Faculté de théologie, et la fin de sa vie n'appartient plus à l'Université; créé cardinal du titre de Sainte-Marie aux Monts en 1587, nommé archevêque de Malines (1589), il ne put aller prendre possession de son archevêché; le Pape le retenait auprès de lui à Rome et c'est là qu'il mourut en 1594.

Stapleton resta à l'Université de Douai bien plus longtemps qu'Allen; ce n'est qu'en 1590 qu'il quitta Douai pour aller à Louvain, après la mort de Michel de Bay, occuper la chaire d'écriture sainte. Il était plus jeune qu'Allen de trois ans. Maître es arts à vingt et un ans, il enseigna en 1556 au Collège Neuf d'Oxford et chassé d'Angleterre, à l'avènement d'Elisabeth, il se réfugia à Louvain, avec un grand nombre de ses compatriotes; là il étudia la théologie, puis se rend à Paris pour se perfectionner dans le grec et le latin, et, décidé à combattre l'hérésie par l'enseignement et par les livres, il va d'abord à Rome, pour montrer son attachement à la pure doctrine romaine que repoussaient les anglicans. Rappelé en Angleterre par son père, il dut bientôt s'exiler une seconde fois. Il était à Louvain lorsqu'en 1569, Allen, qui connaissait son mérite, l'engagea à venir à Douai. Stapleton l'aida dans l'organisation du collège anglais, fit des leçons de théologie dans les abbayes de Marchiennes et d'Anchin; enfin en 1570, il devint, avec Allen, professeur ordinaire du catéchisme et il ne tarda pas à rester seul chargé de cet enseignement. Les Comptes de l'Université nous apprennent quel fut le succès de ses premières leçons: après son doctoral, en 1571, on augmente son traitement « en faveur et reconnaissance tant de son petit salaire à cause de sa d^e profession comme aussi en considération de la recommandation faite par la Faculté de théologie ». Il n'enseigna pas sans interruption jusqu'en 1590: il fut chassé de Douai par les troubles de 1578; après un second voyage à Rome, il remonta dans sa chaire; mais il crut pouvoir combattre plus activement le protestantisme et travailler plus efficacement à son salut, en entrant dans la société de Jésus: deux années d'épreuve le détournèrent d'un genre de vie contraire à sa santé et il revint à Douai, où il resta jusqu'en 1590. Mais ses relations avec les Jésuites lui firent tort quelquefois auprès de ses collègues de la Faculté de théologie: dans une lettre adressée à Michel de Bay (oct. 1587), il désapprouvera

la censure des docteurs de Louvain contre les propositions du P. Lessius relatives à la grâce, à la prédestination et à l'inspiration des livres saints : les docteurs de Douai, qui eurent sans doute connaissance de cette lettre, cessèrent dès lors d'appeler Stapleton à leurs assemblées académiques, exclusion dont il se félicita bientôt, en les voyants s'associer à la censure de Louvain ¹.

Stapleton mourut à Louvain en 1598 et son épitaphe rappelle exactement le caractère des œuvres assez nombreuses qu'il a laissées, « relictis laborum suorum monimentis... quæ quanta fuerit ejus industria, quanta animi pietas, quam accensum veritatis catholicæ propugnandæ studium, omnibus ea lectoris testatum facient » ². Presque tous ses ouvrages ont été écrits à Douai et beaucoup sont nés en quelque sorte au sein de l'Université. L'un des plus considérables est le *De universa justificationis doctrina hodie controversa* (Paris, 1582). Stapleton le dédie à Alexandre Farnèse pour lui apprendre quel service peut rendre à l'Église catholique la Faculté de théologie de Douai dont ce livre est sorti et combien l'Université se rend digne de la protection du gouverneur. « Tua profecto, écrit-il, et animi maxima et Religio in Deum singularis... me compulerunt ut... orthodoxæ fidei zelatori maximo atque ecclesiæ Romanæ devotissimo disputationes de fide gravissimas dedicarem, et denique Regis nostri Catholici vicario supremo, in Academia Regia elaboratum opus, professor regius nuncuparem. » De presque chacun de ses livres, Stapleton pouvait dire « in Academia regia elaboratum opus, » et particulièrement du *De principiis fidei doctrinalibus* (1579), avec sa suite, le *Successionis Ecclesiasticæ Defensio amplior et fugitivæ ac latentis protestantium Ecclesiæ Confutatio copiosior* (1580), et aussi du *Speculum pravitatis hæreticæ per orationes ad Ocu-*

1. V. la lettre de Stapleton à l'évêque de Middelbourg (11 mai 1588) : « Sic respondi ut facile intelligeret nec illam censuram mihi placere, nec amorem Societatis in me imminutum fuisse... Nescio an Facultas... illam (responsionem) suboluerit. Certe ad suum concilium me ab eo tempore non vocavit. » (LÉVIN DE MEYER, I, 10.)

2. On peut encore juger aujourd'hui des polémiques qu'il soutenait de sa chaire par un de ses cours manuscrits, acheté récemment par la Bibliothèque Royale de Belgique et intitulé : « *Dictata eximii Dñi m̃ri ñri, Dñi Thomæ Stapletonii controversarum professoris almae Duacensis Academiae in 4^m S̃ntiarum libri*, 1580, 12 August. » (Bibl. Roy. de Belgique, Ms. B. 566.)

lum demonstratæ (1580). La plupart de ses *Orationes Academicæ miscellanæ* ont été prononcées à Douai et en particulier le *De animi excolendi studio et quo modo Philosophorum in ea re errore Christi doctrina correxerit*, qu'il fit en 1570, lorsqu'il devint professeur du catéchisme, et le *De Hæresis recidiva in Belgio, oratio in Comitibus Doctoralibus habita Duaci 15 Octobris* 1585. Enfin il prononça quatre oraisons funèbres en l'honneur de personnages qui ont fait beaucoup pour la religion catholique et pour l'Université de Douai, Richardot, Galenus, l'abbé d'Anchin Lentailleur et l'abbé de Marchiennes, Arnold de Ganthois. Mais les livres composés par Stapleton pendant son séjour à Douai ne suffisent pas à nous faire connaître tout son rôle dans les polémiques religieuses du xvi^e siècle : il faut lire la longue liste des ouvrages publiés contre lui, surtout en Angleterre, et l'on jugera en même temps de la place qu'occupait dès l'origine l'Université de Douai dans la réaction catholique des Pays-Bas¹.

Tels sont les professeurs qui ont fondé l'enseignement de la théologie à l'Université de Douai. Pour juger de l'influence de la Faculté de théologie, il faudrait les suivre dans leurs prédications. La plupart d'entre eux regardaient ces prédications comme de leur profession : c'était un vaste enseignement public qui complétait l'enseignement particulier de l'Université : les comptes de l'Université font souvent mention de sommes accordées « en gratis » pour les prédications ; les œuvres des professeurs de l'Université comprennent toujours un certain nombre de sermons prononcés pour l'édification du peuple. M^e Pierre Colpin, docteur en théologie, reçoit en 1575 la somme de cent livres « en rescompense et recognoissance des labeurs par luy supportez à annoncer la parole de Dieu festes et dimanches pour l'instruction du peuple de ceste ville, en quoy il s'est employé fort diligemment durant cette année »².

Ce serait avoir une idée incomplète de l'étendue et de l'importance de l'enseignement de la théologie à Douai que de s'en tenir aux noms des docteurs qui occupaient une chaire et professaient dans les salles de l'Université. Un lien étroit unis-

1. PAQUOT, II, p. 526-533. — PITSEUS, p. 796-798.

2. Arch. de Douai, CC, 294, f^o 111 r^o et v^o.

sait les couvents à la Faculté de théologie. Dans d'autres Universités, à Paris par exemple, la Faculté de théologie n'était même au moyen âge qu'une fédération de communautés régulières et séculières et, en 1253, sur douze chaires, neuf étaient dans les couvents¹. A Douai, la Faculté de théologie avait une existence plus indépendante et les professeurs que nous avons nommés étaient bien les professeurs de l'Université. Cependant les Franciscains et les Dominicains fondèrent dans leurs maisons des écoles, se firent immatriculer à l'Université et obtinrent pour leurs novices le droit de prendre leurs grades à la Faculté de théologie, sans être tenus d'en suivre les cours²; les collèges religieux groupés autour de l'Université étendaient son influence, les docteurs qui y enseignaient étaient les collaborateurs les plus actifs des professeurs de l'Université, car tous travaillaient également à former des prêtres intruits et zélés pour la défense du catholicisme.

Signalons dans ces maisons les docteurs que l'Université considérait alors comme au nombre de ses maîtres, en les faisant figurer sur ses comptes. Nous connaissons Adrien Delattre, à qui fut confiée l'organisation de l'enseignement de la théologie chez les Dominicains. Les premiers comptes de l'Université citent encore Godefroy Fabry ou Fabricius Léodius: c'était, dit le rédacteur des Comptes, un docteur de « grand scavoir et renommée tant en piété comme ès lettres saintes »; il avait longtemps fait profession publique à Louvain. « Affin de plus promouvoir et avancer l'estude des saintes lettres comme aussi affin de rendre l'Université plus fameuse a cause de la célébrité dudict personnage » les échevins le chargèrent de faire profession et prédication publique au couvent de Saint-François, à celui des Cordeliers et autres lieux désignés par eux³. Son enseignement ne dura exactement qu'une année, du 1^{er} avril 1566 au 1^{er} avril 1567.

Jean Procureur, d'abord président de la « bonne maison » des Huit Prêtres, puis président du collège de Marchiennes, est cité sur les comptes, depuis 1567 jusqu'en 1573, à la suite des professeurs de la Faculté de théologie, pour une pension

1. THUROT, p. 112 et 132.

2. P. LEPREUX, p. 267-279.

3. *Comptes de l'Université 1565-1566 et 1566-1567.*

de 150 florins « en faveur des bons exercices qu'il faict journellement pour le bien et avancement de l'Université et en regard de sa bonne qualité ». Malgré ces bons exercices, les administrateurs de la dote, qui cherchent en 1571 à diminuer les dépenses de l'Université, auxquelles ils ne font face que bien difficilement, voudraient que Jean Procureur fût « induict par la meilleure voye que faire se porra... de soy deporter de lad^e pension ». Ils la lui donnent encore en 1572, mais en mettant en marge : « Ne soit plus payée ceste pension por l'advenir », et en 1573, le nom de Jean Procureur est suivi de la mention « néant ».

Les théologiens des couvents n'ont pas tous été en fort bons termes avec leurs collègues de la Faculté de théologie. On sait l'histoire de Jean Ghery. Il fut chargé, en 1568, de l'organisation de l'école des Franciscains et Cottereau le recommandait en ces termes au Magistrat de Douai : « Mess. de l'ordre de Saint-Francoyz, duquel vos avez une maison en vostre dicté ville, cognoissant la singulier affection et desir magnanime et royal qu'a Sa Majesté d'avancer votre Université et la faire florir principalement en l'exercice, profession des saintes lettres, ont en leur dernier chapitre délégué certain personnage de leur ordre notable et de marque pour résider en vostre dicté ville et faire tel debvoir que advisera estre bon. Mons. notre maître Ghery... oultre ce quil est fort versé aux langues eloquent et fort exercé en prédication, il entend bien la manière pour dresser et former une escholle de theologie et si a bon vouloir de s'y employer » ¹. Ghéry était l'ancien confesseur de la duchesse de Parme, assez mal vu en cour à cette époque pour avoir tenu des discours hardis « contre les Espagnols *in publico suggestu* devant Madame de Parme à l'arrivée du duc d'Albe ². » D'ailleurs très savant, il avait comme Pic de la Mirandole soutenu une thèse *De omni re scibili* ³. Mais, caractère violent, à peine arrivé à Douai, il entra en lutte avec l'ancien collègue de Cottereau, Galenus, à propos de la messe des Sept-Douleurs de Notre Dame : Galenus

1. Lettre de Jean Cottereau aux échevins de la ville de Douai, 4 novembre 1568, *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

2. Lettre du Prévot Morillon au cardinal de Granvelle, 31 mai 1569, *Corresp. du cardinal de Granvelle*, III, p. 590-591.

3. BUZELIN, *Gallo Flandria* I, p. 39 B.

ne voulait pas qu'on célébrât cette messe, parce que, disait-il, Notre Dame n'avait « senti aucune douleur en ce qu'elle scavoit consister la Redemption et salut du genre humain »¹. Ghery se comporta « insolentement en ses prédications » sans « prudence et modestie »; l'archevêque de Cambrai, l'évêque d'Arras, l'abbé d'Anchin s'émurent et, malgré les réclamations du couvent, qui supplia les échevins de ne « trouver bon le partement » de Ghery², le docteur batailleur fut rappelé à Tournai.

La plupart des séminaires ou collèges créés à Douai, à la suite de la fondation de l'Université de Douai, envoyaient à l'origine leurs étudiants aux cours de la Faculté de théologie : les collèges des Prêtres Anglais, des Bénédictins Anglais et de Saint-Vaast, le séminaire du Roi, le séminaire des Evêques, le séminaire des Six-Prêtres, le séminaire Moullart, le collège de Notre-Dame de la Foi, le séminaire d'Hennin, le séminaire de la Motte, le séminaire de la Torre, l'Hôtel des Nobles, le collège des Ecossais, le séminaire Irlandais, le séminaire de Saint-Amand logeaient seulement des étudiants ou des prêtres, pour la plupart boursiers, et à l'intérieur de la maison on suivait seulement des conférences dirigées par les supérieurs ou présidents et dont le sujet était la leçon reçue dans les cours de la Faculté de théologie.

3° LE COLLÈGE DES PRÊTRES ANGLAIS.

Le premier collège qui se fonda auprès de la Faculté de théologie fut le *Collège des Prêtres Anglais* ou le *Collège du Pape*. Il n'en est pas qui, par son origine et par sa destination, se rattache plus étroitement à l'histoire de la fondation de l'Université de Douai. Il est bien une création de l'Université et de la Faculté de théologie en particulier : son fondateur est un professeur de la Faculté de théologie, Guillaume Allen; l'idée de sa création a pris naissance dans une conversation d'Allen avec

1. Morillon à Granvelle, *loc. cit.*

2. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

un docteur de la Faculté des deux droits, Vendeville, que nous avons pu considérer comme le vrai fondateur de l'Université et qui, presque en même temps, cherchait à installer dans les bâtiments de l'abbaye d'Anchin d'autres soldats de la cause catholique, les jésuites; le Collège Anglais est créé pour former des prêtres qui iront combattre l'hérésie en Angleterre, et la liste de ses martyrs sera longue dans cette lutte contre le protestantisme anglais, enfin l'enseignement y comprendra surtout les sciences théologiques et, seulement à partir de 1593, les humanités.

Dès ses origines, l'Université de Douai avait eu parmi ses maîtres et ses élèves des réfugiés anglais. Lorsque l'avènement d'Elisabeth donna le signal de l'émigration catholique, les fugitifs anglais se portèrent naturellement vers les pays Flamands. La proximité, les anciennes relations commerciales, l'habitude même qu'ils avaient prise sous le règne de Marie Tudor de considérer Philippe II comme leur souverain, tout poussait les catholiques vers les Pays-Bas¹, qui furent en quelque sorte le premier champ de bataille où se rencontrèrent dans leur guerre religieuse Elisabeth et Philippe II: tandis que le roi d'Espagne y accueillait et protégeait les exilés catholiques, la reine d'Angleterre y encourageait les complots protestants².

Des premiers quittèrent l'Angleterre les docteurs ou les étudiants des Universités d'Oxford et de Cambridge et les communautés religieuses³; l'attention du gouvernement s'était surtout attachée à ces centres intellectuels: l'enseignement de la théologie y avait nécessairement une grande influence sur les destinées religieuses de l'Angleterre, et là se trouvait réunie, pour enseigner ou pour apprendre, la partie la plus éclairée de la nation

1. THOMAS FRANCIS KNOX, *The first and second diaries of the English College Douay*, Historical Introduction, XIX.

2. *Relations politiques des Pays-Bas et de l'Angleterre sous le règne de Philippe II*, publiées par le baron KERVYN DE LETTENHOVE. — V. aussi pour la gouvernance de Lille, Douai et Orchies, plusieurs pièces des *Papiers d'Etat et de l'Audience* (Archives du royaume de Belgique) et en particulier n° 90 (sept. à déc. 1559), Lettre de Wallerand Hangouart à Marguerite de Parme, 8 nov. 1559.

3. DESTOMBES, *La Persécution religieuse en Angleterre sous le règne d'Elisabeth*, p. 113.

ou au moins celle dont l'assentiment ou la résistance aux nouvelles doctrines décideront de la religion de l'Angleterre. Les deux Universités anglaises, disent les écrivains catholiques, furent en peu de temps presque complètement abandonnées. Dès 1559, l'évêque intrus de Salisbury, Jewell, se plaignait de l'état déplorable de l'Université d'Oxford. « Il n'y a pas, écrivait Parker à Elisabeth, plus de deux maîtres qui soient capables d'enseigner ou qui le veuillent. » Et les historiens anglais de l'époque sont unanimes à constater ou la désertion des écoles ou l'insuffisance de ceux qui y demeurent : « Au commencement du règne d'Elisabeth, dit Antoine Wood, l'Université d'Oxford fut si déserte, après que le changement de religion eut éloigné les catholiques, que rarement on entendait prêcher dans l'église Sainte-Marie. Dès l'année 1564, on ne trouvait plus au Collège Morton un sujet qui pût ou voulût prêcher, tant il y avait peu de théologiens, non seulement dans cet établissement, mais encore dans toute l'Université ¹. »

Naturellement, l'émigration se porta d'abord vers les deux villes universitaires des Pays-Bas, Louvain et Douai. Plusieurs étaient à Douai, à l'inauguration de l'Université. Maîtres anglais attiraient élèves anglais. « Pour son respect, écrit la duchesse de Parme en parlant de Smith, y estoient venuz plusieurs autres Anglois catholiques ². » Les cours à peine ouverts furent fréquentés par des Anglais auxquels l'Université promettait ce qu'ils cherchaient sur le continent, des armes contre l'hérésie. Aussi ne devait-il pas être difficile à Allen de grouper quelques élèves dans son collège et nous verrons avec quelle rapidité le nombre s'en accroîtra dès les premières années. A Louvain on se contenta d'écrire des livres contre l'hérésie ³. A Douai, Allen voulut former des prêtres qui retourneraient en missionnaires sur le sol anglais prêcher le rétablissement de l'Eglise catholique. « Ils s'acquittèrent dignement, dit l'auteur de l'histoire du Collège de Douai, du devoir de soldat et de général. Sa prudence lui fit voir que ses troupes dispersées étaient trop exposées aux périls et aux surprises de l'ennemi et qu'elles

1. DESTOMBES, p. 71-73. — DODD'S *Church History*, t. II, p. 138 et 142.

2. Lettre du 15 septembre 1563. *Correspondance de Marguerite*, III. p. 114.

3. KNOX, *Op. cit.* XIX. — Valère André, *Fasti Academici*, p. 85-86. — DODD'S *Church History*, p. 75-77, 95-97, 100-101, etc.

deviendroient plus formidables, si elles étoient ramassées en corps ¹. »

Allen n'étoit pas encore fixé à Douai lorsqu'il conçut l'idée première de son collège. Voici dans quelles circonstances. Il se rendait à Rome avec Vendeville et son ancien maître Morgan Philips. Vendeville allait soumettre au Pape un projet pour la conversion des infidèles en Orient ou pour le rachat des chrétiens prisonniers dans les Etats barbaresques. Ils ne purent être reçus par Pie V; mais le voyage ne fut pas sans résultat car, au retour, en exposant à Allen les regrets de son échec, Vendeville inspira à son compagnon l'idée de faire lui aussi quelque chose pour la conversion d'autres hérétiques, c'est-à-dire des Anglais restés en Angleterre.

Allen a lui même exposé plus tard dans quelle intention il avait créé le collège Anglais et les origines de cette maison. « C'est vous, écrivait-il à Vendeville, qui avez pour ainsi dire présidé à toute l'entreprise et qui avez aidé à son premier entretien, alors que les Anglais n'y contribuaient que fort peu, ne comprenant pas qu'un collège aussi modeste pût être d'un grand secours pour la conversion d'un royaume ² ». Et il lui rappelait, comme il le fait dans son *Apologie des Séminaires anglais*, le triple objet qu'il avait en vue : c'était 1° attirer les jeunes Anglais, qui, pour la sûreté de leur conscience, vivaient dans les Pays-Bas et, au lieu d'études isolées et sans règles, leur offrir des cours réguliers, des conférences en commun et des exercices publics; ces jeunes gens deviendraient ainsi plus aptes à servir un jour leur patrie, quand il plairait à la miséricorde divine de les y ramener; — 2° dans le cas où le schisme se prolongerait longtemps encore, les maladies et la persécution feraient sans doute disparaître peu à peu tous les catholiques instruits restés dans le royaume ou exilés : c'était donc un devoir nécessaire de pourvoir à l'avenir de la religion catholique en Angleterre, en conservant la semence sacerdotale, c'est-à-dire un clergé fidèle qui, au moment favorable, irait restaurer la religion en Angleterre; — 3° enfin attirer dans le collège d'excellents esprits, désireux de recevoir une instruction plus solide que celle que donnent maintenant les Universités

1. Page 13.

2. *Litteræ D. Alani ad D. Vendevillum*, 1578 ou 1580, cité par Knox, p. XXVI.

d'Oxford et de Cambridge : aux uns leur conscience ne permet pas de reconnaître à la reine la suprématie dans les choses spirituelles ; d'autres sont dans un état de doute et d'incertitude sur les deux religions ; quelques-uns enfin ne veulent pas être forcés d'entrer dans le ministère ecclésiastique comme cela se pratique maintenant en divers collèges des Universités ¹. Il ne s'agissait donc pas à l'origine de préparer des prêtres pour la mission anglaise, tant que le pouvoir serait entre les mains des hérétiques, et ce n'est que plus tard que le collège devint un séminaire de missionnaires, comme d'ailleurs l'avait toujours espéré Vendeville ².

Allen était à peine rentré à Louvain que Vendeville l'invita à venir fonder à Douai son collège. Il loua une vaste maison près des écoles de théologie et il en prit possession à la fin de septembre 1568. Mais avec quelles ressources entretenir le nouveau collège ?

Vendeville, dont le nom mérite de figurer à côté de celui d'Allen comme fondateur du collège Anglais, avait obtenu quelques donations particulières, par exemple des abbés de Saint-Vaast, d'Anchin, de Marchiennes et d'autres, qui contribuaient déjà à l'entretien de l'Université. Mais ces premières libéralités étaient bien précaires, car les guerres civiles avaient ruiné plusieurs des bienfaiteurs du collège et en Angleterre, les exilés étant considérés comme des rebelles, il était sévèrement interdit de leur envoyer de l'argent ³. Professeur à la Faculté de théologie, pourvu d'un canonicat à Cambrai, Allen appliqua à l'entretien du collège le traitement de sa chaire ⁴ et les revenus de son canonicat ⁵.

Ressources bien insuffisantes, si le Pape et le gouvernement n'avaient soutenu de leurs deniers l'œuvre d'Allen. A la fin de l'année 1568, Pie V approuvait et confirmait la fondation du

1. WILL. ALLEN, *Apology for the English seminaries*, p. 21 et suiv. — DESTOMBES, *Op. cit.*, p. 304.

2. KNOX, p. XXVI et XXVII.

3. *Ibid.*, p. XXXV.

4. « Totum suum stipendium... in communem usum convertens ». The first and second Diaries, etc., Appendix, p. 377.

5. KNOX, p. XXXV et XXXVIII et Appendix, p. 377 — DANCOISNE, *Op. cit.*, p. XIX.

collège anglais¹, et la plupart des évêques anglais étant morts exilés ou emprisonnés, Allen reçut des papes Pie V et Grégoire XIII le droit d'ordonner les prêtres qui sortiraient de son collège pour la mission en Angleterre. Il eut auprès de Grégoire XIII la recommandation des jésuites d'Anchin, qui vantèrent les services rendus par le collège anglais à la cause catholique et, à Rome, l'appui du général des jésuites, le père Mercurien. Le 15 avril 1575, le Pape accorda au collège une pension de cent écus d'or par mois, « pour faciliter le développement d'une œuvre si louable et si utile aux âmes » et en 1579 cette pension fut encore élevée de la moitié².

En même temps, Vendeville cherchait à intéresser le gouvernement aux efforts d'Allen : une première lettre au duc d'Albe resta peut-être sans réponse³. Mais plus heureuse fut la démarche qu'il fit dans la suite auprès de Viglius. Il lui peignait le nouveau Collège sous des couleurs qui ne pouvaient manquer de toucher le président : les Anglais à qui le Collège est destiné, lui écrit-il, sont des jeunes gens distingués et de grande espérance, déjà avancés dans l'étude de la théologie : on veut les former à la controverse religieuse et leur enseigner à fond l'histoire et l'antiquité ecclésiastiques. Ils iront en Angleterre défendre la religion catholique même au péril de leur vie, accompagnés des jeunes Flamands auxquels s'ouvrira aussi le collège. Un ministre de Philippe II peut-il ne pas encourager comme des auxiliaires de la politique de son maître ceux qui espèrent, avec l'aide de Dieu, rétablir promptement la religion romaine dans le royaume d'Elisabeth ? La conclusion de la lettre était : pour une si belle œuvre, sollicitez du duc d'Albe une somme de deux ou trois cents couronnes à prendre par exemple sur les biens confisqués⁴. Ce n'est qu'en 1578, c'est-à-dire dix années après la fondation du collège que Philippe II lui accorda une pension de 1.600 florins, dont il laissa la libre disposition à Allen et à ses successeurs⁵.

1. *Collegii Anglo Duaceni Diarium primum*, p. 4.

2. KNOX, p. XXXV-XXXVIII et Appendix, p. 377. — DANCOISNE, *Op. cit.*, p. XIX.

3. KNOX, p. XXVIII.

4. Tierney's Dodd, vol. II, Append. p. CCCXXX. Cité aussi par Possoz, *Mgr Jean Vendeville*, p. 161-163 et KNOX XXVIII.

5. DANCOISNE, *Op. cit.*, Introd., p. XX.

Malgré la générosité du Saint-Siège et de Philippe II, le collège eût-il pu vivre, si quelques-uns de ses membres n'avaient eux-mêmes payé une pension et sans les libéralités qu'il dût à la reconnaissance d'anciens élèves ¹ ?

Le nombre des membres du collège s'était en effet assez rapidement accru et la cause de ce succès rapide, dit le Dr Humphrey Ely, est que le collège s'ouvrait à tout exilé qui se présentait, riche ou pauvre, avec ou sans recommandation et, après une expérience de quelque temps, ceux qu'on ne jugeait pas dignes de demeurer au collège étaient congédiés avec les plus grands égards et quelque argent dans leur bourse ². Le collège comprenait des étudiants en théologie : ils étaient exemptés du paiement de la pension, comme tous ceux qui entraient au séminaire avec la pensée d'y recevoir les ordres, puis des fils de gentilshommes, qui venaient étudier à Douai les humanités, la philosophie et le droit et chercher au collège une éducation catholique : ceux-là payaient leur pension ³. Mais en outre le collège était comme une sorte d'asile ouvert gratuitement à tout exilé anglais dénué de ressources ⁴, et quelques fugitifs y viennent résider provisoirement avec leurs serviteurs, en attendant qu'ils s'installent définitivement dans une ville du continent ⁵. Nous voyons même qu'à côté des Anglais, Allen admet, en 1576, le fils d'un habitant de Dunkerque, qui avait rendu les plus grands services au collège, soit pour le voyage d'Angleterre, soit pour le transport des lettres et des livres ⁶.

On douta à l'origine du succès du collège ⁷. Mais Allen n'a-

1. *Mémoire de M. Placide de Bailliencourt sur l'Université de Douai*, en 1790, publié par l'abbé DEHAISNES, p. 38. (*Mém. de la Soc. d'agric. etc. de Douai*, t. VIII, 2^e série.)

2. Dr HUMPHREY ELY, *Certain brief notes*, etc. Paris 1602, p. 212.

3. *Literæ Alani ad Vendevillium*, 1578 ou 1580. Ms English college, Rome, cité par KNOX, p. XXXIV.

4. *Diarium secundum*, p. 98 (5 déc. 1575) et p. 99 (9 janv. 1576).

5. « Suis sumptibus ad tempus se reficiunt ». *Diar. Sec.*, p. 104 (17 mai 1576.)

6. *Diarium secundum*, p. 105 (18 mai 1576).

7. « Non tum defuerunt tam pio conatui ac sapienti consilio vituperatores ; ...quibus sermonibus quosdam juvenes et quasdam elemosinas initio avertunt. » (*The first and second diaries etc. Append.*, p. 377.)

t-il pas laissé à Louvain beaucoup de ses compatriotes, qu'il a connus à Oxford et dont plusieurs s'empresseront, dès le début, de se rendre à son appel? En 1568, le collège ne compte que six membres, quatre Anglais et deux Belges. Les Anglais viennent à Douai, parce qu'Allen leur offre un asile où ils travailleront en commun pour la foi catholique et aussi parce qu'à Douai est une Faculté de théologie, où ils pourront continuer leurs études interrompues à Oxford et prendre leurs grades. Richard Bristow a le premier répondu à l'invitation d'Allen; il n'est arrivé dans les Pays-Bas que depuis une année; il a réussi à rester en Angleterre jusqu'en 1567, sans d'ailleurs être inquiété pour ses opinions religieuses : il y était considéré comme un des membres les plus distingués de l'Université d'Oxford. Mais le jour où il craignit de ne pouvoir demeurer plus longtemps dans l'île sans renoncer à sa foi ou sans y souffrir pour elle, il s'exila volontairement ¹. Il se retira d'abord à Louvain, puis vint à Douai, et la réputation qu'il y apportait attira plusieurs de ses compagnons d'exil dans le collège Anglais ². Avec lui entra au collège John Marshall, comme lui élève de l'Université d'Oxford et déjà bachelier en droit canon et en droit civil, lorsque l'avènement d'Élisabeth l'obligea à se réfugier, à Louvain, où il commence l'étude de la théologie : il la continua à Douai et, au mois d'août 1567, il passait le premier acte du baccalauréat et les deux suivants le 22 juin et le 6 juillet 1568 ³. Le troisième élève que reçut le collège en 1568 est Edouard Ridsen, moins connu que les deux autres et qui, comme Bristow, n'était dans les Pays-Bas que depuis 1567 ⁴. Enfin John White était le quatrième de ces « jeunes gens de grande espérance », comme dit Vendeville, qui désiraient, dans un asile modeste, continuer leurs études théologiques ⁵. Nous ne dirons rien des deux Flamands, Philippe Ravaston et Simon Colier, que nous connaissons seulement comme élèves du collège Anglais; ils avaient désiré s'as-

1. « Spontaneus exul. » PITSEUS, *De illustribus Angliæ scriptoribus*, p. 779.

2. DODD, II p. 59. KNOX, p. XXIX et *Collegii Anglo Duaceni Diarium primum seu Alumnorum catalogi*, p. 3.

3. DODD, II, p. 113, et KNOX, p. XXIX. Append. p. 272.

4. DODD, II, p. 142.

5. DODD, II, p. 130. Lettre de Vendeville à Viglius.

socier à l'œuvre d'Allen; mais la pension de sept gros de Flandre que leur faisait le collège était trop faible pour ceux qui n'avaient aucune fortune personnelle, et au bout de quelques mois, Ravaston, Colier et John Marshall se retirèrent.

Mais ces départs ne menacèrent pas l'existence du collège et, grâce aux relations de ses membres avec les autres exilés, les trois places vacantes furent bientôt occupées. Ce sont d'abord Thomas Darrel et Richard Storey¹, qui, sur l'invitation d'Allen, quittent l'Université de Louvain; puis Thomas Wright qui, après avoir abandonné l'Angleterre dès l'âge de seize ans, avait étudié dans plusieurs écoles de l'Europe, à Rome la philosophie, à Milan la théologie, qu'il enseigna ensuite en Espagne et à Louvain². Dès 1569, l'existence du collège paraissait assurée: Darrel lui abandonna une partie de sa fortune qui était grande³; Allen put espérer retenir alors les plus pauvres de ses disciples; et en même temps il se trouva encouragé par le concours que lui apporta un de ses anciens maîtres, Morgan Philipps, qui, après lui avoir avancé quelque argent pour l'achat d'une maison, vint habiter au collège et lui laissa en mourant toute sa fortune (1570)⁴.

En 1569, quatre prêtres vinrent habiter au collège et unir leurs efforts à ceux d'Allen pour la propagande catholique en Angleterre, tous quatre exilés et venant des Universités d'Oxford et de Louvain. Ils n'accrurent pas les charges du collège, car ils payaient leur pension et, lorsqu'en 1570 Allen devint professeur à l'Université, son traitement lui permit non seulement d'améliorer la condition de ses anciens élèves, mais encore d'ouvrir les portes du collège à huit nouveaux membres, parmi lesquels le futur martyr Edmond Campian. Ceux-ci n'avaient pas, comme leurs prédécesseurs, passé par l'Université de Louvain; ils arrivaient presque directement d'Angleterre. C'est que le collège était déjà très connu parmi les catholiques anglais: malgré les précautions d'Élisabeth, les élèves d'Allen réussissent à correspondre avec leurs anciens condiscip-

1. Dobb., p. 64 et 137.

2. *Id.*, p. 91.

3. *Id.*, p. 64.

4. *Id.*, p. 100 et *Diarium*, p. 4.

ciples restés en Angleterre : ils les exhortent à rester fidèles à la foi catholique et les engagent à venir à Douai, où ils pourront terminer leurs études théologiques sans danger pour leur personne ou pour leur conscience. La catholique Angleterre leur répond : cette même année 1570, elle envoie au collège deux membres nouveaux, assez riches pour payer leur pension, et lorsque la donation de Morgan Philipps eut ouvert plus largement les portes du collège, ils viennent quatre en 1571, deux en 1572, en moyenne un par mois en 1573 et, dans cette dernière liste, le premier martyr que fournira le collège à la persécution anglaise, Cuthbert Maine¹.

A partir de 1573, ce ne sont plus seulement, comme auparavant, des hommes de vingt-quatre ou même trente ans ; ce sont des jeunes gens qui achèveront d'abord les humanités et la philosophie, avant de commencer la théologie : en 1573, deux font encore leurs humanités, huit terminent leur cours de philosophie. En 1574, un seul navire amène d'Angleterre douze étudiants en théologie². Tous ces jeunes gens sont des catholiques que l'hérésie n'a pas touchés ; mais le collège se montre hospitalier à tout Anglais sans distinction de religion, qui voyage sur le continent et veut s'arrêter à Douai. Il y vient des hérétiques et Allen et ses compagnons, commençant leur mission à Douai même, cherchent naturellement à les convertir et ils y réussissent souvent. « Nous recevons, dit Allen, tous ceux qui viennent à Douai voir les étudiants anglais ; ainsi beaucoup en se rendant en France, en Italie et en Brabant, se détournent souvent de leur route pour voir leurs amis ou le séminaire dont on fit grand bruit dès l'origine ; ils sont pour la plupart schismatiques ; on les presse de rester quelques jours au collège ; beaucoup y consentent. S'ils sont pauvres, on les garde aux frais du Collège pendant un mois ou jusqu'à ce qu'ils connaissent les principes de la religion catholique, arrivent à confesser d'eux-mêmes leurs péchés et se réconcilient avec

1. Il en est parmi les élèves d'Allen qui vont eux-mêmes en Angleterre chercher ceux de leurs amis qu'ils veulent arracher à l'hérésie et c'est ainsi que Thomas Worthington, entré au Collège en 1573, va en Angleterre en 1575 et ramène à la fois son frère menacé par le gouvernement d'Elisabeth, et Bell, qui, après avoir professé l'anglicanisme, venait de rentrer dans l'église catholique. (*Diarium secundum*, p. 97 et 100 — Dodd, II, p. 91 et suiv.)

2. *Diarium primum*, p. 3 et suiv.

Dieu ' ». Parfois encore, les disciples d'Allen écrivent à certains protestants des plus instruits de venir au collège juger de leur vie et de leurs études, en leur promettant l'hospitalité la plus courtoise. Et en même temps que les hérétiques, l'on voit arriver d'anciens prêtres qui, au milieu des troubles de l'époque, n'ont reçu qu'une instruction insuffisante et viennent apprendre auprès d'Allen les nouveaux devoirs qu'impose la religion menacée ².

Si l'on ajoute que le collège recevait parfois gratuitement des membres des collèges de Marchiennes et d'Anchin, où la pension n'était pas gratuite ³, on comprendra qu'il soit bientôt devenu trop étroit ; et aux deux premières maisons qui formaient le collège primitif, Allen en ajouta une troisième en 1576 ⁴. En 1577, le progrès est rapide : en avril, le collège compte cinquante-trois membres, à la fin de mai soixante-cinq, en juin quatre-vingt-six et rarement le chiffre descendit au dessous de soixante-dix, jusqu'au jour où les troubles de Douai obligèrent les Anglais à se réfugier à Reims ⁵.

L'Université ne cesse d'encourager Allen. Pouvait-elle ne pas se féliciter de voir s'élever auprès d'elle et grandir une maison qui donnait à sa Faculté de théologie des étudiants chaque année plus nombreux et entretenait cet esprit catholique, qu'elle devait elle-même développer dans les Pays-Bas ? Elle avait parmi ses maîtres trois des membres les plus illustres du collège, Allen, Stapleton et Lewis Owen, et le collège était comme le pensionnat de la Faculté de théologie. Il attirait également à l'Université de Douai des Anglais qui n'entraient pas au collège et, en 1576, celui-ci n'avait que quatre-

1. Cité par KNOX, p. XXXIV-XXXV. *Diarium secundum*, avril 1576, p. 104, et juillet, p. 107. V. l'exemple de l'anglican William Andleby, qui sera un des martyrs de la foi catholique en Angleterre (DESTOMBES, *la Persécution religieuse en Angleterre*, p. 126-127, *Diarium primum*, p. 8). — DODD, p. 72. « Duo mercatores Angli, Duacum adventantes, et per aliquot dies suis sumptibus ad nostra communia viventes, studio quorundam nostrorum ab hæresi ad catholicæ fidei veritatem sunt revocati. »

2. *Diarium secundum*, p. 104 (12 mai 1576).

3. *Ibid.*, p. 99 (2 janvier 1576), 100 (16 janvier et 26 janvier), p. 101 (6 et 7 février 1576) et passim.

4. *Ibid.*, p. 100.

5. *Ibid.* p. 119-135.

vingts Anglais, tandis que l'Université en comptait cent vingt¹. C'est qu'un certain nombre d'Anglais préféraient vivre en ville plutôt qu'au collège et profiter de leur séjour à Douai pour apprendre la langue française². D'ailleurs les Anglais du collégese faisaient immatriculer comme les autres étudiants³ et leur titre d'exilés les exemptait (du moins en 1594) de tout droit d'immatriculation⁴.

On a conservé une liste des Anglais immatriculés à l'Université de Douai depuis 1573 : cette liste nous montre que chaque année le collège Anglais donnait à l'Université un nombre d'étudiants relativement considérable :

En 1573, sous le Rectorat de Pontanus	14
En — — — — — de Prielz.	19
En 1574, — — — — — de Surius	9
En — — — — — de Stapleton.	32
En 1575, — — — — — de Vanderpiet.	21
En — — — — — de Puessius	20
En 1576, — — — — — de Hunetier.	38, etc.

A la fin du siècle, après le retour des Anglais à Douai, nous trouvons sous certains rectorats des chiffres plus élevés encore :

En 1592, sous le Rectorat d'Estius	46
En 1593, — — — — — de Vanderpiet.	31
En — — — — — de Hunetier fils.	8
En 1594, — — — — — de Surius	31
En — — — — — de Pierre l'Intrensis.	9
En 1596, — — — — — de Hunetier père	15
En 1599, — — — — — de Martin Geet	37
En 1600, — — — — — de Heyleus.	20
En 1602, — — — — — de Pallant	21
En — — — — — d'Estius.	9
En 1605, — — — — — de Baudouin Rythovius	59 ⁵

1. KNOX, p. XXXVIII. Cent soixante, dit l'auteur du « *Brevissima Epitome eorum quæ in Anglorum seminario Pontificio Duaceno gesta sunt a festo Ascensionis an. 1576 usque ad cal. Januarii 1577* (Appendix, p. 303).

2. *Diarium secundum*, p. 98 (1575, 14 déc.) et p. 102 (1576, 20 mars).

3. DANCOISNE, *Mém. de la Soc. d'agriculture de Douai*, 2^e série, t. XIV, p. 196.

4. *The first and second Diaries*, p. 282.

5. Appendix cité, p. 275-288

Les listes d'examen ne sont pas moins instructives sur la place importante qu'occupaient les Anglais dans l'Université de Douai. La plupart arrivaient d'Oxford avec le titre de maîtres ès arts et prirent à Douai leurs degrés en théologie ¹. De 1569 à 1578, l'Université a conféré à des Anglais 24 grades de bacheliers en théologie, 9 grades de licenciés ², et de 1569 à 1600, sur 21 docteurs promus par la Faculté de théologie, quatre appartiennent au collège Anglais, Allen, Stapleton, Bristow et Richard Hall ³.

Les exercices intérieurs du collège Anglais préparaient à la fois aux grades de la faculté de théologie et à la mission en Angleterre. Ce n'est qu'à la fin du xvi^e siècle qu'à côté de l'enseignement théologique le collège donna l'enseignement de la philosophie et des humanités ⁴. Pour les répétitions destinées aux étudiants qui fréquentaient les écoles publiques, elles n'ont été instituées qu'en 1578 ⁵.

Allen a lui-même exposé, dans une lettre à Vendeville, l'esprit qui a présidé à l'organisation des travaux et des études du collège ⁶. Il a en vue de former des prêtres pour prêcher, confesser et convertir les populations de l'Angleterre plutôt que des théologiens savants mais inutiles pour la propagande catholique. Nos étudiants, dit-il, destinés à la mission anglaise, n'ont pas besoin d'une science théologique profonde : ce qu'il leur faut surtout, c'est un grand zèle pour la cause de Dieu. Aussi la place la plus grande était-elle réservée aux études qui arment solidement les futurs missionnaires contre l'hérésie : et d'abord au texte de l'Écriture, dont chaque mot est expliqué dans son sens exact, avec réfutation des interprétations hérétiques ⁷. On voit l'Ancien Testament une douzaine de fois environ et le Nouveau six fois dans l'espace de trois ans, qui est la durée moyenne du séjour au collège.

1. KNOX, p. XXXI-XXXII.

2. Appendix, p. 272-274.

3. *Ibid.* p. 270, et V. plus haut, p. 316 et 317.

4. PITSEUS, *De illustribus Angliæ scriptoribus*, p. 792.

5. *Diarium secundum*, p. 133 (Février 1578).

6. *Litteræ D. Alani ad D. Vendevillum* 16 sept. 1578 en 1580. Ms English College, Rome. Cité par KNOX, p. XXXVIII-LXIII.

7 En 1576, l'Ancien Testament est expliqué par Richard Hall et le Nouveau par Bristow (KNOX, p. XXXVI).

On y étudie le grec et l'hébreu¹, pour lire l'Ancien et le Nouveau Testament dans le texte original et discuter avec succès les hérésies fondées sur une fausse interprétation des mots. Et les étudiants sont, dès le collège, préparés à ces discussions : on leur dicte pour les controverses tous les passages de l'Écriture favorables aux catholiques ou torturés par les hérétiques, avec des notes sur les arguments tirés des premiers et les réponses à faire aux seconds.

On n'oublie jamais qu'on s'adresse à de futurs missionnaires, et tous les dimanches et jours de fête, les plus avancés des étudiants prêchent sur l'Évangile ou l'Épître du jour². Ces sermons se font en anglais, parce que la langue anglaise est la langue des prédicateurs anglicans, dont le succès tient beaucoup à ce qu'ils n'avancent rien dans leurs sermons qu'ils n'appuyent d'un texte de la Bible cité à contresens en anglais. Et comprenant cette force de la langue vulgaire pour la propagande religieuse, le collège entreprend une traduction anglaise de la Bible conforme à l'esprit catholique.

Sans citer tous les exercices intérieurs du collège, n'oublions pas qu'il est souvent consulté sur les cas de conscience un peu délicats; ils lui viennent ordinairement d'Angleterre; ils sont discutés par les maîtres et les étudiants et enregistrés sur un livre, que bien des prêtres copient avant de quitter les Pays-Bas.

Le collège des prêtres Anglais n'est pas un collège fermé : il s'ouvre pour certains exercices à tous les Anglais d'abord, puis à tous les gradués en théologie qui vivent dans les autres collèges : ils viennent dans le séminaire d'Allen, surtout le dimanche et les jours de fête, pour s'exercer à la prédication et à l'exposition des questions de foi³.

Les exercices et les études du collège Anglais étaient dirigés au xvi^e siècle par huit ou dix maîtres docteurs ou au moins

1. C'est Gregory Martin qui se charge de l'enseignement de l'hébreu, à la demande des plus jeunes étudiants en théologie. Le Rédacteur du *Diarium secundum* nous parle ainsi du zèle des étudiants : « In quo studio tanto alacrius aliquem laborem impendunt, quanto magis hæreticorum imperitissimam superbiam in illo genere positam meminerunt. » (*Diarium secundum*, p. 107; 1576, 15 mai.)

2. *Diarium secundum*, p. 119.

3. *Ibid.*, p. 97.

licenciés en théologie¹. Citons surtout Grégory Martin, Richard Hall et Bristow, qui furent pour Allen des collaborateurs distingués et dévoués. Le plus illustre est Bristow qui, nous l'avons vu, avait le premier, au moment de la fondation du collège, répondu à l'appel d'Allen. Il devint comme le directeur ou le « préfet des études » du collège et il fut en même temps l'un des maîtres les plus actifs : il est peu d'exercices qu'il n'ait dirigés lui-même, peu d'enseignements dans lesquels les élèves du collège n'aient entendu ses leçons et, en dehors même du collège, on le trouve dans une chaire de l'Université, où il supplée Allen². Avec quelle admiration Grégory Martin parle de la science, de l'autorité, de la maturité de Richard Bristow dans l'explication de l'Écriture³ ! Le rédacteur du *Diarium secundum* n'oublie jamais de signaler les cours de Bristow ou les exercices qu'il préside comme des événements qui font date dans l'histoire du collège et qui méritent de prendre place dans le journal : s'il réunit dans sa chambre, pour leur compléter l'enseignement du catéchisme, ceux qui doivent bientôt partir pour l'Angleterre⁴, s'il se charge de l'explication de l'Ancien Testament, interrompue par le départ de Gregory Martin à qui elle était confiée⁵, c'est toujours avec une sorte de reconnaissance que le rédacteur fait mention de ces traits de zèle et de dévouement. Au mois de juin 1577, Bristow se trouvait chargé de presque tous les cours et le *Diarium* ajoute : « Illius post D. Alanum disciplina ac assiduo labore studiorum nostrorum profectum hactenus magna ex parte stetisse, ex gratitudine ut paret sincere agnoscimus⁶. » C'est encore à Bristow que le collège doit l'organisation d'un enseignement théologique complet. On se plaignait de la longueur du cours de théologie que les Anglais du collège étaient obligés de suivre à l'Université. Bristow le réduit à deux années dans le collège. Allen approuva et Bristow et Wright se partagèrent les leçons de théologie⁷.

1. PITSEUS, *De illustribus Angliæ scriptoribus*, p. 792.

2. *Ibid.*, p. 779.

3. *The first and second Diaries, etc.*, Appendix, p. 340.

4. *Diarium secundum*, 1576 juin, p. 106.

5. *Ibid.*, 1577 janvier, p. 114.

6. *Ibid.*, 1577 juin, p. 123.

7. *Ibid.*, 1577 mars, p. 117.

Ses livres complétaient son enseignement, pour la plupart écrits en anglais, peut-être d'une forme peu élégante, mais, disent les catholiques, toujours remarquables par la solidité des arguments ¹. Il s'épuisa au travail et lorsque, sur l'avis des médecins, il retourna en Angleterre, ce fut pour y mourir (1582).

Grâce au collège Anglais, l'Université de Douai, fondée pour combattre l'hérésie dans les Pays-Bas, étendit son œuvre en dehors des États de Philippe II jusqu'en Angleterre. Parmi ces jeunes gens qu'elle instruisait, à qui elle donnait ses grades, combien reçurent les ordres pour aller ensuite, de l'autre côté de la mer, rétablir la foi catholique au péril de leur vie. Quatre partirent en 1574 pour ce que le catalogue appelle « *Messem Anglicanam* », sept en 1575, dix-huit en 1576, quinze en 1577, huit en 1578 et cette année les troubles obligèrent le collège à se transporter à Reims. A ces cinquante-deux missionnaires formés dans le collège Anglais auprès de l'Université de Douai, il en faut ajouter d'autres qui, bien qu'envoyés en Angleterre par le collège de Reims, ont d'abord appartenu à Douai, onze en 1578, cinq en 1579, deux en 1580².

L'esprit d'Allen ou du collège Anglais les suit dans leur mission et les juges d'Élisabeth leur reprochent toujours leurs relations avec Douai : lorsque Campian débarque à Douvres en 1580, le gouverneur de la ville croit reconnaître, dans le missionnaire, Allen lui-même que la reine poursuit plus particulièrement de sa haine. C'est que c'est bien Allen qui dirige la mission : il se place en quelque sorte à la tête de l'Église persécutée en Angleterre, associant ses efforts à ceux de la Société de Jésus qu'il recommande à ses disciples. « C'est leur devoir, disait-il à propos des Anglais admis dans la société, c'est l'esprit de leur Institut que les fils de Saint-Ignace se dévouent à toutes les œuvres pénibles et périlleuses. Et quelle mission présenta jamais plus de difficultés et de dangers que la mission d'Angleterre sous le règne d'Élisabeth ? » Répondus dans tous les comtés de l'Angleterre, les missionnaires prêchaient, officiaient, confessaient en secret, dans des maisons amies, et ils virent bientôt se grouper autour d'eux assez de fidèles,

1. PITSEUS, p. 779.

2. *Diarium primum*, p. 24 et suiv.

3. Cité par DESTOMBES, p. 205.

pour provoquer les mesures les plus rigoureuses contre les papistes. Une active surveillance, des dénonciations, des trahisons arrêterent quelques-uns des missionnaires dès la première année : parmi les soixante-dix missionnaires formés dans le collège de Douai jusqu'en 1578, quatorze figurent sur la liste des martyrs catholiques de l'Angleterre¹.

L'action du collège Anglais de Douai ne doit pas se mesurer seulement au nombre des missionnaires qu'il envoya en Angleterre. Bien des prêtres formés par le collège restèrent sur le continent ou entrèrent dans divers ordres religieux et en particulier dans la Société de Jésus. Il faut tenir compte aussi de l'influence qu'il exerça sur la création de collèges analogues. C'est du collège Anglais de Douai et de l'Université que partirent les fondateurs des autres séminaires de l'Europe catholique destinés à l'éducation des missionnaires anglais : aussi, dit l'auteur de *l'Histoire du collège Anglais à Douay*, ce collège était-il « très estimé, comme étant la mère de toutes les autres communautés, collèges et séminaires Anglais répandus dans l'Europe »².

Obligé, en 1578, par le triomphe éphémère des Orangistes de quitter Douai³, le collège se retira à Reims, où le pape Paul IV avait en 1545 établi une Université : il s'y réinstalla complètement, maîtres et élèves, à l'exception de deux ou trois professeurs, qui gardèrent la maison de Douai. Le 15 avril 1578, le cardinal de Lorraine avait écrit à Allen pour offrir l'hospitalité à ses Anglais et Allen et ses compagnons continuèrent en France l'œuvre si brillamment commencée auprès de l'Université de Douai⁴. Philippe II fut assez mécontent des événements de Douai et du départ des Anglais⁵. Il fut impuissant à les retenir, même dans une autre ville des Pays-Bas. Avant leur

1. *Diarium secundum*, DODD et DESTOMBES. *passim*.

2. Page 10.

3. *Brevissima epitome eorum quæ in Anglorum seminario Pontificio Duaceno gesta sunt a festo Ascensionis an. 576 usque ad cal. Januari 1577*. — A contemporary account of the expulsion of the English from Douay. 1578. *The first and second Diaries*, etc., p. XLIX et suiv. et p. 303 et suiv. *Diarium secundum*, p. 137 et suiv. et *passim*. — *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB., 3, f° 74. — BUZELIN, *Ann. Gallo Fland.* XII, p. 610.

4. *Diarium secundum*, p. 139.

5. BUZELIN, *Ann. Gallo Flandriæ* XII, p. 610 C.

installation définitive à Reims, ils avaient bien demandé à don Juan d'Autriche « de povoir venir pardeça en quelque lieu en attendant quilz puissent rentrer à Douai ». Mais don Juan écrivit seulement le 21 juin au Recteur de l'Université de Louvain qu'il avait résolu d'appeler les Anglais dans cette dernière ville et il ajoutait : « mais premiers que ce faire, nous avons bien voulu escripre afin de savoir ou lon les pourra accomoder¹. » On offrit un collège à Allen ; mais les Anglais tenaient-ils à se rendre dans une ville où l'agitation des esprits ne leur offrait peut-être pas plus de sécurité qu'à Douai ? Et la distance, leur pauvreté, les frais et les dangers d'un long voyage engagèrent les Anglais à rester à Reims.

Malgré les sollicitations du Magistrat Douaisien et de l'Université², c'est en 1593 seulement que les troubles de France et les instances du gouvernement de Philippe II décidèrent le collège Anglais à se réinstaller à Douai : son retour fut une fête pour la ville et pour l'Université ; le collège s'étendit et de nouveaux bâtiments permirent d'établir à côté des études théologiques un enseignement littéraire pour les plus jeunes élèves³.

Les autres maisons fondées dans le reste de l'Europe catholique, sur l'exemple du collège de Douai, lui empruntèrent son organisation ; plusieurs fois même elles furent installées par des membres de la maison mère, qui étendait ainsi son influence partout où par elle-même ou indirectement elle pouvait préparer des prêtres pour la mission anglaise. Tel est le collège de Rome⁴. Il existait dans la ville sainte un établissement créé à l'époque de la conversion des Angles et des Saxons, pour le soulagement des pèlerins, mais presque complètement abandonné depuis le schisme de Henri VIII⁵. Pendant un second voyage à Rome (1575-1576), Allen proposa au Pape de changer

1. *Bibl. de Bruxelles, Ms, Autographa virorum illustrium ad Universitatem Lovaniensem*, B., 187, t. I, p. 239.

2. *Diarium secundum*, p. 147.

3. BUZELIN, *Ann. Gallo Flandriæ*, XII, p. 610 D.

4. KNOX, *Introd.*, p. LVII. — « Horum omnium collegiorum, Hispali, Vallesoleti, St-Audomari initiis, collegio Duaceno, ex sua scholarium abundantia fecunda matre plurimos subministrante subditos. » Worthington, cité dans la *Politique des Jésuites Anglais*, p. 131 note.

5. DODD, II, p. 15. *La Politique des Jésuites Anglais*, p. 131 et suiv.

la destination de cette ancienne maison et d'en faire un séminaire semblable à celui de Douai pour l'éducation des jeunes Anglais. Quels en furent les premiers élèves? Des Anglais du collège de Douai, dix en 1576, six en 1577 et six encore en 1578, avant la translation à Reims, et ces vingt-deux jeunes Anglais étendent la liste des missionnaires sortis du collège d'Allen et formés auprès de l'Université de Douai¹. Nous voyons encore figurer parmi les Anglais qui conseillèrent la transformation de l'ancien établissement Romain un ancien professeur de l'Université de Douai, Lewis Owen, alors archidiaque de Cambrai². Ce nouveau Collège, comme le disait l'auteur de la *Politique des Jésuites Anglais*, d'après le P. Parsons, était destiné non pas à « faire un corps séparé de Douay, mais à lui servir d'aide et de secours, avec une espèce de dépendance et de correspondance mutuelle³. »

En 1589, est fondé le collège anglais de Valladolid par un jésuite Anglais, le P. Parsons, dont les relations avec Allen sont bien connues. Peut-être avait-il reçu d'Allen la confiance de ses premiers desseins, pendant son séjour à Rome; depuis, il avait pris part à la mission anglaise avec plusieurs missionnaires sortis de Douai, et, revenu sur le continent, il avait usé de son crédit auprès de Philippe II pour obtenir du roi une forte pension en faveur du collège Anglais réfugié à Reims⁴. Le P. Parsons peupla le nouveau collège espagnol d'Anglais, que lui envoya de Reims le successeur d'Allen, le Dr Barret, et parmi eux plusieurs avaient passé par Douai, J. Boswell, par exemple, qui avait été reçu maître ès arts à l'Université de cette ville⁵. Encore en Espagne, le collège de Séville, fondé en 1592 avec des Anglais envoyés de Valladolid, procède, bien qu'indirectement, du collège de Douai, dont il suit la tradition. Et, pour nous rapprocher de Douai, c'est encore à Parsons qu'est due la fondation du collège de Saint-Omer, collège d'humanités, destiné, comme un petit séminaire, à préparer les

1. *Diarum primum*, p. 25-26. *The first and second Diaries*, append. p. 288-298.

2. Dodd, II, p. 15.

3. « Ut similis utrobique stabiliretur juventutis institutio et alterum alteri domicilium mutuo ferret suppetas. » Philopater, p. 35.

4. *The first and second Diaries*, Appendix, p. 378.

5. *Diarium secundum*, p. 222 et 224. — Dodd, II, p. 16.

jeunes Anglais aux études plus élevées des collèges de Douai et d'Espagne ¹.

A Douai même, le collège d'Allen semblait inviter les congrégations anglaises à chercher un refuge auprès de lui, et c'est encore le collège d'Allen qui parfois fournissait à leurs séminaires leurs premiers élèves; certains ordres, dit la *Politique des Jésuites Anglais*, « se font une gloire d'avoir été renouvelés par les élèves du collège de Douay » ². En 1603, les Bénédictins anglais fondèrent à Douai, grâce à la libéralité de l'abbé de Saint-Vaast, Philippe de Caverel, un établissement qui existe encore aujourd'hui ³. Puis furent successivement créés le collège des Récollets Anglais, en 1618, dont les premiers élèves vinrent encore du collège d'Allen ⁴, le collège des Récollets Ecossois, qui n'eut qu'une très courte durée ⁵, le séminaire Ecossois (1608) ⁶, le séminaire Irlandais ⁷. Tous doivent également former prêtres et missionnaires et ils contribuent à la prospérité de l'Université, en lui maintenant son caractère primitif d'une institution catholique consacrée à la lutte contre l'hérésie. Douai était toujours, au début du XVII^e siècle, un des principaux centres du catholicisme anglais sur le continent.

1. DODD II, p. 16. *La Politique des Jésuites Anglois*, p. 135-138. Destombes, p. 437-438.

2. P. 143-144.

3. A. DE CARDEVACQUE, *Le Collège de Saint-Vaast, Mém. de la Soc. d'agr. de Douai*, 2^e série, t. XV. 1878-1880, p. 89 et suiv. — DANCOISNE, *Mém. de la Soc. d'agr. de Douai*, 2^e série, t. XIV, p. 246.

4. DANCOISNE, *Mém. de la Soc. d'agric. de Douai*, 2^e série, t. XIV, p. 237.

5. *Ibid.*, p. 256-260.

6. *Ibid.*, p. 262-263.

7. *Ibid.*, p. 268-269.

LA FACULTÉ JURIS UTRISQUE

1° L'ENSEIGNEMENT

Les deux Facultés de droit canon et de droit civil n'étaient en réalité que les deux divisions d'une même Faculté, donnant chacune un enseignement différent¹. Chacune a son doyen, son juge des appels, son intrant ; elles siègent séparément dans le conseil de l'Université. Mais les docteurs des deux Facultés sont sur le même pied : les docteurs en droit canon assistent aux actes du droit civil, les docteurs en droit civil aux actes du droit canon. Les deux Facultés n'ont d'ailleurs qu'un seul collège des Docteurs² ; elles n'ont aussi qu'un prieur, qui est « le chef » des deux Facultés réunies et personnifie en quelque sorte l'union étroite des deux enseignements. Ce prieur est comme le doyen de la Faculté des deux droits et ses attributions sont à peu près celles d'un doyen. La durée de son office est de trois mois. Il a la garde du sceau unique des deux Facultés, la garde du livre et des fonds du collège des Docteurs. Il inscrit sur un registre spécial les faits importants de son administration. C'est lui qui prend la parole au nom du Collège, règle les examens, reçoit les serments des candidats, etc³.

Les conditions d'examen sont à peu près les mêmes dans les deux Facultés. Comme dans la Faculté de théologie trois grades : le baccalauréat, la licence et le doctorat. Mais dans le baccalauréat on ne distingue plus différents degrés, et l'on peut commencer ses études plus tôt que dans la Faculté de théologie et sans produire aucun grade de la Faculté des Arts⁴.

1. *Statuta Collegii utriusque juris studii Lovaniensis.*

2. *Ibid.*, *De recipiendis ad Collegium et qui possint esse de Collegio.*

3. *Ibid.*, *De priore Collegii.*

4. *Ibid.*, *De examine baccalaureatus et qui admitti possint.*

Pour le baccalauréat, la licence et le doctorat, les conditions d'examen sont toujours les mêmes : présentation par un docteur qui répond en quelque sorte du savoir du candidat ; cédules fournies par les professeurs et certifiant que toutes les conditions de temps d'étude et d'assiduité exigées par les règlements ont été remplies ; avant les différentes parties de chaque examen, serments prêtés par le candidat, à peu près dans les mêmes termes, qu'il aspire au baccalauréat, à la licence ou au doctorat ; paiement de droits ordinairement assez élevés ; pour l'examen proprement dit, assignation d'un point particulier du programme, puis interrogations, disputes, harangues, etc. Tous les examens sont faits par les docteurs du collège, ordinairement sous la présidence du prieur, dont la voix, en cas de partage, est prépondérante¹.

C'est le président qui demande au chancelier la collation du doctorat pour le candidat. Il commence par prononcer un discours latin dont le sujet est généralement relatif à la dignité du doctorat ; par exemple : « *Utrum Doctor militi sit præferendus, hoc est, an Doctoratus Nobilitati præstet!* » ou bien : « *An docendi profitendique munus hoc (unde doctores nominantur) sit splendidius, an vero Magistratibus fungi politicis et amplissimos in Republica gerere honores?* » ou encore ce sujet traité par Boetius Epo en 1582, au doctorat de Riderius et de Bennyngius : « *De Aureola Doctorali, an scilicet hæc doctoribus etiam juris competat, deque insignium Doctoralium symbolis ac significatione.* » Après ce discours, qui durait environ une demi-heure, il présente au nouveau docteur le bonnet doctoral, un livre de droit, l'épomide, l'anneau d'or, le collier et lui donne le baiser de paix. S'adressant enfin au chancelier : « *Candidatum igitur, dit-il, hunc nostrum N. virum insigniter et eruditum et probum, I. V. licentiatum, Amplissime Domine Cancellarie, juris item utriusque nunc tandem Doctorem pro suis meritis minime vulgaribus creandum, gravitati tuæ, Collegii totius nomine, sisto* ». »

1. Voir les chapitres « *De examine baccalaureatus et qui admitti possint* », « *Juramenta intrantium ad examen baccalaureatus* », — « *De licentiandis seu præsentandis ad examen licentiæ* », — « *De doctorizandis* ».

2. V. BOETIUS EPO, OEuvres, t. II, p. 143. Voir aussi les formules que le président emploie pour la collation de chacun des insignes du Doctorat avec

Mais les candidats qui ont étudié dans les Universités étrangères et y ont rempli toutes les conditions réglementaires sont encore astreints, en arrivant à Douai, à un stage d'une certaine durée, qui n'est pas exigé des candidats Douaisiens. Les grades qu'ils apportent du dehors ne sont pas regardés comme équivalant aux grades de l'Université de Douai : un licencié de la Faculté de Douai passe toujours avant les licenciés des Universités étrangères, même s'ils sont plus anciens que lui; un docteur étranger n'est admis dans le collège des docteurs de la Faculté de Douai qu'après avoir justifié de son mérite devant le Prieur et les docteurs de Douai par un acte public : le collège ne se recrutait ainsi que par une sorte de cooptation et les titres n'avaient de valeur qu'à condition d'être vérifiés à Douai.

Les étrangers payaient aussi des droits d'examen plus élevés. Ces droits étaient à peu près les mêmes dans les deux Universités de Louvain et de Douai, avec quelques modifications

la requête au Chancelier, un peu différente de celle que nous trouvons à la fin du Discours de Boetius Epo.

« Consultissime Domine.. accede, qui nomine utriusque Juridicæ Facultatis accipias Doctoratus insignia, scientiæ et eruditionis præmia, quibus condecoratus, auctoritate Apostolica et Regia in Doctorum ordinem referendus valeas præsentari.

I. Facultatum nostrarum Epomides, dignitatis tuæ tesseram, humeris tuis impono; quæ colore suo purpureo ac flammeo æmuli cordis flammas indicant atque ardorem quo studium tuum inflammari debet in enucleandis et enodandis legum tricis, juventutisque institutione liberali.

II. Catena aurea lumbos tuos cingo in signum honestatis ac pudoris.

III. Annulum digito tuo insero, symbolum perpetui fœderis intellectus tui cum scientia legum et canonum, quam ut sponsam habeto.

IV. Crucem quam pectori appensam geras trado, ut sit tibi indicium veræ Christianitatis.

V. Earundem Facultatum Biretum Doctorale capiti tuo impono : quod cœruleo imbutum succo colorem cœlestem imitatur, ut homines cœlo dignos designet; et figura sua circulari encyclopædiæ sive perfectæ scientiæ est symbolum.

In medium te conferas.

Amplissime Domine, hujus Universitatis Cancellarie, quem universi Duacenæ civitatis litterati ordines in concertationibus concursus nostri acclamaverunt una voce inter æmulos victorem, quem tota civitas expetivit cathedra cohonestari et Regia munificentia fecit Antecessorem, eum Facultas utriusque juris amplitudini tuæ, Doctorali laurea iis utroque jure condecorandum sistit atque commendat. » (*Actes et Délibérations des Facultés de Droit*, sur la feuille de garde. Bibl. de Douai, Man.)

indiquées dans les « *Poinctz et articles* advisez sur le faict de la nouvelle Université ». Les droits se payaient aux docteurs, chancelier, promoteur, notaire, bedeau, etc., et il faut ajouter encore torches, vin, robes, etc., dont les candidats pouvaient d'ailleurs se racheter pour une somme qui rendait chaque examen très onéreux. Ajoutons enfin les banquets qui suivaient la réception. Dès l'origine, l'Université de Douai remplaça les banquets particuliers par des banquets communs, en fixant d'abord les contributions de chaque candidat : « Tous les ans, disent les *Poinctz et articles*, se tiendront deulx banquetz sollemnelz desdites promotions, auxquelz ung chacun prenant son degré sera tenu contribuer quatre florins¹. » Et lorsqu'en 1564, on parla d'augmenter les droits d'examen, les commissaires de l'Université allèrent demander au président Viglius « que ce qui auroit été esté advisé à Bruxelles pour salaire des degrés et promotions des juristes fût maintenu pour le temps à venir sans estre augmentés et que les convices et banquets des degrés fussent deffendus et ne fut dorenavant rien augmenté touchant lesd. promotions tant en lad^e Faculté des loix comme les autres supérieures sans advis des eschevins et fut le tout arrêté par la cour »².

Comme dans la Faculté de théologie, d'illustres personnages honoraient souvent de leur présence le « pas doctoral ». Au doctorat de Puessius, en 1565, assistaient l'abbé de Saint-Vaast, l'abbé d'Anchin, l'abbé de Marchiennes, l'évêque d'Arras Richardot, et de plus loin étaient venus les parents ou amis de Puessius, son frère Joachim Puessius, Maillart Puessius de Berghes en Artois, Rolland van Winde, échevin de la ville de Louvain, beau-père du candidat, Mons. de Courteville, capitaine de Nieuport, Jean Puessius de Furnes en Artois, Greboval, receveur de Cassel, le chanoine Jacques Pamelles de Bruges, et, comme toujours, la ville leur avait à tous généreusement offert des lots de vin en grande abondance³.

Les candidats au Doctorat étaient bien moins nombreux dans la Faculté des deux droits que dans la Faculté de théo-

1. *Arch. de Douai*, CC, 283, f^o 106 r^o et v^o, dans les dépenses de la 45^e semaine, « finant » le 9 septembre 1565.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 91.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

logie : à l'Université de Paris, dit M. Thurot, « la plupart des étudiants n'aspiraient qu'au grade de bachelier, tout au plus à celui de licencié ; ils ne prenaient leurs degrés qu'en vue d'un métier et non de l'étude » ¹. De même à l'Université de Louvain : dans l'espace de 210 années, Valère André compte 220 docteurs en théologie et, en 221 années, seulement 121 docteurs en droit. A l'Université de Douai, depuis 1562 jusqu'à la fin du XVII^e siècle, la Faculté des deux droits ne créa, d'après Foppens, que 43 docteurs, tandis que celle de Théologie en a créé 111.

A la Faculté des deux droits, l'Université de Louvain conserve donc sa supériorité sur l'Université de Douai, comme à la Faculté de théologie : depuis la fondation de l'Université de Douai en 1562, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, 27 docteurs *utriusque juris* sont promus à Louvain et 15 seulement à Douai, en sept promotions. Voici les noms des Docteurs douaisiens, d'après Foppens :

Promotio I, 1565², Septemb.

Adrianus Puessius, alias Peussen, Gerardimontensis Flander.

Promotio II, 1568³, Idibus Junii.

Georgius Prieels, Gerardimontanus.

Audoenus Ludovicus, Anglus.

Wilrandus a Bornstra, Frisius.

Promotio III, 1574, Kal. Februarii.

Lævinus Pontanus.

Balduinus Van der Piet, Gandensis.

Promotio IV, 1576, 20 Nov.

Arnoldus Baert, Bruxellensis.

Promotio V, 1582, 4 Déc.

Joanus de Ridere, Ultrajectinus.

Jacobus Benningius, Amersfortensis.

Promotio VI, 1590, 23 Oct.

Claudius Bricourt, Cameracenus.

1. THUROT, *Op. cit.*, p. 179.

2. Et non 1568, comme l'écrivit Foppens. V. *Arch. de Douai*, CC, 283, f^o 106, r^o et v^o,

3. Et non 1569, comme l'écrivit encore Foppens. V. *Compte de l'Université 1567-1568*.

Promotio VII, 1596, 19 Nov.

Joannes le Hunetiere a Ferrariis seu de Ferrières, Hanno.
 Andreas de Spira, Lovaniensis.
 Andreas Soudius, Harlemensis Batavus.
 Jacobus de Beauvieux, Bethuniensis Arthesius.
 Philippus Broide, Duacenus¹.

2° LES PREMIERS PROFESSEURS

La Faculté des deux droits a tenu, dès l'origine, une place honorable dans l'Université de Douai ; les études, dirigées par des maîtres zélés comme Vendeville, savants comme Boetius Epo, y ont été florissantes. Les vacances étaient moins longues et moins fréquentes à Douai qu'à Louvain, et Vendeville, qui avait déjà demandé à Viglius, quelques années auparavant, de diminuer les congés à Louvain, ne dut-il pas, dès son arrivée à Douai, se préoccuper de les restreindre le plus possible dans la nouvelle Université ? C'est lui qui fit insérer dans les *Poinctz et articles* ce paragraphe : « Et quand aux vacances se conformeront en ce regard ceux de ladite Université de Douay à ceulx de Louvain, saulz quilz nauroit pour les vacances du mois de septembre sinon de huit jours ², avant que le nouveau ordinaire commencera y joint que les deux professeurs en droit secondaires ne vacqueront aux grandes vacances que chacun trois semaines, lung devant lautre après ³, » c'est-à-dire chacun la moitié des grandes vacances.

Les collègues de Vendeville montrèrent comme lui un zèle assez rare chez les maîtres du xvi^e siècle : peu de temps après la fondation de l'Université, les « professeurs ordinaires des droictz en l'Université de Douai » prirent au sujet des vacances et exercices de la Faculté une délibération qui témoigne

1. FOPPENS, *Fasti Doctorum I. V. Duacensium ab erectione Academiæ*, *Bibl. roy. de Belgique*, Ms 17593.

2. Elles étaient à Louvain de quinze jours.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 92 — ou *Arch. de Douai*, lay 92, l. 6.

d'un souci intelligent des études régulières et du travail des étudiants. Ils rappellent d'abord « que en l'Université de Lovain il y a beaucoup de festes que ilz appellent festes de l'Université qui ne sont festes solennelles néantmoins sont festes pour les professeurs ordinaires de la faculté des droictz, lesquels festes polroient monter cinq semaines ou plus... Il y a davantage que en l'Université de Lovain les répétitions et promotions se font ordinairement les jours qu'il conviendrait lire et mesmes quant la promotion se fait le mardi ils vacquent encoires le jeudi ensuivant, comme nous estimons par ce que lesdites repetitions et promotions sont reputez pour leçons ». Les professeurs auraient donc le droit « d'user » de toutes ces festes et vacances suivant l'ordonnance reprise dans les *Poinctz et articles*. « Ce non obstant, afin que les leçons soient plus continuelles et que la jeunesse ayt plus grande occasion de prouffiter, entre nous professeurs ordinaires de la Facultez des droictz sommes contentz quicter lesdites festes de l'Université non solennelles, sauf la feste de Saint Ivo nostre patron et davantage les vacances du Sainct Sacrement quelles sont à Lovain de huit jours : et en oultre les vacances mentionnées en la fin de l'article précédent, qui est touchant les répétitions et promotions, estantz contents que les repetitions et promotions se fassent en tout temps selon la commodité de ceulx qui voudront prendre degré et de ne poinct vacquer le jeudi ensuyvant ». Ils renoncent, ajoutent-ils, à deux mois de congé environ. Mais il veulent « retenir le surplus des aultres vacances pour vacquer » à leur affaires avec la veille de la Pentecôte, de l'Assomption de Notre-Dame et de la Toussaint, « afin que les professeurs et la jeunesse se puissent bien préparer à communier le lendemain ». Il est aussi « raisonnable que chascun professeur vacque le jour de festes de sa paroisse comme le jour de la dédicace, veu que soit feste publicque en sa paroiche et ne peult delaisser d'y aller à l'Eglise sans scandal ». Pour les huit jours de vacances fixés par l'ordonnance au mois de septembre les professeurs préférèrent les porter à la Saint-Rémi, dans l'intérêt des études, parce que c'est l'époque de la fête de Douai et qu'alors « plusieurs sont distraictz par la présence de leurs amys, comme aussy pour la mémoire de l'inauguration et commencement de l'Université, joint que l'élection du Recteur se fait aussy ledit jour de l'inauguration qui fut le

5^e d'octobre. » Toutefois, si un professeur a « la commodité de lire es vacances de Saint-Remi, » il peut le faire « parce que plusieurs estrangers venant icy à la feste seroient peult estre bien joyeux d'avir quelques leçons », et il a le droit alors de prendre autant de jours de vacances qu'il aura lu à une autre époque de l'année. Revenant sur la réduction des grandes vacances à trois semaines, c'est-à-dire du 10 juillet au 1^{er} août, au lieu des six semaines accordées à Louvain du 6 juillet au 17 août, les professeurs déclarent « qu'il ne semble estre expédient à la jeunesse avoir si longues vacances de toutes les leçons ordinaires ou de la plus part. » Ils s'engagent à faire exactement leurs leçons : « Que si quelqu'un d'entre nous prend aultres vacances que les dessusdictes, nous sommes contentz qu'il soit roïé de gaiges du jour », et chacun est disposé à « déclairer par serment sil a plus vacqué que ne luy estoit loisible selon la déclaration des vacances dessus faicte. »

Après les vacances, vient le règlement des travaux de la Faculté ; là encore, les modifications apportées aux statuts de Louvain sont à l'avantage des études et les professeurs de la Faculté de Douai étaient certainement plus occupés que ceux de Louvain : « Par dessus, disent-ils, ce que les professeurs offrent quicter bon nombre de vacances selon que est déclairé cy devant, ils sont contentz lire tour à tour succinctement les institutes chascun an pour les achever en dedans six mois,... et ce sans obmectre leurs professions ordinaires,... sy sont prestz tenir disputes chascune sepmaine publiques et privees, comme ilz ont desja commencé à faire sy avant quilz ont bonnement pourvu jusques a présent induire la jeunesse à prendre la charge de respondre et sont fort pretz tenir la main que la discipline de bonnes mœurs s'observe par censeurs ou aultrement selon, que plus amplement a esté par les professeurs déclairé au Sénat peu devant le Noël ¹. »

Les lettres d'érection données par Philippe II avaient établi « deux principaux professeurs es Droits, l'un en Droit canon

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6. Cette pièce, datée du 10^e de juillet ne porte ni l'indication de l'année ni la signature des professeurs — Mais il est certain qu'elle a été rédigée peu de temps après la fondation de l'Université, car les professeurs constatent à la fin qu'il n'y a eu « jusques à ceste heure » qu'un petit nombre « d'écoliers ».

et l'autre en Droit civil, y joint deux autres leçons sommaires des Instituts et des Titres et Règles de Droit et de ce qui en dépend avec tous tels exercices que par les statuts seront advisez »¹.

Mais la Faculté compta ordinairement plus que les quatre professeurs indiqués par les lettres d'érection ; elle en eut le plus souvent six, deux pour le droit canon, quatre pour le droit civil, dont les cours étaient ainsi répartis. Des deux professeurs de droit canon, l'un est chargé de l'explication du Décret de Gratien, l'autre de la Somme de tout le droit canon, qu'il doit achever en une année. Pour le droit civil, les deux primaires doivent enseigner, l'un le matin de 7 heures à 9 heures, l'autre l'après midi ; l'enseignement du premier se divise en deux périodes de deux années chacune ; pendant la première période, il lit le Code, pendant la seconde, la partie du Digeste intitulée : *Vetus*. L'autre primaire lit les deux autres parties du Digeste. Parmi les professeurs secondaires, le professeur des Institutes fait son cours de deux à trois heures celui des Pandectes de quatre à cinq et de plus il expose le matin de huit à neuf la somme du droit civil ².

Les professeurs qui ont fondé l'enseignement du droit à l'Université de Douai y ont apporté la nouvelle méthode introduite en France par Alciat, à l'Université de Louvain par Mudée ³. L'enseignement du droit profitait au xvi^e siècle des progrès de la Renaissance. Il appliquait les littératures anciennes et l'histoire de l'antiquité à l'explication des textes du Digeste et du Code et demandait à la philosophie la connaissance de l'homme, l'origine de ses droits et de ses devoirs et par suite les principes de toutes les lois. Lorsque l'Université de Douai fut inaugurée, il n'y avait pas trente ans que l'Université de

1. Art. XIII.

2. Arch. de Douai, lay. 92, l. 2. *Descriptio scholæ Universitatis Duacensæ*.

3. P. J. SPINNAEL, *Gabriel Mudée ou la renovation de l'étude de la jurisprudence en Belgique au xvi^e siècle* (*Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1844, p. 166-207). — V. aussi *Rapport présenté à l'Académie de législation de Toulouse* par M. Antonin Frezouls sur un mémoire de M. de Croos, avocat à Bethune, mémoire intitulé : *Etude sur le xvi^e siècle : Influence de l'Ecole Française sur l'enseignement du Droit Romain dans les comtés de Flandre et d'Artois. Universités de Louvain et de Douai* (*Recueil de l'Académie de législation de Toulouse*, 1880-1881, t. XXIX, p. 477-482).

Louvain proscrivait encore expressément la méthode nouvelle : en 1537, il était enjoint aux professeurs de faire leurs leçons « *declarando textum et glossam juridice, non grammaticaliter, græce aut aliis novis modis* ». Mais Gabriel Mudée avait entendu à Bourges Alciat et, comme Viglius, avait reçu de lui les principes de la méthode des commentateurs. Il vint prendre à Louvain le grade de docteur en 1539 et cinq ans plus tard il y obtenait la chaire primaire de droit. Profondément versé dans l'étude de l'histoire et de l'antiquité, il n'hésita pas à renoncer à l'analyse « stérile et décharnée des lois, des Pandectes et du Code », qu'accompagnait un fatras de citations, empruntées sans distinction aux auteurs d'opinion le plus opposée. Si, pour se conformer à la célèbre maxime « *Qui bene distinguit bene docet* », il conserva encore les distinctions, les divisions, les subdivisions, ce fut en les accommodant à l'interprétation historique et philosophique du droit¹. Les étudiants accueillirent avec enthousiasme le nouveau professeur et, suivant Mathieu Wesembeck, qui fut de ses disciples, les cours de Mudée attirèrent à l'Université de Louvain plus de 2.000 étudiants en droit. De ce nombre étaient deux des premiers professeurs de la future Université de Douai, Vendeville et Boetius Epo, et, grâce à eux, l'enseignement réformé du droit entra pour ainsi dire en maître dans la nouvelle Faculté, sans avoir à lutter, comme ailleurs, contre des vices consacrés par la tradition.

La Flandre était d'autant plus disposée à s'ouvrir à l'enseignement des disciples de Mudée qu'elle n'était pas de droit écrit et la *Somme rurale* de Boutillier était bien insuffisante à éclairer l'obscurité des coutumes. « La science la plus utile, dit M. Spinnael, avait été jusque-là dans la mémoire la plus certaine des retroactes dans les cas identiques » ; elle fut dès lors dans l'interprétation intelligente et raisonnée des coutumes

Les exigences nouvelles de cet enseignement tendaient à faire des docteurs en droit des savants presque universels. Historiens et juristes à la fois, Vendeville, Boetius Epo, Ramus et

1. *Lovanii jurisprudentiæ purius tractandæ ac docendæ auctor fuit, ut tamen vetèrem atque a majoribus acceptam, licet corruptam, Legum tractandarum rationem non planè rejiceret negligeretque. Quare mediam quandam viam ingressus fuit, etc.* » VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 187-188.

Puessius sont consultés, un mois après l'inauguration de l'Université, par l'antiquaire Hubert Goltz, qui veut connaître, pour son ouvrage sur Jules César, un trésor numismatique récemment découvert à Auberchicourt, près de Douai ¹.

La science des nouveaux juristes leur donna à Douai et dans toute la région une autorité qui les fit souvent choisir comme arbitres dans les affaires les plus délicates. Combien de consultations le Magistrat ne leur demande-t-il pas chaque année sur les procès ou les points de droit les plus divers, procès criminels, procès de sorcellerie, débats « sur le fait des franchises, libertez et anchiennes coustumes de non confisquer » ². Et c'est tantôt la Faculté en corps, tantôt un ou deux seulement de ses docteurs qu'il consulte. Ce sont encore les professeurs de droit que la ville délègue le plus volontiers à Bruxelles pour régler ses affaires et en particulier celles de l'Université : les comptes de l'Université nous montrent à tout instant les échevins ou le conseiller pensionnaire accompagnés de Vendeville, de Boetius Epo ou de Puessius ³.

En dehors même du Magistrat, les abbayes, les corporations, les particuliers sollicitent les conseils des maîtres de la Faculté. Faut-il rappeler l'intervention des juristes dans les affaires de l'abbaye d'Anchin si troublée en 1578 ? Une première fois, le prieur de l'abbaye leur demande si et comment l'évêque peut, sans porter préjudice aux droits et privilèges de l'abbé absent, conférer les ordres dans l'église de Pecquencourt, soumise à la juridiction de celui-ci, y donner solennellement la bénédiction et y être reçu officiellement et avec les cérémonies de la joyeuse entrée ⁴; la consultation, contraire aux prétentions de l'évêque, est signée de deux professeurs de la Faculté, Bauduin Van der Piet et Georges Prielz. Quelque temps après, l'abbaye est en proie à l'anarchie, divisée entre les partisans d'un abbé fugitif, Warnier de Daure, et un frère ambitieux, Joachim Zoette, qui convoite sa succession : des deux côtés, on demande aux professeurs de la Faculté des avis favo-

1. *Archives de Douai*, CC, 288, f° 169 v°, CC, 302, f° 90 r°, CC, 310, f° 97 r°, etc. — *Reg. aux Cons.*, BB, III, 14 avril 1575.

2. *Comptes de l'Université*, passim.

3. *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, IV, p. 168-169

4. ESCALLIER, *L'abbaye d'Anchin*, p. 328.

rables, on les circonvient, on « surprend leur bonne foi » ¹, car l'autorité de leur nom est d'un grand poids. Ils se divisent et ainsi le D^r Lievin Pontanus, accusé d'ailleurs de se faire l'agent des amis du prince d'Orange, rédige un *factum* pour le parti de Zoette ²; Boetius Epo écrit aussi lettres et mémoires à l'évêque d'Arras pour la confirmation du frère ³, tandis que le prieur dévoué à Warnier s'adresse aux théologiens Bossemius et Stapleton et en même temps à deux juristes, Adrien Poesius et Georges Prielz ⁴.

Dans toutes ces affaires, on ne les consulte pas seulement sur des questions de droit : c'est aux professeurs de l'Université catholique qu'on demande une recommandation, qui paraîtra d'autant moins suspecte, qu'elle vient d'un corps qui représente la cause de la religion et du roi, contre les prétentions un moment victorieuses du prince d'Orange.

C'est qu'en effet dans la Faculté *juris utriusque* la science n'était qu'une des conditions exigées des professeurs. Comme dans la Faculté de théologie, l'orthodoxie des maîtres devait être à l'abri de tout soupçon. Plusieurs des professeurs de la Faculté de Douai l'ont quittée pour l'église, comme Vendeville et les Anglais Owen et Richard Vitus, et les professeurs de droit canon tiennent souvent, comme Boetius Epo, le langage de la chaire. Aussi quelle prudence dans le choix des professeurs ! Combien hésite-t-on, comme dans la Faculté de théologie, à demander un professeur étranger ! Après le départ de Ramus, les « commis et deputez du fait et direction de l'Université de Douay » écrivent à la gouvernante : « Pour aultant que ne trouvons présentement en ces contrées homme de la qualité requise pour a ces principes donner bruict et accroissement tel que convient et que désirons nous vous prions plus que très affectueusement qu'il vous plaise nous faire savoir sur ce l'intention de Sa Majesté et la votre et si nous polrons sans offenses et mécontentement d'icelle tirer en ce lieu homme de nation étrangère, prestant toujours soigneux regard a sa vie et conduite et signament au faict de notre S^{te} religion catholique ⁵. »

1. ESCALLIER, *Op. cit.*, p. 398.

2. *Id.*, p. 342-343.

3. *Id.*, p. 398.

4. *Id.*, p. 380.

5. 17 avril 1564 (av. Pâques). *Archives de Douai*, lay. 92, l. 6.

Le professeur auquel on songeait alors à Douai était le fameux François Bauduin d'Arras, qui fit tant de bruit en son temps par sa science juridique et par l'incertitude de ses opinions religieuses ¹. Dès 1563, le Magistrat lui avait fait demander s'il consentirait à venir enseigner dans la nouvelle Université : il avait répondu qu'il « seroit assez delibéré de venir résider et faire lecture à Douay si on le voloit recevoir et stipendier raisonnablement ». Il vint lui-même à Douai pour s'entendre directement avec les échevins : il y fut très bien accueilli ². Le conseil se réunit le 1^{er} septembre 1563 ; on avait reconnu que ce serait « à l'augmentation de l'Université, honneur de la ville d'avoir hommetant excellent et versé en lectures des loix, renommé par tous royaumes, nations, fort désiré et souhaité des estudians, Qui encoires porroit attirer et faire venir ici grand nombre d'estudians et escoliers ». Mais Bauduin avait été banni de son pays natal pour soupçon d'hérésie, et il était « à craindre que par lechons particulières et sa doctrine » il ne pût « en secret dogmatiser et semer propositions sentans l'hérésie ». Non pas. avait répondu l'abbé d'Anchin consulté ; Bauduin a « reconnu sa faute et a ce a esté persuadé plus par jeunesse et fragilité que de malice ou propos delibéré, si comme tant prouves ses propos, lettres, escriptz et livres par luy faictz et imprimez » contre les sectaires. L'intercession du cardinal de Lorraine et de l'archevêque de Cambrai n'avait-elle pas obtenu six semaines auparavant le « Rappel du ban exécuté contre François Bauduin, docteur es droicts, comme suspect d'hérésie »³ ? En tête des lettres d'abolition était « couché par escript le serment fait et presté par ledit Baulduin es mains du président d'Arthois que doresnavant il vivra comme bon chrétien et catholique et gardera les constitutions de notre mère l'Église Romaine suivant les edictz et plaecars decerne par Sa Majesté ». Après ces explications, que décida le Conseil ? D'offrir à Bauduin 600 carolus par an, « à condition qu'au commencement de ses oraisons et lectures, il fera confession de sa foy catholique

1. « Espece de chaméléon en fait de religion », dit CREVIER (*Hist. de l'Université de Paris*, t. VI, p. 135).

2. On lui présenta 12 lots de vin. *Arch. de Douai* CC, 281, fo 107 v^o.

3. RODOLPHE DARESTE, *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, 1853, t. 1, p. 148, et *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1856, p. 272-285.

et romaine, détestera et blasmera les erreurs des sectaires affin que les auditeurs et estudians demeurent en l'anchienne foy et relligion ¹. » Pouvaient-on prendre plus de précautions contre l'introduction des doctrines suspectes dans la Faculté ?

Les négociations entre la ville, le gouvernement et Bauduin durèrent au moins deux ans. A la fin de 1565 ou en 1566, le Magistrat envoie Jérôme de France et Jean le Vent à Bruxelles, « vers Madame la gouvernante pour savoir et entendre d'elle si l'on pourroit sans offense et mécontentement de Sa Majesté tirer en ceste ville et Université M^e François Balduin, professeur es loix »². Quelle fut la réponse de la gouvernante ? Nous l'ignorons : peut-être les conférences de Bauduin avec le prince d'Orange en 1564, ses visites en Hollande, la rédaction d'un mémoire contre l'autorité du Pape et des évêques dans les questions de foi éveillaient-elles les inquiétudes et les défiances du gouvernement. En juin 1566, les échevins écrivirent encore à l'ambassadeur d'Espagne à Paris pour s'informer des dispositions de Bauduin. Ils apprirent ainsi que Bauduin était assez mécontent de ne recevoir aucune réponse de Douai : il conviendrait de lui donner « à entendre, ajoute l'ambassadeur, que pour ne penser qu'il fut icy, vous ne luy aviez pas escript. La cause de ce mien conseil est que pour communiquer avec iceluy sieur Balduin, je ne le trouve point trop hors de propos de vous aller servir et que pour ceste cause il le falloit tenir en haleine et le garder de mal prendre et se courroucer de ce que ne l'aviez employé en ceste affaire, attendu memement qu'il avoit bien commencé d'y faire office de bon et affectionné amy de vous et vostre Université »³. L'affaire en resta là et Bauduin ne vint pas enseigner à Douai.

Personne dans la Faculté *juris utriusque* ne représente mieux que Vendeville l'esprit catholique de la nouvelle Université. Il y reçut la première chaire de droit civil ou, comme dit Jérôme de France, « prérogative sur tous les aultres en droict... tant a raison de sa bonne vie et diligence comme sa grande doc-

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, 2, p. 150 v^o, 151 et 152.

2. *Ibid.*, *Compte de l'Université* 1565-1566.

3. Cette lettre est écrite par un secrétaire de l'ambassadeur, Paris, 15 juin 1566. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6. — V. lettre de Morillon à Granvelle, 9 nov. 1567 (*Corr. de Granvelle*, III, p. 93-94).

trine ¹. » Élève de Mudée, il apporta à Douai la méthode de son maître. Quel fut son enseignement? Pouvons-nous aujourd'hui encore nous en rendre compte? Il avait composé à Douai des ouvrages de droit pour ses élèves, comme *Une comparaison de l'édit perpétuel de Salvius Julien et du code de Théodose avec le corps de lois de Justinien*, dont le titre seul annonce une œuvre considérable; mais il n'a rien fait imprimer.

Sa préoccupation principale paraît avoir été de rendre l'étude du droit plus claire et plus facile: il insiste toujours sur les principes généraux et préfère un cours élémentaire, mais utile, à des dissertations plus brillantes et plus savantes, mais dont ses auditeurs eussent tiré moins de profit. Les deux seuls ouvrages de Vendeville qui aient été publiés, au xvii^e siècle, par Valère André, répondent bien par leur titre à ce souci du maître: l'un est un *Commentaire sur les principes du Droit canon*, l'autre est intitulé: « V. Cl. Joan. Venduillii J. V. D. primum Lovanii canonum ordin., post Duaci LL. primi ac primarii, de principiis et oeconomia librorum juris universi ad proœmium Pandectarum sive ad constitutiones justinianas Pandectis præfigi solitas, Commentarius, Opus posthumum et tum ad Pandectarum Codicisque partitionem ac methodum facilius indagandam, tum ad tollendas antinomias conciliandaque juris loca in speciem pugnantia, utile imprimis ac necessarium ². » Sa leçon d'ouverture à l'Université de Douai donne sa méthode: il expliqua, dit Jérôme de France, « le titre *si certum petatur* aiant toutesfois paravant sommairement exposé et discours tous les principaux titres et rubriques *digesti veteris* avecq interpretation et déclaration de ce qui estoit requis pour *elicer facile cognoissance de lad^e matière et tirer plus grand fruit d'icelle* » ³. Dans le vaste champ du droit, dit son biographe ⁴, il avait fouillé les coins les plus cachés; mais dans ses cours, il n'exposait que les questions les plus importantes et les plus usuelles, ramenant tout aux premiers principes. Un jour, il suspend son grand cours pour des leçons sur les éléments du

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 76.

2. Publicabat Valerius Andreas... Lovanii apud Petrum Sassemum, anno 1655. V. POSSOZ, *Jean Vendeville*, 156-157.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 116.

4. ZOËS, p. 16-19

droit et ses auditeurs, habitués à l'entendre discuter les questions les plus graves et les plus délicates, s'étonnent de le voir descendre à cet enseignement élémentaire et y apporter un égal soin. C'était toujours la même élégance de forme ; il charmait par la variété et la nouveauté de son enseignement et il « enflammait à l'étude. » Il faisait deux cours par jour et, après chacun d'eux, il voulait s'assurer qu'il avait été bien compris des commençants : il les faisait venir chez lui l'un après l'autre et les interrogeait. Pour les candidats aux différents grades, il les exerçait également dans sa maison aux disputes qu'ils devaient ensuite soutenir publiquement. Chez lui encore, il faisait des leçons sur le droit pontifical, dont il voyait avec peine l'étude généralement négligée. Comme les jésuites, ses protégés et peut-être ses conseillers, il restait en relations avec ses anciens élèves ; il les réunissait dans des conférences où il leur donnait ses conseils et leur faisait discuter des questions de droit.

Et il trouvait encore le temps, au milieu de ces nombreuses occupations, que multipliait son intérêt pour ses élèves, de prendre part à toutes les démarches qui pouvaient contribuer à « l'augmentation » et à la prospérité de l'Université. Que de fois n'avons-nous pas trouvé son nom parmi les députés envoyés à Bruxelles, à Valenciennes ou ailleurs, pour obtenir la dote promise par Philippe II ¹ !

Mais il ne séparait pas de son dévouement à l'Université son zèle pour la religion catholique : il voulait des étudiants nombreux à ses cours, pour les éloigner des Universités étrangères : il se dévouait à ses élèves par devoir professionnel et par devoir de chrétien. Ce n'était là qu'une des parties de l'œuvre de propagande catholique qu'il poursuivait depuis plusieurs années et dès son séjour à Louvain. Aussi a-t-il été le fondateur ou l'instigateur de presque toutes les grandes créations catholiques qui se rattachent à l'érection de l'Université. C'est lui qui fit établir dans l'Université les conférences religieuses dont Galenus consentit si difficilement à se charger. C'est lui qui fit ouvrir par l'abbaye d'Anchin un collège des Jésuites, « tourmenté, suivant son biographe ², de voir l'Université manquer d'un de ses mem-

1. *Arch. de Douai, Comptes de l'Université, 1566-1567 et 1570-1571.*

2. *Zoës, p. 42.*

bres les plus nobles. » C'est lui qui encouragea Allen à fonder à Douai un collège Anglais, où les jeunes gens, obligés de fuir les persécutions d'Elisabeth, viendraient recevoir, à l'ombre de l'Université, une éducation catholique; et l'on sait comment il intéressa Viglius à cette œuvre. Étendant sa propagande catholique au delà des murs de la ville où il enseignait, en dehors même des Pays-Bas, il envoie à Pie V le plan d'une ligue contre les Turcs; il va lui-même à Rome proposer au Pape l'organisation d'un séminaire pour la conversion des Grecs et des Maronites; enfin il contribue pour une large part à la fondation du collège de la Propagande¹.

Il se fait le défenseur de Philippe II, parce que Philippe II est le défenseur du catholicisme; il se fait même de sa propre autorité le conseiller du roi et de ses ministres: Philippe sait-il la vérité sur les troubles des Pays Bas? ne compromet-on pas la domination dans ces pays par un régime de rigueur à outrance? Vendeville appartient à un parti de conciliation, très catholique, mais peut-être plus éclairé, qui n'approuve pas le gouvernement du duc d'Albe: ce parti comprend des prélats comme l'archevêque de Cambrai, Maximilien de Berghes, l'évêque d'Ypre, Rythovius, l'abbé d'Anchin Lentailler. Vendeville leur fait décider d'envoyer un homme sûr à Philippe II en Espagne pour lui faire un rapport exact sur l'État des Pays-Bas, et lui-même rédige un mémoire pour engager le roi à accorder la paix à la Hollande et à la Zélande, puis il se rend en Espagne auprès de Philippe, qui lui fait promettre de l'informer souvent par lettres des affaires des Pays-Bas, et peu d'années se passent sans que Vendeville envoie un mémoire au roi ou à ses ministres². Les dangers auxquels l'expose son active intervention, la perte de presque toute sa fortune ne ralentissent pas son zèle. En 1575, l'agent secret du roi dans les Pays-Bas, Lorenzo de Villavicencio, le recommande avec un jugement exact des services qu'il pourra rendre: « Le docteur Vendville, écrit-il, est un honnête homme, catholique, zélé pour le service de Dieu et de

1. ZOËS, p. 11 et 12. — *La première idée du Collège de la Propagande ou Mémoire présenté en 1589 par Jean Vendeville, évêque de Tournai, au Souverain Pontife Sixte V* (Communication faite à la Société historique et littéraire de Tournai, par Reusens — *Mémoires de la Société*, t. X). — Possoz, *Mgr Jean Vendeville*, p. 39 et 40.

2. JEAN VENDEVILLE, *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, II, p. 4-22.

V. M., ami de la justice, désintéressé; et, quoique abandonné à lui-même, il n'ai pas ce qu'il faut pour bien gouverner, placé dans un conseil, il contribuera beaucoup à ce que ses collègues ne gouvernent pas mal; et, s'il ne pouvait empêcher qu'ils ne fissent quelque chose qui ne convient pas au service de Dieu et du pays, il en informerait loyalement V. M.: ce qui serait vous rendre un grand service¹. » Vendeville est nommé membre du Conseil privé, et en 1579 il est désigné par le duc de Parme pour prendre part, au nom du roi d'Espagne, aux conférences d'Arras, où devait se traiter la réconciliation du roiet des provinces wallonnes².

Que devenait le professeur au milieu de toutes ces démarches, qui l'éloignaient si souvent de Douai? Jusqu'en 1573, malgré ses nombreuses absences, dont plusieurs pendant les vacances ordinaires, les Comptes de l'Université le font toujours figurer au même rang parmi les professeurs de la Faculté *juris utriusque* avec un traitement complet. Il a même assisté, comme administrateur des Comptes de l'Université, à l'audition des Comptes de 1571. Lorsque ses absences se prolongeaient, le Magistrat le pressait de revenir. Malheureusement à Douai même, il n'est pas toujours en sécurité, et, après avoir échappé aux mains du prince d'Orange, revenu à Douai en 1577, il est encore sur le point d'être arrêté par les émissaires de Guillaume et il ne doit son salut qu'à la fuite. Alors sa chaire lui est enlevée³ et l'Université de Paris lui en offre une autre; mais il la refuse parce qu'à Paris les grades sont conférés avec trop d'injustice. D'ailleurs, dès cette époque, l'enseignement préoccupe moins Vendeville: réduit à la pauvreté, il ne songe plus qu'au service de Dieu; il entre dans les ordres, mais il reste au conseil privé, où il use encore de son crédit pour encourager la fondation d'établissements religieux, comme le Séminaire du Roi à Douai (1582), dont il reçoit la haute surveillance. Enfin, en 1587, son élévation au siège épiscopal de Tournai lui donne les moyens d'agir plus directement dans un pays, dont quelques parties avaient été si profondément troublées par les prédications hérétiques: il veut que son diocèse profite de l'érection de

1. *Précis de la Correspondance de Philippe II*, t. III, p. 229, n° 1436.

2. Zoës, passim. — BUZELIN, *Annal. Gallo Flandriæ*, lib. XI, p. 545-548, 552, 558, et *Gallo-Flandria*, I, p. 31 et 32.

3. Zoës, p. 26.

l'Université de Douai, qui avait été destinée à former de bons prêtres, il met au concours les cures vacantes et les fait publier dans l'Université; il préside lui-même les concours; et il a soin de recommander à ses prêtres de joindre aux méditations et aux prières l'étude, qui les rendra plus dignes du saint ministère et en même temps plus capables de réfuter les erreurs de l'hérésie ¹.

Vendeville mourait à Tournai en 1592 que le Frison Boetius ou Boèce Epo, son collègue depuis la fondation de l'Université, enseignait encore le droit canon à Douai et devait l'enseigner jusqu'à sa mort en 1599 ². Comme Vendeville, Boèce est à Douai un représentant de l'école romaniste et de l'esprit catholique de la nouvelle Université. Mais sa vie fut-elle consacrée tout entière, comme celle de Vendeville, à la défense du catholicisme? Esprit curieux, également versé dans la connaissance du grec, du latin et de l'hébreu, touchant à toutes les études, après la philosophie à la médecine, puis à la théologie et au droit, il avait visité comme étudiant ou comme maître les plus célèbres écoles de l'Europe, Cologne, Zwolle, Louvain, etc. : mais, à l'Université de Paris, il connaît les doctrines de Calvin, se laisse séduire par elles et veut entendre le réformateur lui-même à Genève. Mais les hommes de la Réforme l'éloignent d'une doctrine qu'il n'avait connue d'abord en France que par des adhérents timides ou discrets, et l'étude du droit canon le ramène à la religion catholique, dont il sera désormais un des plus zélés défenseurs. Il rentre en France et, en 1560, âgé de 31 ans, il va prendre à l'Université de Toulouse le titre de docteur *juris utriusque*; bientôt son retour à l'Université de Louvain ne laisse plus de doute sur la sincérité de ses sentiments catholiques. Un tel passé n'avait pas arrêté les commissaires de la ville de Douai : ils ne voulurent se rappeler qu'une chose, c'est que Boèce Epo était un professeur de grand savoir et « fort éloquent » ³.

1. ZOËS, p. 64 et passim — BUZELIN, *Annal. Gallo-Flandr.*, XII, p. 572, 599, 601, 604. — L'abbé CANQUELAIN, *Histoire de la ville de Douai*, II, p. 1155-1156 (Bibl. de Douai, Ms 1149).

2. CANQUELAIN, *Op. cit.*, p. 1150 — FOPPENS, *Bibliotheca Belgica*, I, p. 139-149. — BUZELIN *Gallo-Flandria*, I, p. 32 — DE WAL, *Oratio*, p. 17-39. — MASZEN, *Geisch. d. Quellen und litter. der Kanonisch reich*, Gratz, 1870, p. 34-36.

3. FOPPENS, *Bibliotheca Belgica*, t. I, p. 139.

Eurent-ils à se repentir de ce choix ? Boèce Ego semble avoir été l'un des professeurs les plus occupés. A certains moments, il faisait jusqu'à deux cours par jour : et, malgré son zèle, il demande aux échevins l'autorisation de n'en plus faire qu'un, car, leur écrit-il, « combien qu'il se pourroit passer plus légèrement, en continuant et conjointement tant seulement les tiltres des droictz canon et civil, à laquelle profession il ha esté appellé, néantmoins pour avancer le bien publicq s'est d'abondant tousiours efforcé de toucher méthodiquement et bien amplement toutes les principales matières en chascung tiltre, mesmement au droiet canon », mais le résultat a été pour lui qu'il n'a pu que très peu « estre participant des consultations et de la pratique comme les aultres ses confraires...à cause de tant de leçons, tellement quelà où les autres deviennent riches luy demeure toujours en arriere »¹. Avec quelle complaisance, d'ailleurs, aimait-il à parler des nombreuses occupations que lui imposait sa chaire² ! C'est le début de plus d'un de ses discours³, l'avertissement de plus d'un de ses traités⁴. Il a beaucoup écrit, beaucoup enseigné et il suffit de compter ses ouvrages, dont plusieurs sont la reproduction de leçons ou de discours prononcés dans des cérémonies universitaires. Il n'eut pas d'ailleurs à se plaindre des bons offices de la ville et de l'Université : en 1565, il se charge de lire les Pandectes et son traitement est aussitôt porté de 300 à 400 florins, avec promesse de l'élever jusqu'à 500, « sitôt que bonnement se polra faire par subvention et aide de Sa Majesté ou d'ailleurs de bonne foy, sans fraude et maligne. » Et on ajoute que tant que Ramus ne sera pas remplacé, il pourra « presider et tyrer le fruiet et prouffiet de presidence es repetitions et promotions es droicts »⁵. Il se marie en 1568 et le chef

1. *Arch. de Douai*, lay, 92, l. 6.

2. V. aussi les voyages qu'il fit pour l'Université, *Comptes de l'Université* 1568-1569 et 1569-1570.

3. « Quotidiano gravissimæ professionis munere vix aliquid oculi plenioris mihi reliquum faciente. » (*Oratio de aureola doctorali*, Œuvres de BOECE Ego, t. II, p. 134.)

4. « Monendus es, amice lector, Auctori per occupationes gravissimas non suppetiisse tempus ad hanc Editionem totam satis accurate, sicut optasset, recognoscendam. »

5. *Arch. de Douai*, lay, 92, l. 6. Voir aussi *Arch. département. du Nord* B, 2688, f° 275 v°.

des échevins, Jacques de Bonmarchiet, le conseiller Jérôme de France se transportent « au nom de toute la loy de lad^e ville en la ville d'Ipre pour honorer et assister aux nopces ¹. » Plus tard, ce sont encore des créations de rentes à son profit ², par exemple en 1591, quand il offre aux échevins « certaines œuvres par luy composées et mises en lumière » ³.

A sa mort, il tenait depuis longtemps la première place dans l'Université par son autorité morale, par son caractère et par la durée et l'excellence de ses services : il était devenu comme le chef permanent de l'Université à côté du Recteur ; à la fin du xvi^e siècle, il en est le représentant incontesté ; dans les circonstances solennelles, il porte la parole au nom de l'Université ; en son nom, par exemple, une année avant sa mort, il fait l'oraison funèbre de Philippe II et c'était bien à lui, le seul des premiers professeurs enseignant encore ⁴, qu'il appartenait de rappeler, après trente-six ans, les origines de l'Université de Douai : l'état des écoles, infectées de l'esprit d'Erasmus, l'insuffisance de l'Université de Louvain, le défaut de bons pasteurs, l'émigration des jeunes gens dans les Universités Françaises, où ils étudiaient à la fois le Français et les doctrines hérétiques, et il ajoutait : « Proh dolor, experto credite Boetio ⁵. »

Plus d'une fois, il exprima publiquement les regrets que lui inspiraient ses anciennes et passagères erreurs. Que ne fit-il

1. *Arch. de Douai*, CC, 286, f^o 102 v^o.

2. *Ibid.*, CC 956, f^o 28.

3. *Ibid.*, CC, 309, f^o 74 v^o. L'exemplaire offert au Magistrat de Douai porte une dédicace manuscrite de l'auteur « Ad usum senatus Duacensis ex liberali dono auctoris II^a april. 1588 ». Il a ensuite appartenu à J. F. Foppens ; il est actuellement à la Bibl. de Douai, où il est inscrit sous le n^o B^e 119. Il a été imprimé à Douai, chez Jean Bogard, 1588.

4. « Memet... nunc... solo per longævitatē divini muneris benignitate relicto (*Or. fun.* p. 25).

5. « Scholæ triviales aliquot fidei non satis integræ deprehendebantur ; Ludimagistris Erasmica fecce conspersis fermentoque non leviter infectis, ipsorum discipuli non poterant non infici, proh dolor, experto credite Boetio. Grandior juvenus ad peregrinas Acadēias, maxime Francicas propter linguam Gallicam non sine præsentī periculo schismatis et hæreseos ac nominatim Calvinistici furoris ablegabatur. Universitas Lovaniensis mater alma genii et ingeniis prurientibus hac in re non satisfaciebat, neque sufficebat. » Oratio funebris nomine totius Universitatis Duacenæ piissimis Philippi secundi regis catholici fundatoris ejusdem Universitatis optimi Manibus habita tertio Novemb. 1598. — Duaci, apud Joannem Bogardum, MDXCIX, p. 21-22.

pas, depuis son arrivée à Douai, pour en effacer le souvenir ¹! Digne collègue de Vendeville, il veut que son enseignement soit tout catholique, et il déclarait comme lui que « le principal fruit des Académies est que la foi catholique s'y développe avec la culture de l'esprit », et seize ans après la fondation de l'Université de Douai, il croyait pouvoir écrire au Pape Grégoire XIII que l'Université où il enseignait avait plus que toute autre porté ce fruit ². Combien de fois n'a-t-il pas, dans son enseignement, protesté de sa fidélité à l'Église romaine! Il pouvait répéter, à la fin de tous ses livres et de tous ses discours, la déclaration qui termine son *De Provocatione a summo Pontifice ad Concilium generale* : « Protestor ego tamen hæc ut et omnia mea cetera me totius Ecclesiæ Catholicæ matris meæ judicio submittere, nec aliter sentire quam sentiat ipsa, probabiliores in speciem rationes, ut opinabar, secutus³. »

Pour connaître tout Boece Epo, le catholique et le professeur, il suffit de consulter le testament religieux et universitaire qu'en 1588 il adressait à ses fils, sous forme de Préface à ses *Questions héroïques et ecclésiastiques*. Sa première parole, qui domine la préface entière, est : Honorez notre très-auguste et très sainte Mère l'Église, brûlez d'amour pour elle, soyez ses ardents défenseurs. — Dans vos études, appliquez-vous au droit pontifical et reconnaissez bien jusqu'où s'étend la puissance du Saint-Siège. — Si vous choisissez l'état militaire, que ce soit pour combattre les schismatiques, les hérétiques, les Sarrasins, en un mot, tous les infidèles et particulièrement les calvinistes agités par les furies infernales. — Si vous choisissez l'état ecclésiastique, suivez les conseils que je donne dans mon *De Vita et Honestate Clericali* et dans mon commentaire *Ne clerici vel monachi secularibus se immisceant*, c'est-à-dire soyez sobres, modestes, graves, évitez les plaisirs du monde, évitez le monde lui-même. — Si, et ce sera ma plus vive satisfaction, vous préférez entrer dans un ordre religieux,

1. En 1578, l'abbé d'Anchin, mécontent d'une consultation de Boèce Epo, l'accusa cependant de chercher à ménager le parti du prince d'Orange alors triomphant.

2. « Fructus is est præcipuus Academicarum, fides ut catholica per eas una cum literis efflorescat, etc. » (*Ad sanctissimum D. N. Gregorium XIII Pont. Max... Præfatio. — Antiquitatum Ecclesiasticarum syntagmata V.*)

3. *De provocatione a Summo Pont. ad Concilium generale*, p. 45.

choisissez un ordre pauvre, sévère, laborieux. Ayez en recommandation particulière la Très Sainte Société du nom de Jésus et rendez-vous dignes de pouvoir un jour être admis dans son sein. Pour moi, je désire reposer, après ma mort, « auprès des Pères excellents de cette Société excellente. » Enfin, pour vos études et la culture de votre esprit, avant de vous appliquer sérieusement à la théologie, au droit ou à la médecine, suivez tout le cours de philosophie, étudiez en même temps les trois langues les plus nobles, le latin, le grec et l'hébreu, et les mathématiques, et même, lorsque vous commencerez la théologie, le droit ou la médecine, pendant une année ou deux encore continuez l'étude des langues, jusqu'au jour où vous aurez pris votre premier degré dans l'une des Facultés supérieures ; après avoir obtenu le bonnet doctoral, revenez ici encore et surtout appliquez-vous à l'histoire ecclésiastique. Tels sont les conseils qu'il répétait, lorsqu'il prenait la parole dans les cérémonies du Doctorat : « Aureola doctoralis... vos manebit, dit-il à Ridderius et à Bennyngius, si, quod cœpistis, omne hoc studium vestrum referatis ad Ecclesiæ Catholicæ propugnationem contra larvas cacodæmonicas atque schismaticas¹. »

De telles recommandations nous disent assez quel devait être l'esprit de l'enseignement de Boèce Epo. Il a occupé sa chaire trente-sept années : quelle influence n'a-t-il pas dû exercer, pendant un si long enseignement, sur un auditoire qui venait à Douai attiré par la renommée de ses leçons ! Cet enseignement a pu lui survivre par les livres qu'il a laissés. On devine aisément, par les titres seuls, la conclusion d'ouvrages comme les suivants : *De Regalibus et universo jure principis in beneficiis ecclesiasticis*, *De jurisdictione ecclesiasticorum temporali ac donatione Constantini*, *De jure immunitatis ecclesiasticæ*, *De vero juris ecclesiastici fine*, *De ecclesiasticæ legislationis et jurisdictionis antiquitate, dignitate, auctoritate, necessitate*,¹ *Antiquitatum ecclesiasticarum syntagmata*, etc. Son nom se place donc naturellement à côté de tous les professeurs de la Faculté de théologie, à côté de Vendeville, lorsqu'on cite les docteurs qui ont contribué à faire de l'Université de Douai l'institution catholique projetée par ses fondateurs.

1. BOETIUS EPO, Œuvres, t. II, p. 142.

Esprit plus indépendant que Boèce Epo était le collègue de Vendeville dans l'enseignement du droit civil, le Zélandais Jean Tack, plus connu sous le nom latin de Ramus. Comme lui, il avait étudié avec soin les langues anciennes : à vingt ans, il enseignait la rhétorique et le grec à Vienne, en Autriche, en même temps qu'il se livrait à l'étude du droit et, de retour à Louvain, il prenait à vingt-quatre ans le grade de docteur *juris utriusque*. Les premières études littéraires, en l'initiant à l'histoire de l'antiquité, l'avaient préparé à l'enseignement de Mudée. L'année de la mort de son maître (1560), il reçut la chaire des Institutes à Louvain : mais il ne l'occupa que deux années. Jérôme de France s'adressa à lui lors de la fondation de l'Université de Douai ; la réputation de Ramus était déjà très grande alors : il fut un des rares professeurs à qui l'on promit dès l'abord 500 florins, et le conseiller pensionnaire le cite à côté de Smith et de Vendeville parmi les professeurs qui devaient illustrer l'Université naissante « à raison de leur savoir et renommée ¹. » Nous savons l'opposition que son départ rencontra à Louvain, la part qu'il prit à l'organisation de l'enseignement à Douai, le discours qu'il prononça au nom de l'Université le jour de l'inauguration, en réponse aux paroles de bienvenue que Jérôme de France adressa aux nouveaux professeurs. Ramus commença son cours par « l'interprétation de la matière testamentaire du Code ². » Malheureusement, il n'enseigna à Douai que trois années : les Etats de Brabant, qui l'avaient vu partir à regret, firent tout pour le ramener à Louvain et, en 1565, ils y réussirent, grâce à la promesse d'un traitement très élevé. Il semble avoir été l'un des professeurs les plus renommés des deux Universités et il dut cette réputation à son éloquence et à son esprit méthodique ³. Cette dernière qualité se retrouve dans le titre même de plusieurs ouvrages, l'*Œconomia seu dispositio Regularum utriusque juris*, publié à Louvain en 1557, les *Commentarii methodici ad easdem J. V. Regulas*, et parmi ses ouvrages manuscrits, *Imperialium Institutionum classica, seu per locos et sectiones divisa interpretatio*, etc.

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 77.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 116.

3. « Ramus, dum amplissimam juris cognitionem articulatissima methodo disponderet et promptissimo eloquio illustraret, unice aptus ad docendum

Mais Ramus n'est plus, comme Vendeville et Boèce Epo, le défenseur ardent de la cause catholique; c'est un professeur de droit, tout entier à ses études et à ses études seules, mais donnant librement son avis lorsqu'on le lui demande : Philippe II consulte l'Université de Louvain sur l'érection des nouveaux évêchés; Ramus se joint à Jean Molinœus, son collègue, pour désapprouver cette mesure : il ajoute que le Pape ne peut incorporer les biens des abbayes du Brabant dans les évêchés et que le roi doit s'y opposer. N'était-ce pas assez pour éveiller les soupçons sur la pureté de sa foi et s'attirer la défiance du roi ¹?

Dès l'inauguration de l'Université, la Faculté *juris utriusque* compta un quatrième professeur, choisi, nous l'avons vu, par Vendeville et Ramus, comme « excellent institutionnaire ». C'était un avocat de Malines, Adrien Puessius. Bien moins brillant que Ramus, il appartint plus longtemps que lui, vingt-deux années, à l'Université de Douai, y forma un plus grand nombre d'élèves et sut bientôt par son dévouement se placer à un rang honorable parmi les professeurs de la Faculté. Il fut le premier docteur français dans la Faculté des deux droits et le jour où il reçut le bonnet de docteur, son traitement fut porté de 300 florins à 400 ². Ses démarches à Bruxelles pour la dote de l'Université, ses consultations dans différents procès criminels, la pose de la première pierre de la maison des frères, cérémonie à laquelle il assista comme recteur ³, tels sont les rares renseignements que nous ayons pu recueillir sur son séjour à Douai. Le 13 juin 1584, une nomination de conseiller au conseil suprême de Malines l'enleva à sa chaire ⁴.

erat. » (*Diod. Tuldenus in Orat. funebri Steph. Weymsii*, cité par Paquot, I, p. 602).

1. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 195. — FOPPENS, *Bibl. Belgica*, II, p. 715-716. — PAQUOT, *Mémoires*, I, p. 602-603. — *Archives du Royaume de Belgique : Registres de l'audience intitulés : Nouveaux évêchés*. V. aussi *Correspondance du cardinal de Granvelle*, IV, p. 4.

2. *Compte de l'Université, 1565-1566*.

3. *Souvenirs de la Flandre Wallonne*, IV, p. 128.

4. BUZELIN, *Gallo Flandria*, I, p. 188. — FOPPENS, *Fasti Doctorum juris utriusque Duacensium* (*Bibl. Roy. de Belgique*, Ms. 17593). *Comptes de l'Université*, passim.

Tels sont les quatre premiers professeurs de la Faculté *juris utriusque* à l'origine de l'Université : trois d'entre eux ont occupé leur chaire assez longtemps pour donner à l'enseignement du droit leur méthode, aux étudiants leur esprit. Parmi leurs successeurs immédiats ou leurs collègues jusqu'en 1573, un seul peut leur être comparé, Jacques Reward. Lorsqu'il arriva à Douai (1565), les échevins lui firent très « honneste traitement » comme à un maître illustre déjà ¹, et il venait, en effet, précédé d'une renommée qu'il devait à la publication de plusieurs ouvrages, comme le *De Præjudiciis*, où se révélait une science profonde du droit, appuyée sur de solides études littéraires. C'est en France, à l'Université d'Orléans, l'une des plus célèbres pour l'enseignement du droit, qu'il avait pris ses grades. Peut-être y serait-il demeuré, si la guerre de Henri II et de Charles-Quint ne l'avait obligé à retourner aux Pays-Bas. Malheureusement, il n'appartint que peu de temps à l'Université de Douai : la faiblesse de sa santé, un climat contraire, un enseignement fatigant pour lui, auquel vinrent s'ajouter pendant six mois les fonctions rectorales, le forcèrent à quitter sa chaire au bout de dix-huit mois : il retourna à Bruges pour y mourir en 1568, à l'âge de trente-trois ans. Mais dans une carrière aussi courte, pendant un enseignement qui n'avait pas duré deux ans, il s'était fait une place distinguée parmi les jurisconsultes flamands : Juste-Lipse l'appelait le Papinien des Pays-Bas ².

Moins célèbre dans l'enseignement du droit a été l'Anglais Lewis Owen ³, que les comptes de l'Université appellent Oudin Louys. Mais Lewis Owen représente mieux que lui dans la Faculté de droit l'esprit de l'Université de Douai : il est dans cette Faculté ce que Richard Smith, Allen et Stapleton sont

1. *Arch de Douai*, CC, 20.

2. A. MIRÆUS, *Elogia Belgica*, p. 104-106. — BUZELIN, *Gallo Flandria*, I, 188-189. — VALÈRE ANDRÉ, *Biblioth. Belg.*, 426-427. — FOPPENS, 533. — PAQUOT, III, p. 359-361. — CANQUELAIN, *Op. cit.* — L'auteur des *Panathenæa Duacena* lui consacre les vers suivants (p. 187) :

Audis Papinianus novus, novus hic honos
Nec parvus, imo a Lipsio vel maximus.
Tu jus Quiritum moribus stare et viris
Probas vetustis, lumen inde mutuans.

3. C'est à tort que Carpentier le dit seigneur Italien (*Hist. généalogique de la noblesse des Pays-Bas*, t. I, 2^e partie, p. 446).

dans la Faculté de théologie. Il est comme eux une victime des persécutions d'Elisabeth; à lui aussi l'Université s'est ouverte comme un asile catholique où trouvent protection tous ceux qui veulent travailler à la défense du catholicisme pour lequel ils ont souffert ¹. Lewis Owen avait fait toutes ses études en Angleterre et s'était particulièrement attaché au droit canon; sous Marie Tudor, il avait occupé à Oxford une chaire qu'il quitta en 1561; comme un grand nombre de ses compatriotes, il se réfugia dans les Pays-Bas et, lorsqu'en 1566, Boece Epo et Puessius vinrent remonter à la ville (séance du 10 décembre) qu'il était « besoin d'avoir ung institutaire et ung canoniste » pour empêcher les étudiants de se « refroidir et retirer ², » les échevins chargèrent Lewis Owen d'un cours de droit canon. En 1568, il est élu recteur ³. Son enseignement dut être assez remarqué, car, dès la seconde année, on reconnut ses bons offices en élevant son traitement de 150 à 200 florins, en 1571 à 300, et, pour le remercier des « bons devoirs par luy faitz en sa profession du droit canon », on lui paya encore, « en forme de reconnaissance, » une somme de 100 florins ⁴. En dehors de ses cours, il travaillait pour lui-même; il compléta ses degrés en droit et en théologie et, fidèle au catholicisme anglais, il fut l'un des auxiliaires les plus actifs d'Allen dans la fondation du collège Anglais. En 1572, il quitte l'Université de Douai pour se livrer tout entier à la vie ecclésiastique: chanoine de la riche cathédrale de Cambrai, official du chapitre et archidiacre du Hainaut, sa science du droit canon le mit bientôt en vue dans plusieurs négociations à Rome, et il finit par être nommé au siège épiscopal de Bassano dans le royaume de Naples. Mais après son départ de Douai, il appartenait encore à l'Université, correspondant avec le D^r Allen ⁵,

1. Champney vante sa « singularem doctrinam, pietatem et rerum gerendarum peritiam. » (*Annales regni Elisabethæ*, p. 905.)

2. *Arch. de Douai*, BB, 2, *Reg. aux Cons.* f^o 208 v^o.

3. Nous avons encore un certificat d'immatriculation qu'il accorda comme recteur, le 23 mai 1568, à un chanoine de Saint-Amé, Favach. *Arch. de Douai*, GG.

4. *Comptes de l'Université*, passim.

5. DODD, *The Church history of England*, t. II, Art. II, p. 43-44. — FOPPENS, *Fasti doctorum*, etc. (*Bibl. Roy. de Belgique*, Ms. 17593). — V. aussi Ughelli *Italia sacra*, p. 354, cité par Foppens.

qu'il ne cesse d'aider dans la préparation des missionnaires anglais, et avec Stapleton qu'il recommande à la générosité du cardinal Sirlet ¹.

Les autres professeurs cités dans les comptes jusqu'en 1573 ont bien moins de réputation et plusieurs ne sont guère connus que par ces comptes : tel est Claude Nandoillet que nous savons seulement avoir été en 1564 « retenu pour faire profession es loix aux gaiges de 100 florins par an » et à qui il a été « avancé en prest par ordonnance des eschevins la somme de 50 florins ² » ; tel est Georges Prielz de Grammont, qui entra dans l'Université en même temps que Lewis Owen, mais y demeura plus longtemps ; lorsqu'il vint enseigner les Institutes à Douai en 1567, il n'était encore que licencié et c'est l'année suivante qu'il prit le titre de docteur ; son nom est un de ceux que répètent le plus souvent les comptes de l'Université, soit à propos de ses voyages à Bruxelles pour les affaires de la dote, soit à propos des traitements supplémentaires qui lui sont payés « en recognoissance tant du petit gage du passé comme en considération des labeurs et diligences par lui faictes à l'exercice de sa profession ³. » Que dire encore du Frison Wilbrand Bornstra ? D'abord professeur de grec au Collège du Roi, il enseigne en 1567 à la fois le grec et le droit. Il fit toutes ses études de droit à l'Université de Douai ; il est le premier qui y ait pris tous ses degrés de droit et, en cet honneur, il reçut la somme de 25 livres « pour ayder à supporter les frais par luy faictz quand il a print bonnet de docteur ⁴, » en même temps que Lewis Owen et Georges Prielz. En 1568, il devient exclusivement « professeur es loix. » Son enseignement fut bien apprécié de la ville, qui, en 1569 et en 1570, « pour l'encourager a toujours de mieulx en mieulx faire son debvoir », lui accorda « en forme de gratis et courtoisie » la somme de cent florins. Sylvius vantait sa science, la pureté de ses mœurs et sa probité antique ⁵.

1. *The first and second diaries of the English College, Douay*, p. 307 et 316-317.

2. *Compte de l'Université*, 1563-1564.

3. *Ibid.*, passim.

4. *Ibid.*, 1568-1569.

5. « *Morum summum candorem et antiquam probitatem.* » (*De studiosorum... tuenda valetudine*, Ep. dedic., p. 7).

Lorsque Lewis Owen quitta sa chaire en 1572, Bornstra se partagea son enseignement avec Jean Carion et trois autres professeurs, qui eurent une renommée plus éclatante, Liévin Pontanus, Bauduin Van der Piet et Richard Vitus. Tous trois ont plus tard occupé des chaires et avec succès dans la Faculté : le Gantois Liévin Pontanus appartenait déjà en 1565 à la Faculté des Arts où il enseignait le grec et le latin et, comme son collègue Bornstra, il passera plus tard à la Faculté *juris utriusque*, où il fut pourvu d'une chaire de droit canon. Il fut promu au degré de docteur en même temps que son concitoyen Van der Piet, c'est-à-dire en 1574. Van der Piet fit honneur à l'Université de Douai, comme élève et comme maître : étudiant de philosophie au Collège du Roi, licencié en droit en 1569, il alla l'année suivante à Rome, où il fit des leçons publiques sur la jurisprudence comme professeur extraordinaire ; de retour en Flandre, il exerça quelque temps la profession d'avocat ; mais il préféra toujours l'enseignement aux places avantageuses que lui offrit à plusieurs reprises le conseil de Malines : « L'emploi de former des juges, disait-il, est supérieur à celui de juger ». Il fut un des professeurs les plus brillants de la Faculté *juris utriusque*. « Propter unum Vander Pietum, disait-on de son temps, floret Duacum ». Il sut attirer à Douai un très grand nombre de jeunes gens par son éloquence, par sa clarté, par son affabilité et enfin par l'étendue de son savoir ; car, tandis que la plupart des juriconsultes de son temps n'approfondissaient que le droit romain, Van der Piet connaissait aussi bien le droit coutumier des Pays-Bas ¹. Enfin l'Anglais Richard Vitus, qui avait fui comme plusieurs de ses collègues les persécutions d'Elisabeth, avait déjà visité les Universités de Louvain et de Pavie, où il publia un travail sur les Douze Tables et prit le titre de Docteur en droit ². Il ne fait ses débuts dans l'Université de Douai, nous venons de le voir, qu'à titre de suppléant et ce n'est qu'en 1580 qu'il reçut

1. SANDERUS, *de Gandavensibus*. p. 91. — VALÈRE ANDRÉ, *Bibl. Belgica*, p. 101-102. — PAQUOT III, p. 381. — CANQUELAIN, *Op. cit.* — *Recueil de Plouvain*, t. I, pièce 10. (*Bibl. de Douai*. Ms 1020). — Van der Piet voulut perpétuer son souvenir dans l'Université par la fondation d'un obit annuel, où serait distribuée entre les professeurs présents une rente qu'il fixait.

2. BUZELIN, *Gallo Flandria*, I, p. 189. — PITSEUS, *De illustribus Angliæ Scriptoribus*, p. 806-807. — CANQUELAIN, *Op. cit.*

une chaire royale : fervent catholique, il se fera prêtre, obtiendra alors un canonicat à Saint-Pierre de Douai et les ouvrages qu'il écrira à la fin de sa vie montrent combien, dans la Faculté de droit, se maintenaient les traditions catholiques de l'Université de Douai ¹.

Tels sont les professeurs qui ont fondé à l'Université de Douai l'enseignement du droit canon et du droit civil. Devons-nous, comme pour la Faculté de théologie, chercher d'autres maîtres dans des collèges voisins de l'Université ? La Faculté *juris utriusque* n'a pas profité, comme les Facultés de théologie et des Arts, de la fondation des collèges qui, au xvi^e siècle et au début du xvii^e, se sont groupés autour de l'Université de Douai. La nature des études, le caractère des étudiants ou leur âge expliquent ces différences. Pour la théologie, les prêtres sont naturellement réunis dans des séminaires, où ils reçoivent d'un supérieur une direction religieuse à côté de l'enseignement théologique donné à la Faculté ; puis, dans ces séminaires, ont été créées des bourses en faveur de prêtres qui, après avoir pris leurs degrés en théologie, reconnaissent la générosité du fondateur par des messes dites à son intention. Les humanistes, tous jeunes gens, dont beaucoup sont étrangers à la ville, trouvent dans les collèges à la fois le logement, la table et la surveillance nécessaire loin de leurs familles pour leur conduite et la direction de leurs études. Les juristes sont plus indépendants et trois collèges seulement les recevront, les collèges de la Motte et de Tournai et l'Hôtel des Nobles.

1. *De reliquiis et veneratione Sanctorum. — Brevis explicatio martyrii Sanctæ Ursulæ et undecim millium Virginum, etc.*

LA FACULTÉ DE MÉDECINE.

L'ENSEIGNEMENT ET LES PREMIERS PROFESSEURS

La Faculté de médecine ¹ ne fut régulièrement organisée qu'en 1570 ². Mais l'Université de Douai eut, dès l'année 1562, des cours de médecine qui se firent dans la salle des Huit Prêtres. « Quant à la médecine, écrit Jérôme de France, lon avoit tousiours maintenu de poinct en faire profession jusques a tant que lon auroit pourveu à toutes choses requises et nécessaires pour donner facile augmentation et accroissement a lad^e Université. Ce que toutesfois ne sy observa, car soul-dainement que lad^e Université fut ouverte sur je ne scay quel bruiet suscité par auleuns escoliers studieux de lad^e arte venus en ceste ville lon advisa de prendre ung licencié en médecine paravant resident en ceste ville nommé M^e Claude de Respin pour la somme de cent florins ³ ». Ce Claude de Respin était un Lillois, marié à Louvain; il habitait Douai depuis 1561 ⁴. Sylvius le célèbre en 1563 parmi les premiers professeurs de l'Université ⁵. Combien de temps ont duré ses cours? A en croire Buzelin et, après lui, Foppens, il aurait

1. V. *Notes pour servir à l'histoire de la Faculté de médecine de l'Université de Douai*, par A. PREUX (*Souvenirs de la Flandre Wallonne*, t. VII, p. 5-27).

2. *Compte de l'Université, 1570-1571*.

3. JÉRÔME DE FRANCE, p. 102. — BUZELIN, *Ann. Gallo Flandriæ*, p. 523.

4. *Arch. de Douai, Reg. aux bourgeois*, 10 nov. 1561.

5. *Primordium surgentis Academix Duacensis ejusdemque illustrium professorum encomium* :

Sed neque divini desunt hic Pæonis artes
Continuata trium quæ reddunt fila Sororum
Claudius has docto tradet Respinus ore,
Claudius ingenio præstans et acumine mentis
Qua facile exsuperat naturæ arcana sagacis.

enseigné jusqu'à la constitution définitive de la Faculté¹. Il professa certainement deux ans au moins : en 1563, il est chargé avec un de ses collègues de la Faculté des Arts, Petreius Tiara, professeur de grec et docteur en médecine, de visiter « ung pauvre homme prisonnier accusé d'hérésie pour seavoir sil faindroit l'insensé ou sil estoit veritablement aliéné de sens² ». En octobre 1564, il figure comme doyen de la Faculté de médecine, à côté des doyens des autres Facultés, au bas d'une pièce relative à la Faculté des Arts³. En même temps que lui, Petreius Tiara faisait sans doute aussi des cours à la Faculté de médecine : le 14 janvier 1564, il signe un accord entre la ville et l'Université, « nomine Facultatis medicinæ⁴ ».

Mais dans les premières années, l'enseignement de la médecine dut être bien irrégulier, et en 1565 les cours avaient très probablement cessé tout à fait. Il y avait cependant à Douai des étudiants en médecine qui demandaient un professeur : dix d'entre eux, parmi lesquels le professeur d'hébreu Etienne Isaac, adressèrent une pétition au Magistrat de Douai : ils rappelaient les « premières promesses publiées, disaient-ils, à la naissance de ceste vostre Université, qui estoit de en dedans peu de temps nous proveoir d'un professeur en médecine docte et excellent ». Puis ils démontrent longuement « oultre la grande utilité qu'apporte lad^e médecine aux humains, comment elle est du tout nécessaire pour le comble et perfection » de l'Université ; si elle a toujours été « nombré entre les premières et plus nécessaires » des cinq facultés « tant par les anciens que modernes », c'est qu'« après l'âme il n'y a rien qui nous soit plus près que nostre corps, qui est son domicile, et de quoy on deusse estre plus studieux, je dis pour le cognoistre, afin de le rendre subject à l'esprit et l'esprit à Dieu ». Ils

1. BUZELIN, *Ann. Gallo Flandriæ*, p. 523. — Foppens dit de même : « Tamdiu nonnihil e Medicorum placitis explicuit, donec Magistris Adriano Rodio, Joanni Sylvio et Nicolao Mercatel, quibus medicinæ doctoribus imposita fuerat docendi provincia, publicas habere lectiones integrum esset. » (*Medicinæ doctores ac professores in Academia Duacena, ab ipsa ejus erectione*, *Bibl. roy. de Belg.*, Ms 17593).

2. *Arch. de Douai*, CC., 281, f^o 181 v^o.

3. *Ibid.*, lay. 92, l. 6.

4. *Ibid.*, lay. 92, l. 6.

représentent en outre que Douai et ses environs offrent les plus grandes ressources pour cette étude : « La situation, température et douce aménité de vostre ville, fort propre à l'estude de médecine avecq les filletz et ruisseaux qui découlent partout, tant en dedans qu'à l'environ, les lieux monteux et boscs estans remplis d'herbes rares et exquises nous font penser et estimer que l'estude de médecine estant cy bien dressée et establie et bastie, ne donnera moins de bruiet et splendeur a ceste Université que les aultres facultez premières ». Enfin, s'ils font alors cette requête, c'est que précisément il y a à Douai « un professeur medecin, M^e Jan Sylvius, homme très docte et expert en son art » comme « le prouvent les livres mis par luy en lumière » ; et plusieurs d'entre eux l'ont entendu à l'Université de Louvain. « Par sa bonne diligence et scavoir il satisfera aultant bien a ladicte profession et mieulx qu'aultre que vous pourriez tirer à grands frais de France et aultre Université ¹ ».

Les échevins, réunis en halle le 2 avril 1565, renvoyèrent les suppliants aux commis de l'Université, « pour ordonner sur ceste requeste comme ils trouveront convenir au bien et augmentation de lad^e Université. » Ce n'est qu'en octobre 1572 que Sylvius devint professeur de l'Université ². Mais, à la suite de la requête des étudiants, on appela à Douai plusieurs docteurs en médecine, « pour faire quelques oraisons et lectures afin de donner expérience de leur scavoir » et les « retenir » si on les trouvait « idoines ³. » Tel fut le D^r Jodocus Lomnius (Josse van Lom), qui vint avec la « recommandation daucuns grans personnages » et à qui le Magistrat et les professeurs firent magnifique « accueil et traictement » en la « maison des œuvres » de la ville ⁴. Il était lié avec François Fernel, le médecin de Henri II et de Catherine de Médicis ; et d'abord médecin pensionnaire à Tournai, il était allé s'établir à Bruxelles, où il trouvait une clientèle plus digne de sa réputation. A son habileté professionnelle, que l'on vantait plus tard à la cour de Louis XIV et même au XVIII^e siècle, il

1. *Arch. de Douai.*, liy. 92, l. 6.

2. *Compte de l'Université*, 1572-1573.

3. *Ibid.*, 1569-1570.

4. *Ibid.*, 1568-1569.

joignait une qualité que devaient bien apprécier les fondateurs de l'Université de Douai : il parlait très bien le français ¹. Après lui, vint M^e Henri Broncheus, professeur en l'Université de Rostock, que les échevins traitèrent aussi somptueusement et qu'on rémunéra généreusement pour ses « oraisons en publique »². » Vint encore M^e Hugue Froideval, de Saint-Pol en Artois, déjà connu à Douai par un traité *De Balneis*, qu'il avait fait imprimer en 1565 chez de Winde ³, et lorsque cette même année il avait passé avec Sylvius le « pas doctoral », la ville leur avait offert à tous deux « une pièche de vin d'Orléans »⁴. » Pendant l'année scolaire 1569-1570, il consentit à faire des leçons « es escholles de médecine pour donner contentement aux estudes attendu que lad^e faculté n'est encore fornye de professeurs »⁵. »

L'Université et le Magistrat cherchaient naturellement à attirer à Douai les professeurs de Louvain; mais les offres de la ville leur paraissaient sans doute insuffisantes; et de son côté l'Université de Louvain s'efforçait de retenir ses docteurs : nous voyons qu'en 1570, la ville se plaint d'être obligée de renvoyer le messager à Louvain avec de nouvelles « lettres adresantes a aucuns docteurs en médecine... à cause que lung diceulx nauroit peut estre persuadé de venir »⁶. » Et ce refus tenait surtout à ce que les docteurs en médecine ne comptaient pas trouver à Douai ou dans les environs les bénéfices qu'assurait aux docteurs de Louvain la proximité de grandes villes comme Anvers, Bruxelles et Malines, où ils pouvaient soigner une riche clientèle ⁷.

Ce n'est qu'à la fin de 1570 que M^e Adrien Rodius, professeur à l'Université de Louvain, consentit à traiter avec Jérôme

1. Ses principaux ouvrages sont : *Observationum Medicinalium libri tres*; — *De curandis febribus continuis liber*, etc. (V. PAQUOT *Op. cit.*).

2. *Compte de l'Université*, 1569-1570.

3. *Bibliographie Douaisienne*, n° 16.

4. *Arch. de Douai*, CC, 20.

5. *Compte de l'Université*. 1569-1570.

6. *Ibid.*

7. « ...Medicis non sunt Duaci eæ occasionēs rei factitandæ ex usu et prax suæ disciplinæ quæ sunt in Academia Lovaniensi propter vicinam Antverpiam, Bruxellam, Mechliniam. » (*Req. de l'Université au Roi*, *Arch. de Douai*, lay. 92).

de France ¹, et alors seulement la Faculté de médecine fut définitivement organisée.

Les Lettres de fondation avaient institué pour la médecine deux professeurs, l'un « pour les jeunes et l'autre pour les pro-
vects ². » Mais, en même temps, il était décidé qu'au début il n'y aurait qu'un professeur, également chargé de l'enseignement des commençants et des « provects ³. »

La première chaire fut occupée par Rodius en 1570, la seconde par Joannes Sylvius en 1572. Mais les deux professeurs étaient traités sur le même pied et, en 1571, les échevins avaient « advisé et résolu d'avoir deux médecins esgaux » avec traitement égal ⁴. Le titulaire de la seconde chaire, Sylvius, jouissait d'ailleurs d'une réputation supérieure à celle de son collègue Rodius. Celui-ci était de Grammont, en Flandre. Il avait été reçu docteur en médecine à la Faculté de Louvain en 1562. Jérôme de France réussit, en 1570, à le faire venir à Bruxelles, où il put conférer plus librement avec lui, et le décida à accepter une chaire à Douai, aux gages de 300 florins ⁵. D'abord seul professeur, il fut les deux premières années assez occupé, obligé de représenter partout sa Faculté comme doyen, intrant, juge des appels, auditeur des Comptes de l'Université et, lorsqu'il a un collègue, il accepte, en 1573, les fonctions de Recteur ⁶. Si dans les éloges de son collègue Sylvius, il fallait voir autre chose qu'un compliment banal, l'épître dédicatoire du *De Studiosorum tuenda valetudine* nous apprendrait que Rodius était également remarquable par l'étendue de son savoir et par la clarté de ses leçons ⁷.

1. *Compte de l'Université, 1569-1570.*

2. Art. XIII.

3. *Descriptio Scholæ Universitatis Studiorum Duacenæ, Arch. de Douai, lay. 92, l. 2.*

4. *Estat de l'employ des deniers de la dotation royale (Arch. de Douai, lay. 92) et Comptes de l'Université, 1570, 1571, 1572, 1573.*

5. « 26 sous pour despenses par lui faict au traictement de certain médecin appellé de Louvain audit Bruxelles, nommé M^e Adrien Rodius, etc. *Compte de l'Univ. 1569-1570.*

6. *Compte de l'Université, 1572-1573.*

7. « Hippocratis Cui et Galeni Pergameni mysteria et scita sic Medicæ artis Symmistris et candidatis explicat atque exporrigit, ut plenius et clarius vix alius quispiam possit ». p. 8.

Le Dr Sylvius ou Dubois nous est bien mieux connu, et surtout par ses livres. Il était né à Lille. Comme presque tous les docteurs en médecine du xvi^e siècle, il avait fait d'abord des études littéraires assez soignées. Les règlements du xvi^e siècle n'imposent aucune condition d'études dans la Faculté des Arts pour suivre les cours de la Faculté de médecine, et c'est seulement dans les *Lettres patentes de 1749* qu'il est dit : « Nul ne pourra être reçu à s'inscrire sur les registres de ladite Faculté qu'il ne soit Maître ès arts et n'ait représenté et fait enregistrer dans lesdits registres ses attestations d'étude de philosophie pendant deux ans dans l'Université de Douay ou dans quelque autre Université du royaume¹. » Mais, au xvi^e siècle, l'enseignement de la médecine consistait en partie dans l'explication et le commentaire d'Hippocrate et de Galien, et la connaissance des langues anciennes était indispensable aux professeurs de la Faculté de médecine. Plusieurs docteurs en médecine ont même professé à la Faculté des Arts, Petreius Tiara², Nicolas de Nancel, Isaac Etienne³. L'auteur des *Panathenæa Duacena* a groupé dans un même chapitre les « *Medici professores et alii* » et ces *alii* représentent ici les professeurs de la Faculté des Arts comme Caulerius et Jacobus Cheynius⁴. Lommius passait pour écrire en latin avec précision, pureté et élégance, et Sylvius, exerçant la médecine à Valenciennes, y devint régent et principal du collège de Saint-Jean.

Sylvius avait fait ses études médicales à Louvain ; il y a même enseigné quelque temps. Il y était en 1558 et il y prononça, à cette date, dans une dispute solennelle, une « *Declamatio de morbo gallico* », qui témoigne d'une connaissance assez exacte de la langue latine et de certaines qualités de netteté et de clarté dans la composition générale et le développement du sujet. Il était à Valenciennes, lorsque fut inaugurée l'Université de Douai. Il chanta dans un poème latin l'Université naissante et ses « illustres professeurs. » Il était en relations avec Richardot, à qui il adressait en 1563 la dédicace d'un

1. Art. CCXLIV.

2. *Compte de l'Université*, 1562-1563 et *Arch. de Douai*, CC, 281, f^o 181 v^o

3. V. plus loin, *La Faculté des Arts*.

4. Pages 21 et 22.

livre intitulé *De Morbi articularii curatione tractatus quatuor* : il remercie l'évêque d'Arras des marques de bienveillance et d'intérêt qu'il lui avait données : il lui dédiait ce livre par reconnaissance et si, en 1572, Richardot se souvient de cette dédicace, il approuvera la nomination d'un professeur qui avait compris comme lui le rôle de l'Université de Douai : « Vidit tua prudentia, lui disait en effet Sylvius, nullis armis nullisque præsiidiis acrius illis (hostibus fidei christianæ) obviam iri posse, quam comparatis undique literatorum agminibus ¹. »

Nous savons que, dès 1565, les étudiants de Douai le demandaient comme professeur au Magistrat. En 1572, il est enfin appelé à l'Université de Douai et, cette même année, il avait fait imprimer à Louvain un nouvel ouvrage qui justifiait le choix de l'Université et de la ville ². L'épître dédicatoire au roi témoigne toujours du même esprit catholique et ce n'est pas auprès de lui que les étudiants méconnaîtront les principes catholiques, que leurs condisciples des Facultés de théologie et de droit puisent dans l'enseignement de Galenus ou de Vendeville. A Douai, il mena de front l'enseignement et la publication de nouveaux traités de médecine : en 1573, il terminait un livre dans lequel il payait en quelque sorte sa bienvenue à l'Université par les conseils qu'il adressait aux étudiants pour la conservation de leur santé ³. Sylvius enseigna à l'Université de Douai trois ans et demi, c'est-à-dire jusqu'à sa mort (5 avril 1576). Son nom a toujours figuré parmi les plus illustres professeurs de la faculté de médecine de Douai ⁴, et, en 1561, les *Panathenæa Duacena* le célèbrent encore en ces termes :

Apollo mentis arbiter morbos fugat,
Præstatque id ipsum corpori Æsculapius.
Divum duorum tu vices unus geris,
Dum sanitatem dirigis studentium,
Parvo libello maximum solatium ⁵.

1. Page 9.

2. *Morbi populariter grassantis præservatio et curatio ex maxime parabilibus remediis.*

3. *De Studiosorum et eorum qui corporis exercitationibus addicti non sunt tuenda valetudine libri duo, ex officina Joannis Bogardi, anno 1574.*

4. BUZELIN, *Gallo Flandr.* I, p. 44.

5. Page 21.

Plusieurs des successeurs de Sylvius ont encore tenu une place honorable parmi les professeurs de l'Université, Nicolas Mercatel ¹, Louis Dugardin. La liste des ouvrages de médecine publiés à Douai, à la fin de xvi^e siècle et au début du xvii^e, témoigne de la prospérité de la Faculté. Ils nous donnent une idée de ce que pouvait être à Douai l'enseignement de la médecine : le commentaire d'Hippocrate et de Galien y tenait une place plus grande que les études pratiques. D'ailleurs, les statuts de la faculté de médecine, empruntés à l'Université de Louvain ², exigeaient des candidats aux différents grades bien des garanties de science et d'honorabilité. Ils imposaient d'abord à tous les étudiants l'assiduité aux cours des professeurs ordinaires ; aux candidats au baccalauréat deux années d'études, une connaissance suffisante d'Hippocrate et de Galien sur les éléments de l'art médical ; aux candidats à la licence quatre années, mais le collège des Docteurs pouvait tenir moins compte du temps d'études que du savoir du candidat³. Comme dans les autres facultés, le candidat qui a étudié dans une Université étrangère est soumis à des examens et à des formalités supplémentaires et ne peut jouir d'un grade obtenu ailleurs qu'en en faisant contrôler la valeur par l'Université de Douai dans de nouvelles épreuves. Ajoutons qu'un docteur étranger n'est admis dans la Faculté de Douai qu'en se soumettant aux conditions imposées aux Docteurs Douaisiens dans l'Université où il a été promu ⁴. Le grade de docteur se conférait comme dans les autres facultés avec les cérémonies les plus solennelles ; mais il semble qu'ici l'examen n'ait pas été seulement une formalité sans épreuves sérieuses.

1. BUZELIN, *Gallo Flandr*, p. 189 et SYLVIVS, *De Studiosorum tuenda valetudine*, Epist. dedic. p. 10. Mercatel habitait Douai depuis longtemps : en 1559, il était déjà docteur en médecine et cette année là les Comptes de la Ville le portent comme « connestable de la confrairie des arbalestriers du grand serment. » (*Arch. de Douai*, CC, 278, f^o 191 r^o) En 1564, il recevait de la ville une pension de 120 livres (*Ibid.* CC, 282, f^o 87 v^o).

2. Ils ont été publiés par de Ram dans le *Compte rendu des Séances de la Commission royale d'histoire* (*Académie royale de Belgique*), 3^e série, V, 3^e Bulletin, 1863, p. 391-40.

3. *Ibid.*, p. 395-396.

4. *Ibid.*, p. 396-397 et 402-404.

Après leur avoir conféré les grades, la Faculté soumettait ses docteurs, pour l'exercice de la médecine, à certaines obligations qui garantissaient la dignité et la bonne confraternité du corps médical. Ainsi, défense à tout docteur de visiter un malade à Douai ou dans les environs avec un empirique, qui ne soit ni docteur ni licencié. Défense à tout praticien de donner ses soins à un malade qu'il sait avoir été soigné par un autre médecin, tant que celui-ci n'aura pas touché ses honoraires, consenti à avoir un successeur ou quitté la ville sans confier son client à un de ses confrères; et il est recommandé au second médecin d'être discret et de ne rien dire qui porte atteinte au crédit de son prédécesseur. Tout propos contre un confrère est puni, suivant l'importance de la faute, par la Faculté ¹.

1. *Compte rendu des Séances de la Comm. Roy. d'histoire*, 3^e série, t. V, p. 398.

LA FACULTÉ DES ARTS

1° L'ENSEIGNEMENT.

La Faculté des Arts serait classée aujourd'hui à la fois parmi les établissements d'enseignement supérieur, puisqu'elle prépare aux examens de la licence et de la maîtrise, et parmi les établissements d'enseignement secondaire, puisque ses collèges enseignent la grammaire et les humanités et préparent au baccalauréat. L'un des caractères distinctifs de cette Faculté est, comme on l'a bien montré, « que l'enseignement y était nettement séparé des épreuves qui précédaient la collation des grades. Cette différence tenait sans doute à la jeunesse des étudiants de la Faculté des Arts et à la nature de son enseignement, qui servait à la culture générale de l'esprit sans préparer à aucune profession spéciale. Exiger un long stage des étudiants, c'eût été retarder et raccourcir le temps de l'apprentissage pour la profession particulière à laquelle ils se destinaient ¹ ». Tous sont plus jeunes dans la Faculté des Arts, maîtres et élèves et, comme les grades supérieurs peuvent s'obtenir assez tôt, les règlements doivent, pour certains cas, fixer des conditions d'âge : ce n'est qu'à 25 ans qu'on peut obtenir un office dans la Faculté et voix décisive dans le Conseil ².

Les Facultés supérieures étaient en tout indépendantes, pour leurs règlements intérieurs, l'organisation des études, les examens, le choix des maîtres ou des officiers. La Faculté des Arts dépend de l'Université, c'est-à-dire du Recteur, des doyens des autres Facultés, qui souvent règlent les dispositions les plus importantes de sa constitution intérieure. C'est

1. THUROT, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au Moyen Age*, p. 36.

2. *Statuta Facultatis Artium*, Cap, II, art. 6^a.

l'Université en corps qui traite pour elle avec les députés de la ville. Un acte signé le 2 octobre 1564 par le Recteur, le chancelier et les députés de l'Université avec les échevins de Douai, consacre en quelque sorte cette dépendance étroite de la Faculté des Arts. Est-elle libre de sa méthode? Non, car il est « advisé que par commun advis et suffrage des cinq facultez Recteur et aucuns deputez de la part de Messieurs de la ville se fera et choisira certaine methode et traditive pour estre observée par la Faculté des artz au collège Royal sans le pooir changer ny altérer sans le commun advis de ceulx layans délibéré et arrêté ». Qui est chargé d'assurer l'exécution de cet article et le respect de la méthode adoptée? Le Recteur qui, « comme juge et supérieur de toute l'Université polra contraindre celuy quy ne voldroit observer ladicte méthode et traditive par privation ou expulsion dudiet college ou aultrement ». A qui est donné le choix du Régent pour le collège? Au Recteur, « avec les cinq facultez et echevins ou leurs deputez », et « lesdits de la Faculté des Arts sont tenus l'accepter et recepvoir quant la plus saine partie desd. facultes et eschevins l'aurent decreté ¹ ».

Dans toutes les cérémonies, les membres de la Faculté des Arts cédaient le pas à leurs collègues des Facultés supérieures. Pour les examens, la ville refusait aux « Artiens » les honneurs qu'elle accordait aux candidats des autres Facultés. En 1586, Jean de Vendeville passe sa licence et dédie « le sujet de sa dispute » au Magistrat : les échevins, les six hommes, le conseiller, le procureur et les greffiers se transportent en corps à « l'assemblée faicte pour la dispute » et se réunissent ensuite dans un « souper » qui coûte à la ville 56 livres. Mais les Comptes portent en marge la note suivante : cette partie devrait être rayée « por estre extraordinaire et non accoustumé. Ce néantmoins oys aucuns de lad^e loy et le tout considéré *transeat* ceste fois etsans préjudice et ne soit plus envahie ceste ville en telle despense à paine de radiation » ².

L'intervention des facultés supérieures dans les programmes et dans l'administration de la Faculté des Arts donnait aux

1. Poinctz advisez par messieurs les Recteur, chancelier et deputez de l'Université avecq Messieurs les eschevins de la ville de Douay (*Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6).

2. *Arch. de Douai*, CC, 305, f^o 150 v^o.

maîtres de théologie, de droit ou de médecine une garantie contre l'insuffisance des études générales qui, dans la Faculté des Arts, préparaient à l'enseignement plus élevé des autres Facultés. Mais la Faculté des arts n'accepte pas toujours facilement cette dépendance. Elle est souvent en désaccord et même en lutte avec les Facultés supérieures : dans ses démêlés avec les jésuites par exemple, elle est longtemps à peu près seule contre l'Université; nous l'avons vue encore disputant à l'Université le jugement de ses suppôts qu'elle prétendait justiciables seulement de son doyen et de son Conseil. Ses règlements portent les traces de cette détiante à l'égard des autres Facultés. Il est défendu au doyen de rien voter dans le Conseil de l'Université qui porte atteinte aux privilèges de la Faculté et de laisser réformer par le même Conseil aucun abus qu'on signalerait dans la Faculté des Arts; le doyen doit demander qu'on laisse à la Faculté le soin de corriger elle-même ces abus ¹.

Les statuts de la Faculté des Arts de Douai étaient la reproduction à peu près exacte des statuts de la Faculté des Arts de Louvain, qui seront coordonnés en un règlement général et imprimés en 1639 ². Ils sont beaucoup plus complets et plus précis que ceux des autres Facultés. L'administration de la Faculté des Arts comprend aussi, nous l'avons vu, un plus grand nombre d'officiers : à côté du doyen et du bedeau, elle a la plupart des officiers de l'Université, un secrétaire, un dictateur, un receveur et un promoteur.

La Faculté des Arts a aussi pour la discipline particulière de ses écoliers un certain nombre de règlements que nous n'avons pas trouvés dans les autres Facultés, où les étudiants, plus âgés, restent seulement soumis aux prescriptions des statuts généraux de l'Université. Tel est le chapitre *De Moribus scho-*

1. V. plus haut, p. 226.

2. *Stat. Fac. Artium*, cap VI, art. 9 et passim.

3. DE RAM (*Op. cit.*) II, p. 1089. — Les statuts de 1427 et de 1429 avec les modifications introduites jusqu'en 1446 ont été publiés par M. le chanoine Reusens, professeur à l'Université catholique de Louvain (*Bulletins de la Commission royale d'histoire*, t. IX, n° 2, 3^e série). Les statuts de la Faculté des Arts de Douai sont dans un Recueil de pièces des Archives départementales du Nord (*Cours et juridictions B. Fonds Université de Douai*, carton 3).

larium, qui défend aux écoliers de se baigner l'été dans les parties dangereuses de la rivière, de jouer l'hiver sur la glace, de porter des armes, de fréquenter les tavernes, les salles de jeux, les bals, les maisons mal famées : les coupables sont expulsés du collège, ou il leur est interdit pendant un an de se présenter aux examens ¹. Faut-il ajouter les recommandations d'assiduité aux cours, plus pressantes ici que dans les Facultés supérieures? Tout écolier qui s'absente du cours de logique trois mois de suite sans autorisation de ses maîtres, ne peut être admis la même année dans le cours de physique. De même, une absence de trois mois au cours de physique empêche de passer dans le cours de métaphysique ². La concurrence des collèges eût été fâcheuse au maintien de la discipline, si l'on n'avait enlevé aux écoliers la faculté de passer à leur gré d'un collège à l'autre pour échapper à une punition : ils ne peuvent entrer dans un autre collège qu'à la condition de présenter une autorisation de celui qu'ils ont quitté et de faire approuver ce changement par la Faculté. Il est naturellement défendu aux maîtres de chercher à attirer les élèves d'un collège voisin et ils sont tenus de renvoyer dans les trois jours tout écolier qui leur est réclamé par lui, sous peine de destitution ³.

Le programme des études dans la Faculté des Arts est ainsi résumé dans les lettres d'érection de 1562 ⁴ : « Touchant les Arts voulons et ordonnons que les professeurs d'icelles n'enseignent seulement la Logique et Physique, mais le commencement de tous les Arts libéraux, sçavoir, outre la Grammaire, Dialectique et Rhétorique aussi le Sommaire de l'Arithmétique, Géométrie, Astronomie et Musique, ensemble de ladite Physique et Rhétorique y joint les exercices des Disputes, Répétitions, Déclamations, d'écrire et autres. »

Cet article est le plus intéressant des lettres d'érection pour l'histoire de l'enseignement dans l'Université de Douai. Il nous montre quelle place les fondateurs de l'Université ont prétendu réserver, à côté de la philosophie, aux études nouvelles dont les humanistes avaient vanté l'importance pour l'éducation

1. *Stat. Fac. Artium*, cap. IX.

2. *Ibid.*, cap. XII.

3. *Ibid.*, cap. XIII.

4. Art. XIV.

générale de l'esprit. D'ailleurs, en 1562, il ne pouvait plus y avoir trace de l'opposition qui avait éclaté à Louvain contre le collège des Trois langues : il n'était plus question du danger que présentait l'étude des langues anciennes pour la foi chrétienne ou plus exactement pour la vieille théologie et ses méthodes surannées ¹. Au milieu du xvi^e siècle, Universités et Jésuites enseignaient également la grammaire et les belles lettres, le latin, le grec et l'hébreu, suivant la méthode des humanistes.

L'objet essentiel de l'enseignement dans la Faculté des Arts restait la logique et la physique. Dans les idées du Moyen Age, la philosophie était seule « capable de donner du ressort aux esprits et de les préparer à l'étude des autres sciences » ². A Douai encore tout l'enseignement paraît ramené à l'étude de la philosophie : Ferrarius est « philosophe et professeur ordinaire de grec et latin et bonnes lettres » ³; Cheyneius enseigne en même temps les mathématiques et la philosophie ⁴ et s'intitule « Philosophiae ac mathematicum apud Duacenos professor » Les règlements de la Faculté des Arts sont encore tout pleins d'Aristote. « Les maîtres et les écoliers, y est-il dit, sont tenus de défendre la doctrine d'Aristote en tout ce qui n'est pas contraire à la foi catholique ». Les ouvrages que doit étudier un candidat à la licence sont tout ou partie des Catégories d'Aristote, de ses Analytiques, de ses Topiques, de son Ethique, de sa Métaphysique, etc., etc. Les matières des examens sont toujours la logique et la physique ⁵.

Quel pouvait être le remède à l'abus de cette philosophie scolastique, « monotone et stérile dont la culture excessive a eu le déplorable effet de dessécher beaucoup et de grandes intelligences » ⁶? Un programme plus large, c'est-à-dire, avant la philosophie, des études grammaticales et littéraires plus complètes, la culture des lettres pour elles-mêmes et non plus seulement comme préparatoire à la logique et à la physique,

1. ALTMAYER, *les Précurseurs de la Réforme dans les Pays-Bas*.

2. QUICHERAT, *Histoire de Sainte-Barbe*, I, p. 36. — LANTOINE, *Histoire de l'enseignement secondaire en France au xvii^e et au début du xviii^e siècle*, p. 11.

3. *Compte de l'Université*, 1566-1567.

4. *De Geographia*, Epist. dedicatoria.

5. *Statuta Fac. Artium*, cap. XI.

6. QUICHERAT, *Histoire de Sainte-Barbe*, I, p. 36-37.

et, remarquons-le encore une fois, un des caractères distinctifs de la Renaissance des études au xvi^e siècle est que l'enseignement secondaire « prend le pas sur l'enseignement supérieur¹ »; puis une philosophie plus indépendante de la doctrine d'Aristote; et enfin, à côté de cette philosophie, des études nouvelles, comme l'hébreu, l'histoire et les mathématiques. Les fondateurs de l'Université de Douai ont peut-être compris qu'on n'enlèverait les étudiants aux Universités protestantes qu'en leur empruntant ce qui attire chez elles, c'est-à-dire les nouvelles méthodes; comme les jésuites, ils ont vu que pour affaiblir leurs ennemis, il fallait leur prendre ce qui était une des principales raisons de leur succès.

Tels sont les principes des programmes de la Faculté des Arts à l'Université de Douai. Voici comment l'enseignement y est distribué entre les sept classes ouvertes aux pensionnaires du collège du roi et aux écoliers résidant dans la ville². Une grande part y est d'abord faite à l'étude de la grammaire et les écoliers ont des livres bien moins barbares que les ouvrages élémentaires dont on faisait usage antérieurement dans les écoles des Pays-Bas, la grammaire latine de Despautère et la grammaire grecque de Clénard, qui n'ont pas peu contribué au relèvement des études latines et grecques. Dans la classe de sixième, on étudie la première partie de ces deux livres, car l'étude du latin et celle du grec doivent aller de front³; la fin, c'est-à-dire les étymologies et la syntaxe, est apprise dans la cinquième classe, avec les éléments de la versification: et enfin, dans la quatrième, s'achèvent les études de grammaire et de versification. Les fondateurs de l'Université insistent sur la nécessité des « répétition et inculcation assidue signamment sur les moins avanché en la grammaire laquelle avec toute diligence lon y pretend exercer sans rien omettre qui y peut servir »⁴.

1. BOISSIER, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} déc. 1882, p. 589.

2. V. *Liberalium artium in regia apud Duacenses schola methodus atque institutio* (Arch. de Douai, lay. 92, l. 6) et *Descriptio scholæ Universitatis studiorum Duacenæ* (Ibid, lay. 92, l. 2.)

3. « Par fere utriusque linguæ (Græcæ dico et latinæ) cura erit et progressus... In reliquis classibus ad eundem modum utriusque linguæ conjunguntur et pari fere progressu adolescent. » (*Liberalium artium... methodus*.)

4. *Discours et déclaration de ce que convient faire présentement en la poursuite et exécution de l'Université* (Arch. de Douai, lay. 92).

L'instruction littéraire, qui « va devenir le fondement et presque le but unique de l'enseignement ¹, » commence presque en même temps que l'enseignement grammatical. Dans la sixième classe, on s'était contenté de dicter aux élèves quelques phrases latines et grecques. Dans la cinquième, il est déjà question de Térence et les programmes parlent de dialogues, lettres, fables grecques et latines. Dans la quatrième, on remplace Térence par des poètes plus difficiles, auxquels on ajoute des orateurs et des historiens, et les élèves ont à faire des compositions dont les modèles sont Cicéron, César et Salluste. Dans cette même classe, on a abordé la rhétorique que l'on achève dans la troisième, en commençant la dialectique; dans cette dernière classe, on étudie encore orateurs, historiens et poètes et en particulier le livre *ad Herennium*, et les travaux des élèves consistent dans des compositions en latin et en grec, en prose et en vers. Jusqu'à la seconde, les élèves ont étudié des auteurs où ils n'ont pas à chercher, et où d'ailleurs ils ne trouveraient que difficilement des formes de raisonnement: ils doivent y apprécier les qualités littéraires, se familiariser avec l'antiquité et, après avoir étudié Térence, Cicéron, Salluste et César, ils auront quelque peine à se plier plus tard au latin barbare de la scolastique.

Dans la seconde classe ou classe de logique, se termine l'étude de la dialectique. Dès la fin des classes de lettres, « quasi pro coronide » ², il était recommandé aux maîtres de donner à leurs élèves les principes de la philosophie. Dans la seconde classe, on étudie l'Organon d'Aristote, les éléments de l'arithmétique, de la géométrie et de la physique; l'explication des dialogues de Platon donne les procédés de la dialectique. Dans la première classe ou classe de physique, on achève l'étude de la physique avec quelques principes de métaphysique, d'éthique et de politique et quelques notions d'histoire.

Enfin, en dehors et au-dessus de ces six classes, existe une sorte d'enseignement littéraire supérieur, donné par des maîtres publics de langues, qui font deux cours par jour: l'objet de ces cours est l'explication des orateurs, des poètes et des

1. BOISSIER, *loc. cit.*, p. 587.

2. *Liberalium artium... methodus*.

historiens grecs et latins et l'étude de la philosophie et des mathématiques.

Les programmes ne pouvaient pas négliger l'enseignement religieux : aux élèves des sixième et cinquième classes on explique le petit catéchisme en français, aux élèves de quatrième et de troisième l'histoire ecclésiastique de Sulpice Sévère, à ceux de seconde et de première le grand catéchisme avec explication de l'Évangile ou de l'Épître du jour ou encore d'un passage d'un poète chrétien, grec ou latin.

Dans les exercices que les programmes distinguent en *exercitationes intra parietes* et *publicæ exercitationes*, une part est faite également aux études littéraires, dont on veut constater les progrès.

Dans les *exercitationes intra parietes*, les auteurs des programmes veulent assurer le savoir des élèves par des revisions et des répétitions fréquentes : « Il est besoing, disent-ils, de user de répétition et inculcation assidue. » Il est recommandé, dans les classes, de faire précéder chaque cours de la répétition de la leçon précédente et, tous les samedis, on doit faire la révision des matières étudiées pendant la semaine. Les disputes tiennent encore une large place et naturellement parmi les philosophes. « La dispute, dit très bien M. Quicherat, était le moyen d'instruction le plus efficace qu'on connût. Aussi, à mesure qu'on avançait, prenait-elle une place plus grande dans les études. »¹ Tous les samedis, les classes de logique et de physique se réunissent pour les disputes en présence des maîtres.

Dans les *publicæ exercitationes*, une part plus grande est faite aux études littéraires. Tous les ans, a lieu une cérémonie publique où sont récités des morceaux grecs et latins. Cette cérémonie est en même temps une sorte de distribution des prix : des récompenses sont accordées aux élèves qui ont fait les meilleures compositions latines ou grecques, en prose ou en vers, sur un sujet donné. Les dimanches et les jours de fête ont lieu des disputes publiques, et les élèves trop peu avancés pour prendre part à cet exercice se contentent de débiter de mémoire un morceau grec ou latin, tiré d'un auteur ancien, comme Cicéron ou Térence. Les exercices de déclamation se font non seulement dans les langues anciennes, mais aussi en

1. *Histoire de Sainte-Barbe*, I, p. 87.

français. N'oublions pas que l'enseignement de la langue française était une des raisons invoquées pour la création de l'Université de Douai. Sans doute, les étudiants devaient apprendre le français surtout par la fréquentation des habitants de la ville; mais ne devaient-ils pas s'exercer à le parler sous la direction de leurs maîtres dans la Faculté des Arts? Le *Liberalium artium... methodus* dit expressément : « Declamabunt autem adolescentes non latine modo et græce, sed (quando etiam gallicæ linguæ maximus in republica est usus) etiam Gallice. »

Les examens qui terminaient les études dans la Faculté des Arts étaient à Douai comme ailleurs la déterminance, la licence et la maîtrise, dont les matières étaient le logique et la physique. Mais, si les cadres de la Faculté des Arts, son organisation, les formes d'examen sont empruntés aux anciennes Universités, l'esprit nouveau de la Renaissance, qui a pénétré dans la Faculté *Juris utriusque* avec les élèves de Mudée, apparaît aussi dans la Faculté des Arts avec les élèves de Ramus.

2° LES PREMIERS PROFESSEURS

L'Université était à peine fondée qu'elle comptait parmi ses professeurs Nicolas de Nancel, un des disciples les plus fervents de Ramus. Nancel avait été élevé au collège de Presle, dont Ramus, on le sait, était principal; il y avait reçu le degré de Maître es Arts et, à dix-huit ans, il était chargé d'y enseigner les langues grecque et latine. Forcé par les troubles de la France de chercher asile en Flandre, il apportait à Douai les principes du Ramisme, qu'il dut communiquer aux premiers élèves de la Faculté nouvelle dans un enseignement de près de deux années. Quelque temps après, le Gantois Joannes Olivarius (Jean Olie Schlager) continua les traditions de ce premier enseignement; il avait fait ses études à Paris auprès d'Adrien Turnèbe et de Ramus lui-même; revenu à Gand pour y enseigner les lettres grecques, il alla à Douai en 1570, « prétendant estre

PROFESSEURS DE LA FACULTÉ DES ARTS
DEPUIS LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ JUSQU'EN 1573¹.

Années	Noms	Traitement	Années	Noms	Traitement
1562-1563 :			1569-1570 :		
	Petreius Tiara. . . .	200 fl.		J. Ferrarius	300 fl.
	Jean Cospeau. . . .	200		J. Palant.	150
	Jean Ferrarius. . . .	200		L. Pontanus	150
	Wilbrand Bornstra. .	100		B. Berlingius.	150
	Loys Cospeau. . . .	80			
1563-1564 :			1570-1571 :		
	J. Ferrarius.	200		J. Ferrarius	300
	P. Tiara	200		J. Palant.	150
	Jean Cospeau. . . .	200		L. Pontanus	150
	Wilbr. Bornstra. . .	80		B. Berlingius	150
1565-1566 :			1571-1572 :		
	J. Ferrarius.	200		J. Ferrarius	300
	W. Bornstra	100		J. Palant.	200
	Liévin Pontanus. . .	200		L. Pontanus	200
	Jean Palant.	80		B. Berlingius	200
1566-1567 :			1572-1573 :		
	J. Ferrarius	200		J. Ferrarius	300
	J. Palant.	100		J. Palant.	200
	W. Bornstra	100		L. Pontanus	200
	L. Pontanus.	120		B. Berlingius.	200
	Bernard Berlingius. .	80		Jacques Cheyneius. .	80
1567-1569 :					
	J. Ferrarius	200			
	J. Palant.	100			
	L. Pontanus.	120			
	B. Berlingius	100			

1. D'après les *Comptes de l'Université*. Manque l'année 1564-1565.

receu pour professeur ordinaire » « Par l'adveu et permission des administrateurs », il y professa d'abord le grec pendant un an et demi, non sans succès, s'il faut s'en rapporter à l'admiration un peu facile et banale de Sylvius, et, en 1574, il succéda à Lievin Pontanus, qui avait obtenu une chaire à la Faculté de droit¹. Nous retrouvons encore en 1579 l'influence du ramisme chez Jacques Cheyneius qui déclare, en publiant la *Physiologie* d'Aristote, qu'entre ce philosophe et Platon il y a plus de différence dans les termes que dans le fond². Il nous est impossible de suivre à Douai même l'enseignement du ramisme, mais nous savons du moins qu'après Nicolas de Nancel, dans les Pays-Bas, « le ramisme trouva un interprète infatigable dans Rodolphe Snellius et un courageux patron dans le théologien Jacques Arminius »³.

À côté de l'ancien enseignement philosophique renouvelé par un disciple de Ramus, la Faculté des Arts s'ouvre à des enseignements nouveaux au xvi^e siècle et elle ne pouvait avoir des élèves qu'à la condition de leur offrir, dès sa fondation, tous les cours qu'ils trouvaient dans l'Université de Louvain. Depuis 1517, le *Collège des Trois langues*, fondé à Louvain par le Flamand Busleiden, avait des professeurs de latin, de grec et d'hébreu; son exemple avait été suivi en France par François I^{er}, qui créa le Collège royal, en Angleterre par l'Université

1. Arch. de Douai, *Comptes de l'Université*, 1570-1571. SYLVIVS, *De Studio-sorum... tuendu valetudine*, Ep. dedic. p. 9 : « Quis D. Licentiati Joannis Olivarii Græcæ linguæ fidelissimi interpretis laudes, pro merito, ebuccinare valeat? » — FOPPENS, *Bib'. Belgica*, pars II, p. 706 — V. les distiques d'Olivarius en tête de la *Geographia* de Cheyneius, en 1576.

2. « Tria in rerum universitate esse naturam, bonum et intelligentiam, quæ prima dicuntur, Platonis doctrina est, nec tam re. quam verbis, ab Aristotelicis principiis dissentiens. » (*Argumentum totius Physiologiæ Aristotelicæ*).

3. WADDINGTON, *Ramus*, 2^e, partie, chap. III, p. 395. — SCEVOLE DE SAINTE MARTHE, *Eloges des hommes illustres...* mis en François par G. Colletet, V. p. 564. — Nicéron cite parmi les œuvres de Nicolas de Nancel un discours *De præstantia et necessaria Græcarum litterarum cognitione* (5 janv. 1563), un autre *De lingua latina* (3 oct. 1564). Nancel prononça encore à Douai un discours d'adieu le 1^{er} janvier 1565, lorsqu'il retourna en France sur les instances de ses amis. Nicéron cite aussi *Declamationum liber*, eas complectens orationes, quas vel ipse juvenis habuit ad populum, vel per discipulos recitavit tum Lutetiæ olim docens, tum in Academia Duacensi Regius professor institutus (NICERON, *Mém. pour servir à l'Histoire des hommes illustres dans la République des lettres*, XXXIX, p. 288-298).

d'Oxford, en Espagne, à Alcalá, par le cardinal Ximénès¹. Puis la concurrence de l'Université de Douai, qui pouvait enlever à l'Université du Brabant un certain nombre de ses élèves, eut pour résultat à Louvain la création de chaires nouvelles, et Louvain appela des professeurs de mathématiques et de langue française².

L'Université de Douai a des professeurs qui enseignent l'histoire, en la déclarant une des parties importantes des études³. Elle a, dès sa fondation, un maître spécial de langue hébraïque : Galenus s'était d'abord chargé de l'enseignement de l'hébreu ; mais, au début de 1564, Étienne Isaac passait à Douai : il venait de Louvain, où il avait professé l'hébreu pendant quatre années et se rendait à Paris ; le Magistrat de Douai, averti de son passage, le retint pour lui confier, dans la nouvelle Université, un enseignement qui venait, disait-on, de faire regretter ailleurs son départ. Il fit donc des leçons, dont on peut retrouver la trace dans un exemplaire de l'Ancien Testament, annoté par François de Bar⁴. Il commença par un cours sur la grammaire hébraïque, puis il commenta quelques psaumes et les prophètes Jonas et Abdias. Malheureusement, il n'eut pas à se féliciter de la libéralité des Douaisiens, et lorsqu'au mois de juillet 1564, ses auditeurs lui demandèrent de leur expliquer un autre livre, il se vit contraint de suspendre son cours. Il n'avait encore reçu aucun salaire et il ne savait même pas si on le paierait jamais. Il écrivit au Magistrat qu'il ne voulait faire venir de Paris aucun livre, puisqu'il ne continuerait pas ses leçons si elles n'étaient pas rétribuées et, dans sa lettre, il représente sa

1. VAL. ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 277. — FÉLIX NÈVE, *Mém. historique et littéraire sur le Collège des Trois langues à l'Univ. de Louvain*. — EGGER, *L'Hellénisme en France*, I, p. 163-164. — ALTMAYER, *Les Précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas*, I, p. 281 et suiv.

2. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 360. *Annuaire de l'Univ. cath. de Louvain*, 1858, p. 283.

3. « Historiæ... quæ studiorum portio non est minima, nullus est relictus locus; quæ cum sit et græcis et latinis litteris explicata, intelligit tua prudentia qualem hominem ejus partis expositio desideret. » (Lettre adressée à Jérôme de France par un professeur, dont il nous a été impossible de déchiffrer le nom. *Arch. de Douai*, lay. 92.)

4. En tête du premier volume, on lit : « In librum Geneseos Meditationes, dictante M. Stephano Isaaco, conscriptæ Duaci anno Domini 1564, 3 Octobr. — (Bibl. de Douai, Ms. 56).

condition assez précaire à Douai, les plaintes de ses auditeurs, les offres qui lui viennent de France. Autre mécompte : il avait espéré poursuivre à Douai ses études médicales et tirer quelque profit de l'exercice de la médecine : mais les cours sont insuffisants à la faculté de Douai ; il a signé en vain la requête adressée au magistrat pour demander la nomination de Sylvius : et l'exercice de la médecine ne lui a rien rapporté ¹. Cette première lettre au Magistrat resta sans réponse. Après la seconde (31 juillet 1564), il lui fut accordé une première somme de vingt florins, « tant moins à ce que luy polroit estre deu à cause de la lecture passé » ². Mais ce n'est qu'à la fin du mois suivant que le Conseil mit sa requête en délibération et il fut alors « advisé que seroit bien faict de le retenir d'autant que l'on entend qu'il est bien mestre et versé en lad^e langue (l'hébreu), laquelle luy est naturelle ». Il fut décidé de lui donner cent florins dont cinquante seraient payés par la ville et cinquante par l'abbé d'Anchin ³. Mais l'abbé ne put « estre admené ou induict à accorder lesdicts 50 florins ». Nouvelle plainte d'Etienne Isaac et, par délibération du 14 septembre, le Conseil lui accorda enfin 80 florins par an, à prendre sur le receveur des impôts ⁴. Cette promesse lui parut-elle suffisante ? Il resta peu de temps à Douai et, après son départ, une chaire d'hébreu fut définitivement créée et régulièrement occupée, dès 1565, par Jean Palant ⁵. Le nouveau professeur la conserva longtemps ; et une augmentation de traitement prouva l'importance de plus en plus grande attachée à l'enseignement de la langue hébraïque : Jean Palant qui débute en 1565 avec quatre-vingts florins, c'est-à-dire avec le traitement fixé pour Isaac Etienne, touche cent florins dès l'année suivante, cent

1. *Arch. de Douai*, Cabinet, 817. « Cum hactenus Grammaticam Hebræam legerim eamque secundo repetierim, additis aliquot psalmorum tum Iona et Abdiæ prophetarum expositionibus, factum est ut auditores in Grammaticalibus satis instructi, a me alterius cujusdam Authoris explicationem postulent... Nolui curare (mot illisible) Lutetia alicujus authoris exemplaria, præsertim cum ignorarem mansurusne essem necne. »

2. *Arch. de Douai*, Cabinet, 817. Apostille à la lettre d'Etienne Isaac.

3. *Ibid.*, *Reg. aux Cons.*, BB. II, f° 165.

4. *Ibid.* f° 165 v° et 166 r°.

5. BUZELIN, *Gallo Flandr.* I, p. 189 C. *Comptes de l'Université*, 1565-1566 et suiv.

cinquante, à partir du 10 mars 1569, et deux cents en 1572¹.

On organisa assez rapidement aussi l'enseignement des mathématiques. Dès l'année 1570, on fait venir à Douai des professeurs « es ars mathématiques », à qui l'on demande quelques leçons, en attendant la nomination d'un professeur définitif; si l'on est satisfait de l'enseignement de l'un d'eux, on lui offrira la chaire. Ainsi furent mandés à Douai M^e Jean Stadius qui vint de l'Université de Louvain², « M^e Phicdagus Phrison », qui reçut dix florins « por avoir leu le terme de quatre mois en mathématiques prétendant estre retenu professeur en ladite Université³ »; l'Allemand Jean Stenius, à qui l'on paya 38 florins, « en faveur et rescompense des bons devoirs par luy fait es escholles publiques en lisans plusieurs mois pour parvenir à la profession de mathématicien »⁴. C'est au mois de janvier 1572 que l'Écossais M^e Jacques Cheyneus fut enfin admis à la chaire de mathématiques avec un salaire de quatre-vingts florins⁵. Au siècle suivant, l'auteur des *Panathenæa Duacena* célébrait encore sa science universelle⁶: Cheyneus ne s'était pas confiné dans l'étude des

1. « Nemo... nescit quam accurate quamque dilucide rarissimas atque abstrusissimas linguas explices, quibus sacrosanctæ nostræ religionis arcana Majoribus nostris tradita sunt. » (J. SYLVIVS, *De studiosorum... tuenda valetudine* Epistola dedicatoria, p. 9.) Palant voulut perpétuer son souveur dans l'Université, où il enseigna de longues années, par une pieuse fondation (*Fondations en faveur de l'Université*, PLOUVAIN, Bibl. de Douai, Ms 1020, t. I, pièce 10).

2. On lui donna 9 livres et 12 s. « pour gratuite recognoissance de sa libéralité et pour garder la réputation de lad^e Université de Douai ». — *Arch. de Douai, Compte de l'Université, 1569-1570*.

3. *Comptes de l'Université, 1570-1571*.

4. *Ibid.* 1572-1573.

5. La ville se montra toujours très généreuse envers lui et pour son enseignement. On lui accorda en 1573 vingt-quatre florins pour l'achat « d'instrumens nécessaires a sad^e profession, lesquelz instrumens icelluy se rethirant de ceste ville debvront demourer au profit de lad^e Universisé. » *Compte de l'Univ. 1572-1573*.

6. *Panathenæa Duacena*, p. 22.

Aquilonis aura gratior favonio,
Quæ protulit tantum hujus ingenium Scoti,
Græcè, Latinè doctus haud vulgariter
Paraphrasi primam sapientiam
Hinc jure gratus Nerviorum Præsuli.

¹ Sylvius appelle Cheyneus « professor consummatissimus atque diligentissimus. » (*Op. cit.* p. 9).

sciences mathématiques ; il enseignait en même temps la philosophie et les mathématiques¹, et d'ailleurs les mathématiques n'étaient-elles pas considérées comme une partie de la philosophie²? Il était licencié *juris utriusque* ; il était également versé dans les langues grecque et latine. La diversité de ses ouvrages montre l'étendue de sa science ; il publia deux volumes de géographie qui nous permettent de juger en partie son enseignement, car ils ne sont que la reproduction du cours qu'il fit à Douai³ : le premier est un traité de cosmographie ; le second, beaucoup moins long, donne une description sommaire des grandes parties du monde. Il dédia son ouvrage à Hopperus et au conseil de la ville : et le Magistrat reconnaissant lui accorda vingt-quatre florins carolus, « par forme de present et mercede por le sublever aulcunement des frais et mises qu'il auroyt supporté en l'impression »⁴. Ce n'est pas le seul ouvrage qui soit sorti de ses cours : en 1575, il publie un livre intitulé *De spheræ seu globi cælestis Fabrica brevis descriptio*, suivi d'une *Summa comprehensio principum spheræ usuum*, et en 1579, lorsqu'il était à Paris, au collège Sainte-Barbe, il fit paraître une « *Succinta in Physiologiam Aristotelicam Analysis*. »

Nous distinguons dans la Faculté des Arts Nicolas de Nancel, Palant et Cheyneius à cause de leur enseignement plutôt que pour leur notoriété personnelle. Leurs collègues « professeurs es bonnes lettres » ou « en philosophie » n'étaient pas à Douai moins considérés qu'eux. Mais quel rang occupaient d'une façon générale les professeurs de la Faculté des Arts parmi tout le personnel enseignant de l'Université⁵?

1. En 1576 il écrivait : « In qua (Academia) non solum philosophiam, verum etiam mathemata annis jam aliquot interpretor. » (*De Geographia*, Epist. dedic.)

2. Factum est ut physice in varias... partes abierit, quarum... alterum, cujus omne munus in numerorum atque magnitudinum explicatione vertitur, Mathematicen apposito nomine vocarunt. » (*Succincta in physiologiam Aristotelicam Analysis, Argumentum*.)

3. « Ante biennium cum auditoribus nostris publicè communicatum est ». (Ep. ded.).

4. Arch. de Douai, BB, 13, Reg. aux Mém. f° 5 r° et CC, 294, f° 111. — Jacobi Cheyneii ab Arnage I. V. L. *De geographia libri duo*, Duaci, ex typographia Ludovici de Winde.

5. V. pour le personnel de la Faculté des Arts « Discours et déclaration de

La Faculté des Arts, considérée comme inférieure aux autres Facultés par son enseignement, ne paraît pas l'avoir été par le mérite de ses maîtres. D'abord, presque tous avaient d'autres titres que celui de maîtres es arts : ils étaient en même temps gradués en droit civil, en droit canon ou en médecine. Plusieurs ont fait des cours à la Faculté de médecine ou à la Faculté *juris utriusque* en même temps qu'à la Faculté des Arts ; ou bien ils ont abandonné leur chaire de la Faculté des Arts pour une chaire d'une Faculté supérieure ; nous savons que Petreius Tiara faisait des cours à la Faculté de médecine en 1564, que Wilbrand Bornstra, professeur de grec à la Faculté des Arts de 1562 à 1567, est, en 1568, professeur es lois et que, la même année, il est reçu docteur en droit canon et en droit civil. Quelques-uns se présentaient aux examens des Facultés supérieures et en même temps qu'ils professaient à la Faculté des Arts, Étienne Isaac et Guillaume de Nancel se préparaient à prendre leurs degrés en médecine, Liévin Pontanus reçut le bonnet doctoral dans la Faculté des deux droits en 1574 et il sera pourvu plus tard d'une chaire de droit canon. Beaucoup ne se proposaient à la Faculté des Arts que de gagner de quoi payer leurs frais d'études en droit, en médecine ou en théologie¹.

Non moins que les professeurs des autres Facultés, ils comprennent l'œuvre catholique qui leur est confiée : Cheyneius se félicite d'avoir été appelé, au milieu de ces temps troublés, dans une académie où les jurisconsultes, les médecins, les professeurs de lettres et de théologie rivalisent avec les théologiens en véritable piété² ; il fait suivre la dédicace et chacun des chapitres de son livre sur la *Sphère* de ces mots θεῶ δόξα ; il mourra chanoine à Tournai.

Cependant les professeurs de la Faculté des Arts ont eu pour la plupart une renommée moins grande que leurs collègues,

ce que convient faire présentement en la poursuite et exécution de l'Université » (*Arch. de Douai*, lay. 92).

1. QUICHERAT. *Histoire de Sainte Barbe*, I, p. 77.

2. « Non semel Deo immortalī gratias egi, qui periculoso hoc temporum statu, me in eam Academiam evocaverit, in qua jure consulti pariter ac medici, necnon humaniorum literarum et philosophiæ professores de Christianæ modestiæ ac veræ pietatis (quod caput est) palma cum quibuscumque theologis summo studio decertant. » (*De Geographia*, Ep. dedic.).

lorsqu'ils n'ont pas appartenu plus tard à une Faculté supérieure: ils ont laissé moins d'ouvrages où nous puissions voir la méthode ou l'esprit de leur enseignement et les biographes des Pays-Bas les ont généralement passés sous silence. Ceux-là surtout nous sont connus qui de la Faculté des Arts sont allés dans une Faculté supérieure ou qui ont pris part à quelques événements retentissants; parmi les premiers, nous citerons surtout Petreius Tiara, Wilbrand Bornstra, parmi les seconds Liévin Pontanus et Ferrarius.

Nous connaissons Bornstra, qui a apporté à la Faculté de droit, avec sa science, un attachement profond et fidèle à l'Eglise catholique. Tout autre était le Frison Petreius Tiara, de Worcum, son égal par la science, médecin, poète, philosophe; très versé dans l'étude des trois langues classiques, il a donné de plusieurs poètes grecs des traductions en vers latins qui passaient pour recommandables et, lorsqu'il fut appelé à Douai, il était surtout connu par sa version latine du Sophiste de Platon; artiste ingénieux, il fabrique des instruments de musique, d'astronomie, de géométrie et se livre même à la peinture. Mais il avait rapporté de son séjour prolongé dans les Universités Italiennes, Allemandes et Françaises, des opinions hérétiques que son origine ne le portait que trop facilement à écouter: à Louvain, il avait enseigné les lettres grecques *privatim*, à Douai, il était professeur royal; mais il quitta la religion catholique pour aller à l'Université de Leyde, dont il fut le premier recteur¹. Nous le trouvons enfin en 1585 à Franeker, où il meurt l'année suivante².

S'il fallait croire François de Bar, le biographe de l'abbé d'Anchin Warnier de Daure, Liévin Pontanus, pour n'avoir pas embrassé le protestantisme, n'aurait guère été digne, par son caractère et par sa conduite, de l'Université catholique à laquelle il appartenait: agent du prince d'Orange, rédacteur de mémoires séditieux, trop joyeux compagnon avec des femmes de mauvaise vie qu'il accompagne dans des danses folâtres jusqu'à une heure avancée de la nuit, Pontanus nous apparaîtrait comme un singulier professeur de droit canon, si nous ne savions qu'il s'était prononcé pour Joachim de Zoette contre

1 *Album studiosorum Academix Lugduno Bataviæ*, col. I.

2. FOPPENS, *Bibl. Belgica*, pars II, p. 947-948. — ALTMAYER, *les Précurseurs de la Réforme aux Pays-Bas*, I, p. 331-332.

Warnier et qu'il avait été chargé de surveiller François de Bar, lorsque Joachim l'avait fait sortir de Douai pour l'envoyer à la maison de l'abbaye, à Cambrai¹. Avant les dissensions de l'abbaye, les Comptes de l'Université ne nous le montrent point comme un professeur auquel l'Université et la ville ne tiendraient guère. En 1573, il est choisi comme Recteur; l'année précédente, l'Université lui faisait un « prest » de 300 florins². Sylvius vante sa connaissance profonde du grec et du latin et sa science du droit canon³. Il semble même parfois un professeur assez zélé: il consent, nous l'avons vu, à suppléer quelque temps Lewis Owen dans l'enseignement du droit canon⁴.

Moins discutée a été la réputation de Hunnetier ou Ferrarius. Nous savons avec quelle peine Jean Cospeau le décida à venir enseigner à Douai. Ses exigences avaient failli rompre les négociations. Mais il resta un des professeurs les plus fidèles à l'Université et à la Faculté des Arts; à la fin du siècle, il était encore régent et professeur au collège du Roi. Il a pu, à un moment, soulever contre lui les Facultés supérieures en refusant de poursuivre des « Artiens »; mais recteur choisi dans la Faculté des Arts, il défendait ce qu'il prétendait être les droits de sa Faculté. Sylvius a célébré ses mérites en prose et en vers et Buzelin et les chroniqueurs des Pays-Bas l'ont toujours cité parmi les plus illustres maîtres de l'Université⁵. Entré d'abord comme professeur de philosophie au collège du Roi, il prend, dès 1566, la régence de ce collège⁶, qui semble avoir été très lourde alors; en 1571, après bien des « requêtes et remontrances... des pertes et dommages par lui portés et soufferts l'espace de sept ans à la régence et gouvernement dudit collège », il finit par obtenir des administrateurs un traitement de trois

1. Bibl. de Douai, Ms 772. V. l'analyse de ce manuscrit dans ESCALLIER, *l'Abbaye d'Anchin*, p. 303, 342, 343, 366, 382, 383.

2. « En considération des ouvraiges et bastimens qu'il a faict en ceste ville pour se loger » *Comptes de l'Université, 1571-1572*.

3. *Epistola dedic. (De Studiosorum etc. p. 7)*.

4. *Comptes de l'Université, 1572-1573*.

5. Sed mihi in his non est Ferrarius ipse tacendus,
Ardua qui præter magnorum scita Sophorum,
Non ruitura etiam pubis fundamina tradet
Palladiæ, Graium conjungens scripta latinis. (*Primordium etc.*)

6. *Arch. de Douai*, CC, 282, f° 107 v°.

cents florins ¹. Son intervention dans les affaires de l'abbaye d'Anchin fut plus discrète que celle de son collègue Pontanus, et François de Bar trouve souvent l'occasion, dans le récit de ces désordres, de louer la conduite de Ferrarius : appelé en même temps que Pontanus aux conseils tenus à l'abbaye pour arrêter les termes de la requête à présenter à l'archiduc, il refuse de la signer ²; et c'est lui qui, en 1579, rédige les propositions d'accommodement entre l'abbé usurpateur et l'abbé fugitif ³.

De tels faits nous montrent la place qu'occupaient, à Douai, dans la vie civile et surtout dans la vie religieuse, l'Université et dans l'Université la Faculté des arts. Pour les professeurs eux-mêmes, que pouvons-nous ajouter sur chacun d'eux ? Les deux frères Jean et Louis Cospeau ne nous sont connus que par les comptes de l'Université ou par quelques vers de Sylvius ⁴; Jean, l'un des premiers professeurs retenus pour le collège du Roi, en a été aussi le principal organisateur. Le nom de Berlingius n'est arrivé jusqu'à nous que par les mêmes comptes ⁵ et par Sylvius, qui vante sa profonde connaissance de la langue grecque ⁶.

3° LE COLLÈGE DU ROI

Le plus important des maîtres de la Faculté des Arts était le président du Collège du Roi, qui devait être « ung homme de

1. *Comptes de l'Université 1570-1571.*

2. ESCALLIER, *L'Abbaye d'Anchin*, p. 342.

3. *Id.*, p. 394-395.

4. Inde pari gressu veniunt Petræius, atque
Cospius, Argivis ita fontibus, Ausoniisque
Imbuti, ut si quis profitentes forsan utrosque
Audiat, ingenti deceptus dexteritate,
In Latio natos mediisque putabit Athenis.

5. Berlingius se maria à Douai avec Marguerite de Neufvirelles (*Arch. de Douai, Reg. aux Testaments 1563-1576*, f° 261 v°).

6. « ... Qui ipsius Academiæ pomœria latissime extendis, cum quidquid habet reconditarum scientiarum Græcia auditorio tuo clarissime expandas » (p. 9).

bien et de scavoir grand,... pour sa bonne vie révééré et aimé des autres comprofesseurs », avec « la charge d'avoir regard sur les autres et sur la jeunesse » ¹.

Le Collège du Roi était le plus ancien des collèges de l'Université. Dans son entretien avec Jérôme de France, Viglius avait laissé espérer au conseiller pensionnaire, qu'« en faveur et advancement de chose sy sainte et pieuse », le roi ferait « liberale donation » à la ville d'une « mayson vague et ruyneuse sans utilité et profict » qu'il possédait à Douai ². C'était la « Maison de la Bassecourt », l'ancienne habitation des comtes de Flandre, située au pied d'un donjon sur la rive gauche de la Scarpe et près de l'Eglise Saint-Amé ³. Lorsque la création de l'Université fut tout à fait décidée, les échevins s'empressèrent de rappeler au gouvernement la promesse de Viglius (5 avril 1561) : sans la maison de la Bassecourt, dirent-ils, « n'est bonnement possible faire collège pour la Faculté des Arts ». Ils représentèrent que le roi ne tirait aucun profit de sa maison de Douai; il « délaisse le tout à ung concierge sans quelque rendage meismes que par la négligence des concierges précédens les édifices sont grandement diminués et quasi tumbe en ruine pour lesquelz reparer conviendroit exposer grandz deniers à la charge de Sa Maj. » ⁴. La duchesse de Parme appuya cette requête : l'Université, écrit-elle à Philippe II (19 déc. 1561) « auroit besoing d'une maison pour faire les salles et auditoire, appartenant à Vostredicte Majesté, en ladicte ville de Douay, de laquelle semble, à correction, Vostre Majesté leur pourroit faire don, pour estre de petite importance » ⁵. — « Aussy fay-je très volentiers à ladicte Université don de la maison que ay en ladicte ville, » répond Philippe le 8 février suivant ⁶. L'acte de donation est du 21 avril 1562 : Philippe déclare faire cette donation pour « l'advancement » de l'Université, parce que celle-ci a été fondée « pour le bien et commodité » de ses

1. *Discours et déclaration de ce que convient faire présentement en la poursuite et exécution de l'Université* (Arch. de Douai. lay. 92).

2. JÉRÔME DE FRANCE. p. 8.

3. C'est là que fut établie plus tard la Fonderie de canons.

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 38.

5. *Correspondance de Marguerite d'Autriche*, II, p. 22.

6. *Ibid.* II, p. 78.

sujets de pardeça et « aussi pour la conservation de notre sainte foy et religion catholique et... l'augmentation de toutes vertus et bonnes disciplines en iceux pays ». Mais la ville de Douay aura à « l'approprier et accommoder... de auditoire, selles et autres choses necessaires sans notre charge, frais et despens »¹, et à « paier annuellement la somme de 50 florins la vie durant de Reynax, archier de Sa Majesté lequel avoit eu en recompense lad^e maison », plus de 200 florins d'arrérage dus par l'Espagnol Robbes à qui Reynax l'avait louée². Engagements que la ville ne remplit pas d'abord très exactement ; Reynax réclamera encore en 1564 les deux années d'arrérages dus par Robbes³, et ce n'est qu'à partir de 1565 que les Comptes de l'Université portent régulièrement cette mention : « A Jan de Reynax, escuier, M^e d'hostel a Monsieur de Berlaymont pour rente quil a durant sa vie sur le college du Roy en ceste ville portant 100 florins par an dont ledict sire roy en paie la moitié et ladicte ville de Douay l'autre moytié⁴. »

Toutes les dépenses de la Maison du Roi n'étaient pas utiles au Collège et, dès 1563, les échevins en demandèrent quelques parties qu'ils jugeaient « convenables à la police de la république, embellissement et commodité de Douay, soit pour sa fortification soit pour faire d'autres rues publiques »⁵; et l'une de ces rues, qui prendra le nom du Collège du roi, devait passer devant le collège, de la rue d'Arras à celle de Lannoy,⁶ pour le rendre « plus fréquent » et « éviter le circuit que les escolliers sont forcez prendre pour y aller »⁷. L'Université refusa d'abord tout terrain, déclarant une telle « demande et proposition estrange »⁸. Il fallut l'intervention du gouvernement et Christophe d'Assonleville, qui avait « esté ordonné

1. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 55.

3. Lettre de Reynax aux échevins, *Arch. de Douai*, lay. 92.

4. *Comptes de l'Université*. V. les démêlés des héritiers de Reynax avec la ville et les pièces relatives à cette affaire. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7.

5. *Lettres patentes du Roi confirmant l'accord entre l'Université et les échevins*, 24 nov. 1564. *Arch. de Douai*, lay. 92. l. 7.

6. Aujourd'hui quai du Petit-Bail.

7. *Lettres de Christophe d'Assonleville au Recteur*, de Bruxelles, 27 août 1563 (*Arch. de Douai*, lay. 92).

8. *Accord entre l'Université et les échevins*, *Arch. de Douai*, lay. 92. l. 7.

par Sa Maj. pour promouvoir l'affaire d'icelle Université », écrivit au Recteur en l'invitant « pour un si bon œuvre » de s'accommoder avec la ville. « Je vous prie, dit-il en terminant, vous conformer à ce que lesd. de la ville vous requierent et ne voulloir pour ce peu de chose entrer en si manifeste et evidente contradiction qui ne seroit trouvée bonne icy. » ¹ Sur cette invitation, la ville offrit 200 florins ; Ramus, au nom de l'Université, déclara l'offre « insuffisante » ; le chiffre fut alors doublé ² et accepté par l'Université « après plusieurs communications par moyen de Reverend Père Jehan Lentailleur, abbé d'Anchin... pour grattifier à lad. ville et pour entretenir mutuelle amitié. » Non sans conditions d'ailleurs, car la ville n'ayant « moien de promptement furnir » la somme de 400 florins, devait autoriser l'Université à prendre « bois, briques, cauches, sablons et aultres matériaux » « pour estre employé en refections et accommodations necessaires à la plus grande utilité dudit collège » ³. Et le roi, en confirmant cet accord le 24 novembre suivant, ajoutait que la ville serait tenue de « dresser une muraille de briques de bonne et convenable hauteur pour obvyer que les escoliers demeurans au college des arts ne puissent avoir acces vers lad. muraille de lad. ville » ⁴. Condition qui ne fut pas exactement remplie, car, en 1569, et encore l'année suivante, le président du collège, Ferrarius, se plaignait aux échevins de ce que « pour la commodité de la ville » ils avaient « osté le mur et clôture du college de Sa Majesté et converty es usaiges et munitions d'icelle ville » et il les suppliait de « fermer et munir » le college « comme est requis pour y maintenir ordre et discipline convenable » ⁵. Et ce n'est pas la seule infraction de la ville aux conventions de 1564 ; car elle empiéta au delà des terrains qui lui avaient été concédés et elle dut payer à l'Université une indemnité de 4.200 florins ⁶.

1. *Lettre de Christophe d'Assonleville.*

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, II, p. 153 v^o et 154.

3. *Accord de la ville et de l'Université*, 14 janvier 1564, *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7.

4. *Accord de la ville et de l'Université*, 14 janvier 1564, *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7.

5. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7. *Lettres de Ferrarius aux échevins*, du 26 août 1569 et du 15 mars 1570.

6. *Arch. de Douai*, lay. 92 l. 7 — *Comptes du Dom.*, CC, 283, f^o 100 r^o.

Le collège du Roi était compris entre trois des nombreuses dérivations de la Scarpe ; il était composé de plusieurs grands bâtiments d'un ou deux étages, bien groupés, avec d'assez larges cours, aérant, dans les meilleures conditions hygiéniques, les salles et les différents logements : les écoles y pouvaient contenir de 200 à 300 élèves et le pensionnat loger 70 écoliers.

Il y eut naturellement beaucoup à faire pour approprier la maison du roi à l'usage de classes et, avant la fin de 1563, la ville avait déjà dépensé plus de quatre mille florins ¹. Mais l'Université ne cessait de « prétendre... tirer réfections sur réfections ². » Chaque année, ce sont deux ou trois cents florins pour marchandise... employée... à la réparation dudit collège », ou bien, comme en 1571, « pour l'estoffe et fachen de la grande porte... qu'il a convenu faire de nouveau » ; en 1573, on paye sur les *Comptes de l'Université*, une somme de près de deux mille florins à des maçons, charpentiers et ouvriers de tout métier, pour « refectionner et accommoder » le collège « à meilleure usaige... tant en ediffices nouveaux pour augmenter le nombre des chambres comme en couches, tables, bancqz et aultres ustensiles nécessaires pour recepvoir les estudians » ³ ; et l'année suivante, les échevins, tout en protestant que « la ville s'est acquité de l'obligation quelle avoit por lerection dudit college » sont encore obligés « por donner lustre » au collège d'accorder une somme de deux mille florins ⁴.

Mais la ville, qui payait la plus lourde part des travaux, eût bien désiré enlever à l'Université l'administration et la direction ou, comme on disait, la « superintendance » du collège. L'Université tenait, de son côté, à conserver la superintendance et, lorsqu'au mois de juin 1563 la question fut posée dans le conseil de la ville, « ceux de l'Université... offrirent deschar-

1. *Lettre de Christophe d'Assonleville*, 27 août 1563. «... A la charge de l'accommoder par ladite ville de chambres, salles ou classes et aultres choses touchant la mélioration et commodité de l'Université, ce que a esté faict aux grands despens de lad^e ville jusque plus de quatre mil florins. » (*Arch. de Douai*, lay. 92).

2. *Arch. de Douai, Reg aux Cons.* BB, II, 16 juillet 1563.

3. *Comptes de l'Université*, 1565-1566, 1570-1571, 1572-1573.

4. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, III, f^o 14 v^o.

ger la ville de tous despenses et stipendiations de gaiges quelle faisoit audict collège et aux professeurs en icelui, » à condition de conserver la direction exclusive du collège ¹. Or les gages des professeurs représentaient à eux seuls une somme de douze cents florins. Les échevins se montrèrent dès l'abord disposés à accepter ces offres ², quitte à fonder un second collège qui serait exclusivement le collège de la ville et, dans la séance du 23 septembre 1564, il fut « résolu de laisser ledit collège en la possession et administration desdits de l'Université, selon que est présentement, considérant que iceulx doibvent mieux cognoistre et scavoir les moyens por faire valoir et florir ledict college que lad^e ville » ³. Mais comme le collège du roi n'avait pas immédiatement les ressources nécessaires pour couvrir les dépenses de la première année, la ville offrit à la Faculté des Arts de lui « bailler en prest la somme de douze cents florins por estre convertis a descharger les charges dudict college », et la Faculté s'engageait de son côté à faire le plus tôt possible le remboursement de cette dette, à l'aide des « fruictz et prouffictz provenantz dudict college » sans toucher cependant aux « emolumens » des promotions; après la restitution de cette somme, la Faculté devait « employer les fruictz et prouffictz procédans dudict college à l'augmentation, ediffication et reparation d'iceluy college » ⁴.

Mais bien loin d'entreprendre les moindres travaux, le collège ne put jamais vivre de ses propres revenus et la fondation du collège des jésuites en 1568 contribua à l'appauvrir. Chez les jésuites, l'enseignement était gratuit, tandis que pour la Faculté des Arts les *Poinctz et articles* du 10 août 1562 avaient décidé que les élèves de la sixième et de la cinquième classes payeraient deux florins par an, ceux de la quatrième et

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, II, f^o 146 v^o, 8 juin 1563.

2. *Ibid.* BB, II, f^o 152-153. 1^{er} sept. 1563.

3. *Ibid.* BB, II, f^o 153 v^o et 154. Voir les délibérations du Conseil du 2 août et du 30 août 1564. — *Reg. aux Cons.* II, f^o 163 recto et v^o et 214 r^o — et séance du 23 sept. 1564.

4. Cette convention est du 2 oct. 1564. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6. (*Poinctz advisez par Messieurs les Recteur, chancelier et députez de l'Université avecq Mess. les eschevins de la ville de Douay.*) (V. aussi le reçu signé au nom de la Faculté des Arts le 13 nov. 1564 par le doyen Jean Cospeau. (*Ibid.*))

de la troisième trois florins, et ceux de la seconde et de la première quatre : le tiers de ces « didactres » ou droits d'écolage était accordé au Régent « outre et pardessus ses gaiges ordinaires », les deux autres tiers à la ville pour le traitement des professeurs et l'entretien du collège¹, et la ville venait de renoncer à ces avantages avec la «superintendance. » Que faire en présence de la concurrence des jésuites ? Maintenir les didactres, c'était dépeupler, au profit des Jésuites, le collège du Roi, dont la prospérité n'était pas très grande² ; les supprimer, c'était condamner les professeurs à choisir entre la misère, s'ils n'avaient pas d'autres ressources, et l'abandon de leur chaire. La Faculté des Arts réduisit le personnel de ses maîtres : les régents, à l'origine au nombre de huit, furent réduits à trois, et l'on assigna, pour leur subsistance, le revenu d'une fondation dite de l'Enfant-Jésus, qui fut maintenue jusqu'au jour où les héritiers du testateur attaquèrent cette fondation et rentrèrent, par arrêt du Parlement de Flandre, en possession des biens de la fondation : l'arrêt était de 1712 et, huit années après, les humanités disparaissaient entièrement. Le cours de philosophie fut maintenu intégralement et les échevins, sur la requête du régent (1575), accordèrent cent florins « por faire teste aux aultres collèges de lad^e ville » et « en respect de ce que audict college les estudians seront enseignez gratuitement³. » Cette somme ne fut d'abord accordée que pour trois ans : mais la Faculté des Arts ayant remontré que « por doubte de changement de volonté en fin de trois ans ne seroit possible de donner dès maintenant ung pied certain et perpetuel à leurs affaires et methodes d'enseigner gratuitement es ars et philosophie », le conseil décida (12 mars 1576) de payer annuellement la somme de cent florins, « tant et jusques l'augmentation et assurance de la dote, ou que lad^e Faculté des ars auera aultre moyen de furnir a l'entretènement stipendiation et mercede de ses professeurs et tant que lad^e Faculté continue d'enseigner gratuitement »⁴.

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 90.

2. Mémoire pour le Collège Royal de l'Université de Douai par le principal du Collège, l'abbé Ernotte. *Arch. de Douai*, 1505 (V^{te} Minart).

3. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons* ; BB, III, f^o 19 v^o, 4 mars 1575.

4. *Ibid.*, BB., III, f^o 21 r^o. 12 mars 1576. La décision fut confirmée le 21 mai. (*Ibid.*, f^o 37 v^o).

C'était bien peu, mais si légère qu'elle fût, cette subvention suffit à faire vivre le collège jusqu'au jour où les archiducs accordèrent à la Faculté une pension de cinq cents florins sur l'abbaye de Saint-Vaast : cette pension fut ensuite transférée successivement sur différentes maisons et, au XVIII^e siècle, elle était payée par l'abbaye de Saint-Bertin à Saint-Omer, mais réduite de moitié ¹.

4^e PROJET DE COLLÈGE MUNICIPAL.

A peine fondée, la Faculté des Arts vit se grouper autour d'elle un certain nombre de collèges qui entrèrent en concurrence avec le collège du Roi et, en étendant l'enseignement secondaire à Douai, préparèrent des étudiants plus nombreux pour les Facultés supérieures. La ville la première eut l'idée, nous l'avons vu, de fonder un second collège, lorsqu'elle renonça à la superintendance du collège du Roi en faveur de la Faculté des Arts. Elle tenait à avoir son collège où elle eût seule « toute cognoissance et superintendance tant qu'institution des professeurs et destitution d'iceulx ». Question de vanité municipale ; mais les Douaisiens n'invoquaient pour la création d'une seconde maison, que « l'émulation bonne aux deux colleges por y faire advancer la jeunesse en toutes disciplines, bonnes mœurs, scavoir et doctrine es arts libéraux. »

L'abbé d'Anchin, consulté, approuva le projet et offrit même d'entreprendre l'érection du second collège à ses dépens, à charge pour la ville de lui payer seulement chaque année, « pour les pensions de professeurs et aultres », la somme de 1.200 florins pendant huit ou dix années : charge qui devait paraître d'autant moins lourde aux échevins que l'Université, en prenant la superintendance du collège du Roi, renonçait alors à cette même somme. L'érection d'un second collège fut votée le 1^{er} septembre 1563 ² : deux commissions

1. Mémoire cité plus haut.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, II, f^o 152-153.

sont chargées, le 11, d'étudier l'affaire¹, le 4 février suivant, « d'adviser du lieu », d'accord avec des députés de l'abbé d'Anchin². Plusieurs maisons furent successivement proposées : le 23 mars, celle de l'échevin Hugues a Parisis, qui semblait pouvoir être « accommodée » pour un collège sans grands travaux et sans trop de frais ; mais elle « estoit en trop grand passage » et trop près de la rivière, pour ne pas « causer infection et maladie aux estudians », et, à la suite d'une enquête *de incommodo*, elle fut rejetée³. » Le 12 avril, le conseil choisit « la maison du sieur de Werquigneul comme la plus propice, spacieuse et douée de rivières, beau et ample jardinage et aussy quelle est prochaine et en meisme chemin des escolles ». Mais si l'entente fut impossible avec le sieur de Werquigneul, elle était bien difficile au sein du conseil, car les procès-verbaux des séances ne parlent que de « la diversité et controverse des opinions, les ungs por la longueur dessalles, les aultres por aucunes places non assises sur l'eau et aultres difficultez et incommoditez ». Ajoutons que la ville, si wuide de deniers à cause des grands frais exposez à la construction..., réparation et accommodement » du college du Roi, avait pendant quelque temps « différé et delayé lerection dudict college » et son choix fut déterminé par des raisons d'économie. En effet, le comte de Lallaing fait entendre un jour aux échevins « que pour la bonne affection qu'il porte à icelle ville et l'honneur et advancement que desire porter à la science, aux bonnes lettres et toutes autres disciplines à quoy il a employé sa jeunesse, il estoit délibéré de donner et accorder à icelle ville en pur don » une de ses maisons, « pour y faire bastir ledict second collège » ; il n'impose qu'une condition, c'est que le collège « soit nommé attitlé et intitulé le collège de Lallaing tant por la mémoire de ses prédécesseurs, de luy que de ses successeurs ». La ville trouva aussitôt tous les avantages à une maison offerte à si bon compte : elle « aborde pardevant à la grand rivière navigable et à aucuns fontenieux » ; elle n'est « trop éloigné des sales publiques, prendant issue et chemin vers icelle par devant et vers le pont des Beguines » ; on achètera une autre

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB. II, f° 154, r° et v°.

2. *Ibid.*, f° 159 r°.

3. *Ibid.*, f° 160 r° et v° et 161 r°.

maison située vis-à-vis, sur la rive gauche de la Scarpe, on bâtit un nouveau pont, avec « l'entrée et porte du côté de la rue des Wetz » et ce sera un moyen « de faire habiter les paroiches de Saint-Jacques et de Saint-Aubin plus qu'elles ne sont »¹.

Mais quel était l'avis du gouvernement sur l'érection de ce second collège ? Les échevins avaient demandé au roi approbation et aide pour l'exécution de leur projet, appuyé, disaient-ils, par l'Université et « par conseil de gens de bien et de scavoir », qui jugent « qu'il n'y a plus facile et souverain moyen de faire valloir et accroistre lad^e Université que par lerection d'un second college des ars libéralles affin de tenir la jeunesse par émulation d'estude en office et exercice continuel ». Marguerite répondit le 7 août 1564 qu'elle approuvait la fondation d'un nouveau collège; mais elle fit ajouter en apostille à la requête des Douaisiens une condition contraire aux intentions de la ville : « Son Altesse ne trouve convenable, disait-elle, de repartir ainsy l'autorité du nouveau college ny l'ordre qu'elle doit tenir en icelluy, dont vraisemblablement polroyent avec le temps soudre plusieurs inconvenients, altercation et dissention entre ceulx de lad^e ville et l'Université Ains sera mieux que contexte (?) des estudes soit laissé au régent, pour soy conduire selon que par la commune faculté des Ars sera trouvé le plus util pour advancement de l'estude d'icelle faculté. » Elle permettait seulement que l'institution ou la destitution du régent se fit « de main commune des échevins de la ville et Université » et, en cas de désaccord, l'évêque diocésain devait « faire la troisième voix »². Le conseil de la ville ne tint pas cette réponse pour définitive : dans la séance du 30 août, il fut décidé de « faire redrescher lad^e appostille por obtenir lad^e superintendance par Mess. aiant autorité de instituer et destituer les maîtres et professeurs »³, et en attendant le redressement de cette apostille, des commissaires sont chargés d'assigner « aux professeurs gaiges et salaires selon

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB., II, f^{os} 171, 172, 173. V aussi AD. DE CARDEVACQUE, *Le Collège de Saint-Vaast à Douai (Mém. de la Soc. d'agriculture, de sciences et d'arts de Douai, t. XV, p. 98, note 1)*.

2. *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 7,

3. *Ibid.*, BB., II, f^o 114 r^o.

que en conscience ilz trouveront pooir et debvoir meriter, de s'informer du debvoir et diligence que en ce ilz feront » ; et « en casde default » ils avaient pouvoir de les « destituer et deppoincter et y mettre et instituer de nouveaux plus capables et suffisans et les stipendier comme ilz trouveront bon » ¹.

Quant à l'aide nécessaire à la création du collège, les échevins avaient obtenu de Marguerite les promesses les plus avantageuses. Ils avaient humblement supplié le roi « d'escripre et envoyer aulcunes lettres amyables et inductives devers aulcuns prelatz et abbés des pays et comté de Flandres », pour leur demander « de payer annuellement quelque somme de deniers es mains desdits remonstrans » ² et, dès le 8 août, Marguerite envoya une lettre circulaire aux abbés qui avaient été « excusés » de la contribution annuelle demandée pour l'érection et l'entretien de l'Université : c'étaient les abbés de Liessies, de Saint-Denys, de Bonne Espérance, de Thun-lez-Mortagne, de Saint-Nicolas près de Tournai, de Warneton, de Saint-Jean les Chocques, de Hem, de Clairmarais, de Cercamp, de Phalempin, les prieurs de Haspres, de Saint-Pry-lez-Bethune, de Houdain, de Beuvry, de Fives et de Beaurepaire ; la lettre fut également envoyée à l'abbé de Lobbes, bien qu'il ne fût pas sujet du roi d'Espagne ; mais on l'invitait à contribuer « veu que une grande partie de ses biens sont es pays d'obeissance de Sa Majesté et qu'il est natif près dudit Douay, aussy fauteur de bonnes lettres et de la sainte Ecriture » ³.

La lettre de Marguerite rappelait celle qu'elle adressait aux abbés en 1562 ; c'est toujours au nom de la religion et du caractère religieux de l'Université qu'elle fait appel à leur générosité en faveur du collège projeté : « Et pour ce que cest establissement d'estude est totalement necessaire à la conservation et maintenance de nostre ancienne religion catholique par où la jeunesse est conservée en vraye et bonne doctrine et divertie d'aller apprendre les erreurs qui se sement pour le temps présent en divers pays estranger conséquemment que la raison veut que les prelatz et aultres personnes ecclesiastiques ayans biens et facultez de ce faire y contribuent chacun

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, f° 172-173.

2. *Ibid.*, lay. 92.

3. *Ibid.*, lay. 92.

endroit soy, Nous vous requérons que... veuillez libéralement et de bon zele donner contribuer et payer pour une fois quelque somme de deniers selon votre faculté et puissance... sans faillir à une si bonne œuvre, comme dict est, pour la deffense de la vraye religion, en quoy ferez chose agréable premièrement à Dieu et après à Sad. Maj. et à nous, comme estant œuvre digne de personne religieuse et amateur de Dieu et bien du pays¹. » Mais Marguerite pouvait-elle en 1565 espérer plus des abbés que deux ans auparavant ? Indépendamment de la lettre, elle chargea le chancelier de l'Université de se rendre auprès de douze des abbés ou prieurs, « affin d'induire et remonstrer ce que lesdits prelates doivent faire por le benefice et advancement de tel œuvre saint et pieux »². La démarche ne fut pas tout à fait inutile, puisque sept abbés et deux prieurs consentirent à payer une contribution dont la somme totale s'élevait à mille quatre-vingt-dix florins, « somme bien petite, dit le chancelier, au regard de la despence que conviendra faire a ledification et erection desdits collèges ». Peuvent-ils payer plus ? Le chancelier lui-même ne le croit pas, « ayant regard que lesdits prelates sont pauvres, voisins aux frontières et limites de France, lesquels ont esté grandement traveillés durant les dernières guerres ayans heu quasi toutes leurs censes et maisons ruinées et s'en sentent encoires grandement comme se pœult veoir et ay reconnu à l'œil ». Parmi ceux qui ont refusé, le chancelier est d'avis d'excuser le prieur de Houdain, dont le prieuré est de petite valeur ; le prieuré de Saint Pry étant vacant, il n'a su à qui remettre les lettres de la duchesse ; mais pour le prieur de Fives, il s'est obstiné en son refus, « combien que le priorée est un bien bon benefice non chargé de religieux et ayans les biens en leur pais et en terres joindantes ceste ville de Lille »³.

Quelle suite eurent ces projets ? La ville n'érigea pas son collège et pour plusieurs raisons : d'abord, elle était trop pauvre pour supporter seule les frais d'installation et d'entretien d'un nouveau collège et l'irrégularité des paiements des pre-

1. Lettre de Marguerite, 8 août 1564 — *Arch. de Douai*, lay. 92.

2. Marguerite au prévôt de Saint Amé de Douay, chancelier de l'Université, 8 août 1564, *Arch. de Douai*, lay. 92.

3. Lettre du Chancelier de l'Université à Marguerite, *Arch. de Douai*, lay. 92.

mières contributions ne permettait guère de compter sur la générosité des abbés; puis le gouvernement refusait à la ville la superintendance du second collège, à laquelle les échevins tenaient avant tout; et enfin les efforts que faisaient déjà les jésuites pour fonder une maison à Douai menaçaient la prospérité du futur collège municipal.

Les deux collèges qui vont s'établir presque immédiatement à côté du collège du Roi répondront plus encore que celui-ci à l'esprit de la nouvelle Université : fondés par des religieux, ils seront entretenus par des abbayes; l'enseignement y sera donné par des prêtres séculiers ou par des religieux; un grand nombre de leurs élèves seront eux-mêmes destinés à l'église régénérée et ceux qui n'entreront pas dans les ordres resteront, après avoir achevé leurs études, sous la direction religieuse de leurs anciens maîtres : tels seront le collège de Marchiennes, fondé par l'abbé Arnould Ganthois, et surtout le collège d'Anchin, fondé par l'abbé Lentailleur, en faveur des Jésuites.

5° LE COLLÈGE D'ANCHIN

Le Collège d'Anchin a été l'un des premiers collèges fondés par les jésuites dans les Pays-Bas et l'un des plus florissants. L'histoire de ce collège n'a jamais été écrite que par des jésuites ¹ ou par des auteurs dévoués à la Société de Jésus ². Aussi

1. Par exemple, EUZELIN, dont l'histoire a été souvent invoquée dans les procès les plus importants soutenus au xvii^e et au xviii^e siècle par la Société de Jésus : le texte de Buzelin et les documents cités par lui sont produits par les jésuites comme irréfutables.

2. V. ZOËS, *Vendvillii Vita*, — POSSOZ, *Vie de Mgr Jean Vendeville*. — L'abbé DANCOISNE, *Mémoire sur les établissements religieux du clergé séculier et du clergé régulier qui ont existé à Douai avant la Révolution*, vii^e partie. (*Mémoires de la Société d'Agriculture, de sciences et d'arts de Douai*, t. X, 1867-1868, p. 532-585.)

prend-elle une physionomie un peu différente dans les pièces des nombreux procès que les jésuites ont eus au xvii^e et au xviii^e siècles, soit avec l'Université soit avec l'abbaye d'Anchin : ce sont là d'ailleurs les seuls documents qui nous fassent connaître les origines de ce collège.

Dès l'érection de l'Université, les jésuites avaient certainement décidé de fonder une maison à Douai : peut-être même, nous l'avons vu, étaient-ils les conseillers de Vendeville, lorsqu'il proposait à Viglius la création de l'Université. Après le succès de ses démarches, ils devaient être disposés à en profiter, comptant sur l'appui du professeur de droit civil. Et en effet, Vendeville s'affligeait, comme le dit son biographe, de voir l'Université « manquer d'un de ses membres les plus nobles, c'est-à-dire d'un collège de la Société de Jésus, où la jeunesse fût instruite à la fois dans les lettres et dans la piété! »

Un an à peine après la fondation de l'Université, il écrivit et il engagea Jérôme de France à écrire au général des jésuites, Laynez, alors à Trente, pour l'inviter, au nom de l'Université et de la ville, à créer à Douai un collège de la Société. Laynez répondit (nov. 1563) au conseiller pensionnaire et à Vendeville qu'il acceptait avec empressement la proposition et qu'il espérait même ouvrir les cours dès l'année suivante. Il promettait de déléguer auprès de l'Université et des échevins le provincial, Everard Mercurian, pour discuter un certain nombre de questions soulevées par la lettre de Vendeville et qui seront précisément la cause des premières difficultés entre l'Université et la Société. Il était peu probable d'ailleurs que l'entente fût jamais facile, Laynez commençant par poser en principe que « la règle des jésuites tout entière ayant été composée pour le bien général et l'honneur de Dieu », le plus grand service qu'ils puissent rendre à la ville de Douai est de rester « les scrupuleux observateurs de cette règle ». Les objections arrêtent peu le général : il ne doute pas qu'elles ne soient résolues ou tournées au profit de la Société et, sans s'en inquiéter davantage, il va droit à l'exécution même du projet : il déclare compter sur l'heureuse et libérale intervention de l'évêque d'Arras, sur les revenus des abbayes voisines, qui ne refuseront

1. « Torquebat eum interea Universita tem Duacensem nobili carere membro, collegio Societatis Jesu, in quo juvenus literas cum pietate doceretur. » (Zoërs, p. 12).

certainement pas leur concours à une fondation si pieuse, et sur la générosité et la piété des fidèles. Enfin Vendeville lui ayant demandé un théologien pour faire aux étudiants, les jours de fête, des sermons et des cours de catéchisme, il en profite pour prendre aussitôt possession de la ville et il écrit au provincial d'envoyer à Douai le plus tôt possible un membre de la Compagnie¹.

Layneze tenait d'autant plus à profiter des dispositions favorables de l'Université et de la ville de Douai, que la Société n'avait pas été d'abord très bien accueillie dans les Pays-Bas. Charles-Quint n'avait pas grande sympathie pour un ordre qui, reconnaissant la seule autorité du Saint-Siège, prétendait échapper à la sienne. Repoussés par l'Université de Louvain, dont le catholicisme ardent ne triompha pas de la crainte d'une concurrence inattendue, mal vus des curés et des évêques qui, malgré le nonce apostolique à Bruxelles, leur interdisaient les fonctions ecclésiastiques dans leurs diocèses, les jésuites se hâtèrent, après l'abdication de Charles-Quint, d'attirer sur eux la bienveillante attention du nouveau souverain. Mais Philippe II, qui devait plus tard faire de l'ordre un des principaux instruments de sa politique catholique, commença par déclarer ne pas très bien comprendre la Société de Jésus; lorsque le jésuite Ribadeneira vint, de la part de Loyola, lui demander l'admission de son ordre dans les Pays-Bas, le roi se contenta de faire rédiger par Viglius un mémoire sur cette requête, et si, en 1556, il accorda aux Pères l'autorisation de se fixer dans les Pays-Bas, il leur refusa la faculté d'acquérir des biens-fonds sans l'assentiment des États des différentes provinces². Malgré toutes ces difficultés, les jésuites s'étendirent sans bruit dans les Pays-Bas et ils triomphèrent tout à coup avec Marguerite d'Autriche, qui avait l'un d'eux pour confesseur : en 1564, ils avaient des collèges à Louvain, à Anvers, à Dinant³; ils allaient en ouvrir un à Douai, qui sera

1. Lettres de Laynez à Jérôme de France et à Vendeville, *Arch. de Douai*, lay. 92. Elles ont été publiées par l'abbé Dancoisne, *Op. cit.*, supplément n° 32.

2. MARTIN PHILIPPSON, *La Contre-Révolution religieuse au xvi^e siècle*, p. 75-77.

3. CRÉTINEAU-JOLY, *Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus*, t. I, ch. VIII, p. 366-368.

compris dans la province de l'Allemagne inférieure, sous le provincial Everard Mercurian.

Comme l'Université et le collège Anglais, le collège des Jésuites fut en grande partie l'œuvre de Vendeville. C'est lui qui demanda à l'abbé d'Anchin, Lentailleur, d'ouvrir son abbaye aux professeurs de la Société de Jésus. Il y avait toujours eu à l'abbaye d'Anchin des traditions de science et d'études, soigneusement continuées au xvi^e siècle par l'abbé Asset et par son successeur, Jean Lentailleur. Lentailleur était lui-même de grand savoir : il avait étudié à l'Université de Paris les lettres grecques et hébraïques ; abbé d'Anchin, il envoya également à Paris les novices les plus intelligents pour y compléter leurs études ; dans l'abbaye même, il institua des cours de théologie, et lorsque le cardinal Carlo Caraffa vint en Belgique, Lentailleur lui demanda la suppression d'une partie des offices, pour donner plus de temps aux études : parmi les premiers professeurs de théologie figurèrent le dominicain Jacques de Lattre et plus tard un théologien distingué, qui était en même temps très versé dans le grec et l'hébreu, dom Denis d'Ostrel¹. Des cours de grammaire furent également ouverts dans l'abbaye pour les plus jeunes élèves ; à l'étude du latin s'ajouta celle du grec et, dans cet enseignement, nous trouvons un prêtre savant, Jean Lejosne, et, après lui, un ancien élève de l'Université de Paris, qui a été aussi un des auditeurs les plus assidus de l'Université de Douai, François de Bar. En dehors même de l'abbaye, Lentailleur se plaisait à répandre l'instruction : à Pecquencourt, il achète un terrain, y fait construire une école, où l'on enseigne aux enfants la lecture et l'écriture, les principes de la religion et même les éléments de la grammaire.

Combien de fois le nom de Lentailleur et celui de l'abbaye d'Anchin ne sont-ils pas revenus dans l'histoire de la fondation de l'Université ! A l'abbaye logeait l'évêque d'Arras, « que journellement tant les professeurs que messieurs de la Ville convenoient pour adviser ensamble » de l'Université. C'est l'abbé d'Anchin qui, assisté des doyens de Saint-Amé et de Saint-Pierre, chanta solennellement la messe d'inauguration à Saint-Amé². C'est lui encore qui, en 1563, offrait à la ville de

1. ESCALLIER, *l'Abbaye d'Anchin*, p. 258-259.

2. JÉRÔME DE FRANCE. p. 98 et 110.

prendre à sa charge l'érection d'un second collège. En 1566, au moment où la ville abandonnait ses projets, Lentailleur recevait les propositions de l'abbé de Marchiennes, Arnould de Ganthois, qui n'était peut-être pas moins célèbre que l'abbé d'Anchin par sa piété et par sa science. Les deux abbés s'entendent pour la construction d'un collège à frais communs; mais ils ne tardent pas à le trouver insuffisant et c'est alors que Lentailleur fait bâtir le collège où il admettra les jésuites¹.

Vendeville avait facilement décidé Lentailleur à ouvrir sa maison à la Société. L'abbé d'Anchin avait fréquenté les jésuites à Paris, il avait apprécié leur science et leur piété et il savait quels services ils rendraient à la cause catholique dans les Pays-Bas². D'ailleurs, après les réponses de Laynez, la Société n'avait eu garde de se laisser oublier à Douai. En 1564, arrivèrent le provincial Mercurian et le P. Bauduin de l'Ange, plus tard provincial lui-même : ils étaient officiellement chargés par Laynez de négocier à Douai même l'érection du Collège, de s'informer des bâtiments et des revenus qu'on lui destinait. Ils furent très bien accueillis par Lentailleur; mais Mercurian s'aperçut bientôt que tous les professeurs de l'Université et en particulier la Faculté des Arts ne partageaient pas les sympathies de Vendeville pour la Société de Jésus.

Aussi jugea-t-il prudent de ne pas compromettre l'établissement des jésuites à Douai par trop de précipitation et d'attendre des circonstances plus favorables. Il quitta la ville en promettant à Vendeville et à Lentailleur les bons offices de la Société, avec recommandation de le rappeler au moment propice³.

D'ailleurs deux autres jésuites ne tardèrent pas à arriver à Douai qui, avant la fondation du Collège, firent connaître l'enseignement et l'esprit de la Société à l'Université et surtout à la ville qu'on avait pu prévenir contre les Pères. Ils venaient de Tournai, d'où les avait chassés le triomphe du parti protestant : l'un fit des conférences publiques sur les matières religieuses alors controversées et l'on admira la science et le zèle catholique de ce représentant de la nouvelle Société; l'autre se

1. STAPLETON, *Oratio funebris in laudem R. P. Arnoldi de Ganthois*, 1582.

2. BUZELIN, *Gallo Flandria*, II, ch. XXXV, p. 421, A et B.

3. BUZELIN, *Annal. Gallo Flandr.* XI, p. 524-525 et *Gallo Flandria*, II, ch. XXXV, p. 421.

contenta de donner quelques leçons particulières, dont ses auditeurs répétèrent l'éloge dans la ville; et d'ailleurs les Douaisiens et les étudiants eurent souvent l'occasion de l'entendre dans la chaire¹. Puis arriva le futur recteur du Collège, Maximilien de la Chapelle, qui fit « plusieurs prédications et admonitions salutaires au peuple d'icelle ville et lectures publiques aux estudians en l'Université de ladicté ville »², et la générosité avec laquelle il fut traité par les échevins fut pour Lentailleur un encouragement à appeler les jésuites.

Aussitôt il demanda au Roi « qu'il lui fut permis de lever les sommes nécessaires, moyennant l'adjonction et consentement de ses religieux, pour acheter les fonds et ériger les bâtimens d'un second collège en l'Université de Douay, requérant aussi grâce et faculté de pouvoir assigner sur son Monastère tel dot qui se trouvera être raisonnable pour les Pères jésuites ou autres instituteurs³. » Il demanda à la ville de l'exempter de tous droits pour « l'achapt et aliénation » de « quelques jardinaiges, héritages et maisons » pour le nouveau collège, et de l'assister « de quelques biens matériaulx ». Les échevins promettent tout, en approuvant l'abbaye de mettre le collège « es mains » des jésuites, « comme l'expérience faicte en plusieurs lieux monstre que les Peres de la Société sont autant propices que nulz autres pour avoir la charge dudit college et enseigner les bonnes lettres conjointement avecq les mœurs et doctrines chretiennes⁴. » L'année suivante (20 août 1568), paraissent les lettres d'amortissement avec les plus précieux avantages pour les jésuites. « Considéré le bien et utilité que polra provenir et sourdre des colleges susdits, » les échevins déclarent avoir « l'institution et erection d'iceulx louez, gréez et advouez » et ils leur accordent de « jouïr et user de tous privileges, immunités, franchises, libertés et droits quel-

1. BUZELIN. *Ann. Gallo Flandr.* XI, p. 537 et *Gallo Flandria* II, p. 421.

2. *Arch. de Douai*, CC, *Comptes des Aides*, 1566-1567.

3. Cité dans l'*Histoire du Collège de l'abbaye d'Anchin en l'Université de Douay* (p. 1), rédigée en 1747 pour l'abbaye, qui était alors en procès avec les Jésuites (Bibl. de Douai, B^{mn} 1257, pièce 2). V. aussi ESCALLIER *Abbaye d'Anchin*, p. 27.

4. *Arch. de Douai*, lay. 92. Requête de l'abbé d'Anchin et réponse de la ville. 16 et 18 nov. 1567.

conques y convenables et nécessaires et tels que sont et desquels jouissent les colleges de l'Université de Louvain et cestuy du Roy en ceste ville. » Les « heritages, » ajoutent-ils, seront amortis et « mis hors de notre maniance perpétuellement et à toujours, en quittant et remettant tous et quelconques droits seigneuriaux que deubs nous peuvent être de présent » ; ils accordent en outre deux cents florins à prendre sur la dote de l'Université pour le traitement d'un bon théologien résidant au collège et servant de prédicateur ou professeur, ou bien pour le salaire des professeurs lisant la philosophie au collège ; ils déchargent l'abbé de son aide décennal de 200 florins par an pour l'Université et enfin « pour la construction d'iceulx collèges seront aud. Sr. Abbé faveur et assistance à l'advenir d'aucun vieux matériaux que commodieusement l'on luy polra impartir et permettre de démolir du lieu que se polra adviser »¹.

Donc adhésion absolue du gouvernement et de la ville. Mais l'Université ? Un point avait, dès le début, inquiété Lentaillieur comme tous ceux qui à Douai désiraient la prompte fondation du collège d'Anchin : comment concilier avec les intérêts de l'Université le principe de la gratuité de l'enseignement, auquel tient la Société ? L'Université pouvait-elle admettre cette gratuité, qui ruinerait le collège du Roi ? Lentaillieur ne tarda pas à être définitivement fixé sur ses dispositions. Au mois de décembre, il lui demande l'autorisation d'admettre les Jésuites dans son collège. Mais, parmi les professeurs, plusieurs venaient de l'Université de Louvain, qui étaient « bien instruitz et pénétrés des raisons et motifs qui avoient portez ceste Université à s'opposer toujours avec tant de force à ce que les jésuites y pussent enseigner publiquement la philosophie et les humanitez »² ; et tous les professeurs de Douai pouvaient savoir qu'en 1566, à peine installés à Louvain, les jésuites venaient d'afficher des prétentions dont s'était effrayée la Faculté de théologie ; que le provincial et le recteur du collège des Jésuites venaient de présenter à la Faculté un privilège accordé par le Saint-Siège et concédant à la Société de Jésus le droit de conférer le baccalauréat, la licence et la maîtrise à ses élèves, si les Recteurs des Universités refusaient de les

1. Recueil cité, Pièces justificatives, n° 11, p. 9-11.

2. DERASIÈRE, II, p. 308 et suiv. (Bibl. de Douai, Ms 979).

admettre gratuitement; que la Faculté avait répondu que les jésuites pouvaient, s'ils le voulaient, conférer les grades à leurs élèves, mais que, s'ils les présentaient à l'Université, ils seraient tenus aux droits habituels ¹.

C'était assez pour engager les professeurs Douaisiens les moins favorables aux jésuites à ne les admettre à Anchin qu'à certaines conditions. Le Recteur porta lui-même à Lentailleur la réponse de l'Université, accompagné du régent du collège du Roi, Ferrarius, et de plusieurs docteurs. Il commença par féliciter l'abbé de son projet qui devait contribuer à la gloire de Dieu, puis il imposa les trois articles suivants: 1° Les Pères ne donneront aucune leçon publique et ordinaire, c'est-à-dire aucune leçon de philosophie; ² pourquoi? L'Université le répétera souvent, la principale raison est que les jésuites sont exempts de la juridiction de l'Université, « exemption qui semble incompatible avec la qualité de professeur public et aussi contraire aux droits et à l'institution de l'Université, puisqu'aux termes du troisième article des Lettres de sa fondation, le Recteur et l'Université ont l'entière juridiction tant civile que criminelle sur les docteurs et spécialement sur les professeurs royaux ³ ». 2° Ils ne feront pas partie des conseils de l'Université ou d'aucune Faculté. 3° L'enseignement du collège ne pourra être gratuit que dans les basses classes, à l'exclusion de la philosophie, pour laquelle la Société devra se conformer à la loi commune des autres collèges. L'Université ne désirait d'ailleurs que la prospérité du nouveau collège et le Recteur recommanda en terminant à l'abbé d'Anchin de maintenir les études à un niveau très élevé. Lentailleur remercia et promit de respecter les conditions qu'il venait d'entendre ⁴.

Mais la Société les accepterait-elle aussi? Le 28 novembre 1567, Lentailleur avait pour la première fois offert officiellement son collège au nouveau général de la Compagnie, François de Borgia; et il avait écrit en même temps à son

1. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti academici*, p. 372-373.

2. Le collège aura des leçons de philosophie, mais faites par des professeurs n'appartenant pas à la Société.

3. DERASIÈRE, II, p. 312 et suiv.

4. Pièces justificatives concernant les droits respectifs de l'Abbaye de Saint-Sauveur d'Anchin et ceux des R. P. Jésuites dans le Collège d'Anchin en l'Université de Douay, Recueil cité, VIII, pièces 1 et 2.

secrétaire, l'ancien provincial Mercurian, que nous avons vu naguère à Douai et dont l'avis s'imposait presque nécessairement au général et à la Société. Mais le projet d'institution ou « la formule » qu'il leur soumettait ne pouvait guère obtenir l'adhésion des jésuites. Ce qu'ils voulaient, c'était un collège où ils pussent enseigner gratuitement, sans être assujettis à des règlements étrangers et conformément à leur Institut, « juxta Instituti nostri rationem », diront-ils toujours. Nous tenons surtout, répond le général, à n'altérer en rien la pureté de la sainte pauvreté de la Compagnie (14 février 1568), et il charge Mercurian de proposer à l'abbé un autre projet, plus « compatible avec l'Institut de la Compagnie », ou, comme il l'écrivait encore « plus avantageux à la gloire de Dieu et au bien public. ¹ »

Le P. Mercurian, qui ignorait encore les conditions imposées à Lentailleur par l'Université, acceptait par avance avec une modestie très habile l'exception faite pour l'enseignement de la philosophie : « Il conviendrait beaucoup mieux aux jésuites, disait-il, de ne paraître dans les lieux où l'on enseigne la philosophie et la théologie que pour s'y instruire eux-mêmes, loin de penser à y instruire les autres. Des relations d'amitié s'établiront bien plus aisément entre les disciples et les maîtres qu'entre des collègues qui seront comme des rivaux. » Mais s'ils renonçaient facilement aux fonctions de professeurs, les jésuites espéraient bien ne rien perdre de leur influence en restant les répétiteurs des sciences qu'ils n'enseigneraient pas. Après tout, ajoutait Mercurian, s'il est nécessaire d'aider en quelque chose les professeurs de philosophie et de théologie, les jésuites s'y prêteront volontiers par des répétitions et des disputes qu'ils feront chez eux. Mais à ces exercices intérieurs ils comptaient bien « admettre les écoliers du dehors » ² et, après s'être déclarés dignes seulement d'assister aux cours comme élèves, ils en viendront à compter tous les étudiants de l'Université pour disciples : « Il arrive peu à peu que ceux qui

1. *Mémoire pour le P. Recteur du Collège de la Compagnie de Jésus de la Ville de Douay*, p. 50. Même recueil, pièce 10. Voir la lettre de François de Borgia dans le même recueil, XI, n° 3, p. 11.

2. *Mémoire pour le Père recteur du Collège de la Compagnie de Jésus*, citée note précédente. *Lettre de François de Borgia — Histoire du Collège de l'abbaye d'Anchin*, p. 4.

gouvernement les collèges nous prient de vouloir bien exercer ainsi leurs écoliers ; il y en a même qui n'ont pas de peine à nous prier de donner nous-mêmes les leçons de théologie ou des cas de conscience, convaincus par l'expérience de l'utilité de notre Institut, contre lequel ils s'étaient auparavant laissés prévenir. » Et la conclusion est d'une netteté parfaite : « Par ces sortes de répétitions, de disputes et d'exercices qui se font dans leurs maisons d'études, les jésuites, sans causer aucun ombrage à personne, ne contribuent peut-être pas moins au bien des études que s'ils donnaient eux-mêmes les leçons¹. »

Cette lettre ne justifie-t-elle pas les craintes de la Faculté des Arts, qui dira des Jésuites en 1613 : « Est genus hominum qui esse primos se omnium rerum volunt. Qui, nisi quod ipsi faciunt, recte nihil factum putant? » Elle était bien conforme à l'esprit général de la Société et en particulier à l'article intitulé « De Universitatibus in Societatem admittendis », où on lit : « De scientiis, quæ tradendæ sunt in Universitatibus Societatis, id Medicinæ et legum studium, ut a nostro instituto magis remotum in Universitatibus Societatis, vel non tractabitur vel saltem ipsa societas per se id oneris non suscipiet ». « Ce qui fait connaître, dira l'Université en commentant cet article, trois maximes des Jésuites, la première de s'emparer des Universitez et de les incorporer dans la Compagnie, la seconde de remplir, par eux-mêmes les chaires de théologie, du droit canonique et des Arts dans ces Universitez ; la troisième est de commettre des vicaires substitués pour y enseigner le droit civil ou la Médecine². »

L'abbé d'Anchin prévoyait-il toutes ces conséquences et, s'il les prévoyait, pouvait-il cependant renoncer à son projet ? En 1568, il ne voulut voir qu'une chose dans la réponse de Mercurian, c'est que les Jésuites étaient disposés à renoncer à l'enseignement de la philosophie ; il n'eut plus dès lors la moindre hésitation à leur communiquer les résolutions de l'Université (8 avril) et le secrétaire du général lui répondit (12 juin) qu'il acceptait la condition relative aux didactres :

1. Même recueil XI, pièce IV, p. 12, 14

2. *Mémoire pour les Recteur et Conseil de l'Université de Douai contre le P. Recteur du Collège des jésuites de la même ville* (DERASIÈRE, II, p. 315. Bibl. de Douai, Ms 979).

sur cet article, « l'offre du Collège, disait-il, est rendue conforme à notre Institut ¹ ».

Mais ce qui était moins conforme à l'Institut, c'était pour les Jésuites d'être logés dans les Ecoles, comme les professeurs du Collège du Roi. Les bâtiments destinés au Collège avaient été commencés à la fin de 1566. Ils devaient former quatre quartiers: le premier pour les plus jeunes enfants, le second pour les jeunes gens plus avancés et principalement pour ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique; le troisième pour les Caméristes, c'est-à-dire pour les élèves les plus riches et qui voudraient vivre à leurs propres dépens; le quatrième enfin pour les Maîtres. Lentailler appelait les Jésuites dans son Collège pour y instruire la jeunesse et non pour établir un nouvel ordre religieux dans l'abbaye: mais François de Borgia et Mercurian opposent à l'abbé leur Institut. « Les Jésuites, dira plus tard un de leurs avocats, en s'établissant à Douay, voulaient une maison commode séparée de leurs classes, dans l'intérieur de laquelle ils pussent s'acquitter librement des devoirs de leur état, et où, sous la conduite de quelques supérieurs, se trouvassent réunies toutes les personnes employées soit au dedans, soit au dehors du Collège, c'est-à-dire en premier lieu, les professeurs et les maîtres occupés aux exercices des Ecoles, et outre ceux-ci un Recteur et un Ministre pour gouverner la famille des officiers domestiques, ou si l'on veut, des Frères, pour faire les offices de la maison, des ouvriers qui travaillent à rendre service au prochain selon l'esprit de leur Institut ². » Et François de Borgia tenait tellement à ce que tous les Jésuites vécussent réunis en communauté dans l'intérieur de leur maison, qu'il ne voulut même pas, comme le demandait l'abbé, que quelques-uns d'entre eux couchassent dans les Collèges réservés à l'abbaye, pour veiller de plus près à la conduite des pensionnaires.

Mercurian demande en conséquence : 1° une maison d'habitation, distincte des écoles où les jésuites enseigneront; 2° une église ou au moins un emplacement pour la construction d'une église avec l'autorisation de l'élever, lorsque la Providence leur en aura donné les moyens et, en attendant, une chapelle,

1. Recueil cité XI, pièce V, p. 15.

2. Recueil cité, Mém. X, p. 51-52. Voir la réponse de Mercurian, *Ibid.* XI, n° v, p. 15-17.

car il serait très incommode aux Pères d'être obligés de remplir leurs fonctions spirituelles dans une Eglise étrangère; 3° une dote un peu plus élevée que celle de mille florins qu'avait promise l'abbé d'Anchin. Suivant Mercurian, les Jésuites ne pouvaient accepter les offres de Lentailleur qu'à la condition d'être considérés non pas comme des professeurs admis dans un collège étranger, mais comme une corporation indépendante, qui attirerait dans ses collèges toute la jeunesse, dans sa chapelle ou son église tous les fidèles, et serait maîtresse absolue dans sa maison.

Lentailleur se soumit à toutes les conditions que lui imposaient ses obligés : il avait le respect de la règle qu'on ne respectait pourtant pas toujours à l'abbaye d'Anchin. Les jésuites veulent une maison indépendante des collèges ; il leur promet une maison d'habitation, avec cour et jardin. Les Jésuites veulent une église : il leur donnera une place assez spacieuse pour l'y construire, avec la permission de l'élever lorsqu'ils auront les moyens de le faire. Ils veulent une chapelle particulière : il promet « de leur procurer dans une église voisine une chapelle des plus commodes, dans laquelle ils pourront vaquer en toute liberté à leurs exercices spirituels, jusqu'à ce que leur église soit bâtie. » Ils veulent enfin une dote plus élevée : « Agréez la donation du collège, écrit-il à François de Borgia, avec l'espérance de voir un jour augmenter la dote ¹. » Un de ces articles donnera lieu plus tard à de longs débats entre la Société et l'abbaye : l'abbé accordait-il seulement le logement ou à la fois le logement et le collège ? L'abbaye prétendra au XVIII^e siècle que Lentailleur avait seulement confié aux jésuites le soin d'instruire et d'enseigner la jeunesse des trois premiers quartiers de son collège, leur abandonnant le quatrième en toute propriété pour leur logement, mais se réservant « à lui, à ses successeurs et à son monastère à perpétuité la pleine jouissance des trois autres, y compris les classes et les écoles. Ainsi, les quatre quartiers du collège se réduisaient naturellement à deux : le collège proprement dit, dans lequel l'abbaye d'Anchin, à qui il appartient et qui en a toute l'administration, fait enseigner sous les yeux d'un principal ou président tiré de son corps, et la maison ou

1. Mémoire X, p. 53 et 54. — *Arch. de Douai*, 92, l. 2 et 5,

couvent des Pères jésuites, qui sortent de chez eux pour venir enseigner dans ce collège ¹. » Les Jésuites soutiendront qu'ils ont et la propriété des écoles où ils enseignent et l'administration entière de ces écoles; comme s'en plaindra plus tard l'abbaye, les Pères imiteront « les vieux domestiques, lesquels pensant s'être acquis quelque mérite par leurs services, veulent devenir les maîtres du logis et donner des ordres à leurs propres maîtres ². » La Gouvernance de Douai donna raison aux jésuites, le président du collège, dom Antoine Lancry, les grand prieur et religieux en appelèrent devant le Parlement qui, par arrêt du 20 juillet 1731, « débouta le Recteur de ses demandes, fins et conclusions et déclara en conséquence que les collèges étaient la propriété de l'abbé et des religieux d'Anchin » ³.

Quelles qu'aient été au XVIII^e siècle les prétentions réciproques des parties, Lentailleur ne vit certainement à aucun mot de la lettre de Mercurian que le secrétaire du général eût compris que les quatre quartiers étaient offerts aux jésuites en toute propriété et, au lieu de torturer le texte de Mercurian par les interprétations et les commentaires les plus forcés ou, comme le disaient les jésuites eux-mêmes en 1747, sans avoir besoin de « multiplier le nombre des chiffons », ne suffisait-il pas d'opposer dans l'acte de fondation le titre 3, où il est dit expressément : « Quartum istud collegium professoribus destinatum offerre et donare decrevimus », et les articles précédents relatifs aux trois premiers quartiers et qui ne parlent d'aucune donation. ⁴

D'accord avec la Société, Lentailleur continuait à recevoir les encouragements du Magistrat de Douai; le 23 septembre 1568, il se rendit au conseil de la ville pour faire approuver définitivement l'admission des jésuites dans le collège de l'abbaye et savoir « si faire se poeult sans encourir en quelque inconvénient et incommoditez »; « après plusieurs avis et questions » l'on ne trouva rien « meilleur que de remettre le tout au bon plaisir et discrétion dudit sieur prélat ⁵ ».

1. *Hist. du collège de l'abbaye d'Anchin*, loc cit. p. 4.

2. Recueil cité. Mém. III, p. 19.

3. Mém. XXII, pièce manuscrite. Extrait des *Registres de la Cour du Parlement*.)

4. Telle est aussi l'opinion de l'abbé Dancoisne (travail cité, p. 537).

5. *Arch. de Douai, Rég. aux Cons.* BB, II, fo 214 v^o.

A cette séance assistaient cependant « le conseil et ceux de l'Université. » Toutes les Facultés acceptent-elles donc avec la même facilité la création du nouveau collège ? Non certes, et la Faculté des Arts surveillait d'un œil jaloux l'installation des jésuites à Douai. Vers le milieu de 1568, elle a soin de rappeler que ni les Pères, ni personne en leur nom, ne peuvent être admis au Conseil de la Faculté des Arts ou d'aucune autre Faculté et mention spéciale de leur réserve est faite sur les registres de la Faculté ¹. Le 20 juillet, elle décide qu'ils devront se soumettre à tous ces statuts et règlements, « car il importe qu'il n'y ait qu'une seule Faculté des Arts, » et l'une des conséquences de cette décision pouvait être d'obliger les Pères à recevoir les didactes dans toutes les classes comme les autres collèges ². Quatre jours après, elle priait Lentailleur de lui présenter les noms des deux professeurs choisis en dehors de la Société pour enseigner la philosophie, voulant s'assurer qu'ils n'étaient pas de la Société et elle ratifia le choix ³. D'ailleurs les jésuites prétendirent dans la suite n'avoir pas désiré à l'origine être chargés des cours de philosophie parce que leur dote n'était que de mille florins. « Une somme si modique, dira un de leurs avocats, suffisoit tout au plus pour l'entretien de treize personne qui devoient d'abord composer leur collège : ils n'avoient donc garde avec si peu de moyens de s'obliger à entretenir par dessus ce nombre quatre professeurs de philosophie ⁴. » Pour les gages des deux professeurs de philosophie, « lesquels, répètent régulièrement les Comptes de l'Université, devront estre aultres que du nombre des treize personnes de ceux de la société résidens », l'Université payait au « receveur de la maison et abbaye d'Anchin une somme annuelle de 200 florins ⁵.

Le 20 octobre, nouvelle intervention de la Faculté, sollicitée d'ailleurs par une consultation de l'abbé d'Anchin : quels seront les livres de classe ? quelle sera la méthode des jésuites ? Sur les deux questions, la Faculté laisse entière liberté à la Société jusqu'à la philosophie exclusivement ; si toutefois une réforme

1. Recueil cité, n° VIII, pièce 3, page 2. (Extractum de Registro Facultatis Artium, f° 28 v°).

2. *Ibid.* pièce 4, f° 29 r°.

3. *Ibid.*, n° VIII, pièce 5, f° 29 v°.

4. *Ibid.*, n° X, pièce 11.

5. *Comptes de l'Université*, 1569-1570 et suiv.

devenait nécessaire, la Faculté se réserve le droit d'inviter d'abord amicalement les régents du collège à se corriger d'eux-mêmes, sans l'intervention du doyen; mais, s'il n'est tenu aucun compte de cet avertissement, plutôt que de laisser manquer à la pieuse intention du fondateur, elle rétablira ses méthodes, prescrira ses livres et, en un mot, usera de tous les droits qui lui ont été donnés par le roi, sans porter atteinte aux droits qu'elle a reconnus à la Société ¹.

Bien des difficultés soulevées par la Faculté des Arts restaient encore à régler : elles pouvaient retarder l'acceptation du collège par les jésuites, mais non les empêcher de venir à Douai, car ils savaient bien qu'ils finiraient toujours par tout obtenir « juxta Instituti nostri rationem ». Et qu'importaient aux jésuites toutes les précautions prises contre eux par la Faculté des Arts ou l'Université? N'ont-ils pas évité au milieu de toutes les négociations qui préparèrent leur établissement à l'abbaye d'Anchin, de prendre directement aucun engagement? Ils laissent Lentailleur s'entendre personnellement avec l'Université : à l'assemblée du 19 octobre assistaient bien le provincial et les Pères, on les mit bien au courant des décisions de l'Université, qui les excluait de toutes les facultés et des leçons de philosophie. Mais signèrent-ils avec l'Université le moindre acte d'acceptation? Lorsqu'en 1704, ils voudront occuper la chaire royale de mathématiques, c'est en vain que l'Université leur opposera les décisions de 1567 et 1568. « Il s'agit uniquement dans ce parchemin, répondront-ils, d'une convention entre l'Université et l'abbé d'Anchin, où les Jésuites n'ont aucune part et où même ils ne paroissent pas et par conséquent quelle que soit cette convention, elle ne leur impose aucune obligation comme étant *res inter alios acta* ². » Mais s'ils n'ont jamais signé aucun acte avec l'Université, jamais l'abbé d'Anchin, répondra l'Université, n'a traité avec elle « sans communiquer avec les jésuites et sans demander leur consentement », et l'on a des actes où l'abbé ne s'engage qu'avec cette restriction : « Pourvu et devise expresse que le susdit appointement et forme de transaction soit approuvé et accepté par Mrs les Provincial, Recteur et autres de la Société du nom de Jésus en notredit

1. Recueil cité, n° VI, pièce 3, f° 30 v°.

2. V. tout le mémoire des Jésuites dans DERASTIÈRE t. II, p. 340. (Bibl. de Douai, Ms 979.)

college ou de leur procureur ayant à ces fins mandement spécial comme par eux, iceluy appointment trouvé non préjudiciable à leur dite Société¹. »

Les cours n'étaient pas commencés qu'un premier débat éclate entre la Faculté et les jésuites. L'ouverture du collège avait été fixée au mois d'octobre 1568 et tous les professeurs furent rapidement désignés; le recteur du collège devait être le P. Maximilien de la Chapelle qui, pendant son séjour à Rome, serait remplacé par le P. Sommalius. Les Pères firent afficher à Douai la liste des auteurs qu'on étudierait; mais l'Université fit arracher les affiches et, par décret du 14 septembre, la Faculté des Arts interdit aux régents d'enseigner, s'ils ne se faisaient pas immatriculer à l'Université en prêtant serment au Recteur. Les jésuites, inquiets, demandèrent conseil aux abbés d'Anchin et de Marchiennes, puis à l'archevêque de Cambrai et à l'évêque d'Arras qui étaient alors à Douai. Par leur intervention, le recteur Ferrarius, l'abbé d'Anchin, le Provincial et les Pères tinrent une conférence le 19 octobre et décidèrent que les jésuites commenceraient leurs cours dans le collège en octobre, mais que le différend avec l'Université serait soumis au général de l'ordre; s'il ne répondait pas dans les six mois, les jésuites se feraient immatriculer et prèteraient serment entre les mains du recteur².

La question fut décidée non par le général, mais par le Pape Pie V, qui, dans une bulle, datée du 5 novembre 1568, proclama l'indépendance de la Société: indépendance, dit la bulle, non seulement quant aux personnes et aux biens, mais aussi « quoad scholas sive grammaticæ, sive humanarum litterarum, sive rhetoricæ aliarumque liberalium artium »; aucun serment à prêter à l'Université, respect de tous les règlements de l'Institut. Et la bulle se termine par ces mots: « Quod si eidem Collegio cum Universitate convenerit, ut ejus ipsius Universitatis pars sit, hoc tamen sine ullo prædictæ ipsius immunitatis exemptionisque præjudicio fieri volumus et mandamus ».³ Quel usage les jésuites firent-ils de cette bulle? Suivant les circonstances et leur intérêt, ils l'opposèrent au rec-

1. DERASIÈRE, t. II, Mém. V, p. 23. La formule citée est en tête d'un acte du 10 février 1576.

2. Recueil cité, VIII, n° VII, p. 8-9.

3. BUZELIN, *Gallo-Flandria* II, p. 422.

teur ou reconnurent la juridiction de l'Université : en 1627, ils prêtent le serment lorsqu'ils veulent entrer dans le conseil de la Faculté des Arts ¹.

Le 20 octobre, eut lieu l'inauguration des cours dans le collège d'Anchin; Lentaillieur dit une messe solennelle, en présence des jésuites et d'une assistance nombreuse et distinguée. Puis deux professeurs de la Société débitèrent des morceaux d'éloquence et de poésie en plein air, les salles étant trop étroites pour contenir tous les auditeurs; les deux jours suivants, nouvelles cérémonies publiques, où des discours furent prononcés ou par les Pères ou par d'autres professeurs; enfin le 24 octobre s'ouvrirent les cours réguliers; et au dehors, les jésuites déployèrent aussitôt leur activité habituelle, prêchant dans la ville, expliquant le catéchisme aux enfants ².

Ce n'est que quinze mois plus tard, le 17 janvier 1570, que l'abbé et les jésuites furent assez d'accord pour signer l'acte de *Fondation de la maison des Pères de la Société de Jésus à Douai*. Le texte en est si net qu'on a peine à comprendre les procès survenus plus tard entre l'abbaye et les Pères. Il indique l'esprit de la fondation, les cessions faites par l'abbé à la Société avec les devoirs qu'il lui impose et qu'elle accepte et les droits qu'il réserve à l'abbaye. Le préambule rappelle que l'abbé fonde le collège surtout pour former des prêtres; il aurait pu être écrit par les rédacteurs de l'acte de fondation de l'Université, par Vendeville ou par Richardot: le spectacle des misères présentes, la perte de tant d'âmes pour lesquelles Jésus-Christ est mort, la disette des sujets qu'on pourrait appeler à la cléricature, la négligence qu'on apporte à l'éducation de la jeunesse qui, élevée dans les sciences et la piété, formerait un excellent séminaire pour rétablir les affaires de l'Eglise, écarter et combattre l'hérésie, telles sont les raisons qui ont déterminé Lentaillieur à fonder dans l'Université de Douai, non loin de son monastère, quatre maisons ou collèges constituant ce qu'on nomme le collège d'Anchin. Il indique l'usage particulier de chacune de ces quatre maisons. Les maîtres (qui habiteront la quatrième) auront, pour leur enseignement, le pro-

1. Recueil cité, II, p. 22. ESCALLER, *Abbaye d'Anchin*, p. 479. DANCOISNE, *Op. cit.* p. 553.

2. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*. XI. p. 539-540.

gramme suivant : ils apprendront aux plus jeunes, au moins dans cinq classes, la grammaire depuis le rudiment, les humanités, la rhétorique et la langue grecque : ces études doivent aller jusqu'à la logique d'Aristote exclusivement ; pour ceux qui, après ces premières études, voudront entrer dans les ordres, ils les prépareront à l'instruction et à la conduite des âmes. Pour avoir des maîtres propres à élever la jeunesse dans les lettres et dans la piété, Lentailler a jeté les yeux sur les Pères de la Société, qui savent former leurs élèves aux bonnes lettres et aux vertus chrétiennes, et il leur a offert la quatrième maison pour instruire les écoliers des trois collèges et d'une façon générale tous ceux qui voudront entendre leurs leçons, sans payer de rétribution, pieusement et chrétiennement. Pour la maison, la chapelle et la dote de mille florins, il renouvelle les promesses faites antérieurement. Cette dote servira à l'entretien de treize jésuites au moins. Si dans la suite l'abbaye augmentait la dote, le nombre des jésuites devrait être accru proportionnellement et il faudra qu'il y en ait toujours au moins huit en état de faire les cours au collège.

Quels droits se réserve l'abbaye ? C'est d'abord la propriété des trois collèges, où n'habitent pas les jésuites, puis « toute administration et disposition » de ces collèges, « en sorte que les pères n'y puissent absolument prétendre aucun droit, et la Société n'aura que la fonction d'enseigner et de former la jeunesse à la piété gratuitement, selon l'esprit de leur institut. » Ce n'est même que conditionnellement que les Pères obtiennent la propriété de leur maison, car « si les Pères, d'eux-mêmes, interrompaient leurs leçons et, malgré les avertissements, ne les reprenaient pas, si enfin ils quittaient d'eux-mêmes le collège pour une cause quelconque, la maison et la dote entière devraient revenir à l'abbé et à ses successeurs pour en disposer en faveur d'autres maîtres. » Le collège d'Anchin appliquera tous les règlements suivis dans les collèges de la Société à Paris, à Louvain et dans toute la Belgique, et si quelque abus se produisait, l'abbé se réserve le droit d'en solliciter la correction auprès des supérieurs de la Société ou du Souverain Pontife.

Cet acte fut approuvé cinq jours après (22 janvier) par l'évêque d'Arras, Richardot, et le lendemain accepté par le provincial de la Compagnie, François Coster, au nom du général

François de Borgia (23 janvier) : « J'entends, disait Coster dans la formule d'acceptation, que notre Société de Jésus soit obligée, par cette acceptation et engagée à observer tout ce qui est contenu dans ledit acte de donation ¹. » Aussitôt eut lieu la cérémonie d'acceptation et d'inauguration définitive du collège : le 24 janvier, le P. Coster et le P. Maximilien de la Chapelle, recteur du collège d'Anchin, accompagné du recteur du collège de Cambrai, se rendaient à Anchin pour offrir à Lentailleur, en signe d'acceptation, un cierge orné de ses armes et de celles du couvent. Comme toujours, ce furent harangues, pièces de vers débitées par les jésuites en l'honneur de l'abbé et cette cérémonie dut se renouveler chaque année à la reprise des cours, le 21 octobre, dans l'église de la Société et en présence des Pères et des élèves. Mais à partir de l'abbé Warnier de Daure, l'abbaye cessa de recevoir ces témoignages de reconnaissance et de soumission ².

Tant que vécut Lentailleur, c'est-à-dire jusqu'en 1574, les rapports de l'abbaye avec les Pères furent excellents : pouvait-il en être autrement, l'abbé accordant aux jésuites tout ce qu'ils demandaient ? Et d'abord des bâtiments et des terrains plus étendus qu'il n'avait promis. Le collège d'Anchin et ses dépendances s'élevaient sur un espace assez considérable entre la rue des Connins, qui prit alors le nom de rue des Jésuites ³, la rue Paillery ou Paillerel ⁴ et la rue des Écoles ; et encore le Magistrat céda aux jésuites la petite rue Painapel, qui traversait le collège parallèlement à la rue Saint-Jacques. C'était en grande partie les terrains occupés aujourd'hui par le lycée, le musée, la bibliothèque, les cours d'enseignement secondaire des jeunes filles et l'école primaire des filles de la rue Fortier. Au xvii^e siècle, les jésuites n'y occupaient pas moins de quatorze corps de bâtiments ⁵. Ils se trouvaient bien dans le quartier des Écoles, puisqu'ils avaient devant eux le collège de Marchiennes, derrière, le collège anglais et, au coin de la rue des « Maulevants », les écoles publiques. Mais en 1570, à l'époque

1. V. ces différents actes dans BUZELIN, *Gallo Flandria* II, p. 422-426.

2. ESCALLIER, *Abbaye d'Anchin*, p. 284.

3. Aujourd'hui rue Fortier.

4. Aujourd'hui rue du Musée.

5. V. deux plans du Collège dans le Recueil cité IX, à la fin du Mémoire.

de la signature de l'acte de fondation, la construction était loin d'être achevée. Jusqu'à nos jours encore, on a pu voir les trois quartiers du collège, dont l'aspect, dit Buzelin¹, était peu riant et qui, au xvii^e siècle, avaient déjà l'air de bâtiments délabrés ou inachevés : quel aspect devaient donc présenter au début de ce siècle « ces vieilles constructions aux rares fenêtres, ces classes humides et sombres dont un grand poteau soutenait le plafond aux poutres apparentes, ces immenses ancres qui traçaient sur la façade de la rue des Ecoles le mot Anchin ;... les grands ormes séculaires de l'ancienne cour et au fond de celle-ci les arcades couvertes qui servaient aux récréations des élèves »² ? Mais le collège avait l'avantage de pouvoir contenir un très grand nombre d'écouliers³.

Pour la maison des jésuites, elle n'était pas terminée en 1570 et, en attendant que les Pères eussent leur demeure particulière, depuis 1568 l'abbé entretenait à ses frais les treize jésuites de la Société, qui lui coûtaient deux mille florins par an⁴. Elle ne fut achevée qu'en 1573, et, aussitôt, pour récompenser les jésuites du « bon progrès et succès que, dit Lentaillieur, percevons clairement en l'institution de la jeunesse et augmentation de notre dit collège, le tout par la bonne diligence et surveillance desdits Pères », il leur accorda de nouveaux terrains et bâtiments « en augmentation de leur demeure et pour leur commodité, soit allendroit de leurs survenans et hostes, soit pour y faconner ceux qui desireront recevoir de leur Société et autrement »⁵. Ce qui n'empêche pas Buzelin de déclarer au siècle suivant l'habitation des Pères beaucoup trop étroite⁶.

Plus longue fut la construction de l'église des jésuites. L'emplacement définitif n'en fut choisi que très tard, non par la faute de l'abbaye qui accorda à la Société chacun des terrains successivement choisis. Après Lentaillieur, Warnier de Daure confirme en 1577 la concession faite par son prédéces-

1. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 125.

2. *Nouveau guide de l'étranger dans Douai*, p. 128.

3. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 125.

4. Recueil cité, II, p. 4.

5. *Ibid*, IX, n° 3, p. 5 et 6.

6. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 164.

seur ; six ans plus tard, les jésuites veulent construire ailleurs leur église et, sans difficulté, l'abbé leur cède un autre terrain s'étendant de la rue Paillerel au grand verger d'Anchin, mais il les oblige à lui restituer le terrain antérieurement cédé et à ménager une porte aux élèves du collège pour se rendre à l'église¹. Ce dernier acte était du 11 juillet 1583 et, le 5 août, l'abbé posait la première pierre² : la dédicace eut lieu en 1591³. Elle fut faite par l'évêque d'Arras, Mathieu Moullart, et la pompe de la cérémonie, le concours des assistants, prêtres, nobles, professeurs de l'Université, écoliers, membres du Magistrat, gens du peuple, témoignent de la place importante qu'à la fin du xvi^e siècle les jésuites avaient prise à Douai⁴.

L'abbé d'Anchin, qui avait assisté à la cérémonie de la dédicace, refusa le lendemain de bénir les cloches du collège, malgré le désir de l'évêque ; il ne figura même pas à la bénédiction qui fut faite par le recteur des Pères de la Société. Warnier de Daure n'était pas d'ailleurs très empressé d'être agréable aux jésuites : n'avaient-ils pas profité de l'inter règne de neuf mois qui avait précédé sa nomination (février-novembre 1574), pour usurper sur les droits de l'abbaye et agir en corps indépendant, au nom du collège d'Anchin ? Le 8 juillet 1574, par exemple, ils passent un accord avec la Faculté des Arts pour l'enseignement gratuit de la philosophie dans tous les collèges, sans avoir pris conseil de l'abbaye, à qui seule appartenait le collège d'Anchin et qui seule pouvait régler cette question. L'abbaye s'en plaignit à l'évêque d'Arras, dont la médiation avait amené cet accord, à la Faculté des Arts, à l'Université, aux jésuites eux-mêmes : l'enseignement gratuit de la philosophie dans tous les Collèges ne pouvait manquer de devenir une charge nouvelle pour l'abbaye, à qui l'on s'adresserait infailliblement pour dédommager les professeurs de la gratuité. La Faculté des Arts répondit, au grand étonne-

1. Les deux actes de 1577 et 1583 ont été publiés dans le Recueil cité, IX, pièces 4 et 5, p. 6-9.

2. ESCALLIER, *Abbaye d'Anchin*, p. 425-426. — La ville a généreusement contribué à la construction de l'église, V. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.* BB, 5, f^o 49-50 — *Reg. aux Mém.* BB, 13 — CC, 301, f^o 96 — CC, 321, f^o 162.

3. *Arch. de Douai*, CC, 309, f^o 89. — BUZELIN, *Gallo-Flandria*, p. 164 et 426. — ESCALLIER. p. 475 — DANCOISNE, p. 544-545.

4. ESCALLIER, p. 475-476.

ment de l'abbaye, que les jésuites avaient assuré n'agir dans cet accord que de l'aveu du grand prieur et des religieux d'Anchin; il n'en était rien, et le P. Maximilien de la Chapelle, l'un des sigataires de l'acte, affirma de son côté au grand prieur n'avoir conclu qu'en réservant tous les droits du monastère, ce qui n'était pas moins inexact, l'acte ne portant aucune réserve¹.

Aussi le grand prieur ne pouvait-il apporter à la prélature des sentiments de très grande bienveillance à l'égard de la Société : dans aucune occasion, il n'a négligé de rappeler que les jésuites n'étaient que « précepteurs et instituteurs de la jeunesse » en son Collège et toujours il a cherché à s'en tenir à la lettre exacte de l'acte de fondation². Précaution nécessaire en présence des prétentions répétées de la Société, qui tantôt fait intervenir contre son donateur de hautes influences comme celle de l'évêque de Verceil, légat à latere, visiteur pour le Saint-Siège des Universités, Chapitres et Abbayes des Pays-Bas³, tantôt exploite habilement, auprès de Warnier de Daure, les promesses plus ou moins précises de Lentailleur, comme celle « d'une dote plus élevée ».

La dote de mille florins était-elle donc insuffisante? L'abbaye a toujours prétendu qu'elle était supérieure aux dépenses de la Société, et les Comptes du 1^{er} décembre 1569 au 1^{er} avril 1571, qu'elle cite dans un mémoire du XVIII^e siècle, sembleraient lui donner raison. Il y avait alors « 190 pensionnaires à différentes tables ou pensions, la première sur le pied de 60 florins par an, la seconde sur le pied de 48 florins et la troisième sur le pied de 36 florins. Treize jésuites à 60 florins par an ne devaient donc coûter que 780 florins; et le fondateur leur en donnait mille. Ils n'en exigèrent pas davantage pour leur fondation à Lille en 1592⁴. »

1. *Histoire de l'Abbaye d'Anchin*, Mém. cité, II, p. 9 et 10 et VIII, pièces 18, 19, 20, 21, pages 11, 12 et 13.

2. Mém. VIII, pièce 28, p. 16.

3. Recueil cité, II, p. 11 et 12.

4. On voit dans ce Mémoire « que le tonneau de bière ne coûtoit alors que seize patars, la livre de beurre deux patars, la livre de bœuf onze deniers, la razière de bled trente-trois patars, un pot de vin cinq patars, un hareng trois deniers, un cabillau quatre patars six deniers, cent œufs tantôt dix patars, tantôt seize, une charge de charbon six patars, un quartier de mouton dix pa-

En 1573, Lentailleur avait spontanément payé aux jésuites 1.600 florins au lieu de mille, « pour la charge, dit-il, par eux emprins de nostre Collège en la ville et Université de Douay, comme Précepteurs et Instituteurs de la jeunesse d'iceluy et désirant augmenter le dot desdits Pères, selon que par nos Lettres d'institution nous leur en avons donné espoir »¹. La générosité de Lentailleur était pour eux inépuisable. Il dépensa pour l'établissement du Collège plus de 93.000 florins². En 1572, il fait donation aux Pères de tous les grains qui n'avaient pas encore été payés au monastère³. En 1574, les jésuites reçoivent de leur général l'ordre de rappeler leurs maîtres ou préfets des études dans leur maison, pour les dispenser de la surveillance des élèves, dans les heures d'études, aux réfectoires et aux promenoirs; ils ne doivent plus à leurs élèves que l'enseignement: il faut alors des préfets séculiers, des surveillants nouveaux et par qui sont-ils payés? par le magistrat et par l'abbaye⁴.

Mais Warnier de Daure avait, dès 1574, ramené la dote à son chiffre primitif et au mois d'août 1584, le P. visiteur Manare vint lui demander au nom du général d'élever la dote jusqu'à 5.000 fl. Les jésuites menacèrent même l'abbé de quitter Douai, « ne leur étant pas possible de nourrir et entretenir un collège avec treize personnes comme la fondation les y obligeait avec une pension de mil florins⁵ ». Mais le P. Manare espérait peu de Warnier de Daure; il s'adressa au gouvernement qui, en 1585, fit promettre à l'abbé de doubler la dote. Warnier tarda encore un an à tenir sa promesse et ce n'est que le 24 avril 1586 qu'il paya 2.000 florins, « sur la plainte et doléance », dirent les jésuites, qui avait été faite au gouverneur « de la part de l'Université ». Cette intervention de l'Université était assez extraordinaire et les religieux d'Anchin la nièrent toujours⁶. La vérité

ars, une longe de veau autant, une paire de souliers douze patars, une livre de chandelle deux patars, une aulne de toile a grains de bléd de six quarts de large sept patars, etc. » Mém. cité II, p. 12 et 13.

1. *Ibid.*, p. 13.

2. Mém. cité, II, p. 9. On compte dans ce chiffre la valeur des terrains cédés, des bâtiments, etc.

3. ESCALLIER, *Abbaye d'Anchin*, p. 286.

4. *Ibid.*, p. 308.

5. Recueil cité, I, p. 4.

6. *Ibid.* II, p. 13. ESCALLIER, p. 428.

est que l'abbé n'était pas empressé de tenir un engagement qu'il savait bien au-dessous des prétentions des Pères, et en effet, la Société, très puissante à la cour de Bruxelles, obtint en 1593 que la dote fût portée à 2.500 florins ¹.

Mais les jésuites ne rompirent vraiment avec l'abbaye que plus tard, lorsqu'ils se prétendirent maîtres indépendants et absolus à la fois dans leur maison et dans le collège. Avec l'Université, au contraire, les débats avaient commencé dès la fondation du collège et ils continuèrent presque sans interruption jusqu'à l'expulsion des jésuites, bien que ceux-ci eussent toujours prétendu n'avoir jamais été « inutiles ni à charge à l'Université » ². Sans doute ils avaient des amis puissants dans l'Université. Nous savons tout ce qu'ils doivent à Vendeville, qui contribua de ses propres deniers à l'installation des Pères à Douai ³. Nous savons en quels termes Boèce Epo parlait de la Société, engageant ses fils à se rendre dignes d'y être admis. En 1699, les jésuites invoquaient encore une lettre que Stapleton, recteur, avait écrite en 1576 : Les Pères, disait-il, ont toujours enseigné pour le plus grand bien de l'Université et pour la plus grande gloire de Dieu : ils ont été des maîtres de piété dans leur collège et au dehors, prêchant, confessant, et le soin qu'ils apportent à leur enseignement leur a attiré, en moins de sept années, un grand concours d'élèves. Bien plus, ils ont excité l'émulation des autres collèges et repeuplé en quelque sorte le collège du Roi, naguère presque complètement désert. On peut même ajouter que la prospérité de l'Université dépend maintenant du collège des Jésuites. Et que d'excellents prêtres, que de savants théologiens sont déjà sortis de leurs mains ! ⁴ — Mais Stapleton n'exprimait pas ici l'opinion de l'Université, moins favorable que lui aux jésuites : faut-il rappeler la censure publiée par la Faculté de théologie, malgré Stapleton, contre les propositions du jésuite de Louvain Lessius ⁵ ?

1. Par un arrêt provisionnel qui fut confirmé le 23 août 1597 par un arrêt définitif du Conseil privé.

2. Recueil cité, *Mém. pour les Jésuites*, I, p. 11.

3. Zoës, p. 12.

4. Mém. cité, p. 11 et 12.

5. V. plus haut, p. 31. — DANCOISNE, *Op. cit.*, p. 551-552. — *Mémoires importants pour servir à l'histoire de la faculté de théologie de Douay.*

N'oublions pas parmi les amis des jésuites dans l'Université le Dr Allen qui, en 1580, propose de confier sa chaire de théologie à un membre de la Société. La Faculté et les proviseurs entrèrent dans ses vues et demandèrent à Mercurian de leur désigner un théologien de la compagnie. Mercurian refusa d'abord : redoutait-il, comme on l'a prétendu, de multiplier les rapports de la Société, si difficiles déjà, avec l'Université ¹? Les efforts constants des jésuites pour s'introduire dans les chaires de l'Université, rendent ces craintes peu vraisemblables. Buzelin raconte qu'il fallut l'intervention du duc d'Albe et du pape pour décider les jésuites à accepter l'offre de l'Université et Maximilien de la Chapelle fut pourvu de la chaire d'Allen. On lui laissa le choix de son programme et, pour éviter toutes controverses, il traita les questions qui lui paraissaient convenir le mieux à l'instruction des prêtres ². Mais introduire les jésuites dans la Faculté de Théologie, c'était, malgré la réserve de Maximilien de la Chapelle, exposer l'Université à des divisions que les subtilités de leur casuistique ne pouvaient manquer de faire naître. Ils n'avaient obtenu d'abord que le droit d'enseigner la théologie pastorale « d'une manière simple et à la portée du commun des prestres et des curez. » Mais ils ne tardèrent pas à traiter « les matières subtiles et contestées de la prédestination, de la grâce et du libre arbitre. » Le P. Jean Deckers, en prétendant que la doctrine de son ordre sur ces questions était celle de saint Thomas et de la plupart des théologiens, provoqua les protestations violentes de Baudouin Rythove et de Bossemius. L'hostilité passa des maîtres aux élèves et les écoliers de la Société furent bientôt aux prises avec ceux de l'Université. « Il arrive de là, écrit Estius, que les écoliers de Logique et de Physique du collège des jésuites, remplis de ce que leurs régents leur ont dicté sur ces opinions, en disputent avec chaleur contre ceux de nos écoles : ce qui est d'un fort mauvais exemple, de voir des enfans se mesler de si bonne heure de parler avec une confiance temeraire des questions les plus difficiles de la théologie et d'en décider hardiment ³. »

1. DANCOSNE, *Op. cit.*, p. 550.

2. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*, XII, p. 587, B, C et D.

3. Lettre d'Estius au nom de la Faculté de théologie de l'Université de

Mais c'est surtout avec la Faculté des Arts que de nouveaux débats surgissaient chaque jour, provoqués par la jalousie excessive de la Faculté et les prétentions de la Société. Pour nous en tenir aux années qui suivirent la fondation du collège, ces débats ont porté sur l'admission des élèves des Jésuites aux examens de la Faculté, sur l'enseignement de la philosophie que les Pères réclamaient pour eux et sur la gratuité de cet enseignement. Les jésuites furent assez habiles ou assez puissants pour tout obtenir malgré la Faculté. Aussi à Louvain la Faculté des Arts et les jésuites ne manqueront-ils pas d'invoquer l'exemple de Douai, l'une pour refuser toute concession à la Société « qui à Douai ne veut plus se soumettre à aucune autorité ni à aucune règle » ¹, les autres pour étendre les droits dont ils jouissaient déjà dans l'Université du Brabant ².

L'année même où était signé l'acte de fondation éclata un premier conflit avec la Faculté des Arts. Maximilien de la Chapelle prétend examiner les candidats à la licence ès Arts : aussitôt, réclamation du régent du collège du Roi, Ferrarius; le conseil de l'Université se réunit et, malgré les sympathies du recteur Vendeville pour la compagnie, il décide que les élèves du collège d'Anchin ne jouiraient pas des droits des élèves du collège du Roi. Est-il nécessaire d'ajouter que la Faculté des Arts ratifia le décret de l'Université (séances du 10 septembre et du 2 octobre 1570) ³? Les Pères, comme le dit très bien l'auteur de l'histoire du collège d'Anchin, « voulaient tenir à la Faculté ou jouir de ses droits et ne pas dépendre d'elle ⁴. » Mais contre tous les arrêts de la Faculté ils avaient un recours auprès du Saint-Siège, et le 10 mars suivant, ils obtenaient une bulle du pape Pie V, qui déclarait leurs écoles académiques, ou en d'autres termes, accordait à tous ceux qui auraient suivi dans leurs collèges les cours de philosophie ou de théologie le droit de prétendre aux grades de maîtres ès arts, de bacheliers, de licenciés et de docteurs, comme les

Douay à M. Octavio Frangipani (*Mém. importants pour servir à l'histoire de la Faculté de théologie de Douay*, p. 11).

1. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 376 : « Duacensium exemplo edocti... ita ut jam neque auctoritate neque ratione amplius induci se patiantur. »

2. *Idem*, p. 383.

3. *Mém.* VIII, n° 13, page 9.

4. *Mém.* II, page 6.

élèves des collèges des Universités. Firent-ils usage de cette bulle ? Elle ne pouvait avoir plus de force, disait-on encore au XVIII^e siècle, contre l'Université de Douai qu'elle n'en avait contre l'Université de Paris, « où il est de notoriété publique que pour parvenir au grade de maître ès Arts seulement, il faut, malgré cette bulle, avoir fait sa philosophie, non chez les jésuites, ce qui suffiroit pour en être exclus, mais dans lequel qu'un des collèges de cette Université » ¹.

Les jésuites du collège d'Anchin désiraient bien moins l'assimilation de leurs élèves à ceux du collège du Roi pour les examens que le droit pour eux-mêmes d'enseigner la philosophie dans leur collège; et, malgré l'accord primitif, ils ne renonçaient pas à l'espérance de se substituer aux séculiers dans les chaires de philosophie. Mais avec quelle prudence ils agirent cette fois ? Ils supplièrent l'Université « de faire en sorte que la Faculté des Arts les admit pour recevoir d'elle la manière, les règles et les loix auxquelles ils devoient se conformer pour promouvoir leurs Ecoliers », c'est-à-dire pour que ceux-ci eussent le droit d'être promus aux grades, et ils ajoutaient « que s'ils entroient une fois seulement dans ce conseil, comme ils le demandoient, ils y apprendroient de quels livres il convenoit qu'ils se servissent pour enseigner la philosophie et ce qu'il falloit faire payer aux écoliers pour chaque promotion » ².

Dans la Faculté des Arts ils avaient trouvé un auxiliaire inattendu. Le président du collège du Roi, Ferrarius, voyant ses classes de philosophie bien moins fréquentées que celles du collège d'Anchin, avait cherché les moyens d'attirer les élèves. Il proposa, dans le conseil de l'Université, le 3 septembre 1573, d'autoriser les jésuites à enseigner gratuitement la philosophie à tous les jeunes gens du collège d'Anchin, mais à condition que tous les étudiants libres ou, comme nous dirions, les externes qui habitaient la ville, seraient forcés de suivre les cours du collège du Roi. L'Université accueillit favorablement ce projet; mais les jésuites souscriraient-ils au dernier article ? On décida d'entendre le nouveau recteur du collège d'Anchin, le P. Coster, avant de prendre une résolu-

1. Mém. II, p. 7.

2. *Ibid.*

tion ¹, et le surlendemain (3 sept.), le Recteur de l'Université rendait compte de son entrevue avec le P. Coster. La Société s'était déclarée prête à souscrire au nouveau règlement proposé par Ferrarius, bien qu'elle y vît de grands désavantages pour elle, mais à cinq conditions que le Conseil examina, après avoir voté la proposition de Ferrarius.

1^o L'Université accorde-t-elle aux professeurs de la Société les mêmes droits qu'aux autres professeurs de philosophie, c'est-à-dire d'assister aux disputes et aux actes? Seront-ils admis avec le régent au Conseil de la Faculté, mais sans rien toucher des droits de promotion, suivant les défenses de leur Institut? — Sur la première partie, l'Université répond oui; sur la seconde, après de longs débats, elle ne put arriver à une entente.

2^o Sera-t-il permis aux élèves des jésuites d'être promus gratuitement dans les arts, comme ils l'ont obtenu ailleurs, pour n'être pas obligés d'aller prendre leurs grades dans les Universités étrangères? On évitera ainsi au collège la nécessité de se recruter toujours parmi des maîtres promus ailleurs qu'à Douai. — L'Université accorde encore ce point, mais seulement pour les candidats déjà liés par les vœux et pour les novices.

3^o L'exclusion des externes s'applique-t-elle seulement aux élèves riches et aisés ou même aux pauvres qui sont partout reçus, avec un certificat authentique de leur pauvreté? — L'Université autorise les pauvres à fréquenter les cours de philosophie des jésuites.

4^o Sur la requête des jésuites, l'Université décide que les élèves du collège de Marchiennes suivront les cours de philosophie chez les jésuites aussi longtemps que ce collège enverra ses élèves dans les autres classes d'Anchin.

5^o Comme bien des externes riches ou aisés, désireux de terminer leurs études au plus vite, pourraient être tentés de quitter le collège d'Anchin pour le collège du Roi avant d'être suffisamment préparés aux cours de philosophie, le P. Coster demande que le collège du Roi n'admette pas les élèves sortant des classes inférieures sans un certificat du recteur d'Anchin, attestant qu'ils sont en état de suivre le cours de logique. — Approbation de l'Université sur ce point.

1. Mém. II, p. 8. — BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandr.* XI. p. 544, B.

Au Conseil du 7 septembre, le P. Coster vint présenter encore quelques observations sur les conclusions de l'Université. Mais de son côté le doyen de la Faculté des Arts protesta contre les concessions faites au collège d'Anchin; et le lendemain il réunit le Conseil de sa Faculté qui renouvela ses protestations.

Protestations bien inutiles. Le 19, le Conseil de l'Université entendit l'abbé d'Anchin qui venait demander la confirmation des nouveaux droits ou privilèges accordés à son collège¹, déclarant que la paix n'y serait jamais assurée, tant que les professeurs séculiers y seraient mêlés aux jésuites : le 2 septembre 1570, il avait déjà prié la Faculté des Arts d'autoriser les jésuites à donner des leçons de philosophie aux commensaux du collège¹.

Aussi, à peine l'Université eut-elle rendu son décret du 5 septembre que Lentailleur se mit en mesure de remplacer au plus vite les séculiers par des Pères de la Société. Mais une autre question se représentait comme en 1567 : les jésuites enseigneraient-ils gratuitement ou consentiraient-ils enfin à toucher les didactres? L'abbé proposa un tempérament qui pouvait concilier les intérêts pécuniaires de l'abbaye, les exigences de la Faculté et les règles de l'institut des Jésuites : c'était de faire payer aux philosophes la somme ordinaire des didactres non pas au profit des jésuites, mais pour « l'entretien des édifices du collège et le surplus pour la subvention des pauvres, fonder bourses et autrement à sa discrétion », c'est-à-dire pour l'aider à supporter les dépenses que lui coûtait le collège. « La propriété d'icelui collège, ajoutait-il, n'appartient aucunement auxdits Pères, ains sortent hors de leur maison pour illecq aller faire les exercices et leçons, joint que des deniers d'icelle assiette ne leur en vient aucun profit. Et comme ainsi soit que de donner la doctrine ou faire leçon en quelque Art que ce fut, est autre chose et réellement différente aux places des Ecoles, et que icelles ni le lieu où sont les classes, n'appartiennent en rien aux maîtres et précepteurs, il est certain qu'il ne peut y avoir dol ni fraude contre leurditte institution³. »

1. Mém. XI, n° 7, p. 19-22.

2. Mém. X, page 10.

3. Mém. II, p. 7 et 8 - et Mém. VIII. pièce 14, p. 9.

L'Université (séance du 23 septembre) lui opposa un autre projet, moins avantageux à l'abbé qu'à la Faculté des Arts dont elle espérait désarmer l'hostilité : tous les élèves pourront être admis aux cours de philosophie faits à Anchin pour les jésuites ; mais si les Pères tiennent à la gratuité, les candidats à chaque examen payeront à la Faculté des Arts une somme égale aux didactres des cours de philosophie pour l'entretien des autres collèges, où la gratuité sera établie dans les mêmes conditions.

Mais la Faculté des Arts pouvait-elle, après s'être prononcée contre l'admission des jésuites aux chaires de philosophie, faire la moindre concession au sujet de la gratuité ? Elle repousse tout accord (26 septembre) et alors l'Université se contente de confirmer son décret du 5, en autorisant l'abbé à remplacer le nom de didactre par un autre, mais à condition que les élèves payeront toujours exactement le prix de leurs leçons (28 septembre). Lentailleur accepte, remercie l'Université et promet de tenir la main à la rigoureuse exécution de ce décret¹.

La Faculté des Arts ne se tenait pas pour battue : elle était décidée à empêcher les jésuites d'occuper leurs nouvelles chaires et le 9 octobre, elle envoie au collège trois députés, deux notaires et son bedeau, pour réinstaller les professeurs séculiers, en menaçant d'interdire les examens aux élèves qui assisteraient aux leçons des jésuites. L'abbé se plaint au Recteur, mais comme la Faculté des Arts paraissait bien résolue à ne pas céder, il fallut entrer en négociations avec elle. Elle déclara à Lentailleur qu'elle ne croyait pas à l'exacte exécution de toutes les conditions du décret du 28 : l'abbé percevrait-il les didactres payés pour un cours fait par les jésuites ? Les jésuites eux-mêmes avaient-ils souscrit à cet arrangement ? Lentailleur demanda à la Faculté d'accepter provisoirement le décret de l'Université ; « et afin, ajoutait-il, que ce droit (didactre) se puisse tant plus authentiquement lever, ledit Sr. abbé fera tous devoirs pertinens et à ces fins fera dépêcher Lettres sur sceaux d'Abbé et Convent, pour en obtenir l'autorisation des Supérieurs, qu'il conviendra, même procurera le consentement de l'ordre de la Société desdits Pères et promet

1. Mém. VIII, pièce XV, page 10 et Mém. XI, p. 22, 23 et 24.

de tout en faire duement apparoir à ladite Faculté par dedans la fin du mois d'août prochain... avec condition expresse que à défaut de faire par ledit sieur Abbé apparoir de l'autorisation prédite par dedans le terme limité, il fera enseigner la philosophie par séculiers autres que lesdits Pères, en quelque quartier de sondit collège, lesquels séculiers seront du tout sujets à ladite Faculté ¹. »

Il fut facile à l'abbé de produire l'acte de fondation du collège, avec l'article 12, dans lequel il déclarait se réserver l'administration et la disposition de son collège. Mais il fut impossible d'obtenir l'acquiescement des jésuites, ce qui justifiait les doutes de la Faculté des Arts sur la fidèle observation de l'acte du 28 septembre. Les Pères déclarèrent que, perçus ou par eux-mêmes ou par l'abbé, les didactes étaient contraires à leur institut.

Grand embarras de Lentailleux qui tenait à laisser les chaires de philosophie aux jésuites. Il se rend à Douai et convoque les intéressés qui décident de s'adresser à la cour de Bruxelles. Mais ce fut alors à qui se ferait entendre le premier. L'abbé prévint la Faculté et obtint sur requête, avant que la Faculté eût été entendue, une apostille favorable aux jésuites (26 novembre); on ordonnait « d'envoyer ladite requête à Monseigneur le révérendissime évêque d'Arras, afin d'accorder les parties, sinon en communiquer par ledit sieur évêque son besoin avec l'avis et cependant que lesdits Pères de la Société pourroient par eux et leurs suppôts enseigner et faire les actes en philosophie, jusques ores accoutumés ». Et le 11 décembre, quatre avocats d'Arras, Dubois, Leborgne, Gosson et Roze déclarent que « tant que aultrement en sera appointé et ordonné sur le différent des parties... ceux de la Faculté seront tenus recevoir et promouvoir les estudians ayans fait leur cours d'estude en philosophie audit college, comme ils faisoient lorsque la philosophie s'enseignoit audit collège par les commis précédens dudit sieur abbé » ².

Lentailleux mourut au milieu de ces débats, le 11 février 1574, et, à l'avènement de son successeur, la question était à peu

1. Mém. VIII, n° XVI, pages 10 et 11.

2. Mém. VIII, pièce XVII, p. 11.

près résolue depuis le 8 juillet. C'est que le collège du Roi avait à sa tête, en 1574, un ami de la Société, Antonius Surius, avec qui les jésuites réussirent à s'entendre assez facilement¹. La Faculté proposa de supprimer dans tous les collèges les didactres des cours de philosophie et d'augmenter, sous le bon plaisir de la cour, les droits de promotion jusqu'à six florins pour les riches et trois florins pour les « médiocres » ; ces droits serviraient à aider les autres collèges, à en créer un nouveau, à fonder des bourses ; mais la Faculté s'engageait, si le collège d'Anchin venait à être brûlé ou à souffrir quelque dommage considérable, à lui venir en aide comme à un de ses collèges².

Les jésuites acceptèrent ce projet, l'évêque d'Arras l'approuva et l'envoya à la cour de Bruxelles avec une lettre de recommandation. Mais toutes ces négociations, nous l'avons vu, avaient été conduites à l'insu de l'abbaye, et les protestations adressées par le grand prieur à l'évêque d'Arras, à la Faculté, à l'Université, aux jésuites, faillirent rompre encore une fois un accord si péniblement obtenu. Aux instances répétées de la Faculté, de l'Université et des jésuites, les religieux d'Anchin finirent par répondre (6 août) « que si on ne cessait de les presser sur cet article ils prendroient enfin le parti de se renfermer dans leur collège et de n'y faire plus enseigner que leurs domestiques et familiers » ; et lorsque le 20 août ils souscrivirent à un accord qui pouvait peut être seul concilier des intérêts si divers, ils eurent soin de réserver au futur abbé le droit de rétablir dans son Collège, s'il le jugeait à propos, des professeurs séculiers et, dans ce cas, la Faculté des Arts continuerait à percevoir des didactres.

Le nouvel abbé, Warnier de Daure, se montra assez favorable à cet arrangement³ et cette fois tous les intéressés étaient sincèrement d'accord pour arriver à une entente définitive. L'affaire en alla-t-elle beaucoup plus vite⁴? Ce n'est que dix mois plus tard que la Faculté des Arts proposa le projet définitif. L'enseignement serait gratuit dans tous les collèges, mais

1. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandr.*, XI, p. 546, B.

2. Mém. VII, p. 84-85.

3. Mém. VIII, n° XXII, p. 13.

4. Mém. VIII, n° XXIV, p. 14.

l'Université consentirait à en supporter elle-même les charges et, dans le cas où elle ne le pourrait pas, la Faculté se réserve le droit de rétablir partout les didactres¹. Ce projet fut présenté le 4 octobre 1575 dans une assemblée à laquelle assistaient comme arbitres Allen, Vendeville, Boèce Epo, Rodius, Philippe Broide, conseiller de la ville et Antoine Ducrocquez, échevin²; comme parties, Stapleton, alors Recteur de l'Université, Ferrarius, Ant. Surius, Jean Procureur, députés de la Faculté des Arts et le D^r Pontanus, procureur de l'abbé; quelques jésuites y furent admis, mais à leur véritable rang, c'est-à-dire en qualité de régents du collège d'Anchin et non comme parties contractantes: Pontanus avait d'ailleurs pour instruction de ne signer l'accord qu'avec l'assentiment de la Société. Tous souscrivirent au projet proposé par la Faculté des Arts, et pour en faciliter l'exécution, les commissaires promirent d'engager l'abbé de Marchiennes à établir aussi la gratuité dans son collège; comme l'abbé se déclarait trop pauvre alors pour prendre un tel engagement, Warnier de Daure lui offrit une somme qui lui permettait de se passer des didactres, et le 26 juin 1576 le Recteur de l'Université remercia vivement Warnier d'une libéralité qui terminait enfin toute cette longue affaire³.

Au profit de qui? Des jésuites, qui avaient des amis partout, dans l'Université, dans l'abbaye d'Anchin, à la cour, dans la ville et même dans la Faculté des Arts. Ils étaient les maîtres dans le collège d'Anchin, où l'abbé prétendait cependant n'avoir établi que des « commis »; ils avaient obtenu les chaires de philosophie, l'admission de leurs écoliers à tous les grades et imposé la gratuité à tous les collèges. L'accord de 1575 ne mettait pas fin aux querelles des Pères du Collège d'Anchin avec la Faculté des Arts; ces querelles se renouveleront jusqu'à l'expulsion de l'ordre et l'Université pourra écrire en 1704: « Les jésuites, depuis leur établissement dans l'Université, ont commencé et continué de la troubler par différentes contestations qui ne sont pas même encore terminées: et apparemment ils ne cesseront de l'agiter tant et jusques à ce qu'ils s'en soient rendus les maîtres absolus⁴. »

1. Mém. VIII, n° XXV, p. 14.

2. Mém. VIII, n° XXVII, p. 15.

3. Mém. II, pages 10 et 11. — BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandr.* XI, p. 549.

4. DERASIÈRE, II, p. 308.

Ce qui explique en partie les prétentions et les succès des jésuites, c'est qu'ils ont pour eux les sympathies de la ville. L'intérêt des Douaisiens était aussi de voir affluer les élèves au collège, « puisque le grand nombre d'écoliers fait fleurir la ville et valoir les impôts par une dépense et consommation proportionnée au nombre », et l'on prétendait avec raison que les Jésuites devaient attirer à Douai bien des écoliers qui n'y viendraient que pour se placer sous leur direction ¹. Plusieurs fois, en 1594 ², en 1599, en 1628, en 1639, les échevins attestèrent officiellement leur faveur et leur reconnaissance pour les jésuites du collège d'Anchin. Nous certifions, écriront-ils en 1639, « que l'établissement du collège de ladite compagnie a grandement conféré au lustre et splendeur de cette dite ville et Université l'espace de 90 ans, pendant lesquels ledit collège a toujours nourri et entretenu à cet effet bon nombre de personnes fort considérables, tant pour leurs rares vertus, que pour leur éminente Doctrine en toute sorte de science, dont le fruit et utilité qui en revient au Publicq se fait assez voir dans un grand nombre d'écoliers qu'ils enseignent ³. »

La ville avait souvent trouvé chez les jésuites le secours le plus dévoué dans les pestes qui se reproduisirent si fréquemment au xvi^e et au xvn^e siècle. En 1582, elle leur donne six cents florins, pour contribuer à l'achat d'une maison où seraient logés « ceux d'entre eux qui pourroient estre entaschez de la maladie contagieuse de la peste » et pour ainsi « purger leur collège d'infection » ⁴. Cette même année, elle leur fait encore un

1. Mém. I, p. 13.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 13, fo 265 v^o. « Nos scabini oppidi Duacensis... Hoc scripto omnibus testatum volumus ipsos (Patres Societatis Jesu) annis plus minus viginti quatuor quibus in hoc suo Collegio duacensi commorati sunt et hanc urbem supra modum et academiam insigniter exornasse, illustrasse, propagasse, nec pœnitendum fructum collegisse non e doc-tissimis modo frequentissimisque exhortationibus et concionibus variis in templis habitis, verumetiam excipiendis assiduo confessionnibus, singulari autem modo in juventute ad pietatem moresque christianos in eodem collegio informanda. Quibus in rebus omnibus hactenus dicti patres religiose ac modeste necnon sine ullo dato scandalo aut exhibita insolentia prout decuit sacerdotes et ejus instituti religiosos veræ catholicæ et apostolicæ doctrinæ propugnatores sese semper præstiterunt... Factum Duaci anno Dni M^{ill}^{mo} quingent^o nonagesimo quarto mensis Januarii, die quarta... »

3. Mém. I, pages 14-15.

4. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, 1581-1619, fo 9.

don de quatre cents florins pour les services qu'ils rendent à la ville « tant en fait de prédications que de enseigner en leur collège les jeunes gens d'icelle¹ »; et nous savons avec quelle générosité elle les aida à construire leur église. Faut-il rappeler aussi comment elle reçoit les dignitaires de la Société qui viennent à Douai, tels que le P. Olivier Manare, « visitateur des compagnies de la Société de Jésus en Flandre²? »

Les événements de 1578 ne montrent-ils pas encore combien la ville de Douai était attachée à la Société? Sous les menaces d'une faction un instant victorieuse et malgré l'intervention du Recteur Puessius, les échevins, braves gens sans grand héroïsme, rendent un arrêt expulsant les étrangers et les jésuites, qu'ils ne voudraient pourtant pas voir partir pour toujours³. Aussi leur recommandent-ils de ne pas s'éloigner beaucoup de la ville et ils voient avec satisfaction les élèves rester au collège, où quelques professeurs dévoués à la Société font les leçons pendant le court exil des jésuites. On sait avec quelle rapidité la sédition fut apaisée. Les échevins, revenus de leur premier effroi, rappelèrent les Pères qui s'étaient réfugiés non loin de Douai, dans les abbayes de Marchiennes, d'Hasnon et d'Anchin. Ils leur firent amende honorable et écrivirent au Recteur de la Société, réfugié à Anchin, qu'il devait savoir combien leur avait déplu « l'affronte que lui a esté faicte... Reste de radober et réparer la faulte », c'est-à-dire de prier le Recteur de « retourner... en ceste ville » le plus tôt possible, « pour faire les exercices de piété et vertu endroit la jeunesse ». Et l'édit de rappel, joint à la lettre du Magistrat, défendait « à tous de, ausdicts réfugiés et personnes retournées et receues et admises par loy, non mal dire ou mal faire en corps ny en biens, à peine de la hart, ou aultre arbitre selon le mérite du mesus⁴. »

Dès l'origine, le collège d'Anchin eut un grand succès et compta plus d'élèves que le collège du Roi⁵. A Douai, comme

1. *Arch. de Douai, Reg. aux Cons.*, BB, 5, 27 avril 1582.

2. *Arch. de Douai, CC*, 302, f° 75. — CC, 956, f° 28 r°.

3 « A un sergent à verge, à un sergent à masse et à un tambourin pour avoir fait par la ville publication, afin de faire sortir les jésuites et autres étrangers... » (*Arch. de Douai, CC*, 296, f° 196).

4. ESCALLIER, *Abbaye d'Anchin*, XXX, p. 370-371. — BUZELIN, *Ann. Gallo Flandr.* XII, p. 564-569.

5. « Societatis præceptores florentissima semper in Aquicinctensibus scholis

ailleurs, « la préférence du public fut acquise et aux prêtres, qu'on pouvait en toute sécurité investir de la direction de sa conscience, et aux maîtres, sous lesquels on était sûr que les principes religieux de la jeunesse ne dévièrent pas... Ils achevèrent leur triomphe en promettant aux familles meilleure discipline, meilleure instruction et meilleur marché, trois choses dont une seule aurait suffi pour entretenir les suffrages¹. »

Après avoir obtenu la philosophie, le collège d'Anchin étendra encore son enseignement. Dès le début du ^{xvii}^e siècle, il comptera quinze professeurs, deux pour la théologie, un pour l'écriture sainte, un pour l'hébreu, quatre pour la philosophie, six pour la grammaire, la poésie, l'éloquence et le grec, un pour les mathématiques². Vers 1625, ils étaient 19³ et le nombre total des religieux employés aux différents offices de la maison était de près de cent⁴. En 1636, ce nombre atteindra 134⁵.

Parmi les premiers maîtres, plusieurs ont été de ceux que la Société a considérés au ^{xvi}^e siècle comme de ses membres les plus illustres : les recteurs Maximilien de la Chapelle et François Coster de Malines, qui apporta dans la direction du collège une expérience acquise à l'Université de Cologne et à qui la Sodalité Douaisienne de la Vierge doit ses heureux débuts ; les premiers professeurs de philosophie, Jean Delahaye ou Servius, Léonard Lessius, qui devait plus tard provoquer à Louvain l'opposition au baianisme, François Pratanus (de le Prée), qui fut ensuite placé à la tête du collège, Jean Deckers, qui défendit à Douai la doctrine de son ancien maître Lessius⁶. Mais que valait le reste du personnel enseignant dans les premières années de l'histoire du collège ? Était-il supérieur à celui du collège du Roi ? On peut s'étonner que Buzelin n'ait pas cité un plus grand nombre de ses prédécesseurs parmi les

juvenum frequentia celebratos fuisse. » (BUZELIN, *Gallo Flandria*, I, p. 426. D.)

1. QUICHERAT, *Histoire de Sainte-Barbe*, II, p. 55.

2. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 165. B.

3. *Id.*, p. 426, B.

4. *Id.*

5. DANCOISNE, p. 559; note 4.

6. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 190-191.

professeurs illustres du collège : il est bien probable que son silence s'explique par son embarras à découvrir leurs titres à la célébrité. Comme dans les autres collèges, la Société dut sans doute se contenter, à l'origine, de bien des maîtres médiocres, formés en dehors d'elle et d'autant plus difficiles à trouver dans les Universités, que peu de leurs membres étaient disposés à accepter l'excessive soumission qu'on exigeait d'eux¹.

Quel était l'enseignement du collège d'Anchin ? Différait-il de celui de l'Université ? Les programmes devaient être à peu près les mêmes, puisque pour les examens les auteurs étaient fixés par les règlements de la Faculté des Arts. Et cependant, malgré le silence des contemporains sur les méthodes au collège d'Anchin, malgré les progrès que nous avons pu constater dans l'enseignement au collège du Roi, les méthodes des deux établissements devaient différer. La Faculté des Arts avait laissé entière liberté à la Société pour le choix des livres jusqu'à la philosophie exclusivement ; l'uniformité existait dans l'enseignement de tous les collèges de la Société ; elle faisait sinon la valeur de l'enseignement, au moins la puissance d'une action qui s'étendait sur tous les jeunes gens des états catholiques qu'elle réussissait à attirer dans ses maisons d'éducation. Et l'on sait ce qu'était l'enseignement des jésuites. Dans l'Université, le couronnement des études était la philosophie ; dans les collèges de la Société, malgré les deux ou trois années consacrées à la philosophie et aux sciences, la classe par excellence, celle qui produisait « dans tout son éclat l'élève des jésuites² » était la rhétorique et, avant la rhétorique, les classes d'humanité lui ont déjà donné une culture littéraire plus désintéressée et en quelque sorte plus indépendante, tandis que l'Université ne cherche qu'à fournir à l'élève un instrument pour l'étude de la philosophie. Mais si les jésuites sont, à un certain point de vue, en avance sur leur temps, en philosophie ils ne veulent que continuer la scolastique du Moyen Age et, pendant leurs deux ou trois années de philosophie, l'on se contente d'expliquer Aristote et encore un Aristote mutilé³.

1. QUICHERAT, II, p. 56.

2. COMPAYRÉ, *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France depuis le XVI^e siècle*, I, p. 184.

3. *Id.*, p. 193-195.

Suffit-il pour juger l'importance d'un Collège de Jésuites au xvi^e siècle de connaître l'organisation de son enseignement et le nombre de ses élèves ? Il faut savoir encore la place qu'il occupe dans l'histoire de la réaction catholique : celle du Collège d'Anchin paraît avoir été assez grande. Presque dès leur arrivée à Douai, les Jésuites ont assuré leur influence sur les élèves sortis du Collège par la fondation de sodalités ou congrégations de la Vierge. C'est même à Douai que s'établit, en 1573, la première de ces congrégations dans les Pays-Bas et elle s'ouvrit non seulement aux élèves des Jésuites, à qui elle était particulièrement destinée, mais aussi à toute personne recommandable par sa piété. En 1636, elle comptait quinze cents écoliers des collèges, des Facultés ou des séminaires de Douai, « enroslez en diverses bandes soubs l'éten-dard de la Vierge, avec les docteurs et licenciés signalez en piété, outre les assemblées des bourgeois et jeunes gens, et tous ensemble faisoient reluyre partout l'honnesteté des mœurs, la paix des communautéz, la vigueur de justice, les esclairs des bonnes œuvres, l'honneur de l'Église militante, la gloire de Dieu et de la Vierge » ¹.

Le Collège d'Anchin était redouté des ennemis du catholicisme militant : en 1603, Henri IV défendait aux parents d'y envoyer leurs fils et leur enjoignait de rappeler sous six semaines ceux qui s'y trouvaient encore, sous peine d'amende, confiscation, etc., et d'être traités comme « rebelles au roi et à sa justice » ². Rappelons enfin qu'en 1598 les calvinistes répandaient dans les Pays-Bas catholiques une brochure diffamatoire intitulée : *la Conspiration faicte par les Pères Jésuites de Douay pour assassiner le prince d'Orenge, conte de Nassau, avec le portraict racourcy du cousteau à quatre trenchans de l'invention jésuitique, suyvant la copie imprimée à Leyde, 1598* ». Pierre Panne de Leyde avait été condamné à mort pour avoir tenté d'assassiner le prince et, dans le procès, il avait déclaré avoir été poussé à cet attentat par le provincial des Jésuites des Pays-Bas et par le recteur du Collège de Douai. Différentes enquêtes faites simultanément par l'Université et le magistrat

1. P. MARTIN L'HERMITE, p. 596, cité par l'abbé Dancoisne, à qui nous empruntons tous ces détails sur la sodalité.

2. JOURDAIN, *Université de Paris*, pièces justificatives, 17.

démontrèrent sans peine la fausseté de ces accusations; mais le soin avec lequel elles furent accueillies parmi les calvinistes, la publication et la distribution de la brochure sont une preuve de l'influence reconnue et redoutée du Collège d'Anchin ¹.

6° LE COLLÈGE DE MARCHIENNES.

L'histoire de la fondation du collège de Marchiennes est, nous l'avons vu, étroitement unie à celle du collège d'Anchin. Le collège de Marchiennes a été, comme celui d'Anchin, construit dans le quartier de l'Université, séparé des écoles publiques seulement par la rue des Malevauts et du collège des Jésuites par la rue des Écoles. Mais ce collège n'a eu ni l'éclat, ni d'autre part les embarras de son voisin. Il a duré à peine un siècle.

L'abbaye de Marchiennes, comme celle d'Anchin, avait eu à sa tête, pendant le xvi^e siècle, des prélats également remarquables par leur vertu et par leur goût des études; comme ceux d'Anchin, ils avaient applaudi à la fondation de l'Université de Douai. A l'époque de l'érection, l'abbé était Jacques de Groot, prélat savant, surtout dans les lettres grecques. Nous l'avons vu à l'inauguration de l'Université et aussi sur la liste des abbés qui durent contribuer à son entretien. A sa mort (1563), le choix de son successeur était très important, parce que de Groot avait été « ainsque au surplus fort homme de bien, trop remis et negligent » à « faire entretenir la vye monastique » en l'abbaye, et la duchesse de Parme ajoute « que, comme il y a plusieurs abbayes prouchaines, quant en l'une d'icelle il y a desordre, les aultres pour exemple en vallent pis » ².

Sur l'avis de sa sœur, Philippe II choisit Arnould Delcambre,

1. DANCOISNE, *Mémoire sur les établissements religieux*, etc. (Soc. d'Agr. de Douai, X, p. 555 et 556.)

2. *Corr. de Marguerite d'Autriche*, 12 août 1563. III, p. 60.

dit Ganthois, à cause « tant de son sçavoir et aultres bonnes qualitez que de sa bonne monasticque vie, qu'est ce que plus se doibt considérer, mesmes au temps présent ». Arnould Ganthois était de la race des Lentailleux et l'abbé d'Anchin avait reconnu en lui un des siens, lorsqu'à la demande de la duchesse de Parme il l'avait recommandé pour l'abbaye de Marchiennes. Comme lui, c'est un réformateur monastique et presque un saint; comme lui aussi, c'est un savant et il doit être compté parmi les fondateurs de l'Université, s'il suffit pour mériter ce titre d'avoir groupé autour de l'Université naissante les élèves d'un collège nouveau. C'est au nom de l'Université que Stapleton prononça en 1382, au collège de Marchiennes, l'oraison funèbre d'Arnould Ganthois¹. Dès sa jeunesse, Arnould était entré à l'abbaye de Marchiennes, qu'il n'avait quittée que pour achever ses études à Louvain et à Paris. Il avait secondé de Groot dans l'administration de la maison et, devenu lui-même abbé, il imposa à l'abbaye, avec les conseils de Lentailleux et de Richardot, une règle sévère; il y institua des courset des conférences religieuses, auxquelles il assistait lui-même régulièrement, pour s'assurer de l'exactitude et de l'assiduité de ses moines². Dans l'Université, il ne cessa jamais de secourir les étudiants pauvres et Stapleton élevait jusqu'à trois mille florins le chiffre annuel de ces secours. « Quelque temps avant sa mort, il affirmait qu'il eût préféré vendre sa vaisselle d'argent et jusqu'à son dernier habit plutôt que de laisser les étudiants pauvres manquer du nécessaire³. » Obligé, comme les autres abbés de la région, de contribuer à l'entretien de l'Université par une pension perpétuelle de 250 florins par an et par une autre pension égale pendant dix années, il les paya seulement jusqu'au jour où il jugea que la fondation d'un Collège était une contribution suffisante à la prospérité de l'Université⁴.

1. Cette oraison funèbre, publiée à la suite des *Tres Thomæ* de Stapleton, nous fournit les principaux renseignements sur la vie de l'abbé de Marchiennes. Buzelin l'a résumée (*Gallo-Flandria*, I, p. 223-226) en ajoutant à la suite des renseignements qu'il a puisés à d'autres sources.

2. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, I, p. 225.

3. STAPLETON. *Oratio Funebris*, 3^e partie.

4. *Comptes de l'Université*, 1562-1563 et suivants. — *Corr. de Marguerite, d'Autriche*, III, p. 151, 189 et 233.

C'est en 1566, nous l'avons vu, que d'accord avec Lentailleur, il commença la construction d'un collège qui devait être commun aux deux abbayes d'Anchin et de Marchiennes. S'il faut en croire Stapleton, l'initiative de la proposition appartient à Arnould Ganthois : Lentailleur, paraît-il, n'y songeait nullement, lorsqu' Arnould lui demanda de l'aider à bâtir un collège pour empêcher l'Université de périr faute d'élèves¹. Cette maison est celle qu'Arnould conserva, lorsque les deux abbés se séparèrent. La ville, nous le savons, encouragea le nouveau collège : elle achète en 1568 une maison et un jardin pour ouvrir une rue derrière² et, lorsque l'année suivante, les deux abbés demandent au Magistrat « qu'il lui plaise de donner quelque commodité aux estudians de venir nettement aux leçons du collège » et d'empêcher que « les rues demeurant aussy fancheuses » ne soient « grand dégoutement aux escoliers³ », aussitôt les échevins et les six hommes convoquent les deux abbés pour faire avec eux « visitation des rues qu'ilz désiroient estre perchées pour servir au canal de l'escoullement des eaux de leur collège »⁴.

L'histoire du collège de Marchiennes nous est peu connue. Il eut pour président M^e Jean Procureur, naguère président « de la bonne maison des Huit prêtres », à qui l'Université payait une pension annuelle de cent cinquante florins, « tant en faveur de sa personne et exercices qu'il faict en l'Université, comme aussi en faveur de Mons. de Marchiennes⁵ ». L'enseignement fut d'abord donné en commun aux élèves d'Anchin et de Marchiennes par les jésuites que Lentailleur avait fait venir à Douai. Mais les deux abbés voulurent avoir chacun un collège particulier. Quelles sont les raisons de cette séparation ? Le nombre des élèves s'était rapidement accru ; y eut-il contestation entre eux ou bien simplement divergences de vue ? « Séparons-nous comme Abraham et Loth », dit Arnould

1. « D. Lentaillerium adiit, rogat hortatur monet nihil tunc tale cogitantem ut de retinenda et conservanda hoc loco Academia cogitare vellet. Suadet ut communibus sumptibus et junctis copiis fundum emerent, scholas juventuti erigerent, magistros collocarent. »

2. *Arch. de Douai*, CC, 286, f^o 127.

3. *Arch. de Douai*, lay. 92, — 265, liasse 5.

4. *Comptes de l'Université*, 1569-1570.

5. *Ibid.* 1567-1568 à 1571-1572.

Ganthois à Lentailleur, et s'il faut prendre à la lettre l'exemple invoqué par l'abbé de Marchiennes, il semble que la séparation ait été imposée par l'accroissement du nombre des élèves, trop à l'étroit dans un seul collège, et aussi par la crainte d'une rivalité fâcheuse¹. Stapleton dit avoir reçu une autre explication de la bouche même de l'abbé d'Anchin, en présence d'Arnould Ganthois² : l'abbé de Marchiennes, en entreprenant la construction du collège, avait bien l'intention de le garder pour lui seul et d'obliger ainsi Lentailleur à doter l'Université d'un troisième collège; à peine les travaux étaient-ils achevés: « Ce lieu est trop étroit, dit-il à Lentailleur, tournez-vous vers l'Orient et fondez aussi par là un nouveau collège: je garderai seul celui-ci et même je l'agrandirai. » Et aussitôt, ajoute Stapleton, « Lentailleur comprit la pieuse fraude; souriant, il fut heureux de céder la place à Arnould et il projeta alors la construction d'écoles plus étendues, ainsi provoqué à cette sainte concurrence par son frère cadet, dont la fortune et les revenus étaient inférieurs aux siens. Et c'est ainsi qu'Arnould Ganthois fit don de deux collèges à l'Université³. »

La séparation ne fut complète qu'après la mort de Lentailleur : en 1573, dans les négociations relatives à la gratuité de l'enseignement de la philosophie par les jésuites, il est encore stipulé que les élèves qui habitent le collège de Marchiennes pourront assister aux cours des jésuites. Après la séparation, Warnier de Daure, nous l'avons vu, contribua encore de ses deniers à l'entretien du collège de Marchiennes. Il s'agissait, il est vrai, de permettre à Arnould Ganthois de supporter la suppression des didactres généralisée dans tous les collèges et, « comme l'abbé de Marchiennes tardoit, parce qu'il n'avoit pas encore assez de fonds pour prendre un engagement à ce sujet, celui d'Anchin suppléa à tout en ajoutant... à ce que l'abbé de Marchiennes pouvoit alors offrir une somme suf-

1. BUZELIN, *Ann. Gallo Flandr.* XI, p. 548 D.

2. « Et ne quis hic me aliquid aut fingere aut incertum narrare existimet, interfui ego et his auribus accepi quum omnia a me jam dicta ipse Lentailerus præsentè etiam Marchienensi multis quoque aliis audientibus in mensa referret et suaviter commemoraret, universam horum collegiorum laudem et commendationem huic soli tribuendam esse palam pronuntians. » (*Or. Fun.* 3^e partie.)

3. *Ibid.* — BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandr.* XI, p. 549, A et B.

fisante pour produire conjointement cent autres florins de rente¹ ».

L'Université se montra très favorable au nouveau collège. Lorsqu'en 1574 Arnould Ganthois demanda au recteur Georges Prielz pour les élèves de Marchiennes l'admission aux grades et honneurs de la Faculté des Arts, l'assemblée de l'Université, à l'unanimité, autorisa l'abbé à établir dans son collège les classes inférieures et les cours de philosophie, et les élèves à se présenter aux examens de la Faculté des Arts : comme disait la délibération, il est de l'intérêt public que le nombre des collèges s'accroisse à Douai, et l'on invitait l'abbé à ouvrir ses cours le plus rapidement possible (15 janvier 1574)². C'est au mois de septembre que le collège de Marchiennes eut ses maîtres particuliers qui, pour la plupart, furent des Bénédictins anglais³. Jean Procureur resta « régent et modérateur » du collège jusqu'en 1576 et eut alors pour successeur M^e Pierre Deny.

Le collège, dit Martin l'Hermite, était bâti « en quarré très ample et très beau, avec ses colonnes et ses galeries dont les chambres, joignant au dehors une église fort capable, les offices, le réfectoire, la demeure du régent et un refuge pour les religieux où ils pouvoient demeurer tous au nombre plus de quarante »⁴. Ce collège fut bien le collège d'Arnould Ganthois et non le collège de Marchiennes, car « ledit abbé s'est esvertué de le bâtir avecq l'assistance de ses bons parens et amis quy estoient en effet riches et opulens... et le couvent de Marchiennes n'y avoit point eu de part »⁵.

Il nous suffit d'indiquer les origines du collège de Marchiennes. Il serait d'ailleurs difficile d'aller bien au delà. L'histoire de ce collège a été beaucoup moins agitée que celle du

1. *Histoire du Collège de l'Abbaye d'Anchin*, Mém. cité plus haut, II, p. 41. La ville payait aussi au Collège pour la même raison une somme annuelle de cent florins. (*Arch. de Douai*, CC, 295, f^o 187, v^o.)

2. *Arch. département. du Nord*, B. *Cours et juridictions*, *Chambre des Comptes*, Fonds Université. carton 2.

3. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandr.*, XI, p. 549.

4. P. MARTIN L'HERMITE, p. 474. — *Arch. de Douai*, *Reg. aux Cons.* BB, III, p. 27 v^o, 28 r^o et 30 v^o.

5. *Réflexions pour l'Université de Douay sur les lettres d'amortissement du collège de Marchiennes* (*Bibl. de Douai*, Ms 1020, t. I, pièce 12).

collège d'Anchin, et nous ne pouvons plus, comme pour son voisin, retrouver dans les procès des siècles suivants les détails que nous laisse ignorer la perte de presque tous les documents de l'histoire de l'Université. Nous savons encore que le successeur d'Arnould Ganthois, Pierre Manare, également instruit et surtout dans la langue hébraïque, ajouta une cour magnifique au collège ¹, qu'en 1592, le collège obtint l'exemption de la maltôte ², qu'en 1621, l'abbé Jean de Joncquoy augmenta la dote du collège et, supprimant la grammaire et les humanités, confia à quatre jésuites l'enseignement de la philosophie sous la direction d'un religieux de Marchiennes ³. Enfin, en 1644, éclate un débat entre l'Université et l'abbaye au sujet de « la supériorité et supérintendance dudit collège » : les abbés du xvi^e siècle, disait l'abbaye, en mettant le collège dans l'Université ne le lui avoient point dédié, mais s'en étoient réservé toute propriété, comme d'un simple domicile qu'ils se seroient batis dans la ville de Douay ³. A l'entrée des Français à Douai, en 1667, le collège servit à loger des troupes et les lettres patentes de 1670 autorisèrent la ville à l'acheter pour en faire définitivement une caserne.

Bien d'autres collèges ont été fondés dans la suite, mais tous à la fin du xvi^e siècle et au début du xvii^e : leur histoire se rattache encore à l'histoire de la fondation de l'Université de Douai, puisque c'est la création de l'Université qui a déterminé la création de ces Collèges : deux ont encore pour ainsi dire leur vie propre et leur enseignement particulier donné à l'intérieur du collège, le Collège des Bénédictins Anglais et le Collège de Saint-Vaast fondé par l'abbé de Saint-Vaast, de Caverel. Mais les autres sont uniquement destinés à loger et à nourrir les écoliers, dont un grand nombre boursiers, qu'ils envoient aux cours de l'Université. Ils ne font donc pas à la Faculté des Arts la concurrence dont elle se plaignait chez les jésuites. Ce sont par ordre de fondation : le Collège ou Séminaire de Saint-Amé (1582), le Séminaire des Evêques

1. BUZELIN, *Gallo-Flandria* I, p. 226.

2. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB, 13, année 1592.

3. BUZELIN, *Gallo-Flandria*, p. 165.

(1587), le Collège ou Séminaire de la Motte (1592), le Collège ou Séminaire Moullart (1596), le Collège de Notre-Dame de la Foi (1599), le Collège Écossais (1613), le Collège ou Séminaire de la Torre (1618), le Collège ou Séminaire des Sept-Douleurs (1620), l'Hôtel des Nobles (1629), le Séminaire de Tournai, (1630), le Collège ou Séminaire de Saint-Amand (1630), le Séminaire Hattu (1631), le Collège ou Séminaire Delannoy (1662). Ces différents collèges semblent avoir fourni au moins de 200 à 300 étudiants à l'Université, si nous en jugeons par l'étendue des bâtiments et par le nombre d'élèves qu'ils pouvaient contenir au xviii^e siècle ¹.

1. *Mém. de Placide de Baillencourt sur l'Université en 1790*, p. 34-35.

CHAPITRE III

LES ÉTUDIANTS

1° LES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE DOUAI.

La conclusion naturelle de cette étude sera la réponse aux trois questions suivantes :

1° L'Université de Douai a-t-elle été fréquentée par un grand nombre d'étudiants?

2° S'est-elle peuplée aux dépens de l'Université de Louvain, comme celle-ci le redoutait?

3° S'est-elle peuplée aux dépens des Universités étrangères, comme l'espéraient les fondateurs de l'Université nouvelle?

Le succès d'une Université se mesure à la valeur de l'enseignement, à l'illustration des maîtres et au nombre des étudiants. Mais bien des Universités se sont moins souciées de la première de ces conditions que de la dernière et n'ont dû l'affluence de leurs élèves qu'à une indulgence scandaleuse dans la collation des grades. Sans vouloir déprécier le mérite des maîtres Douaisiens, que nous savons très remarqué au xvi^e siècle, il est hors de doute que les fondateurs de l'Université de Douai tenaient surtout à enlever aux Universités étrangères le plus grand nombre possible d'étudiants et que la valeur de l'enseignement, pourvu qu'il fût conforme aux doctrines catholiques, était con-

sidérée par eux surtout comme un moyen d'attirer à Douai de plus nombreux élèves.

Dès l'origine, l'Université de Douai a compté un assez grand nombre d'étudiants. « En peu de jours, écrit Jérôme de France, le progrès et accroissement fut si grand que se trouva trois mois après lad^e ouverture et inauguration de lad^e Université plus de six cens estudians estans arrivez en ce lieu à raison de l'estude et langue quy causa ung tel bruict et reputation par tout l'univers que lon ne parloit en tous lieux que de la nouvelle Université de Douay¹. »

Le nombre des étudiants semble avoir toujours été assez élevé dans cette première période de l'histoire de l'Université. « Nostre nouvelle Université de Douay devient de jour à aultre plus fleurissante, » écrit en 1564 Viglius à Granvelle². En 1571, les échevins se félicitaient encore dans une requête adressée au duc d'Albe du « fruct incredible et ja inespéré quy... est provenu » de leur libéralité pour l'Université³. Cinq années plus tard, Cheyneius, dans la dédicace de son *de Geographia*, comparait l'Université de Douai aux plus anciennes Universités de l'Europe, « non seulement à cause de la gloire et de la science des professeurs, mais aussi à cause du nombre et de l'assiduité des étudiants de toutes les Facultés ». Enfin Jérôme de France écrit aux échevins en 1590 qu'il est « assez informez du grand nombre d'escolliers résidens en la ville de Douay et qu'il s'augmente de jour en jour »⁴.

Aucun document n'indique au xvi^e siècle la distribution des étudiants entre les différentes Facultés. Les plus nombreux devaient être dans les collèges, c'est-à-dire les humanistes et les philosophes; puis venaient, sans doute plus rares, les théologiens, en plus grand nombre cependant que les « légistes » et surtout que les étudiants en médecine. Ainsi sont-ils répartis dans les autres Universités et encore à Douai au xviii^e siècle : d'après une statistique municipale faite en 1744, sur une population de 22.000 habitants, l'Université comptait 4.705 étudiants, dont 406 humanistes, 838 philosophes, 395 théolo-

1. JÉRÔME DE FRANCE, p. 116-117.

2. *Papiers d'Etat de Granvelle*, VIII, p. 529.

3. *Ibid.* p. 133.

4. Lettre du 20 octobre 1590. *Arch. du Pas-de-Calais*, B, 621, pièce 18.

giens, 44 légistes et 22 étudiants en médecine ¹. A l'époque de la Révolution, d'après le rapport adressé au directoire du département par un des membres du conseil de la commune de Douai, Placide de Bailliencourt, les écoles de théologie pouvaient contenir 200 à 300 élèves, les écoles de droit 100, celles de médecine une cinquantaine ². »

D'où venaient ces étudiants? La plupart étaient originaires des Pays-Bas et en particulier des provinces méridionales. L'Université de Douai devait, dans les intentions du gouvernement de Philippe II, s'ouvrir exclusivement à ses sujets catholiques; moins que les autres Universités de l'Europe, elle présente ce caractère de cosmopolitisme si favorable au développement des idées nouvelles. Pour être admis dans l'Université de Douai, il faut venir de pays catholiques ou, comme les catholiques anglais, avoir reçu de la persécution protestante une sorte de consécration d'orthodoxie. En 1566, parmi les 24 auditeurs de Galenus, 4 sont de Douai, 3 de Mons, et les autres de Lille, Condé, Cambrai, Landrecies, Valenciennes, Audenarde, Malines, Anvers, Middelbourg, Bois le Duc, La Haye; il y a un moine de Marchiennes; et enfin deux sont originaires de Saxe et de Pologne ³. Nous avons relevé dans Paquot jusqu'à la fin du xvi^e siècle 26 étudiants ayant fréquenté l'Université de Douai. Sur ce nombre, 5 sont de Douai, André le Vaillant, Claude Carnin, Jean Van Crombeeck, Jean et Jacques Loys, 4 de Bruxelles ou des environs, Jean et Aubert le Mire, Etienne Ydens, Jean Van Malderen, 2 du Hainaut, Bauduin Moreau et Jean Farinart, 2 de Gand, Josse de Rycke et Bauduin Van der Piet, un de Valenciennes, Henri de Vicq, un de Saint-Pol, Ferry de Locre, un de Saint-Omer, Claude Dansque, un d'Hazebrouck, Jean Deckers, un de Braine le Comte, François du Bois, un de Namur, André del Vaulx, un d'Anvers, Guillaume Huysmans, un de Bruges, Jean de Tollenaer, un de Bois le Duc, Lambert Thomas Schenckels, un de Horne en Hollande, Nicolas Boulisz, un de Groningue, Jérôme Verrooten, un de Ruremonde, Pierre Gilkens et enfin

1. *Archives de Douai*, EE, 85.

2. Mémoire cité (publié par M. l'abbé Dehaisne), p. 34.

3. *Bibl. de Douai*, Ms 471. Les noms de ces étudiants sont donnés en tête d'une leçon de Galenus qu'ils ont recueillie et rédigée.

un de la Frise Orientale, Henri Schotanus. Dans la dédicace de son *De Geographia*, Cheyneius montre encore l'Université peuplée de Français, d'Allemands, d'Anglais, d'Ecossais et d'Irlandais; au xvi^e siècle, de 1568 à 1578, depuis la fondation du collège d'Allen jusqu'à l'époque de son exil à Reims, les étrangers les plus nombreux immatriculés à l'Université de Douai furent certainement les Anglais : en 1574, 41, autant l'année suivante, et après le retour du collège à Douai en 1592, ils sont souvent en plus grand nombre : en 1592, sous le seul rectorat d'Estius, on en compte 46¹.

L'Université dut beaucoup de ses élèves aux bourses fondées dans les collèges ou séminaires. Peu de ces maisons donnèrent l'enseignement; dix-sept sur vingt-trois étaient uniquement destinées à loger et à nourrir, pour la plupart gratuitement, les élèves qui venaient « étudier dans l'Université depuis les humanités jusqu'aux sciences supérieures inclusivement » ². C'est à peine si dans quelques-unes les supérieurs font « des répétitions connues sous le nom de conférences ou académies sur les leçons que les écoliers vont prendre dans les écoles publiques » ³. Fondés par la générosité privée, les collèges attirent ou retiennent à Douai au profit de l'Université, dont ils accroissent la population scolaire, les étudiants humanistes ou théologiens qui, pendant le cours de leurs études, y jouissent de bourses assurées. C'est ainsi, pour ne parler que des collèges ou séminaires dont la fondation n'a pas immédiatement suivi la création de l'Université, que celle-ci recevra en moyenne du séminaire du Roi une cinquantaine d'élèves, autant du collège de Notre Dame de la Foi, 40 du séminaire des Évêques, autant du collège Moullart, du séminaire de la Motte, du collège de la Torre, une centaine du collège d'Hennin, une trentaine du séminaire de Tournai, 15 à 20 de l'Hôtel des Nobles, autant et même plus du collège Ecossais et du séminaire Irlandais, 6 ou 7 du séminaire de Saint-Amé et du séminaire des Sept-Douleurs, 10 à 15 du séminaire Hattu et autant du collège Delannoy, etc., c'est-à-dire en tout 400 à 500 étudiants ⁴.

1. *The first and second diaries of the English college Douay*, Appendix IV, p. 275-288.

2. PLACIDE DE BAILLIENCOURT, *Mém. cité*. p. 14.

3. *Id.* p. 28.

4. C'est encore le nombre d'étudiants qu'au xviii^e siècle ces différentes mai-

Ce personnel d'élèves était d'autant mieux assuré à l'Université qu'un grand nombre, en la quittant, étaient aussitôt remplacés par ceux qui attendaient leur départ pour recevoir leur bourse. Les revenus de ces collèges ou séminaires étaient employés d'abord à l'entretien des bâtiments, aux honoraires du président et le surplus en bourses dont le nombre pouvait varier suivant les autres dépenses ; mais il y avait des bourses permanentes, fondées surtout par des personnes étrangères à Douai en faveur d'étudiants originaires de leurs villes. Quelquefois ces bourses sont destinées à encourager les études dans un collège voisin, dont les élèves les plus distingués sont ensuite envoyés à l'Université de Douai : c'est ainsi que « pour favoriser le collège d'Ath et le rendre d'autant plus recommandable, des personnes respectables qui y ont étudié ont fondé des bourses pour de là passer dans les Universités de Louvain ou de Douai ¹. » Ces bourses étaient ordinairement distribuées tantôt aux descendants du fondateur, tantôt à ses compatriotes ; et la désignation des boursiers était faite ou par les parents du fondateur, ou par le curé d'une paroisse de sa ville natale, ou par le conseiller pensionnaire ; quelquefois encore elles étaient données au concours. Ajoutons enfin que toutes ces bourses n'étaient pas « de pleine table » : quelques-unes étaient « de différentes proportions ». Elles étaient destinées tantôt à l'entretien complet d'un étudiant, tantôt à aider seulement des prêtres prenant leurs grades théologiques et qui ne trouvaient à Douai que des ressources insuffisantes ; mais la plupart des bourses attribuées aux prêtres se payaient par un grand nombre de messes ordonnées par le fondateur ².

Quelles sont les causes du succès rapide de l'Université ? Si nous les cherchons en dehors de l'Université, nous savons qu'elle a dû une partie de ses élèves à la renaissance des études et aux édits de Philippe II, interdisant à ses sujets la fréquentation des Facultés étrangères. Si nous les cherchons dans

sons envoyaient à l'Université. En 1790, elles pouvaient contenir 650 étudiants et, dit le Rapport de Placide de Baillencourt, « toutes les maisons de l'Université étaient constamment remplies et... il y restait rarement des places vacantes. » (p. 33.)

1. GILLES JOSEPH DE BOUSSU, *Histoire de la ville d'Ath*. p. 188.

2. PLACIDE DE BAILLIENCOURT, p. 40-47. — Bibl. de Douai, Ms. 1043, I, pièce 10 (*Compte général de toutes les fondations en faveur de l'Université*).

l'Université même, il ne faut pas exagérer l'importance de l'organisation des études et de la renommée des maîtres ; l'Université de Douai n'a que les règlements et les privilèges de l'Université de Louvain et, malgré le talent ou la science de ses docteurs, bien d'autres Universités, à commencer par celle de Louvain, pouvaient soutenir la comparaison avec elle ; nous savons même que parfois l'insuffisance de certains enseignements a fait craindre à Douai le départ de nombreux élèves.

Ce qui attire d'abord les étudiants à Douai, c'est la possibilité d'apprendre le français ailleurs qu'en France, en habitant une ville dont la population parle français : quelques Anglais, auxquels le collège d'Allen offrait un asile naturel, préférèrent loger chez les bourgeois, pour y apprendre leur langue en l'entendant parler et en la parlant eux-mêmes¹. C'est ensuite cette curiosité naturelle à une jeunesse qui, habituée à parcourir les Universités de l'Europe, se porte nécessairement vers des écoles nouvelles, dont la fondation n'a pas été sans faire quelque bruit. Et nous voyons arriver à Douai des jeunes gens accompagnés d'un maître chargé de surveiller leur éducation ; ils y restent quelque temps et partent avec un grade pris au passage. En établissant des droits moins élevés sur certains examens, les Douaisiens espéraient aussi s'attacher les étudiants, et il avait été décidé à Bruxelles, d'accord avec la ville et sur sa demande, « de modérer et abolir les excès et impositions que on prend es collèges tant à Paris que à Louvain... pour alliciter les jeunes gens por estudier en lad^e Université ». En 1564, les commissaires de l'Université recommandent encore « aux députez allantz à Bruxelles » de proposer à Viglius que « ce qui auroit esté advisé à Bruxelles pour salaire des degrés et promotions des juristes soit maintenu pour le temps à venir sans estre augmenté et que les convices et banquets auxdits degrés soient deffendus et ne soit dorenavant rien augmenté touchant lesdites promotions tant

1. Robert Trogmorton « ut promptiorem Galliaë linguæ facultatem teneat, in oppido vivit. » (*Collegii Anglo Duaceni Diarium secundum*, 14 déc. 1575, p. 98). « Præterea Mr. Brownus et Mr. Kempus, senior, utrique nobiles, partim ut Gallicanæ linguæ facultatem expeditiorem commodius sibi comparent, et maxime ut numerosa illa multitudo qua nimium propter angustias collegii gravamur discessu suo nos levarent, in oppido sese honeste locarunt. » (*Ibid.*, Mars 1576, p. 102).

en ladite faculté des loix comme les autres superieures sans advis des eschevins et le tout arrêté par la cour¹ ».

Bien des familles aussi ne demandent qu'à envoyer leurs enfants dans une ville catholique, où ils recevront un enseignement catholique. Elles savent encore que les étudiants y ont meilleure réputation que dans d'autres Universités : lorsque Morillon doit faire le choix d'une Université pour un étudiant, il écrit à Granvelle : « Je le désire mettre à Douay où les cognoissances ne seront si grandez ny les filles si practiques² ». Avec quel soin l'Université et la ville éloignaient les étudiants des maisons de débauche ! Il est convenu, dès 1563, que ces maisons seront à toute heure ouvertes au promoteur³ ; et la ville rachète celles qui sont trop voisines de l'Université, ou l'on a soin de ne pas établir les écoles trop près d'elles⁴.

Aussi pouvons-nous être autorisés à croire qu'une partie du succès de l'Université de Douai tient à l'exactitude avec laquelle elle faisait observer les règlements relatifs aux étudiants. Ces règlements, presque littéralement empruntés à l'Université de Louvain, se divisent en plusieurs parties, indiquées par les titres généraux de chacun des chapitres : — 1^o De l'inscription des étudiants sur les registres des immatriculations⁵ ; — 2^o De la fréquentation des cours⁶ ; — 3^o De la conduite des étudiants⁷.

1^o Un étudiant vient à Douai : il doit se faire inscrire dans la quinzaine sur les registres des immatriculations⁸. A Douai plus peut-être qu'à Louvain il est indispensable de connaître exactement les noms des étrangers qui viennent à l'Université, « por éviter aux dangiers et inconvenientz qui polroient advenir à la ville qui est voisine aux frontières et por satisfaire à l'intention de Sa Majesté ». Les échevins sont d'accord avec le

1. *Arch. de Douai*, lay, 92, l. 6. Aulecuns poinctz advisez par les commissaires de l'Université pour mémoire aux députez allantz à Bruxelles le 16 juillet 1564.

2. *Correspondance de Granvelle I*, p. 372.

3. *Arch. de Douai*, 102.

4. *Arch. de Douai*, CC, 287, f^o 11.

5. *De his qui studii gratia veniunt in matricula describendis*, *Stat. Univ. Duac.* cap. XVIII.

6. *De lectionibus frequentandis*, cap. XIX.

7. *De moribus, conversatione et delictis scholarium*, cap. XX.

8. *Stat. Univ. Duac.* cap. XVIII, art. I.

Recteur pour exiger l'exactitude des immatriculations : ne doivent-ils pas savoir quels sont parmi les habitants de Douai ceux qui ont droit aux privilèges et exemptions de l'Université? Puis ils ont toujours surveillé avec la plus grande attention les étrangers qui, en venant résider à Douai, y pouvaient apporter les mauvaises doctrines. Presque chaque année, les échevins faisaient publier par les carrefours « que tous estrangers vœullans... faire leur résidence en ladicte ville eussent à faire apparoir suffisamment les lettres de leurs pasteurs et curés où ilz auroient faict leur derniere residence, leurs noms et surnoms et lieu de leur nativité » ¹.

En 1562, ils accordent une gratification au lieutenant du bailli de Douai, « pour s'estre plusieurs fois employez à la requeste d'eschevins pour sinformer des estrangers, faire plusieurs vacations par les logis de lad^e ville, affin de prendre garde de ne loger ou recepvoyr gens sectaires et de nouvelle religion » ². Ajoutons les édits d'expulsion dans les années où la sécurité de la ville pouvait être menacée par la présence des étrangers ³. A partir de 1562, cette surveillance était d'autant plus nécessaire que la création de l'Université pouvait attirer à Douai des étudiants étrangers, bien que le gouvernement eût presque désiré n'ouvrir la nouvelle Université qu'aux sujets catholiques de Philippe II. On se rappelle d'ailleurs qu'en 1562, à Douai, « aulcuns avoient crainte quelad^e Université ou y auroit confluence de beaucoup de jeunes gens de toutes regions et quartiers pourroit apporter quelque inconvenient tant en leur guet garde de ville comme pour la surprise des ennemis, attendu que ledit Douay nestoit loing de la fronctière de France » ⁴. Bien des fois on a redouté à Douai la présence de faux écoliers ou de gens qui « ne faisans profession d'estudier s'advanchent de jour en jour de hanter et converser audit Douay soubz pretexte de y avoir leurs parens et les visiter, que polroit avecq le temps admener quelque inconvenient ». En 1564, Marguerite de Parme recommandait de se défier également des « escolliers, ramoneurs de cheminée et porte-paniers » ⁵. Il

1. *Arch. de Douai*, CC, 279, f^o 212 r^o et CC. 280, f^o 190.

2. *Ibid.*, CC, 280, f^o 133 v^o.

3. *Ibid.* CC, 284, f^o 168 r^o

4. JÉRÔME DE FRANCE, p. 60.

5. *Correspondance de Philippe II*, t. II, Appendice, p. 513.

faut, écrit Jérôme de France aux échevins en 1590, « en ce temps sy dangereux et calamiteux... avoir l'œil sur lesdits escolliers » pour empêcher « les desseings que se pourroient pourjecter au préjudice de la ville et du pais » ¹.

Les édits relatifs aux immatriculations sont rendus tantôt par la ville seule, tantôt par la ville d'accord avec l'Université. Peu de temps après la fondation de l'Université, le Magistrat et le Recteur font « à savoir par les eschevins aux bourgeois et manans de lad^e ville et par l'Université aux suppots d'icelle que a chacune fois et incontinent que aucuns estrangers viendront en ceste ville por y resider et demourer soit soubz lesdits bourgeois, manans et suppots ou pour avoir et tenir chambres ou maisons a louaige, ilz seront tenus les denuncher a mesdits sieurs les eschevins et Recteur de lad^e Université, si comme audiet sieur Recteur tous ceulx qui declareront venir por le fait des estudes et toutes les aultres personnes qui que ce soit et por quelle occasion que ce puist estre quilz viengnent en lad^e ville ausdits sieurs eschevins, affin que ledit sieur Recteur au regard de ceulx venans por lestude prendra soing de les faire immatriculer en dedans le temps porté par les ordonnances du Roy » ². Un article du règlement de l'Université portait d'ailleurs que les habitants doivent tenir la main à ce que les écoliers qu'ils logent chez eux soient immatriculés, sous peine d'amende et poursuites du Recteur ³. Ils doivent surveiller leur conduite et c'est à eux qu'on demande si les étudiants remplissent bien leurs devoirs religieux. Julien de la Croix est trouvé mort dans la Scarpe : avant de le « mettre en terre sainte », on interroge M^e Jean a Parisis, licencié es lois, chez qui « le susdit M^e Julien achetoit sa table », et c'est Jean a Parisis qui certifie que l'étudiant était « homme de bonne vie..., de bonne obéissance, observant les ordonnances de N^e mère Sainte Eglise », qu'il l'avait toujours « congneu tel que filz catholique... doit estre » ⁴.

Suffit-il aux étudiants de s'être fait immatriculer à leur arrivée à Douai et d'avoir donné aux échevins noms, prénoms,

1 20 octobre 1590 — *Arch. du Pas-de-Calais*, B, 621, pièce 18.

2. *Arch. de Douai*, 102.

3. *Stat. Univ. Duac.* Cap. XVIII, art. 5.

4. *Arch. de Douai, Reg. aux Mém.*, BB. 13. f^o 102.

lieu d'origine, etc. ? A tout instant, dans les années de troubles, le Magistrat s'informe des étudiants qui résident à Douai et, « pour le bien repos et tranquillité de ceste ville et pour obvier à tous inconveniens qui, pour la mauvaïse occasion du temps se polroient présenter », fait commandement « à toutes personnes bourgeois, manans et habitans de lad^e ville.., que par dedans six jours... ils aient à apporter en halle par déclaration les noms, surnoms des estudians et escolliers qu'ils ont tant à table comme aultrement en leurs maisons, le lieu de leur naissance et silz sont immatriculez ou point en l'Université de ceste ville » ¹.

Comment se fait l'immatriculation ? L'étudiant se présente d'abord chez le Receveur pour acquitter les droits d'immatriculation : 60 gros, s'il est noble, ou si, n'étant pas noble, il a plus de 25 ans; 30 gros, s'il a moins; puis, muni d'un reçu, il se rend chez le Recteur ², qui lui fait prêter un serment dont le caractère religieux est encore pour le Roi et pour l'Université une garantie d'orthodoxie : « Lequel serment, disent les Lettres d'érection, sera d'être feaux au Saint-Siège Apostolique, à nous, nos successeurs et héritiers, ensemble à ladite ville de Douay, tant qu'ils y demeureront et qu'ils seront obéissans audit Recteur et à ses Commandemens et qu'ils se regleront suivant les Statuts et Ordonnances de lad^e Université, et, au surplus, qu'ils feront, comme à bons Ecoliers, Suppots et Sujets de de ladite Université, appartient; et quant à la Religion, qu'ils se conduiront conformes aux constitutions de notredite Mère Sainte Eglise et à nos Placarts et Ordonnances. » Aussi n'admet-on aucun étudiant soupçonné d'hérésie et le Recteur doit avoir soin de n'inscrire sur les registres des immatriculations que ceux qui, « sans fraude ni dol », viennent étudier dans l'Université.

Il est de l'intérêt des étudiants de se faire immatriculer dès leur arrivée à Douai, car « le temps des études pour les degrés

1. *Arch. de Douai*, AA, 97, f^o 141 v^o et 142 r^o et CC, 284, f^o 168 r^o.

2. *Stat. Univ. Duac.* — Cette partie des règlements n'est pour ainsi dire que la reproduction de l'art. XVII des Lettres d'érection de 1562 : « Aussi quand quelqu'un viendra audit Douay, pour se mettre aux Estudes, il sera tenu se présenter audit Recteur pour à ce par lui estre admis, en faisant le serment a ce dû et pertinent es mains d'iceluy Recteur, se faisant intituler et immatriculer par iceluy comme il appartiendra. »

ne commence à se compter que du jour de l'immatriculation¹. » Un étudiant ne peut être « reçu dans les classes ni faire aucune leçon, répétition ou dispute ou autre fonction appartenante aux écoles » ni jouir des privilèges de l'Université s'il n'est immatriculé². Article que l'Université n'a pas toujours exactement observé; lorsqu'en 1563, l'étudiant Viricus Donia est enfermé dans les prisons de la ville, les échevins refusent de le livrer à l'Université « pour ce qu'il ne se trouve immatriculé »; mais l'Université le réclame « ores qu'il ne fust couché en la matricule, attendu que toujours y (à l'Université) estoit-il venu et residoit pour estudiant », et la gouvernante, sollicitée par le Recteur, ordonne elle-même au Magistrat de restituer le prisonnier, car, dit-elle aussi, « il est toujours allé et demeuroid là pour estudier, pouvant estre advenu par négligence ou inadvertence de jeunesse qu'il ait delaisné de se faire immatriculer »³.

En quittant Douai, un étudiant perd ses droits universitaires. Le Recteur peut accorder cependant, pour des causes légitimes, un congé de deux ou trois mois, sans que l'étudiant soit déchu d'aucun de ses privilèges⁴. Ceux qui reviennent à l'Université après cinq ans d'absence « ne sont plus réputés supposts d'icelle qu'après que les causes de leur absence et de leur retour ont été examinées et approuvées par le Recteur et deux députés du conseil, qu'ils ont prêté un nouveau serment et payé de nouveau le droit d'immatriculation »⁵.

Ces règlements n'impliquent d'autre distinction entre les écoliers que celle de nobles et de non nobles, et nous la retrouvons par exemple dans les listes d'Anglais immatriculés à l'Université de Douai⁶. Pour la distinction des écoliers en nations, elle existait à Louvain, au moins pour la Faculté des Arts. Les statuts de cette Faculté indiquent les quatre nations de *Brabantia*, *Gallia*, *Flandria* et *Hollandia*, à propos de l'ordre de préséance pour l'élection du doyen et du receveur, pour

1. *Stat. Univ. Duac.*, cap. XVIII, art. 11.

2. *Ibid.*, cap. XVIII, art. 7.

3. Lettre de Marguerite aux échevins de Douai, 22 janvier 1563 (v. st.) *Arch. de Douai*, lay. 92, l. 6.

4. *Stat. Univ. Duac.*, cap. XIX, art. 2.

5. *Ibid.*, cap. XVIII, art. 11.

6. *The first and second Diaries*, etc., p. 275-288.

la convocation des étudiants aux obsèques de l'un d'entre eux, etc. Dans les mêmes statuts, l'encadrement de la miniature, qui représente le Calvaire, et la lettre initiale des Statuts portent les blasons des quatre nations ¹. A Douai, nous n'avons trouvé aucune trace de cette division et d'ailleurs pouvait-elle exister dans une Université pour ainsi dire fermée, où les jeunes Flamands seuls devaient être attirés et retenus loin des étudiants étrangers, dont les relations paraissaient dangereuses pour leur foi ?

2° Malgré l'immatriculation, l'Université ne veut tenir pour véritables étudiants que ceux qui se présentent en état de suivre avec profit les cours d'une Faculté et qui les suivent régulièrement ². D'ailleurs le Recteur ne donne aucun témoignage d'étude que sur le certificat signé d'un professeur et contresigné par le bedeau de la Faculté. Les étudiants doivent se loger dans des maisons « non suspectes » et peu éloignées des écoles publiques, pour pouvoir se rendre facilement aux cours. Cet article est une transition au troisième chapitre, relatif à la conduite des étudiants.

3° Les fonctions du promoteur nous ont déjà fait connaître en partie la police intérieure de l'Université. Les règlements font aux étudiants les recommandations les plus précises : porter partout des « habits décents et conformes à leur état », dans la ville, à l'Université, dans tous les actes des Facultés ³, ne pas danser en public, dans les carrefours; ne pas jouer dans les cabarets ou autres lieux publics; défense de pénétrer dans les jardins, de passer par-dessus les murs, de briser les barrières, de chasser, de recevoir ou d'entretenir, chez eux ou à côté, des femmes de mauvaise vie; et les infractions à tous

1. *Statuta venerandæ Facultatis Artium Academiæ Lovaniensis*, cap. VI, art. 1. — DE RAM, II, p. 1093 — VERNULÆUS, p. 57. — *Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1885, p. 263. — Les « *Statuta Facultatis Artium Studii generalis oppidi Duacensis* » disent seulement à l'article « *De electione Decani et vicedecani et eorum officio* » : « Circa calendas Aprilis et Octobris secundum ordinem personarum capaciorum eligatur novus decanus ac post eum (nisi fuerit de concilio Universitatis) Vicedecanus, ad quam electionem Decanus indicat pro tempore sub suo juramento præstito congregationem facultatis. »

2. *Statuta Univ. Duac.*, cap. XIX, art. 1.

3. *Ibid.*, cap. XX, art. 1.

ces règlements sont punis, suivant les cas, de l'amende, de la prison ou de la privation des privilèges universitaires ¹.

La turbulence naturelle des écoliers explique la sévérité des règlements sur le port d'armes et les attroupements. Aucun étudiant et, d'une façon plus générale, aucun suppôt, à l'exception du Promoteur et des officiers de l'Université, ne peut, après la retraite sonnée, se promener dans la ville sans lumière. Il est de même interdit, sauf permission expresse du Recteur, de porter jamais aucune arme ni le jour ni la nuit, ni ostensiblement ni sous les habits; de tenir des assemblées secrètes et séditeuses ou de se promener en troupes et avec armes; de résister au Promoteur ou à ses sergents; de fournir des armes contrairement aux statuts ou de prêter sa maison ou son jardin pour tenir assemblées ou cacher les armes : et c'est en vertu de cet article du règlement que fut poursuivi en 1590 le libraire Jean Bogart, pour avoir gardé en sa maison des arquebuses, hallebardes et pistolets « au commandement des étudiants » ². Le Recteur et sur son ordre le Promoteur ont le droit de se faire ouvrir les maisons et les chambres des écoliers pour les visiter. La peine est toujours l'amende et la prison, avec confiscation des armes au profit du Recteur et du Promoteur et réparation aux personnes insultées ou blessées ³.

Tout prisonnier qui s'évade et ceux qui l'aident à s'évader ou l'arrachent au Promoteur ou à ses agents sont sévèrement punis. On ne laisse sortir aucun suppôt de prison, s'il n'a fourni une caution suffisante pour garantir le Recteur, le Promoteur et, d'une façon générale, les officiers de l'Université contre la vengeance qu'il voudrait tirer de son arrestation ou de son emprisonnement. Mais tous ne sont pas égaux devant le règlement; les peines varient, disent les statuts eux-mêmes, « pro personarum qualitate » ⁴, et atteignent rarement les nobles. Marguerite de Parme réclame, en 1564, la répression de quelques étudiants turbulents, mais elle ne demande qu'une

1. *Stat. Un. Duac.* cap. XX, art. 2 et suiv.

2. *Arch. de Douai, Procès criminels*, Note en tête d'un rapport d'un garde de la ville, 3 juin 1590.

3. *Stat. Univ. Duac.*, cap. XX, art. 10 et suiv.

4. *Ibid.*, cap. X, art. 11 et 12.

peine légère, « attendu, dit-elle, quilz sont de bon lieu » et parmi les coupables figure en effet un gentilhomme Fricson ¹.

L'Université eut-elle souvent l'occasion d'appliquer à ses suppôts les peines portées par ces règlements ? Malgré la réputation dont elle semblait jouir auprès de hauts personnages comme Morillon, combien de fois n'eut-elle pas à sévir contre la turbulence de ses écoliers ? Faut-il rappeler ses conflits de juridiction avec la ville ou même les conflits entre le Recteur et les doyens de certaines Facultés, à propos de l'arrestation d'étudiants tapageurs ? Avant l'inauguration de l'Université, quelques marchands, craignant « estre foullez de l'insolence des escolliers », avaient déjà demandé qu'on fit « quasi séparation de l'Université à la ville » ². Quinze mois à peine après l'ouverture des cours, nous apprenons, à l'occasion d'un conflit entre la ville et le Recteur, que « auroit de nuict esté excité tumult par les rues illecq par quelques escolliers » et qu'il y aurait eu en outre « assault de guet de nuit en la maison de la ville ». Et aussitôt Marguerite de Parme écrit qu'il « est bien requis que pour mectre lad. Université dès le commencement en bon bruict et reputation de bonne discipline, que les Recteur et maistres tenans des escolliers les contiennent serrés sans leur lâcher la bride que pouvans sortir et vaguer de nuict ils viennent a commettre semblables insolences, n'estant ce le but ny fruict qu'en pretendent leurs parens les y envoyant, ainsi chose qui les faict précipiter en perdition ». Mais la gouvernante ne va pas loin dans la voie de la sévérité ; il faut, ajoute-t-elle, laisser à l'Université « prendre avec le temps establissement », pour « peu à peu y mectre l'ordre que se verra estre requis », et quant au moment présent l'indulgence « pourroit estre a propos et bien servir pour y (à l'Université) attirer plus les escolliers là où usant d'extrême rigueur ils s'en pourroient degouster et divertir ». Elle se contente d'engager la ville et l'Université à « ordonner quelque édit pour la prohibition de ces allées nocturnes et pour obvier à l'advenir à pareilles insolences » ³.

1. Lettre de Marguerite aux échevins, 22 janvier 1563 (v. st.) citée plus haut.

2. JÉRÔME DE FRANCE, p. 70.

3. Lettre de Marguerite, 22 janvier 1563 (v. st.), citée plus haut.

Mais à quoi servaient ces mesures de rigueur ? A provoquer de nouvelles révoltes, les étudiants prétendant forcer le Recteur « a revocquer et casser totalement » ses édits, « afin de povoir vivre en toute licence et sans chastoy ». L'Université sera parfois impuissante à réprimer seule ces « tumultes et menaches » qu'encourage l'impunité et, « pour apaiser querelles des écoliers contre les Recteur et professeurs », elle sera obligée d'avoir recours à l'intervention des échevins et des compagnies bourgeoises¹. Mais combien devait-il lui en coûter de solliciter une intervention contre laquelle il lui est arrivé si souvent de défendre ses suppôts et sa juridiction ! Elle se plaint cependant au roi, en 1592, que le Magistrat « n'ait pas procédé avec la diligence et sévérité que convenoit por assopir un si grand commencement tendant non seulement à la ruine de lad^e Université, ains pour mettre en combustion... une ville froncière » et le roi écrit aussitôt aux échevins que s'ils n'aident pas le Recteur à punir les plus coupables, il ne lui restera plus « que par lui y remédier par main forte, puisqu'il semble, ajoute-t-il, qu'avez si peu considéré le mal que poldroient causer lesdits tumultes »².

La turbulence des « mauvais étudiants » n'était le plus souvent d'aucune conséquence. Ce dont on se plaint ordinairement, c'est de leur mauvaise tenue aux processions ; et, en 1629, à la demande des échevins, il est décidé que l'Université n'y sera plus représentée que par le Recteur, les professeurs et les gradués³. Lorsqu'en 1773, les bacheliers de la Faculté de droit seront autorisés à y reparaitre, on leur recommandera bien de ne « jeter ni distribuer du sucre, ni de commettre aucune autre indécence pendant le cours de ladite procession, ni de s'assembler entre les deux tours d'icelle sous prétexte de déjeuner ou aultrement »⁴.

Tout cela suffit-il pour donner aux étudiants Douaisiens plus mauvaise réputation qu'aux Lovanistes ou aux Parisiens ?

1. Information contre le curé de Saint-Jacques sur aucun propos par lui tenu (*Arch. de Douai, Procès criminels, 1594, FF, liasse 8*).

2. Lettre du Roi aux échevins de Douai, 23 mars 1592 (*Arch. de Douai, Reg. aux Min. BB, 13, f^o 267 r^o et v^o*).

3. *Arch. de Douai*, liasse non numérotée, Règlement fait à Bruxelles le 7 juillet 1629.

4. *Bibl. de Douai*, Ms 1103, t. II, pièce 53, page 194, et *Ibid.* pièce 50.

Tenons-nous en au jugement de Morillon. Quelques cas d'indiscipline ou même de rébellion ne doivent pas nous faire oublier les études sérieuses auxquelles se livraient la grande majorité des écoliers, sous la direction de maîtres à qui la renommée et la science donnaient une autorité suffisante pour imposer à leurs élèves des habitudes d'ordre et de travail.

Un grand nombre d'étudiants sont venus à Douai pour y apprendre le français tout en suivant les cours des Facultés : leur instruction se fait à la fois dans les écoles et dans la ville. S'ils ne vivent pas dans les collèges, échappent-ils à la surveillance de l'Université? D'abord, les règlements assurent la régularité des relations entre les écoliers et leurs familles par l'institution des messagers. Les gens riches faisaient accompagner leurs fils par des précepteurs qui surveillaient leur conduite et leur travail et représentaient la famille auprès d'eux.

A Douai, comme ailleurs, quelques bourgeois aussi recevaient les écoliers, comme aujourd'hui les correspondants de nos collégiens. Mais la plupart des étudiants n'avaient ni précepteur ni correspondant et se servaient des messagers¹, qui portaient « tous paquets, hardes et argent pour le besoin et utilité des écoliers et suppôts de l'Université ». Les messagers de Flandre, d'Artois, de Hainaut et de Brabant percevaient un gros par florin et deux par lettre qu'ils portaient, quatre gros par paquet de deux lettres et plus. Les messagers des autres provinces avaient un salaire variable, mais approuvé par le Recteur². La fidélité des messagers était garantie par la caution qu'ils fournissaient à leur entrée en fonctions³.

Mais la surveillance des familles était bien éloignée. Aussi jusqu'à vingt-cinq ans les étudiants sont-ils sous la tutelle du Recteur et de leur hôte, si celui-ci est du Conseil de l'Université; dans le cas contraire, sous la tutelle du Recteur et du doyen de leur Faculté. L'autorisation expresse de l'un de ces tuteurs est nécessaire aux étudiants mineurs pour acheter, vendre, faire un échange ou contracter une obligation quelconque; tout objet vendu par l'étudiant sans autorisation doit être restitué avec la perte du prix de l'objet; on ne peut exiger le

1, *Statuta Univ. Duac.*, cap. XVI.

2. *Ibid.* cap. XVI, art. 4.

3. *Ibid.* cap. XVI, art. 2.

paiement d'une dette ou l'exécution d'un engagement contracté par un mineur. Toutefois l'Université ne prétend pas empêcher les étudiants qui vivent chez eux et non en pension, de traiter pour les choses nécessaires à leur entretien ¹.

Mais les règlements interdisent avant tout l'achat, la vente et l'échange des livres, qu'aucun étudiant ne peut faire sans autorisation ². Tout libraire doit afficher dans sa boutique ces deux articles : 1^o Défense aux libraires d'acheter aux étudiants qui n'ont pas vingt-cinq ans accomplis, sans l'autorisation expresse de leur régent, s'ils sont de la Faculté des Arts, sans l'autorisation du Recteur, s'ils appartiennent aux Facultés supérieures, des livres quelconques, soit pour les vendre, soit pour les garder dans leur librairie, sous peine de soixante gros ; ils sont tenus de rendre les livres présentés par les étudiants au régent ou au Recteur ; — 2^o Aucun suppôt âgé de moins de vingt-cinq ans ne doit vendre de livres ou s'en défaire sans l'autorisation de son régent, s'il est de la Faculté des Arts, sous peine de correction publique par la verge dans son collège, sans l'autorisation du Recteur, s'il appartient à une autre Faculté, sous peine d'emprisonnement ou sous toute autre peine arbitraire ³.

La propagation des mauvais livres était un des plus graves dangers contre lesquels l'Université devait protéger ses étudiants : aussi sous quelle surveillance étroite tient-elle imprimeurs et libraires ! Les imprimeurs et les libraires ne sont pas des industriels indépendants : ce sont des suppôts de l'Université et plusieurs même y remplissent certains offices : Loys de Winde était promoteur ; Jacques Boscart, dont la maison était contiguë à celle des écoles publiques, succède en 1568 à Claude Bauchet comme portier ou gardien des écoles et il touchait quatre sous par semaine pour s'occuper de « l'ouverture et fermeture des salles publiques ou que l'on faict lechon » ; on se plaint même en 1572 de la façon dont il s'acquittait de cette fonction : « Soit prins garde, dit une note des Comptes, qu'il face son debvoir et office à peine d'être privé du service luy interdisant de laisser entrer en la salle d'en hault les enfans

1. *Stat. Univ. Duac.* cap. XXVI.

2. *Ibid.* cap. XV, art. 4.

3. *Ibid.* cap. XXVI, art. 4.

qu'on entend y jouer à la palme et y rompre et domagier les verrières ¹. »

Comme tous suppôts, les imprimeurs et les libraires sont soumis à des règlements d'autant plus sévères, qu'ils peuvent devenir les dangereux agents de la propagande hérétique. La plupart des articles du *De Impressoribus, venditoribus et compactoribus librorum*, empruntés textuellement aux règlements de Louvain, ne renferment guère que des garanties religieuses. Pour être admis dans l'Université, les imprimeurs doivent jurer d'abord pour l'immatriculation, de se conduire conformément « aux constitutions de notre Mère Sainte-Eglise », puis d'être honnêtes commerçants et de ne pas chercher à tromper les acheteurs sur le prix de leurs livres ². Défense expresse leur est faite d'imprimer ou de vendre un livre qu'ils croient suspect ³; aussi doivent-ils avoir le catalogue des livres interdits ⁴ et, à toute réquisition du Recteur, jurer qu'ils n'ont chez eux aucun ouvrage défendu ⁵.

2° L'UNIVERSITÉ DE DOUAI S'EST-ELLE PEUPLÉE AUX DÉPENS DE L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN ?

L'Université de Louvain, nous le savons, vit avec déplaisir l'érection de l'Université de Douai ⁶. Elle croyait encore, en 1562, que les étudiants des Pays-Bas la déserteraient pour aller à Douai ⁷. Elle savait qu'une Université de langue française lui

1 *Comptes de l'Université*, 1571-1572.

2 *Stat. Univ. Duac.*, cap. XV, art. 1.

3 *Ibid.* cap. XV, art. 2.

4 *Ibid.* cap. XV, art. 5.

5 *Ibid.* cap. XV, art. 8.

6 V. plus haut, p. 185 et 198.

7. Dans un Mémoire de 1580, où est discutée entre la Faculté des Arts et le prévôt Morillon la réunion de tous les Collèges en un seul, il est encore parlé de la jalousie de Louvain en présence du concours d'étudiants qui se rendent à Douai. «... Quod his aliquot elapsis annis... eum... habuerimus discipulorum concursum ut ipsi etiam Lovanienses incipiant Duacensi academiæ invidere. »

serait dans certains cas préférée, et, par exemple, en 1566, Lille, Douai et Orchies demandent que les docteurs de Douai soient particulièrement chargés de l'examen des livres suspects, parce que, disait-on, beaucoup de ces livres sont maintenant publiés en langue française et la plupart des docteurs de Louvain ignorent cette langue ¹.

Puis Louvain eut souvent à disputer ses maîtres aux Facultés de Douai et non pas seulement à l'époque de la fondation de l'Université. Lorsque les Douaisiens veulent un professeur pour la Faculté de médecine, ils envoient, nous l'avons vu, des députés à Louvain. S'ils veulent établir une imprimerie dans leur ville, c'est un « libraire juré de l'Université de Louvain » qu'ils appellent à Douai ².

Les professeurs vont où on leur offre les traitements les plus élevés; mais, comme l'un des docteurs les plus connus à Louvain, Cornelius Jansenius, ils demandent que les négociations se fassent à l'insu de la ville et de l'Université du Brabant ³. Celle-ci ne cherchait-elle pas de son côté à reprendre à Douai les professeurs qu'elle avait perdus? Ramus, par exemple, d'abord deux ans professeur à la Faculté de droit civil de Louvain, alla à Douai en 1562, et deux ans après retourna enseigner les Pandectes à Louvain, séduit par les propositions avantageuses que lui firent les États du Brabant ⁴.

Mais, dans cette concurrence, l'Université de Louvain conserva toujours sur l'Université de Douai la supériorité de « la mère sur la fille », comme on disait à cette époque, ou de « la métropole sur la colonie » ⁵ et, après avoir emprunté leurs règlements aux écoles de Louvain, Douai ne cessa jamais, dans les questions douteuses d'administration intérieure, de juridiction, de privilèges, etc., de consulter l'Université du Brabant. On invoque « l'usage observée » à Louvain : c'est à Louvain qu'on écrira pour savoir exactement quels sont les suppôts de

1. BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandriæ*, XI, p. 529 B.

2. *Arch. de Douai, Compte des Aides*, CG, 19.

3. «... Precor ut nostram recusationem æquo feras animo eamque secretam habeas. » Lettre de Cornelius Jansenius au Conseiller pensionnaire de la Ville de Douai, 13 juin (pas de date d'année). — *Arch. de Douai*, lay. 92.

4. « *Ordinum Brabantiae beneficio ac salario.* » (VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 195.)

5. V. plus haut, p. 213.

l'Université : c'est à Louvain que le gouvernement s'adresse lorsqu'il est lui-même consulté par l'Université de Douai. En 1573, les docteurs de Douai demandent à Bruxelles si le Recteur peut évoquer à son tribunal ses propres débiteurs, comment se fait la nomination à certains bénéfices, etc.; le Conseil écrit alors aux docteurs de Louvain pour décider d'après leur avis ¹.

Quel a été pour l'Université de Louvain le premier effet de la concurrence Douaisienne? Se croyant menacée par le voisinage d'une Université nouvelle, elle avisa aux moyens de garder ses étudiants. Pour avoir des professeurs renommés, elle augmente le traitement de ses chaires; pour offrir à ses étudiants l'enseignement complet qu'ils pourraient aller chercher à Douai, elle crée de nouvelles chaires de théologie, de droit, de médecine, d'histoire, de lettres grecques et latines, de langue française ²; les mathématiques, autrefois enseignées par un professeur de la Faculté de médecine qui consentait, sur la demande de la Faculté des Arts, à faire chaque année quelques leçons publiques, eurent en 1563 une chaire spéciale, dotée par les États du Brabant et par le Magistrat de Louvain ³.

Et la vieille renommée de l'Université, cette extension donnée à ses cours, la libéralité du Magistrat et des États du Brabant résistèrent avec succès à la concurrence de l'Université de Douai. A Louvain, Juste-Lipse prétend avoir vu, en 1570, jusqu'à 8.000 étudiants et vers la même époque Vernulæus en comptait six mille pour la seule Faculté *juris utriusque* ⁴. Nous n'avons pas les listes d'étudiants du xvi^e siècle, mais les catalogues de docteurs publiés par Valère André et complétés par un des derniers procureurs de l'ancienne Université, Bax, témoignent de l'activité et de la prospérité des écoles de Louvain et nous montrent combien étaient peu fondées les craintes inspirées en 1532 au Magistrat et à l'Université par la pétition des Douaisiens.

1. « Ut vero rescripto viso, quod expedientissimum judicabimus, decernamus iis. » (Bibl. de Bruxelles, Ms *Autographa virorum illustrium ad Universitatem Lovaniensem*, Ms. B. 187, t. I, p. 201).

2. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 360.—BUZELIN, *Ann. Gallo-Flandr.*, ch. XI, p. 520, A et B.

3. *Annuaire de l'Université catholique de Louvain* (Notice sur Jean Sturmius de Malines) 1848, p. 283.

4. V. *Mémoire sur l'Université de Louvain* (1778), p. 10 (Bibl. Roy. de Belgique, Ms. 17588-17590).

La Faculté de théologie a créé de 1501 à 1562 soixante-quatre docteurs d'après Valère André, soixante-sept d'après Foppens et Bax ; pendant un nombre d'années égal, après la création de l'Université de Douai, c'est-à-dire de 1563 à 1624, elle en crée soixante-quatorze d'après Valère André et Foppens, soixante-seize d'après Bax, soit dix en plus d'après Valère André, sept d'après Foppens, neuf d'après Bax ¹.

Les docteurs *juris utriusque* sont, de 1501 à 1562, au nombre de 36 et, de 1563 à 1624, au nombre de 53 ².

Pour les docteurs de la Faculté de médecine, leur nombre a diminué après 1562 : en effet de 1501 à 1562, la Faculté de médecine a compté 33 docteurs d'après Valère André, 36 d'après Bax, et de 1563 à 1624, seulement 20 ³.

Comparons les chiffres des trois Facultés supérieures : pendant une période de soixante-deux années, l'Université de Louvain a créé environ :

Avant 1562. 133 docteurs ⁴

Après 1562. 147 docteurs ⁵

Que conclure de cette comparaison ? La création de l'Université de Douai a pu arrêter les progrès de l'Université de Louvain : elle ne l'a pas ruinée. Et ce sont toujours en bien plus grand nombre que les étrangers des docteurs originaires des Pays-Bas, qui ont préféré Louvain à Douai, malgré les avantages qu'offrait cette dernière ville pour l'étude de la langue française. Dans la Faculté de théologie, de 1501 à 1562, sur 64 docteurs, 54 sont des Pays-Bas, 10 sont étrangers ; — de 1563 à 1624, sur 74 docteurs, 64 sont des Pays-Bas, 10 seulement viennent d'Espagne, d'Angleterre, d'Irlande ou de France. Pour la théologie, Louvain a donc conservé sa renom-

1. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 98-141, — FOPPENS, *Doctores Sacræ Theologiæ Lovaniensis ac juris utriusque*, Bibl. de Bruxelles, Ms 17569-17570. — BAX, *Historia Universitatis Lovaniensis*.

2. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Academici*, p. 179-207. Dans Foppens et dans Bax, de 1563 à 1624, le nombre des docteurs n'est que de 42 : la différence ne serait plus alors que de six.

3. VALÈRE ANDRÉ, *Fasti Acad.*, p. 230-238.

4. 136, d'après Foppens et Bax.

5. 136, d'après Foppens et Bax.

mée et, bien que l'Université de Douai ait été destinée surtout aux études théologiques, les théologiens des Pays-Bas continuent toujours en aussi grand nombre à prendre leurs grades à l'ancienne Université. La Faculté *jurisutriusque* est restée presque exclusivement flamande : sur 36 docteurs promus de 1501 à 1562, deux sont étrangers, et de 1563 à 1624, sur 53 docteurs, il n'y a aussi que deux étrangers, un Français et un Espagnol. Enfin, pour la Faculté de médecine, 3 des 33 docteurs que cite Valère André avant 1562 sont étrangers et, de 1563 à 1624, tous sont nés aux Pays-Bas et la plupart à Lille ou à Louvain.

Les pays les plus voisins de la nouvelle Université ne cessent de fournir des étudiants et des docteurs à Louvain : après comme avant 1562, Valère André nomme des docteurs originaires de Lille, Lens, Henin-Liétard, Saint-Omer, Valenciennes, Ath, Avesnes, etc. Malgré ses craintes jalouses, l'Université de Louvain a eu la fortune de grandir entre ces deux dangers, la concurrence d'une Faculté catholique voisine et la désertion des Pays-Bas septentrionaux, que la Réforme devait éloigner d'une Université catholique. Et l'Université de Douai, comptant dès l'origine de nombreux élèves, les Douaisiens n'avaient-ils pas raison de déclarer en 1532 que la possibilité de fréquenter à leur gré une Université « thioise » ou une Université de langue française augmenterait le nombre des étudiants aux Pays-Bas ?

Si l'Université de Louvain fut certaines années presque entièrement abandonnée, c'est qu'elle subit, dans la seconde moitié du xvr^e siècle, le contre-coup des agitations politiques et religieuses de la ville, du Brabant et des provinces voisines. Elle a plusieurs fois partagé la défaveur de la ville de Louvain auprès du gouvernement. Au milieu des guerres civiles, ses privilèges furent méconnus : lorsque le fils aîné du prince d'Orange, le comte de Buren est enlevé à l'Université par ordre du roi pour être envoyé en Espagne, Vargas, un des confidents du duc d'Albe, répond en l'absence de son maître aux protestations du Recteur : « Non curamus privilegios vestros (*sic*)¹. » Les biens de l'Université sont envahis, ses revenus perdus ; de nombreuses fondations lui sont retirées ou l'on a « la prétention

1. DE RAM, *Bulletin de l'Acad. Roy. de Belgique*, t. XXI, 1^{re} partie, p. 346 et 382.

de rajeunir les testaments », en appliquant arbitrairement les revenus des fondations ¹. « Plusieurs docteurs et quasi tous escoliers, écrit Morillon en 1572, se sont retirez de ladicte ville (de Louvain), véants le malignité du peuple et des soldatz, que sont fort rogez ². » Et six ans plus tard, la grande peste de 1578, qui enlève les deux tiers des habitants de Louvain, disperse l'Université, profondément atteinte par le fléau.

Mais l'Université de Louvain se releva toujours rapidement, parce que le gouvernement était trop intéressé au maintien d'une institution qui était dans les Pays-Bas un des remparts les plus solides du catholicisme : et cette sollicitude du gouvernement la protégeait contre la concurrence de l'Université de Douai. Philippe II avait institué une seconde Université dans les Pays-Bas non pour ruiner Louvain par Douai, mais pour avoir dans ses Etats deux puissantes citadelles du catholicisme. Sans doute l'Université de Louvain fut parfois en désaccord avec le gouvernement du duc d'Albe, et, en 1573, les docteurs de la Faculté de théologie, réunis dans une assemblée secrète, décidaient de protester auprès du roi contre les violences commises par le duc et de réclamer son rappel ³. Mais elle eut soin plus tard de faire disparaître les traces de ce désaccord en détruisant les actes de cette époque. Ce que le gouvernement retint plutôt, c'est que ses docteurs *juris utriusque* avaient déclaré que le roi n'avait pas contrevenu à son serment et à la joyeuse entrée en érigeant les nouveaux évêchés et en y incorporant les abbayes ⁴; c'est qu'en 1565, l'Université avait spontanément écrit au roi pour le prier de porter remède aux maux croissants de la religion ⁵; c'est qu'en 1572 elle avait refusé au prince d'Orange les mémoires qu'il lui réclamait sur l'état de Louvain et de l'Université⁶. Et alors les agents les plus écoutés du gouvernement de Philippe II déclarent qu'il faut favoriser cette « fontaine de sca-

1. *Analectes pour servir à l'hist. ecclésiastique de la Belgique*, 1864, t. I, p. 134-144.

2. *Correspond. de Granvelle*, 2 sept. 1572, t. IV, p. 413.

3. DE RAM, *Hist. Lovan.* Introd. pp. xvi. xx.

4. *Correspondance de Granvelle*, t. IV, p. 4 (note).

5. *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 353.

6. *Ibid.*, t. II, p. 284.

voir¹. » Morillon regrette en 1572 qu'on veuille faire « un mauvais tour à ceux de Louvain, sans avoir regard à l'Université qui se perdra ». Et combien de fois le Dr Fray Lorenzo de Villavicencio, que Philippe II avait chargé de le tenir au courant des affaires des Pays-Bas, ne recommande-t-il pas au roi l'entretien et la réorganisation de l'Université de Louvain ! En 1569, il conseille, dans un important mémoire, d'augmenter le traitement des professeurs et particulièrement des théologiens. « Si jamais, dit-il, aucun bachelier, licencié et maître en théologie de Louvain n'a été hérétique et si tous les élèves de cette Université se sont montrés des défenseurs dévoués de la foi et de la sainte Eglise romaine, on le doit à cette circonstance que les étudiants sont sans cesse sous les yeux des professeurs. » Il engage le roi à accorder quelque subside à l'Université pour l'amélioration des salles de leçons dont « quelques unes, par l'obscurité qui y règne et leur état de malpropreté, paraissent être moins des asiles réservés aux Muses que des bouges destinés à des prisonniers »².

L'Université de Louvain, protégée par l'intérêt du gouvernement et par son rôle dans la réaction catholique des Pays-Bas, entretint avec l'Université de Douai des relations que la concurrence ne vint pas troubler. « Ordonnons en outre, disait le dernier article des Lettres d'érection, que entre cette notre Université de Douay et celle de Louvain sera tenue toute union et correspondance et que ceux étant promeus à Louvain seront tenus comme promeus audit Douay et ceux de Douay comme s'ilz fussent promeus audit Louvain, en jouissant de tous privilèges, droits et franchises l'un de l'autre. » Une même organisation, des maîtres de même origine, un enseignement inspiré par la même foi ont maintenu entre les deux Universités une harmonie naturelle.

Elles ont ensemble combattu l'hérésie dans les Pays-Bas et l'Université de Louvain, qui, en 1532, prétendait que sa rivale serait nécessairement amenée à enseigner « adultérines et mauvaises doctrines, contraires opinions, escriptz envyeux et interprétations nouvelles en toutes disciplines »³, loue en

1. *Correspondance de Granvelle*, t. IV, p. 413, 2 sept. 1572.

2. *Correspondance de Philippe II*, t. II, p. 86-87 et p. 174.

3. V. plus haut, p. 17.

1586 l'Université de Douai qui, au risque de perdre un certain nombre d'étudiants, a toujours voulu exiger chez elle le serment de Pie IV ¹. Le gouvernement paraît d'ailleurs avoir toujours eu même confiance en leur zèle catholique. Ils s'adresse également aux deux Universités pour toutes consultations sur affaires religieuses : en 1564, la duchesse de Parme reçoit les articles du concile de Trente, et, avant de « prendre résolution de ce qu'on pourra adviser se trouver convenir pour meilleure observation desdits poinctz et articles », elle les communique « à ceulx des Universitez de Louvain et de Douay » ². Philippe II veut-il étouffer l'opposition de l'Université de Dôle qui proteste contre le contrôle de l'élection des professeurs par le président du Parlement : il la menace de lui envoyer des professeurs de Louvain et de Douai ³. Veut-on, pour familiariser la jeunesse Espagnole avec les mœurs flamandes, fonder dans les Pays-Bas des collèges où ne seront admis que des étudiants espagnols : c'est à Douai comme à Louvain que le gouvernement songe à établir ces nouveaux collèges ⁴. Enfin les agents de Philippe II arrivent dans les Pays-Bas avec des instructions qui confondent dans une même recommandation les deux Universités de Louvain et de Douai ⁵.

Le progrès des études au xvi^e siècle a-t-il donné à l'Université de Louvain autant d'étudiants que si elle était restée la seule Université des Pays-Bas ! Evidemment non ; mais l'Université de Douai s'est surtout peuplée en quelque sorte de ce supplément d'élèves que la Renaissance a produits aux Pays-Bas ou que les édits de Philippe II ont rappelés des Universités étrangères.

1. *Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, 1864, t. I, p. 242.

2. *Corresp. de Marguerite d'Autriche*, t. III, p. 369-370.

3. BEAUNE ET D'ARBAUMONT, *les Universités de Franche-Comté*, p. LXXVI-LXXVII.

4. *Corresp. du cardinal de Granvelle*, IV, p. 35-36.

5. *Corresp. de Philippe II*, t. II. Appendice.

3° L'UNIVERSITÉ DE DOUAI A-T-ELLE ARRÊTÉ L'ÉMIGRATION DES ÉTUDIANTS DES PAYS-BAS DANS LES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES ?

Non pas que ces édits aient toujours été bien observés et le nombre des jeunes Flamands que nous trouverons en Allemagne, en France et en Italie, sera encore assez considérable. Peu de temps après la fondation de l'Université de Douai, Granvelle avait plusieurs fois, malgré le prince d'Orange, proposé au conseil de remédier à cette émigration scolaire, « d'autant plus, disait-il, qu'outre l'Université de Dôle dans le comté de Bourgogne, il y en a deux autres en Flandre, Louvain et Douai où les jeunes gens peuvent apprendre le français et l'allemand ». Mais on lui avait toujours opposé la liberté du pays, « comme si, ajoute-il, elle consistait à donner aux gens la facilité de se faire hérétiques au préjudice de leurs âmes... » Après avoir quitté les Pays-Bas, il écrit à Gonçalo Perez pour lui recommander l'interdiction des Universités étrangères aux étudiants Flamands; puisqu'il est parti, cette proposition, renouvelée par un autre et appuyée d'un ordre de Sa Majesté, pourrait obtenir plus de succès¹.

Ce n'est que le 4 mars 1570 que le gouvernement se décida à rendre une ordonnance conforme aux conseils de Granvelle. Le duc d'Albe est arrivé dans les Pays-Bas avec « autorité entière d'ordonner et faire tout ce qui lui semblera convenir pour nostre service, avait dit Philippe II, mesme de chastier de la vie, confiscation et autrement tous ceulx qu'il trouvera avoir commis crime de rebellion »; et c'était commettre crime de rébellion que de quitter les Pays-Bas contre les défenses du gouvernement pour aller dans les Universités étrangères. L'ordonnance du duc d'Albe commence par montrer aux sujets du roi, comme le disait Granvelle, que les « bons colleges et escolles generalles et particulières » des Pays-Bas devaient suffire « pour byen instituer la jeunesse et signamment deuz bonnes insignes et celebres Universités si comme Louvain et

1. *Inventaire des papiers d'Etat, missives concernant la Flandre, dans les archives royales de Simancas*, liasse 527; *Papiers d'Etat du Cardinal de Granvelle*, IX, p. 594-597; *Corresp. de Granvelle*, III, p. 233.

Douay... esquelles senseignent et apprennent tous ars libéraux facultez et sciences ». Et cependant beaucoup « tant ecclesiastiques que lay » vont étudier dans les Universités étrangères « indifféremment ou bon leur semble, dont non seulement ilz ont travaux despens et perilz particulier, mais aussy la chose publique en a grandement à souffrir, car oultre ce que icelles Universitez de pardeça ne sont sy fréquentées comme bien conviendroyt lor et l'argent se transporte aux estrangiers. Et que pis est par telle communication avecq iceulx estrangiers la jeunesse se corrompt tant en mœurs que en opinions ». Et d'autre part, les marchands envoient leurs enfants « resider es villes et pays estrangier totalement distraictz de l'obéissance de leglise catholique et romaine souhz ombre d'apprendre les langues le train de marchandise ou faire leurs mestiers dont est venu et vient en nosdits pays une merveilleuse confusion de toutes choses ».

Après ce préambule, l'ordonnance défend à tout « sujet » ou « naturel de pardeça » de sortir des Pays-Bas, « pour estudier enseigner ou apprendre ny tenir residence en aultres Universitez » si ce n'est, dit-elle, en iceulx nosdits pays ou aultres royaumes pays et estatz de nostre obeissance excepté toutes-fois la ville et l'Université de Rome... » Ou bien il faudra une autorisation spéciale du duc d'Albe « ou aultre lieutenant regent ou gouverneur general ». Pour ceux qui se trouvent actuellement dans des Universités étrangères, il leur est ordonné de les quitter le plus tôt possible, à savoir « iceux quy sont deça les mons en dedans quatre mois et les autres en dedans six », sous peine de confiscation et de bannissement perpétuel et « leursdits peres tutteurs curateurs ou aultres ayans charge deulx silz ne font diligence descrire a ces fins dedans un mois de lad^e publication au plus tard », s'exposent à une « paine arbitraire que ne polra estre moindre que dudit bannissement »¹.

Ce placard eut-il pour effet de fermer instantanément les Universités étrangères aux étudiants Flamands ? Il nous crée de bien grands embarras, écrit Viglius². Le mécontentement est alors général dans les Pays-Bas et la résistance est partout.

1. Arch. de Douai, AA, 98, p. 155-156 — *Placards de Flandre*, t. I, Rubrica 1, p. 1-3.

2. HOYNCK VAN PAPENDRECHT, *Analecta Belgica*, t. I, pars 2, p. 571.

« J'ai tout le monde contre moi », écrit le duc d'Albe au roi ¹. Résistance des Flamands, qui refusent de payer les impôts demandés aux états de chaque province sur les propriétés, sur les ventes d'immeubles et de meubles ; remontrances de Viglius, de Berlaymont, de Noircarmes, protestations des évêques d'Ypres, de Gand, de Bruges, qui veulent le décider à retirer les impôts ; désobéissance des étudiants, qui continuent à aller dans les Universités étrangères, malgré l'édit de 1570 ; mais le duc d'Albe tient bon ², et il ordonne par exemple à ses « très chiers et bien amez le president et gens du conseil provincial du Roy en Artois », de faire faire une enquête dans leur circonscription « et que là où ilz trouveront quelques contreventeurs ilz procèdent contre iceulx par execution rigoureuse des paines y apposées, sans en ce user de nonchailance connivence ou dissimulation », (24 avril 1571) ³. Mais l'émigration continue, emportant non seulement les jeunes gens dans les Universités étrangères, mais des marchands de Bruxelles, Anvers, Lille, Douai, Arras et autres villes, qui vont s'établir en France avec tous leurs biens ⁴.

En novembre 1577, une déclaration des États généraux suspend le placard de 1570 : les étudiants sortent assez facilement des Pays-Bas pour qu'en 1590 on admette « Jehan de San Blas aiant prins degré de licence en l'Université de Bourges dès l'an 1583... à l'estat d'avocat » au conseil d'Artois, attendu, dit l'avis favorable, « que au même temps chacun alloit librement estudier et prendre degré au pays de France » ⁵. Mais en 1587, Alexandre Farnèse renouvelle l'édit du duc d'Albe, en se réservant d'accorder des autorisations personnelles. ⁶ Il semble d'ailleurs que ces autorisations aient été accordées assez facilement : nous connaissons plusieurs étudiants d'Artois à qui l'on a ainsi permis, après enquête, d'aller aux Universités de Paris, de

1. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 64, 131, 215, 217, 234, 236, 245, etc.

2. « Verum Dux flecti se non patitur ac preces supplicationesque omnium rejicit. » Viglius à Hopperus, *loc. cit.*

3. *Arch. départ. du Pas de Calais*, série B, 621, pièce 6.

4. *Avertissement sur l'état des choses en Flandre*, remis par don Francès de Alava, à Madrid, le 4 janvier 1572. *Corresp. de Philippe II*, t. II, p. 215-217.

5. *Arch. départ. du Pas de Calais*, série B, 621, pièce 15.

6. *Arch. départ. du Pas de Calais*, série B, 621, pièces 10 et 11 — *Placards de Flandre*, I, rubrica 1, p. 5-7.

Cahors, d'Orléans, de Bourges, etc. On ne leur demande que d'être bien notoirement catholiques, issus de parents catholiques et de « rapporter certificat pertinent du lieu de leur résidence et de y avoir vescu catholicquement ». La plupart promettent d'ailleurs de ne pas faire un bien long séjour dans les Universités étrangères; l'un d'eux expose « qu'il n'entend prendre le degré de licence hors desdits Pays (Bas), ains seulement y apprendre la langue et quelque civilité, à la charge qu'il n'y residera plus d'un an »; d'autres font valoir que leur père les « a faict nourrir et instruire tant en la ville d'Arras que l'Université de Douay »¹.

Visitons les Universités étrangères. Malgré les édits du gouvernement et la fondation de l'Université de Douai, y trouverons-nous les étudiants des Pays-Bas aussi nombreux que dans la première partie du xvi^e siècle?

Les registres des Universités de Paris et d'Orléans, le *Livre du Recteur* de l'Université de Genève et les *Mémoires de Paquot*² nous donnent plus de huit cents noms, qui nous permettent de nous rendre compte de l'émigration scolaire des Pays-Bas, depuis la fondation de l'Université de Douai jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Sur ces listes nous portons, même après la pacification d'Utrecht, les étudiants des provinces septentrionales : nous verrons ainsi combien, malgré la fondation de l'Université de Leyde, était invétérée dans les provinces du Nord l'habitude de fréquenter les Universités étrangères, d'où leur était venue en partie l'hérésie; et nous pourrons, en comparant l'émigration, dans les pays restés sous la domination espagnole et dans les provinces devenues indépendantes, juger de l'efficacité des édits de Philippe II.

La différence n'est pas aussi grande qu'on pourrait s'y attendre : sur 816 émigrants, elle n'est que de 122 : 469 dans les provinces du Nord, 347 dans celles du Sud. En 37 années, 184 étudiants du Sud vont à Orléans, où ils retrouvent pendant le même temps 318 étudiants du Nord, et Orléans, nous le sa-

1. *Arch. départ. du Pas de Calais*, B, 621, pièces 12, 14, 16, 17, 18.

2. Nous relevons dans Paquot 94 noms de professeurs ou d'étudiants : les édits du duc d'Albe défendaient de sortir des Pays-Bas « pour estudier, enseigner ou apprendre ». — V. le tableau p. 506-507.

TABEAU RÉCAPITULATIF DES ÉTUDIANTS QUI ONT FRÉQUENTÉ, DE 1563 A 1600, LES UNIVERSITÉS DE PARIS, D'ORLÉANS, DE GENÈVE ET DE LEYDE , ET DES MAÎTRES OU DES ÉTUDIANTS LES PLUS CÉLÈBRES DANS L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DES PAYS-BAS, QUI, D'APRÈS PAQUOT, ONT ÉTÉ DANS LES UNIVERSITÉS D'ALLEMAGNE, DE FRANCE, D'ITALIE, ETC.

1^o *Les Maîtres ou les Étudiants originaires des provinces demeurées sous la domination espagnole.*

Villes ou Provinces d'origine.	Paris.	Orléans.	Genève.	Leyde.	Univ. div.	Total.
<i>Alost</i>	»	1	»	»	2	3
<i>ANVERS</i>	1	30	45	139	17	202
<i>Armentières</i> . .	»	»	1	1	»	2
<i>Arras</i> (ville et diocèse) . . .	31	19	1	»	3	54
<i>Artois</i>	»	2	»	»	»	2
<i>AUDENARDE</i> . .	»	5	1	2	»	8
<i>Belgique</i>	»	8	4	»	»	12
<i>Béthune</i>	»	3	»	1	»	4
<i>BOIS-LE-DUG</i> . .	»	1	»	»	2	3
<i>Brabant</i>	»	6	2	»	»	8
<i>BRUGES</i>	»	15	»	22	4	41
<i>Bruxelles</i> . . .	»	12	4	26	1	43
<i>Cambrai</i> (dioc.)	20	»	»	»	»	20
<i>Courtrai</i>	»	»	1	1	»	2
<i>Diest</i>	»	5	»	»	»	5

2^o *Les Maîtres ou les Étudiants originaires des provinces qui au XVI^e siècle se sont séparées définitivement de l'Espagne.*

Villes ou Provinces d'origine	Orléans.	Genève.	Universités diverses.	Total.
<i>Alcar</i>	4	»	»	4
<i>AMSTERDAM</i>	17	3	2	22
<i>Arnheim</i>	2	»	3	5
<i>Batavie</i>	21	8	»	29
<i>BOMMEL</i>	»	2	»	2
<i>Breda</i>	3	1	»	4
<i>DELFT</i>	18	6	»	24
<i>DEVENTER</i>	4	1	5	10
<i>DORDRECHT</i>	9	6	1	16
<i>Flessingue</i>	1	1	»	2
<i>Frise</i>	77	36	14	127
<i>GRONINGUE</i>	17	6	2	25
<i>Gueldre</i>	21	6	2	29
<i>Harlem</i>	7	2	2	11
<i>Hollande</i>	11	6	3	20
<i>Horne</i>	»	»	2	2

<i>Douai</i>	2	»	2	»	»	4	<i>Kampen</i>	»	1	1	2
<i>Flandre</i>	5	»	13	5	»	23	<i>La Haye</i>	26	5	»	31
<i>Gand</i>	29	»	36	2	3	70	<i>Leeuwarden</i>	»	2	3	5
<i>Hainaut</i>	»	»	4	»	»	1	<i>Leyde</i>	1	»	1	2 ¹
<i>Hazebrouck</i>	»	»	»	»	1	1	<i>Middelbourg</i>	3	»	1	4
<i>Lille</i>	10	6	5	»	»	22	<i>Over Yssel</i>	»	»	1	1
<i>Limbourg</i>	»	1	»	»	»	1	<i>Rotterdam</i>	4	1	»	5
<i>Louvain</i>	2	»	6	»	1	9	<i>Schiedam</i>	2	»	»	2
<i>Luxembourg</i>	»	»	»	»	2	2	<i>Utrecht</i>	39	4	4	47
<i>Malines</i>	4	»	18	»	1	23	<i>Zélande</i>	17	2	2	21
<i>Marchiennes</i>	1	»	»	»	»	1	<i>Ziericzé</i>	»	»	1	1
<i>Maubeuge</i>	»	»	»	»	1	1	<i>Zutphen</i>	7	»	1	8
<i>Mons</i>	8	3	2	1	1	14	<i>Zwolle</i>	7	1	»	8
<i>Namur</i>	3	»	»	»	»	3					
<i>Nieukerque</i>	»	1	»	»	»	1					
<i>Ruremonde</i>	»	»	1	»	3	4					
<i>Saint-Omer</i> (ville et diocèse)	5	1	»	»	»	6					
<i>Termonde</i>	1	1	»	»	»	1					
<i>Tournai</i> (ville et diocèse)	10	7	11	2	»	30					
<i>Valenciennes</i>	»	»	1	2	»	3					
<i>Venloo</i>	»	»	1	»	»	2					
<i>Ypres</i>	»	4	13	»	»	17					
	68	184	301	52	43	648 ¹					
							318	400	51	469 ²	

1. Nous ne donnons pas pour l'Université de Leyde les étudiants des Pays-Bas septentrionaux, qui devaient naturellement se porter dans une Université fondée au milieu de leur pays.

2. Ce chiffre représente le nombre des immatriculations.

vons, est bien la plus protestante des Universités françaises ; à Genève même, le séminaire de la Réforme, ils sont 52, soit à peu près la moitié des étudiants des provinces septentrionales. Catholiques, mais toujours hostiles au gouvernement de l'étranger, les riches bourgeois des grandes cités commerçantes de la Belgique sont les pères de la plupart de ces jeunes gens qui vont en France ou en Allemagne : leur esprit d'indépendance choquait Philippe II et eux-mêmes ne pouvaient se soumettre à l'autorité absolue d'un gouvernement qui les attaquait dans leur richesse, ruinant leur commerce par des impôts onéreux, chassant les navires d'Anvers à Londres ou à Rotterdam, ses banquiers à Amsterdam et à Francfort : pouvait-on les croire disposés à obéir au gouvernement qui prétendrait leur enlever le droit de sortir des Pays-Bas pour aller étudier à l'étranger ? Si, à certains moments, ils restent chez eux, c'est, nous le verrons, que les Universités qu'ils auraient pu fréquenter étaient elles-mêmes en proie aux désordres de l'anarchie. D'ailleurs, dans les provinces du Sud, les villes de langue française continuent à envoyer des étudiants dans les Universités françaises, parce que la communauté de langage les a depuis longtemps mis en commerce étroit avec la France : à Orléans, jusqu'à la fin du siècle, 10 viennent de Lille, 19 d'Arras, 7 de Tournai. Les villes de langue flamande, malgré l'Université de Douai, envoient toujours des étudiants en France, parce que beaucoup croient encore qu'ils y apprendront mieux le français : et parce que beaucoup aussi se sont montrés favorables à la réforme par haine de la domination espagnole qui a confondu sa cause avec celle du catholicisme : c'est ainsi que Bruxelles aura 12 étudiants à Orléans, 4 à Genève, Anvers 30 à Orléans et 15 à Genève, Gand 29 à Orléans. Un grand nombre de ces villes ont d'ailleurs été sur le point de rester définitivement unies aux provinces du Nord ; plusieurs aussi ont été le théâtre des principaux événements de l'histoire de l'indépendance, Anvers sacagée, Gand célèbre par la pacification à laquelle elle a attaché son nom ; les troubles de Tournai, de Valenciennes, de Douai, d'Arras, etc, suffiraient à montrer que toutes les parties de la Belgique pouvaient envoyer des étudiants en France, à Genève, en Italie, en Allemagne.

Les ordonnances de Philippe II n'étaient donc pas mieux observées dans ses provinces fidèles que chez ses sujets révol-

tés¹. Mais l'émigration a été plus ou moins nombreuse suivant l'état des Pays-Bas et celui des Universités où se rendaient les étudiants. Dans les neuf années qui suivirent l'édit de 1570, nous ne trouvons sur les listes de l'Université d'Orléans presque aucun nom flamand, et cependant c'est l'époque où l'insurrection se généralise et triomphe : le duc d'Albe est rappelé par Philippe II en 1573 ; la mort subite de Requesens en 1576 est suivie de la révolte de ses troupes ; la même année la pacification de Gand consacre la victoire de la révolution et les « patriaux » triomphent momentanément dans des villes catholiques et relativement dévouées à Philippe II ; en 1577, c'est don Juan d'Autriche qui est réduit par Guillaume d'Orange aux deux villes de Luxembourg et de Namur ; ce sont les états généraux de Bruxelles qui accordent un édit de tolérance religieuse, et lorsque le parti catholique de l'Union se détache du parti calviniste, c'est pour appeler un prince français, l'un des chefs du parti politique en France. La confusion était générale dans le gouvernement, à la faveur de cette confusion l'émigration plus facile que jamais ; tout semblait éloigner les jeunes gens qui voulaient poursuivre leurs études loin du bruit des dissensions intestines. Et cependant dans ces neuf années, les dix-sept provinces ne donnent que 8 étudiants à l'Université d'Orléans, 6 à l'Université de Genève, les diocèses d'Arras, de Tournai, de Saint-Omer et de Cambrai 16 seulement à l'Université de Paris.

Pour ne parler que des Universités françaises, l'état de la France favorisait singulièrement alors l'application des édits de Philippe II. La France est aussi à cette époque en pleine guerre civile ; les Universités sont presque désertes ou même fermées. A Orléans, le procureur de la nation germanique exprime lui-même en 1575 le regret de ne plus voir à l'Université ces jeunes Flamands « qui, dit-il, dans l'intention de compléter leur éducation et leur érudition et autant que possible de les perfectionner se dévouent à un exil volontaire, exil interrompu et presque anéanti par les guerres civiles qui...

1. « La politique des lieutenants de Philippe II et en particulier les arrêtés du duc d'Albe, défendant rigoureusement la fréquentation des Universités étrangères, ne purent empêcher les libres migrations. » (FÉLIX NÈVE, *Relations de Suffridus Petri et d'autres savants du xvi^e siècle avec l'Université de Louvain. Annuaire de l'Université catholique de Louvain*, 1848, p. 173-174.)

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES PAYS-BAS A L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS DEPU

Années.	Alost.	ANVERS.	Arras.	Artois.	AUDENARDE.	Belgique.	Béthune.	Bois-le-Duc.	Brabant.	BRUGES.	Bruxelles.	Diest.	Douai.	Flandre.	GAND.	Lille.	Lowain.	MALINES.	Marchiennes.	Mons.	Namur.	Saint-Omer.	Termonde.	Tournai.
1563	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1564	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2	»	»	1	»	»	»	»	»	»
1565	1	4	2	»	1	»	1	»	1	»	1	»	»	»	2	»	»	2	»	»	»	»	»	»
1566	»	5	2	»	1	»	»	»	»	»	3	3	»	»	5	»	»	1	»	»	»	»	»	1
1567	»	7	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	4	3	1	»	»	»	»	»	1	2
1568	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1569	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
1570																								
1571	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1572	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1573	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1574	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1575	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1576	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1577	Desunt	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
1578																								
1579	»	4	6	»	»	2	1	»	»	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	1	»	1
1580	»	1	1	»	1	1	»	»	»	1	1	»	»	»	2	1	»	»	1	»	»	»	»	1
1581	»	3	1	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	1	3	»	»	»	2	»	»	»	1
1582	»	1	»	»	»	»	»	»	»	4	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
1583	»	1	»	»	»	1	»	»	1	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	2	»	»	»	»
1584	»	»	1	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»
1585	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	3	»	1	»	»	»	»	»	»	»
1586	»	»	2	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	1	»	»	»
1587	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»
1588	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1589	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1590	Desunt	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
1593																								
1594	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
1595	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1596	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1597	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1598	»	1	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1
1599	»	1	2	»	1	2	»	»	»	1	»	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»
1600	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1	2	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1 30 19 2 5 8 3 1 6 15 12 5 2 5 29 10 2 4 1 8 3 1 1 7																								

1. La seconde partie du tableau comprend les villes qui, au xvi^e siècle, se sépareront défini

LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE DOUAI JUSQU'A L'ANNÉE 1600¹

AMSTERDAM.	Amheim.	Batavie.	Breda.	DELFT.	DEVENTER.	Dordrecht.	Flessingue.	Frise.	GRONINGUE.	Geldre.	Harlem.	Hollande.	La Haye.	LEYDE.	MIDDELBOURG.	Rotterdam.	Schiedam.	UTRECHT.	Zélande.	Zutphen.	Zwolle.	Total.	Années.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	6	1563
»	»	»	»	»	»	»	»	8	1	4	1	»	1	»	»	»	»	1	»	»	4	28	1564
4	»	»	1	»	1	»	»	7	4	1	»	»	1	»	»	»	1	2	1	2	1	39	1565
2	»	»	»	5	»	»	»	3	5	»	1	»	1	»	»	»	»	3	»	1	1	43	1566
»	»	»	»	2	»	»	»	6	3	3	1	1	3	»	»	»	»	8	»	»	»	49	1567
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1568
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	{ 1569 1570
»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1571
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1572
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1573
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1574
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1	4	1575
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1576
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	{ 1577 1578
1	»	5	»	»	»	»	»	6	»	2	»	1	1	»	»	»	»	3	1	»	»	39	1579
»	1	»	1	4	2	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	4	1	2	»	28	1580
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	19	1581
»	»	»	1	»	»	»	»	4	»	2	»	»	1	»	»	»	»	2	»	»	»	17	1582
»	»	»	»	»	»	1	»	6	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	3	»	»	20	1583
1	»	»	»	»	»	1	»	7	»	1	»	1	4	»	»	»	»	2	2	1	»	27	1584
»	»	2	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	12	1585
1	»	»	»	»	»	»	»	5	1	»	2	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	20	1586
»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	8	1887
»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	7	1588
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1589
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	{ 1590 1593
1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	3	»	»	6	1594
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	2	1	»	»	»	»	1	»	»	»	5	1595
3	»	»	»	2	»	1	»	2	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1596
1	1	3	»	»	»	2	»	5	»	2	1	»	2	»	1	1	»	1	2	»	»	25	1597
3	»	4	»	1	»	2	»	2	»	1	»	1	»	1	»	»	»	»	2	»	»	23	1598
1	»	4	»	2	»	2	1	2	1	1	»	2	»	»	1	»	1	»	1	»	»	29	1599
2	»	1	»	1	»	»	»	8	1	1	»	»	2	»	1	2	»	4	1	»	»	31	1600

17 2 21 3 18 4 9 1 77 17 21 7 11 26 1 3 4 2 39 17 7 7 502

ement de l'Espagne. — Pour les bonnes et les mauvaises villes, V. p. 26-27 (tableau) note.

LISTE DES PROCURATEURS, DES ASSESSEURS ET DES QUESTEURS
DE LA NATION GERMANIQUE A L'UNIVERSITÉ D'ORLÉANS

1564	Zutphen.	Proc.	1586	Hollande.	Quest.
				Hollande	Assess.
				Hollande	Proc.
1565	Frise	—			
	YPRES	—	1587	YPRES.	Assess.
				Batavie	—
1566	GRONINGUE	—		UTRECHT	Quest.
1567	DELFT	—	1588	Namur.	Quest.
				UTRECHT.	Proc.
1575	Flandre.	Proproc.			
			1589	Namur.	Quest.
1579	GAND.	Proc.			
			1594	Batavie.	Proc.
1580	Belgique.	Quest.			
	UTRECHT.	—	1596	Belgique	Proc.
	Batavie	Assess.		DELFT	—
				UTRECHT.	Assess.
1581	Gueldre.	Assess.		Belgique	Quest.
	BRUGES.	—			
	AMSTERDAM.	Proc.	1597	AMSTERDAM	Proc.
	GAND.	—		DELFT.	Quest.
	BRUGES.	—			
	Lille.	Quest.	1598	Frise	Proc.
1583	BRUGES.	Proc.	1599	Frise	Proc.
	Frise.	—		TOURNAI.	—
	Frise.	Assess.			
1584	Mons.	Proc.	1600	MIDDELBURG	Proc.
	Bruxelles.	Quest.		MIDDELBURG	Assess.

depuis plus de quinze ans troublent très misérablement non seulement la France, mais encore, oh douleur ! notre riche Belgique¹ ». L'Université d'Orléans subissait nécessairement le contre-coup des terribles événements dont la ville était le théâtre pendant les guerres religieuses. Certains cours étaient supprimés, tous ceux de droit canon par exemple. En 1571, les écoliers de la nation germanique n'y étaient pas en sécurité ; il courait dans la ville des bruits de mort contre les protestants et tous les étudiants de cette nation étaient suspects de protestantisme. En vain réclamèrent-ils la protection du roi² ; en 1572, après la Saint-Barthélemy, ils retournent pour la plupart dans leur pays et, à la fin de l'année, il n'en reste plus que six. Ce n'est que trois ans après que la nation germanique se reconstitue (1575), mais bien plus nombreuse : en 1575, quatre étudiants y viennent des Pays-Bas, mais nous n'en retrouvons plus jusqu'en 1579.

L'Université de Paris, contrairement à celle d'Orléans, s'ouvre seulement aux étudiants des diocèses de Tournai, d'Arras, de Saint-Omer et de Cambrai, car il n'y a plus place pour les Hollandais dans une Université où est persécutée l'hérésie. Sans échapper à l'anarchie générale, l'Université de Paris fut peut-être moins atteinte que sa voisine. Cependant les étrangers y sont peu nombreux, éloignés de Paris par les désordres d'une guerre civile sans cesse renaissante et aussi par les divisions intestines de l'Université. Trois principaux de Collège, Ramus de Presles, Dahin de Saint-Michel, Nicolas Charton de Beauvais passaient en 1567 dans le camp du prince de Condé, pendant que l'Université prenait toutes précautions pour défendre chez elle la religion catholique : visite des collèges pour s'assurer de la foi des maîtres et des étudiants, profession de foi exigée de tous les suppôts, interdiction des trois principaux suspects, lettres patentes obtenues du roi malgré la paix de 1570, pour restreindre aux seuls catholiques le droit d'enseigner dans Paris, exclusion de médecins à cause de leur attachement au calvinisme, refus au baccalauréat

1. BIMBENET, *Chronique historique extraite des registres des écoliers allemands étudiant à l'Université d'Orléans*. (Mém. de la Soc. d'Agriculture, sciences, belles-lettres et arts d'Orléans, 1874, 3^e trimestre, p. 246 et 324.)

2. *Ibid.*, p. 240-241.

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES DIOCÈSES D'ARRAS, DE TOURNAI,
DE SAINT-OMER ET DE CAMBRAI
A L'UNIVERSITÉ DE PARIS, ENTRE LES ANNÉES 1568 ET 1600.

Années ¹ .	DIOCÈSE D'ARRAS.	DIOCÈSE DE TOURNAI.	DIOCÈSE DE ST-OMER.	DIOCÈSE DE CAMBRAI.	Total.
1568	0	0	0	1	1
1569	1	0	1	2	4
1570	1	0	0	1	2
1571	1	0	0	1	2
1572	2	0	0	0	2
1573	0	0	0	0	0
1574	0	0	0	0	0
1575	2	0	1	0	3
1576	1	0	1	1	3
1577	1	1	0	1	3
1578	0	1	1	1	3
1579	4	1	0	0	5
1580	2	0	0	3	5
1581	1	3	0	1	5
1582	2	0	0	1	3
1583	1	1	0	0	2
1584	0	0	0	1	1
1585	2	1	0	1	4
1586	2	0	0	1	3
1587	1	0	0	0	1
1588	3	1	0	2	6
1589	1	0	0	0	1
1590-95	0	0	0	0	0
1596	0	0	0	2	2
1597	1	0	0	0	1
1598	0	0	0	0	0
1599	1	0	1	0	2
1600	1	1	0	0	2
Total général.	31	10	5	20	66 ²

1. Les années 1554 à 1567 manquent.

2. Auxquels il faut ajouter 3 étudiants portant l'indication de Lille (1568), d'Anvers (1582) de Harlem (1600).

d'un candidat dont l'orthodoxie était douteuse, toutes ces mesures d'exception témoignaient assez d'une effervescence peu convenable aux études et à la tranquillité des étudiants¹.

Après 1579, c'est-à-dire après la pacification d'Utrecht, la scission des provinces septentrionales et les derniers efforts des provinces du Sud pour se soustraire au gouvernement espagnol en se détachant des calvinistes des Provinces-Unies, les étudiants du Nord et du Sud reprennent la route des Universités étrangères jusqu'en 1588. Arras, Mons, Gand, Anvers, Bruxelles et Bruges ont autant d'étudiants à Orléans que les villes des Pays-Bas septentrionaux. Puis, après 1588, jusqu'en 1596, on n'en trouve quelquefois plus un seul. Faudrait-il y voir uniquement l'effet de l'ordonnance de 1587 ? Non certes. L'année 1588 sépare dans l'histoire de l'Université d'Orléans deux nouvelles périodes de prospérité relative et de décadence, qui expliquent ici encore la présence ou l'absence des écoliers flamands. Jusqu'en 1588, malgré les troubles civils, le petit nombre d'étudiants et le relâchement inévitable des études, l'Université conserve un certain éclat : le roi consulte encore ses professeurs dans les questions de droit ; il leur soumet quelques-uns des articles de l'ordonnance de Blois ; en 1583, il introduit plusieurs de ses docteurs dans la commission chargée de modifier les coutumes de la province de l'Orléanais, qu'ils avaient d'ailleurs commentées². Les étudiants de la nation germanique continuaient à jouir des privilèges exceptionnels qui, à Orléans, leur laissent plus de sécurité peut-être que dans les autres nations : par exemple, en 1580, les officiers municipaux redoutent une sédition dans la ville et exigent que tous les étrangers donnent leurs noms ; dans l'Université, la nation germanique est seule exemptée de cette enquête³.

Mais en 1588, l'assassinat du duc de Guise enlève à la nation germanique toute espérance de paix publique et privée⁴ et l'Université jusqu'en 1596 est presque complètement dépeuplée : les registres de la nation germanique portent l'indication

1. CREVIER, *Histoire de l'Université de Paris*, t. VI, passim et particulièrement p. 215-219, 257, 264-265 et 271.

2. BIMBENET, *Hist. de l'Université de lois d'Orléans*, p. 406.

3. BIMBENET, *Chronique historique*, etc. *Mém. de la Soc. d'agric. etc.* 1874, 3^e trimestre, p. 25.

4. « Nulla aut publici aut privati otii spes effulgebat, » *Ibid.*, p. 323.

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES PAYS-BAS A L'UNIVERSITÉ

Années.	ANVERS.	Armentières. <i>Arras.</i>	AUDENARDE.	Belgique.	Brabant.	<i>Bruxelles.</i>	<i>Courtrai.</i>	Flandre.	GAND.	<i>Lille.</i>	LIMBOURG.	<i>Mons.</i>	Nieukerque.	TOURNAI.	VALENCIENNES.	VENLOO.	AMSTERDAM. Batavie.		
1563	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1564	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»		
1565	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1566	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	2	»	1		
1567	1	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1568	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1569	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1570	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1571	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1572	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1573 à 75	Pas de liste			»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1576	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1577-78	Pas de liste			»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1579	2	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	1		
1580	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	1		
1581	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»		
1582	1	1	»	»	»	2	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1583	3	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»		
1584	»	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»		
1585	}	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1586		2	»	»	2	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»		
1587		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1588		»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»		
1589	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1590	Pas de liste			»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1591	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1592	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1593	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	3	1	»	»	1	»	»		
1594	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1595	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1596	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1597	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1598	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1599	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		
1600	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2		
	15	1	1	1	4	2	4	1	5	2	6	1	3	1	2	2	1	3	8

1. Le *Livre du Recteur* ne distingue pas toujours la Frise Orientale et la

DE GENÈVE ENTRE LES ANNÉES 1563 ET 1600

BOMMEL.	Breda.	DELFT.	DEVENTER.	Dordrecht.	Flessingue.	Frise ¹ .	GRONINGUE.	Gueldre.	Harlem.	Hollande.	Kampen.	La Haye.	LEUWARDEN.	Rotterdam.	UTRECHT.	Zélande.	Zwolle.	Total.	Années.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	1563
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1564
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1565
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	8	1566
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	4	1567
»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	4	1568
»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	1569
»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	3	1570
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	1571
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1572
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1573-75
»	»	»	»	»	»	2	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1576
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1577-78
»	»	»	»	»	»	3	1	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	12	1579
»	»	4	»	»	»	4	2	2	»	»	1	1	1	»	»	1	»	20	1580
»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	1581
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	8	1582
»	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	1583
»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	1584
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	17	1585
»	»	»	»	3	»	5	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»		1586
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		1587
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»		1588
»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1589
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1590
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1591
»	»	»	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1592
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	6	1593
»	»	»	»	»	»	1	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1594
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1595
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1596
»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	6	1597
2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	1598
»	»	»	1	»	1	3	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	7	1599
»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	6	1600
2	1	6	1	6	1	36	6	6	2	6	1	5	2	1	4	2	1	152	

Frise Occidentale : il y aurait donc un certain nombre de noms à déduire.

de plusieurs interrègnes, dont l'un dure quatorze mois et, à la fin de 1595, le procureur expose lui-même les raisons qui ont éloigné sa nation de l'Université et celles qui l'y ont ramenée. « Ce que le malheur de la guerre avait fait, dit-il d'après Justinien, la douceur de la paix devait le détruire ¹ » ; lorsqu'en 1599 Henri IV visite Orléans, il répond à la harangue de l'Université : « Tant s'en fault que je veuille abolir ou diminuer les privilèges de vostre Université, qu'au contraire que je les veulx conserver et augmenter ². » Les cours se remplissent de nouveau et, à partir de 1596, date de la restauration de la paix publique, les jeunes gens des Pays-Bas espagnols et des provinces séparées y sont presque aussi nombreux qu'avant 1566.

En est-il autrement à Paris ? De 1579 à 1588, il y a chaque année quelques Flamands dans l'Université. Puis la domination de la Ligue, le siège de Paris, la guerre civile, tout éloigne de l'Université les jeunes gens des diocèses les plus français, comme ceux d'Arras, de Tournai, de Saint-Omer et de Cambrai : de 1589 à 1599, il n'y aura que trois étudiants. En 1584, Henri III se plaignait déjà que les troubles eussent « grandement diminué et dépravé l'Université... Au lieu d'écoliers, ajoutait-il, étaient entrés aux collèges des solliciteurs et locataires de chambres, la discipline y étant pour la plupart délaissée ³. » En 1587, le Recteur adressait au roi une requête dans laquelle il faisait le tableau le plus sombre de l'état de l'Université, en demandant de remédier aux abus qui la désolaient. « Je n'ose, dit Crevier, rapporter ici les propres termes de l'affreuse peinture que trace le Recteur, dans une requête présentée au roi, des désordres dont il étoit témoin. Mais je ne puis supprimer les faits, ni me dispenser de dire ici qu'il se faisait dans les collèges des catéchismes d'hérésie calvinienne et de toute mauvaise doctrine ; qu'il s'y vendoit des livres scandaleux et hérétiques ; qu'il y régnoit une excessive corruption de mœurs et que ces maisons destinées à la science et à la vertu étoient devenues des retraites de femmes de mauvaise vie, de mono-

1. BIMBENET, *Chronique historique*, p. 258 et 329.

2. *Ibid.*, p. 263, note.

3. Lettres patentes de juin 1584. — Recueil des privilèges de l'Université, p. 43.

TABLEAU DES ÉTUDIANTS DES PAYS-BAS ESPAGNOLS A L'UNIVERSITÉ DE LEYDE
DE L'ANNÉE 1575 A L'ANNÉE 1600¹.

Années.	ANVERS.	Armentières.	AUDENARDE.	Béthune.	BRUGES.	Bruxelles.	Courtrai.	Douai.	Flandre.	GAND.	Hainaut.	Lille.	Lowain.	MALINES.	Mons.	RUREMONDE.	TOURNAI.	VALENCIENNES	YPRES.	Total.	Années.
1575	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1575
1576	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	0	1576
1577	»	»	»	»	»	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	3	1577
1578	1	»	»	»	1	2	»	»	»	2	»	1	»	»	»	»	»	»	2	9	1578
1579	3	1	»	1	2	1	»	»	1	3	»	1	1	1	»	1	3	»	»	19	1579
1580	4	»	»	»	1	2	»	»	»	1	»	»	»	5	»	»	2	»	»	15	1580
1581	9	»	1	»	»	2	»	»	»	2	»	»	1	2	»	»	1	1	1	20	1581
1582	7	»	»	»	1	1	»	»	»	2	»	»	1	1	»	»	1	»	»	14	1582
1583	18	»	1	»	4	2	»	»	2	3	»	»	1	4	»	»	»	»	1	36	1583
1584	9	»	»	»	2	1	»	»	»	1	»	»	1	1	1	»	2	»	»	18	1584
1585	3	»	»	»	»	»	»	»	1	1	»	»	»	»	»	»	2	»	1	8	1585
1586	8	»	»	»	5	1	»	»	2	4	»	»	1	»	»	»	»	»	»	21	1586
1587	4	»	»	»	1	»	»	1	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	1587
1588	3	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	»	6	1588
1589	6	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	8	1589
1590	5	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	1590
1591	2	»	»	»	»	2	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	5	1591
1592	7	»	»	»	1	1	»	»	»	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	12	1592
1593	8	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	»	2	13	1593
1594 ²	2	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	4	1594
1595	9	»	»	»	2	2	»	»	»	1	»	1	»	»	1	»	»	»	1	17	1595
1596	4	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	3	9	1596
1597	6	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	12	1597
1598	9	»	»	»	»	»	1	»	3	3	»	»	»	»	»	»	»	»	»	16	1598
1599	8	»	»	»	1	»	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11	1599
1600	4	»	»	»	1	»	»	»	1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	1	9	1600

139 1 2 1 22 26 1 2 13 36 1 5 6 18 2 1 11 1 13 301

1. *Album Studiosorum Academiæ Lugduno Batavæ* MDLXXV-MDCCCLXXV. Hagæ Comitum, apud Martinum Nijhoff, 1875. — Pour les *bonnes* et les *MAUVAISES* villes. V. p. 26-27 (tableau) note.

2. La plupart des noms de cette année sont sans indication d'origine.

TABLEAU DES MAÎTRES OU DES ÉTUDIANTS LES PLUS
QUI, DEPUIS L'ÉPOQUE DE LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DE DOUAI

Universités de	Alost.	ANVERS.	Arras.	BOIS-LE-DUC.	BRUGES.	Bruxelles.	GAND.	Hazebrouck.	Louvain.	Luxembourg.	MALINES.	Maubeuge.	Mons.	Ruremonde.	Venloo.	AMSTERDAM.	Arnheim.	DEVENTER.
Allemagne . »	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Altorf. . . . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bâle. »	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Cologne. . . »	»	»	»	2	2	1	»	»	»	1	1	»	»	1	1	1	1	»
Erfurt . . . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Gratz. . . . »	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»
Heidelberg . »	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Iéna »	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Ingolstadt. . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Kœnigsberg »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Marbourg. . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Rostock. . . 1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Vienne. . . . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Wittenberg »	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1
Italie. . . . »	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bologne. . . »	4	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	1	»	»	»	»
Padoue. . . . 1	2	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»
Pavie. . . . »	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pise. »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Rome. »	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»
Angers. . . . »	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Bourges. . . »	1	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Cahors . . . »	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Montpellier. »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Poitiers. . . »	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Toulouse. . . »	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»
Tours. . . . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Pont-à-Mousson . »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»
	2	17	3	2	4	1	3	1	1	2	1	1	1	3	1	2	3	5

1. Ce tableau permettra de juger dans une certaine mesure quelles étaient chacune un tableau particulier) les Universités les plus fréquentées et l'origine

2. 94 immatriculations et non 94 professeurs et étudiants, plusieurs ayant

CÉLÈBRES DANS L'HISTOIRE LITTÉRAIRE DES PAYS-BAS

JUSQU'EN 1600, ONT FRÉQUENTÉ LES UNIVERSITÉS ÉTRANGÈRES¹.

<i>Dordrecht.</i>	<i>Frise.</i>	<i>GRONINGUE.</i>	<i>Gueldre.</i>	<i>Harlem.</i>	<i>Hollande.</i>	<i>Horne.</i>	<i>Kampen.</i>	<i>LEUWARDEN.</i>	<i>LEYDE.</i>	<i>MIDDELBURG.</i>	<i>Over Yssel.</i>	<i>UTRECHT.</i>	<i>Zélande.</i>	<i>Ziriczée.</i>	<i>Zutphen.</i>	Total dans chaque Université.	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	3	Allemagne.
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Altorf.
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	Bâle.
1	2	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	»	1	17	Cologne.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Erfurt.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	Gratz.
»	2	»	»	1	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	8	Heidelberg.
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	Iéna.
»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Ingolstadt.
»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Kœnigsberg.
»	»	»	»	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	3	Marbourg.
»	1	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	3	Rostock.
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Vienne.
»	5	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	9	Wittemberg.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	Italie.
»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	8	Bologne.
»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	1	»	»	»	»	7	Padoue.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	2	Pavie.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	1	Pise.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	Rome.
»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	Angers.
»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	5	Bourges.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Cahors.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	1	»	»	»	2	Montpellier.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	2	Poitiers.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	2	Toulouse.
»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Tours.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	Pont-à-Mousson.
1	14	2	2	2	3	2	1	3	1	1	1	4	2	1	1	94 ²	

(en dehors des Universités de Paris, d'Orléans, de Genève et de Leyde qui ont des maîtres et des élèves.

été successivement dans deux ou trois Universités.

poleurs et même d'assassins¹. » Puis l'Université de Paris reçoit à son tour les heureux effets de la restauration générale et, avant la fin du siècle, les étudiants étrangers y retrouvaient paix et bonnes études.

En quittant des Universités catholiques, où les protestants étaient parfois tolérés, passons aux Universités exclusivement protestantes comme celles de Genève et de Leyde. Il est encore peu d'années où les étudiants des provinces espagnoles et catholiques ne se rencontrent à côté des étudiants hollandais, naturellement bien plus nombreux : à Genève, le *Livre du Recteur* nous montre assez quelles puissantes racines avait poussées le calvinisme dans certaines villes du Sud. Dans les six années qui suivent la pacification d'Utrecht, lorsque les Provinces catholiques se détachent définitivement de l'alliance momentanée des provinces du Nord, les villes de Tournai, Anvers, Lille, Gand, Bruxelles envoient à Genève vingt et un étudiants. Et c'est d'ailleurs la recrudescence de l'émigration scolaire qui provoque en 1587 le nouvel édit d'Alexandre Farnèse.

Mais quelle preuve plus manifeste de l'impuissance de ces édits que la facilité avec laquelle les étudiants des provinces méridionales se portent vers la nouvelle Université fondée dans une des villes séparées ! L'Université de Leyde, constituée « avec toutes les forces que l'esprit de résistance et d'opposition avait données à la nationalité naissante des Provinces Unies², » appelant dans ses chaires les esprits indépendants ou « les transfuges du catholicisme », comme Pétreius Tiara et Juste Lipse, ne tarda pas à être fréquentée par des étudiants de Bruxelles, Gand, Anvers, Malines, Bruges, Lille, Tournai, Louvain, etc., qu'attiraient dans l'Université calviniste la séduction de la nouveauté, la renommée de maîtres connus à Louvain ou à Douai, la proximité et enfin la certitude d'une indépendance toujours agréable à la jeunesse, et particulièrement dans un temps d'effervescence religieuse, où tous les placards du gouvernement étaient des édits d'intolérance et de tyrannie : de 1577 à 1600, les Registres de l'Uni-

1. CREVIER, *Histoire de l'Université de Paris*, t. VI, p. 390-391.

2. FÉLIX NÈVE, *Relations de Suffridus Petri et d'autres savants du xvi^e siècle avec l'Université de Louvain* (*Ann. de l'Université catholique de Louvain*, 1848, p. 174).

versité de Leyde nous donnent trois cent un étudiants venus des Provinces maintenues sous la domination espagnole.

Que conclure de la présence de ces étudiants dans les Universités étrangères ? Que la création de l'Université de Douai n'a pas répondu aux espérances de ses fondateurs ? Qu'elle n'a pas arrêté l'émigration scolaire des jeunes gens des Pays-Bas ? L'Université de Douai avait des élèves, et même, nous l'avons vu, elle en avait beaucoup. S'est-elle peuplée aux dépens de l'Université de Louvain ? Non, puisque celle-ci n'est pas en décadence au xvi^e siècle ou n'a souffert, à certains moments, que de la guerre civile et non de la concurrence Douaisienne. L'Université de Douai n'eût pas été fondée, le nombre des étudiants flamands eût-il été plus considérable dans les Universités étrangères et en particulier dans les Universités françaises ? Nous le croyons, car il est certain que le désir d'apprendre le français eût enlevé comme par le passé de nombreux étudiants à Louvain, pour les porter à Paris ou à Orléans. Ils ont continué, en nombre relativement considérable, à se rendre dans les Universités françaises, malgré la fondation de l'Université de Douai ; mais comment arrêter en un jour ces habitudes d'émigration qu'encourageaient des relations bien anciennes entre la Belgique et la France, la guerre civile dans les Pays-Bas ou les sentiments religieux de certaines familles naturellement éloignées de deux Universités qui se dressaient au milieu de la lutte comme les puissantes forteresses du catholicisme ?

CONCLUSION

Si nous jetons une vue d'ensemble sur l'histoire de la fondation de l'Université de Douai, nous voyons tout dominé par la réaction catholique.

En 1530, le Magistrat de Douai demandait au gouvernement de Charles-Quint l'érection d'une Université de langue française : c'est au nom des intérêts catholiques que la ville et l'Université de Louvain ont fait opposition à cette requête auprès de l'Empereur ; c'est peut-être aussi la crainte de mécontenter une Université, dont le concours était si précieux dans la lutte contre le protestantisme, qui a décidé les ministres de Charles-Quint à ne pas créer une concurrence ruineuse à Louvain.

Mais, au début du règne de Philippe II, le président du conseil privé, Viglius, reçoit un Mémoire rédigé sans doute par un professeur de Louvain, Vendeville : la Réforme a, depuis quelques années, fait de grands progrès dans les Pays-Bas ; l'auteur attribue une partie du mal aux étudiants qui vont trop nombreux dans les Universités protestantes de l'Allemagne et de Genève et dans les Universités de France et d'Italie, où la Réforme est ou tolérée ou secrètement pratiquée. Le remède est de s'opposer à l'émigration scolaire en créant dans les Pays-Bas une seconde Université : fondée dans une ville française, fidèlement attachée au catholicisme et au roi, elle retiendra les jeunes gens qui vont en France pour apprendre le français, en Allemagne, à Genève et en Italie, où ils puissent les mauvaises doctrines dans un cosmopolitisme dangereux. Ce projet rencontre-t-il encore quelque opposition ? « L'enfer et ses suppôts en frémissent deux ans » et, en effet à Douai, « la moins saine partie » essaie d'entraver les démarches du conseiller pensionnaire, Jérôme de France ; au dehors, Guillaume d'Orange et les gens du Brabant protes-

tent : c'est que l'érection de la nouvelle Université rentre, avec la réorganisation ecclésiastique, dans le plan général de compression catholique dirigé contre l'indépendance religieuse et politique des Pays-Bas ; la fondation de l'Université de Douai et la création des nouveaux évêchés ou archevêchés sont négociés en même temps auprès du Saint-Siège. La bulle du Pape et les Lettres patentes du roi marquent nettement le caractère de réaction catholique de l'enseignement fondé à Douai ; et, dès le premier jour, la cérémonie d'inauguration avec les discours de l'évêque d'Arras, Richardot, du conseiller pensionnaire de la ville, Jérôme de France, et de l'orateur de l'Université, montre l'accord du gouvernement, du clergé, de la ville et du corps enseignant sur le rôle réservé aux nouvelles Facultés.

Organisée sur le modèle de l'Université de Louvain, elle applique ses règlements dans l'esprit catholique le plus rigoureux : tous, dans l'Université, officiers, professeurs, étudiants, sont obligés au même serment de fidélité à l'Église catholique et au Saint-Siège. Corps indépendant, l'Université à ses assemblées toutes puissantes, ses officiers élus par elle et révocables par elle. Indépendance peu dangereuse et peut-être même plutôt favorable aux intentions des fondateurs, car, au milieu des pouvoirs civils, comme ceux de la ville, que le triomphe des partis opposés peut, à certains moments, mettre aux mains des ennemis de la religion catholique, elle reste légalement inaccessible aux atteintes des partis. Aussi ne pourrait-elle s'ouvrir que volontairement à la révolution religieuse ; ce qui est peu vraisemblable d'ailleurs : surveillée par l'Église, établie dans une ville catholique, protégée par un roi catholique, entretenue en partie par des deniers d'origine catholique, contributions des abbayes, revenus des biens protestants confisqués, elle a été fondée sur des assises catholiques trop solides pour se laisser ébranler par les commotions religieuses ou politiques du xvi^e siècle. Nous l'avons vue fréquemment en conflit avec la ville, mais toujours pour défendre son indépendance, contre le Magistrat qui voudrait restreindre ses privilèges de juridiction et mettre la main sur l'administration financière d'une Université qu'il entretient en partie à ses frais ; jamais ces conflits n'ont pris un caractère religieux ; si l'on excepte le triomphe momentané du parti d'Orange en 1578,

l'Université et le Magistrat se sont toujours trouvés d'accord pour étouffer à Douai les germes de la Réforme.

Chaque Faculté a contribué à conserver à l'Université son caractère catholique. Au premier rang, la Faculté de théologie, qui est comme la raison d'être de l'Université. A ses cours se pressent les étudiants les plus nombreux, qui seront des prêtres éclairés et des agents zélés de la foi catholique; autour d'elle se groupent des collèges ou séminaires, dont les boursiers viendront s'asseoir sur ses bancs, et le plus important, le collège des prêtres Anglais, appelle à l'Université de Douai les candidats aux grades théologiques que les persécutions d'Élisabeth ont chassés d'Angleterre: par eux l'action religieuse de l'Université s'étendra au delà de la mer jusque dans le royaume d'Élisabeth où ils iront tenter, au prix du martyr, de restaurer la foi catholique. Dans les autres Facultés, la science n'entre pas sans la foi: si, à l'Université de Douai, les études de droit ont profité des progrès de la Renaissance, ce n'est pas ce qu'ont surtout remarqué les contemporains: ils ont été bien plus frappés de voir les maîtres de la Faculté *juris utriusque* aussi ardents à la lutte religieuse dans les Pays-Bas que leurs collègues de la Faculté de théologie: plusieurs juristes ont quitté leur chaire pour un siège épiscopal: le fondateur de l'Université, Jean Vendeville, qui a été l'un des maîtres les plus illustres de la Faculté de droit civil, est devenu plus tard évêque de Tournai. A la Faculté de Médecine, Sylvius a célébré les vertus catholiques de ses collègues de l'Université et félicité l'évêque d'Arras, Richardot, d'avoir cherché à opposer à l'hérésie les armes de la science. La Faculté des Arts dont les élèves passaient ensuite pour la plupart dans les Facultés supérieures, attribuait une large place à l'enseignement religieux: les jésuites savaient l'importance de cette première éducation catholique de la jeunesse, lorsqu'ils fondaient leurs collèges auprès des Universités, et si la Faculté des Arts a vu d'un mauvais œil l'établissement des Pères au Collège d'Anchin, elle ne repoussait pas une collaboration étrangère à l'œuvre catholique qu'elle poursuivait elle-même; mais elle redoutait la concurrence d'une société qui commencerait par la dominer pour envahir ensuite l'Université tout entière.

Le succès de l'Université de Douai a-t-il répondu aux espérances de ses fondateurs? Entièrement, non; car, malgré les édits

du gouvernement, elle n'a pu arrêter tout à fait l'émigration scolaire des Pays-Bas que favorisait, au milieu des troubles civils, la ruine de toute autorité. Mais elle a compté bientôt de nombreux étudiants, dont l'affluence a augmenté avec la réputation de bonne tenue et de discipline dont elle jouissait dans les Pays-Bas, avec la renommée de ses maîtres et avec la création de nouveaux collèges ou séminaires; mais elle a toujours été fidèle à son rôle catholique dans les Pays-Bas. La Faculté de théologie est restée la première en dignité et la plus fréquentée des Facultés supérieures. L'Université de Douai a toujours été au service de l'Eglise romaine: en 1564, elle approuve sans restriction les décrets du concile de Trente et se déclare prête à concourir à leur exécution, en engageant le gouvernement à veiller à la rigoureuse observation des articles relatifs aux cours et aux professeurs de l'Université¹.

Lorsqu'elle passa sous la domination française, elle eut l'occasion de montrer jusqu'où allait son attachement au Saint Siège: elle refusa d'enseigner les Quatre articles et, en 1683, elle écrivit à Louis XIV que ses sujets de Flandre avaient la plus grande aversion de la doctrine contenue dans la déclaration du clergé de France qui regarde la puissance ecclésiastique, car, disait-elle, ils ont toujours tenu pour des opinions erronées celles qui choquent la primauté absolue et l'infaillibilité du souverain pontife; ses maîtres ne peuvent enseigner une doctrine si contraire à leur conscience. « Si on l'enseigne, c'est la ruine de l'Université, car la plupart semblent mieux aimer abandonner les écoles, voire même renoncer à toute promotion et dignité que de se soumettre à des opinions répugnantes à leur conscience et l'expérience nous fait voir que depuis qu'on a enregistré l'édit de Votre Majesté, personne n'a pris aucun degré dans la Faculté de théologie et que ceux qui étaient venus à ce dessein se sont retirés; en outre, les fondations des séminaires dont les revenus sont du district des Espagnols seront sans effet, parce qu'ils retireront leurs séminaristes, ce que nous croyons d'autant plus qu'ils nous imputent déjà d'avoir perdu la liberté de conscience². » Le roi répondit en

1. LE PLAT, *Monumentorum ad historiam Concilii Tridentini potissimum illustrandam spectantium amplissima collectio*, t. VII, p. 80.

2. Biblioth. de Douai, Ms 1103, t. I, p. 16.

faisant fermer les classes de la Faculté de théologie et, lorsqu'il les rouvrit, ce fut pour y envoyer trois docteurs de la Sorbonne, d'Espalunghe, Tournély et Estier ¹.

D'une façon générale, que conclure de toute cette histoire? L'ardeur de la lutte religieuse, qui a recours à toutes armes, oppose Université à Université, Douai à Orléans ou à Wittemberg, comme Leyde à Douai, parce qu'alors est grande l'activité intellectuelle des Pays-Bas : la création de l'Université de Douai, à la veille de la lutte sanglante des partis religieux et politiques, est un éclatant témoignage de la supériorité de la propagande par la doctrine sur la compression par la force : il faut combattre l'erreur, disait Richardot, non par les armes ou par la guerre, mais par la vertu et par la science. Les études et la science ont-elles profité de ce mouvement de polémique intellectuelle? Dans une certaine mesure seulement, car la science doit être libre et les programmes, soumis à un esprit exclusivement catholique et d'un catholicisme étroit, devaient s'opposer à tout esprit d'initiative.

1. V. Bossuet, édit. de l'abbé Migne, t. XI, p. 1083.

APPENDICE

LES IMPRIMEURS DE L'UNIVERSITÉ DE DOUAI

Il n'y eut d'imprimeurs à Douai qu'après la fondation de l'Université. Jusqu'en 1563, les Douaisiens devaient s'adresser aux imprimeurs des villes voisines pour les très rares ouvrages qu'ils eurent à publier : c'est à Cambrai, chez Bonaventure Brassart, que Jacques Lesage fit publier les deux éditions de son voyage, l'une vers 1520, l'autre vers 1523 ou 1524. En 1562, l'inauguration de l'Université fut « proclamée et publiée par ung certain escript envoyé et espandu par tout le pais bas par les. . depputez quy paravant leur retour a Douay lavoient faict imprimer à Louvaing »¹. En 1563, la ville est encore obligée de prier un imprimeur du roy à Paris de lui « amener plusieurs livres »².

L'Université fondée, il fallait donner aux maîtres la facilité de faire imprimer leurs travaux à Douai, comme ils le pouvaient à Louvain, où ils trouvaient des presses depuis près d'un siècle (1474) ; il fallait mettre également les livres à la portée des étudiants. Enfin les imprimeurs de l'Université imprimeront les instructions, les ordonnances « et aultres billets et scedules » pour la Ville³.

C'est à Louvain que Douai avait engagé ses premiers professeurs ; c'est encore à Louvain que l'Université et la ville cherchèrent un imprimeur. Avant même l'inauguration de

1. Jérôme de France, p. 84.

2. *Arch. de Douai*, CC, 281, f° 100 v°.

3. *Ibid.* CC, 287, f° 157 v° et CC, 298, f° 180 v°.

l'Université, le Magistrat fit venir à Douai un « libraire juré en l'Université de Louvaing », Bogard, « pour convenir avecques luy sy possible estoit aux fins de venir resider et besoinner de son art en icelle ville et Université de Douay » ¹. Mais on ne s'entendit pas avec lui et le Magistrat s'adresse alors à Jacques Boscard, qui lui était particulièrement recommandé par Granvelle; Boscard, qui était à Anvers, accueillit les offres de la ville, mais à condition qu'elle l'aiderait à supporter ses premiers frais d'établissement; il représente aux échevins les « grosses pertes », qu'entraînent pour lui ce déplacement, la confection de « caractères de diverses sortes... maniaiges, cariaiges des meubles, presses... à ce requises », et il promet de travailler à « l'avancement » de l'Université, en lui fournissant « de bons livres que lon en aura contentement ». Les échevins lui accordent en 1562 une première somme de 48 livres « par forme de prest, pour subvenir aux frais et despense que icelluy Jacques doibt supporter venant prendre residence en cesdite ville de Douay en qualité d'imprimeur libraire et relayeur de livres pour l'Université d'icelle » ², puis en juillet 1563 une somme de 18 livres « por une fois », et une autre somme de 300 carolus, « por l'avancement et achat de ses caracteres et afin de le induire à venir en ceste ville » ³. Lorsqu'il fut enfin à Douai, les échevins firent tout encore pour ne pas lui « donner occasion de se rethirer hors de ceste ville de tant que lors n'y avoit imprimeur que luy en ceste ville ». Et c'est ainsi qu'à plusieurs reprises ils payent ses dettes soit chez Gilles Scolcfebure, concierge de la maison échevinale, soit chez les taverniers de la ville, toujours « affin de retenir icy ledit Boschart, lequel aultrement et à faulte de respondre por ses debtes estoit apparent de habandonner lad^e imprimerie », et elle s'engage encore à lui prêter de l'argent pour autres dettes ⁴. Enfin, elle lui avait donné à bail une maison « seante et contigue les salles publiques de l'Université », moyennant une légère redevance, qu'il ne payait que très irrégulièrement. Sa maison avait pour enseigne l'*Escu*

1. Arch. de Douai, *Comptes des Aides*, CC, 19.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, *Reg. aux Cons.* BB, 2. f^o 149 v^o et 159 r^o.

4. *Ibid.*, *Comptes des Aides*, CC, 20 et 21, f^o 16 et 17.

de Bourgogne. Les ouvrages sortis de ses presses se recommandaient par « la netteté de l'exécution typographique » et par « la correction »¹.

Telles sont aussi les qualités des ouvrages d'un second imprimeur établi à Douai un an après Boscart; Loys de Winde, promoteur de l'Université, imprima d'abord « pour Boscart »; puis il voulut imprimer pour son compte; « pour ce que ledit Boscart n'a moi en de bien servir lad^e Université », il demanda « à Messieurs les députés pour le fait de l'Université de la ville de Douay », « que en considération des services qu'il a desir faire vers l'Université de ceste ville » on lui donnât « en avancement... quelque somme de deniers pour employer en achapt des lettres caracteres et praelles d'une imprimerie à Cambray pour lesfaire venir en ceste ville et soy en servir au bien de lad^e Université »². Nous ne savons pas si cette requête fut favorablement accueillie : mais, dès 1564, de Winde publiait un livre in-12 de 223 pages, intitulé « Antiqui Scriptoris ecclesiastici, Juliani Prognosticon, sive de futuro sæculo tractatus Ed. Boetio Epone³ ». Il fut logé dans les bâtiments de l'Université, et, comme il ne pouvait avoir d'enseigne, il fit vendre les ouvrages imprimés chez lui par un libraire également voisin de l'Université, Jean Pelu.

Il y avait à peine douze ans que l'Université était fondée qu'un troisième imprimeur était établi à Douai. Au mois d'octobre 1573, Jean Bogard se rappelait les offres qui lui avaient été faites onze années auparavant et il écrivait à la ville, « aux fins d'estre accommodé de demeure et residence »; les échevins lui répondirent aussitôt de venir « décorer » la ville et l'Université « par la renommée qu'il avoit en son art d'imprimerie et y admenner toute sa librairie »; ils lui donnèrent 200 livres « en rescompense de ses voitures et autres frais »⁴, et c'est alors que la maison occupée par Boscart fut « exposée à louaige » pour être donnée « au plus offrant et dernier renchérissement... à condition de par cestuy auquel elle demeurera bailler bonne et suffisante caution »⁵. Bogard l'obtint avec le

1. Duthillœul, *Bibliographie Douaisienne*, p. 401-402.

2. *Arch. de Douai*, Requête jointe aux Comptes de l'Université.

3. Duthillœul, *Op. cit.*, p. 10.

4. *Comptes de l'Université*, 1572-1573.

5. *Arch. de Douai*, *Reg. aux Cons.*, BB, 3, f^o 5 v^o.

« hault premier dessus les salles publiques où se font les lechons de l'Université et, à partir de 1590, « à cause du long service qu'il a fait a ladiete ville et Université, » il occupa ces bâtiments gratuitement à condition de les « entretenir... d'huys, de fenestres, cassis, verrieres et aultrement comme a bon pere de famille appartient »¹. Sur les premiers livres, le nom de Bogard ne figure qu'avec l'indication « Ex officina Joannis Bogardi », tandis qu'on lit sur le dernier feuillet « Excudebat Loys de Winde ». Il ne fut donc d'abord que libraire et ce n'est que plus tard qu'il reçut l'autorisation d'établir une imprimerie². L'enseigne de sa maison, qui a remplacé celle de Boscart, était « *la Bible d'Or* ».

Avant la fin du siècle, quatre autres imprimeurs étaient établis à Douai, trois rue des Corbeaux, qu'on aurait pu appeler la rue des Imprimeurs. Le plus célèbre était Balthazar Bellere, qui appartenait à une illustre famille d'imprimeurs d'Anvers et qui avait l'enseigne du *Compas d'Or*³ (1590); puis Pierre Auroy, qui s'établit en 1596 dans la maison contiguë à celle de Bogard, à l'enseigne du *Pelican d'Or*, le fils de Jacques Boscart, Charles, dont l'imprimerie était située vis-à-vis des bâtiments de l'Université, à l'enseigne du *Missel d'Or*⁴; un dernier, Philippe le Boucq, dont nous ne connaissons aucun ouvrage, habitait non loin de là, au coin de la rue Basse et de la rue des Dracquié⁵.

Les imprimeurs de Douai ont pour leur part contribué à l'œuvre catholique de l'Université. La Bibliographie Douaisienne de Duthillœul, complétée par un appendice d'Emile Nève⁶, donne 22 livres imprimés chez Jacques Boscart, 21 chez Loys de Winde, 228 chez Bogard.

Sur ces différents ouvrages, 3, imprimés chez le premier

1. *Arch. de Douai*, CC, 309, f° 13. V. aussi CC, 294, f° 150.

2. Duthillœul, *Op. cit.*, p. 403.

3. Id., p. 405-406.

4. Id., p. 406-407.

5. Aujourd'hui rues du Palais et des Feronniers. — Nous ne connaissons Philippe le Boucq que par un inventaire de la seconde partie du xvi^e siècle (*Arch. de Douai*, G. G.). Nous ne parlerons pas de Jérôme Bourcier, bien qu'un pamphlet ligueur l'indique comme un imprimeur Douaisien : on ne sait rien de lui et son nom doit être un pseudonyme.

6. Bibliothécaire à l'Université de Louvain; Bruxelles, Herbelé, 1850.

imprimeur de l'Université, Boscart, se rattachent à l'histoire de la fondation de l'Université: le *Bref Recueil et recit de la Solennité faicte à l'entrée et consécration de l'Université faicte eterigée en la Ville de Douay*: c'est le premier ouvrage imprimé à Douai (1563); la même année paraissait le *Nascentis Academiæ Duacensis ejusdemque illustrium Professorum Encomium*, de Jean Sylvius, et l'année suivante la *Comédie à la louange de l'Université et Faculté de toutes arts, instituee en Douai le V^e d'octobre, anno 1562 par Marc Lefebure Douisien*.

Puis un très grand nombre de livres religieux, des ouvrages de polémique catholique ou de théologie, des sermons, des discours de prélats, des poèmes ou des récits inspirés par les luttes religieuses et pour la plus grande gloire du catholicisme: 8 chez Boscart, 16 chez de Winde, 110 chez Bogard, soit 134 sur 271 ou à peu près la moitié. Beaucoup encore sont destinés ou peuvent servir à l'enseignement des Facultés de droit, de médecine ou des arts: 8 chez Boscart, 2 chez de Winde, 39 chez Bogard, soit 49 sur 271. Aussi ont-ils surtout pour auteurs des professeurs de l'Université: 9 chez Boscart, 10 chez de Winde, 36 chez Jean Bogard, soit 55 sur 271 ou le cinquième.

Mais si l'on compare les catalogues de ces trois imprimeurs et ceux de leurs successeurs, on remarque que c'est surtout dans les vingt premières années qui ont suivi l'établissement de l'Université que l'imprimerie Douaisienne a ce caractère en quelque sorte universitaire: moins nombreux, sont dès la fin du xvi^e siècle, les livres composés par les professeurs ou les ouvrages de théologie et de polémique religieuse qui se publient sous l'inspiration de la Faculté de théologie.

VU ET LU
EN SORBONNE, LE 29 JUIN 1889,
PAR LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS
A. HIMLY

VU ET PERMIS D'IMPRIMER
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

Documents inédits.

ARCHIVES DE LA VILLE DE DOUAI

C'est aux Archives de la Ville de Douai que nous avons trouvé la plupart des renseignements qui ont servi à cette histoire de la fondation de l'Université de Douai.

Presque toutes les pièces sont réunies dans la layette 92, divisée en plusieurs liasses, et dans la layette 102, qui contient les Comptes de l'Université de 1562 à 1573. Elles ont été indiquées d'une façon sommaire dans l'*Inventaire analytique* de M. Guilmot, mais elles n'ont pas encore été analysées dans l'*Inventaire analytique* en cours de publication.

Les différentes séries des Archives nous ont aussi fourni des renseignements plus ou moins abondants :

Dans la série AA, les Registres 85 et 97.

Dans la série BB, les *Registres aux Consaulx*, et en particulier les Registres 1, 2 et 3, — les *Registres aux Mémoires* et en particulier les Registres 12 et 13.

La série CC (Impôts et Comptabilité) est une des plus riches pour l'histoire de tous les événements auxquels a été mêlée la Ville de Douai. Les *Comptes des Aides* (Registre 19) et surtout les *Comptes du Domaine* (Registres 231 à 254, 258, 278 et suiv.) nous donnent à peu près année par année l'histoire des négociations qui ont précédé la fondation de l'Université et des débuts des nouvelles Facultés. Bien que moins importants, les autres chapitres de cette série peuvent être consultés avec fruit : *Dettes et revenus de la ville* (lay. 660), *Octroi des Impôts* (lay. 719 et passim), *Luttes contre les privilèges* (lay. 844, 845, 849, etc.), *Comptes du Coffre* (Reg. 956).

Les séries DD (*Propriétés communales*) et EE (*Affaires militaires*) ne nous ont fourni aucun renseignement direct sur l'Université.

Nous avons utilisé enfin plusieurs pièces contenues dans différentes liasses non encore classées ou analysées.

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE DOUAI

(*Manuscripts.*)

Hieromme de France. *Discours de la Poursuite et erection de l'Université de Douai*. N° 8096. Ce manuscrit, consulté par Buzelin (*Ann. Gallo-Flandriæ et Gallo-Flandria*) appartenait à la fin du siècle dernier à M. Despres, avocat au Parlement de Flandre, ancien professeur de l'Université, recteur et doyen de la Faculté de droit. Il a passé par succession à M. Émile Leroy, avocat, ancien maire de Douai, qui l'a offert à la bibliothèque de la ville, en 1881. Ce Discours « fidèlement rédigé par escript de jour a autre selon que les affaires de lad^e Université se présentoient » (f° 150) a été copié en 1573 par Mathieu Le Comte, qui reçut, sur le Compte de l'Université, une somme de quatre florins, pour sa peine et « y compris le livre en papier avec la couverture » (*Arch. de Douai*, lay. 102. *Compte de l'Université*, 1572-1573).

M. Leroy a donné en même temps à la Bibliothèque de la Ville de Douai plusieurs manuscrits importants pour l'histoire de l'Université à différentes époques :

1^o *Statuta Universitatis Duacenæ* (Ms. xvii^e siècle), N° 8093 ou, suivant la nouvelle numération, 1301.

2^o *Registre de la dote de l'Université de Douai*, commençant en 1636.

3^o *Liber rerum Universitatis Duacensis* (Ms. xviii^e siècle).

4^o *Actes délibératifs des Facultés de Droit de Douai* (Ms. xviii^e siècle).

5^o *Registre des Serments des Professeurs de l'Université de Douai pour les souscriptions du formulaire d'Alexandre VII contre l'hérésie de Jansénius* (Ms. xviii^e siècle).

6^o *Registre aux lettres commençant en 1766* (Ms. du xviii^e siècle).

Manuscrit 37 (26). *Novum Testamentum, cum annotationibus Francisci de Bar* (1563) 2 vol.

Manuscrit 471 (399) : Recueil de pièces diverses, dont plusieurs intéressantes pour l'histoire de l'enseignement de la théologie à l'Université de Douai (xvi^e siècle). 1 vol.

Manuscrit 979 (892) : *Histoire de Douai*, tirée des Archives qui reposent en halle par Martin Joseph Derasière (1708), 4 vol. (particulièrement le t. II).

Manuscrit 1020 (37) : *Douai, Université*, Recueil de documents et de pièces diverses, provenant en grande partie de M. Plouvain. 4 vol. (particulièrement le t. I).

Manuscrit 1149 (1176): *Histoire de la Ville de Douay*, par l'abbé Canquelain (xviii^e siècle).

Ces différents manuscrits sont les plus importants pour l'histoire de la fondation de l'Université de Douai. Il en est d'autres, cités au cours de notre étude, dans lesquels nous avons puisé un certain nombre de détails intéressants.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU NORD

Ce dépôt renferme peu de pièces relatives à l'histoire de la fondation de l'Université de Douai. Elles sont presque toutes réunies dans trois cartons: *Cours et juridictions*, B. *Chambre des Comptes*, Fonds *Université de Douai*.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU PAS-DE-CALAIS

Pièces diverses, B. 621.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU LOIRET

Matricula seu Index generalis omnium nominum receptorum in omnibus libris procuratoriis qui adhuc extant.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Acta Rectoria Universitatis Parisiensis. Man., Fonds latin 9951-9958.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE DE BELGIQUE

Les manuscrits 17588-17593 renferment plusieurs documents importants pour l'Université de Douai et particulièrement les listes de Docteurs des Facultés supérieures, dressées par Foppens.

Nous avons encore consulté avec profit les manuscrits B, 187 (*Autographa virorum illustrium ad Universitatem Lovaniensem*) et 19701-19702. (Recueil de pièces diverses pour l'histoire de l'Université de Louvain.)

ARCHIVES ROYALES DE BELGIQUE

V. Conseil d'État, carton III et les Registres de l'Audience.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	1
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Fondation de l'Université.

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES DÉMARCHES DE LA VILLE DE DOUAI EN 1531

1. La Renaissance et les Écoles dans les Pays-Bas vers 1531.	1
2. Douai demande une Université de langue française : première requête et première enquête.	4
3. Opposition de l'Université et de la Ville de Louvain.	14
4. Examen des Causes d'opposition de Louvain et des Réponses de Douai.	20
5. Seconde enquête et visite de la Ville de Douai.	38
6. Pourquoi le gouvernement de Charles-Quint n'a-t-il pas alors accordé une Université à Douai?.	49

CHAPITRE II

LES FONDATEURS ET LES CAUSES DE LA FONDATION

1. Le conseiller pensionnaire Jérôme de France à Bruxelles (1560)	58
2. Le <i>Premier Projet et Sommaire de la Remonstrance</i> de Jean Vendeville.	62
3. Le <i>Premier Projet</i> et les conseillers de Philippe II.	71
4. L'Université de Douai est destinée à retenir dans les Pays-Bas les étudiants qui fréquentent les Universités étrangères.	75
5. Pourquoi la nouvelle Université est-elle fondée à Douai?.	117

CHAPITRE III

LA FONDATION DE L'UNIVERSITÉ

1. La Bulle d'érection.	134
2. Le Projet d'Université dans le Conseil de la Ville de Douai.	142

3. Opposition des États du Brabant et du prince d'Orange.	149
4. Négociations entre la Ville et le Gouvernement.	154
5. Les Lettres Patentes de Philippe II.	165
6. Les Contributions des Abbayes.	169
7. Choix des premiers professeurs.	185
8. Inauguration solennelle de l'Université (5 octobre 1562).	196

DEUXIÈME PARTIE

Organisation de l'Université.

CHAPITRE PREMIER

ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ. — PRIVILÈGES DE L'UNIVERSITÉ ET SES RAPPORTS AVEC LA VILLE DE DOUAI

1. Les Règlements de l'Université.	213
2. Administration de l'Université.	216
3. Juridiction de l'Université. — Le Tribunal du recteur et les officiers de la juridiction.	229
4. Conflits de juridiction avec la Ville.	239
5. Administration financière de l'Université.	246
1 ^o Revenus affectés à l'entretien de l'Université.	248
2 ^o Dépenses.	267
3 ^o Administration.	273
6. Exemptions d'impôts. — Conflits avec la Ville	283
7. La Ville et l'Université.	289

CHAPITRE II

LES FACULTÉS

1. Administration des Facultés.	297
2. L'Enseignement.	304
La Faculté de théologie :	
1 ^o L'Enseignement.	310
2 ^o Les premiers professeurs.	317
3 ^o Le Collège des prêtres anglais.	342
La Faculté <i>juris utriusque</i> :	
1 ^o L'Enseignement.	362
2 ^o Les premiers professeurs	367
La Faculté de médecine :	
L'Enseignement et les premiers professeurs.	393
La Faculté des arts :	
1 ^o L'Enseignement.	402
2 ^o Les premiers professeurs.	410
3 ^o Le Collège du Roi.	420
4 ^o Projet de Collège municipal.	427
5 ^o Le Collège d'Anchin.	432
6 ^o Le Collège de Marchiennes	470

CHAPITRE III

LES ÉTUDIANTS

1. Les étudiants de l'Université de Douai	477
2. L'Université de Douai s'est-elle peuplée aux dépens de l'Université de Louvain?	494
3. L'Université de Douai a-t-elle arrêté l'émigration des étudiants des Pays-Bas dans les Universités étrangères?	502
CONCLUSION.	525
APPENDICE. Les Imprimeurs de l'Université de Douai.	531
BIBLIOGRAPHIE. Documents inédits.	537
